BIBLIOTHÈQUE DU CONDUCTEUR DE TRAVAUX PUBLICS

CONOMIE

STATISTIQUE

ÉCONOMIE POLITIQUE
ET
STATISTIQUE

H. DUNOD ET E. PINAT, ÉDITEURS

10 fi

ND/1003

ÉCONOMIE POLITIQUE
ET STATISTIQUE

BIBLIOTHÈQUE

DU

CONDUCTEUR DE TRAVAUX PUBLICS

VOLUMES PARUS

Mathématiques (2 ^e édit.).....	12	»	Zoologie appliquée, Pisciculture,	
Mécanique, Hydraulique, Thermo-			Ostréiculture.....	12 »
dynamique (2 ^e édit.).....	15	»	Législation des eaux.....	15 »
Chimie et Physique appliquées...	12	»	Construction et Voie.....	12 50
Résistance des matériaux, I.....	15	»	Locomotive et Matériel roulant...	12 »
— — II.....	15	»	Exploitation technique des chemins	
— — III.....	12	»	de fer et tramways.....	16 »
Topographie { Instruments.....	12	»	Exploitation commerciale des che-	
{ Méthodes.....	15	»	mins de fer.....	16 »
Travaux graphiques.....	12	»	Tramways et Automobiles(2 ^e édit.)	15 »
Maçonneries.....	10	»	Législation des chemins de fer et	
Bois et Métaux.....	8	»	tramways.....	10 »
Tracé et Terrassements.....	15	»	Contrôle des chemins de fer et	
Fouilles et Fondations.....	12	»	tramways.....	12 »
Droit civil.....	8	»	Géologie et Minéralogie appliquées	12 »
Droit administratif général.....	9	»	Exploitation des mines (2 ^e édit.)	9 »
Droit commercial et industriel...	10	»	Chaudières à vapeur.....	12 »
Procédure civile et Droit pénal...	8	»	Machines à vapeur.....	15 »
Exécution des travaux publics...	12	»	Machines hydrauliques.....	10 »
Organisation des services de tra-			Législation et Contrôle des mines.	12 »
vaux publics.....	8	»	Législation et Contrôle des appa-	
Comptabilité des travaux publics			reils à vapeur.....	8 »
et tenue des bureaux.....	12	»	Législation du bâtiment.....	15 »
Comptabilité départementale, vici-			Architecture.....	15 »
nale, communale et commerciale	12	»	Charpente et Couverture.....	10 »
Rôle social et économique des			Menuiserie, Serrurerie, Plomberie,	
voies de communication.....	10	»	Peinture, Vitrierie.....	10 »
Rapports de service.....	12	»	Fumisterie, Chauffage et Ventila-	
Hygiène.....	7 50	»	tion.....	10 »
Ponts en maçonnerie.....	15	»	Devis et Évaluations.....	15 »
Ponts en bois et métal.....	15	»	Édifices publics.....	18 »
Routes et Chemins vicinaux.....	12	»	Agriculture.....	9 »
Législation de la Voirie.....	12	»	Hydraulique agricole, I (2 ^e édit.)	15 »
Voie publique.....	12	»	— II.....	15 »
Distribution des eaux.....	15	»	— III.....	15 »
Égouts, Assainissement.....	18	»	Génie rural.....	10 »
Plantations, Jardins, Promenades.	11	»	Electricité { Théorie.....	12 »
Éclairage (2 ^e édit.).....	15	»	{ Applications.....	12 »
Rivières canalisées et canaux...	20	»	Photographie, Reproduction des	
Ports maritimes, I.....	15	»	dessins.....	9 »
— — II.....	15	»	Génie.....	12 »
Exploitation des Ports maritimes.	15	»	Sciences et Arts militaires.....	12 »

BIBLIOTHÈQUE DU CONDUCTEUR DE TRAVAUX PUBLICS

338.9
311

ÉCONOMIE POLITIQUE

ET STATISTIQUE

درباره اقتصاد و آمار

PAR

CH. LORDIER

INGÉNIEUR CIVIL DES MINES

ANCIEN INSPECTEUR DU MATÉRIEL ET DE LA TRACTION

DE LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'OUEST

INGÉNIEUR CONSULTANT

PARIS

H. DUNOD ET E. PINAT, ÉDITEURS

47 ET 49 QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS

1914

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous pays.

BIBLIOTHÈQUE DU CONDUCTEUR DE TRAVAUX PUBLICS

PUBLIÉE SOUS LES AUSPICES

**DE MM. LES MINISTRES DES TRAVAUX PUBLICS
DES POSTES ET TÉLÉGRAPHES
DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE
DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE, DE LA JUSTICE
DE L'INTÉRIEUR, DE LA GUERRE, DES COLONIES**

Comité de patronage

BARTHOU	Président du Conseil, Ministre de la Justice.
BECHMANN	Directeur de la Société du Chemin de fer électrique souterrain N.-S. de Paris.
BOREUX	Ancien directeur de la voie publique et de l'éclairage de la ville de Paris.
BOSRAMIER	Conducteur principal des Ponts et Chaussées en retraite.
BOUVARD	Ancien directeur administratif des services d'architecture, des promenades et plantations de la ville de Paris.
CLAVEILLE	Directeur des Chemins de fer de l'État.
COLMET-DAAGE	Ingénieur en chef des eaux, assainissement et dérivations de Paris.
COLSON	Conseiller d'Etat, Professeur à l'Ecole des Ponts et Chaussées.
COMTE (J.)	Ancien directeur des Bâtiments civils et des Palais nationaux.
DELECROIX	Docteur en droit, Directeur de la <i>Revue de la Législation des Mines</i> .
Le Directeur de l'Ecole nationale des Ponts et Chaussées.	
Le Directeur de l'Ecole nationale supérieure des Mines.	
Le Directeur du Conservatoire national des Arts et Métiers.	
Le Directeur du personnel et de l'enseignement technique au Ministère du Commerce et de l'Industrie.	
BOUSQUET (du)	Ingénieur en chef du matériel et de la traction à la C ^{ie} des Chemins de fer du Nord.
EYROLLES	Directeur de l'Ecole spéciale de Travaux publics, du Bâtiment et de l'Industrie.

FLAMANT	Inspecteur général des Ponts et Ch. en retraite.
D^r GAUTHIER (de l'Aude)	Ancien Ministre des Travaux publics, Sénateur.
GERVAIS	Sénateur.
GRILLOT	Président honoraire de l'Association générale des Sous-Ingénieurs, Conducteurs et Contrôleurs des Ponts et Chaussées et des Mines.
GUILLAIN	Ancien Ministre des Colonies. Membre de la Chambre des députés.
HATON DE LA GOUPILLIÈRE	Membre de l'Institut, Inspecteur général des Mines en retraite.
HENRY (E.)	Inspecteur général des Ponts et Chaussées en re- traite. Vice-Président du Conseil de la Vicinalité au Ministère de l'Intérieur.
M^r LE BERQUIER	Avocat à la Cour d'Appel de Paris.
LOUIS MARTIN	Avocat, Professeur libre de droit, Sénateur.
PHILIPPE	Ancien directeur de l'Hydraulique agricole au Minis- tère de l'Agriculture.
PONTICH (de)	Ancien Directeur des Travaux de Paris.
Le Président de l'Association philotechnique.	
Le Président de l'Association polytechnique.	
Le Président de la Société des Anciens Elèves des Ecoles d'Arts et Métiers.	
Le Président de l'Association générale des Sous-Ingénieurs, Conducteurs, Contrô- leurs des Ponts et Chaussées et des Mines.	
Le Président de la Société des Ingénieurs civils de France.	
Le Président de la Société française des Ingénieurs coloniaux.	
Le Président de la Société de Topographie de France.	
Le Président de la Société de Topographie parcellaire de France.	
QUENNEC	Directeur de l'Octroi de Paris.
RÉSAL	Professeur à l'Ecole des Ponts et Chaussées.
TISSERAND	Conseiller-maitre honoraire à la Cour des Comptes.

BIBLIOTHÈQUE DU CONDUCTEUR DE TRAVAUX PUBLICS

Pierre JOLIBOIS, FONDATEUR

Ancien Directeur et Président du Comité de Rédaction, ancien Conseiller municipal
de Paris, ancien Conseiller général de la Seine
ancien Président de l'Association des Personnels de travaux publics

Comité de rédaction

Bureau :

PRÉSIDENT :

BONNAL

Directeur de la Compagnie des Tramways à vapeur du
département de l'Aude, ancien Professeur à l'Association
philotechnique.

VICE-PRÉSIDENTS :

DACREMONT
FALCOU

Ingénieur des Ponts et Chaussées.
Inspecteur en chef du service des Beaux-Arts de la ville de
Paris et du département de la Seine

LANAVE
VIDAL

Ingénieur en chef des chemins de fer éthiopiens.
Inspecteur principal de l'exploitation commerciale des Che-
mins de fer.

SECRÉTAIRES :

BONDU

Commissaire de surveillance administrative des Chemins de
fer.

DIEBOLD
DUFOUR (Ph.)

Sous-Inspecteur de l'Assainissement de Paris.
Commis principal des Ponts et Chaussées, Lauréat de l'Aca-
démie française.

LEMARCHAND

Conseiller municipal de Paris, conseiller général de la
Seine.

Membres du Comité :

ARANA	Sous-Ingénieur des Ponts et Chaussées, Secrétaire de <i>La Revue Municipale</i> .
AUCAMUS	Ingénieur des Arts et Manufactures, sous-ingénieur aux chemins de fer du Nord.
CANAL	Sous-Ingénieur des Ponts et Chaussées.
CHABAGNY	Ingénieur des Ponts et Chaussées.
COLAS	Directeur de la Comptabilité et des Services financiers des Chemins de fer de l'État.
DARIÈS	Ingénieur de la Ville de Paris, Licencié ès Sciences, Professeur à l'Association philotechnique et à l'Ecole spéciale de Travaux publics.
DEJUST	Ingénieur de la Ville de Paris, Professeur à l'Ecole centrale des Arts et Manufactures.
GRIMAUD	Ingénieur des Ponts et Chaussées.
HALLOUIN	Contrôleur général de l'Exploitation commerciale des Chemins de fer.
LÉVY-SALVADOR	Ingénieur du Service technique de l'Hydraulique agricole au Ministère de l'Agriculture.
MALETTE (G.)	Sous-ingénieur des Ponts et Chaussées.
MUNSCH	Rédacteur principal à la Préfecture de la Seine.
PRADÈS	Chef de bureau au Ministère de l'Agriculture, Membre du Conseil d'administration de l'Association philotechnique.
PRÉVOT	Ingénieur des Ponts et Chaussées (Nivellement général de la France).
REBOUL	Sous-ingénieur des Mines.
ROUSSEAU (Ph.)	Secrétaire général de la Société française des Ingénieurs coloniaux.
ROUX (O.)	Ingénieur des Ponts et Chaussées.
SAINT-PAUL	Sous-Ingénieur municipal, chef de section aux aqueducs et dérivations de la Ville de Paris.
SIMONET	Conducteur principal des Ponts et Chaussées, en retraite.

PRÉFACE

Les matières dont devait traiter ce volume ayant été fixées d'une manière immuable dans le programme général arrêté par le fondateur de cette Bibliothèque, nous ne pouvions nous limiter à l'examen des problèmes qui intéressent l'ingénieur et dont s'occupe plus spécialement l'Économie industrielle.

Nous avons donc été obligé de passer en revue dans un volume de six cents pages un vaste ensemble de connaissances auquel des auteurs célèbres ont consacré des ouvrages magistraux qui ont fait époque. Nous ne pouvions prétendre écrire un traité complet en ce cadre restreint ; aussi nous nous sommes borné à exposer avec le plus de clarté possible les principales questions comprises dans le plan imposé, en nous permettant de nous étendre un peu plus longuement sur celles qui, par leur essence ou leur actualité, nous ont paru offrir un intérêt de premier ordre pour nos lecteurs.

Le ^{xx}e siècle paraît devoir être dominé par le développement à outrance de la grande industrie, du commerce international et des questions sociales ; on nous pardonnera en conséquence d'avoir exposé les applications correspondantes avec plus d'abondance

que les dogmes théoriques de l'Économie politique pure.

Nous sommes cependant loin d'avoir pu donner à cette étude pratique toute l'ampleur qu'elle comporte, et nous renvoyons ceux de nos lecteurs qui désireraient la pousser plus à fond, aux traités universellement réputés de MM. Cauwès, Colson, Leroy-Beaulieu, Gide, ainsi qu'aux beaux travaux d'économie industrielle de notre illustre maître M. Émile Cheysson et de son successeur M. l'Ingénieur en chef des mines Bellom.

La lecture des nombreux articles publiés par les excellentes revues qui traitent de ces matières, fournit, d'autre part, des données statistiques annuelles qui éclairent notamment d'une vive lumière les résultats des lois récemment votées sur les questions ouvrières.

Il nous reste à recommander à nos jeunes confrères de se familiariser de bonne heure, et le plus complètement possible, avec l'Économie politique. Un grand nombre de leurs aînés ignorent encore jusqu'au nom de cette science et beaucoup d'entre eux se demandent quels peuvent bien être son objet et son utilité.

Une telle mentalité n'est plus admise de nos jours, et les ingénieurs qui persistent à rester étrangers aux multiples questions qu'envisagent les économistes, paient souvent un tel dédain d'une situation chèrement acquise.

Les notions économiques qui leur sont surtout utiles appartiennent à deux catégories : les unes ont trait aux phénomènes qui influent sur l'achat et sur la vente ; les autres concernent la connaissance profonde de la psychologie de l'ouvrier, de la manière de l'employer, de le payer, de vivre avec lui en bonne intelligence. Toutes s'acquièrent par la pratique du bureau ou de

l'atelier, et par l'étude des questions sociales. On peut être un technicien remarquable et ne savoir ni diriger une équipe d'ouvriers ni conclure à propos un achat de matières premières ou une entente entre producteurs ; bien des directeurs ont conduit à la faillite les entreprises qui leur étaient confiées, pour avoir négligé l'application des préceptes souvent si simples qu'ils auraient facilement appris dans le plus modeste des aides-mémoires d'Économie politique.

Les services que rendent les interprétations des données de la Statistique ont été exposés à la fin de ce volume avec autant de clarté et de détail que le permettait le petit nombre de pages dont nous disposions. Nous espérons avoir réussi à convaincre le lecteur que la Statistique ne mérite pas le dédain que trop de personnes professent encore à son égard : elle constitue le guide le plus sûr de l'industriel et du commerçant, un guide toujours prêt à répondre et qui ne ment jamais.

Nous ne pouvions assumer la lourde responsabilité de ce travail sans avoir largement recours à de nombreuses sources. Les maîtres que nous avons cités plus haut reconnaîtront dans ce livre leurs méthodes et leurs idées ; nous nous sommes efforcé de rester fidèle à l'impartialité qui était la base de notre programme, et nous remercions ici tous ceux qui ont contribué à nous aider dans notre tâche ainsi que les éditeurs si éclairés qui nous ont fait l'honneur de nous la confier.

CH. LORDIER,

Ingénieur civil des Mines.

ÉCONOMIE POLITIQUE ET STATISTIQUE

PLAN DE L'OUVRAGE

INTRODUCTION. — *Notions préliminaires* : Objet et but de l'Économie politique.

Ce précis d'Économie politique et de Statistique est divisé en six parties :

PREMIÈRE PARTIE. — *Questions historiques*. — Livre I : Histoire de l'Économie politique.

DEUXIÈME PARTIE. — *Production de la Richesse*. — Livre II : La Production ; Livre III : Le Travail ; Livre IV : Le Capital.

TROISIÈME PARTIE. — *Circulation de la Richesse*. — Livre V : Valeur et Prix ; Livre VI : Crédit ; Livre VII : Outillage national, Transports et Travaux publics ; Livre VIII : Commerce.

QUATRIÈME PARTIE. — *Répartition de la Richesse*. — Livre IX : La Propriété ; Livre X : Part du Capital ; Livre XI : Part du Travail.

CINQUIÈME PARTIE. — *Consommation de la Richesse*. — Livre XII : La Consommation.

SIXIÈME PARTIE. — *Statistique*. — Livre XIII : Généralités ; Livre XIV : Nature et méthodes de la Statistique ; Livre XV : Organisation de la Statistique officielle en France ; Livre XVI : Statistique graphique ; Livre XVII : Applications.

INTRODUCTION

NOTIONS PRÉLIMINAIRES

Objet et but de l'Économie politique. — On a proposé de nombreuses définitions de l'Économie politique qu'on a appelée la science des richesses ou la science de l'utile. Pour d'autres auteurs, l'Économie politique est la science des phénomènes relatifs à la production, à la circulation, à la répartition et à la consommation des biens qui ont une valeur pour l'homme de qui ils sont susceptibles de satisfaire les besoins. D'après M. P. Leroy-Beaulieu, l'*Économique* est la science qui constate les lois générales déterminant l'activité et l'efficacité des efforts que fait l'homme pour la production des différents biens dont la nature ne lui accorde pas gratuitement et spontanément la jouissance. Enfin M. C. Colson attribue pour objet à l'Économie politique l'étude des lois qui président à la production, à la répartition, à la circulation et à la consommation des richesses, en tant que ces lois découlent de la nature et du développement de l'esprit humain.

En résumé, l'Économie politique rentre dans la catégorie des sciences morales et politiques, ou sciences sociales, qui étudient l'homme et la société, l'individu et les collections d'individus. L'Économie politique a pour objet l'étude des lois qui président à la formation et au fonctionnement de la société, à la création, à la circulation, à la répartition et à la consommation des richesses, c'est-à-dire des biens susceptibles de satisfaire les besoins de l'individu et de la société afin de leur procurer le maximum de bien-être.

Phénomènes économiques. — L'homme a des besoins physiques, intellectuels ou moraux ; il les satisfait par son travail, qui est une action continue et réfléchie sur la nature : il souffre s'il ne les apaise pas et leur cessation lui procure une jouissance. Tous les phénomènes économiques se rattachent à ces besoins individuels ou collectifs et à leur satisfaction.

Les membres de la société se rendent mutuellement des services, résultant de l'initiative privée ou de l'action de l'État, et ont pour mobiles un intérêt moral supérieur (charité, patriotisme, justice, etc.), ou l'intérêt personnel matériel.

Beaucoup de services étant intéressés et réciproques donnent lieu à des échanges de richesses ou de produits, c'est-à-dire d'objets auxquels le travail a conféré l'utilité qui les rend propres à la satisfaction des besoins de l'homme.

On a nié que l'Économie politique pût être une science, en s'appuyant sur la théorie du libre arbitre. L'homme étant libre de ses actes, il n'existerait pas de lois pouvant s'imposer à lui comme des règles de conduite nécessaires.

L'examen des faits montre cependant que la plupart des individus se conduisent d'une manière identique vis-à-vis des mêmes circonstances économiques. La volonté de l'homme n'est donc pas dirigée par le pur caprice, mais obéit au contraire à des lois générales que l'Économie politique dégage et étudie, et c'est ainsi qu'elle mérite le titre de science.

Théorie d'Herbert Spencer. — Établissant un parallèle entre les fonctions organiques et les phénomènes économiques, MM. Herbert Spencer et Huxley appliquent à la science économique la théorie darwinienne de l'évolution et la considèrent comme une science naturelle analogue à la biologie. La société, échappant à l'influence de la volonté humaine, évolue vers le progrès qui est la civilisation, à la manière d'un organisme ; elle naît, se développe et meurt, de même que les individus qui peuvent être considérés, par assimilation, comme ses cellules constitutives.

On a objecté à cette théorie que les cellules des tissus sont homogènes, tandis que les unités sociales qui composent la collectivité sont toutes différentes physiquement et moralement. Les découvertes des biologistes modernes ont établi

que les cellules vivent, se déplacent et ont des caractères spéciaux qui les rendent différentes les unes des autres.

Théorie d'Auguste Comte. — D'après Auguste Comte, toutes les sciences convergent vers la sociologie ou physique sociale qui est surtout en contact intime avec les sciences naturelles mais qui en reste distincte.

La statique et la dynamique sociale étudient, d'après l'histoire de l'humanité, les règles qui régissent les conditions de formation, d'existence et de développement des sociétés. Toutefois Auguste Comte admet, dans la marche lente de la société vers le progrès, un âge théologique, un âge métaphysique et un âge critique. Sa théorie se rapproche ainsi de celle de l'évolution biologique. Les lois dynamiques ont trait au développement historique de chaque institution, aux diverses époques de l'existence des sociétés : telles sont par exemple les lois qui président à l'évolution de la répression de la criminalité qui ont été reconnues partout comme nécessaires pour maintenir la sécurité publique.

Les lois statiques, comme par exemple celles de la division du travail ou de l'offre et de la demande, régissent les phénomènes économiques dans toute société considérée à un moment déterminé de son évolution politique.

Économie politique théorique et économie politique positive. — Certains économistes affirment que l'économie politique peut, comme la métaphysique, formuler des lois générales abstraites ayant une valeur universelle. On objecte à cette manière de voir qu'on ne peut concevoir comment des règles économiques uniformes pourraient être appliquées aux peuples vivant sous les tropiques et à ceux qui ont leur habitat dans le voisinage des pôles. Certaines lois, comme la division du travail, sont immuables et générales, mais il paraît puéril et inexact à l'école économique adverse de vouloir faire rentrer dans un cadre unique les institutions d'ordre économique qui conviennent aux diverses nations.

L'Économie politique et la Morale. — Par suite du grand développement de la Sociologie, qui est une de ses branches

importantes, l'Économie politique, ou science de l'utile, s'est rapprochée de la morale, ou science du bien.

L'Économie politique s'occupe de l'intérêt personnel et réserve ainsi une grande part aux mobiles d'action supérieurs; elle conseille la division du travail et les moyens de diminuer les prix de production par l'augmentation du rendement de l'ouvrier, mais indique les méthodes permettant d'augmenter les salaires et la sécurité des travailleurs.

L'Économie politique et le Droit. — Le Droit et l'Économie politique étudient souvent les mêmes questions (propriété, hérédité, salaires, crédit, échange), l'un au point de vue du juste, l'autre au point de vue de l'utile. Ces deux notions se complètent d'ailleurs et le Droit influe sur l'Économie politique. Dans un pays où la loi est respectée, l'ordre règne, le commerce est protégé, le crédit est solide. Le contraire a lieu dans les contrées où la loi ne punit pas le débiteur qui ne craint pas de manquer à ses engagements commerciaux.

Inversement, la loi doit souvent être complétée ou modifiée pour tenir compte de faits économiques nouveaux qui influent sur le développement du Droit commercial.

Les méthodes en Économie politique. — Nous exposerons cette question en détail dans le chapitre consacré à l'histoire de l'Économie politique qui devient de plus en plus une science d'étude des phénomènes sociaux ayant recours aux procédés ordinaires des sciences naturelles : observation directe, critique historique, expérimentation.

L'économiste est aidé dans son travail par des sciences auxiliaires : l'agronomie, l'histoire, la géographie, la géologie, la démographie, la statistique, la technologie, etc.

Utilité de l'étude de l'Économie politique. — L'étude de l'Économie politique ne saurait être trop conseillée aux employeurs et aux salariés, aux gouvernants et aux gouvernés; elle leur fait connaître les méthodes à employer pour obtenir les résultats les plus complets et le maximum de bien-être avec le minimum possible de dépense et de peine.

PREMIÈRE PARTIE

QUESTIONS HISTORIQUES

LIVRE I

HISTOIRE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

Antiquité. — La constatation des faits d'ordre économique n'a laissé indifférents ni les philosophes ni les historiens grecs et romains. Xénophon (*Economiques*), Platon (*République, les Lois*), Aristote (*Politique*), d'accord avec les jurisconsultes romains, font découler la richesse sociale de l'agriculture, et croient à la nécessité de l'esclavage; ils méprisent le travail manuel ainsi que le commerce qui était cependant très prospère chez les Grecs. Les Romains ne s'occupaient que d'agriculture, ainsi qu'en témoignent les écrits de Caton (*De re rustica*), de Columelle et de Pline l'Ancien.

Origine des doctrines économiques. — Mercantilisme. — Montchrétien de Watteville, qui fit paraître (1615) un ouvrage intitulé *Traicté d'OEconomie politique*, appartient, comme Sully et Colbert, à l'école mercantiliste dont la doctrine fondamentale est un protectionnisme intransigeant ayant pour but de faire rentrer et de maintenir dans le pays le plus d'or et d'argent possible, car la monnaie était considérée à cette époque comme la source de toute richesse. Sully attribuait une grande importance à l'agriculture.

Colbertisme. — Colbert voyait, dans la vente à l'étranger des produits manufacturés, la principale source de la ri-

chesse nationale, à cause des importantes rentrées de numéraire auxquelles elle donnait lieu ; il s'attacha donc à créer une industrie réglementée par la délivrance de lettres patentes royales aux manufactures privées, et à la protéger par une barrière de droits qui empêchait l'importation des produits étrangers (tarifs de 1664). Toutefois Colbert négligea l'agriculture, et son système aboutit à la famine ; en effet cette doctrine étatiste laissait au gouvernement le soin de réaliser tous les progrès par voie de réglementation autoritaire en négligeant l'éducation de l'initiative privée. La ruine de l'agriculture, causée par l'abaissement du prix du blé, eut notamment pour résultat les famines de 1614 et de 1720.

Un fait économique important de cette époque est la dévolution des échanges avec les pays d'outre-mer à des Compagnies privilégiées (Compagnies des Indes), qui furent surtout florissantes en France, en Angleterre et en Hollande.

Système de Law. — Dans le but d'augmenter, pour ainsi dire d'une manière indéfinie, la quantité de numéraire en circulation, le banquier écossais Law fonda une banque d'émission de papier-monnaie. Son système, très commode pour les transactions commerciales, était fondé sur un principe absolument faux, la valeur de tout papier-monnaie devant être garantie par l'existence de réserves en numéraire permettant de le rembourser à vue. La tentative aboutit à une panique, et la banque de Law, dépourvue d'encaisse métallique, ne put rembourser les porteurs de ses billets.

En Angleterre, le mercantilisme fit éclore l'Acte de navigation de 1660 qui, de fait, réservait le commerce britannique aux navires anglais construits en Angleterre. Les Hollandais qui fabriquaient peu, mais qui possédaient une flotte commerciale considérable, furent ainsi totalement ruinés par le mercantilisme à outrance de leurs rivaux.

L'Économie politique au XVIII^e siècle. — Le XVIII^e siècle érigea en principe que le respect de l'état de nature devait primer en toutes choses l'arrangement artificiel. C'était le renversement du mercantilisme par l'école des Économistes ou des Physiocrates, qui rendit à l'agriculture un rôle pré-

pondérant, puisque la terre ou la nature était pour elle la source des richesses, alors que les classes de la société, autres que la classe agricole, étaient considérées à tort comme stériles ou stipendiées. D'autre part, les Physiocrates proclamaient que les sociétés humaines se forment en obéissant à un ordre naturel des choses qui s'impose et contre lequel on ne peut réagir par aucun règlement artificiel.

L'école des Physiocrates fut créée par F. Quesnay, médecin de Louis XV, qui publia le *Tableau Économique* (1758).

Il fut le principal initiateur de la réaction en faveur de l'agriculture contre le colbertisme industriel qui amena la création de la doctrine des Physiocrates (Gournay, Condillac, Mirabeau père, de la Rivière, Dupont de Nemours).

D'après les Physiocrates, l'or et l'argent ne contribuent pas à la richesse, car toute la richesse vient de la terre, qui seule donne un produit net. Ces principes ont pour conséquence de faire retomber tous les impôts sur les agriculteurs, seuls producteurs des richesses, et de les ruiner.

D'autre part Gournay avait formulé la devise du « laisser faire et laisser passer », seule guide du gouvernement, dont l'intervention dans la vie économique du pays ne peut faire que du mal. Pour laisser faire, il fallut supprimer les corporations, les maîtrises (1776) et les règlements de fabrication de Colbert ; pour laisser passer, le commerce devait être affranchi par l'abolition des douanes intérieures (1763) et par l'abaissement des droits prohibitifs frappant les marchandises étrangères (1774). Ces mesures, dues à Turgot, contrôleur général des Finances de Louis XVI (1774-1776), furent en partie rapportées par Necker, son successeur.

École anglaise. — Les *Réflexions* sur la formation et la distribution des richesses, de Turgot, parurent en 1770, précédant de quelques années le livre mal ordonné, mais très complet, de l'Écossais Adam Smith, chef de l'école classique libérale ou orthodoxe, qui publia en 1776 les *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*.

Cette œuvre immense eut une influence considérable et sa publication a fait considérer à tort Adam Smith comme le véritable créateur de l'Économie politique moderne.

Adam Smith sut éviter l'erreur des Physiocrates ; tout en maintenant le principe de l'existence des lois économiques naturelles et en adoptant le laisser-faire comme règle de conduite pratique, il proclama que l'industrie était, comme l'agriculture, un élément de production des richesses.

L'Économie politique au XIX^e siècle. — D'après Adam Smith tous les hommes, et toutes les espèces d'animaux, se multiplient en raison directe des moyens de subsistance.

L'étude du paupérisme, si inquiétant en Angleterre, conduisit Malthus à énoncer (*Essai sur le principe de population*, 1803) sa célèbre loi sur l'accroissement de la population, d'après laquelle le nombre des existences humaines croît suivant une progression géométrique et double tous les vingt-cinq ans, tandis que les moyens de subsistance augmentent d'après une progression arithmétique.

Malthus en déduisit la nécessité de supprimer un nombre d'existences humaines suffisant pour créer un équilibre entre l'effectif des survivants et leurs moyens de subsistance.

Un autre économiste anglais de la même époque, Ricardo, est resté célèbre par ses *Principes de l'Économie politique et de l'Impôt* (1817), ouvrage d'ailleurs obscur, dans lequel il énonce les théories du salaire naturel ou normal et de la rente du sol. D'après la première (Loi d'airain de Lassalle), le salaire de l'ouvrier ne peut jamais s'élever au-dessus de la somme strictement nécessaire à son existence. La théorie de la rente du sol suppose que le revenu des propriétaires fonciers s'accroît proportionnellement au développement de la population, aux dépens des capitalistes et des artisans.

Dans ses *Principes d'Économie politique* (1848), Stuart Mill (1806-1873), disciple de Ricardo, préconise la petite propriété, condamne le droit d'aînesse, l'intervention de l'État dans le domaine économique, ainsi que l'association coopérative des travailleurs, supérieure au salariat. Nous examinerons plus loin ses théories du fonds des salaires et de la valeur.

J.-B. Say, qui appartient comme Adam Smith, Malthus et Ricardo à l'école classique, publia en 1803 un traité d'Économie politique conçu suivant un plan très complet et très clair. Classant définitivement l'Économie politique parmi

les sciences naturelles, il élargit son programme qui consiste, d'après lui, à faire connaître les moyens d'après lesquels les richesses se forment, se distribuent et se consomment ; tandis que, d'après Adam Smith, l'Économie politique se proposait simplement d'enrichir le peuple et le souverain.

J.-B. Say imagina ainsi la classification des faits économiques en quatre catégories : production, répartition, circulation et consommation, et formula la loi des débouchés.

Théories contemporaines. — L'extension des voies de communication, rendue possible et indispensable par la création de la grande industrie, a nécessité l'intervention de véritables armées de travailleurs salariés qui ont acquis peu à peu la conscience de leur force : de là est née la question sociale dont l'apparition est le fait le plus saillant de l'histoire de l'Économie politique au XIX^e siècle ; diverses écoles s'efforcent de la résoudre de manières différentes.

École classique libérale. — D'après cette école, qui pourrait presque s'appeler l'École française, car elle ne compte plus guère d'adeptes à l'étranger, il existe un ordre social immuable que l'homme ne doit pas essayer de changer, et basé sur des lois naturelles telles que la propriété individuelle, la liberté du travail et la liberté des conventions. Le « laisser-faire » est la règle de conduite du gouvernement dont toute intervention dans le domaine économique est considérée comme malfaisante, parce qu'elle gêne le développement de l'initiative individuelle. Parmi les principaux représentants français de cette école citons MM. Paul Leroy-Beaulieu, P. Beauregard, Colson et Levasseur.

L'École libérale a soutenu la doctrine libre-échangiste que des influences politiques ont fait triompher lors de la conclusion du traité de commerce franco-anglais de 1860 ; aujourd'hui, elle s'efforce de combattre l'ingérance envahissante de l'État dans les diverses branches de la production.

École socialiste. — Le socialisme contemporain, dont on retrouve les germes dans l'antiquité (Platon), est le contre-pied de celle de l'École classique, elle s'appuie sur les prin-

cipes suivants : négation du droit de propriété totale (communistes) ou partielle (collectivistes), suppression du patronat autonome et socialisation des moyens de production (nationalisation des mines, des chemins de fer, etc.).

Socialisme théorique ou utopique. — Les premières théories socialistes contemporaines ont été formulées, en France, vers le milieu du XIX^e siècle, par des théoriciens qui se proposaient de réformer la société d'après un plan basé sur une utopie consistant à supposer que l'idée de justice peut prévaloir dans la constitution des États modernes.

Les principaux représentants de l'ancien socialisme ont été Fourier (1778-1837), Saint-Simon (1760-1825), Enfantin, Olinde Rodrigue, L. Blanc (1812-1882) et Proudhon (1809-1865).

Dans son *Association domestique agricole* (1822), Fourier expose les bases de son fameux Phalanstère, association de production et de consommation fondée sur les idées de l'attraction naturelle des êtres humains et du travail attrayant.

Saint-Simon (*Système industriel*, 1821), Enfantin et O. Rodrigue considéraient l'organisation de la production comme le rôle principal de l'État qui acquerrait les moyens de travail sans violence par la suppression de l'hérédité.

La théorie du droit au travail de L. Blanc imposait à l'État le droit strict d'assurer à l'ouvrier du travail pour vivre. Enfin Proudhon se rendit célèbre par sa thèse de la gratuité du crédit et par sa définition de la propriété : « La propriété c'est le vol » (*Qu'est-ce que la propriété?* 1840).

Socialisme scientifique. — Des systèmes morts nés, issus des doctrines socialistes françaises, aujourd'hui presque complètement oubliées, ont cédé la place aux théories collectivistes et communistes de l'École allemande dont les principaux créateurs furent Karl Marx (1818-1883) (*Le capital*, 1867) et Lassalle. Le socialisme scientifique, souvent appelé Marxisme ou collectivisme, confère à l'État le monopole de la production et à la collectivité la propriété des capitaux.

La base de cette doctrine est la théorie de la valeur et de la plus-value exposée par Karl Marx (*Das Kapital*, 1867).

La valeur d'un produit comporte deux éléments : la ma-

tière première et le travail de l'ouvrier. En prélevant un bénéfice sur l'acheteur, le capitaliste omet de payer une partie du travail. Il en résulte pour l'ouvrier une oppression qu'il supprimera en s'emparant des capitaux par force.

Anarchie. — École libertaire. — L'école anarchique, libertaire ou russe, fondée par Bakounine, nie le droit de propriété de l'État et rend libre le développement des facultés individuelles par la suppression de l'organisation sociale ; le nihilisme russe est une des formes violentes de cette école.

Écoles interventionnistes. — Les écoles interventionnistes donnent un rôle suffisant à l'État dans le domaine économique, afin d'arriver à une meilleure répartition des richesses sans réclamer, comme l'école socialiste, l'expropriation des classes possédantes, ni la suppression du patronat dont elles respectent et maintiennent l'autonomie.

On distingue quatre écoles interventionnistes principales :

1^o École historique ou allemande (socialisme de la chaire ou socialisme d'État) ; 2^o École catholique ; 3^o École coopérative protestante ; 4^o École solidariste.

1^o *École historique ou allemande.* — Cette école, fondée par Hildebrand¹ et par G. Roscher², a pour chefs actuels MM. les professeurs Schmoller, Wagner (Berlin) et Brentano (Leipzig).

D'après leur doctrine, il n'existe dans le domaine économique aucune loi immuable ni universelle ; les mœurs, les coutumes, la religion, la constitution politique de chaque pays varient constamment : il en est de même des régimes de la propriété individuelle et du salariat qui, n'ayant aucun caractère définitif, sont susceptibles de modifications répétées et même d'une disparition complète. L'État, considéré comme un agent naturel de progrès, exerce une intervention légitime et salutaire dans le domaine économique. Cette intervention doit se borner, d'après certains auteurs, aux règlements relatifs à l'hygiène et à la sécurité des tra-

1. *Économie nationale des puissances* (1848).

2. *Plan d'un cours de science économique d'après la méthode historique* (1843), et *Traité d'économie politique* (1854).

vailleurs ainsi qu'aux conditions et à la durée du travail des femmes et des enfants. Sous l'influence des socialistes d'État, l'Allemagne a été dotée d'une législation ouvrière complète, visant surtout les assurances contre la maladie (1883), contre les accidents (1884), et contre la vieillesse (1889).

Dans quelques pays, l'État règle le minimum de salaire, organise et contrôle les syndicats ainsi que l'arbitrage obligatoire en cas de conflit entre employeurs et employés.

2° *École de l'économie politique nationale*. — Le fondateur de cette école allemande est F. List (1798-1846) qui fit paraître en 1841 le premier volume d'un système d'économie nationale dont sa mort interrompit la publication. M. P. Cauwès a repris cette doctrine qu'il a exposée dans son *Traité d'économie politique*. D'après cette école, chaque pays adopte les divers régimes économiques, qui correspondent à ses états de développement successifs, sans s'occuper de ses voisins.

Ainsi un État comme la République Argentine, libre échangiste au début, assure des débouchés à ses seuls produits qui sont ceux de l'agriculture et se crée à bon marché un puissant outillage national (ports, chemins de fer, etc.).

Dans une phase ultérieure, qui correspond au développement de la puissance industrielle du pays, l'État devient protectionniste modéré pour protéger les produits de l'industrie par des droits de douane contre les concurrents étrangers les plus menaçants. Enfin, quand l'industrie est devenue assez forte pour lutter contre les producteurs étrangers, l'État peut redevenir définitivement libre-échangiste.

3° *École catholique*. — Les ministres et les défenseurs des principaux cultes représentés en Europe se sont depuis longtemps rendu compte de la nécessité urgente qu'il y avait pour eux, à prendre la direction du mouvement socialiste au lieu de chercher à le combattre de front.

C'est à ce point de vue que se sont placés les créateurs de l'École catholique qui font intervenir les questions confessionnelles dans la solution des problèmes économiques.

Comme l'École classique, cette École admet l'existence de lois générales naturelles ou providentielles mais repousse le principe du laisser-faire. L'homme, ayant abusé de sa liberté, a faussé les résultats normaux des lois providentielles et

il appartient aux classes dirigeantes de résoudre le problème social en restaurant à leur profit le principe d'autorité. L'État intervient dans la solution des questions ouvrières et, sous la protection des ministres du culte, doivent fonctionner des associations professionnelles de patrons et d'ouvriers.

4° *École solidariste*. — M. Le Play, adversaire de l'intervention de l'État dans le domaine économique, préconisait, comme les créateurs de l'École catholique, la reconstitution de l'autorité paternelle dans la famille et de l'autorité patronale dans l'atelier. Sa famille souche, au lieu de se dissoudre à la mort du père, se perpétuait après lui en se groupant autour de l'aîné des enfants survivants grâce à la liberté de tester et à l'abolition du partage forcé après la mort du chef de la famille ; c'est en somme la loi anglaise actuelle.

DEUXIÈME PARTIE

PRODUCTION DE LA RICHESSE

NOTIONS PRÉLIMINAIRES

Avant d'entreprendre l'étude de la production de la richesse, il est nécessaire de définir d'une manière précise les besoins, l'utilité, la richesse et la valeur.

I. Besoins. — L'homme cherche à se procurer les produits nécessaires à son existence, à sa santé ou à son bien-être, c'est-à-dire à satisfaire des besoins d'ordre physique ou intellectuel qui sont le principal moteur de son activité; naturellement porté à la paresse, il éprouve des besoins que son travail seul peut satisfaire et cette tendance l'emporte sur l'inertie, d'autant plus facilement que le besoin est plus impérieux. Les besoins sont donc un élément essentiel de progrès, et l'activité économique d'un peuple est proportionnée à leur importance et à leur intensité.

La nature des besoins varie à l'infini suivant les races, les milieux et les individus. D'une manière générale, les besoins communs à tous les hommes peuvent être ramenés à quatre groupes : alimentation, logement, vêtement, parure.

Le besoin de la parure, qui se fait sentir de très bonne heure chez l'homme, établit une différence très nette avec l'animal ; c'est grâce à lui que les échanges commerciaux avec les peuplades sauvages sont rendus possibles.

Les besoins, extensibles à l'infini, augmentent avec le degré de civilisation de l'homme, qui cherche son bonheur dans leur satisfaction sans être jamais satisfait de son sort.

De nombreuses circonstances provoquent, étendent ou perpétuent les besoins de l'homme vivant en société.

Le désir de se distinguer crée des besoins de luxe dans les classes supérieures de la société. Ces besoins se répandent dans les couches sociales inférieures, sous l'influence de l'esprit d'imitation ou par l'effet de la préoccupation que tous les hommes éprouvent d'améliorer leur existence en se procurant le maximum de jouissance possible.

L'habitude et l'hérédité contribuent à fixer et à perpétuer les besoins, car la possession de certains objets considérés à leur apparition comme un luxe, devient en peu de temps un besoin impérieux. Peu de personnes peuvent se donner la satisfaction de tous les besoins qu'elles éprouvent. Il s'établit donc une concurrence entre les divers besoins; celui dont l'intensité est maximum l'emporte sur les autres; une fois qu'il est satisfait, son intensité décroît et disparaît pendant qu'augmente celle d'un besoin nouveau, d'où une substitution continue des besoins entre eux.

Utilité. — L'aptitude de certains objets à satisfaire un besoin de l'homme constitue l'utilité dont la notion est intimement liée à celle du besoin. Quand le besoin d'un objet cesse de se faire sentir, son utilité disparaît immédiatement.

En Économie politique, le mot utilité a une acception plus étendue que dans le langage courant. Pour un économiste, une chose utile correspond à la satisfaction d'un besoin quelconque profitable ou nuisible, légitime ou non, moral ou immoral. L'alcool et le tabac, condamnés au nom de l'hygiène, correspondent à la satisfaction d'un besoin, et sont considérés comme utiles au point de vue économique. Ils donnent lieu à des monopoles d'Etat (Russie, etc.).

Richesse. — On attribue en économie politique un sens spécial au mot richesse, qui désigne les objets réunissant certains caractères d'utilité déterminée. Tout objet matériel utile, approprié à un besoin, constitue une richesse. Les choses immatérielles, comme le talent, sont considérées non comme des richesses, mais comme des moyens de s'en procurer. Toute richesse est propre à satisfaire un besoin de l'homme,

et si ce besoin disparaît, les objets qui correspondent à sa satisfaction cessant d'être utiles, ne constituent plus des richesses. Tant qu'un objet, même utile, n'a pas été approprié par l'homme à un besoin, il ne constitue pas une richesse : tel est le fruit sur l'arbre avant la cueillette, ou le minerai enfoui dans la terre tant qu'il n'en est pas extrait.

Les objets non susceptibles d'appropriation, comme l'air, les rayons du soleil, la force du vent, sont des éléments de la production, mais ce ne sont pas des richesses. Cependant des choses matérielles (services d'un avocat, d'un médecin ou d'un domestique) peuvent faire l'objet des besoins de l'homme.

On s'occupera donc, en Économie politique, des services aussi bien que des besoins, comme nous le verrons plus loin.

Valeur d'usage et valeur d'échange. — La valeur d'usage ou valeur subjective est l'importance attachée à la progression ou à la jouissance d'un bien, le rang qui lui est assigné dans l'échelle des désirs : sa détermination, fonction de considérations personnelles, varie suivant les individus. C'est ainsi qu'une machine à vapeur n'a pas la même valeur d'usage pour un littérateur que pour un manufacturier.

La valeur d'usage comporte comme éléments essentiels l'utilité et la difficulté qu'on éprouve à se procurer l'objet considéré (rareté). Une chose a d'autant plus de valeur qu'elle correspond à la satisfaction d'un besoin plus intense.

Il est difficile de se procurer certains objets parce que leur quantité est limitée par rapport aux besoins ; c'est ce qu'on exprime en disant que ces objets sont rares.

La valeur a pour éléments constitutifs l'utilité et la rareté ; la notion de valeur est distincte de celle de richesse, mais la richesse et la valeur impliquent toutes deux l'utilité.

Un objet n'a de valeur et n'est une richesse que s'il est utile, mais la valeur n'existe que si à l'utilité se joint la rareté, élément qui n'entre pas dans la constitution de la richesse. C'est ainsi que les biens les plus utiles à l'homme pour son existence (eau, pain) ont, en général, peu de valeur à cause de leur abondance. Ils deviennent des richesses quand la condition d'appropriation est remplie.

L'école autrichienne (MM. Karl Menger et de Böhm Bawerk) a mis en lumière l'utilité limite ou finale (Grenzwert). Cette théorie, dite de la moindre satisfaction, consacre la valeur décroissante des objets destinés à un besoin déterminé au delà d'un certain degré de satisfaction de ce besoin.

Supposons qu'une personne qui possède une provision de 5 quintaux de blé destine 1 quintal à la satisfaction de chacun de ses besoins, à savoir : alimentation (10), suralimentation (8), nourriture d'animaux utiles (6), fabrication d'alcool (4), élevage d'animaux de luxe (1) ; on affecte chaque consommation d'un coefficient d'utilité suivant l'importance du besoin auquel elle correspond, coefficient que nous avons représenté ici par les chiffres entre parenthèses.

La valeur d'un quintal quelconque de cette provision est donc égale à 1, car, si l'on avait un quintal de blé en moins, on s'abstiendrait de l'emploi le moins important, qui est certainement la nourriture des animaux de luxe.

La quantité influe donc considérablement sur la valeur de chaque objet. L'utilité limite et la valeur du quintal de blé augmentent à mesure que la provision diminue.

Au contraire, si la provision dont on dispose augmente à tel point qu'on puisse satisfaire des besoins de moins en moins importants, l'utilité limite s'abaisse et avec elle la valeur de chaque unité (M. de Böhm Bawerk). L'augmentation de la quantité d'un bien le déprécie ; les biens les plus utiles, tels que l'air, l'eau, le pain, ont une valeur très petite ou même nulle quand ils se trouvent en telle abondance qu'il ne reste aucun besoin à satisfaire. Cette théorie subtile, mais exacte, revient à dire que la valeur réelle d'un bien est déterminée par son utilité ou par sa rareté.

Prix ou valeur d'échange. — La propriété qu'a un objet de pouvoir être échangé contre un autre est sa valeur d'échange ou marchande qui, exprimée en monnaie, s'appelle prix.

La valeur d'usage sert de base à la valeur d'échange, mais il existe entre elles des différences notables.

La valeur d'usage, purement subjective, résulte de l'importance qu'on attribue au point de vue du bien-être à la possession d'un objet. La valeur d'échange, au contraire objec-

tive, est le pouvoir d'acquisition d'un objet, indépendamment de toute appréciation personnelle de l'acquéreur.

Un illettré pourra hériter de livres rares qui n'auront pour lui aucune valeur d'usage, mais il leur reconnaîtra une valeur d'échange et il les cédera pour un bon prix.

La notion de la valeur d'usage se révèle dans toute société rudimentaire où l'homme produit ce dont il a besoin sans recourir à l'échange pour se procurer l'objet qui lui manque.

Certains biens, qui ont une valeur d'usage très sérieuse, n'ont aucune valeur d'échange ; car ils ne sont pas destinés à être échangés étant inaliénables (biens dotaux, travaux d'utilité publique appartenant à l'État ou aux communes).

LIVRE II

LA PRODUCTION

Production des richesses. — L'homme ne peut rien créer, c'est-à-dire rien tirer du néant : il extrait du sol ou transforme les matières premières fournies par la nature.

Produire, c'est s'approprier une substance utile (extraction des minéraux), transformer une matière première en objets utiles (tissage d'étoffes), ou augmenter l'utilité d'une chose en la changeant de place (commerce, transports).

Nous examinerons les questions qui se posent à propos de la production : facteurs, branches diverses, organisation sociale, rapports avec la consommation, rôle de l'État.

Facteurs de la production. — Les agents naturels (nature), le travail et le capital, concourant à la production des richesses, ont entre eux des rapports qu'il faut coordonner.

La nature fournit à l'homme divers éléments de production sur lesquels il peut même réagir : emplacement, milieu physique, matières premières, agents naturels.

Emplacement. — L'emplacement est l'espace nécessaire à l'homme pour accomplir tous les actes de l'existence : se tenir, marcher, établir sa demeure, se nourrir, etc.

La surface totale des terres habitables du globe terrestre, inégalement distribuée entre les cinq parties du monde, est possédée par des États régulièrement constitués (Europe, Amérique, Asie), habitée par des peuplades indépendantes (Afrique centrale, Océanie), ou complètement inoccupée.

La surface du globe sera toujours suffisante pour contenir tous ses habitants et pour les nourrir malgré les appréhen-

sions de certains économistes (Loi de Malthus); toutefois, sur certains points du globe, la population augmente beaucoup et n'est plus en rapport avec l'espace occupé.

A l'intérieur de chaque État, il se produit dans la capitale et dans les principales villes une concentration de la population qui n'est pas en rapport avec l'étendue du territoire. La question de l'emplacement prend alors un caractère de gravité exceptionnel qui se traduit par la misère des populations agricoles (abandon des campagnes) ou par la cherté excessive des terrains urbains (Londres, New-York, Paris).

Milieu physique. — La nature procure également à l'homme le milieu physique (climat, situation, constitution du sol) dont l'action sur ses forces productives est très puissante.

Le climat influe d'une manière considérable sur la production et sur le développement économique des peuples. Sous les climats tropicaux, en apparence les plus favorables à la production, l'homme, obtenant trop facilement ce dont il a besoin pour vivre, n'est pas incité au travail; son énergie est engourdie par la trop grande chaleur du climat qui énerve et paralyse les forces physiques et qui limite les besoins au point de vue nourriture, vêtements et logement.

Dans les pays froids, l'activité musculaire est grande, mais la nature, trop stérile, ne répond pas aux efforts de l'homme.

Les climats tempérés sont propices au développement économique. L'homme y exerce sur la nature une influence active et continue; son énergie physique reste constante.

Situation géographique. — La situation géographique d'un État exerce une grande influence sur sa production.

L'Angleterre, composée de plusieurs îles, porte nécessairement tous ses efforts vers le commerce et donne tous ses soins au développement de sa marine. La France, privilégiée en raison de sa situation aux bords de deux mers largement ouvertes aux navires, n'a pas su profiter de cet avantage.

L'existence d'un réseau de fleuves navigables (Amérique du Nord, Brésil, Argentine, etc.), mettant les côtes en communication avec l'intérieur des terres (hinterland), est également importante. Certains fleuves dont le cours est coupé

de cataractes et de lacs doivent être aménagés pour concourir au développement économique des pays traversés.

Constitution du sol. — **Richesses minérales.** — La constitution du sol, suivant qu'il est fertile ou stérile, ainsi que la richesse plus ou moins grande du sous-sol, jouent un rôle également important dans l'œuvre de la production. Le sous-sol français est pauvre en minerais de toutes sortes.

Ainsi pour la houille, sur 57 millions de tonnes consommées en 1912, près d'un tiers (16 millions) a dû être tiré de l'étranger à qui la France a versé de ce chef 359 millions de francs.

La situation de la France est meilleure au point de vue du sel, des eaux thermales et des minerais de fer, dont elle possède dans l'Est un des plus beaux gisements actuellement exploités, formé de trois groupes : Longwy, Nancy et Briey, d'une superficie de 70.000 hectares (2 milliards de tonnes); la production a été en 1912 de 18.800.000 tonnes.

L'Angleterre et l'Allemagne, riches en houille, et plus pauvres en minerais de fer, achètent au dehors plusieurs millions de tonnes de minerais de fer par an. La Belgique, qui se suffit à elle-même pour la houille, importe annuellement de 3 à 4 millions de tonnes de minerai de fer.

Les États-Unis, très riches en minerais de fer, produisent aussi plus de la moitié du cuivre consommé dans le monde.

La production d'or des États-Unis représentait près du quart de la production totale depuis l'exploitation des mines de l'Australie et du Transvaal; ils fournissaient 30 0/0 de l'extraction mondiale en ce qui concerne l'argent. On trouvera plus loin une étude complète à ce sujet.

Matières premières. — L'homme, ne pouvant pas créer, se contente de produire, c'est-à-dire de transformer les matières que lui fournit la nature. A cet effet, il utilise les agents naturels, c'est-à-dire les moyens d'action que la nature lui offre (réactions chimiques, forces motrices, etc.).

Grâce aux propriétés naturelles des corps, la semence germe dans la terre, la houille brûle et fournit du gaz d'éclairage, etc. L'homme met en œuvre sa force musculaire, celle

d'animaux domptés, la force du vent, celle de l'eau (moulins), l'expansion des gaz, etc. On a même cherché à utiliser dans ce but l'énergie des rayons solaires et des marées.

Réaction de l'homme sur la nature. — La nature exerce une influence puissante, au quadruple point de vue physique, intellectuel, social et économique, sur l'homme qui réagit sur la nature et tend à modifier le milieu physique, les matières premières et les forces naturelles.

Il est donc parvenu à rendre les climats plus salubres par le reboisement des forêts, par certaines plantations (eucalyptus), par le drainage, etc. Il cherche à garantir ses récoltes contre la grêle par des moyens artificiels tel que l'emploi des canons paragrêles. Les conditions géographiques peuvent être améliorées par différents moyens : augmentation de la surface des terres cultivables par le dessèchement des marais ; creusement de canaux suppléant aux mauvaises conditions de navigabilité des cours d'eau naturels ; creusement d'isthmes pour réunir deux mers ; percement de tunnels pour faire franchir les montagnes aux chemins de fer.

Conditions géologiques. — La fertilité du sol peut être développée ou créée par l'emploi d'engrais naturels ou artificiels. L'action de l'homme semble plus limitée en ce qui concerne les matières premières, car il ne peut en créer un seul atome ; en transformant des substances que la nature lui fournit en grandes quantités, il obtient d'autres produits plus rares ou qui ne se trouvent pas dans le sol.

A la place d'une matière première qui fait défaut ou que la nature fournit en trop petite quantité, l'homme en emploie une autre similaire présentant des propriétés analogues. L'ivoire animal devenu rare est remplacé aujourd'hui par l'ivoire végétal (ivorine). L'homme a cherché à maîtriser et à produire artificiellement les forces naturelles telles que le vent, l'eau des torrents, l'électricité. Il a pu produire l'électricité au moyen de machines à vapeur brûlant de la houille ou de turbines mues par des chutes d'eau (houille blanche) dont l'énergie a pu être transportée au loin au moyen de câbles conducteurs métalliques.

LIVRE III

LE TRAVAIL

NOTION ÉCONOMIQUE DU TRAVAIL

Définition. — L'étude du travail comporte la définition de sa notion économique, l'examen de ses conditions de production, de sa liberté et de sa division.

L'homme se procure les moyens de satisfaire ses besoins au moyen d'un effort volontaire appelé travail.

Pour qu'il y ait travail, il faut, d'une part, un effort volontaire raisonné et conscient et, d'autre part, un but déterminé qui est la satisfaction des besoins. Un effort, même très pénible, en vue d'un plaisir, ne constitue pas un travail.

L'homme, naturellement porté à l'inaction, est cependant obligé de travailler pour la satisfaction de ses besoins.

Cette contradiction est la source du progrès dans l'industrie. L'homme, qui craint l'effort et la fatigue, invente des machines qui remplacent ses forces musculaires.

Travail intellectuel, invention et travail manuel ou musculaire. — Aucun travail n'est exclusivement intellectuel ni exclusivement matériel ; tout travail exige le concours simultané et combiné des muscles et de l'intelligence.

Fourier a émis une théorie originale consistant à soutenir que le libre choix et le changement répété des occupations journalières rendent le travail attrayant.

Tout travail matériel exige souvent une besogne préparatoire intellectuelle ou d'invention. Ainsi un manœuvre qui transporte des matériaux doit rechercher le maximum de résultat avec le minimum de fatigue et d'effort (système Taylor).

Certains travaux, tels que ceux de l'ouvrier d'industrie, produisent directement des richesses matérielles utiles et appropriées (travaux industriels directement productifs).

D'autres travaux se traduisent par des services rendus à une personne déterminée ou à la société, tels sont les services que rendent les personnes s'adonnant aux professions libérales : magistrats, médecins, avocats, professeurs, etc.

Leur fonction utile satisfait des besoins de sécurité, de santé, de défense et d'instruction, mais ne donne pas directement naissance à des richesses¹.

Les travaux de cette seconde catégorie ne produisent pas directement une richesse, mais exercent une influence considérable sur la production en augmentant les forces productives de l'homme (travaux indirectement productifs).

Les travaux indirectement productifs donnant de sérieux résultats auxquels on ne peut assigner de bornes, profitent à l'ensemble de la société sans limitation de temps.

Productivité du travail. — Les circonstances d'ordre physique, intellectuel ou moral qui influent sur la productivité du travail peuvent se diviser comme suit :

Circonstances d'ordre	physique :	{ Énergie, Durée.
	intellectuel :	{ Aptitudes, Ingéniosité.
	moral :	{ Prévoyance, Sécurité, Liberté.

Énergie. — L'influence de l'énergie sur la production, autrefois très grande, diminue sans cesse avec les progrès de l'industrie par suite de l'emploi des machines.

1. M. Cauwès divise les services en deux catégories : les services publics organisés par l'Etat (magistrature, armée) et les services privés (médecins, avocats, savants, etc.). Les services privés comprennent trois classes qui ont pour objet : 1° le corps (médecins-dentistes, domestiques, etc.) ; 2° les facultés intellectuelles ou morales (savants, ingénieurs, avocats, professeurs) ; 3° un travail de production (caissiers, comptables, commis-voyageurs, etc.).

Durée. — Le rendement du travail, faible au début à cause des difficultés de la mise en train, devient maximum au bout d'un certain temps. Quand on dépasse une certaine limite, la fatigue ruine les forces physiques et intellectuelles de l'homme dont le rendement décroît et peut devenir nul. La durée du travail comporte deux limites : inférieure et supérieure, en deçà et au delà desquelles le rendement est mauvais.

Cette considération a conduit certains industriels à diminuer les heures de travail, mais cette mesure influe sur la production dans le sens opposé au but qu'ils se proposent. Quand on soutient que l'ouvrier peut produire autant et même plus avec des journées courtes qu'avec des journées trop longues, il faut tenir compte des circonstances locales.

En Amérique, les ouvriers, puissamment aidés par un outillage perfectionné et par leur énergie, fournissent un petit nombre d'heures de travail tout en ayant un rendement élevé qui ne nuit pas à la qualité des produits.

On entend dire souvent que l'ouvrier travaillant huit heures par jour n'est jamais surmené et conserve longtemps un bon rendement. Cette manière de voir est exacte quand il s'agit d'ouvriers exercés et consciencieux ; mais, en France, dans l'état actuel des choses, les industriels considèrent, en général, la diminution des heures de travail comme devant être une cause de faiblesse de la production dans l'industrie.

Il est évident que si elle ne doit entraîner aucune diminution de la production, la réduction de la durée des heures de travail permet d'obtenir des économies intéressantes de frais généraux (l'éclairage, le chauffage, etc.).

Toutefois, dans les mines françaises où la durée des journées de travail a été très fortement diminuée, le rendement du mineur est bien moindre qu'auparavant : il en est résulté une augmentation du prix de revient de la tonne extraite.

D'ailleurs on peut réduire sans danger à douze heures une journée de seize heures qui fatigue l'ouvrier dont le rendement est alors faible à cause du surmenage. Au contraire, une journée de dix heures laisse à l'ouvrier un rendement très normal sans qu'il y ait fatigue de sa part : si on la réduit à huit heures, le rendement diminue forcément, car rien ne compense la perte de temps, si l'outillage reste le même.

Il y a peu de chose à dire des *circonstances d'ordre intellectuel*. Certaines populations montrent, par suite d'un atavisme plus ou moins ancien, une aptitude marquée pour des besognes déterminées. Ainsi on recrute facilement des forgerons dans la Loire ou dans les Ardennes, tandis que les tisserands dominent dans le Nord ou dans la région lyonnaise.

La connaissance approfondie du métier augmente la production, de même que l'ingéniosité plus ou moins grande déployée par l'ouvrier pour imaginer des méthodes de travail ou des dispositifs mécaniques propres à faciliter sa tâche.

L'*esprit de prévoyance*, les conditions de sécurité et de liberté du travail, constituent les principales circonstances d'ordre moral susceptibles d'influer sur le travail humain.

L'esprit de prévoyance pousse à travailler en vue de l'avenir ; inné chez certains individus, il s'acquiert difficilement mais il peut être influencé par une bonne législation.

La *sécurité* (certitude du maintien de l'ordre), est le fait de l'État et non de l'individu : un gouvernement fort développe et encourage l'esprit d'entreprise chez ses nationaux.

La *liberté* est un élément essentiel de la productivité. Le travailleur libre produit beaucoup et bien parce qu'il obéit au mobile puissant de l'intérêt personnel. Il travaille pour lui-même, et il sait que, plus il produit, plus il augmente son bien-être. L'esclave et le mercenaire, qui travaillent pour autrui, ne cherchent pas à augmenter leur rendement.

Liberté du travail. — La liberté du travail est le droit reconnu à tout individu de choisir sa profession comme il l'entend et de l'exercer sous le régime de la libre concurrence en se soumettant aux lois existantes.

Cette liberté, qui résulte de conceptions modernes, n'existe en France que depuis 1789. C'est à elle qu'ont fait place les anciens régimes de contrainte, tels que l'esclavage, le servage, les régimes des castes et des corporations.

Esclavage. — En Grèce et à Rome, l'esclavage était la condition normale du travailleur. Les citoyens libres, considérant le travail manuel comme une tare, se réservaient les situations militaires et politiques et n'admettaient, comme dignes d'un homme bien né, que les travaux agricoles.

Les esclaves étaient surtout recrutés parmi les prisonniers de guerre à qui l'on faisait grâce de la vie.

L'esclave, occupant aux yeux du maître le même rang que les bêtes de somme, n'avait ni personnalité juridique, ni bien, ni famille. Le maître, ayant sur lui tous droits de propriété, pouvait le faire travailler pour lui ou louer ses services à des tiers, le vendre, le donner en gage et même le tuer.

La situation de l'esclave avait été améliorée dès l'antiquité par l'institution du pécule, ensemble de biens dont le maître lui abandonnait l'administration et la jouissance d'ailleurs toujours révocable ; il était d'usage d'abandonner ces biens aux esclaves quand ils devenaient affranchis.

Sous le Bas Empire on institua le colonat, forme de servitude dans laquelle le colon demeure attaché non à la personne du maître, comme l'esclave, mais à une portion de terre déterminée. Le colon pourvu d'une famille et d'un patrimoine jouissait d'une condition supérieure à celle de l'esclave.

Servage. — Au moyen âge, l'esclave fut remplacé par le serf, dont la condition ressemblait à celle du colon du Bas Empire, attaché à la glèbe, avec un patrimoine et une famille.

Toutefois, le serf, obligé d'exécuter des corvées pour le compte du seigneur, ne pouvait consacrer son énergie à la production ; il payait des redevances et reconnaissait au seigneur par le droit de mainmorte la faculté de s'emparer de sa succession sans rien devoir à personne.

L'esclavage dans les colonies modernes. — La Révolution française ayant aboli le servage, contraire au principe de la liberté individuelle, conserva l'esclavage dans les colonies.

On reconnaissait à cette époque une supériorité à la race blanche sur la race noire et surtout on avait voulu ménager les intérêts des grands cultivateurs de cannes à sucre, qui avaient besoin d'une main-d'œuvre considérable et économique. L'esclave, infiniment plus misérable qu'à Rome, subissait là des traitements infâmes. Comme on devait s'y attendre, la loi d'émancipation de 1848¹, appliquée brusque-

1. L'esclavage a été successivement aboli par les diverses nations : Angleterre (1833), Portugal (1858), États-Unis (1863), Espagne (1873), Brésil (1871-1888), Russie (1861).

ment, sans régime transitoire, causa dans les colonies des Antilles une perturbation profonde dont les traces persistent encore. Les nègres, passés du jour au lendemain de la servitude à la liberté complète, abandonnèrent les plantations en laissant les propriétaires privés de main-d'œuvre.

Castes. — Le régime des castes, autrefois usité en Égypte, est encore pratiqué aux Indes. Sous ce régime, l'hérédité assigne à chaque individu une famille et une profession, sans qu'il puisse songer à sortir du compartiment de la société dans lequel il doit vivre (caste). Ce système assure d'une manière permanente le fonctionnement des principaux services de l'État, mais la société reste figée dans un état d'immobilité absolue, sans pouvoir accomplir aucun progrès.

Corporations. — Le régime corporatif autoritaire, en vigueur en France avant la Révolution, peut se définir comme suit :

Les commerces et les métiers étaient répartis, dans chaque ville, entre un certain nombre de communautés civiles (corporations), jouissant chacune d'un monopole exclusif.

Nulle corporation ne pouvait se charger d'un négoce ou d'une tâche dévolue à une autre et la division du travail était sévèrement réglementée. De là des procès fréquents et interminables soutenus ou intentés par diverses corporations pour la défense de leurs privilèges. La corporation des tailleurs intenta en 1530 aux fripiers un procès qui dura 240 ans.

Les personnes exerçant le même métier étaient soumises à une hiérarchie sévère. Nul n'avait le droit de travailler ou de commercer en ouvrant librement comme aujourd'hui un atelier ou une boutique. Il fallait auparavant franchir les divers échelons de la hiérarchie en devenant successivement apprenti, compagnon et enfin maître. Bien que le nombre des maîtres ne fût pas strictement limité par la loi, il était difficile et coûteux d'obtenir ce titre. Le candidat exécutait un chef-d'œuvre, ouvrage en général inutile, où se trouvaient accumulées toutes les difficultés du métier; il payait des droits élevés au trésor royal et à la communauté, sans compter les droits d'admission, de bienvenue, de banquet, etc. Les fils de maîtres avaient fini par obtenir, comme

faveurs spéciales, la diminution des temps d'apprentissage et de compagnonnage, la suppression du chef-d'œuvre, et la réduction des droits. A chaque avènement, les maîtres devaient payer au nouveau roi un droit très élevé pour obtenir la confirmation de leur privilège.

Les procédés de fabrication étaient réglementés dans tous leurs détails, ainsi que la nature, les dimensions et les quantités des matières premières à employer.

Primitivement établis par les « jurandes » pour chaque corps de métier, ces règlements furent édictés par le roi lui-même en son Conseil. Ce régime, développé à l'excès par Colbert, fut justifié par le désir de protéger les consommateurs contre les fraudes des industriels en obligeant ces derniers à employer des modes de fabrication déterminés.

Bien qu'échappant au régime des corporations, la grande industrie n'était pas libre, car elle était aux mains de compagnies privilégiées auxquelles le roi concédait par lettres patentes le monopole de fabrication dans une région.

Au point de vue politique, les corporations ont produit un résultat salubre et ont fait aboutir le mouvement d'émancipation des communes, en luttant contre le pouvoir féodal.

Le nombre des corporations était limité et chacune d'elles avait un monopole; la libre concurrence manquant, les maîtres, n'ayant aucune raison d'améliorer les procédés de fabrication pour mieux produire, s'obstinaient dans la routine et décourageaient les inventeurs de perfectionnement.

Le travailleur, obligé de se conformer strictement aux règlements de la corporation pour la fabrication des produits, ne pouvait donner libre essor à son esprit inventif. Les inventeurs de procédés ou de produits nouveaux s'exilaient à l'étranger (Angleterre, Allemagne, Hollande), afin de pouvoir librement y tirer parti de leurs découvertes.

Dans le but de remédier à cet état de choses, Turgot fit rendre, par Louis XVI (1776) un édit proclamant la liberté du travail; les corporations, les jurandes et les maîtrises étaient dissoutes et défense était faite aux artisans de reformer aucune association. Pour exercer un métier, il suffisait de faire une simple déclaration à l'autorité, sauf pour cer-

taines professions déterminées. La grande industrie restait soumise aux monopoles, mais son régime était très amélioré.

Cette réforme souleva des émeutes; l'édit libérateur, enregistré de force par le Parlement, fut rapporté deux mois après par Louis XVI, lors de la chute de Turgot.

Les corporations, rétablies avec d'importantes réformes, ne furent définitivement abolies que par un décret de l'Assemblée Constituante (2-17 mars 1791), proclamant la liberté du travail et le régime de la libre concurrence.

DIVISION DU TRAVAIL

Coopération sociale simple ou complexe. — L'homme ne travaille pas isolément pour produire ce qui est indispensable à la satisfaction de ses besoins et il s'établit entre les travailleurs une coopération simple ou complexe qui est une des bases de formation de la société.

Lorsque plusieurs individus unissent leurs efforts pour produire un même résultat, il y a coopération simple ou travail combiné; ainsi, un certain nombre d'ouvriers dépensant le même effort et poursuivant le même but peuvent élever un fardeau jusqu'à une certaine hauteur à l'aide d'amarres et de poulies (Pyramides d'Égypte).

Autrefois considérable, le rôle de la coopération simple tend à diminuer avec les progrès de l'industrie, au fur et à mesure que l'emploi des forces musculaires de l'homme est remplacé par celui de machines plus perfectionnées.

La coopération complexe ou division du travail présente deux aspects différents que nous examinerons : 1^o division ou spécialisation des professions; 2^o division des tâches.

1^o Division ou spécialisation des professions. — Dans toute société civilisée, chaque individu tend à se livrer à un métier déterminé, suivant ses aptitudes et ses goûts naturels; la séparation des professions se manifeste comme un phénomène économique nécessaire à la satisfaction des besoins divers. Le nombre des professions tend à augmenter quand la civilisation se développe, et des classifications nouvelles s'établissent dans chaque profession. C'est ainsi que le corps

médical offre à l'heure actuelle une grande variété de professions distinctes (oculistes, auristes, laryngologistes, etc.).

Cette spécialisation se produit dans chaque pays de région à région. Le Nord se livre de préférence à certaines productions; le Midi s'adonne à d'autres branches de l'industrie ou de l'agriculture. La division du travail est dite alors régionale. La spécialisation internationale se manifeste dans les rapports respectifs des peuples entre eux. Suivant le climat, la nature du sol, les qualités de race, certains peuples s'adonnent à l'agriculture, d'autres au commerce ou à l'industrie, etc.

Il en résulte que les individus dans la société, ainsi que les peuples dans le monde, comptent respectivement les uns sur les autres et se procurent par l'échange les richesses qu'ils ne produisent pas; ils donnent ainsi une des expressions les plus saisissantes de la solidarité humaine.

2^o Division des tâches. — La division des tâches, forme de coopération non moins importante que la spécialisation des professions, se produit à l'intérieur de l'atelier; elle consiste à décomposer le travail en un nombre plus ou moins grand de tâches que chaque ouvrier accomplit séparément.

La division des tâches ressemble à la coopération simple ou travail combiné; dans les deux cas il y a union de plusieurs forces en vue du même résultat à produire.

Il existe entre ces deux procédés la différence essentielle que, dans le travail combiné, l'action produite par tous les travailleurs est la même: c'est un mouvement identique plus ou moins puissant, suivant l'énergie propre à chacun d'eux. (L'Anglo-Saxon est plus énergique que le Slave).

Dans la division des tâches, au contraire, chaque ouvrier accomplit un travail particulier, distinct de celui de son voisin, demandant plus ou moins d'habileté et d'expérience et, la plupart du temps, des outils différents.

La division du travail date des origines de l'humanité, mais ne s'est pas toujours manifestée sous la même forme.

Au début, dans chaque famille fortement organisée sous l'autorité de l'ascendant le plus âgé, on produit tout ce qui est nécessaire aux membres de la famille et la division du travail s'établit naturellement. Les tâches sont réparties sui-

vant les sexes et suivant les âges : guerre et chasse pour les hommes, travaux du ménage pour les femmes, garde des troupeaux pour les enfants. Chaque famille se spécialise ensuite dans une production déterminée : bûcherons, forgerons, agriculteurs. L'immigration tend à développer cette spécialisation par l'introduction d'industries nouvelles auxquelles se livrent particulièrement les immigrés. A partir du ^{xiii}^e siècle, la division du travail se manifeste en France sous le régime corporatif. Chaque corporation a un monopole exclusif pour une branche déterminée de l'industrie (cordonniers, bottiers, savetiers pour celle de la chaussure).

Aujourd'hui, la division du travail se produit à l'intérieur de l'atelier sous forme de division des tâches.

La spécialisation des professions permet à chacun de se livrer au travail qui convient le mieux à ses goûts et à ses aptitudes particulières, et facilite le développement de l'habileté professionnelle par la répétition continuelle des mêmes opérations.

La division des tâches augmente la productivité du travail dans d'énormes proportions ; ainsi, dans une fabrique d'épingles bien outillée, la production d'un ouvrier atteint 1.500.000 pièces par jour. La besogne de chaque ouvrier, réduite à un acte simple et uniforme, s'accomplit très rapidement au bout d'un certain temps par l'effet de l'habitude.

On évite ainsi les pertes de temps résultant des déplacements, des changements d'outils et de la mise en train nécessaire lorsqu'on passe d'une occupation à une autre.

La division du travail rend possible l'emploi des machines qu'on utilise pour accomplir automatiquement des tâches simples ; elle permet un emploi simultané des diverses parties de l'outillage. Des outils spéciaux étant attribués à chaque tâche parcellaire, tout le matériel est utilisé d'une façon continue, tandis que lorsqu'un ouvrier travaille seul, l'emploi des outils ou des machines est nécessairement intermittent, puisqu'il est obligé de s'en servir successivement en les laissant à tour de rôle partiellement inutilisés.

La division du travail astreignant chaque ouvrier à faire constamment les mêmes actes développe chez lui des qualités de précision et de sûreté de main remarquables.

Enfin la division du travail procure de l'ouvrage aux femmes et aux enfants pour les occupations qui exigent plutôt de la dextérité et de la patience que de la force.

On reproche à la division des tâches de forcer un homme à ne faire toute sa vie qu'une seule pièce d'une montre ou d'un fusil ; mais le niveau intellectuel des ouvriers est beaucoup plus élevé dans la grande industrie manufacturière, qui pousse très loin la division du travail, que dans la petite industrie et dans l'agriculture où elle n'existe guère.

On accuse la division du travail de nuire à la santé de l'ouvrier, sans cesse surmené et astreint à travailler dans des conditions d'hygiène défectueuses. Or les règles de l'hygiène sont plus strictement observées dans les grandes usines que dans les ateliers de famille qui échappent à la réglementation légale et au contrôle administratif ; le surmenage est évité par les lois qui limitent la durée du travail.

Enfin on reproche à la division du travail de permettre l'emploi des femmes et des enfants, ce qui compromet l'existence matérielle et morale de la famille en nuisant au développement de la race par une fatigue prématurée des enfants. Ce reproche exact s'adresse à la division du travail comme à l'usage des machines. On y remédie dans une certaine mesure en interdisant le travail des enfants avant treize ans et en limitant la durée du travail des femmes.

Spécialisation. — Dispersion. — Plus la densité de la population d'un pays augmente, plus la coopération sociale y devient complète, mais plus il est difficile pour l'individu de conserver la notion des services qu'il reçoit de ses semblables et de ceux qu'il leur rend ; cependant cet équilibre moral est nécessaire au maintien de l'ordre social, car il empêche l'homme d'être jaloux de ses semblables. L'exagération de la spécialisation affaiblit les liens sociaux et pousse à la dispersion les collaborateurs mécontents.

Rotation du travail. — Fourier, R. Owen, Stuart Mill, ont proposé de substituer à la division du travail le système de la rotation ou de l'alternance du travail. Les tâches à accomplir, divisées et spécialisées comme elles le sont actuellement,

seraient exécutées par des équipes différentes; chaque ouvrier passerait donc successivement plusieurs fois dans la même journée d'une occupation à une autre. D'après Fourier, un homme ne devrait pas consacrer plus de deux heures par jour à la même occupation, et le système de la rotation, tout en présentant les avantages de la division du travail, aurait la supériorité d'en éviter plusieurs inconvénients.

Les occupations répugnantes cesseraient de s'imposer à certains travailleurs pendant toute leur vie. Il y aurait donc plus d'égalité dans les professions exercées au point de vue de l'agrément, du confort et de l'hygiène.

L'alternance des tâches permet à l'individu de travailler plus longtemps que s'il se livrait constamment à la même besogne; le travail mental repose du travail musculaire, ou réciproquement, et des occupations différentes ne mettent pas en action les mêmes muscles; le repos successif des organes mis en œuvre rend possible un long travail sans excès de fatigue.

Ce système se heurte à des obstacles matériels insurmontables, car les établissements industriels étant concentrés dans les villes, il est impossible de faire succéder des travaux agricoles à des travaux industriels et réciproquement.

D'ailleurs, les travailleurs ne peuvent pas indistinctement être occupés à des besognes de nature différente et exercer ainsi tous les métiers, sans égards pour leurs aptitudes naturelles, très différentes chez les uns et chez les autres.

Le système de la rotation ne donne pas de bons résultats au point de vue de la quantité du travail fourni, en raison de la perte de temps que cause au travailleur chaque changement d'occupation: pertes de temps dues aux changements de place et d'outils et aux mises en train fréquentes.

La nature de l'industrie, l'importance des débouchés, la concentration des entreprises et des capitaux influent sur la division du travail qui est particulièrement limitée pour l'industrie agricole; on ne peut labourer, faucher, ni moissonner toute l'année sous peine de rester inoccupé une partie du temps; le paysan est donc obligé de se faire tisserand, cordonnier ou horloger en hiver, pendant le chômage forcé des travaux de l'agriculture, surtout dans le Nord.

La densité de la population exerce une influence directe sur la spécialisation des professions. Dans les grandes villes très peuplées, il se produit dans chaque métier des spécialisations en nombre infini: à la campagne, l'épicier vend de la mercerie, des vêtements, etc. tandis qu'à la ville il existe des boutiques distinctes pour la vente des divers vêtements: pour hommes, pour dames, pour enfants, etc.

L'importance des débouchés a également beaucoup d'influence sur la division des tâches.

La concentration des entreprises agit sur la division du travail d'une façon analogue à l'importance des débouchés.

Supposons qu'il existe dans un pays cinq manufactures de fusils et que les besoins du marché s'élèvent à 50.000 pièces, chaque usine n'aura à produire que 10.000 fusils; si elles se fondent en une seule, celle-ci devra produire 50.000 fusils, soit cinq fois plus qu'auparavant, et la division du travail sera favorisée par l'augmentation de la production.

La concentration du capital n'est pas moins indispensable pour permettre la division du travail, qui nécessite l'emploi d'un matériel mécanique compliqué et coûteux, de nombreux ouvriers et des matières premières en grande quantité.

Division internationale du travail. — Chaque État peut chercher à développer exclusivement les branches de production pour lesquelles il a une supériorité, en se procurant par voie d'échange avec les autres peuples les produits qu'il ne pourrait obtenir qu'à grand'peine par ses propres moyens. Au contraire, il pourrait tirer parti de toutes ses ressources naturelles, sauf à compenser par des mesures de protection douanières l'infériorité de certaines industries.

On invoque en faveur du système des nations spécialisées les avantages qui résultent de cette spécialisation et de la libre concurrence. Ce système est favorable au bon marché ainsi qu'à la bonne qualité des produits.

La nation normale se préoccupe de développer parallèlement toutes ses forces productives dans toutes les branches d'industrie, sauf sur les points où il y a impossibilité en raison d'obstacles naturels de climat ou de situation géographique. Ce point de vue a été défendu par de nombreux

économistes (A. Smith, List, H. Spencer, Cauwès), qui considèrent la spécialisation comme dangereuse en cas de rupture de relations diplomatiques et commerciales avec les autres pays. La supériorité des pays spécialisés peut disparaître par suite de la concurrence de pays neufs. De plus, l'industrie agricole fournit à l'industrie manufacturière des débouchés pour ses machines et pour les engrais artificiels qu'elle utilise; l'industrie manufacturière offre des emplois nouveaux aux produits agricoles (industries textiles).

LIVRE IV

LE CAPITAL

L'étude du capital, troisième facteur de la production des richesses, comporte l'examen de la notion ordinaire du capital et des théories diverses émises à ce sujet. On doit définir les différents aspects du capital et étudier sa formation en le considérant au double point de vue social et individuel.

LE CAPITAL AU POINT DE VUE SOCIAL

Capital productif. — Au point de vue social, le capital est une richesse servant de matière ou d'instrument à la production (capital productif).

Ne peut être considérée comme un capital qu'une richesse servant directement à la production. Tout capital est une richesse, et, comme toute richesse, le capital ne peut consister qu'en des choses matérielles. Les idées, les perfectionnements, l'habileté professionnelle, ne sont pas des capitaux, mais ils forment le fonds intellectuel par opposition au fonds matériel dans lequel sont compris les capitaux.

Les qualités morales de l'individu contribuent à la production quand elles se manifestent par le travail et constituent des qualités inhérentes au travail qu'on ne peut en séparer.

En second lieu, la richesse doit servir de matière ou d'instrument à la production; tout capital est une richesse, mais la réciproque n'est pas exacte; toute richesse ne constitue pas un capital.

A ce point de vue, les richesses se divisent en deux classes :

Les unes sont destinées à donner satisfaction aux besoins personnels de l'homme, logement, nourriture, etc. ; elles forment le fonds de consommation ou de jouissance.

Les autres, servant de matière ou d'instrument pour faciliter ou pour augmenter la production des objets utiles à l'homme, constituent le fonds de production ou de capitaux.

Certaines richesses ne sont jamais des capitaux (vêtements, denrées alimentaires et en général les objets qui ne peuvent servir qu'à satisfaire des besoins); d'autres sont par elles-mêmes des capitaux en raison de leur nature (outils, machines, matières premières, voies de communication, canaux navigables, monnaies); d'autres, suivant l'usage auquel elles sont affectées, sont ou ne sont pas des capitaux (le charbon est un capital quand il est employé pour chauffer une machine, mais il ne constitue pas un capital quand on le brûle dans une cheminée pour chauffer un appartement).

Un immeuble aménagé en atelier est un capital; il n'est pas un capital lorsqu'il sert de maison d'habitation.

Classification des capitaux. — La classification la plus rationnelle et la plus simple des capitaux consiste à les grouper en quatre catégories :

1° Matières premières d'industrie et objets à demi fabriqués (minerais, cuirs, cotons, fils, etc.) ;

2° Matières auxiliaires d'industries (charbon, huile, etc.) ;

3° Instruments de la production (machines-outils, navires, monnaies);

4° Installations et incorporations (bâtiments d'exploitation, docks, voies de communications, etc.).

Utilité et productivité du capital. — Le capital joue un rôle considérable en rendant le travail plus commode, moins pénible et plus productif.

L'emploi des outils et des machines facilite le travail de l'homme et économise ses forces musculaires. Grâce aux outils et aux machines, l'homme produit beaucoup plus qu'il ne pourrait le faire par son travail manuel.

D'après M. de Böhm-Bawerk, les capitaux sont des produits intermédiaires au moyen desquels on obtient des pro-

duits définitifs dans de meilleures conditions ; la production d'un objet peut avoir lieu, soit directement à l'aide des moyens dont on dispose, soit par un détour, en produisant d'abord des instruments appropriés ; on fabrique ensuite facilement, abondamment et rapidement l'objet désiré.

Les progrès réalisés dans l'emploi des capitaux marquent les phases de la civilisation. A l'âge de pierre, l'homme se servait du silex comme arme et comme instrument de travail, puis est venu l'âge du fer et enfin celui des machines.

Objections formulées contre le capital. — Les socialistes nient l'importance du capital qui est censé ne rien produire et rester inerte entre les mains de l'homme qui seul agit sur la matière pour la transformer grâce à son énergie, à son habileté et à son expérience. Les socialistes refusent d'admettre la légitimité du revenu attribué au capital sous forme d'intérêt de loyer ou de dividende. L'école adverse soutient, au contraire, que le capital et le travail ne peuvent rien produire indépendamment l'un de l'autre.

Avec le capital monnaie, l'entrepreneur se procure les matières premières (outils, machines, combustible), paie le salaire des ouvriers et le loyer de l'atelier ou de l'usine. Le capital dont il dispose lui permet de produire d'avance sans interruption et sans avoir besoin d'attendre la réalisation du profit sur la vente des produits fabriqués.

Théorie du capital. — Au point de vue individuel, le capital est la fraction du patrimoine que l'individu tient en réserve, dont il tire un intérêt, des revenus ou des fruits (capital valeur ou capital lucratif).

Certaines richesses ont le caractère de capitaux au point de vue général comme au point de vue individuel (machines, terres cultivées, bâtiments industriels, etc.); d'autres, au contraire, considérées, pour l'individu, comme des capitaux, ne présentent pas ce caractère au point de vue social.

Ainsi une maison d'habitation, le pain qui est dans une boulangerie, constituent un capital pour un particulier ou pour un boulanger, mais non pour l'économiste au point de vue social.

On peut classer comme suit les diverses formes d'investissement du capital valeur : sommes d'argent ; capitaux productifs (matières premières, machines, etc.) ; valeurs mobilières (actions, obligations, rentes sur l'État, etc.) ; maisons d'habitation et autres bâtiments ; fonds de terre et mines ; droits lucratifs : propriété littéraire et artistique, brevets, marques de fabrique, fonds de commerce, etc.

D'après certains économistes, on devrait considérer comme capital toute richesse épargnée en vue d'un emploi productif, et il n'y aurait pas lieu de distinguer le capital productif (capital nature) du capital lucratif (capital valeur).

L'immeuble dont on tire un revenu par la location, l'argent prêté à un particulier pour ses besoins personnels et rapportant un intérêt, constituent des capitaux.

Doit être considéré comme facteur de la production, sous le nom de capital, toute richesse qui produit de l'utilité non matérialisée (service rendu) ou de l'utilité matérialisée, comme une richesse. Dans les deux cas, il y a production ; produire c'est transformer, déplacer ou créer de l'utilité.

On objecte à cette théorie qu'il est indispensable d'établir une distinction entre les capitaux productifs et les capitaux lucratifs, pour séparer les biens qui entrent dans la composition du capital national de ceux qui forment le capital des simples particuliers. Les capitaux productifs entrent seuls dans la composition du capital d'un État dont les capitaux lucratifs ne font pas partie, car les revenus que procure la location d'une maison ou le prêt d'une somme d'argent passent d'un patrimoine dans un autre sans que l'État s'en trouve enrichi.

Les collectivistes (Karl Marx), entendent par capital les moyens de production mis en œuvre par des travailleurs salariés et rapportant un revenu à leur possesseur, indépendamment de tout travail quelconque de sa part.

D'après cette conception, les machines, les matières premières, les terrains ne sont pas des capitaux lorsqu'ils appartiennent à celui-là même qui s'en sert pour travailler. Ce sont de simples instruments de travail, et le revenu qu'il retire de leur emploi est bien le produit de son travail. Au contraire, ce sont des capitaux lorsqu'ils sont mis

en œuvre dans un atelier par des ouvriers salariés, ou lorsque la terre est louée à un fermier, parce que, dans ce cas, le revenu que le patron retire de l'emploi de ces moyens de production n'est pas le résultat de son propre travail, c'est le produit du travail d'un autre ; c'est un prélèvement du travail d'autrui ; c'est du travail non payé.

D'après les collectivistes, le capital n'est pas une « catégorie économique », c'est-à-dire un facteur productif indispensable, ayant toujours existé. C'est une « catégorie historique », c'est-à-dire une institution propre à une époque et à un milieu économique, déterminés, qui n'a pas toujours existé, destinée à disparaître avec les circonstances qui l'ont créée.

Historique. — Le capital, apparu au xvi^e siècle avec la découverte du nouveau monde et des grands gisements de métaux précieux, s'est développé avec les inventions nouvelles et l'emploi des machines qui ont amené le régime capitaliste de la grande production, les petits patrons tendant à disparaître pour faire place à l'ouvrier salarié.

Ce régime disparaîtra un jour, quand auront lieu la reprise des instruments de travail, mines, chemins de fer, usines, par la collectivité, et l'abolition des capitaux privés.

Théorie collectiviste. — La conception des collectivistes est étroite ; le capital ainsi entendu correspond plutôt au point de vue individuel qu'au point de vue social.

Leur façon de concevoir le capital vise plutôt la répartition de la richesse que la production elle-même. Il est certain cependant que sous un régime où le travailleur serait propriétaire de ses instruments de travail, il serait rémunéré d'une autre façon que sous le régime actuel du salariat.

Cette manière de voir est sans intérêt au point de vue de la production. Les outils, les matières premières, la terre peuvent appartenir ou non à celui qui les met en œuvre ; dans les deux cas, ces objets, facteurs de la production, rendent le travail commode, rapide et productif.

Capital fixe et capital circulant. — En se plaçant au point de vue social (économie politique) ou au point de vue indivi-

duel (économie domestique), on établit une distinction très nette entre les capitaux fixes et les capitaux circulants.

Au point de vue social, le capital circulant ne sert qu'une fois à la production parce qu'il s'incorpore à l'objet fabriqué comme les matières premières ou parce qu'il cesse d'exister après avoir fait son œuvre (combustible, salaires, etc.).

Le capital fixe sert plusieurs fois, et souvent pendant un temps indéfini, à des actes successifs de production, sans perdre son identité et sans disparaître (outils, machines, etc.).

Le capital circulant est voué par sa nature à une mobilité constante. Le fabricant achète des matières premières, paie ses ouvriers et vend le produit achevé pour acheter de nouveau des matières premières et payer ses ouvriers ; il s'opère un phénomène ininterrompu d'entrée et de sortie.

Le capital fixe demeure le même et continue à produire jusqu'au jour où, à force de fonctionner, il se trouve hors d'usage et où on le remplace par un engin plus perfectionné.

Le capital circulant absorbé par la production doit être renouvelé sans cesse d'une façon continue par l'achat de matières premières, par le paiement des salaires aux ouvriers, par l'alimentation des chaudières en combustible.

La production use et détériore à la longue le capital fixe ; à un moment donné, il doit être remplacé par le jeu de l'amortissement.

Chaque année on prélève sur le produit des ventes une somme représentant l'usure causée par la production et calculée de telle manière que le montant total des réserves faites suffise pour payer le remplacement des machines et du matériel usés.

Le capital circulant, entrant tout entier dans le produit, est compris dans le prix de vente pour sa valeur entière. On n'y fait intervenir le capital fixe que pour sa part d'amortissement.

Le capital fixe présente donc un avantage considérable sur le capital circulant.

Le capital fixe coûte très cher à établir (frais de premier établissement considérables : achat de terrains, construction de bâtiments, installations intérieures, acquisitions de machines, etc.). Toutefois ces frais sont faits une fois pour

toutes ou au moins pour longtemps. Chaque année, grâce au jeu de l'amortissement, ce capital se reconstitue peu à peu et, à un certain moment, son usage devient complètement gratuit, parce que le capital initial aura été entièrement amorti. On continue à produire sans nouvelle immobilisation.

Le capital circulant doit toujours être renouvelé, et son emploi est coûteux, mais il est souple, car on peut l'augmenter ou le diminuer suivant les besoins de la consommation. En temps de crise, lorsque la vente diminue ou s'arrête, l'industriel renvoie une partie de ses ouvriers et limite ses achats de matières premières ou de combustible. Il n'en est pas de même pour les capitaux fixes, car on ne peut réduire momentanément l'outillage ni diminuer proportionnellement la puissance productive des machines sans s'exposer à des pertes.

Les capitaux circulants sont convertibles, c'est-à-dire qu'on peut aisément les échanger contre de l'argent, tandis que la réalisation du matériel, des machines, de l'outillage, etc., donne lieu à de grosses pertes.

Il est donc indispensable de maintenir l'équilibre entre les capitaux fixes et les capitaux circulants.

Si le capital fixe s'accroît trop rapidement, l'industrie, dotée de moyens d'action puissants (voies ferrées, outillage, etc.), ne peut s'en servir parce qu'elle manque de fonds pour acheter des matières premières ou pour payer les ouvriers. Inversement, si on néglige le développement et le perfectionnement de l'outillage, la production reste stationnaire.

Pour l'individu, le capital fixe est celui dont il peut tirer un bénéfice sans avoir besoin de l'aliéner (immeubles).

Le capital circulant est celui dont on ne peut tirer profit qu'en l'aliénant et par voie d'échange (Adam Smith).

Les machines et les outils constituent toujours un capital fixe au point de vue social. Au point de vue individuel, ils constituent un capital fixe s'ils représentent l'outillage d'une usine. Pour celui qui les fabrique, ce sont des capitaux circulants, puisqu'il n'en tire parti que par la vente.

La monnaie, capital essentiellement circulant pour le particulier, est, au contraire, au point de vue social un capital fixe, car elle sert à entretenir une production indéfinie.

Formation du capital. — Le capital étant une richesse est formé par le concours de la nature et du travail au moyen des capitaux existants. C'est un facteur dérivé de la production tandis que le travail et la nature en sont des facteurs originaux. C'est du travail aggloméré ou cristallisé (Karl Marx).

Le capital est aussi considéré comme un produit intermédiaire résultant d'un travail préliminaire, destiné à servir de moyen pour un nouveau travail qui donne un produit définitif (cette théorie est soutenue par l'École autrichienne).

Épargne et capital. — Tout individu, au lieu de consommer le produit entier de son travail, peut en conserver une partie en réserve en vue de l'avenir.

L'ouvrier épargne lorsque, gagnant 10 francs par jour, il n'en dépense qu'une moitié et met l'autre de côté pour les jours de maladie et de chômage. Au point de vue individuel, l'épargne accroît et conserve le capital.

Beaucoup de travailleurs consommant au fur et à mesure le produit de leur travail, n'améliorent jamais leur situation; lorsque le chômage, la maladie ou la vieillesse les empêche de travailler, ils sont voués à la misère et aux privations. D'autres, au contraire, savent limiter leur jouissance et réservent sur ce qu'ils gagnent des sommes mêmes modiques qu'ils placent en vue d'en retirer un intérêt; ils se mettent à l'abri du besoin en cas de chômage ou de maladie.

Le capital ainsi formé s'augmente chaque jour des nouvelles économies réalisées. Un ouvrier économe laisse à ses enfants une aisance suffisante pour leur permettre de s'établir ou tout au moins de se faire une situation lucrative. A leur tour, s'ils sont économes, ils augmenteront le capital qu'ils ont reçu et, l'ayant accru de leur épargne personnelle, ils le transmettront à leurs propres héritiers. Ainsi, grâce à l'épargne, les fortunes privées se fondent et la situation sociale des particuliers s'améliore de génération en génération.

Épargne au point de vue social. — Il est difficile de se rendre compte du rôle joué par l'épargne individuelle dans la formation du capital au point de vue social.

L'épargne, fait négatif, est une simple abstention, une abstinence dans la consommation. Il est difficile de concevoir qu'un homme puisse produire une richesse en s'abstenant.

L'épargne porte sur le fonds de consommation et non sur le fonds de capitaux; on épargne des aliments ou un vêtement, mais on n'épargne ni un outil ni une machine. Il est donc inexact de dire que le capital se forme par l'épargne.

Cependant l'épargne a beaucoup d'influence sur la formation du capital, sur son accroissement et sur sa conservation.

L'épargne a permis à l'homme primitif d'avoir des loisirs pour se construire les premiers outils et les premières machines; grâce à l'épargne, l'homme vit sans avoir besoin de produire les choses nécessaires à l'existence de chaque jour, l'inventeur se livre sans relâche à ses recherches et dote sans cesse l'humanité de procédés nouveaux de fabrication et d'engins perfectionnés; enfin l'épargne de chaque individu, confiée à de grandes entreprises industrielles sous forme d'actions et d'obligations, permet de construire des machines, d'établir des lignes de chemins de fer, des canaux, etc.

Certains auteurs considèrent l'épargne comme un travail donnant lieu à la formation directe du capital. En effet, l'épargne provient d'un effort pénible correspondant à une privation de jouissance; mais cet effort crée un moyen de se procurer des biens utiles. On objecte à cette théorie que l'épargne est un acte d'abstention qui s'oppose à la consommation de biens utiles existants sans augmenter ces biens.

D'après d'autres auteurs, l'épargne porte directement sur le capital lui-même. L'épargne est un acte positif et non purement négatif: il consiste à retirer un objet du fonds de consommation pour en faire un capital. Pour les collectivistes, la source du capital est la plus-value que le travail de l'ouvrier donne au produit et que le capitaliste garde à titre de profit: c'est le résultat d'un travail d'autrui non payé.

Phases de la production. — La production est passée par trois phases successives:

1° Industrie patriarcale; 2° petit métier de l'artisan indépendant; 3° industrie capitaliste.

Sous le régime de l'industrie patriarcale, aux époques pri-

mitives de l'humanité, les individus, groupés par familles, pratiquent l'économie naturelle sans échange et produisent en vue de leurs besoins immédiats. La principale occupation est la culture du sol; il y a peu d'industrie, le commerce est nul, car il est complètement inutile.

Le petit métier de l'artisan indépendant apparaît sous le régime corporatif. Le travailleur, producteur autonome, propriétaire de ses instruments de travail et de la matière première qu'il emploie, vend le produit fabriqué et non le travail.

L'industrie capitaliste domine aujourd'hui sans avoir éliminé complètement la forme précédente qui occupe une place importante dans le monde économique. Le producteur est un entrepreneur faisant valoir des capitaux, en employant des ouvriers qui sont des salariés à son service.

Certains auteurs admettent quatre phases dans l'histoire de la production : 1^o production familiale; 2^o phase du métier de l'artisan indépendant; 3^o industrie à domicile salariée; 4^o fabrique ou usine.

L'industrie à domicile salariée et le régime de la fabrique ou de l'usine sont deux modes différents d'exécution du travail sous le régime de l'industrie capitaliste.

L'étude de l'industrie capitaliste comporte l'examen de l'entrepreneur lui-même et des différents types d'entreprise.

Entrepreneur. — Tout individu qui se met à la tête d'une opération commerciale industrielle ou agricole et qui en prend les risques à sa charge, fait acte d'entrepreneur.

Le rôle de l'entrepreneur, important et varié, comprend un grand nombre de responsabilités : détermination de la branche de l'industrie qu'il entend exploiter; réunion des capitaux nécessaires à la constitution et au fonctionnement de l'entreprise s'il n'en possède pas suffisamment lui-même; recherche de l'emplacement favorable à l'établissement du magasin ou de l'usine; installation après location ou construction des locaux indispensables; achat de l'outillage nécessaire et des matières premières, embauchage des ouvriers nécessaires; direction de la production; étude des procédés nouveaux de fabrication, des machines perfectionnées, de l'état des marchés, des besoins de la consommation, etc.

Une des principales préoccupations de l'entrepreneur est la recherche des débouchés nécessaires à la vente des produits. La fabrication doit être économique pour que les prix laissent un bénéfice, tout en permettant la concurrence.

L'entrepreneur, seul responsable des résultats, court les risques de la fabrication. Il paye toujours le loyer de son usine, les intérêts des capitaux et le salaire des ouvriers.

L'entrepreneur peut s'enrichir si ses affaires réussissent, mais, si elles tournent mal, il est ruiné et tombe en faillite.

L'entrepreneur peut ne pas posséder de capitaux et opérer avec ceux d'autrui qui lui sont confiés à cet effet.

Il ne faut pas confondre l'entrepreneur avec le directeur ou l'administrateur d'une société qui fournit son travail; l'entrepreneur peut ne fournir aucun travail, tel un actionnaire dans une société anonyme. Le capitaliste a droit, quoiqu'il arrive, à l'intérêt et à la restitution du capital prêté; le travailleur a toujours droit au paiement de son salaire pour son travail de direction ou d'exécution. L'entrepreneur court le risque industriel; il n'a pas droit en cas de mauvais résultat à la restitution des capitaux qu'il a exposés dans l'affaire, ni au profit qu'il pourrait en retirer. Dans une société anonyme les actionnaires sont l'entrepreneur; les obligataires sont les capitalistes; les administrateurs, le directeur, les employés et les ouvriers sont les travailleurs.

D'ailleurs, une même personne peut réunir les trois qualités. Si un ouvrier possède une action et une obligation, il touchera un salaire comme ouvrier, un intérêt comme obligataire et un profit sous forme de dividende comme actionnaire.

Différents types d'entreprise. — L'entreprise peut être individuelle ou collective.

Dans l'entreprise individuelle, le rôle d'entrepreneur est assumé par une personne qui prend à sa charge tous les risques de la production industrielle.

Dans l'entreprise collective, le rôle d'entrepreneur est rempli par une collectivité d'individus réunis en société.

L'entreprise collective comporte trois formes de sociétés : en nom collectif, en commandite ou anonyme.

Société en nom collectif. — Cette société est formée entre gens se connaissant qui s'inspirent une confiance mutuelle ; les noms des associés figurent dans la raison sociale et leur personnalité subsiste à côté de celle de la société.

Étant donné le sentiment de confiance réciproque qui est le fondement de ces sociétés, un associé ne peut pas substituer une autre personne à sa place en vendant ou en donnant sa part dans la société qu'on appelle intérêt : (*l'intérêt n'est pas cessible*).

D'autre part, si un associé meurt, la société se dissout et ne se continue pas entre les associés survivants et les héritiers de l'associé prédécédé : (*l'intérêt n'est pas transmissible*).

Société en commandite. — La société en commandite comprend deux groupes distincts d'associés : les commandités ou associés en nom et les commanditaires.

Les commandités, dont le nom figure dans la raison sociale, assument d'une façon indéfinie tous les risques de la société en prenant à leur compte les obligations contractées par elle ; ce sont entre eux de véritables associés en nom collectif exposés à la faillite en cas de mauvaises affaires.

Les noms des commanditaires, ne figurant pas dans la raison sociale, sont inconnus du public. Leur risque dans l'entreprise est limité à leur rapport ; ils ne sont tenus, ni personnellement ni solidairement, des obligations contractées par la société et ne sont pas exposés à la faillite.

On distingue la société en commandite simple et la société en commandite par actions.

Dans le cas de la société en commandite simple, la part du commanditaire n'est ni cessible ni transmissible aux héritiers. Dans la commandite par actions la part du commanditaire est cessible, négociable et transmissible aux héritiers ; le commanditaire ou actionnaire ne diffère alors en rien de l'associé d'une société anonyme.

La société en commandite peut rendre deux sortes de services :

Elle permet à un inventeur sans fortune d'exploiter un brevet avec l'aide d'un capitaliste qu'il trouve d'autant plus facilement, s'il est habile et honnête, que le risque de ce der-

nier dans l'affaire est limité à la somme qu'il a décidé d'y engager. La commandite représente donc une heureuse collaboration du travail et du capital.

Elle procure aux individus à qui il est interdit de faire le commerce le moyen précieux de placer leurs capitaux dans des opérations avantageuses, sans contrevenir à la loi.

Société anonyme. — Les sociétés par actions, et surtout les sociétés anonymes, sont, en général, formées par des groupes plus ou moins nombreux de personnes ne se connaissant pas entre elles. Les associés ne sont pas connus du public, sauf quelquefois les plus importants, et leur personnalité disparaît derrière celle de la société ; leur nom ne figure pas dans la raison sociale, qui comporte un titre général suivi de l'énonciation du capital (Exemple : Société générale d'Entreprises, anonyme, capital 4.000.000 de francs). On ne demande aux associés que leurs capitaux, sans exiger d'eux aucune capacité professionnelle.

Tout associé peut substituer une autre personne à sa place en lui cédant ses actions ou ses parts d'association qui sont souvent négociables en Bourse.

La société, non dissoute par la mort d'un associé, se continue entre les survivants et les héritiers de l'associé décédé, l'action étant transmissible.

Chaque associé n'est tenu que jusqu'à concurrence de la valeur nominale de sa mise, c'est-à-dire de ses actions.

Aucun associé n'est tenu sur ses biens personnels des obligations contractées par la société, qui seule en répond sur son capital social, et la faillite d'une société anonyme n'entraîne pas celle des associés qui sont les actionnaires.

La forme de la société par actions convient aux grandes entreprises (l'exploitation des voies ferrées, etc.), exigeant des capitaux importants et devant exister pendant longtemps.

La forme de la société anonyme rend possible l'exécution des grands travaux qui nécessitent des capitaux importants et qui ne peuvent être exécutés par des entrepreneurs isolés disposant de ressources financières limitées.

Beaucoup d'entreprises de longue durée ne peuvent s'accommoder de la forme des sociétés en commandite

simple, qui sont dissoutes par la mort d'un des associés.

L'épargne privée peut ainsi s'associer aux entreprises; en souscrivant une action de 500 francs, de 100 francs, même de 25 francs, le petit capitaliste place son épargne, même modeste, dans une affaire industrielle ou commerciale.

Les actions des sociétés industrielles sont pour les capitaux un mode de placement séduisant, qui présente des chances de bénéfices élevés, tout en limitant les risques au montant de l'action, titre éminemment circulant qui permet le dégagement des capitaux et leur conversion rapide en argent monnayé; enfin on dit que les sociétés anonymes sont des agents de démocratie économique parce qu'elles permettent à des hommes sans fortune d'arriver par leur seul mérite à occuper les premières places dans les Conseils d'administration ou dans la direction de ces sociétés; elles permettent aussi aux citoyens les plus modestes d'avoir une part des profits industriels par l'achat d'actions.

Le manque d'un contrôle suffisant sur les opérations des sociétés anonymes a permis le développement d'abus et de fraudes contre lesquels les pouvoirs publics songent aujourd'hui à réagir vigoureusement. Des sociétés se fondent pour des buts illusoires et gaspillent l'épargne privée.

Le contrôle est très difficile à exercer, même pour les commissaires chargés de cette mission. Les systèmes de comptabilité en vigueur dans certaines sociétés ne permettent pas à des tiers de se rendre clairement compte des résultats obtenus; un coulage officiel ou frauduleux se produit à l'abri de chapitres des bilans qui ont l'air très réguliers.

Les relations entre le capital et le travail ne sont pas favorisées par le grand développement qu'a pris la forme anonyme dans l'exploitation des industries modernes. L'ouvrier n'aime pas travailler pour « l'actionnaire », être anonyme qui ignore tout de la marche de l'entreprise, sauf le mode de paiement des coupons. En général, personne n'est encouragé à bien faire dans une société anonyme. Qu'importe à l'ouvrier, au contremaître, à l'ingénieur, souvent même au directeur que l'actionnaire touche un dividende de 3 francs par action, alors qu'il pourrait en toucher le double? Enfin la responsabilité des administrateurs des sociétés anonymes

n'est pas suffisamment engagée quand leur incapacité aboutit à de mauvais résultats. Sauf dans le cas de fautes particulièrement graves ou de délits caractérisés, les actionnaires qui ont perdu leur argent par la mauvaise gestion des affaires sociales n'ont aucun recours contre les administrateurs en exercice; souvent ils ne peuvent même pas se donner la satisfaction platonique de pourvoir à leur remplacement, le nombre d'actions détenu par les administrateurs visés leur assurant la majorité dans l'assemblée générale.

Associations, coopération et services publics. — On peut concevoir deux autres formes d'entreprises, savoir: Les associations coopératives ouvrières de production, de consommation, de crédit populaire, de construction; les entreprises d'Etat assurant des services publics ou exécutant des travaux publics.

DIFFÉRENTES BRANCHES DE LA PRODUCTION

Nous diviserons cette section en quatre chapitres: classification des industries; transports; commerce; rôle des machines dans l'industrie; loi du rendement proportionnel.

Classification des industries. — Le mot industrie est pris dans deux sens différents:

Au sens strict du mot, l'industrie opposée à l'agriculture désigne uniquement l'industrie manufacturière qui transforme les matières premières et leur donne de la valeur.

En économie politique, le mot industrie doit s'entendre de tous les travaux ayant pour objet la production des richesses.

On range les industries en cinq classes ⁽¹⁾:

Industries extractives, qui se bornent à la récolte et à l'extraction d'objets utiles à l'homme sans leur faire subir ni

1. L'agriculture occupe en France 45 0/0 environ de la population; en Angleterre, 15 0/0; en Italie, 55 0/0; en Russie, 70 0/0; aux Etats-Unis, 35 0/0. En France, la répartition des industries peut être ainsi établie: agriculture, forêts, pêche, 45 0/0; industrie et mines, 30 0/0; commerce et transports, 15 0/0; divers 10 0/0.

modifications ni transformations (pêche, chasse, mines et carrières).

L'*industrie agricole* fait produire au sol les choses indispensables à la nourriture de l'homme et des animaux : viande, légumes, etc., et certaines matières premières, telles que les plantes textiles : le coton, le lin, le chanvre, etc.

L'*industrie manufacturière* transforme les matières premières et se subdivise en plusieurs branches relatives à l'alimentation (sucrieries, brasseries, etc.) ; au vêtement (tissage) ; au bâtiment, à l'ameublement ; à des besoins d'ordre intellectuel (fabrication du papier, imprimerie, lithographie, etc.).

Les *transports* assurent le déplacement et la transmission des matières premières ou des produits fabriqués d'un lieu dans un autre : transports par terre, par voie ferrée, par mer ; ou par voies navigables (fleuves, rivières ou canaux).

Le *commerce* met les produits à la disposition du public.

Liens et importances des diverses industries. — Il existe entre les diverses industries un lien de dépendance étroit : elles comptent les unes sur les autres pour vivre et pour se développer.

L'industrie manufacturière fonctionne parce que les industries extractives et agricoles lui fournissent des matières premières à travailler et à transformer ; réciproquement l'industrie extractive et l'industrie agricole produiraient inutilement des matières premières et tendraient à disparaître, si ces matières premières n'étaient pas employées et rendues utiles à l'homme par la transformation. Les transports et le commerce seraient sans objet, si les autres industries ne leur donnaient pas de produits à manutentionner ou à échanger.

Toutes les industries n'ont pas la même importance et ne sont pas indispensables au même degré.

On range en première ligne l'industrie agricole qui fournit à l'homme la nourriture et le vêtement ; puis viennent les industries extractives ; l'industrie manufacturière qui met en œuvre et façonne les éléments que lui procurent les deux premières ; puis les transports et enfin le commerce.

Transports. — Productivité des transports. — On prétend que l'industrie des transports n'est pas productive parce qu'elle ne fait subir aux produits aucune transformation directe, la marchandise étant remise au destinataire dans l'état où l'expéditeur l'a reçue.

L'industrie des transports, moins importante que les industries agricoles et manufacturières au point de vue de la production, joue cependant à cet égard un rôle considérable dans tous les pays.

Un produit transporté d'un lieu où il est très abondant dans un autre où il est rare, acquiert une utilité qu'il n'avait pas ; il y a donc là une production imputable à l'action de l'industrie des transports. De même les agriculteurs et les manufacturiers peuvent produire au delà des besoins de la consommation locale en faisant transporter leur excès de production dans des centres de consommation éloignés.

Grâce aux transports, chaque pays peut se procurer les produits que son sol ne peut fournir. Ainsi la France reçoit du blé d'Amérique, de Russie, d'Australie ou des Indes ; de même qu'elle tire de l'étranger du coton, du charbon, etc.

Les transports développent la division régionale du travail. La laine partie de La Plata, lavée à Mazamet, filée à Fourmies, tissée à Roubaix, confectionnée à Paris, retourne à Buenos-Ayres sous forme de vêtements de toutes natures.

La preuve de l'influence qu'exerce l'industrie des transports sur le bien-être général réside dans la perturbation résultant des grèves qui se produisent dans cette industrie : le commerce est profondément atteint, et l'existence matérielle des habitants devient difficile. Après quelques jours de gêne, si la grève se prolonge, les subsistances atteignent des prix exorbitants. Aussi la grève des employés des compagnies de transports est une de celles que les pouvoirs publics redoutent le plus.

Les moyens de transport doivent suivre les progrès des autres industries et ne s'étendre que dans la mesure où l'exigent les besoins de la production et de la consommation.

Quand des lignes de chemins de fer sont établies dans une contrée où il n'y a aucun produit à transporter (à moins que

leur construction ne soit justifiée par des considérations stratégiques), le capital et le travail employés à les construire et à les exploiter sont improductifs, alors qu'ils auraient pu être utilement employés dans un autre but.

Commerce. — Le commerce a pour objet la circulation et l'échange des marchandises au moyen d'opérations commerciales comportant trois actes principaux, à savoir :

Achat et revente de marchandises par quantité plus ou moins importantes : gros, demi-gros ou détail ;

Actes d'intermédiaires qui s'interposent entre le fabricant et le commerçant (commissionnaires et courtiers). Le commissionnaire traite en son propre nom, achète ou vend pour le compte d'un commettant. Le courtier ne traite pas lui-même et se borne à rapprocher celui qui désire vendre de celui qui désire acheter et les met en présence.

Opérations de banque et de change. — *Importance du commerce.* — Le commerce a une double importance au point de vue général et économique.

Agent de progrès et de civilisation, il fait naître des besoins nouveaux et procure les moyens de les satisfaire. Les négociants créent des comptoirs dans les pays neufs et parcourent le monde en offrant leurs produits à des peuples peu civilisés ; ils leur inculquent le besoin d'acquérir des vêtements et des meubles dont ils ne se souciaient pas auparavant.

Le commerce, amenant l'échange des idées, favorise le développement de la langue de certaines nations et de leur influence politique.

Le commerce de gros, âme de la production, lui crée des débouchés illimités, car il provoque, encourage et développe la consommation grâce à la réclame (enseignes, etc.).

Le commerce, éducateur de la production, lui fournit des indications précieuses sur le goût public, sur la variété à donner aux produits et sur les caprices de la mode.

Le commerce régularise la production en indiquant au fabricant s'il doit la ralentir ou l'accélérer, en raison de la baisse ou de la hausse des demandes.

Bien qu'il soit inexact de prétendre (socialisme) que les

commerçants soient des intermédiaires parasites, il serait bon que leur nombre ne s'accrût pas outre mesure, ce qui tendrait à rendre les produits infiniment plus coûteux.

Les machines dans l'industrie. — Pour travailler, l'homme se sert d'outils ou de machines qui sont des instruments mus par des forces naturelles et opérant mécaniquement.

L'outil est un instrument tenu à la main qui opère par l'action intelligente de l'ouvrier qui le manie (aiguille, scie).

Les machines à coudre ou à écrire sont des machines et non de simples outils. Ces instruments sont mus non par des forces naturelles, mais par les mains ou par les pieds du travailleur ; l'homme donne l'impulsion à l'instrument ou le dirige pour que le travail s'opère automatiquement sans qu'il doive agir sur la matière pour la transformer.

En général, l'expression « machine-outil » s'applique à des machines qui transmettent le mouvement à des outils tels que tours, raboteuses, etc., servant à travailler ou à façonner les métaux ou le bois.

Les machines sont principalement utilisées pour les transports et dans l'industrie manufacturière ; l'agriculture en fait cependant un usage de plus en plus général, sous forme de semeuses, de charrues, de moissonneuses, de batteuses mécaniques, etc., mues par des machines à vapeur.

Sur plus de 100.000 machines à vapeur employées en France (10 millions de chevaux environ), plus des quatre cinquièmes (environ 7 millions de chevaux) sont employés dans les transports par terre, par mer ou par eau douce ; les industries manufacturières utilisent un million de chevaux, l'industrie agricole n'en emploie que 150.000. En effet, dans l'industrie agricole, l'homme ne peut étendre indéfiniment sa puissance de production ; l'espace, les saisons, la fertilité du sol, limitent son effort, de même que le morcellement de la propriété et la configuration des terrains cultivés.

Avantages et inconvénients du machinisme. — Les machines ayant une grande puissance productive travaillent avec régularité, précision et rapidité, tout en exécutant des besognes pénibles correspondant aux efforts combinés de

plusieurs milliers d'hommes. Ainsi, grâce à l'emploi des presses à imprimer perfectionnées, dix compositeurs et cinq conducteurs produisent une somme de travail pour laquelle il eut fallu, avant l'invention de l'imprimerie, plus de deux cent mille copistes.

L'emploi des machines diminue le prix de vente des produits, car l'entrepreneur peut se contenter d'un faible profit sur des articles fabriqués en grande quantité, pourvu que l'entretien et l'amortissement des machines soient moins coûteux que le salaire des ouvriers remplacés.

Le machinisme permet de pousser jusqu'à l'infini la division du travail et ramène le rôle de l'homme à une simple direction intelligente sans travail musculaire.

Loin de nuire à l'intérêt de l'ouvrier, l'emploi des machines a eu pour résultat de déterminer une hausse continue des salaires, grâce à la plus grande productivité du travail qui en résulte. Les ouvriers sont d'autant plus payés dans les pays manufacturiers que le machinisme y est plus développé (Angleterre, Amérique).

Grâce à l'enrichissement résultant de l'emploi des machines, au fur et à mesure que cet emploi se développe, le temps de travail de l'homme tend à devenir plus court.

L'emploi des machines tend à produire une certaine égalité ou une certaine uniformité de vie entre les différentes classes de la société. L'abaissement des prix (transports, livres, reproductions d'œuvres d'art, objets d'habillement, d'ameublement et de parure) permet aux classes les plus pauvres de se procurer des satisfactions matérielles ou intellectuelles de confort et de luxe apparent qui pendant longtemps ont été le monopole des classes riches.

Malgré ces avantages évidents, l'emploi des machines a soulevé des réclamations de la part des travailleurs et a quelquefois même donné lieu à des émeutes (métiers de Arkwright, de Hargreaves, de Jacquard, etc.).

On a notamment reproché à la machine d'exproprier l'ouvrier de son travail et de le priver de son salaire, puisqu'elle accomplit automatiquement la besogne dont il était chargé.

En Amérique, les renvois d'ouvriers ont atteint 33 0/0

dans les usines métallurgiques et jusqu'à 63 0/0 dans les ateliers de construction de wagons. Ce reproche est le plus sérieux qui ait été formulé contre le machinisme.

Cependant les souffrances éprouvées par la population ouvrière à la suite de la transformation subite des procédés de l'industrie, vers le milieu du XIX^e siècle, ne sont plus guère à redouter aujourd'hui. L'outillage, tout en se perfectionnant chaque jour, ne se renouvelle que d'une façon lente et progressive : en effet, ces améliorations entraînent de grandes dépenses et ce n'est qu'après une longue expérience que les nouveaux procédés de fabrication finissent par être adoptés. L'ouvrier a ainsi le temps de chercher une autre occupation, s'il craint de se trouver sans travail le jour où une machine nouvelle aura été définitivement généralisée.

Loin d'exproprier l'ouvrier de son travail, l'emploi de la machine lui crée de nouveaux éléments d'activité, car il a pour conséquence immédiate l'abaissement du prix du produit et un accroissement dans la consommation, dans la production et dans la demande de travail humain.

Il est en effet certain que les progrès des chemins de fer et de l'imprimerie ont fourni aux ouvriers une somme de travail supérieure à celle qu'ils ont pu supprimer.

De même le tissage, la filature, la métallurgie ont pris un essor considérable grâce aux machines. Dans la plupart des pays, des millions d'ouvriers construisent des machines, qui elles-mêmes occupent une quantité d'autres ouvriers.

L'emploi de l'outillage mécanique régularise le travail et diminue les risques de chômage, car, en raison du capital élevé qu'il représente, on ne peut le laisser inutilisé.

Pendant les périodes de crise et de baisse, les fabricants produisent à perte plutôt que d'arrêter les machines.

L'existence matérielle de l'ouvrier se trouve améliorée, car il profite en tant que consommateur de l'abaissement du prix de revient que permet d'obtenir la production par grandes quantités résultant de l'emploi des machines.

L'ouvrier peut même faire l'acquisition d'outils peu coûteux (machines à coudre), et augmenter sa puissance de production.

Enfin on peut considérer les pertes matérielles que le ma-

chinisme cause temporairement à l'ouvrier comme la contrepartie forcée des progrès industriels.

L'emploi des machines n'a pas certainement pour conséquence, comme on l'a prétendu à tort, de rabaisser le rôle de l'ouvrier à un rôle purement mécanique susceptible de nuire à sa santé, à son intelligence et à sa moralité, car s'il acquiert par l'habitude une très grande habileté dans la partie de la fabrication dont il s'occupe, ses facultés ne sont pas diminuées pour cela, bien au contraire.

Les machines ont l'avantage considérable d'éviter à l'ouvrier les travaux pénibles exigeant un grand effort musculaire, en ne lui laissant que la direction et la surveillance de la machine-outil; ces fonctions exigent des qualités et des connaissances spéciales qui s'acquièrent à la longue.

L'activité et l'intelligence déployées par un mécanicien qui conduit un train de chemin de fer sont tout à fait différentes de l'habileté dont un conducteur de diligence doit faire preuve pour diriger correctement son attelage.

L'emploi des machines offre le danger d'entraîner le fabricant à produire au delà des besoins de la consommation; cette surproduction peut engendrer des crises industrielles et commerciales très graves. Toutefois ces crises prennent fin d'elles-mêmes, parce que le bas prix des produits entraîne une augmentation de la consommation, et au bout de peu de temps l'équilibre se trouve rétabli.

L'accroissement de production résultant de l'emploi des machines est forcément limité, car la plupart d'entre elles servent au transport qui ne crée pas de richesses. Les machines économisent le travail humain sans augmenter la somme totale des objets de consommation.

Les adversaires du machinisme font remarquer que les transports s'appliquent non seulement aux personnes, mais aussi aux marchandises, qui augmentent de valeur quand on les déplace. La quantité de travail humain économisée par les machines peut être reportée sur une autre branche de production, d'où une augmentation de richesse. Les objets de première nécessité, tels que les vêtements et non pas seulement les objets de luxe, sont vendus meilleur marché qu'autrefois grâce aux machines. L'emploi des machines dans

l'agriculture influe sur l'abondance des récoltes; les machines agricoles employées pour le labourage, l'ensemencement, l'irrigation augmentent le rendement des terres par une meilleure utilisation du sol et des semences ainsi que par la diminution des pertes. Les loyers n'ont pas suivi l'augmentation de prix des terrains et des salaires des ouvriers du bâtiment; en effet, on a réalisé de sérieuses économies, grâce à l'emploi des machines pour la préparation et pour la manutention des matériaux; on établit aujourd'hui par des procédés mécaniques des pièces entières de menuiserie et de serrurerie, telles que croisées, etc.

On a souvent considéré le machinisme comme une cause de désertion des campagnes. Le mouvement de concentration excessif des familles de cultivateurs dans les centres industriels est en effet un grave danger social au point de vue de la morale, de l'hygiène et de la répartition de la richesse. Cependant, grâce au développement des voies ferrées et à l'abaissement des tarifs, beaucoup d'habitants des campagnes peuvent travailler dans les usines situées en ville, sans pour cela quitter le village où ils rentrent chaque soir.

Le machinisme n'a pas eu pour résultat de provoquer une scission entre le capital et le travail en empêchant l'ouvrier de devenir propriétaire d'outils de travail. On peut faire observer en effet très justement que l'ouvrier salarié n'est pas nécessairement malheureux quand il fait preuve d'ordre et de bonne conduite. Beaucoup d'ouvriers qui possèdent des outils n'en sont pas plus heureux pour cela. D'ailleurs les grandes usines se font souvent aider par des ouvriers en chambre et par de petits ateliers travaillant à façon.

En résumé, on ne peut arrêter les progrès du machinisme ni l'abandonner pour en revenir au travail à la main.

Loi du rendement non proportionnel. — Au delà d'une certaine limite, l'augmentation des quantités de capital et de travail consacrées à la production donne un produit supplémentaire faible et constamment décroissant.

En effet, à partir d'un certain moment, un supplément d'engrais ou de soins donnés à la terre ne procure pas un produit en rapport avec la dépense de travail et de capital.

De même, à mesure que l'exploitation d'une mine se poursuit, son rendement diminue malgré l'augmentation de frais qu'imposent l'extraction en profondeur et le percement de nouvelles galeries. La chasse et la pêche donnent des produits de moins en moins rémunérateurs, malgré les mesures prises en vue de la protection du gibier et du poisson.

L'industrie manufacturière n'obéit pas complètement à cette loi de la diminution du rendement, car la division du travail et l'emploi du machinisme peuvent recevoir une application d'autant plus étendue que le capital et le travail augmentent; les frais généraux tels que les appointements du personnel dirigeant, les loyers et les impôts en sont diminués d'autant.

La loi du rendement non proportionnel comporte deux correctifs en agriculture; elle s'applique à partir d'une certaine limite, qui n'a d'ailleurs rien d'absolu et que reculent les progrès de la technique agricole. Tant que cette limite n'est pas atteinte, le rendement est plus que proportionnel.

ORGANISATION DE LA PRODUCTION

La production peut être réglementée suivant le régime autoritaire ou d'après celui de la liberté qui admet la libre concurrence.

RÉGIME AUTORITAIRE. — On distingue deux formes de régime autoritaire: le patriarcat et le collectivisme.

Dans le patriarcat chaque groupe ou famille obéit à un chef et produit ce qui est nécessaire à ses besoins, sans division du travail autre que celle qui peut se manifester entre les individus composant le groupe. Le chef de famille détermine l'intensité de la production suivant les besoins.

Le régime collectiviste, idéal économique du socialisme contemporain, est un retour déguisé à un patriarcat où l'État, chef de l'industrie nationale, tient la balance égale entre la production et la consommation.

LIBRE CONCURRENCE. — Dans le régime de liberté ou de libre concurrence, l'homme seul responsable de ses actes choisit un métier à son gré, suivant ses goûts et ses aptitudes, en

évitant les carrières trop encombrées. La production a lieu en vue de l'échange et non de la consommation; chacun est sûr de pouvoir se procurer par l'échange tous les objets qu'il ne produit pas lui-même.

L'équilibre entre la production et les besoins est maintenu par le rapport du prix de vente au coût de production. Les fabricants activent ou ralentissent la production suivant que le prix de vente des marchandises monte ou baisse.

Le régime de la libre concurrence offre des avantages considérables au double point de vue économique et moral.

L'homme occupe son activité comme il l'entend en restant responsable de ses actes et du résultat qu'il obtient.

Les variations des prix, dues à la libre concurrence, constituent un excellent régulateur de la production. Quand celle d'un article dépasse les besoins, le prix baisse, d'où une diminution de bénéfice pour le fabricant et de salaire pour l'ouvrier: leur activité se dirige vers des occupations plus rémunératrices. S'il y a insuffisance de production pour un article, son prix monte et l'attrait du bénéfice attire la main-d'œuvre et le capital: l'équilibre se rétablit automatiquement.

La valeur des fabricants se révèle sous le régime de la libre concurrence, car chacun choisit sa carrière suivant ses goûts et ses aptitudes, et la réussite dépend de l'énergie déployée dans les affaires; la loi de la concurrence favorise les hommes énergiques aux dépens des faibles.

Sous le régime de la libre concurrence, la qualité des produits s'améliore et les prix tendent à s'abaisser grâce au progrès de la fabrication, sans qu'il y ait diminution des bénéfices. Pour maintenir leur chiffre d'affaires, les producteurs perfectionnent sans cesse leur outillage et diminuent leur prix de revient pour attirer à eux la clientèle, grâce à la qualité des articles et à leurs prix de vente avantageux.

La production étant ainsi réglée sur les besoins probables du marché, et non sur des besoins réels, une erreur dans les prévisions peut amener facilement une crise, s'il y a excès ou insuffisance de production. Il est vrai que les capitaux et la main-d'œuvre se portent automatiquement vers les branches d'industrie qui produisent peu et s'éloignent de celles

qui produisent trop ; mais ces déplacements ne s'opèrent pas avec une rapidité suffisante pour parer de suite aux crises dont les conséquences restent fort graves.

Malgré le libre choix des carrières, une grande partie du travail disponible délaisse les occupations utiles pour les postes improductifs, mais peu fatigants, de l'administration.

Le bon marché des produits est souvent obtenu au détriment de la qualité ; la camelotte l'emporte sur l'article soigné.

La concurrence exagérée peut amener le renchérissement de la marchandise. Le pain et la viande ont augmenté depuis que la boulangerie et la boucherie sont libres.

De même les grands magasins font concurrence au petit commerce. En vendant à faible bénéfice et même à perte pendant un certain temps, ils ruinent les petits commerçants, obtiennent un monopole de fait et exploitent le consommateur.

Il ne faut pas exagérer l'importance de ces critiques ; bien que sous le régime de la liberté, on puisse commettre des erreurs sur les besoins de la consommation, les crises sont moins longues et moins aiguës sous ce régime que sous celui de la réglementation.

L'excès de la concurrence ne peut provoquer qu'un renchérissement temporaire des produits de consommation immédiate dont on s'approvisionne sur place. De même, lorsque les prix deviennent excessifs par suite d'un monopole de fait, de nouveaux concurrents s'établissent et les prix baissent.

La loi de substitution permet au consommateur de se mettre à l'abri de la cherté de certains produits ; il remplace le beurre par la margarine et boit du vin de raisins secs.

Restrictions au régime de la libre concurrence. — Les restrictions au régime de la libre concurrence résultent de la réglementation de certaines professions pour l'exercice desquelles l'État exige des diplômes ou une autorisation administrative ; les monopoles légaux établis au profit de l'État, de compagnies concessionnaires ou de simples particuliers ont le même but.

Quels sont les causes et les résultats des monopoles de fait ?

Monopoles de fait. — Il y a monopole de fait quand, par suite de certaines circonstances, un producteur ou un groupe de producteurs peut seul répondre aux demandes des consommateurs, soit accidentellement, soit d'une manière permanente.

Le monopole de fait peut résulter de la supériorité exceptionnelle et incontestée qu'un producteur possède en ce qui concerne une marchandise déterminée, de la nature même de l'industrie ou de coalitions entre producteurs.

Coalitions entre producteurs. — Ces coalitions sont : les *corners* ou *rings*, les *kartells* ou *pools* et les *trusts*.

La grande industrie est obligée, pour régulariser ses opérations d'achat et de vente, de s'assurer des sources d'achats de matières premières et des débouchés de produits fabriqués au moyen de ces vastes associations d'intérêts dont la puissance fait quelquefois échec aux gouvernements eux-mêmes.

Corners. — Les *corners* ou *rings* sont des coalitions d'intérêts momentanées entre producteurs ou spéculateurs, en vue d'amener une hausse du prix d'une marchandise par l'accaparement.

Lorsque les promoteurs du *corner* jugent que la marchandise a atteint son prix maximum, ils vendent avant la baisse.

Les *corners* peuvent présenter un caractère international. En 1887, un *corner* sur le cuivre a produit la catastrophe du Comptoir national d'Escompte de Paris ; en 1888, le marché des sucres a été bouleversé par un *corner* entre producteurs anglais, français et allemands. En France, le *corner* tombe sous le coup d'une loi sur l'accaparement.

Mais pour que cette loi puisse être appliquée, il faut qu'il y ait eu coalition entre les principaux détenteurs d'une marchandise, qu'ils aient eu pour but l'accaparement et que les cours de la marchandise accaparée aient été faussés. Les *corners* sont ainsi combattus mais non les *kartells*, qui cherchent à maintenir les cours sans les faire monter.

Kartells. — Les *kartells* ou *pools* sont des ententes entre

producteurs en vue de limiter la production et la concurrence, afin d'assurer à chacun des bénéfices suffisants.

Les *corners* sont des coalitions passagères, tandis que les *kartells* ont une certaine durée.

Les *corners* provoquent une hausse injustifiée des prix d'une marchandise; les *kartells* maintiennent les prix à un niveau raisonnable et empêchent qu'ils ne s'avilissent.

Le *kartell* limite la production totale au tonnage nécessaire pour le marché intérieur et la répartit, entre ses membres, proportionnellement à leur capacité de production.

Il fixe un prix de vente minimum égal pour tous que les membres doivent strictement observer. Ce prix est assez élevé pour assurer un bénéfice suffisant aux associés, mais assez bas pour concurrencer les marchandises étrangères.

Les *kartells* peuvent affecter différentes formes :

Parfois un bureau de vente reçoit les commandes du public et les répartit entre les membres, d'après le chiffre alloué à chacun d'eux dans la production totale.

Malgré les cautionnements et les amendes imposées aux participants qui seraient tentés de violer le *kartell*, le comptoir central préfère supprimer tout rapport direct entre les clients et les fabricants syndiqués et se charger complètement de la partie commerciale de l'entreprise. Il fait connaître à chacun les quantités de marchandises qu'il aura à fournir pendant le prochain exercice avec les tarifs correspondants. Ayant pour ainsi dire acheté la production permise de tous les participants, le *kartell* vend au meilleur prix et on liquide à des époques déterminées; ainsi compris, le *kartell* fonctionne comme une véritable association coopérative de production.

Dans d'autres cas, le bureau central se substitue aux associés pour la vente et la livraison des marchandises au public.

Souvent l'organisation du *kartell* est moins complète; son rôle se borne à délimiter la zone de vente de chaque usine, avec interdiction formelle de rechercher ou d'accepter aucune affaire dans les districts réservés aux autres syndiqués. Le *kartell* assigne à chaque producteur une région spéciale pour la vente de ses produits. On peut aussi im-

ser au producteur un certain temps de chômage pendant lequel les stocks existants pourront s'écouler.

Les fabricants opposent souvent des *kartells* d'achat aux *kartells* de vente des marchands de matières premières. Ainsi aux *kartells* de vente des producteurs de betteraves les fabricants de sucre répondent par des *kartells* d'achats au moyen desquels ils dictent leurs conditions.

Les *kartells*, d'origine allemande, se développent de plus en plus; il en existe pour la houille, pour la métallurgie, pour la potasse, pour le sucre, pour l'alcool. En France, ils prennent le nom de syndicats (filature, sucre, pétrole) ou de comptoirs (métallurgie). Le Comptoir métallurgique de Longwy est très prospère: il comprend la plupart des producteurs de fonte de la Lorraine française.

Certaines conditions sont nécessaires pour la formation d'un *kartell*. On ne peut placer sous ce régime qu'une industrie non disséminée, sinon il y aurait trop de concours à réunir et la surveillance contre la fraude serait impossible.

L'uniformité des produits de l'industrie visée est indispensable, car la diversité des prix à établir serait un obstacle à la formation du *kartell*. Un régime douanier protecteur doit défendre les usines syndiquées contre la concurrence étrangère.

Le *kartell*, applicable aux industries minières ou manufacturières, est impossible en matière de commerce ou d'agriculture.

Les *kartells* régularisent la production en empêchant les crises de surproduction et l'avilissement des prix; ils diminuent les frais qui tiennent à la libre concurrence.

Les socialistes reprochent aux *kartells* de provoquer des chômages en limitant conventionnellement la production. Ce reproche n'est guère fondé, car les crises de surproduction, qui se produiraient si les *kartells* n'existaient pas, entraîneraient des ruines et des chômages très graves.

L'entente des patrons pour la lutte contre les salaires pourrait également se produire sous une autre forme.

Le seul reproche exact que l'on puisse faire au *kartell* est de nuire aux consommateurs en maintenant élevé le

prix de certains produits tels que, par exemple, le sucre et le pétrole.

Le Syndicat des houilles rhéno-westphalien. — En Allemagne, la vente de la houille, du coke, de la fonte, de l'acier fait l'objet de kartells très puissants groupant un très grand nombre d'usines métallurgiques et de mines.

Le Syndicat Rhénan-Westphalien (houille) comptait 64 adhérents à la fin de 1912 (68 fin 1910, 67 fin 1911) par suite de l'absorption de deux membres par un troisième et d'une cession de participation. Il faut remarquer que le groupe des mines dissidentes a produit 8.810.000 tonnes en 1912 et qu'il comprend l'État prussien exploitant des vingt-trois mines fiscales de la Ruhr (3.553.912 T), de la Sarre (12.470.000 T), et de la haute Silésie (6.141.000 T).

Les houillères du Syndicat ont produit 93.798.000 tonnes en 1912 (dont 28.572.053 pour les mines qui sont la propriété de grandes usines) pour des chiffres de participation de 79.704 834 (houille), 16.687.350 (coke), 4.777.960 (briques).

Le bassin de la Ruhr occupe 375.000 mineurs, celui de la Sarre 50.000, celui de la Silésie 120.000.

Le renouvellement du Syndicat des houilles (qui prend fin le 31 décembre 1915) est à l'ordre du jour. Aucun accord n'est intervenu entre les mines-usines et les mines simples, et, si l'on en croit les déclarations du directeur général des usines de la Gutehoffnungshütte à la Chambre de Commerce de Duisburg, l'état des pourparlers n'a jamais été plus défavorable qu'à l'heure actuelle à cause du différend avec les mines fiscales et de l'incertitude de la situation politique.

La hausse des combustibles et des coques, décidée par le Syndicat, va accroître le prix de revient des usines simples et favorisera les grandes mines-usines, ce qui amènera de nouvelles fusions entre les usines simples et les mines-usines. L'action du Syndicat se trouvera accroître encore la suprématie déjà prépondérante des mines-usines.

Les dirigeants du Syndicat veulent élargir son cadre et grouper non seulement les mines de la Ruhr, mais encore celles de la Sarre. Pour que ce projet aboutisse, il faut

d'abord que l'accord se fasse dans le Syndicat actuel. Or, les mines-usines et les mines simples ne se sont pas encore entendues sur la fixation de la redevance proportionnelle. Les mines-usines demandent 4 0/0, les mines simples 2 0/0. Tant que cette question ne sera pas réglée, l'incertitude subsistera : peut-être l'accord se fera-t-il sur une transaction à 3 0/0.

Le Fisc prussien dissident et le Syndicat Rhénan-Westphalien avaient conclu fin 1911 un pacte provisoire, le Fisc acceptant que ses prix de vente soient ceux du Syndicat. L'entente ne concernait que les houillères de la Ruhr.

Lorsque le Syndicat voulut relever de 1 mark ses prix de vente, le Ministre du Commerce de Prusse, tout en ne s'opposant pas au relèvement des prix des charbons industriels, refusa d'étendre la hausse aux charbons domestiques, par suite de la cherté déjà trop grande de la vie.

Cette opposition mit fin à la fois au contrat provisoire concernant la Ruhr et aux pourparlers engagés dans la Sarre entre le fisc et les houillères des groupes Slinnes et de Wendel.

Mais, d'après ses déclarations mêmes, le Ministre du Commerce de Prusse a l'intention de reprendre ses négociations avec le Syndicat Rhénan-Westphalien, tout en réservant l'autonomie de la vente fiscale.

L'accord avec le Syndicat a été rompu à dater du 1^{er} janvier 1913.

Le Syndicat des Fontes allemand. — La production de fonte de l'Allemagne a été en 1912 de 17.852.571 tonnes marquant un progrès énorme sur les chiffres de 1905 (10.875.061 tonnes) et de 1911 (15.574.039 tonnes).

Cette production se décompose comme suit : fonte Thomas (11.397.965 tonnes), fonte de moulage et de première fusion (3.338.839 tonnes), ferros et fontes spéciales (2.201.489 tonnes), fontes d'affinage (525.423 tonnes), fonte Bessemer (388.855 tonnes).

Nombre de hauts fourneaux. — Le nombre de hauts fourneaux au 1^{er} janvier 1912 avec leur production résulte du tableau suivant :

RÉGIONS	EN ACTIVITÉ	HORS FEU	EN CONSTR ^{on}	PRODUCTION 1912	
				TONNES	0/0
Rhin-Westphalie	99	21	4	7 605 038	42,5
Siegerland, Lahn, Hesse- Nassau	38	4	»	942 047	5,3
Bavière, Wurtemberg, Thuringe	8	2	»	312 660	1,8
Nord et Centre	24	6	1	923 752	5,2
Silésie	27	11	1	1 048 356	5,9
Sarre	24	2	2	1 300 662	7,3
Lorraine-Luxembourg ...	99	4	8	5 715 056	32,0
TOTAUX	319	50	16	17 847 571	100,0

Le Syndicat allemand des fontes avait été dissous le 31 décembre 1908. Le marché fut rapidement désorganisé et, par suite de la libre concurrence, une profonde dépression des prix s'accusa. Au bout d'un an, les producteurs lorrains et luxembourgeois constituèrent une union de vente. Puis, entre un certain nombre de producteurs rhénan-westphaliens se créa l'*Union de vente des hauts fourneaux allemands*, appelée par la suite Syndicat d'Essen.

A la suite de longs pourparlers qui durèrent plus d'un an et ne furent clos que le 29 juillet 1911, l'ancien Syndicat des fontes a été reconstitué à dater du 1^{er} janvier 1912 et devait durer jusqu'au 31 décembre 1915; il a été prorogé de deux ans et expirera le 31 décembre 1917, en même temps que le Syndicat de l'acier.

Le contrat porte uniquement sur la fonte produite à l'intérieur du Zollverein et contenant moins de 30 0/0 de manganèse et de 6 0/0 de silicium. Il ne s'applique pas aux ferros.

Les prix et conditions de vente sont fixés par l'Assemblée générale et surveillés par le Bureau du Syndicat. De même, les instructions concernant la vente par négociants ou par l'intermédiaire d'organismes spéciaux. Les quantums des négociants ont été établis en prenant pour base leurs expéditions de 1909, 1910 et 1911. L'Allemagne a été

divisée en cinq zones, pour chacune desquelles les négociants ont nommé des représentants. Des groupements analogues ont été constitués pour la vente à l'étranger. Un adhérent ne peut acheter de fonte à un dissident qu'avec autorisation et seulement dans le cas où le Syndicat n'est pas à même de livrer la quantité demandée.

Si une usine adhérente est vendue ou louée, les acquéreurs ou les locataires entrent d'office dans le Syndicat.

L'accord qui avait été conclu pour un an entre le Syndicat et le groupe des hauts fourneaux lorrains et luxembourgeois a été, lui aussi, prorogé jusqu'à fin 1915 et complété. De plus, les usines du pays de Siegen ont donné leur adhésion (547.500 tonnes). Tous les producteurs de fonte de l'Allemagne et du Luxembourg se trouvent donc actuellement syndiqués.

Il est à prévoir qu'à la suite de cette organisation les prix de la fonte se stabiliseront et deviendront plus rémunérateurs.

D'après le nouvel accord passé entre le Syndicat des Fontes et le Comptoir lorrain-luxembourgeois pour la vente des fontes (*Lothringisch-Luxemburgisches Kontor für den Verkauf von Roheisen*), les usines lorraines et luxembourgeoises font partie du Syndicat, sauf trois établissements (Dillingen, Halberger Hütte, Stumm) qui, d'ailleurs, consomment eux-mêmes la presque totalité de la fonte qu'ils produisent. Le Syndicat a demandé que l'accord primitif, simple convention de vente valable pour 1912 seulement, fût transformé en une adhésion ferme. En conséquence, les établissements ci-après ont adhéré séparément au Syndicat : De Wendel, Rombach, Rodange, Burbach-Eich-Dudelange, Collart à Steinfort (établissement contrôlé par la *Felten-Guilleaume Carlswerk A.-G.*) et Röchling avec la Karlshütte. La participation globale accordée à ces usines est de 1.006.036 tonnes; les autres établissements du Luxembourg produisant de la fonte ont droit à 406.036 tonnes; quant aux usines lorraines qui, dès le début, ont adhéré au Syndicat (Deutsch-Luxemburg, Gelsenkirchen, Aumetz-la-Paix, Sambre-et-Moselle et Rumelange), elles reçoivent un quantum global de 600.000 tonnes. En définitive, la participation

totale accordée à l'ensemble des usines lorraines et luxembourgeoises atteint 2.012.072 tonnes, dont 1.006.036 tonnes pour chacun des deux groupes ; cette répartition correspond à l'accord actuel en vertu duquel chaque groupe participe pour moitié aux ventes de fonte Luxembourg. La nouvelle convention s'applique uniquement à la fonte phosphoreuse ; elle a modifié la situation des négociants qui ne peuvent plus, comme par le passé, traiter directement avec les usines productrices ; conformément à ce qui a lieu dans les autres régions de l'Allemagne, ils vendent pour le Syndicat qui leur alloue une commission déterminée ; en outre, leurs ventes ne doivent pas dépasser un certain quantum fixé par le Syndicat.

Les membres du Syndicat sont au nombre de 40 ; dans ce groupe les usines de la Haute-Silésie groupées dans le Syndicat des fontes de l'Est de l'Allemagne (*Ostdeutsches Roheisensyndikat*) comptent pour un seul adhérent.

L'organisation du nouveau Syndicat diffère sensiblement de celle de l'ancien ; on a pris pour modèle l'organisation du Syndicat des Aciéries, notamment en ce qui concerne la question des négociants. Ceux-ci ont sur le marché des fontes une situation analogue à celle des négociants en poutrelles dans le Syndicat des aciéries qui a créé pour la fonte un organisme commercial semblable aux unions de négociants en poutrelles. Il est attribué à l'ensemble des négociants en fonte une somme totale répartie entre chacun d'eux en proportion des ventes précédemment effectuées. Une autre clause intéressante, qui n'existait pas dans l'ancien contrat syndical, c'est l'acquisition de quantums en vue de rendre possible l'augmentation des chiffres de participation : on a ainsi supprimé la clause qui interdisait en principe toute majoration des quantums ; c'est en partie grâce à cette modification que le renouvellement du Syndicat a pu aboutir.

Les prix de la fonte se sont relevés fin 1912 d'environ 5 ou 6 marks par tonne, à la suite du nouvel accord des Syndicats des fontes.

	1912			
	1 ^{er}	2 ^e	3 ^e	4 ^e
	TRIMESTRE	TRIMESTRE	TRIMESTRE	TRIMESTRE
	marks	marks	marks	marks
Fonte de moulage { I.....	72	72	72	77
(en usine) { II.....	68,75	68,75	68,75	74
{ III....	75	75	75	81
Fonte d'affinage Siegen....	63,50	63,50	63,50	68,50
Fonte blanche Siegen (0,1% de Ph).....	66,50	66,50	68,50	72,25
Spiegeleisen Siegen.....	74,50			81,50
Fonte d'affinage Luxembourg.....	49			

Syndicat allemand de l'acier. — Le Syndicat des Aciéries, qui arrivait à expiration le 30 juin 1912, a été renouvelé dans la nuit du 30 avril au 1^{er} mai 1912 pour une durée de cinq ans, mais seulement pour les produits dénommés A.

A l'exemple de ce qui existe pour le Syndicat des fontes et divers autres groupements, on a introduit dans le Syndicat les échanges et les ventes de quantums. Ainsi, les *Westfälische Stahlwerke* ont vendu à la firme de *Wendel* leur quantum de 60.000 tonnes en profilés et en matériel de chemins de fer ; en outre, les *Rheinische Stahlwerke* échangent avec la *Maximilianshütte* 15.000 tonnes de profilés contre 15.000 tonnes de matériel de voie.

Les pourparlers ont été très difficiles avec les usines de Haute-Silésie qui, en raison de leur situation géographique, demandaient des avantages spéciaux ; on leur a accordé finalement un « prix de décompte » supérieur de 2 marks au prix actuel ; en d'autres termes, la somme qui leur est payée en compensation des frais de transport a été portée de 6 marks à 8 marks par tonne.

Le nouveau contrat contient des clauses spéciales au sujet des usines qui, par leur situation géographique, semblent tout particulièrement désignées pour s'occuper de l'exportation. Ces usines, au nombre de quatre (*Gewerkschaft Deutscher Kaiser*, *Gutehoffnungshütte*, *Rheinische Stahlwerke* et

Krupp), en vertu d'un accord dit *f. o. b.* passé avec le Syndicat, doivent expédier par eau sur leurs ports le plus possible de commandes d'exportation ; pour chacune d'elles ces expéditions ne doivent pas être inférieures à leur participation théorique aux exportations de demi-produits et de matériel de voie ; les établissements en question se chargent du transport depuis l'usine au navire *f. o. b.* Rotterdam, Amsterdam, Anvers, Gand et Terneuzen, aux tarifs suivants :

	ANVERS, GAND ET TERNEUZEN			ROTTERDAM ET AMSTERDAM		
	Demi-produits	Matériel de voie	Profilés	Demi-produits	Matériel de voie	Profilés
	marks	marks	marks	marks	marks	marks
Deutscher Kaiser.....	2,85	3,10	3,95	2,35	2,60	3,45
Gutehoffnungshütte ..	2,85	3,10	3,95	2,35	2,60	3,45
Rheinische Stahlwerke	2,65	2,90	3,75	2,15	2,40	3,25
Fried. Krupp A. G....	2,75	3, »	3,85	2,25	1,50	3,35

Ces tarifs sont valables pour les expéditions d'au moins 50 tonnes pour un navire. Pour les expéditions par voie ferrée, le Syndicat se charge du transport des marchandises rendues franco sur wagon gare de l'usine.

Voir ci-contre la liste des usines adhérentes et de leurs chiffres de participation, pour les seuls produits A.

Les Sociétés Gelsenkirchen et Thyssen ont obtenu chacune une majoration de quantum de 100.000 tonnes se répartissant par tiers entre les groupes demi-produits, matériel de voie et profilés. Le chiffre de participation du groupe Burbach-Eich-Dudelange a été augmenté de 62.000 tonnes ; il a cédé 15.000 tonnes de poutrelles à la Société d'Ougrée-Marihay de Rodange contre 25.000 tonnes de demi-produits. Les établissements Stumm et Röchling ont obtenu une majoration de 25.000 tonnes pour les demi-produits ; le total de leur quantum en produits A se trouve ainsi porté respectivement à 262.858 et 261.869 tonnes. Le quantum en demi-produits de la Gutehoffnungshütte a été

USINES ADHÉRENTES	CHIFFRES DE PARTICIPATIONS A PARTIR DU 1 ^{er} JUILLET 1912			
	Demi-produits	Matériel de voie	Profilés	Totaux
	Tonnes	Tonnes	Tonnes	Tonnes
Gelsenkirchen (augmentation 100.000 tonnes).....	108.109	107.630	167.865	383.604
Hoesch.....	—	84.611	86.379	170.990
Deutscher Kaiser, Thyssen und C ^o (augmentation 100.000 tonnes).....	52.659	212.670	189.671	455.000
Gutehoffnungshütte.....	30.481	184.169	66.911	281.561
Hasper Eisen- und Stahlwerke	13.000	—	42.883	55.883
Phoenix.....	134.396	214.896	111.162	460.454
Rheinische Stahlwerke.....	85.425	157.272	37.108	279.805
Fried. Krupp.....	198.945	252.995	73.887	525.827
Deutsch-Luxemburg.....	104.132	221.452	244.179	569.763
Bochumer Verein.....	50.651	152.852	2.000	205.503
Gesellschaft für Stahlindustrie m. b. H.....	7.403	5.999	25.953	39.355
Van der Zypen.....	500	90.000	—	90.500
Georgs-Marien-Bergwerks- und Hütten-Verein, A. G..	—	6.776	201.510	208.286
Peiner Walzwerk.....	204.834	145.468	233.672	583.974
Vereinigte Hüttenwerke Burbach-Eich-Düdelingen (augmentation 62.500 tonnes)...	18.324	74.696	168.819	261.869
Röchling'sche Eisen- und Stahlwerke, G. m. b. H...	38.676	93.950	130.242	262.868
Stumm, G. m. b. H.....	42.760	61.249	»	104.009
Actien Gesellschaft der Dillinger Hüttenwerke.....	12.000	130.700	203.500	346.200
De Wendel und C ^o	176.505	67.292	104.675	348.472
Rombach.....	160.938	54.696	92.790	308.424
Lothringer Hüttenverein Aumetz-Friede.....	49.500	»	65.000	114.500
Düsseldorfer Eisen- und Drahtindustrie.....	5.000	73.748	98.746	177.494
Ougrée-Marihay.....	1.138	25.500	»	26.638
Maximilianshütte.....	»	60.660	34.000	94.660
Sächsische Gusstahlfabrik... Königs- und Laurahütte.....	»	»	»	»
Oberschlesische Eisenbahn-Bedarfs-A-G.....	»	103.340	143.500	246.840
Kattowitzer Actien-Gesellschaft.....	»	»	»	»
Oberschlesische Eisen-Industrie.....	»	»	»	»
Bismarckhütte.....	»	»	»	»
ENSEMBLE.....	1.495.376	2.582.621	2.524.482	6.602.479

diminué de 22.000 tonnes pour tenir compte des livraisons qu'elle a fait à la firme Böcker und Co, mais d'autres usines lui ont cédé 25.000 tonnes de demi-produits, de sorte qu'en définitive la modification est peu importante.

Le renouvellement tel qu'il a eu lieu démontre qu'il n'est plus possible d'avoir dans la grande industrie sidérurgique allemande un Syndicat ferme dans les formes où il a existé jusqu'à présent. La « Syndicalisation » des produits A a d'autant moins de valeur que, à l'heure actuelle, il n'y a que très peu d'usines qui aient intérêt à vendre leurs demi-produits par l'intermédiaire du Syndicat. La question des usines simples va devenir difficile. Selon toutes probabilités, ces usines devront soutenir contre les usines mixtes, une lutte encore plus vive que par le passé. Par suite de cet état de choses, la grande industrie sidérurgique allemande se rapprochera de plus en plus de la forme du trust et les chances de constituer un Syndicat général des Aciéries deviendront de moins en moins grandes, en même temps que se formeront quelques groupes très puissants qui pourront se passer du Syndicat. Il est donc possible que le renouvellement aboutisse rapidement à la constitution d'un trust des très grandes entreprises sidérurgiques allemandes.

Il est indéniable que depuis plusieurs années, il se produit une évolution dans ce sens. On a déjà proposé de transformer le Syndicat des Aciéries en un trust; cette proposition était évidemment prématurée, car l'absorption des petites usines par les grandes entreprises n'est pas encore assez accentuée.

D'autre part, on se demande ce que va devenir le Syndicat des houilles. Son sort est en effet lié très étroitement à celui du Syndicat des Aciéries. Il est évident que dans les circonstances actuelles, les chances de prorogation du Syndicat des houilles ont beaucoup diminué. Si tôt ou tard ces deux Syndicats venaient à disparaître, un trust pourrait alors se créer qui engloberait à la fois l'industrie sidérurgique proprement dite et l'industrie houillère.

La suppression des quantums pour les produits B va absolument à l'encontre de l'idée fondamentale qui a présidé à la constitution du Syndicat des Aciéries. Un Syndicat

des Aciéries dans lequel il n'y a pas de quantum pour les produits B n'est plus un Syndicat de l'acier: c'est un Syndicat des demi-produits, des profilés du matériel de chemins de fer; en d'autres termes, on revient à un état de choses plus défavorable que celui qui régnait en 1904 avant la constitution du Stahlwerksverband.

Trusts. — La forme du kartell ne suffit pas à la réalisation des vastes programmes d'accaparement et de mainmise complète sur l'ensemble d'une industrie, objectif de certains hommes d'affaires américains. D'ailleurs la loi Sherman de 1890 avait interdit les kartells aux États-Unis comme contraires au principe de la liberté commerciale; on imagina donc un artifice consistant à fusionner en une seule les entreprises anciennement syndiquées, d'où le *trust*.

Le trust est une fusion de sociétés ayant pour but de créer et de conserver un monopole dans une industrie quelconque.

Moyennant le versement d'un certain nombre de ses actions, le trust devient propriétaire d'usines qu'il administre à son gré en supprimant toutes celles dont la situation paraît désavantageuse: on obtient des prix de revient très bas en centralisant toute la production dans l'usine la mieux outillée et la mieux placée; on en construit au besoin de nouvelles, si aucune des anciennes ne remplit les conditions requises pour être conservée. Traqués par des lois spéciales édictées contre les accaparements et contre les monopoles, les capitalistes adoptèrent une nouvelle forme d'association destinée à tourner la loi.

Au lieu de supprimer les entreprises qu'il s'agit d'accaparer, on les laisse subsister; le trust achète une quantité suffisante de leurs actions afin d'avoir la majorité dans leurs conseils qui n'existent qu'en apparence pour donner satisfaction à la loi, l'unité de direction étant assurée par le trust ou par les gros financiers qui l'inspirent. Le trust est un mode d'organisation beaucoup plus complet que le kartell, puisqu'il embrasse à la fois la production et la vente; il étend son influence sur tous ses fournisseurs de matières premières, qu'il absorbe par la méthode exposée ci-dessus.

Le trust réunit tous les membres qui le composent dans une vaste association soumise à une direction uniforme, tandis que le kartell laisse à chacun son autonomie propre.

Le kartell a pour but de maintenir l'industrie dans les conditions normales, tandis que le trust révolutionne la production : il établit une dictature commerciale au profit d'un groupe de capitalistes, pour exploiter le consommateur.

Les trusts fonctionnent surtout en Amérique où il en existe environ 450 représentant un capital global de 36 à 40 milliards.

Un des plus anciens des grands trusts américains est celui du pétrole, la Standard Oil Co, formé en 1872 au capital de 500 millions de francs et qui distribue annuellement 1 milliard de bénéfices ; il soutient des luttes continuelles contre les pouvoirs publics et contre les concurrents étrangers qui s'efforcent de soustraire à son influence un nombre suffisant d'entreprises anciennes et nouvelles afin de constituer d'autres trusts assez puissants pour le combattre.

Trust de l'acier. — Le plus grand trust du monde, celui de l'acier, fondé en 1901 au capital de 5 milliards sous le nom de United States Steel Corporation, a groupé des hauts fourneaux, des aciéries, des mines, des canaux et des chemins de fer représentant actuellement un capital de près de 10 milliards. Les bénéfices, moins brillants que ceux du trust du pétrole, ont atteint en 1912 568 millions de francs (3,8 0/0 d'augmentation par rapport à 1911) pour un chiffre d'affaires de 3.742 millions, 21 0/0 d'augmentation).

La production des produits finis du trust, qui n'avait représenté en 1911 à certains moments que 67 0/0 de la capacité totale, s'est élevée graduellement jusqu'à représenter en fin d'année 90 0/0 de cette capacité totale.

Au 31 décembre 1912, le Trust de l'Acier possédait 149 usines, 125 hauts fourneaux, 33 convertisseurs, 275 fours Martin et 640 trains de laminoirs.

La proportion des tonnages des principaux produits du Steel Trust relativement à la production globale des États-Unis est la suivante :

	1908	1909	1910	1911	1912
	0/0	0/0	0/0	0/0	0/0
Minerai de fer....	49	44	46,5	47,5	44,4
Fonte.....	43,5	45	43,2	45,4	47
Lingots d'acier...	55,9	55,7	57	55,4	56,6

Au 31 décembre 1912, le capital-actions et le capital-obligations se décomposaient comme suit :

	Capital-actions. Dollars.	Capital-obligations. Dollars.
Trust de l'Acier.....	868.583.600	643.129.932
Compagnies subsidiaires.	591.542	817.249
TOTAUX....	869.175.142	643.947.181

Les résultats obtenus par la mise en valeur de ces énormes capitaux se résument comme suit :

Années.	Recettes brutes totales (ventes). Dollars.	Bénéfices nets. Dollars.
1907.....	757.014.767	160.064.673
1908.....	482.307.840	91.847.710
1909.....	646.382.251	131.491.411
1910.....	703.961.424	141.054.755
1911.....	615.148.840	104.305.466
1912.....	745.505.515	108.174.673

Les bénéfices ont été en croissant durant toute l'année 1912 (premier trimestre : 17.826.973 dollars ; second trimestre : 25.102.266 dollars ; troisième : 30.063.512 dollars ; quatrième : 35.181.922 dollars).

Les dépenses d'entretien ou de travaux neufs ont été en 1912 de 48.748.437 dollars contre 44.960.265 en 1911. La totalité de ces dépenses a été passée au compte de Profits et Pertes ou au fonds d'amortissements alimenté par les bénéfices annuels.

Les dividendes de 1911 ont été maintenus (\$ 5,00 aux actions ordinaires et \$ 7,00 aux actions privilégiées).

Les expéditions faites aux consommateurs autres que les membres du Trust ont atteint 12.696.000 tonnes.

Les prix de vente ont été inférieurs de 3,30 dollars environ à ceux de 1911.

Les exportations du trust de l'acier, représentant la presque totalité des exportations sidérurgiques des États-Unis, portent à peu près exclusivement sur les produits finis (en 1912, l'exportation de fonte du Trust a été de 46.503 tonnes contre 26.728 en 1911) et ont été les suivantes depuis 1906 :

Années.	Exportations de produits finis (rails compris) du Trust de l'Acier.
	En gross tons. (1.016 kg.)
1906.....	1.079.319
1907.....	1.014.082
1908.....	799.406
1909.....	1.009.746
1910.....	1.489.819
1911.....	1.719.272
1912.....	2.233.570

Les prix à l'exportation ont été inférieurs d'environ 1,10 dollar à ceux de 1911.

Le nombre moyen des ouvriers, qui était tombé à 191.888, au lieu de 218.435 en 1910, s'est relevé à 221.025 en 1912 (12 0/0). Le total des salaires annuels a été de 189.351.602 dollars contre 161.419.000 dollars en 1911 (16 0/0 d'augmentation). Le coût de la production a augmenté de 27 0/0.

A la fin de 1912, les commandes non exécutées (*unfilled orders*) s'élevaient au chiffre de 7.932.000 tonnes contre 5.085.000 tonnes en 1911.

Il y a donc eu une augmentation importante, et le chiffre de 7.932.000 tonnes est le plus élevé qui ait été atteint depuis le 31 décembre 1906 (8.489.000 tonnes).

L'American Locomotive Co a pu réunir sous un même contrôle presque toutes les fabriques de locomotives des États-Unis. Mais la plus importante d'entre elles, celle de Burnham Williams (anciennement Baldwin), à Philadelphie,

occupant 14.000 ouvriers, est restée indépendante. En matière de navigation maritime, la Mercantile Steamship Co (Trust de l'Océan) a groupé, sous l'initiative de Pierpont Morgan, un certain nombre de lignes transatlantiques secondaires, européennes et américaines ; les résultats obtenus ont été médiocres car les grandes sociétés de navigation européennes, soutenues financièrement par leurs gouvernements respectifs, ont échappé à l'influence du trust ; il n'a pu ni les absorber ni lutter contre la concurrence victorieuse qu'elles lui font, grâce à de puissantes subventions permettant la construction de navires monstres dont l'exploitation strictement commerciale serait impossible dans les conditions ordinaires de l'armement.

Les trusts présentent l'avantage de régulariser la production, évitent les crises et assurent la sécurité à leurs ouvriers en écartant les occasions de chômage.

Produisant par quantités énormes, ils peuvent travailler à très bon marché ; ils réalisent des économies dans le prix d'achat des matières premières, soit par des installations qui économisent des frais de transport, tels que les conduites de naphte organisées par le trust du pétrole (pipe lines) soit par la suppression des frais généraux (assurances, etc.).

Quoique investis d'un monopole de fait, ils abaissent le prix de leurs produits pour augmenter la consommation.

Les trusts présentent de graves inconvénients qui ont déterminé le gouvernement des États-Unis à édicter contre eux des mesures répressives, dont la plupart sont d'ailleurs restées sans résultat appréciable (loi Sherman, 1906).

Ces associations, disposant de puissants moyens financiers peuvent être, à un moment donné très dangereuses pour les gouvernements. Ce sont de véritables États dans l'État.

Le parti démocrate et le président Roosevelt, quoique républicain, ont fait aux trusts une guerre acharnée.

Les trusts, détenant un véritable monopole de fait, oppriment le consommateur et fixent à leur volonté le prix des denrées et des produits fabriqués. Pour augmenter la production, ils abaissent le prix des marchandises d'exportation, mais ils font payer à l'acheteur national un prix de monopole très élevé.

Cette pratique appelée « dumping » a eu pour conséquence un renchérissement notable de la vie en Amérique.

Les trusts nuisent aux salariés en démolissant les usines mal outillées et en réunissant plusieurs usines sous une direction unique ; ils suppriment ou transforment des emplois et gênent ainsi les ouvriers dans leurs habitudes ; en cas de conflit, ils opposent aux travailleurs une résistance plus énergique que des patrons même groupés en kartells.

Les trusts font courir de grands dangers à la petite et à la moyenne épargne, car leur constitution donne lieu à la création de deux sortes de titres : les actions privilégiées que les fondateurs s'attribuent et les actions ordinaires que les banques placent dans le public avec une forte majoration qui donne un profit illicite. Une fois sorties du portefeuille des banques, ces actions, dont les cours ne sont plus soutenus, baissent et causent un réel préjudice à leurs souscripteurs.

Enfin les trusts sont une cause de démoralisation à cause des procédés de corruption dont ils se servent pour combattre leurs concurrents et les réduire à l'impuissance : chantages directs, concessions de tarifs obtenues des compagnies de chemins de fer par des moyens frauduleux, corruption des administrateurs et des juges.

Un moyen efficace de limiter les effets des trusts serait de leur susciter des concurrents internationaux par un régime de libre-échange qui abaisserait les barrières protectrices des douanes.

Étant données les tendances actuelles des milieux gouvernementaux, on ne peut guère supposer que ce moyen de lutte doive être employé contre les trusts en Amérique.

Formes de la production. — On distingue la grande et la petite production (grande et petite industrie).

Grande industrie. — L'importance des capitaux engagés et de l'outillage caractérise la grande industrie où le travail est divisé à l'infini entre un très grand nombre d'ouvriers ; la production, considérable, alimente un marché étendu.

La grande industrie favorise la formation des sociétés par actions, et procure au capital un mode d'emploi productif.

Le capitaliste limite ses risques au montant des titres souscrits et les répartit entre un grand nombre d'entreprises.

Le capitaliste conserve la disposition de son argent, grâce à la facilité de circulation des titres au porteur ou nominatifs qui lui sont remis en échange de ses versements.

La modicité de plus en plus grande du montant nominal des actions (100 francs, 25 francs, au lieu de 500 ou 1.000) permet d'utiliser des sommes minimales, qui, sans cela, resteraient sans emploi ou seraient gaspillées.

Au point de vue de l'organisation du travail, la grande industrie réalise une hiérarchie logique des fonctions industrielles : administration, direction, contrôle, exécution.

Un homme intelligent et travailleur peut, par son seul mérite, arriver à des situations très bien rétribuées qu'il n'aurait jamais pu atteindre, même comme patron, dans la petite industrie.

La situation des ouvriers est bien meilleure dans la grande industrie que dans les petits ateliers. En effet, une augmentation de salaire peut être facilement accordée aux ouvriers dans une grande entreprise, le sacrifice à faire par chaque actionnaire sur ses bénéfices devant être peu sensible en raison du grand nombre des associés. Les ouvriers des grandes usines forment des associations capables d'imposer leur volonté au patron par la menace d'une grève.

Les grandes sociétés peuvent organiser des œuvres de prévoyance ou d'assistance en procurant à leurs ouvriers les soins médicaux ou les médicaments dont ils ont besoin en cas de maladie, et souvent même une retraite à partir d'un certain âge, qui vient augmenter celle qui résulte de l'application de la loi sur les retraites ouvrières.

Grâce à la grande industrie, les produits peuvent être vendus dans des conditions exceptionnelles de bon marché.

Produisant en grande quantité, à l'aide de moyens mécaniques, l'entrepreneur peut réaliser des bénéfices suffisants en se contentant d'un léger profit sur chaque produit. Ensuite les frais généraux et spéciaux sont bien moindres dans la grande industrie eu égard à la production.

On entend par frais généraux ceux qui sont relatifs au fonctionnement de l'entreprise sans être directement pro-

portionnels à l'importance de la production : loyer de l'usine ou des magasins, entretien des machines, chauffage, éclairage, surveillance, comptabilité, travail des chauffeurs et des mécaniciens chargés de produire la force motrice.

On entend par frais spéciaux le prix d'achat des matières premières entrant dans la confection des produits et le salaire des ouvriers qui façonnent la matière.

Les frais généraux sont moins élevés dans la grande industrie que dans la petite. Considérons, en effet, dix petits ateliers ; il faudra pour chacun d'eux un local, un personnel de direction et d'exploitation, un outillage complet, c'est-à-dire les mêmes frais généraux répétés dix fois. Si l'on réunit ces dix ateliers en un seul, il suffira d'un seul local, d'un seul personnel de direction et d'administration et d'un seul outillage plus important, mais non pas dix fois supérieur. Les dépenses de loyer, de personnel et d'outillage seront plus considérables pour cet atelier unique que pour chacun des dix ateliers ; mais, comme elles sont loin d'être dix fois plus élevées, on réalisera une économie notable.

Les frais spéciaux augmentent avec la production. Plus l'usine produit, plus il est nécessaire d'augmenter l'approvisionnement de combustible et de matières premières. Mais cette dépense est proportionnellement moindre dans la grande industrie que dans les petits ateliers, car en achetant par grandes quantités, on paie les matières premières moins cher ; et on peut attendre des cours avantageux.

Objections contre la grande industrie. — Malgré ses avantages incontestables, la grande industrie a des détracteurs. En permettant l'emploi des enfants et des femmes dans les manufactures, on a compromis la vie de famille de l'ouvrier, et on l'a poussé à chercher au dehors, notamment au cabaret, des distractions.

Les grandes usines nécessitent l'emploi d'un personnel considérable ; le directeur placé à la tête de l'entreprise, sollicité par des préoccupations de tous ordres, ne peut s'assurer du zèle et de la probité de chacun ni empêcher les abus ou le coulage.

Pour soutenir la concurrence, la production doit se faire

par grandes quantités, au plus bas prix possible, d'où un excès dans la production et un avilissement du prix de la main-d'œuvre.

Avec la puissance de l'industrie moderne on redoute les crises résultant d'une production exagérée et de la fermeture inopinée des débouchés ; lorsqu'elles éclatent, les effets en sont désastreux ; mais ces inconvénients tiennent plutôt à la mauvaise gestion des usines qu'à leur importance.

Travail dans la grande industrie. — Dans la grande industrie capitaliste, le travail peut s'exécuter, soit à domicile dans des ateliers de famille (production dispersée ou disséminée), soit dans les fabriques où les ouvriers travaillent en commun, soumis à la surveillance de contremaîtres et protégés par les lois ouvrières sur la durée du travail et sur l'hygiène des ateliers (production concentrée).

Industrie à domicile salariée. — Dans certaines branches de l'industrie (vêtements confectionnés, fleurs, plumes, etc.), des ouvriers et ouvrières travaillent chez eux en ville pour un entrepreneur qui leur fournit la matière première préparée et quelquefois même les outils ; l'ouvrier rapporte à l'atelier de manutention du patron l'ouvrage terminé et il touche le prix de son travail d'après un tarif à la pièce.

Ce mode d'exécution du travail suppose une façon uniforme, conçue d'après un modèle déterminé, en vue de la vente en gros sur un marché éloigné. L'industrie à domicile ressemble donc au petit métier, car tous deux produisent non pour la consommation directe des produits fabriqués, mais en vue de l'échange, le travail s'exécute à la main ou avec des instruments simples, tels que la machine à coudre.

L'industrie à domicile est une forme de la production capitaliste. L'ouvrier travaille pour un patron qui lui fournit la matière première et souvent les outils, tandis que, dans le petit métier, l'ouvrier est un producteur autonome, maître de ses outils et de la matière première.

Le travail à domicile offre de grands avantages pour l'entrepreneur qui cherche à le développer de préférence au travail en fabrique. En effet, il réalise une économie de

loyer, d'éclairage, de chauffage, et souvent même de machines, et rejette ces charges sur le salarié; ce travail échappe aux lois sur la police des ateliers (2 novembre 1892, 12 juin 1893), qui ne s'appliquent pas aux ateliers de famille, ainsi qu'à la responsabilité du risque professionnel (1898).

Le travail salarié à domicile présente un sérieux avantage au point de vue moral sur le travail en fabrique, car il concilie le travail de l'usine avec la vie de famille.

Le principal inconvénient de ce système est le taux extrêmement bas du salaire et l'insalubrité des ateliers où les ouvriers travaillent seize à dix-sept heures par jour.

Dans ce régime de la sueur (*Sweating system*), l'avilissement du prix de la main-d'œuvre provient des intermédiaires qui s'interposent entre l'entrepreneur et l'ouvrier; ils gardent pour eux une partie du bénéfice de la production en payant aux ouvriers qu'ils emploient un prix inférieur à celui qu'ils reçoivent de l'entrepreneur; la concurrence excessive oblige l'entrepreneur à réduire le plus qu'il peut le coût de production afin de pouvoir lutter sur le marché contre les autres producteurs; l'isolement dans lequel vivent les travailleurs employés à domicile, les met dans l'impossibilité de s'organiser en syndicats pour faire valoir leurs revendications d'une façon énergique avec quelque chance de succès. Enfin, pour beaucoup de travailleurs (femmes mariées), le salaire recherché dans le travail à domicile est un salaire d'appoint destiné à s'ajouter, par exemple, à celui du conjoint; la femme ne se montre pas très exigeante sur le prix, très satisfaite d'ajouter 1 fr. 50 ou 2 francs par jour au budget familial, même au prix d'un travail pénible, qui se prolonge souvent très tard dans la soirée.

A la campagne, ce mode de travail industriel ne présente pas de graves inconvénients, parce que cette occupation n'est qu'un accessoire par rapport aux travaux agricoles; ce gain du paysan constitue pour lui un bénéfice net.

Beaucoup d'auteurs pensent que la production dispersée pourrait dans l'avenir se développer au détriment de la production concentrée. Ce mouvement serait favorisé par l'invention de petits moteurs pouvant appartenir aux ouvriers, ou par la distribution peu coûteuse de l'énergie électrique à

domicile; d'autre part le double avantage pour le patron de n'avoir plus à construire ou à entretenir des usines coûteuses et de ne plus se heurter à la masse collective des ouvriers concentrés qui lui opposent une force avec laquelle il est obligé de compter.

Si cette éventualité se réalise, la population ouvrière, tout en y gagnant au point de vue de la morale et de la vie de famille, y perdra beaucoup au point de vue matériel.

Petite industrie. — Dans la petite industrie, les capitaux engagés, en général modestes, appartiennent généralement à l'entrepreneur. Le travail se fait à la main ou à l'aide de machines très simples, mues par l'ouvrier (machines à coudre, tours à pédales, etc.).

Le nombre d'ouvriers employés est faible et la division du travail est tout à fait limitée; cependant la petite industrie présente des avantages certains.

Le patron se trouve en relation constante avec les ouvriers et travaille avec eux; c'est souvent un ancien apprenti devenu ouvrier, puis patron; il n'a pas à redouter l'antagonisme que crée la distance qui sépare en général les ouvriers des administrateurs et des directeurs de l'usine ou de la fabrique.

Dans la petite industrie, l'ouvrier peut espérer devenir patron, parce qu'il n'est pas nécessaire qu'il dispose pour cela de gros capitaux; dans la grande industrie, l'ouvrier est, au contraire, voué toute sa vie à la situation de salarié.

La petite industrie est supérieure à la grande pour la fabrication des objets de luxe, elle se prête bien aux qualités de finesse, d'originalité, de fantaisie, qui en font tout le prix; la grande production tend à l'uniformité et à la médiocrité au point de vue du goût et de l'art. (P. Leroy-Beaulieu.)

INDUSTRIE AGRICOLE

Faire-valoir. — On peut concevoir deux modes différents d'exploitation de la terre: le faire-valoir et l'amodiation.

Le faire-valoir consiste dans l'exploitation du sol par le

propriétaire lui-même, seul ou aidé par des ouvriers agricoles qu'il dirige.

Dans le faire-valoir, le propriétaire est à la fois possesseur et entrepreneur, il a droit au fermage en tant que propriétaire ; au profit en tant qu'entrepreneur.

Amodiation. — Dans le cas de l'amodiation, au contraire, le propriétaire n'étant pas entrepreneur ne peut prétendre qu'au fermage.

L'amodiation est la concession de la jouissance du sol consentie par le propriétaire à un tiers qui exploite à sa place, moyennant une redevance déterminée.

L'amodiation peut affecter trois formes principales, qui sont : le bail à ferme, le métayage ou colonage partiaire, l'emphytéose.

Le *bail à ferme* est un contrat par lequel le propriétaire foncier concède à un tiers la possession et la jouissance de sa terre, moyennant une redevance en argent.

Le *colonage partiaire* ou *métayage* existe lorsque le propriétaire a droit non pas à une somme d'argent déterminée, mais à une quote-part des fruits. Il s'établit une sorte de société entre le propriétaire et le colon ou métayer.

L'*emphytéose* est un bail de très longue durée (99 ans).

Les diverses sortes d'amodiation présentent des avantages et des inconvénients suivant les circonstances et les localités.

L'emphytéose, procédé d'exploitation fréquemment appliqué dans les pays neufs, est utile parce qu'elle assure le défrichement et la mise en valeur des terres aux frais du concessionnaire ; celui-ci n'hésite pas à faire des dépenses considérables, certain qu'il est d'en être rémunéré par la possession à longue échéance qui lui a été consentie.

Le bail à ferme présente de gros avantages, car le fermier, chef d'entreprise, agit librement et sans contrôle ni entrave, tandis que le métayer est un associé, soumis au contrôle et à la surveillance du propriétaire.

Le fermier agit dans son intérêt exclusif, garde à sa charge les risques et les bénéfices ; il est plus incité au travail que le métayer, qui partage avec le propriétaire les profits et pertes.

Le métayer, disposant en général d'un faible capital, se livre moins volontiers que le fermier aux frais de main-d'œuvre et aux dépenses qu'entraîne la culture intensive. D'après M. P. Leroy-Beaulieu, le métayage suppose une culture uniforme routinière et pauvre, tandis que le fermage convient à la culture progressive et scientifique.

Avec le bail à ferme, les droits du propriétaire sont assurés, sa rémunération est fixée à l'avance d'une façon invariable ; il ne se préoccupe ni du partage de la récolte, ni de la vente de la part des fruits qui lui est attribuée.

Cependant, à certains points de vue, le métayage peut être préféré au bail à ferme :

Dans le bail à ferme, il existe un antagonisme entre les intérêts du propriétaire et ceux du fermier : l'intérêt du propriétaire est que la terre ne soit pas épuisée et qu'on lui rende sous forme d'engrais ou par la variété des cultures, les éléments chimiques que la précédente récolte lui a enlevés ; l'intérêt du fermier est de faire produire au sol le plus possible, sans s'inquiéter de le rendre stérile pour longtemps.

Dans le métayage, il y a association et union intime des deux contractants ; leurs intérêts sont identiques, puisqu'ils partagent les risques et les bénéfices de l'exploitation.

Le métayage offre un caractère stable ; souvent le fils prend la suite du métayage entrepris par son père et transmet à ses propres enfants la terre à cultiver comme métayers ; il s'établit ainsi une continuité très profitable à la culture. Le bail à ferme est conclu pour une durée relativement courte, le propriétaire voulant se réserver la faculté d'augmenter le prix du fermage pour profiter de la plus-value possible de la terre. Il en résulte le grave inconvénient que le fermier peut hésiter à faire une dépense pour augmenter ou pour conserver la fertilité du sol, de peur de n'avoir pas le temps, jusqu'à la fin du bail, de retirer le bénéfice des capitaux qu'il aura enfouis dans la terre.

En résumé, le bail à ferme est un mode d'exploitation supérieur au métayage, surtout lorsqu'il est conclu pour une durée suffisamment longue.

Le métayage est bon, sinon nécessaire, lorsque le cultiva-

teur a peu d'espèces et lorsque la valeur de récolte, exposée à des sinistres fréquents, comme les vignobles, peut varier brusquement d'une année à l'autre. Le fermier dont la redevance est fixe subirait alors des risques trop grands.

En France, le métayage se rencontre surtout dans les départements du Centre, du Sud-Est et du Sud-Ouest.

Le faire-valoir, de beaucoup préférable à l'amodiation au double point de vue économique et social, suppose la petite propriété et la petite culture, qui sont les deux conditions désirables pour une bonne organisation agricole.

Le faire-valoir empêche l'antagonisme préjudiciable à la terre, qui existe dans le système de l'amodiation entre les intérêts du propriétaire foncier et ceux du cultivateur. Le propriétaire, qui travaille lui-même sa terre, n'hésitera pas à faire toutes les dépenses d'amélioration dont il sera seul à profiter, et il se gardera d'imposer à son bien une production trop abondante, de peur de l'épuiser.

« Assurez à un homme la propriété d'une roche nue, a dit Arthur Young, il en fera un jardin ; donnez-lui un jardin par bail de neuf ans, il en fera un désert. »

Le système du faire-valoir l'emporte en France ; en Angleterre, le système de l'amodiation est fréquemment employé.

Principe fondamental et évolution de l'industrie agricole. — En matière agricole, l'homme doit rendre à la terre les éléments minéraux ou organiques que la culture lui enlève. Sinon la terre épuisée, privée des principes fécondants dont la nature l'avait dotée, ne peut plus produire (loi de la restitution).

L'industrie agricole est passée à cet égard par trois phases successives : culture extensive, rotation, culture intensive.

Culture extensive. — La culture extensive consiste à tirer d'une terre tout ce qu'elle peut donner et à l'abandonner quand elle a suffisamment produit.

Ce procédé nécessitant des espaces illimités n'est possible que dans les pays où la terre abonde et où la population est clairsemée.

Rotation. — La culture extensive devenant impossible, on a eu recours à la rotation, à la culture alternée ou à l'assolement triennal. Chaque année, on fait succéder à des plantes épuisantes comme les céréales, et les plantes oléagineuses textiles ou tinctoriales, des plantes améliorantes se nourrissant par l'atmosphère, plutôt que par le sol, comme les plantes légumineuses fourragères.

La jachère (repos de la terre pour qu'elle se refasse sous l'action des phénomènes atmosphériques) pratiquée en France jusqu'au ^{xiii}e siècle, est encore usitée dans certaines régions.

Culture intensive. — Actuellement on pratique surtout la culture intensive qui permet de réaliser une forte production sur des espaces restreints, au moyen d'engrais et de méthodes de culture perfectionnée ; elle occasionne de grands frais et exige des capitaux importants qui ne sont pas rémunérés si le sol est ingrat et si l'on manque de débouchés.

Pendant longtemps la production agricole visait la consommation domestique ou l'approvisionnement de marchés locaux. Aujourd'hui le développement des voies de communication et l'abaissement des frais de transport permettent à l'Amérique, à l'Australie d'envoyer, sur les marchés européens, des céréales, des fruits, etc., en concurrençant les produits nationaux. C'est une des causes de la crise dont souffre l'agriculture en France depuis une vingtaine d'années.

Grande et petite culture. — On distingue la grande, la moyenne et la petite culture, sans être d'ailleurs bien d'accord sur les limites exactes qui les séparent.

D'après certains auteurs, la grande culture correspondrait à une superficie supérieure à 40 hectares, tandis que la petite culture exploite des domaines n'atteignant pas 10 hectares, la moyenne culture étant comprise entre les deux. Il ne peut exister à cet égard de règle précise et les limites dépendent de la richesse du sol considéré.

D'après M. Leroy-Beaulieu, dans les riches contrées agricoles du Nord et dans les vignobles du Midi, la grande pro-

priété exploite des domaines de 60 à 80 hectares. On qualifie souvent de grande propriété celle que son possesseur ne peut cultiver sans embaucher des travailleurs salariés.

La petite culture, presque toujours liée au faire-valoir, profite des avantages de ce mode d'exploitation ; la grande culture entraîne l'amodiation avec ses inconvénients.

La petite culture est seule possible pour la mise en valeur des jardins maraîchers installés à proximité des villes sur des terrains très chers, qui nécessitent des soins minutieux et des frais d'installation élevés (cloches, châssis, etc.).

Dans la petite culture, le propriétaire, aidé de sa famille, apporte à son travail un zèle spécial qui fait produire à la terre sans beaucoup de frais tout ce qu'elle peut donner.

La petite culture donne un produit plus considérable que la grande qui a surtout des partisans convaincus en Angleterre (Arthur Young, école anglaise).

En France, la grande culture a été défendue par les physiocrates et, sous la Restauration, par les jurisconsultes qui voulaient rétablir le droit d'aînesse dans la législation successorale française. La grande culture présente les avantages techniques propres à la grande industrie : emploi des machines, économie des installations, division du travail, etc.

Ces avantages sont moindres dans l'agriculture que dans l'industrie manufacturière où le rendement est plus que proportionnel au travail et aux capitaux engagés ; dans l'agriculture, le rendement est moins que proportionnel.

Les petits propriétaires peuvent se procurer une partie des résultats que donne la production en grand par le moyen des associations agricoles modernes.

La grande culture paraît seule favorable aux progrès de la science agronomique, tandis que la petite culture reste routinière. M. P. Leroy-Beaulieu a fait ressortir en effet que les progrès tels que l'emploi des superphosphates, du guano, des appareils mécaniques ont été surtout introduits en France par les grands agriculteurs du Nord et du Centre.

Les méthodes de progrès se répandent peu à peu parmi les petits propriétaires sous l'influence de l'enseignement donné aux enfants des paysans à l'école primaire, et aux jeunes gens dans les écoles pratiques d'agriculture.

Grâce à l'association, la petite culture peut se procurer au même prix que les grands propriétaires les engrais, les semences, le matériel et obtenir des facilités de paiement avantageuses. De même, les syndicats de vente permettent actuellement aux petits producteurs de se soustraire aux exigences de l'acheteur et de maintenir la marchandise à un prix rémunérateur (voir coopération).

En résumé, il semble utile de maintenir un harmonieux équilibre entre la grande, la moyenne et la petite culture, en raison de leur utilité respective. La grande propriété produit à bon marché et ouvre la voie aux méthodes de progrès que doivent adopter plus tard les petits cultivateurs : grâce aux capitaux dont elle dispose, elle peut faire des essais coûteux dont les résultats profitent à tous.

Associations agricoles. — On distingue parmi les associations agricoles : les syndicats, les coopératives de vente et les associations syndicales de propriétaires.

Syndicats agricoles. — Ce sont des associations formées par des agriculteurs pour la défense de leurs intérêts économiques (loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels).

Ces syndicats, qui se sont rapidement développés en France, achètent en gros des engrais ou des semences pour le compte des membres ou pour les leur revendre. Achetant par grandes quantités, ils fournissent à bon compte d'excellents produits exempts de toute fraude. Ils achètent aussi des batteuses, des moissonneuses, etc., qu'ils louent à leurs membres à des taux avantageux ; ils organisent des assurances mutuelles contre la grêle et contre la mortalité du bétail ; ils prennent des initiatives utiles à la défense des intérêts de l'agriculteur, notamment en ce qui concerne la répression des fraudes dont ils poursuivent les auteurs devant les tribunaux (loi Ruau, 1905).

Coopératives agricoles de vente. — Ces sociétés sont formées entre un certain nombre d'agriculteurs pour la vente en commun de leurs produits, avec ou sans manipulation ou préparation dans des ateliers spéciaux.

Ces sociétés ont commencé à se développer depuis 1880 en Danemark, en Allemagne et en Hollande. Elles ont surtout

pour but l'exportation des beurres et des œufs dont elles inondent le marché anglais.

Le développement des laiteries et des beurreries coopératives a été favorisé en Allemagne par les encouragements du gouvernement (subventions), et par une bonne organisation du crédit agricole qui permet de combattre l'usure.

En Italie, le système de la coopération a été étendu aux distilleries, aux moulins à huile, aux séchoirs de cocons, aux caves des vigneron, aux produits des vergers, etc.

En France, les coopératives n'ont pas pris le même développement qu'à l'étranger parce que le paysan n'a pas été amené par les bienfaits de l'instruction à comprendre les avantages de l'association vers laquelle il n'est pas naturellement attiré. Jusqu'ici d'ailleurs, il n'avait pas été exposé aux mêmes dangers que les producteurs allemands ou danois, depuis longtemps syndiqués.

Les coopératives de vente se sont surtout développées en France, pour la fromagerie (Jura) et pour la beurrerie (Charente, Poitou, Nord).

En vue d'aider au mouvement coopératif dans l'agriculture, la loi de 1906 a autorisé les coopératives agricoles à obtenir de l'État des avances à long terme par l'intermédiaire de caisses régionales de crédit agricole mutuel.

La fédération nationale des coopératives agricoles de production et de vente a été créée en vue de donner à la coopération agricole une organisation centralisée.

Associations syndicales de propriétaires. — Ces associations, formées entre propriétaires en vue d'exécuter des travaux d'améliorations agricoles (drainage, colmatage, dessèchement de marais, etc.), sont régies par la loi du 25 juin 1865.

Les unes, libres, se forment par le concours des propriétaires intéressés. Les autres, autorisées, ne nécessitent pas le consentement unanime des propriétaires : la majorité impose sa volonté à la minorité et un décret ou un arrêté préfectoral intervient suivant l'importance des travaux. D'autres associations forcées peuvent être imposées aux propriétaires par l'administration en vue de certains travaux, tels que dessèchements de marais, travaux de défense contre la mer, les torrents et les rivières. Des moyens d'ac-

tion très puissants sont accordés à ces associations : droit d'exproprier, d'exécuter des travaux publics, etc.

Concentration et intégration. — Il y a concentration dans une branche déterminée de production, lorsque les grandes entreprises s'y multiplient aux dépens des petites.

Les statistiques montrent la tendance générale de l'industrie vers la concentration. L'importance moyenne des établissements industriels augmente et leur nombre diminue.

Spécialisation et intégration industrielle. — L'industrie a de même une tendance à la spécialisation et à l'intégration.

Une industrie se spécialise lorsqu'elle produit exclusivement un genre déterminé de produits. Certaines filatures, par exemple, fabriquent une série de numéros de fils limitée.

Une grande société, possédant plusieurs établissements, affecte chacun d'eux à la production spéciale d'un produit déterminé ; cette division du travail concourt au perfectionnement et lui assure une grande supériorité dans sa spécialité.

Il y a intégration lorsqu'une grande entreprise s'adjoit une branche d'industrie connexe ayant pour objet des opérations préalables ou consécutives à la production qui constitue sa branche spéciale d'activité. Ainsi un entrepreneur de tissage devient en même temps filateur et teinturier. Une usine métallurgique, à côté de ses hauts fourneaux et de ses laminoirs, exploite des mines de houille et de fer et possède des voies ferrées pour le transport de ses matières premières ou de ses produits ; un fabricant de chocolat exploite aux colonies des plantations de cacao ; inversement un agriculteur peut joindre à son exploitation agricole une distillerie ou une fromagerie pour le traitement des produits du domaine.

L'intégration rend le producteur indépendant des industries annexes avec lesquelles il serait obligé de compter ; il obtient le rendement maximum en évitant tout arrêt dans la production.

Bien que l'intégration soit en apparence l'opposé de la spécialisation, ces tendances se concilient lorsqu'il s'agit de réunir sous une même direction des opérations connexes ayant pour but la production d'une même marchandise ; une

maison de vente de meubles s'annexe par exemple des ateliers de menuiserie, d'ébénisterie et de tapisserie.

La conciliation est plus difficile lorsqu'il s'agit d'une maison de commerce qui réunit dans le même magasin des marchandises les plus diverses, depuis la confection pour hommes jusqu'à la quincaillerie et même la boucherie et les légumes. Cependant l'intégration se concilie alors avec la spécialisation, car chaque rayon du magasin a son autonomie propre avec un personnel spécial d'acheteurs et de vendeurs sous la direction centrale des administrateurs.

La centralisation industrielle a pour cause le développement du machinisme et la supériorité des résultats de la grande industrie.

La petite industrie se défend cependant avec assez de succès, grâce à l'industrie à domicile salariée ou au petit métier.

Certaines industries tendent à disparaître devant la concurrence du machinisme : tisserands en chambre, dentellières à la main ; la broderie, la lingerie, la confection, l'ébénisterie se maintiennent en raison des avantages que les petits ateliers présentent pour les patrons. De même, si certains métiers disparaissent (gantiers, cloutiers), d'autres persistent (ferblantiers, boulangers, bouchers, etc.).

Concentration commerciale. — *Les grands magasins.* — La concentration commerciale peut être appliquée aux magasins de vente, aux banques, aux assurances, etc.

La concentration peut se présenter sous la forme d'un établissement unique (concentration proprement dite), ou d'un établissement principal rayonnant au loin à l'aide de nombreuses succursales (concentration disséminée ou dispersée).

On a cru que la concentration dans un seul immeuble d'un grand nombre de rayons vendant chacun un produit spécial donnerait des résultats permettant de consentir au public des prix de vente particulièrement avantageux. C'est sur ce principe qu'ont été fondés à Paris, en province et à l'étranger, les grands magasins de nouveautés modernes qui embrassent directement ou indirectement un nombre considérable d'articles. En effet, il existe des épiceries et des pharmacies exploitées par des magasins de nouveautés.

Les grands magasins réalisent des économies sur le travail, parce que le personnel peut être reporté à tout moment d'un rayon sur l'autre, de manière à éviter que les vendeurs risquent de rester inoccupés et improductifs. Si un grand magasin remplace cent boutiques spéciales occupant chacune dix employés, il pourra satisfaire une clientèle plus considérable avec 500 employés au lieu de mille, d'où une économie annuelle d'au moins un million de francs.

De même, une boutique isolée faisant 150.000 francs d'affaires par an, correspondra à un loyer de 6.000 francs, soit 12 journées de vente, tandis qu'un grand magasin peut faire 300.000 francs d'affaires par jour, avec environ 900.000 francs de loyer annuel, soit 3 journées de vente.

D'autre part, les grands magasins achètent leurs approvisionnements en gros à des prix très réduits qui correspondent presque à des tarifs de famine pour leurs fournisseurs ; les capitaux y circulent cependant plus vite que dans les petites entreprises où les marchandises défraîchies se vendent mal. Les soldes constituent au contraire pour les grands magasins des sources importantes de bénéfices, à tel point qu'ils font passer dans ces ventes annoncées *urbi et orbi*, quantités de marchandises neuves achetées spécialement dans ce but à très bas prix. Une pièce de drap de 60 mètres, vendue neuve sur le pied de 13 francs le mètre, se vendra facilement 15 francs si on la détaille en 10 coupons de 6 mètres parce que le client croira profiter d'une occasion. On peut même pousser plus loin le déchiquetage pour solliciter les tout petits clients qui ont très peu d'argent à dépenser. Les marchandises provenant de faillites, et acquises au comptant presque pour rien à l'amiable ou en vente publique, forment aussi un élément de vente important.

Les grands magasins sont en quelque sorte des expositions permanentes de produits divers où chacun est libre d'entrer sans avoir à justifier sa présence, même par une simple demande de prix : le client se laisse donc facilement entraîner à acheter des produits dont il n'a quelquefois nul besoin ; mais, comme il sait qu'il peut les rendre très facilement, il n'a aucune raison de chercher à lutter contre l'envie qu'il peut avoir momentanément d'acquérir un objet

inutile. La vente à prix fixe et au comptant est également une force énorme pour ces immenses maisons de commerce qui peuvent réaliser des bénéfices importants par le simple dépôt à 2 0/0 de leurs fonds disponibles chez le banquier. Cependant certains grands magasins ont été forcés d'admettre la vente à crédit afin de se constituer rapidement une clientèle aussi importante que celle de concurrents plus anciens. Ils peuvent, il est vrai, réaliser des bénéfices importants en payant au comptant moyennant 5 0/0 d'escompte et 2 0/0 d'agio de caisse tous les fournisseurs qui acceptent ce mode de paiement parce qu'ils ont besoin d'argent.

Le personnel des grands magasins est intéressé à la vente sous forme d'un tant pour cent ou guelte qui lui est alloué sur chaque article. Leurs vendeurs sont d'ailleurs obligés de produire beaucoup, tant pour conserver leur situation que pour obtenir de l'avancement; toute faiblesse est punie de la rétrogradation et du renvoi; les chefs eux-mêmes doivent justifier tous les ans d'une certaine augmentation dans le chiffre d'affaires de leur rayon sous peine de se voir réprimander comme de simples commis et remerciés en cas de récidive, sans aucun égard pour leurs services antérieurs.

Les grands magasins ayant affaire aux clients eux-mêmes, sans interposition d'aucun intermédiaire, n'ont à payer ni le sou du franc ni les commissions auxquels sont astreints les petits boutiquiers; les primes qu'ils distribuent leur laissent souvent des bénéfices au lieu de leur coûter.

Malgré tous ces avantages, le nombre des petits magasins a augmenté et il semble qu'une boutique de spécialités bien comprise et bien agencée ait autant de chances de réussir qu'il y a vingt ans. En effet, le personnel des grands magasins n'est en général pas spécialisé et les bons vendeurs des deux sexes ont avantage à travailler dans un magasin de modes ou de meubles bien placé et bien achalandé où de riches clients achètent sans marchander.

Le client aisé préfère de son côté à la promiscuité du magasin de nouveautés, le confortable d'une boutique luxueuse souvent installée dans un beau quartier, à proximité de sa demeure et dont le propriétaire n'hésite pas à envoyer à domicile un vendeur muni d'un choix des ar-

ticles demandés, quand il ne se dérange pas lui-même.

Les grands magasins vendent quelquefois bon marché les marchandises de qualité ordinaire; mais toutes celles qui exigent des matières premières de choix et un travail fini, ne peuvent être tenues par eux qu'aux prix pratiqués dans les spécialités. Peut-être même, dans ce cas, vendront-ils plus cher qu'ailleurs, sans pouvoir offrir le même choix, parce que, malgré leur immense clientèle, ils n'auront pas autant de débit pour certains articles qu'une boutique placée de manière à être fréquentée surtout par les clients qu'elle vise.

De même la petite boutique de quartier, qui tient seulement les articles d'une vente assurée, continue à travailler, malgré la concurrence, parce qu'elle ne cherche qu'à végéter modestement; elle reste ouverte le samedi soir et le dimanche et conserve ainsi nombre de clients qui, n'étant libres ni en semaine, ni avant sept heures du soir, ne peuvent acheter qu'exceptionnellement dans les grands magasins qui ouvrent le dimanche matin.

Une catégorie spéciale de grands magasins s'adonne exclusivement à la vente à crédit, au moyen de bons hebdomadaires, et en s'assurant au besoin la collaboration de nombreux magasins de détail qui trouvent ainsi les débouchés qui leur manquent. Cette forme particulière du crédit est très discutée. Elle rend service aux ménages économes et ordonnés à qui elle permet d'acquérir de suite les objets nécessaires à leur établissement. Mais, d'autre part, ce mode de paiement incite les ouvriers et les petits employés à grever de trop longs prélèvements leurs modestes appointements.

Les vendeurs à crédit de mobiliers, d'articles de ménage, de vêtements, de pianos, ont de nombreux agents qui recherchent les acheteurs possibles; un contrat trop lourd, signé dans un moment d'irréflexion, peut conduire à la saisie et à la vente forcée.

Le développement des grands magasins ne semble pas illimité, et, tout en prenant leur part de l'augmentation des affaires, ils n'ont pu dépasser un maximum qu'ils cherchent en vain à franchir. Certains pensent arriver à ce but par des agrandissements qui multiplient à l'infini leur surface aménageable en rayons. Ils réalisent ce programme à coups de

millions en expropriant les immeubles voisins dont les propriétaires et les locataires touchent de ce fait de fortes indemnités. Il en résulte une augmentation considérable du capital immobilisé dont la rémunération devient de plus en plus difficile. Etant donné que les agrandissements ne comprennent pas la création de succursales dans des quartiers favorables, il est permis de se demander si l'augmentation de la clientèle correspondra à l'importance des dépenses et des immobilisations nouvelles. Le principe des grands magasins est de ne pas avoir de succursales : c'est le contre-pied de la méthode suivie par les banques qui ont installé de multiples bureaux sur tous les points où le passage et le stationnement de la foule rend cette opération avantageuse. Souvent, ces créations, temporaires, se font à bon compte en utilisant une fin de bail rachetée après faillite ou après décès ; ainsi le bureau, malgré sa durée éphémère, sert à établir un courant d'affaires qui profitera aux succursales voisines ainsi qu'à l'ensemble de l'établissement.

Concentration dans le commerce de banque. — La concentration dans le commerce de banque est un fait général en France, en Allemagne, en Angleterre, etc.

Sans parler de la Banque de France et du Crédit Foncier, le nombre des grandes banques parisiennes s'est accru dans des proportions considérables. Les plus importantes sont le Crédit Lyonnais, le Comptoir National d'Escompte, la Société Générale, le Crédit Industriel. Leur capital réuni dépasse 1050 millions ; leurs réserves s'élèvent à 235 millions, leurs dépôts à près de 5 milliards. Elles ont établi en province des milliers de succursales qui font concurrence aux petites banques locales et ruinent celles à qui leurs ressources trop faibles ne permettent pas de soutenir longtemps cette lutte inégale.

En Allemagne, les grands établissements de crédit de Berlin ont commencé le mouvement de concentration et ont étendu leur rayon d'action sur toutes les provinces et sur les États confédérés. Les banques locales, absorbées par eux, sont érigées en succursales ou transformées en sociétés commanditées placées sous leur surveillance étroite. Le capital des

principales banques de Berlin, qui était de 507.450.000 marks en 1890, représente aujourd'hui plus d'un milliard.

En Angleterre, le nombre des banques privées n'a pas cessé de décroître, celui des banques par actions (Joint stock banks) tend à diminuer par l'« amalgamation » des petites avec les grandes. Le nombre des banques privées, qui était de 721 en 1810, n'est plus que de 43 en 1903. Les Joint stock banks qui étaient 270 en 1896 ne sont plus que de 160 en 1907 par suite du phénomène d'amalgamation ; pour 50 des premières banques par actions, le montant des dépôts s'élevait en 1909 à plus de 16 milliards de francs.

La concentration du commerce de banque s'explique par des causes spéciales :

Les grandes banques attirent à elles la clientèle riche ou aisée par le crédit qu'elles inspirent ; elles se font à elles-mêmes une réclame intense par les bâtiments imposants où sont installés leurs sièges sociaux.

Elles sont mieux administrées que les petites banques dont les gérants n'ont pas toujours une capacité professionnelle suffisante. Elles rendent à leurs clients de multiples services : location de coffres-forts, paiement gratuit de coupons, règlement de comptes d'une ville sur une autre au moyen des transferts de succursale à succursale, etc.

Malgré les avantages que présentent les grandes banques, il serait regrettable de voir disparaître tout à fait les banquiers de province travaillant avec leurs propres capitaux. Ils connaissent personnellement leurs clients et peuvent accorder un crédit à chacun d'eux dans la mesure de sa situation morale et matérielle, tandis que le directeur d'une agence est obligé de suivre des règles très strictes émanant du siège central, qu'il ne peut pas consulter facilement et rapidement.

S'il est intelligent, le banquier privé est pour son client un conseiller et un soutien utile dans les débuts ou dans les moments difficiles ; il use envers lui de ménagements qui lui permettent de traverser une crise sans encombre.

Concentration industrielle en Allemagne. — Comme exemple de concentration industrielle (et financière) on peut citer le développement de l'industrie électrique en Allemagne.

Des statisticiens ont estimé que 2.150 millions de marks ont été placés dans les usines électriques en Allemagne¹. On voit l'importance des capitaux immobilisés dans l'industrie électrique qui, depuis quelques années, a vu grandir sa production et ses bénéfices. Cette prospérité incontestable résulte d'efforts continus. Plus que dans d'autres départements de l'activité nationale, la concentration a fait là son œuvre. Au début, un grand nombre de Sociétés par actions se fondèrent pour fabriquer des appareils, des câbles, pour installer et exploiter des stations centrales distribuant la lumière et la force motrice. Des erreurs de jugement, des prix de revient trop élevés, une insuffisance de fonds de roulement, ont eu les résultats habituels. Les entreprises solidement constituées, bien dirigées au point de vue technique et au point de vue commercial, ont survécu ; elles ont racheté soit en espèces, soit en donnant des actions, leurs concurrentes embarrassées. En 1912, la disparition d'une rivale extrêmement active a déblayé le terrain au point de vue d'une entente entre les deux grandes Compagnies rivales : l'A.E.G. et Siemens. La Société Bergmann avait grandi trop rapidement ; fondée en 1893, elle s'était développée au point d'être mise sur le même pied que les deux autres, mais elle avait immobilisé ses capitaux dans l'établissement de grandes fabriques en Allemagne et à l'étranger. Les actionnaires s'aperçurent des difficultés, lorsque le dividende fut réduit de 18 à 5 0/0. Les actions baissèrent de 225 à 137, de janvier à mai 1912. Le groupe Siemens, pour sauver l'affaire, facilita l'augmentation du capital de 29 à 52 millions, dont 14 1/2 millions furent offerts aux actionnaires, tandis que Siemens et Halske prenaient le reste au cours de 110. Un directeur de Siemens entra dans la direction générale des établissements Bergmann.

L'industrie électrique a besoin d'énormes capitaux ; elle est obligée de faire des sacrifices. L'A.E.G. vient de procéder à une émission d'obligations 5 0/0 à 97, après avoir mis en

1. Les 2.150 millions de l'électricité se répartissent : terrains 150, bâtiments 345, machines de mise en train 430, machines électriques 215, réseau de câbles, transformateurs 900, compteurs 110 millions.

circulation des obligations 4 0/0 et 4 1/2 0/0 dans les années antérieures. En 1912, elle avait procédé à une augmentation de son capital-actions de 130 à 155 millions, en même temps que les deux trusts financiers dont elle dispose ; les banques pour les entreprises électriques de Zurich et de Berlin ont porté leur capital, la première de 60 à 75 millions de francs, la seconde de 45 à 50 millions de marks. La Société des fournitures électriques, dont les actions sont dans le portefeuille de la Société des usines électriques de Berlin, augmente son capital de 20 à 30 millions de marks ; enfin, la Société des accumulateurs Hagen, liée à l'A.E.G., porte le sien de 6 à 12 millions de marks. Les émissions d'actions nouvelles ont eu lieu à prime. Dans le groupe Siemens Schuckert, les ateliers Siemens Schuckert ont émis 30 millions de marks d'obligations, la Société Schuckert, à Nuremberg, 10 millions d'actions nouvelles, les Siemens Elektrische Betriebe 5 millions, les Rheinische Schuckertwerke 2 millions et demi. En 1912, l'A.E.G. et Siemens Schuckert ont créé l'Elektro-Treuhand A.G. (omnium), à Hambourg, au capital de 30 millions de marks pour fournir des capitaux aux entreprises communes aux deux grandes Compagnies rivales.

L'exercice de 1911-1912 a été rémunérateur ; bien qu'elle ait eu à payer l'intérêt sur 30 millions de marks de plus d'obligations 4 1/2 0/0, l'A.E.G. a eu un bénéfice net de 25 millions de marks (+ 3 millions). Les commandes à exécuter au 31 octobre 1912, s'élevaient à 457 millions, contre 391 en 1911, 270 en 1910. La Société Schuckert a distribué 8 0/0 de dividende sur 65 millions, contre 7 1/2 sur 55 millions. Le personnel de l'A.E.G. a progressé de 60.818 à 70.162, celui de Siemens et Halske et des Schuckertwerke de 66.000 à 77.000.

Les commandes ont été très considérables ; elles ont dépassé souvent la capacité de production des fabriques, malgré l'agrandissement des ateliers, malgré les heures de travail supplémentaire. M. Wiener a évalué à 1 milliard de marks le chiffre d'affaires des fabriques. Grâce au gros mouvement, le prix de revient a pu être réduit ; mais, d'autre part, le coût de la main-d'œuvre, le renchérissement du cuivre, de la houille, de l'acier ont été sensibles. La clientèle a dû accepter des termes de livraison à six mois et

davantage ; les fabriques n'ont plus voulu se charger d'ordres comportant des amendes pour retard de livraison ni des paiements à longue échéance. Les commandes ont porté sur les grandes machines, les transformateurs, le matériel de traction, les signaux, les appareils à haute tension, les petits moteurs, les machines à souder, les câbles. La Guerre et la Marine sont de gros clients. L'industrie des téléphones a fait enregistrer de nouveaux brevets. Une entente est intervenue entre l'A.E.G., Siemens et Auer pour mettre un terme à des contestations portant sur des brevets.

L'A.E.G. a baissé, à dater du 1^{er} avril 1912, le prix de ses lampes à filaments métalliques d'environ 40 0/0 : 5 à 10 bougies, de 1,50 à 1,10 ; 10 à 50, de 2,50 à 1,75 (sans l'impôt). Elle a justifié cet abaissement de prix, dans une circulaire adressée à ses clients, par une diminution du prix de revient. En novembre 1911, elle a déjà réduit de 25 0/0 le prix des lampes à incandescence, obligeant les autres producteurs à suivre cet exemple.

Concentration dans les assurances. — Le mouvement de concentration s'est nettement fait sentir dans les assurances de 1850 à 1901, surtout pour la branche vie. En 1850, il existait en France 7 grandes compagnies ; en 1901, on en comptait 16 ; les capitaux de réserve sont passés de 350 millions en 1850 à 15 milliards en 1901.

Cette concentration, qui est une condition de succès, s'explique par la nature des opérations des Compagnies d'assurances. Pour que l'assurance fonctionne, il faut que les risques supportés par les Compagnies soient répartis sur un grand nombre de personnes ; plus le nombre en est élevé, plus les chances de pertes sont diminuées, tandis que les chances de profits augmentent.

Concentration dans l'agriculture. — Deux recensements faits en 1882 et en 1892 ont montré que la concentration ne se manifeste pas dans l'agriculture. Les petites exploitations d'un hectare ou moins augmentent en nombre, tandis que les autres diminuent.

A l'étranger, il y a concentration pour des causes parti-

culières : nécessité de l'abandon de la culture du blé en face de la concurrence des pays neufs pour adopter la pratique de l'élevage (Danemark).

En Amérique, la concentration se manifeste dans l'Ouest, région de territoires neufs livrés à la culture extensive. Dans l'Est au contraire, où le sol est depuis longtemps exploité, la tendance vers la concentration est nulle.

L'absence de concentration dans l'agriculture tient aux causes de supériorité de la petite culture sur la grande.

RAPPORT DE LA PRODUCTION ET DE LA CONSOMMATION

La production doit être proportionnée aux besoins de la consommation qui sont en rapport direct avec l'importance de la population. Les crises éclatent quand il y a rupture d'équilibre entre la production et la consommation.

Population. — La question de la population offre pour un pays un double intérêt politique et économique.

Au point de vue politique, la puissance militaire d'un État est en raison directe de sa population. Sous le régime de la « nation armée », la défense du territoire dépend du nombre d'hommes valides que les belligérants peuvent mettre en ligne, surtout au début de la mobilisation.

Un économiste anglais, Malthus (1766-1834), a prétendu que le développement de la population qui renforce la puissance politique d'un pays est une cause de misère et de gêne pour l'individu. Il a été ainsi conduit à sa « théorie de la population », qui a soulevé de si vives polémiques.

D'après Malthus, les malheurs des peuples sont dus à ce que la population augmente dans une plus forte proportion que ses moyens de subsistance. Il admettait que, dans les conditions normales, la population double tous les 25 ans et croît selon une progression géométrique (1, 2, 4, 8, 16, 32, 64) ; au contraire, les moyens de subsistance augmentent selon une progression arithmétique (1, 2, 3, 4, 5).

Au bout de quatre fois 25 ans, c'est-à-dire d'un siècle, la population serait donc devenue 16 fois plus considérable,

tandis que les produits auraient simplement quadruplé. Donc si l'augmentation de la population se poursuit normalement sans obstacle, il arrivera un moment où les hommes trop nombreux ne pourront plus se nourrir.

Les guerres, les épidémies, la pauvreté, tendent à maintenir la population à un chiffre normal; ce sont les obstacles destructifs en plus desquels Malthus recommande un moyen préventif qui consiste à limiter la procréation; à cet effet l'homme doit se marier tard et proportionner le nombre de ses enfants aux ressources dont il dispose.

La théorie de Malthus a exercé une influence considérable au point de vue économique. Ricardo a basé sur elle ses propres théories du salaire naturel et de la rente de la terre. C'est en son nom que les socialistes ont attaqué le principe de la propriété foncière.

Au point de vue social, on a considéré la théorie de la population tantôt comme un bienfait, tantôt comme une monstruosité. C'est à Malthus qu'on a souvent attribué la responsabilité des manœuvres criminelles ayant pour but la limitation du nombre des enfants.

On peut faire observer d'abord que la loi d'augmentation de la population et des produits émise par Malthus est infirmée par les statistiques, car, même dans les pays où la population est très prolifique (Allemagne, États-Unis), le doublement du nombre d'habitants exige de 60 à 65 ans.

D'autre part, la limitation du chiffre de la population résulte de l'augmentation du bien-être. Quand une nation devient riche, chaque citoyen se préoccupant de se procurer le plus de satisfaction matérielle possible, restreint le nombre de ses enfants pour ne pas diminuer ses dépenses personnelles.

D'ailleurs, depuis que Malthus a émis sa théorie, les moyens de production se sont tellement transformés qu'aucune famine n'est plus à craindre. On peut donc nourrir une quantité d'individus très considérable, de même qu'on peut leur procurer un habitat convenable, car la surface des terres inoccupées est immense. Étant donnés les progrès de la culture, un hectare de terre produit aujourd'hui environ le double de ce qu'il eût produit il y a cent ans.

Toutefois un équilibre rationnel est désirable entre la

superficie d'un pays et le nombre de ses habitants; la misère se développe vite dans une région surpeuplée.

Population et puissance politique. — La question de la dépopulation est l'une de celles qui préoccupent le plus vivement, à l'heure actuelle, les économistes et les hommes politiques français, car les faits prouvent que la puissance des États dépend essentiellement du chiffre de leur population. « *Il n'y a pire disette pour un État que celle des hommes* », disait J.-J. Rousseau. Les républiques de l'Amérique du Sud ayant besoin d'hommes, en importent par des artifices comme l'émigration. Dans l'ancien monde, la formidable natalité de la race anglo-saxonne a conféré aux États de l'Europe centrale une prédominance considérable sur les nations latines. La Russie, grâce à sa population et à ses ressources en hommes, a pu supporter un choc formidable, résister à de graves défaites sur terre et sur mer.

Démographie : son objet. — L'ensemble des faits relatifs à la population constitue une science de création moderne (démographie) qui étudie la répartition de la population suivant les sexes; l'influence et les variations du nombre des mariages, des naissances, et de la mortalité, ainsi que la distribution des différentes races sur la surface du globe.

Natalité, mortalité, durée de la vie moyenne. — La stagnation démographique de la France est surtout due à la faible natalité légitime, car, sur cent familles, les deux tiers comptent un enfant ou deux, ou même pas du tout.

Bien des raisons contribuent à cet abaissement de la natalité en France; les principales sont des causes volontaires déterminées par des erreurs et développées par des facteurs d'amoindrissement sociaux.

La natalité naturelle et le grand nombre des infanticides, inadmissibles dans un pays civilisé, ont une importance considérable. Il est de toute évidence que le niveau moral des deux sexes a beaucoup baissé en France: trop d'individus se dérobent aux devoirs de la procréation légitime qui ne cadrent pas avec leur existence en marge de la société légale.

D'autre part, il est évident que les doctrines malthusiennes exercent une trop grande influence dans les pays où la religion dominante prêche l'abstinence, même dans l'état de mariage, comme une vertu fondamentale.

La constitution et l'existence de la famille sont entourées en France de difficultés qui vont toutes à l'encontre du développement de la population. Le célibat prolongé tend à devenir la règle, surtout dans les classes moyennes et aisées, sous l'influence de l'instruction et du service militaire obligatoire, qui retardent l'établissement des jeunes gens. Le mariage entraîne des formalités et des dépenses qui empêchent sa célébration dans bien des cas, où il ferait rentrer dans la société légale des êtres qui naissent et vivent avec une tare originelle dont la rigidité apparente et nuisible de certaines lois ou coutumes est la seule cause. L'éducation des enfants n'occupe ni n'intéresse plus assez les parents, trop pressés de vivre pour s'arrêter à ces détails, et les établissements d'instruction en commun ne peuvent les remplacer à cet égard. Les lois successorales françaises, basées sur le régime du partage égal, constituent un frein puissant au développement des familles moyennes dont les chefs craignent de voir leur patrimoine divisé en un trop grand nombre de parts. Beaucoup, qui peuvent à peine doter une fille, n'en pourraient doter deux, ni établir un garçon; souvent aussi la crainte de diminuer la part des ressources du ménage consacrée au plaisir, fait naître entre les époux une entente tacite en vue de se soustraire à l'obligation d'élever une famille.

La population de la France s'élevait au 5 mars 1911 à 39.602.258 habitants. On a enregistré 311.929 mariages, 750.651 naissances et 692.740 décès, d'où un excédent de 57.911 naissances tandis que les années précédentes avaient fourni des excédents de décès. Il y a donc un arrêt dans la dépopulation dû à la diminution de la mortalité.

Remèdes contre la dépopulation. — Il est bien difficile de recommander des remèdes à une pareille situation, car les causes énumérées ci-dessus tiennent à un état maladif permanent de l'esprit public qu'il est malaisé de combattre.

L'insuccès du régime des primes en matière commerciale et industrielle fait mal augurer des résultats que pourrait produire l'attribution d'allocations spéciales aux chefs de familles nombreuses, préconisée par certains économistes parlementaires. On tend également à protéger les filles-mères, à secourir les ouvrières au moment de leurs couches, afin de diminuer la mortalité infantile. De quelle influence seront ces faibles mesures défensives contre l'ennemi terrible et tout-puissant qu'est l'alcoolisme qui se répand de plus en plus dans les deux sexes sous l'œil bienveillant des pouvoirs publics? De courageux réformateurs ont entrepris une croisade en vue d'amener le législateur à changer les textes des articles du Code civil en ce qui concerne le mariage et les successions, mais ce sont là des questions qui touchent à des coutumes fortement enracinées par le temps; le succès exige un tel effort qu'il se fera sans doute trop attendre pour que le mal puisse être ainsi utilement combattu.

Répartition de la population suivant l'âge et le sexe. —

Dans les pays neufs, qui se peuplent en grande partie par l'émigration, le nombre des hommes surpasse en général celui des femmes. Au Canada, dans la République Argentine, on songe à favoriser par une immigration féminine l'augmentation normale de la population grâce aux naissances, pour abandonner les moyens artificiels, qui consistent à importer des hommes comme des marchandises.

Au contraire, chez les peuples très civilisés, le sexe féminin l'emporte en général numériquement sur le sexe masculin, mais dans une proportion assez faible. En France, l'équilibre règne à peu près entre les deux sexes, et il y a beaucoup de mariages; malheureusement la natalité a diminué d'une manière inquiétante, étant donné que la fécondité virtuelle des autres nations du continent européen est restée très élevée. Au point de vue de la mortalité, certains pays sont au contraire moins favorisés que la France où elle est faible, circonstance qui a enrayé en partie les progrès de la dépopulation. Il y a encore cependant beaucoup à faire au point de vue de la diminution de la mortalité, que beaucoup de causes tendent à maintenir élevée, notamment le

manque d'hygiène, les maladies de l'enfance, sans compter les accidents et la criminalité. La durée de la vie moyenne a cependant augmenté, grâce aux progrès de la médecine, de la chirurgie, de l'hygiène et de l'instruction.

En résumé, la France est entourée de pays dont la population s'est accrue dans des proportions considérables en valeur absolue et quant à la densité par kilomètre carré.

Concentration de la population. — Le nombre des grandes cités tend à augmenter, comme le montre le tableau suivant qui compte 17 villes dépassant le million d'habitants.

EUROPE

Londres (Angleterre).....	7.253.000
Paris (France).....	2.888.000
Berlin (Prusse).....	2.852.000
Vienne (Autriche).....	2.065.000
Saint-Petersbourg (Russie).....	1.908.000
Moscou (Russie).....	1.617.000
Hambourg (Allemagne).....	1.132.000
Constantinople (Turquie).....	943.000
Budapest (Hongrie).....	880.000
Varsovie (Russie).....	856.000
Glasgow (Angleterre).....	784.000
Liverpool (Angleterre).....	747.000
Naples (Italie).....	723.000
Bruxelles (Belgique).....	720.000
Manchester (Angleterre).....	714.000
Leipzig (Saxe).....	604.000
Milan (Italie).....	600.000
Madrid (Espagne).....	600.000
Copenhague (Danemark).....	588.000
Barcelone (Espagne).....	587.000
Amsterdam (Pays-Bas).....	574.000
Dresde (Saxe).....	558.000
Marseille (France).....	551.000
Rome (Italie).....	540.000
Birmingham (Angleterre).....	526.000
Breslau (Prusse).....	526.000

Cologne (Prusse).....	526.000
Lyon (France).....	514.000
Prague (Bohême).....	514.000

ASIE

Tokio (Japon).....	2.186.000
Calcutta (Indes britanniques).....	1.239.000
Osaka (Japon).....	1.239.000
Hsiangtan (Chine).....	1.000.000
Hsin gan (Chine).....	1.000.000
Bombay (Indes britanniques).....	1.000.000

AFRIQUE

Le Caire (Egypte).....	680.000
------------------------	---------

AMÉRIQUE

New-York (Etats-Unis).....	4.767.000
Chicago (Etats-Unis).....	2.185.000
Philadelphie (Etats-Unis).....	1.549.000
Buenos-Ayres (Répub. Argentine).....	1.400.000
Rio de Janeiro (Brésil).....	900.000
Saint-Louis (Etats-Unis).....	687.000
Boston (Etats-Unis).....	671.000
Cleveland (Etats-Unis).....	561.000
Baltimore (Etats-Unis).....	558.000
Pittsburg (Etats-Unis).....	534.000

OCÉANIE

Sydney (Nouvelle-Galles du Sud)...	606.000
Melbourne (Victoria).....	562.000

Police préventive et répressive de la population. — Les règlements de police spéciale ayant pour objet la protection des enfants en bas âge ont certes une grande importance, de même que les mesures relatives à la réglementation de l'industrie nourricière ainsi que du travail des enfants et des femmes dans les manufactures.

La mise en nourrice des enfants en bas âge est fatale parce qu'elle entraîne des déplacements qu'ils ne peuvent suppor-

ter, surtout dans les conditions où ils s'opèrent. La qualité des « remplaçantes » est en général insuffisante pour permettre un développement normal du nourrisson.

L'allaitement artificiel s'effectue d'une manière généralement défavorable et la mortalité des nourrissons placés par leurs parents ou par les institutions de bienfaisance est considérable, parce qu'ils sont soumis à une hygiène défectueuse. Industrie et profit sont deux choses qui s'accordent mal avec les soins et la sollicitude de tous les instants que réclame l'enfant en bas âge.

Enfants naturels ; tours ; assistance. — Malgré les mesures de bienveillance prises par le législateur en faveur des filles-mères, les conditions dans lesquelles les enfants naturels viennent au monde et vivent sont extrêmement défectueuses, et il reste beaucoup à faire à ce point de vue. Malheureusement la loi ne peut atteindre le mal dans sa racine ; la recherche de la paternité longtemps refusée, accordée théoriquement à la femme française, reste à peu près lettre morte en pratique.

Cette question a cependant une importance capitale, et il serait temps que la responsabilité du père fût enfin engagée dans des conditions formelles et définitives, comme elle l'est en Angleterre. Il est évident que de telles lois doivent être très sérieusement étudiées, afin d'empêcher des abus trop faciles à prévoir, mais il est inconcevable que la femme, être faible et inexpérimenté, soit abandonnée sans défense aux lâches entreprises et à la légèreté d'hommes bien résolus d'avance à se dérober à toute responsabilité. Une pareille situation ne devrait pas se liquider par un vague engagement de subvenir aux besoins matériels de l'enfant, mais par l'obligation d'une union légitime immédiate sanctionnée par une pénalité sévère. Ce sont les seules mesures capables d'inspirer une crainte suffisante aux séducteurs et de remédier à un état de choses intolérable dans une société civilisée.

Quoi qu'il en soit, le rétablissement des tours, préconisé par beaucoup d'économistes et de médecins, est une mesure qui s'impose. Il faut de toute nécessité que la fille-mère ait un moyen légal et reconnu de se soustraire aux charges

si lourdes résultant de l'éducation d'un enfant, charges qui retombent entièrement sur elle. Il faut sauver ces petits êtres du danger qui les menace en permettant à leur mère de résister victorieusement à toute idée criminelle.

Population et lois militaires. — Les lois militaires ont sur le développement de la population une influence marquée.

Dans les pays qui entretiennent des armées de mercenaires nationaux ou étrangers, on autorise le mariage des militaires, afin de ne pas contraindre à un célibat prolongé une fraction importante de la population valide.

La plupart des pays ont recours au service obligatoire par voie de conscription, qui maintient les soldats sous les drapeaux pendant un nombre d'années variable, mais de plus en plus réduit, à un âge où le défaut d'un emploi stable et rémunérateur empêche d'ailleurs les jeunes gens de se marier. L'Angleterre seule a une armée de mercenaires.

Le système qui consiste à retenir les militaires pendant cinq ou sept ans sous les drapeaux est très défavorable au développement normal de la population. Quelques-uns des États qui entretiennent de grandes armées permanentes ont donc été obligés de réduire à trois, et même deux ans, la durée du séjour des contingents sous les drapeaux, malgré la difficulté que l'on peut avoir à former en un si court délai des soldats exercés capables de constituer des troupes de réserve immédiatement utilisables en temps de guerre. Le service de deux ans a été reconnu insuffisant en France, à cause de l'instruction longue et difficile des troupes spéciales telles que la cavalerie et l'artillerie.

L'immigration est le moyen qu'emploient les pays neufs pour se procurer des travailleurs.

L'immigration constitue un mode d'envahissement volontaire et pacifique beaucoup plus actif que les anciennes invasions. L'Italie est un des plus importants pays d'émigration sinon le plus important. Le tableau qui suit résume les chiffres relatifs à l'émigration brute des divers pays d'Europe en 1882, en 1907, année où elle fut plus intense (crise américaine), en 1910 et 1911.

PAYS DE PROVENANCE	1882	1907	1910	1911
Angleterre	163.000	265.000	256.000	303.000
Ecosse	32.000	66.000	80.000	89.000
Irlande	84.000	64.000	51.000	49.000
Allemagne	204.000	32.000	25.000	22.000
Danemark	12.000	8.000	9.000	8.000
Norvège	29.000	22.000	19.000	12.000
Suède	42.000	20.000	25.000	17.000
Suisse	11.000	4.000	4.000	4.000
Pays-Bas	7.000	4.000	3.000	3.000
Belgique	—	6.000	6.000	5.000
France	5.000	8.000	—	—
Italie	68.000	428.000	409.000	270.000
Espagne	26.000	127.000	186.000	171.000
Portugal	18.000	42.000	39.000	59.000
Autriche	18.000	177.000	120.000	74.000
Hongrie	18.000	209.000	147.000	94.000
Russie	—	115.000	103.000	81.000

Ce tableau fait ressortir l'accroissement du courant d'émigration, et la diversification de sa composition. En 1882, il y avait, en Europe, deux grands centres d'émigration. Les Iles Britanniques (280.000 émigrants, dont près d'un tiers provenait de l'Irlande), l'Allemagne (200.000) et les autres pays de race germanique, Etats scandinaves, Hollande et Suisse, en fournissaient encore 100.000. L'ensemble des pays du Nord et du Nord-Ouest envoyaient 580.000 colons aux pays neufs, tandis que les pays latins du Sud et de l'Ouest n'en envoyaient que 120.000, et ceux de l'Est, en ajoutant à l'émigration d'Autriche-Hongrie une petite émigration russe, une cinquantaine de mille à peine. Les Slaves et les Latins contribuaient pour une très faible part à l'œuvre du peuplement du globe, que l'on pouvait craindre de voir accaparé par les Germains et par les Anglo-Saxons.

A l'heure actuelle, l'émigration britannique, plus forte que jamais, est aussi plus anglo-saxonne, puisque sur 441.000 émigrants en 1911, il ne se trouve qu'un dixième d'Irlandais. L'émigration allemande est dix fois plus faible qu'il y a trente ans, et celle des autres pays germaniques dépasse à peine 40.000, soit moins de 500.000 personnes pour tous les pays du Nord. Les pays latins fournissent, au contraire, plus

de 500.000 émigrants en 1911 ; ils en donnaient plus de 600.000 en 1910 ; l'émigration italienne a accidentellement diminué en 1911 ; mais l'émigration espagnole s'est beaucoup développée. Enfin des trois grands pays de l'Europe orientale émigrent des Slaves, des Juifs, soit 249.000 hommes en 1911 ; c'est moins que les 370.000 de 1910, et surtout que les 501.000 de 1907. Il faudrait y ajouter quelques milliers d'émigrants balkaniques, et ne pas oublier que la Sibérie est la grande terre de colonisation des Russes, où se déversent, chaque année, 100.000 à 200.000 individus.

Le danger de l'envahissement universel du monde par les Anglo-Saxons et par les Germains se trouve écarté. L'énorme afflux d'Italiens et d'Espagnols dans l'Amérique du Sud ne court plus le risque d'être submergé. Les Américains d'origine anglo-saxonne craignent une infusion trop considérable de sang latin ou slave et se préoccupent de restreindre l'admission des immigrants trop difficiles à assimiler.

Il y aurait lieu de déduire des chiffres d'émigration brute ci-dessus le nombre de ceux qui reviennent pour des motifs divers. Les émigrants temporaires sont nombreux dans les pays latins : en 1907, 248.000 immigrants sont revenus en Italie ; en 1910 on en a compté 161.000 et 219.000 en 1911.

En 1908 (année de crise aux États-Unis), 300.000 Italiens étaient rentrés dans leur pays alors qu'il n'en était parti que 246.000 : l'immigration excédait l'émigration. Même dans les années très prospères en Amérique, comme 1905, 1906, 1909, on a compté respectivement 120.000, 158.000, 134.000 retours d'émigrants en Italie. Beaucoup de sujets britanniques reviennent aussi dans leur pays après des séjours plus ou moins longs au dehors. En 1910 il en est rentré 164.000 contre 387.000 départs ; en 1911 il en est revenu 193.000 contre 441.000 partis. L'émigration nette n'a donc été que de 223.000 pour 1910 et de 248.000 pour 1911. En Allemagne et dans l'Europe orientale la proportion des rapatriés est beaucoup plus faible. Sur les 1.250.000 émigrants qui ont quitté l'Europe pour les pays d'outre-mer en 1911, l'émigration nette dépasse 700.000 individus ; les Russes partis pour la Sibérie portent le total à 900.000.

Crises économiques. — Toute rupture d'équilibre entre la production et la consommation d'un pays produit une crise commerciale ou industrielle qui se traduit par un malaise dans les paiements. La périodicité de ces crises, que Stanley Jevons avait cru décennales, ne peut plus être admise à cause de la complexité des marchés internationaux. Nous examinerons plus loin les crises financières et monétaires qui se produisent en même temps que les crises économiques ou indépendamment d'elles.

Les difficultés politiques intérieures ou extérieures, les mauvaises récoltes, l'excès ou la pénurie des capitaux peuvent également être la cause de crises économiques.

Les périodes de prospérité industrielle intense se terminent en général par une crise de production due à l'excès de la concurrence. Si, pour une cause quelconque, le marché diminue ou cesse brusquement ses achats, les producteurs, privés de leurs rentrées d'argent, se trouvent gênés, et tous ceux qui manquent de réserves suffisantes sont obligés de suspendre la fabrication pendant plus ou moins longtemps, souvent d'une manière définitive, ou de vendre à perte.

Autrefois les crises économiques, plutôt dues à la disette qu'à l'excès de production, étaient peut-être moins fréquentes, mais plus graves, les remèdes étant peu nombreux.

Dans les temps modernes, des crises intenses se sont produites en Europe au moment des révolutions politiques de 1848, de la découverte des mines d'or (Californie, Australie), de l'invasion des vignobles par le phylloxera, de la mévente des vins. L'excès de production et de concurrence a souvent secoué l'industrie automobile, notamment en France.

Le jeu effréné de la spéculation a fréquemment troublé le marché américain, notamment pendant les années 1907 et 1908, où le prix du cuivre métal était monté de 1.500 à 2.500 fr. la tonne. Il en résulta une disette de capitaux ; le public affolé se précipita vers les guichets des banques pour retirer ses dépôts qu'elles ne purent pas lui rendre.

La France, peu engagée dans les spéculations qui avaient causé la crise, fut épargnée, mais le contre-coup en fut très durement ressenti en Angleterre et en Allemagne.

Les effets généraux des crises économiques sont partout

les mêmes : ralentissement des échanges, resserrement du crédit, élévation du taux de l'escompte, baisse des prix.

La faiblesse de la production semble devoir produire une hausse, et cause presque toujours la baisse.

En effet, une mauvaise récolte, par exemple, fait augmenter de prix les denrées alimentaires, et l'argent disponible des consommateurs se détourne des autres marchandises, qui ne trouvent plus d'acheteurs qu'à bas prix.

Lois des débouchés. — J.-B. Say et Karl Marx ont donné, relativement aux crises de surproduction, deux théories célèbres.

D'après J.-B. Say, les produits trouvent des débouchés d'autant plus faciles qu'ils sont abondants et variés. Donc, pourvu que toutes les branches de l'industrie se développent dans une proportion satisfaisante, on peut augmenter la production sans avoir à craindre de congestionner le marché.

Si certaines industries faisaient trop de progrès par rapport aux autres, il pourrait se produire une crise économique à laquelle on remédierait en augmentant la production de celles qui sont restées stationnaires.

Dans une société moderne, soumise au régime de la monnaie et au système de la vente et de l'achat, tout industriel qui développe sa production a intérêt à ce qu'il en soit de même dans les autres branches ; le marché conserve et augmente ainsi sa faculté d'acquisition, si le numéraire suit la même marche ascendante et ne manque pas.

En pratique, l'augmentation simultanée de production dans les diverses branches de l'industrie n'a pas lieu. D'autre part, le marché des produits, quoique très élargi, n'est pas universel, surtout à cause des droits de douane ; l'écoulement d'une production trop intense est vite rendue impossible.

Théorie socialiste. — D'après la théorie de la sous-consommation de Karl Marx, les crises de surproduction sont dues à l'exploitation des travailleurs par le capital : l'ouvrier, ayant un salaire trop faible, ne peut pas racheter le produit de son travail. Pour que l'équilibre fût rétabli, le travailleur devrait recevoir la valeur intégrale de son travail,

ce qui lui donnerait une capacité d'acquisition égale à sa puissance de production : il n'y aurait donc plus de crises.

On a objecté à cette théorie que les crises de surproduction suivent toujours les périodes de prospérité correspondant à un moment pendant lequel la situation matérielle des ouvriers est excellente. De plus les crises sont passagères, tandis qu'elles seraient permanentes si leur cause résidait réellement dans la condition des travailleurs.

D'ailleurs les crises se terminent d'elles-mêmes, puisque la baisse de prix due à la surproduction amène des faillites, ce qui désencombre le marché : les stocks accumulés pendant la surproduction s'écoulent, grâce à l'arrêt de la fabrication, et l'équilibre se rétablit.

L'ÉTAT ET LA PRODUCTION

Le rôle de l'État dans l'ordre économique s'exerce suivant deux systèmes opposés : l'individualisme et le socialisme ; et à un système mixte, l'interventionnisme.

Individualisme. — L'individualisme est défendu par l'école anglaise (Herbert Spencer). Le rôle de l'État se borne à l'administration de la justice, au maintien du bon ordre et de la sécurité intérieure et extérieure. L'initiative individuelle, libre de toute entrave, assure seule le développement des forces économiques du pays. Les pouvoirs publics interviennent pour sauvegarder la liberté, prévenir les désordres et trancher les conflits qui peuvent surgir.

Le principal argument contre l'intervention de l'État dans le domaine de la production économique est l'absence d'esprit d'initiative et de zèle utile chez le fonctionnaire, auxiliaire essentiellement paresseux et routinier.

L'administration de l'État coûte très cher. D'autre part le manque d'élasticité des budgets oblige les administrateurs des institutions d'État à dépenser la totalité des crédits alloués même sans nécessité, pour éviter de les voir diminuer l'année suivante.

L'État est irresponsable et on n'ose pas plaider contre

lui : cette circonstance constitue un sérieux obstacle au progrès, l'État étant libre de faire ce qui lui plaît sans crainte de représailles.

La doctrine individualiste, très absolue, présente des inconvénients sérieux :

L'initiative privée guidée par l'intérêt personnel est un puissant élément de progrès pour le commerce, l'industrie et l'agriculture. Livré à lui seul, l'individu ne peut pourvoir aux besoins d'intérêt collectif : construction de routes, amélioration des voies navigables, création et fonctionnement des écoles, etc. Pour ces œuvres indispensables, le particulier est obligé de compter sur l'État.

D'après la doctrine individualiste, l'industrie relève exclusivement de l'intérêt privé. Cependant l'État, intéressé au développement des forces économiques du pays, au maintien et au développement de ses forces matérielles, doit prêter son concours à l'initiative privée, stimuler la production par des conseils, encourager les innovations utiles et répandre les connaissances pratiques.

Le système individualiste considère comme un mal l'intervention de l'État dans le domaine économique, qui lui semble de nature à porter atteinte au régime de la liberté politique. Cette théorie n'est pas exacte, car c'est la participation des citoyens à l'administration des affaires publiques qui est le vrai critérium de la liberté politique et non pas l'intervention de l'État dans l'industrie.

En Russie, pays autocratique, la réglementation du travail est rudimentaire, tandis qu'elle est très complexe en Angleterre, un des pays les plus libéraux de l'Europe.

Doctrine socialiste. — D'après les socialistes, l'individu devrait abdiquer toute initiative personnelle entre les mains de l'État, seul chargé de produire et d'assurer le bonheur de tous ; le producteur serait un fonctionnaire.

L'État ayant pour rôle de déterminer l'importance respective des industries et de répartir les individus entre les fonctions, il n'y aurait plus ni crises déficitaires, ni crises de surproduction ; aucune carrière ne serait encombrée.

La doctrine socialiste remplace le mobile de l'intérêt per-

sonnel par la conscience de l'intérêt général et du devoir collectif ou par l'espoir de récompenses méritées.

Ici le prix courant ne sert plus de régulateur automatique pour maintenir un équilibre permanent entre la production et la consommation ; les statistiques servant de base à l'importance des commandes pouvant être inexactes, il en résultera des crises très graves. D'autre part, les corvées et les besognes répugnantes ne sont plus assurées facilement.

Interventionnisme. — L'interventionnisme reconnaît à l'État une place au point de vue économique en sauvegardant les droits de l'individu.

L'État facteur de conservation de progrès a des attributions essentielles et facultatives. Il assure le maintien de l'ordre au moyen d'organes compliqués : gouvernement central, administrations locales, personnel judiciaire, police préventive, police répressive, etc.

L'État règle les conditions d'âge et de durée du travail des femmes et des enfants employés dans les manufactures, le fonctionnement des établissements insalubres, dangereux, etc. Il assure la liberté et la fidèle exécution des transactions, organise la protection pour les incapables, réfrène les excès de la spéculation par des règles sur le jeu, sur les opérations de bourse, sur la formation et le fonctionnement des sociétés.

Les attributions facultatives de l'État assurent le progrès ; il supplée à l'initiative privée, exécute des travaux ou assure le fonctionnement de services que les particuliers ne peuvent entreprendre : construction de voies ferrées, de digues contre la mer, de ponts sur les fleuves ; sous forme de subventions, de primes, de commandes, il facilite la tâche de l'industrie privée, etc.

Plus une société progresse au point de vue économique, plus l'action de l'État se développe et se diversifie sans cependant dépasser la limite des droits individuels, et sans qu'il puisse porter atteinte à la liberté individuelle, à la liberté du travail, aux droits de famille, etc.

INTERVENTION DE L'ÉTAT DANS LA PRODUCTION

Exploitations directes. — Les industries directement exploitées par l'État sont monopolisées à son profit ou gérées par lui, concurremment avec de simples particuliers.

Monopoles d'État. — Les monopoles de l'État sont établis dans un but d'intérêt général ou dans un but purement fiscal, pour procurer des ressources au budget.

Le monopole des poudres et salpêtres est basé sur des considérations de sécurité publique. La dynamite et les explosifs à base de nitroglycérine sont réglementés par la loi du 8 mars 1875, sans monopole.

Depuis 1879, le monopole de la fabrication des monnaies, justifié par la protection du crédit exercé auparavant par une compagnie concessionnaire, est soumis au régime de la concession directe, comme en Angleterre et aux États-Unis.

Le monopole des Postes, Télégraphes, Téléphones, assure le secret des correspondances et permet de réaliser des économies dans l'exploitation en la concentrant.

Monopoles fiscaux. — La fabrication des allumettes, d'abord confiée à une compagnie concessionnaire, est exploitée en régie directe depuis 1889.

L'État exerce aussi des monopoles pour la vente du tabac, du papier timbré, la fabrication des cartes à jouer.

On a proposé d'étendre les monopoles de l'État à l'assurance, à la fabrication de l'alcool, du pétrole rectifié, etc.

Au point de vue des assurances, il y aurait avantage pour les assurés et pour les contribuables.

L'État, tout en offrant plus de sécurité que les compagnies privées, réaliserait des économies de personnel grâce à l'unité de direction et supprimerait le budget de la publicité ; il pourrait donc abaisser les primes. Les recettes permettraient de ne pas augmenter les impôts. Il en serait de même du monopole de l'alcool et de la rectification des pétroles.

Le monopole d'État viole le principe de la liberté du travail et constitue une dangereuse entrave à l'esprit d'initiative déjà trop timide en France.

Le monopole de la rectification de l'alcool entraînerait celui de la fabrication afin d'empêcher la fraude. En augmentant considérablement l'impôt sur l'alcool et en supprimant le privilège des bouilleurs de cru on procurerait au fisc le supplément de recettes qu'il recherche.

L'organisation du monopole des assurances forcerait l'État à indemniser plusieurs centaines de compagnies privées et un personnel considérable d'employés qui se trouveraient remerciés du jour au lendemain. Cette mesure serait très compliquée pour les assurances étrangères autorisées à faire des opérations en France et le capital assuré, qu'on peut évaluer à 300 milliards, gonflerait démesurément la dette publique. La suppression des impôts élevés que paient les compagnies d'assurances privées ne serait pas compensée par les bénéfices problématiques du monopole.

Industries exploitées par l'État sous le régime de la libre concurrence. — L'État français exploite quelques établissements modèles (manufacture de porcelaines de Sèvres, manufactures de tapis des Gobelins et de Beauvais).

L'État fait une concurrence très restreinte aux compagnies privées d'assurances par deux établissements :

La Caisse nationale de retraites sur la vieillesse, qui ne fait que des opérations de rentes viagères ;

La Caisse nationale des assurances contre les accidents, presque totalement inconnue du public, car ne faisant que très peu de réclame, elle n'assure que 30 millions de salaires sur 3 milliards (soit 1 centième), mais elle exerce une action régulatrice sur la fixation des primes.

Domaine agricole de l'État. — L'État possède 25 à 30.000 hectares de terres cultivables et 1.150.000 hectares de forêts sur dix millions dont deux appartiennent aux communes et aux établissements publics.

Certains gouvernements étrangers possèdent des réserves forestières et agricoles beaucoup plus considérables (États-

Unis, Russie, Prusse). En Russie, les particuliers ne possèdent qu'un quart des terres cultivées.

L'exploitation des forêts d'État en futaies est meilleure que l'exploitation en taillis des particuliers, qui donne des revenus d'une réalisation plus immédiate. La conservation d'un grand domaine forestier a beaucoup d'importance pour la lutte contre les avalanches et les inondations.

Biens agricoles communaux. — Les communes possèdent en France un dixième du territoire total comportant des landes ou des terres incultes (1.500.000 hect.); des forêts (2 millions d'hect.); des vignes (6.500 hect.); des jardins (11.000 hect.); des terres labourables (26.000 hect.); des prairies et des pâturages (555.000 hect.).

Les biens communaux peuvent être utilisés sous forme de jouissance indivise des habitants, de location ou de partage de jouissance ou par portions ménagères. Ce dernier procédé, le meilleur, permet d'organiser facilement l'assistance en faveur des pauvres de la commune.

Réglementation par l'État. — On est aujourd'hui revenu à l'ancien système de la réglementation pour protéger les producteurs (marques de fabriques, brevets d'invention, modèles, dessins, etc.), les consommateurs (répression des fraudes et des falsifications des produits agricoles et alimentaires), les ouvriers (lois sur le travail, l'hygiène et la sécurité des ouvriers), le fisc (répression des fraudes).

Exploitation des mines. — Quatre systèmes principaux sont suivis dans la plupart des États pour l'exploitation des mines : accession ; invention ; concession ; régie directe.

Accession. — Ce système attribue la propriété des gisements miniers aux propriétaires de la surface avec droit d'exploitation sous le contrôle de l'État, en observant des règles rigoureuses pour la sécurité des mineurs. Ce système convient aux pays de grande propriété (Angleterre, Russie).

Invention. — Celui qui découvre la mine et démontre son exploitabilité est déclaré propriétaire avec faculté de l'exploiter (Allemagne, Autriche, Espagne, États-Unis, Indo-Chine).

Concession. — La propriété du gisement minier et le droit d'exploitation sont concédés par l'État à celui qui offre le plus de garantie de capacité et de solvabilité sous la charge de payer une redevance pécunière appelée « redevance tréfoncière », au propriétaire de la surface (loi française du 21 avril 1810; Belgique, Hollande, Grèce).

Régie directe. — La mine est attribuée à l'État avec pouvoir de l'exploiter (Prusse, grand-duché de Luxembourg, Japon).

Nous discutons plus loin ces divers systèmes.

Exploitation des chemins de fer. — On distingue quatre principaux systèmes d'exploitation, à savoir :

La libre concurrence; l'exploitation par l'État; la concession à des Compagnies privilégiées; l'affermage par l'État à des Compagnies d'exploitation.

Libre concurrence. — La construction et l'exploitation des chemins de fer peuvent être confiées à l'initiative individuelle en admettant la libre concurrence. L'État construit et exploite dans de moins bonnes conditions que les particuliers, car il néglige l'intérêt personnel. En France, le coefficient d'exploitation varie de 47 0/0 (Orléans), à 74 0/0 (État).

L'État, constructeur et entrepreneur de transports, peut se laisser guider par des considérations politiques, dans le but de satisfaire les amis de ceux qui détiennent le pouvoir, plutôt que par un intérêt commercial et industriel.

Le système du monopole convient moins que celui de la libre concurrence (Angleterre, États-Unis) pour assurer la rapidité, la multiplicité, la commodité et l'économie des transports.

Exploitation par l'État. — On peut faire de l'exploitation des chemins de fer un monopole d'État.

Cette solution s'impose, dit-on, pour plusieurs raisons : d'abord pour la sécurité des voyageurs, car il n'est pas admissible que, sur une même ligne de chemins de fer, il y ait plusieurs compagnies opérant concurremment, parce que autrement les accidents seraient à craindre à tous moments; ensuite, dans l'intérêt de la défense nationale, il est indis-

pensable que l'État soit maître des chemins de fer pour construire des lignes stratégiques souvent improductives et pour pouvoir disposer librement de tous les moyens de transport en cas de guerre, afin d'assurer la mobilisation rapide de toutes ses forces militaires; enfin, au point de vue du commerce international, il est indispensable que l'État réglemente les transports des marchandises; sinon, par des concessions faites aux produits venant de l'étranger, des compagnies privées pourraient indirectement détruire l'effet des tarifs de douane établis par le gouvernement en vue de protéger l'industrie nationale.

Ce système est en vigueur en Serbie, Roumanie, Norvège, Suisse, Australie. En Belgique et en Allemagne, par suite de rachats successifs, l'État exploite 90 0/0 du réseau.

Concessions à des compagnies. — Un troisième système, tenant le milieu entre les deux précédents, part de l'idée que la construction et l'exploitation des chemins de fer doivent être laissées à l'industrie privée, l'intervention de l'État se faisant sentir d'une façon très étroite pour diriger, contrôler et renforcer l'initiative individuelle.

Ce dernier système évite les dangers que présenterait l'application du système de l'exploitation libre, et il échappe aux objections du monopole de l'État.

Bail à ferme. — Dans certains pays, les dépenses de construction sont faites par l'État, qui cède l'exploitation des lignes à des compagnies fermières moyennant une redevance. Ce système est en vigueur en Hollande.

La loi du 11 juin 1842 a posé en France les principes fondamentaux du régime des chemins de fer : l'État prend à sa charge l'infrastructure : acquisition des terrains, construction de la voie et des travaux d'art; la pose des rails et accessoires et le matériel roulant (superstructure) sont à la charge de compagnies auxquelles l'exploitation est concédée pendant un certain temps dans des conditions déterminées.

En 1859, les compagnies réduites à six, auxquelles était imposée l'exécution de lignes improductives secondaires, obtinrent la signature d'une convention par laquelle l'État garantissait aux obligataires le paiement de leurs coupons.

En 1878, le réseau de l'État se constitua par le rachat de

petites compagnies plus prospères (Charentes et Vendée).

En 1883, furent signées les conventions actuellement en vigueur entre les compagnies et l'État, en vue d'assurer l'exécution du plan Freycinet, qui comportait la construction de 9.000 kilomètres de voies ferrées, la plupart improductives. Les compagnies s'engageaient à faire ce travail avec le concours financier de l'État, qui prenait à sa charge toutes les dépenses, sauf une contribution forfaitaire imposée aux compagnies.

Depuis le 1^{er} janvier 1909, l'État exploite en régie environ 9.000 kilomètres depuis le rachat de l'Ouest.

Assistance de l'État. — L'assistance directe de l'État se manifeste sous la forme de garantie d'intérêts assurant un revenu maximum aux capitaux engagés dans les entreprises de chemins de fer (actions ou obligations); de primes à la construction des navires ou à la navigation et à certaines cultures (lin, chanvre, soie grège); de protection des producteurs nationaux par des droits de douane frappant les marchandises concurrentes à l'importation; de privilèges fiscaux accordés (bouilleurs de cru dispensés de payer les droits sur l'alcool servant à leur consommation personnelle).

L'assistance indirecte résulte principalement des dépenses faites par l'État pour développer l'outillage industriel : construction et entretien des routes, ponts, canaux, ports, etc.

Les routes sont construites et entretenues par l'État, par les départements et par les communes au moyen de l'impôt et des prestations en nature.

Jusqu'en 1879, l'établissement des voies fluviales françaises était concédé à des compagnies. Depuis 1879, l'État se réserve le droit d'établir ou d'entretenir les voies fluviales; les concessions antérieures ayant été rachetées, il n'existe plus que 250 kilomètres concédés donnant lieu à péage. Dans d'autres pays l'État construit directement ou octroie des concessions à des compagnies privilégiées.

L'État prend à sa charge les travaux de construction des ports, laissant aux chambres de commerce ce qui touche à l'outillage industriel de ces ports. L'usage des ports, non gratuit, donne lieu au paiement de taxes quelquefois élevées.

A l'étranger, l'État a laissé aux villes ou aux compagnies intéressées une part plus grande dans la construction et l'exploitation des ports. Ainsi, le port de Gênes est confié à une association de commerçants et d'armateurs; à Hambourg et à Brême, le concours de l'État s'exerce sous forme de subventions. En Belgique et en Hollande, les ports appartiennent aux villes (Anvers, Rotterdam, Amsterdam).

Régies municipales. — A l'étranger, où le socialisme municipal est très développé (Angleterre, Allemagne, États-Unis, etc.), les grandes villes exploitent en régie directe sous forme de monopoles municipaux le gaz, l'électricité, l'eau, les tramways, les assurances contre l'incendie, la construction des habitations à bon marché.

Les villes se réservent le monopole des régies municipales, entreprises industrielles, qu'elles exploitent directement.

La régie municipale suppose un monopole d'exploitation réservé à la commune qui fournit les agents de production : capital, direction, travail; elle nomme et paie les directeurs, les administrateurs et les ouvriers, encaisse les profits et supporte les pertes.

Les régimes de la libre concurrence et de la concession à une compagnie privilégiée sont usités en France où la jurisprudence du Conseil d'État est défavorable à la municipalisation, bien que des lois aient consacré certaines exceptions (bureaux de placement, pompes funèbres, 1904).

Les communes cherchent à s'assurer des ressources en gardant pour elles-mêmes les bénéfices pouvant résulter de l'exploitation directe des services publics.

La municipalisation permet de réduire les tarifs, de distribuer à profusion l'eau et le gaz, de procurer des logements salubres à la population. Certains économistes croient qu'il est possible et désirable de rendre ces services gratuits, même les omnibus et les tramways, comme les routes.

Il est très difficile d'arriver à une balance des recettes et des dépenses telle que la commune ne gagne ni ne perde. L'exploitation des services publics par les communes est souvent l'occasion de scandales financiers dus à l'excès du fonctionnarisme et à l'incapacité des dirigeants.

TROISIÈME PARTIE

CIRCULATION DE LA RICHESSE

Notions générales. — La richesse circule en passant des mains d'une personne entre les mains d'une autre par voie d'échange.

L'échange, rare dans les sociétés primitives où l'homme produit tout ce qui est nécessaire à la satisfaction de ses besoins, a lieu dans les sociétés avancées par suite de la division du travail; chacun se spécialise, cesse de produire les objets dont il a besoin et se procure le reste par échange.

Tout individu produit, non en vue de sa consommation personnelle, mais en vue de l'échange. Il y a un lien étroit entre la production et la circulation de la richesse; l'échange et la division du travail sont deux aspects du même phénomène se complétant mutuellement.

L'échange est, comme la division du travail, une des formes de la coopération sociale. Chaque homme ou chaque pays se préoccupe de produire ce qui répond à ses aptitudes et aux moyens dont il dispose, afin de se procurer par l'échange les objets qu'il ne peut fabriquer ou cultiver dans de bonnes conditions. La circulation agit directement sur la production.

L'étude de la circulation des richesses vise la théorie de la valeur, l'échange, la monnaie et le crédit.

LIVRE V

VALEUR ET PRIX

THÉORIE DE L'ÉCHANGE ET DE LA VALEUR

L'échange. — Juridiquement, l'échange est un contrat par lequel une personne s'oblige à donner une certaine chose, moyennant l'engagement que prend une autre personne de lui procurer comme équivalent une autre chose déterminée.

En droit, l'échange est différent de la vente dans laquelle le vendeur reçoit de l'acheteur une somme d'argent, et du louage dans lequel une des parties s'oblige à procurer à l'autre ses services personnels ou la jouissance d'un objet.

En économie politique, on entend par échange toute convention dans laquelle chaque partie reçoit un équivalent de ce qu'elle donne, sans considérer la nature de l'objet reçu.

Au point de vue économique, l'échange affecte des formes très variées : échange proprement dit d'un objet contre un autre, vente, bail à ferme, louage des services, prêt à l'intérêt.

Valeur d'échange et prix. — La valeur d'échange d'une chose est la propriété qu'elle possède de pouvoir être échangée contre une autre; son prix est sa valeur exprimée en argent.

On a vu plus haut que la valeur d'échange est différente de la valeur d'usage qui est subjective; c'est l'importance relative que nous attachons à un objet en raison de l'utilité que nous lui reconnaissons et de sa rareté; tandis que la valeur d'échange, notion objective, est le pouvoir d'acquisition d'une chose sur le marché.

Il existe une relation étroite de dépendance entre ces

deux notions économiques, car la valeur d'usage d'un objet sert de base à sa valeur d'échange.

Cela se conçoit aisément. Une marchandise, n'ayant à nos yeux aucune valeur d'usage, ne peut avoir la propriété d'exciter nos désirs, et nous n'avons aucune raison de chercher à l'acquérir en donnant en échange un autre bien.

Cela revient en définitive à constater que la valeur d'échange, comme la valeur d'usage, repose sur deux éléments essentiels : l'utilité et la rareté.

Caractère de la valeur d'échange. — La valeur est variable et relative ; elle varie avec la rareté et avec l'utilité des choses.

Plus une chose devient rare tout en restant utile, plus sa valeur augmente ; l'eau peut acquérir une grande valeur quand on en est privé.

La valeur d'un objet tend à s'élever quand son utilité augmente, sa quantité restant constante.

La valeur est relative, car elle résulte de la comparaison d'un objet avec un ou plusieurs autres ; sa notion ressemble à celle de la pesanteur ou de la grandeur. On a défini la valeur : le rapport d'équivalence entre deux choses.

On peut concevoir une hausse ou une baisse générale de tous les prix si l'on compare les marchandises à la monnaie qui a augmenté ou diminué de valeur par rapport à elles.

Utilité de l'échange. — Les physiocrates niaient l'utilité de l'échange au point de vue social et disaient que, pour être normal, il doit comporter l'équivalence des objets échangés. S'il en est ainsi, il n'y a ni gain ni perte pour l'une comme pour l'autre partie, il n'y a qu'un simple déplacement de marchandises, indifférent au point de vue social. Dans le cas où l'équivalence des produits échangés n'existe pas, le profit réalisé par l'un compense le dommage de l'autre, en sorte que la société ne s'en trouve ni plus riche ni plus pauvre.

Cette opinion constitue un sophisme, car les physiocrates ne distinguaient pas la valeur d'usage de la valeur d'échange. Certes les objets échangés ont la même valeur d'échange, mais ils n'ont pas pour les parties contractantes la même va-

leur d'usage ; pour chacune des parties, la marchandise qu'elle désire acquérir a une valeur d'usage supérieure à celle de l'objet qu'elle consent à céder. L'échange est donc réellement profitable aux deux parties.

Formation de la valeur : loi de l'offre et de la demande. — Si les échanges se faisaient isolément d'individu à individu, il se produirait des écarts considérables dans la valeur des mêmes marchandises, sous l'influence des circonstances des transactions. L'homme qui aurait un besoin pressant de manger pour satisfaire sa faim, paierait aux fournisseurs de denrées le prix qu'ils exigeraient de lui.

Heureusement, les échanges se font soit dans des foires ou dans des marchés périodiques, soit dans des magasins de vente où les marchandises sont offertes au public d'une façon permanente ; au lieu qu'un acheteur traite isolément avec un vendeur, une foule d'acheteurs sont en présence d'une foule de vendeurs ou de producteurs. Les prix deviennent ainsi uniformes sous l'empire de la loi de l'offre et de la demande.

Cette loi importante domine toute l'Économie politique et signifie que le prix des marchandises sur un marché dépend de la quantité des marchandises mises en vente (offre) ainsi que du nombre des acheteurs (demande).

Le prix d'une marchandise s'élève quand elle est demandée, et s'abaisse quand elle est offerte.

Cette loi est l'application de la notion de la valeur, qui varie suivant l'utilité ou la rareté de la marchandise ; la rareté dépend de la quantité offerte (vendeurs), l'utilité est indiquée par la quantité demandée (acheteurs).

On a souvent énoncé le principe suivant : si l'offre double, la demande restant la même, le prix diminue de moitié ; si la demande double, l'offre restant constante, le prix double.

Ce raisonnement est inexact. En effet l'offre et la demande agissent sur la valeur, qui elle aussi réagit sur l'offre et sur la demande. Si la quantité de marchandises offertes est de beaucoup inférieure à celle des marchandises demandées, la valeur s'élève ; mais les acheteurs découragés se retirant, la demande diminue ; les vendeurs offrent alors sur le marché une plus grande quantité de marchandises pour

augmenter leur bénéfice ; l'offre augmente et, à un certain moment, équilibre la demande : c'est alors que le prix se fixe.

Prix courant. — On appelle prix courant d'une marchandise sa valeur sur le marché ou le prix auquel elle se vend couramment. Dès que ce prix est établi et connu de tout le monde, aucun acheteur ne la paiera plus cher, de même qu'aucun vendeur ne la cédera à un prix moindre.

Prix normal. — La valeur normale d'un objet est celle au-dessous de laquelle elle ne peut pas descendre ; le prix normal est le prix au-dessous duquel une marchandise ne peut pas être vendue. Le prix courant d'un objet tend constamment vers cette limite ; il ne peut ni s'élever au-dessus ni s'abaisser au-dessous, d'une manière durable.

Le prix courant tend à se rapprocher autant que possible du prix normal ; en effet, si le prix courant s'élève au-dessus de la limite, l'appât du gain provoque la concurrence ; la production et l'offre augmentent, ce qui fait baisser le prix de la marchandise. Inversement, si le prix courant de la marchandise n'atteint pas le prix normal, le producteur, ne faisant plus ses frais, cesse de produire, la marchandise devient rare, l'offre est inférieure à la demande, et la marchandise augmente de prix.

Dans le prix de revient d'une marchandise entrent : les frais généraux (loyers, impôts, assurance, chauffage, éclairage, etc.) ; les salaires, les matières premières et auxiliaires (combustible, etc.) ; l'entretien et l'amortissement des moyens de production, l'intérêt des capitaux fixes et circulants, même lorsqu'ils appartiennent à l'entrepreneur.

Le coût de production n'est pas constant, car certains entrepreneurs produisent à meilleur marché que d'autres. Comment doit-on alors déterminer le prix courant ?

Pour les produits manufacturés, le prix de revient moyen, qui tend à diminuer quand la production augmente, constitue le prix normal. Au contraire, pour les produits agricoles, on ne peut augmenter le rendement à l'hectare qu'au prix de sérieuses dépenses, et c'est le coût de production le plus élevé qui sert de régulateur au marché.

L'entrepreneur peut continuer à produire au prix le plus bas possible jusqu'à la fin de la crise pour ne pas renvoyer les ouvriers : il diminue leurs salaires, son profit personnel, l'intérêt du capital fixe et le taux d'amortissement ; mais il ne peut que rarement agir sur l'intérêt du capital circulant et sur le prix des matières premières.

Pour être réellement maître d'un marché, il faut posséder un monopole : on peut alors fixer le prix de vente très au-dessus du prix de revient, en se bornant à ne pas effrayer l'acheteur qui pourrait chercher à remplacer un produit par un autre ; quand il s'agit de monopoles comme ceux du tabac ou du sucre qui touchent à des produits nécessaires, à divers titres, on n'a même pas à se préoccuper de l'acheteur.

LA MONNAIE

Notions générales sur la monnaie. — Achat-vente et échange direct, troc. — La monnaie, marchandise de comparaison qui intervient dans les échanges comme équivalent des autres marchandises, joue le rôle d'un intermédiaire temporaire, et on la reçoit pour la céder ; c'est un instrument d'acquisition qui permet de se procurer, par voie d'échange, les autres marchandises dont on a besoin.

L'achat-vente ou échange avec monnaie, est plus commode que le troc, ou échange direct, parce que la monnaie peut être reçue et donnée en quantité variant comme équivalent de marchandises quelconques.

Le troc est plus simple en apparence que l'achat-vente, parce qu'il permet au vendeur de se procurer directement la marchandise dont il a besoin, sans recourir à l'opération inverse ; dans l'achat-vente, il se transforme en acheteur après avoir reçu en monnaie le prix de sa vente.

Les inconvénients du troc l'ont fait abandonner par les nations civilisées, qui n'y ont plus recours qu'en cas d'échanges avec des peuplades arriérées (ivoire, caoutchouc).

En effet, la conclusion facile du troc exige qu'il y ait coïncidence entre les offres et les demandes des individus qui veulent céder une marchandise : si l'un a besoin de

chaussures et qu'il ait du blé à vendre, il faut qu'il s'en présente un autre qui soit acheteur de blé et vendeur de chaussures. Le troc existe sur une petite échelle en marge du commerce; les périodiques et les quotidiens contiennent des offres d'échanges, et signalent les demandes correspondantes.

D'autre part, il est difficile de compenser l'inégalité de valeur qui peut exister entre les objets à échanger et de faire l'appoint. L'échange direct n'établit pas une commune mesure immédiate entre les diverses marchandises, et la comparaison des valeurs est très compliquée, car si l'on considère cent articles, on peut prévoir qu'ils pourront donner lieu à plusieurs milliers d'échanges possibles.

Fonctions et qualités de la monnaie. — La monnaie, servant d'intermédiaire dans les échanges, doit être facilement reçue et cédée par tout le monde. Ainsi les peuples pasteurs ont toujours employé comme monnaie le bétail, et les peuples agriculteurs ont surtout eu recours au blé. Bien que, suivant l'aphorisme de Turgot, toute marchandise soit monnaie, les métaux précieux réunissent un grand nombre de qualités qui les ont fait choisir comme monnaie.

Il faut que la monnaie soit divisible, se fractionne sans se détériorer et que la réunion des fragments reproduise la valeur primitive de l'ensemble. Les lingots d'or et d'argent présentent cette propriété, tandis que si l'on divise un gros diamant en quatre, les fragments réunis auront une valeur inférieure au diamant primitif. On peut facilement ramener les valeurs à une unité commune correspondant à un certain état de division de la monnaie.

La monnaie doit avoir une grande valeur sous un petit volume, ce qui permet de transporter facilement au loin de fortes sommes à peu de frais, sous un faible poids. C'est ce qui explique pourquoi l'or et l'argent ont remplacé les anciennes monnaies de fer, de cuivre, puisqu'un kilogramme d'or a la même valeur que 200 kilogrammes de cuivre et qu'environ 8.000 kilogrammes de fer. On a toutefois conservé le cuivre pour la monnaie divisionnaire, car une pièce de 10 centimes en argent ou en or aurait des dimensions tellement restreintes que nos sens du toucher et de la vue

ne pourraient s'en accommoder facilement. Les métaux précieux présentent un ensemble de qualités physiques qui les rendent aptes à jouer le rôle de monnaie, car ils sont peu altérables, homogènes, malléables, toujours identiques à eux-mêmes, quelle qu'en soit la provenance; grâce à leur malléabilité, ils peuvent recevoir et conserver des empreintes durables qui garantissent l'authenticité de la monnaie.

Histoire de la monnaie. — Chez les peuples primitifs, on se sert comme monnaie d'objets représentant les richesses usuelles : poisson, gibier, maïs, blé, têtes de bétail.

En Afrique, on emploie encore comme monnaie : la gomme, le sel, des bandes d'étoffe de forme et de couleur déterminées.

Ce système monétaire dû à la rareté des métaux, à la difficulté de les extraire et au petit nombre des échanges, présente des inconvénients tels que : indivisibilité, difficulté de transport et de conservation (têtes de bétail), insuffisance de valeur pour les échanges importants.

De bonne heure on a employé les métaux comme monnaie : fer, cuivre, argent, or, d'abord à l'état brut sous forme de lingots que les Romains pesaient comme on le fait en Extrême-Orient, au moment de chaque transaction.

Enfin l'État a émis des pièces de monnaie en garantissant la qualité et le poids de métal fin contenu dans chaque pièce. On compte alors la monnaie, on ne la pèse que pour en vérifier l'état de conservation et l'authenticité.

Nature de la monnaie. — On peut considérer la monnaie comme un signe ou comme une marchandise. Suivant la première théorie, la monnaie est le signe représentatif d'une valeur idéale, fixée arbitrairement par l'État, indépendamment de la valeur réelle de la matière de la monnaie. L'État pourrait donc assigner arbitrairement à un objet quelconque une valeur monétaire déterminée.

Cette théorie, longtemps admise comme exacte, est abandonnée aujourd'hui, étant donnés les faits. Quand un État altère les monnaies, en leur enlevant une partie de leur matière, les pièces conservent leur nom, mais leur pouvoir d'acqui-

sition baisse; pour une marchandise correspondant à la valeur nominale d'une pièce, on exige deux ou trois pièces.

La monnaie, servant d'intermédiaire dans les échanges, doit avoir une valeur intrinsèque, car on n'échange que des valeurs.

La monnaie occupe une place à part parmi les marchandises; sa valeur repose sur son utilité en tant que métal précieux pouvant être employé pour des usages industriels et sur le rôle qu'elle joue comme intermédiaire des échanges.

Si on cessait d'utiliser l'or comme monnaie, au moins 70 0/0 du stock existant se trouverait sans emploi, et sa valeur baisserait d'une façon considérable. Le phénomène s'est déjà produit en partie pour l'argent (monométallisme).

L'État peut donc augmenter indirectement la valeur d'un métal en le choisissant comme monnaie (nickel en 1902).

La monnaie est coûteuse comme toute marchandise; on se la procure par voie d'échange et sa valeur varie sous l'influence de la loi de l'offre et de la demande. Elle est dépréciée et son pouvoir d'acquisition est très faible dans les pays miniers, où les métaux précieux abondent; sa valeur est plus grande dans les pays où les métaux sont rares.

La valeur de la monnaie a successivement baissé d'une façon considérable par suite de la découverte et de la mise en exploitation de nouvelles mines d'or ou d'argent.

D'une manière absolue il est inexact de dire que la valeur de la monnaie varie suivant les stocks existants d'or et d'argent, car elle dépend de plusieurs autres éléments.

Lorsque les échanges sont très actifs, il faut une grande quantité de numéraire pour payer les marchandises; la monnaie est plus recherchée et sa valeur augmente. Le contraire a lieu lorsque les échanges sont peu actifs.

L'utilisation industrielle de l'or et de l'argent exerce une influence directe sur la valeur de la monnaie dans le sens de la hausse ou de la baisse. L'argent a baissé parce qu'il est aujourd'hui peu employé comme objet de luxe.

Les titres de crédit remplacent la monnaie et empêchent sa hausse exagérée.

Les variations de valeur constituent un grave défaut de la monnaie métallique, qui ne peut servir de commune mesure fixe des valeurs, comme le mètre pour les longueurs et le

gramme pour les poids. Pour savoir si la hausse ou la baisse de prix d'une marchandise tient ou non à un changement de valeur de la monnaie, M. Newmarch (1857) a proposé d'employer le système des « index number ». On rapproche les prix moyens de marchandises principales aux deux époques pour lesquelles on veut faire la comparaison. Si toutes les marchandises ont augmenté de prix dans le même rapport, on peut dire que la valeur de la monnaie a diminué dans la même proportion. Au contraire, si le prix d'une marchandise a doublé, alors que le prix des autres marchandises est resté stationnaire ou a diminué, on peut en conclure que c'est bien sa valeur qui a changé.

Il paraît impossible d'éviter cet inconvénient de la monnaie, ni de trouver pour les valeurs un étalon sûr et irréprochable, comme le mètre pour les longueurs. On ne peut en effet prendre comme mesure de la valeur qu'une marchandise sujette à des variations de valeur dues à la loi de l'offre et de la demande.

Les métaux précieux offrent sur les autres marchandises cet avantage que leur valeur est soumise à des variations moins brusques. Ils s'usent lentement et forment un stock énorme qui augmente constamment. La production annuelle, très faible auprès de ce stock, ne l'influence guère.

Avant la découverte de l'Amérique, la production des métaux précieux était restreinte: l'orfèvrerie employait beaucoup d'argent massif, et les trésors royaux ou épiscopaux renfermaient de grandes quantités d'espèces monnayées qui étaient comme retirées de la circulation.

La découverte des mines du Mexique et du Pérou augmenta le stock d'argent d'au moins 5 milliards. En 1850, on avait extrait environ cinquante milliards de métaux précieux dont une quinzaine de milliards d'or seulement, c'était l'âge d'argent (*silver age*). A partir de cette époque, l'or prend une importance très grande, due à la mise en exploitation des placers de Californie et d'Australie; en 1870, on atteignit 70 milliards, dont trente d'or. Depuis 1870, la production d'or a continué à progresser, grâce au contingent fourni par l'Afrique du Sud, mais l'argent a également augmenté dans une très forte proportion.

On revient à l'âge d'argent, et on peut évaluer à cent cinquante milliards la quantité d'or et d'argent extraite depuis la découverte du nouveau monde, dont la moitié d'or. Les monnaies ont absorbé 45 milliards d'or et 15 milliards d'argent; 20 milliards ont été employés industriellement sous forme de bijoux, d'objets d'orfèvrerie, etc. La disparition par perte ou usure n'est pas inférieure à 30 milliards.

Crises monétaires. — Une abondance ou une contraction brusque de la monnaie, produisant soit la hausse, soit la baisse générale des prix, constitue une crise monétaire.

L'abondance de numéraire provoque une hausse des prix; les rentiers et les fonctionnaires dont les ressources sont fixes, voient diminuer la somme de jouissance qu'ils peuvent se procurer. Au contraire, les producteurs stimulés retirent de leurs produits un profit plus grand, parce que le prix de vente est très supérieur au coût de production.

La baisse de la valeur de la monnaie permet aux débiteurs de s'acquitter avec une quantité de numéraire inférieure à celle qui correspond à la date de l'engagement. Ceci est surtout vrai pour les débiteurs à long terme (gouvernements), dont la dette s'amortit plus facilement, et quelquefois d'elle-même, en raison de la baisse de la monnaie.

Les ouvriers subissent les inconvénients de l'augmentation rapide des prix avant de pouvoir récolter les avantages de la hausse des salaires, qui est très lente.

La contraction de la monnaie ne profite au contraire qu'aux rentiers et aux fonctionnaires.

Variations des prix; dépréciation du numéraire. — On constate facilement les variations des prix, mais celles de la valeur de la monnaie sont délicates à apprécier. Une hausse ou une baisse des prix peut avoir pour cause un changement de valeur de la monnaie ou des marchandises.

De 1800 à 1840 les prix ont baissé. Cependant, malgré l'augmentation correspondante de la valeur de la monnaie provenant de la faible production des métaux précieux, on n'a jamais manqué de numéraire pendant cette période. Il est vrai que, durant la première partie du XIX^e siècle, la

concurrence commerciale et industrielle du continent européen a commencé à entamer le monopole industriel de l'Angleterre (Guerres de la Révolution et du Premier Empire).

De 1850 à 1870, les prix des loyers et des produits alimentaires ont remonté de 50 0/0, tandis que l'introduction du machinisme faisait baisser d'autant la valeur des objets manufacturés. On ne peut cependant admettre que la monnaie ait subi une dépréciation simultanée de 50 0/0. Cette période de l'histoire économique correspond en effet au développement de la machine à vapeur, des pays neufs (États-Unis, Australie, Amérique du Sud), et des grandes sociétés anonymes. Le stock monétaire a été ainsi absorbé à mesure de la production des métaux précieux, et le pouvoir d'acquisition de la monnaie n'a pas baissé de plus de 20 0/0.

Les alternances de hausse et de baisse sont maintenant beaucoup plus fréquentes qu'autrefois, à cause de l'intensité de la vie industrielle et commerciale.

La diminution de la valeur de l'or et de l'argent a une grande importance, car dans les contrats à longue échéance, tels que les dettes publiques, l'État en arrivera à ne verser que la moitié de la rente nominale au rentier qui sera privé de la moitié de son revenu. Si au contraire la valeur de l'or se relevait, la dette publique deviendrait pour l'État un fardeau énorme et le rentier s'enrichirait à ses dépens. La fixation du prix d'émission des titres des emprunts au-dessous du pair a pour but de rétablir l'équilibre rompu par la diminution de valeur du numéraire, mais si la variation de valeur se produisait en sens inverse des prévisions, les détenteurs de titres toucheraient, au détriment du trésor public, une prime de remboursement très forte et illégitime. La dépréciation de la monnaie est la cause des crises qui sévissent de temps à autre par suite du renchérissement des vivres que les petits rentiers et les fonctionnaires rémunérés par un traitement fixe ne peuvent plus se procurer en quantité suffisante pour assurer leur existence et celle de leur famille.

On a proposé sans succès de remplacer la valeur des métaux précieux par celle du blé ou de la journée de travail comme étalon monétaire, mais la valeur du blé et de la

journee de travail sont essentiellement variables suivant le pays et les époques considérées.

Il en a été de même du système de l'étalon multiple de Lowe qui consistait à faire fixer au moyen de mercuriales, dressées par une commission officielle permanente, la valeur des marchandises les plus usuelles à l'intérieur d'un même pays. Le prix moyen de ces marchandises publié à intervalles réguliers servirait à constater et à corriger la valeur des métaux précieux. Ce système est difficilement applicable et l'emploi de la monnaie mixte d'or et d'argent donne à la valeur de la monnaie une stabilité suffisante tout en étant plus simple.

Comment admettre en effet qu'un rentier soit en droit de réclamer pour un titre de 5.000 francs une augmentation de 500 francs si, au bout de dix ans, la valeur est descendue de 10 0/0 ?

Théorie mercantile de la monnaie. — On considérait autrefois la monnaie comme la richesse suprême, que chaque État devait s'efforcer d'acquérir en grande quantité et à laquelle il devait sacrifier toutes les autres richesses. Le système mercantile, apparu en Italie au xvi^e siècle, domina en Europe pendant le xvii^e et le xviii^e siècle.

Ce système repose sur une base fautive, car la monnaie est une marchandise dont l'acquisition coûte cher ; l'État ne doit pas conserver une quantité de numéraire supérieure à celle que nécessitent les transactions commerciales et la circulation des richesses dans le pays. L'excès de numéraire amène une hausse de prix préjudiciable aux intérêts des particuliers, qui paient tout plus cher sans être plus riches.

Au point de vue de l'individu considéré isolément, la monnaie offre une supériorité évidente sur toute autre marchandise à cause de son pouvoir libérateur. Tout le monde accepte la monnaie sans difficulté, et celui qui en offre obtient directement en échange tout ce qu'il veut, sans aucune transformation. Un débiteur qui possède une grande quantité de marchandises ne peut se libérer qu'en les vendant à perte, tandis que, s'il dispose de numéraire, il paie sans être exposé à être déclaré en faillite, alors que ses maga-

sins sont remplis de marchandises. Quand des banques ont prêté l'argent de leurs déposants, en ne gardant pas une réserve liquide suffisante pour parer à des demandes subites de remboursements, elles sautent, bien qu'elles possèdent des titres, parce que la panique s'empare de leur clientèle de dépôts (crise américaine de 1907).

La France a une réserve de numéraire (8 milliards) qui constitue pour elle une puissance considérable ; elle joue vis-à-vis d'un grand nombre de peuples le rôle de banquier : l'importance politique de cette situation se comprend aisément.

Il n'est pas inutile de donner ici un aperçu de la marche qu'a suivie depuis quelques années la production de l'or et de l'argent métallique.

Production des métaux précieux dans le monde. — L'Or.

— La production des métaux précieux continue son progrès ralenti depuis quatre ans. Le recul qui s'était manifesté de 1860 à 1880 dans l'allure de l'industrie aurifère avait ramené graduellement l'extraction annuelle de l'or de 800 millions à 500 millions de francs environ. Auparavant un énorme développement avait porté la production de 600 millions de francs en 1890 à plus de 1.600 millions en 1899, puis, après le recul causé par la guerre du Transvaal, de 1.380 millions en 1901 à 2.300 millions en 1908. La production augmentait de plus de 100 millions (270 millions en 1898) ; 170 millions en 1902 et 1908. Depuis ce moment, le progrès s'est beaucoup ralenti.

En 1909, il avait atteint, par rapport à l'année précédente, 60 millions de francs, chiffre le plus faible qu'on eût observé depuis 1890. En 1910, pour la première fois depuis 1882, on constatait un léger recul de 4 millions de francs environ. En 1911 le mouvement en avant reprenait avec un gain de 35 millions de francs et en 1912 de 49 millions de francs. D'après les évaluations du directeur de la Monnaie des États-Unis, l'extraction de l'or a atteint, en 1912, 2.442 millions de francs. Le niveau de 2 milliards est franchi depuis 1906 ; on a du mal à gagner celui de 2 milliards et demi. Cette stagnation relative a été précédée d'une période de prodigieux progrès qui

a duré vingt ans; jamais avant 1893 la production d'or n'avait atteint seulement 800 millions de francs et, de 1870 à 1890, elle oscillait entre 500 et 600 millions.

On a reproduit ci-dessous les chiffres relatifs à cette production depuis le début du mouvement d'expansion qui coïncide avec la découverte des gisements du Transvaal, de l'Australie occidentale et du Colorado. Antérieurement le point minimum auquel s'était abaissée l'extraction depuis le milieu du ^{xx}^e siècle avait été de 4.826.000 onces, soit 99.758.000 dollars ou 516 millions de francs en 1882:

EXTRACTION DE L'OR DANS LE MONDE DE 1886 A 1912

	Onces de fin (1 once = 31 gr.)	Millions de dollars (1 dollar = 5 fr. 18)
1886	5.044.363	104.2
1890	5.711.451	118.0
1895	9.652.003	199.5
1900	12.684.958	262.2
1905	18.290.567	378
1910	22.023.402	455.2
1911	22.352.095	462
1912	22.808.781	471.4

Le Transvaal, les États-Unis et l'Australie fournissent ensemble plus des deux tiers de l'or extrait dans le monde entier. L'Empire russe, le Mexique, la Rhodésie, le Canada, l'Inde britannique et l'ensemble de l'Amérique du Sud produisent le reste, soit environ 500 millions, ou plus du cinquième de la production. La part des autres régions du globe, presque insignifiante, ne dépasse guère le quinzième de la production totale.

En 1912, comme en 1911, le seul Transvaal empêche la production de diminuer; la Rhodésie, le Canada, l'Inde anglaise, l'Amérique du Sud, sont en très léger progrès. L'Australie et les États-Unis, l'Empire russe et le Mexique sont en recul marqué. Aucune découverte importante de gisements nouveaux n'a été faite.

L'Afrique Occidentale sur laquelle on avait fondé de grands espoirs est en progrès relativement marqué mais est loin en-

core de tenir les promesses que semblaient donner les débuts.

Nous indiquons ci-dessous la production de tous les pays miniers de quelque importance.

PRODUCTION DES DIVERS PAYS AURIFÈRES EN 1911 ET 1912

(En millions de dollars.)

	1911	1912
Transvaal	170.0	188.3
Rhodésie	13.0	13.4
Afrique occidentale	5.2	7.4
Madagascar, etc	2.7	2.7
Total de l'Afrique	190.9	211.8
États-Unis	96.9	91.7
Mexique	24.9	22.5
Canada	9.7	11.2
Amérique centrale	3.4	3.5
Total de l'Amérique du Nord	134.9	128.9
Empire russe	32.1	27.8
France	1.7	1.8
Pays divers	2.6	2.6
Total de l'Europe	36.4	32.2
Inde anglaise	11.0	12.9
Iles de la Sonde	4.7	4.9
Japon et Corée	6.9	7.1
Chine et divers	3.7	3.7
Total de l'Asie	26.3	28.6
Australie	60.2	56.9
Amérique du Sud	10.4	11.2
TOTAL GÉNÉRAL	459.1	469.6

Le Transvaal avait déjà été le principal facteur du grand essor commencé il y a vingt-cinq ans, bien que les États-Unis et l'Australie d'abord, le Mexique et le Canada en aient pris une large part. Mais les progrès du Canada se sont arrêtés

dès 1900, ceux de l'Australie en 1903, ceux des États-Unis ont cessé d'être considérables à partir de 1906; ceux du Mexique ont continué jusqu'en 1910 et ont été interrompus par la guerre civile; toutefois ce pays reste, après tout, un producteur secondaire.

Le district du Transvaal fournit la presque totalité de la production. Le Witwatersrand n'avait jamais produit d'or avant 1887. En 1899, on y extrayait 3.360.000 onces, soit à raison de 107 francs l'once, environ 360 millions de francs, plus qu'aucun autre pays aurifère. Après l'interruption causée par la guerre, la production remonta à 3.654.000 onces en 1904. En 1910 elle a été de 7.229.000 onces, en 1911 de 7.897.000, en 1912 de 8.754.000. Le progrès effectué en 1912 est de 857.000 onces. C'est le plus fort qu'on ait vu depuis 1905. Le district du Witwatersrand, bien plus petit qu'un département français, produit à lui seul plus de 900 millions d'or (40 0/0 de l'extraction totale du monde).

Le Witwatersrand, qui n'est peut-être pas tout à fait à son apogée, n'en est certainement pas loin. Les mines centrales les plus riches, les plus régulières, se trouvent sur le point d'être épuisées et quelques-unes le sont déjà. Les grandes et bonnes mines situées à l'est du Rand peuvent encore durer longtemps, mais sont déjà en pleine exploitation et ne pourront compenser le déficit causé par l'épuisement des précédentes. Il en est de même du premier rang des mines *deep-level*, qui exploitent le filon en arrière des mines d'affleurement et dont certaines tirent aussi à leur fin. La région occidentale du Rand a donné des déboires; les *deep-levels* du deuxième et du troisième rang ne répondent pas aux espérances qu'on avait fondées sur elles. Les travaux très loin de la surface deviennent difficiles et coûteux, et même au Transvaal, les filons finissent par s'appauvrir en profondeur. Il faut donc prévoir l'arrêt des progrès du Witwatersrand et du Transvaal lui-même, car la richesse et la régularité des districts secondaires ne sauraient en rien se comparer à celles du Witwatersrand.

La Rhodésie, au nord du Transvaal, a quelques bonnes mines et de temps en temps on en découvre d'autres; sa production augmente sans essor important. L'Afrique de l'Ouest

manifeste une poussée en ce moment, après bien des déboires tant sur le territoire français que sur le territoire anglais, qui est le principal producteur; mais l'avenir reste bien incertain. Madagascar, notre grande île, reste, il est vrai, en réserve, car les prospections y sont encourageantes.

Il semble que les groupes financiers internationaux, intéressés dans l'extraction de l'or, s'opposent au développement actuel des mines de Madagascar qu'ils veulent diriger à leur guise. Il paraît, en effet, certain que les gisements de Madagascar sont beaucoup plus riches qu'on ne veut le laisser croire à Londres où on les surveille jalousement.

Les États-Unis, à peu près stationnaires depuis quelque temps, sont en baisse en 1912 comme en 1903, en 1907, en 1910; ayant atteint leur point culminant en 1909 avec 4.822.000 onces, ils sont tombés à 4.657.000 en 1910, puis à 4.435.000 onces en 1912. C'est un déficit de près de 400.000 onces, soit de 40 millions de francs, par rapport au maximum, et presque tous les États, sauf l'Alaska et le Dakota du Sud, participent à la baisse. La Californie se trouve à la tête des États de l'Union (967.000 onces en 1912 contre 964.000 en 1911), puis viennent le Colorado (909.000 onces contre 925.000), l'Alaska (842.000 contre 806.800), le Nevada (645.000 contre 875.000), le Dakota du Sud (377.000 contre 359.000), l'Utah (211.000 contre 217.000), l'Arizona (160.000 contre 170.000), le Montana (156.000 contre 176.000). Aucun autre État n'extrait plus de 100.000 onces; l'Idaho, l'Oregon, le Nouveau-Mexique, le Washington et quelques États du Sud-Est fournissent un léger appoint.

En Australie, la décadence est plus ancienne et plus profonde. Le maximum de la production a été atteint en 1903 (4.317.000 onces, soit 450 millions de francs); depuis lors, sauf une légère interruption en 1905, le recul s'est accentué d'année en année. L'extraction a fléchi à 3.177.000 onces en 1910, à 2.911.000 onces en 1911, à 2.579.000 onces en 1912. Cette fois, la chute est de 332.000 onces, la plus forte qu'on ait observée. Actuellement, l'Australie occidentale reste le plus gros producteur (1.283.000 onces), suivie de loin par Victoria (486.000), la Nouvelle-Zélande (317.000), le Queensland (274.000), la Nouvelle-Galles du Sud (165.000). L'Australie

du Sud et la Tasmanie ont une production insignifiante.

Dans l'Inde la production remonte à 584.000 onces et se concentre dans le district restreint de Kolar (État de Mysore, au sud de la péninsule). Quasi nulle jusqu'en 1895, la production du Canada avait bondi à 1.350.000 onces en 1900, pour retomber au-dessous de 500.000 de 1907 à 1911 à la suite de la découverte puis du rapide épuisement des *placers* du Klondyke. De nouvelles découvertes, peu importantes, l'ont relevée de 473.000 onces en 1911 à 644.000 en 1912. Le Canada reste un pays d'avenir. Le déclin de la production dans l'Empire russe et au Mexique est dû à des troubles (grève sur les *placers* sibériens de la Lena, guerre civile au Mexique) et non aux gisements eux-mêmes.

Un apport annuel d'or de 2 milliards et demi de francs paraît suffisant aux besoins de l'humanité, et l'on peut se demander si une hausse trop rapide et trop continue de la production n'aurait pas plus d'inconvénients que d'avantages, en accentuant le renchérissement de la vie.

Quels sont les usages de l'or ? A quoi ont été employées les 22.800.000 onces de métal jaune valant 237 millions de francs, qui sont sortis des mines en 1912 ? 52 0/0 de l'or extrait de 1900 à 1910 ont été absorbés par l'augmentation des encaisses des Banques d'émission ou des Trésors publics des principaux pays. Le mouvement a continué en 1911 et en 1912. L'augmentation du stock visible d'or aux États-Unis (statistiques du Trésor américain) atteint 420 millions de francs au cours de 1912. Pendant la même année, les banques des grands États européens ont accru leurs encaisses d'environ 500 millions de francs, défalcation faite de diminutions constatées en Angleterre et en Autriche-Hongrie. D'autre part, il a été expédié 93 millions de francs d'or d'Angleterre pour la Turquie et quelques autres pays secondaires et 145 millions de francs pour l'Argentine et le Brésil ; les États-Unis en ont envoyé directement 30 millions de francs dans l'Amérique du Sud. Ceci rend compte de l'emploi de 1.181 millions de francs sur 2.370 millions, soit près de moitié.

L'un des phénomènes les plus remarquables de ces dernières années, est l'énorme quantité d'or qu'absorbent l'Égypte et les Indes. Les exportations nettes d'or de l'Angle-

terre — grand marché des métaux précieux — vers l'Inde s'élèvent en 1912 à 228 millions de francs et vers l'Égypte à 212 millions ; une partie de ces derniers est ensuite répartie pour l'Inde, qui reçoit de très grandes quantités d'or australien, et en extrait de ses propres mines. On estime à 145 millions de dollars les importations de l'or dans l'Inde en 1912. D'après M. Roberts, directeur de la Monnaie des États-Unis, une grande partie de l'or (comme de l'argent) importé dans l'Inde disparaît, transformé en bijoux ou enterré, ce qui le retire de la circulation monétaire du monde. Une partie peut reparaitre dans certaines périodes (famines) et être alors reconverti en monnaie, comme c'était le cas, autrefois, pour l'argent. Aujourd'hui, la frappe libre de l'argent n'existe plus, ce qui gêne ses détenteurs, et l'Inde s'étant fort enrichie depuis quelques années, l'or tend à y jouer le même rôle que l'argent autrefois. En Égypte, la situation paraît analogue. Lord Cromer parlait, en 1907, d'énormes sommes de métaux précieux ensevelies dans des caves ou dans des jardins chez les riches particuliers du pays.

L'Europe, l'Amérique, l'Asie, et même une partie de l'Afrique, contribuent dans une large mesure à accroître la demande d'or, et absorbent de grandes masses d'argent. Les métaux précieux voient leurs usages se développer rapidement et l'importance de leur extraction peut se maintenir et s'accroître sans perturbations.

L'ARGENT. — La production de l'argent restée stationnaire depuis 1893 jusqu'en 1906, à cause de la baisse des prix, est en augmentation. Les achats du Trésor des États-Unis, ayant pour but de maintenir les cours et de rendre possible la continuation du bimétallisme, avaient pendant un certain temps enrayé cette baisse et stimulé la production. En 1893, le président Cleveland imposa l'arrêt de ces achats, qui menaient l'Union à une crise désastreuse, les cours s'effondrèrent, l'extraction cessa d'être rémunératrice pour un certain nombre de mines. La production diminua pour remonter bientôt, grâce aux découvertes de gisements assez riches pour donner des bénéfices même aux bas cours, grâce aussi à ce fait que l'argent est souvent un sous-pro-

duit de l'extraction et de l'affinage d'autres métaux (plomb). Les perfectionnements de la métallurgie aidant, la production fit des progrès à partir de 1906, assez rapides en 1907 et en 1908, plus lents depuis 1908.

Le tableau ci-dessous rend compte des mouvements de l'industrie argentifère.

PRODUCTION DE L'ARGENT DANS LE MONDE (1891-1912) ¹

	Millions d'onces <i>troy</i> .	Millions de francs.
1891.....	137,9	653.975.000
1895.....	169,1	530.250.000
1900.....	172,8	512.575.000
1905.....	169,5	505.000.000
1910.....	222,8	578.225.000
1911.....	225,3	580.750.000
1912.....	229,3	674.175.000

Il est intéressant de comparer la production de l'argent avec celle de l'or. En 1891, 1892 et 1893, le poids de l'argent extrait dans le monde était vingt-deux fois aussi grand que celui de l'or; la valeur de l'argent étant comptée au pair de

Union latine (quinze fois et demie moindre que celle de l'or), la valeur de l'argent extrait chaque année, était très sensiblement plus importante que celle du métal jaune. Il en était, du reste, ainsi depuis une vingtaine d'années. A partir de 1896, la situation changea et le poids de l'or produit dépassa le quinzième du poids de l'argent. En 1906, le poids de l'argent tiré de toutes les mines n'est plus que de huit fois et demie le poids de l'or. On constate ensuite, une augmentation rapide de l'extraction du métal blanc, les productions des deux métaux redeviennent à peu près parallèles, de sorte qu'en 1910, 1911 et 1912, on extrait presque exactement dix fois autant d'argent que d'or.

1. L'once *troy*, usitée dans les pays anglo-saxons pour la mesure du poids des métaux précieux, égale 31 gr. 1. La livre sterling équivalant à 25 fr. 22. Les valeurs indiquées dans ce tableau sont les valeurs commerciales au cours moyen de l'année très différentes de la valeur monétaire au pair.

Malgré ce léger accroissement récent, il y a cependant raréfaction relative de l'argent par rapport à la période 1875-1900. L'offre en reste stationnaire ou n'augmente que modérément, la demande, qui avait d'abord diminué à partir de 1893 (arrêt des achats du Gouvernement américain et suppression de la frappe libre aux Indes et en d'autres pays), tend à progresser de nouveau. Les usages industriels de l'argent, pour les bijoux proprement dits, l'orfèvrerie, les arts décoratifs, se développent avec la baisse du prix du métal et surtout avec l'accroissement général de la richesse. Les usages monétaires eux-mêmes augmentent de nouveau. Dans les pays neufs ou rénovés (Asie, Afrique, Amérique centrale ou méridionale) l'argent demeure ou devient la monnaie courante, appropriée à l'importance des transactions habituelles, et comme ces pays se développent très rapidement aujourd'hui, il en faut de plus en plus pour satisfaire à leurs besoins. Bien que n'étant plus qu'une monnaie subordonnée, l'emploi monétaire de l'argent devient ainsi plus considérable qu'au temps où il était une monnaie principale. Avec la diffusion de son emploi dans les arts, c'est la cause de la fermeté qui, depuis quelques années, se manifeste dans ses cours.

En 1911, comme en 1910, la valeur de l'once *standard* d'argent sur le marché de Londres a oscillé entre 24 et 25 pence avec quelques minima inférieurs à 24 pence en février et mars 1910, et quelques pointes au-dessus de 25 à l'automne de 1910, et à l'automne de 1911. Ce n'étaient déjà plus les très bas cours constatés à certains moments et qui avaient entraîné le métal blanc au-dessous de 22 pence. La moyenne n'était cependant que de 24. 67 en 1910 et de 24. 59 en 1911. Dès le début de 1912 un relèvement accentué se manifeste. On dépasse 27 pence en février, puis, après un arrêt momentané, 28 pence en mai et 29 à partir de septembre, en sorte que le cours moyen de 1912 est de 28.84, ce qui correspond à largement plus de 100 francs le kilogramme. Le marché fut soutenu durant toute l'année 1912 par les importantes demandes de l'Orient qui est le plus grand acheteur d'argent. Malgré ses gros achats d'or, l'Inde accrut ses demandes de métal blanc. Pour l'ensemble de

l'année les envois d'argent de Londres vers l'Inde furent de 11 millions 925,000 livres sterling contre 8.763.000 en 1911 et, vers la Chine, de 1.796.000 livres sterling contre 990.000. Les expéditions directes des Etats-Unis à destination de l'Inde et de la Chine, beaucoup moins considérables, furent, pour les dix premiers mois, de 9.300.000 dollars, en augmentation de 750.000 dollars sur 1911. L'activité des transactions dans l'Asie orientale est bien l'un des principaux facteurs des fluctuations de l'argent.

L'argent est un produit de l'Amérique du Nord. Le Mexique, les Etats-Unis et le Canada en extraient 174 millions d'onces sur 229 millions (trois quarts du total). Hors de l'Amérique du Nord, le principal producteur est l'Australie (18 millions d'onces); divers pays sud-américains (Pérou, Bolivie), fournissent un appoint égal à celui de l'Australie. L'Allemagne, l'Espagne et le Japon fournissent environ 5 millions chacun, tandis que les autres pays se partagent 15 millions par petites quantités pour chacun.

PRODUCTION DE L'ARGENT DANS LES PRINCIPAUX PAYS (1891-1912)

(En millions d'onces *troy*)

	Etats-Unis.	Mexique.	Australie.	Autres pays.
1891.....	58,3	35,7	10,0	33,9
1895.....\....	55,7	46,9	12,5	53,9
1900.....	57,6	57,4	13,3	44,4
1905.....	56,1	65,0	12,5	35,8
1910.....	57,1	71,3	21,5	72,8
1911.....	60,3	79,0	16,5	69,3
1912.....	62,3	76,0	18,0	73,0

La production du Canada s'est surtout développée depuis 1903 et a déterminé l'essor récent de l'industrie argentifère, à la suite surtout de la découverte des gisements de cobalt, dans le nord de l'Ontario. En 1912, il y a eu un ralentissement dans ce district, et la production canadienne qui a été de 35 millions d'onces, est à peu près stationnaire.

Papier-monnaie. — Les États mettent en circulation, sous le nom de papier-monnaie, des billets servant aux échanges

et auxquels ils confèrent un pouvoir d'acquisition et de libération identique à celui des monnaies d'or et d'argent.

Le papier-monnaie émis par l'État sous sa signature et ayant cours légal, a la même force libératoire que la monnaie métallique; il a cours forcé, et son porteur ne peut en exiger des caisses publiques le paiement en numéraire; on appelle souvent le papier-monnaie, *billet inconvertible*.

Le papier-monnaie diffère du billet de banque qui est essentiellement convertible et a cours légal et n'est qu'une monnaie de papier, puisqu'il n'a pas cours forcé.

On a prétendu que l'État aurait grand avantage à remplacer par des billets, circulant sous sa garantie, la monnaie métallique, qui tire surtout sa valeur d'une convention sociale en vertu de laquelle on la reçoit partout en échange de marchandises. Si on retirait de la circulation les 7 milliards de monnaies françaises qui ne produisent rien, pour les placer à l'étranger, l'État en retirerait un gros bénéfice.

Le papier-monnaie, n'étant pas soumis aux variations brusques de valeur que provoque l'excès de production des métaux précieux, constituerait un excellent régulateur des prix. L'État fixerait la quantité de papier-monnaie à maintenir en circulation suivant les besoins du commerce d'après des règles immuables, étudiées à l'avance.

Le papier-monnaie présente en réalité plus d'inconvénients que d'avantages, car, ne conservant pas son pouvoir libératoire forcé au delà des frontières, il ne peut servir pour acquitter la valeur des échanges internationaux.

De graves abus seraient à craindre si l'Etat émettait plus de papier-monnaie que n'en exigent les besoins commerciaux, dans le but de se procurer des ressources. En cas de dépréciation du papier-monnaie, on ne peut lui rendre sa valeur par des échanges internationaux, comme on le fait pour la monnaie, et l'État ne peut retirer de la circulation le papier en excédent sans subir une perte énorme.

La monnaie métallique fait donc prime; chaque marchandise comporte un prix faible dans le cas de paiement en espèces et un prix fort correspondant au papier-monnaie.

D'après les partisans du papier-monnaie, il constitue pour le pays qui s'en sert une prime à l'exportation et une bar-

rière contre l'importation, ce qui crée une balance favorable dans le cas des échanges internationaux. En effet, les États étrangers trouvent avantage à acheter des marchandises dans un pays à monnaie dépréciée, parce qu'en réglant leurs achats ils déboursent à prix égal une valeur moindre que s'ils payaient dans d'autres pays en monnaie saine. On peut objecter à ce raisonnement que la dépréciation de la monnaie provoque à l'intérieur d'un pays une hausse des prix et que de ce fait l'acheteur étranger perd le bénéfice résultant du paiement en mauvaise monnaie. En ce qui concerne l'importation, les commerçants qui vendent des marchandises à l'étranger ont intérêt à s'adresser à des pays à monnaie saine plutôt qu'à ceux où la monnaie est dépréciée, afin d'être payés en espèces et non en papier.

D'ailleurs, les gouvernements n'ont recours au papier-monnaie que s'ils ne peuvent pas faire autrement, quand ni les impôts ni l'emprunt ne fournissent les ressources nécessaires au fonctionnement des services publics. Si un pays paie de grosses dettes à l'étranger, il exporte ses espèces métalliques, et il peut être forcé de les remplacer par du papier-monnaie pour assurer les échanges intérieurs.

Pendant la Révolution, la France a vécu sous le régime du papier-monnaie; le montant des assignats en circulation ayant atteint 45 milliards en 1796, ils perdirent 99 0/0 de leur valeur. Le Directoire décida une banqueroute partielle et les transforma en mandats territoriaux remboursables en immeubles à raison de 1 franc de mandats territoriaux pour 300 francs d'assignats. La chute complète de la valeur de ces mandats provoqua la banqueroute totale.

Grâce à la forte organisation de la Banque de France et à la prudence du Conseil de Régence, le cours forcé accordé à ses billets au début de la guerre de 1870 n'eut aucune conséquence fâcheuse.

La Banque avança à l'État 1530 millions et mit en circulation 3 milliards de billets dont la tenue fut très ferme, car l'agio de l'or ne dépassa pas 2,50/0. Le cours forcé fut levé officiellement en 1878; l'État ne devait plus alors à la Banque que 300 millions et on aurait pu lever le cours forcé au moment où la Banque avait opéré le retrait des petites coupures (1874).

Cette collaboration de l'État et de la Banque, dont la renommée de sagesse et de prudence est universelle, produisit les plus heureux résultats et permit à l'État d'attendre, pour recourir à l'emprunt, que son crédit fût complètement raffermi.

Le stock d'or de la Banque se reconstitua automatiquement grâce à l'afflux de métal amené dans ses caisses par le règlement des échanges internationaux et par le remboursement des avances consenties à l'État.

Le papier-monnaie a eu cours forcé en Angleterre (1797-1821); en Autriche, le cours forcé a duré plus de deux siècles; il fut levé en 1892. Il est rare que l'on puisse se libérer du papier-monnaie autrement que par une banqueroute ou par de gros sacrifices financiers. En 1815 l'agio atteignit 30 0/0 en Angleterre. L'Italie a eu beaucoup de peine à lever le cours forcé en 1891 car l'agio y atteignait 15 0/0 en 1873.

Actuellement le papier-monnaie est encore en vigueur en Grèce, en Portugal, au Brésil, et dans plusieurs autres Républiques de l'Amérique du Sud.

Systèmes monétaires. — On entend par système monétaire l'ensemble des lois définissant les types, le mode de fabrication et les conditions de circulation des monnaies.

Un système monétaire est constitué par l'ensemble d'un nombre limité de types de monnaies rationnellement graduées quant à leur valeur, facilement reconnaissables et combinables entre elles, de manière à permettre d'obtenir rapidement l'équivalent d'une valeur quelconque en marchandises.

Tout système monétaire est basé sur une unité dont la valeur effective est en rapport avec sa valeur intrinsèque et qui correspond à un poids déterminé de métal fin (franc, mark, dollar, souverain); les multiples et les sous-multiples simples de cette unité complètent le système.

On appelle titre d'une monnaie le rapport du poids de métal précieux qu'elle contient au poids total de l'alliage ¹.

1. On emploie l'alliage pour diminuer l'usure de la pièce, ou frai; on estime que la pièce de 20 francs en or perd chaque année la dix-millième partie de son poids.

Dans notre système monétaire, les pièces d'or et d'argent dont le titre est de 900 millièmes doivent contenir 900/1000 de fin, et 100/1000 seulement de cuivre.

L'État se réserve la faculté d'émettre des pièces de monnaie de titre ou de poids légèrement inférieur au titre ou au poids légal (tolérance), car il est impossible de fabriquer des monnaies irréprochables à ce double point de vue.

En France, pour la pièce de 20 francs en or, la tolérance est de 2 millièmes en poids et de 1 millième pour le titre.

Étalon monétaire: monnaies conventionnelles et d'appoint

— La monnaie ayant cours légal illimité constitue l'étalon monétaire; le créancier est obligé de la recevoir en paiement, et elle libère le débiteur sans aucune restriction. (En France, la pièce de 5 francs d'argent et les pièces d'or.)

Les monnaies d'appoint¹ servent dans une certaine mesure pour les petits paiements; cette monnaie conventionnelle, frappée à un titre inférieur au titre légal, a une valeur nominale fictive reposant sur une convention tacite.

En France, les monnaies d'appoint sont les pièces d'argent de 0 fr. 50, 1 franc et 2 francs et les pièces de cuivre de 5 et de 10 centimes: la valeur réelle de ces dernières est le tiers de la valeur légale, pour diminuer leur poids.

Les pièces d'argent de 0 fr. 50, 1 franc, 2 francs, sont émises depuis 1865 au titre de 835 millièmes.

La loi du 31 mars 1903 a créé la pièce de 0 fr. 25 de nickel pur (diamètre 24 millimètres, titre 980 millièmes, poids 7 grammes, tolérance 10 millièmes). Le gouvernement a été autorisé à en émettre pour une somme de dix millions.

Un particulier ne peut être tenu de recevoir les pièces de cuivre et de nickel pour des paiements dépassant 5 francs, ni les pièces divisionnaires en argent au delà de 50 francs. Les caisses publiques sont obligées de recevoir les pièces divisionnaires d'argent quelle qu'en soit la quantité.

La valeur nominale d'une pièce de monnaie est sa valeur fixe officielle: 1 franc, 2 francs, 20 francs, etc.

La valeur d'échange d'une pièce est sa valeur réelle; c'est

1. Certains auteurs les appellent monnaie de billon, tandis que d'autres réservent cette expression pour la monnaie de cuivre.

la quantité variable de marchandises qu'elle peut procurer par l'échange en vertu de la loi de l'offre et de la demande.

Monnaie droite, forte, faible. — La monnaie est droite, lorsque sa valeur nominale est égale à sa valeur réelle en lingot si on la vendait sur le marché des métaux précieux.

Une pièce de 20 francs en or est une monnaie droite, si le métal fin qu'elle renferme a exactement la valeur de 20 francs sur le marché de l'or.

La monnaie est forte si sa valeur réelle est supérieure à sa valeur nominale; une pièce de 20 francs peut ainsi valoir sur le marché 20 fr. 50, 21 ou 22 francs, par suite d'une hausse survenue dans le prix du métal fin.

Des particuliers collectionnent les pièces fortes pour les vendre au poids comme lingots et non comme monnaie.

La monnaie est faible lorsque le métal qu'elle contient a une valeur inférieure à sa valeur nominale. Actuellement la pièce de 5 francs (argent) a une valeur réelle de 2 fr. 75 à 3 fr. 50 environ, par suite de la baisse de l'argent.

Rôle de l'État en matière monétaire. — L'État détermine les types de monnaie, leur poids, leur volume et leur titre; il garantit la monnaie en mettant son sceau sur chaque pièce; il répond vis-à-vis du public que chaque pièce de monnaie contient exactement la quantité de métal précieux correspondant à sa valeur nominale; il donne aux monnaies cours légal et pouvoir libératoire en contraignant les créanciers à les recevoir en paiement pour leur valeur nominale.

Monnayage. — Le monnayage est la transformation des métaux précieux en monnaie.

Le rôle social de la monnaie exige que le monnayage ne soit pas absolument libre et soit officiellement contrôlé pour que la monnaie puisse réellement faciliter les échanges, en présentant toujours les caractères d'authenticité, de fixité, de poids et de titre qui garantissent sa valeur.

Grâce au module et à l'estampille officielle résultant de la frappe, on peut employer la monnaie sans en vérifier ni

le poids ni le titre. Cependant les banques emploient la pesée comme moyen de vérification et de recherche des pièces fortes et faibles.

Au monopole qui consacrait le caractère régalien du droit d'émission et de la frappe de la monnaie d'or et d'argent, a succédé le régime de la liberté qui permet aux particuliers de les faire en quantité illimitée. Dans certains pays, l'État s'est réservé le monopole de la fabrication dans des ateliers monétaires officiels (Angleterre, États-Unis); ailleurs l'État confère le droit exclusif de la frappe à des directeurs d'ateliers monétaires qui doivent satisfaire à certaines garanties et qui gèrent les hôtels des monnaies sous le contrôle d'une commission administrative, soit en régie, soit à leurs risques et périls. Les frais de monnayage peuvent être supportés par l'État ou donner lieu à un droit de monnayage en général très faible.

Le droit de frappe des monnaies d'appoint est réservé à l'État qui réalise ainsi un bénéfice. Malgré les perfectionnements de la fabrication, la monnaie d'argent s'use par le frottement quatre fois plus environ que la monnaie d'or. Cette usure, qui s'appelle le *frai*, occasionne une perte proportionnelle à l'intensité de la circulation qui est supportée par l'État ou par les particuliers; en général les pièces usées continuent à servir pour la circulation intérieure jusqu'à ce que l'usure ait atteint une certaine limite; elles sont alors retirées et refondues. L'État supporte également les dépenses et les pertes qui résultent du retrait de certaines séries de pièces de monnaie trop usées ou presque disparues par suite de l'ancienneté de leur frappe.

En France, l'État se réserve le droit exclusif de fabriquer la monnaie ou de la faire fabriquer par des entrepreneurs sous son contrôle. Une loi de 1879 a installé en France le système de la régie déjà employé en Angleterre et aux États-Unis. Le monnayage est frappé d'un droit de 7 fr. 44 par kilogramme d'or (brassage). Cette règle maintient l'équivalence entre les valeurs du métal en monnaie et en lingot.

L'État se réserve le droit exclusif de déterminer, suivant les besoins des échanges, l'émission des monnaies conventionnelles dont le titre est inférieur à leur valeur nominale;

il garde pour lui le bénéfice qui résulte de la différence entre les deux valeurs.

Depuis 1878, l'État français a supprimé la frappe des pièces de 5 francs (convention de l'Union latine).

Loi de Gresham. — Gresham, riche marchand de Londres (1519-1579), a formulé la loi économique suivante¹:

Lorsqu'une monnaie se trouve dépréciée dans un État qui admet plusieurs monnaies ayant cours légal, la mauvaise monnaie chasse la bonne. Si l'or et l'argent ont cours légal dans un pays et que l'argent y soit déprécié, la bonne monnaie (or) sortira du pays où il ne restera plus en circulation que la monnaie dépréciée (argent). Cette loi qui est exacte, s'explique par trois phénomènes: le fonctionnement du commerce international, la spéculation et la thésaurisation.

Les paiements à faire à l'étranger s'effectuent en bonne monnaie, l'autre étant refusée. Au contraire, à l'intérieur, les paiements se feront en monnaie dépréciée à laquelle le cours légal conserve sa force libératoire.

Les spéculateurs profiteront de l'écart existant entre la valeur nominale et la valeur réelle de la mauvaise monnaie; ils remplaceront le bon métal par du métal déprécié et encaisseront la différence comme bénéfice.

Les banquiers gardent la bonne monnaie en caisse et effectuent leurs paiements à l'intérieur en mauvaise monnaie.

La loi de Gresham s'applique quand la liberté du monnayage laisse libre cours à la spéculation et quand la balance du commerce est défavorable; l'État paie alors plus de dettes à l'étranger qu'il n'y recouvre de créances.

En s'appuyant sur cette loi on peut se livrer sur les métaux précieux à un commerce susceptible d'exercer une influence profonde sur la circulation monétaire d'un pays. Les négociants qui s'occupent du commerce des métaux précieux étudient les défauts et les qualités des monnaies; ils retirent de la circulation pour les refondre ou pour les exporter les pièces les plus pesantes ou de titre supérieur, en remettant au contraire en circulation les pièces faibles de titre ou

1. « Money of less value drives out money of more value. »

usées. L'État est donc contraint d'exercer un contrôle sévère sur la fabrication des monnaies, pour empêcher ces spéculations qui donneraient lieu à des bénéfices excessifs et illégitimes.

Monométallisme et bimétallisme. — Quand un seul métal, or ou argent, sert de monnaie avec cours légal illimité, le système monétaire s'appelle monométallisme.

Dans le bimétallisme, le cours légal illimité et la liberté du monnayage existent pour deux métaux, or et argent. Le bimétallisme est dit incomplet quand l'un des deux métaux est excepté de la liberté de monnayage.

Il existe entre ces deux métaux un rapport de valeur fixe déterminé par la loi : ce rapport est de 15,5 en France où l'or vaut à poids égal quinze fois et demi plus que l'argent.

L'Angleterre ¹ (1816), le Portugal (1864), le Danemark, la Suède et la Norvège (1875), les États-Unis (1900), l'Autriche-Hongrie, la Russie, le Japon, les Indes Anglaises (1899), le Pérou (1901), le Siam (1902), le Brésil, l'Égypte, le Canada, l'Australie, sont monométallistes or.

Les États d'Extrême-Orient (sauf le Siam, l'Inde anglaise et le Japon), de l'Amérique du Sud, où en fait l'argent circule avec le papier-monnaie, sont monométallistes argent.

La France, la Belgique, l'Italie, la Suisse, la Grèce, l'Espagne sont bimétallistes.

L'Allemagne monométalliste or en droit, est bimétalliste en fait.

Peu de questions ont été aussi controversées que celle du choix des systèmes monétaires.

Certains auteurs considèrent le monométallisme comme le seul système rationnel et scientifique, car le bimétallisme repose sur un rapport fictif établi entre les valeurs des deux métaux. En réalité ce rapport varie constamment et il

1. En Angleterre, la livre, monnaie légale pesant 7^{sr},32, correspond à 25 fr. 22 environ de notre monnaie, le shilling, monnaie d'argent (20 shillings par livre), 20 shillings pèsent 104^{sr},60 d'argent fin, d'où un rapport de 14,29 entre les valeurs de l'or et de l'argent. Le shilling, qui a force libératoire jusqu'à concurrence de 40 shillings, vaut environ 1 fr. 20.

a atteint 43, alors que sa valeur légale est de 15,5 en France.

Le bimétallisme soumet la monnaie aux variations constantes du cours des métaux, et on peut dire que cet inconvénient pousse les États au monométallisme.

La loi de Gresham condamne les États bimétallistes à n'avoir en circulation qu'un seul métal, qui est le plus déprécié. Il s'établit alors une spéculation illicite.

Cette spéculation sur la monnaie dépréciée fait subir de grosses pertes aux États bimétallistes.

En effet, supposons qu'un kilogramme d'or vaille 35 kilogrammes d'argent ; un particulier achète en France 1 kilogramme d'or qu'il paie 3.100 francs et l'envoie à Londres où il s'en sert pour acheter 35 kilogrammes d'argent. Il importe cet argent en France, où il le fait monnayer à raison de 200 pièces de 1 franc par kilogramme, et la Monnaie lui livre $35 \times 200 = 7.000$ pièces de 1 franc valant 7.000 francs, d'où un bénéfice de 3.900 francs ; l'inondation de métal déprécié provoquée par ce système peut être très rapide et l'État français a dû parer à ce danger.

On invoque en faveur du bimétallisme les arguments suivants :

Quand un pays devient monométalliste-or, l'argent démonétisé diminue énormément de valeur, et l'État subit une perte en retirant contre de l'or le numéraire argent qu'il ne peut vendre qu'à un prix très bas sur le marché des métaux (Allemagne).

L'adoption universelle du monométallisme-or exigerait une quantité énorme de métal jaune ; sa valeur et son pouvoir d'acquisition augmenteraient et les prix des marchandises baisseraient, ce qui causerait une crise violente et prolongée. Dans le cas du monométallisme, les variations de valeur de la monnaie ont des conséquences graves, qui ne sont pas atténuées par l'effet de la loi de Gresham qui joue au contraire automatiquement dans les États bimétallistes.

Pour diminuer la spéculation sur les métaux dépréciés, les États bimétallistes leur refusent la liberté du monnayage ; l'Union latine l'a fait pour les pièces de 5 francs (1878).

On a proposé d'établir un régime de bimétallisme international pour éviter le danger que fait courir aux États

bimétallistes le voisinage d'États monométallistes, car si les grands États s'entendaient pour admettre entre l'or et l'argent un rapport de valeur plus rationnel que le rapport actuel, ils pourraient en maintenir la permanence.

L'adoption des deux métaux rendrait la monnaie en circulation plus abondante, le prix des marchandises augmenterait, ce qui serait avantageux car, aux périodes d'élévation de prix, correspondent des périodes de prospérité.

La monnaie en circulation étant moins bonne que sous un régime monométalliste, les créanciers payés après la convention seraient lésés, mais la dette des débiteurs serait diminuée automatiquement.

Le bimétallisme établirait une monnaie uniforme pour tous les États, en supprimant la prime à l'exportation que touchent certains pays producteurs en raison de leur mauvaise monnaie.

On peut objecter à cette théorie que le rapport des valeurs des deux métaux n'est pas aussi stable qu'on le dit.

L'augmentation de prix résultant de l'adoption du bimétallisme peut être une cause de perturbation au point de vue social; la cherté de l'existence pourrait en résulter, si les salaires ne suivaient pas une marche ascensionnelle, parallèle à celle de la valeur de l'ensemble des marchandises. La France, pays créancier de l'étranger, plutôt que débiteur (au point de vue industriel et commercial), aurait beaucoup à souffrir de l'abaissement de la valeur de la monnaie.

Ce projet est d'une application impossible dans la pratique. Les pays monométallistes-or (Angleterre, Russie, Autriche-Hongrie) n'abandonneront pas l'étalon d'or unique pour s'exposer aux inconvénients du bimétallisme qu'ils ont souvent abandonné au prix des plus grands sacrifices.

Système monétaire français. — D'après la loi du 7 germinal an XI, l'unité monétaire est le franc, représenté par 5 grammes d'argent (titre de 900 millièmes); l'argent était l'étalon monétaire, mais l'or et le cuivre avaient le même pouvoir libératoire illimité que l'argent.

Le rapport de valeur nominale entre l'or et l'argent étant fixé à 15 1/2, 1 kilogramme d'or vaut 15 fois 1/2 plus qu'un

kilogramme d'argent. 5 grammes d'argent valant 1 franc, le kilogramme d'argent vaut 200 francs.

Le kilogramme d'or fournit 155 pièces de 20 francs et vaut 3.100 francs. Le rapport entre $\frac{200}{3.100}$ est bien égal à $\frac{1}{15,5}$.

Le cuivre a cessé d'avoir cours légal illimité pour devenir monnaie d'appoint (1810) avec pouvoir libératoire limité à 5 francs.

Le système de l'an XI, admettant la liberté de frappe des monnaies d'or et d'argent, a été vite bouleversé par les variations du rapport des valeurs des deux métaux.

Crises monétaires et financières — La découverte des mines d'or de Californie (1847), du Nevada (Comstock Lode) et des rices placers d'Australie (1851) jeta sur le marché une grande quantité de métal jaune; l'or baissa de 6 0/0 de sa valeur, et 5 francs en or ne valaient plus que 4 fr. 70. Le rapport de valeur entre l'or et l'argent ayant baissé à $\frac{1}{15}$ et même à $\frac{1}{14,1}$, l'argent fit prime sur l'or, « la mauvaise monnaie chassa la bonne » (loi de Gresham); l'étranger payait en monnaie dépréciée la France, qui était obligée de payer ses créanciers en bonne monnaie. Lors de la guerre de Sécession en Amérique, on fut forcé d'acheter le coton aux Indes, pays monométalliste qu'on ne pouvait payer qu'en argent. L'Angleterre avait démonétisé l'argent dès 1816. L'argent devenant de plus en plus rare en France, les pièces divisionnaires de 0 fr. 20, 0 fr. 50, 1 franc et 2 francs passaient à l'étranger; on allait en être réduit à faire les petits paiements avec des pièces de cuivre. C'est le billonnage de la monnaie divisionnaire d'argent. De 1850 à 1863 plus de 1.600 millions de francs en argent sortirent de France et furent remplacés dans la circulation par de l'or.

Union latine. — La France réunit en une conférence les États voisins ayant les mêmes intérêts qu'elle (Belgique, Italie, Suisse), afin d'aviser aux mesures communes à prendre pour parer au danger de l'émigration des pièces divisionnaires d'argent. Le 23 décembre 1863, fut signé entre ces

États une convention monétaire qui est connue sous le nom d'Union latine, et à laquelle la Grèce adhéra en 1876. L'Espagne et la Roumanie sont restées en dehors de cette entente.

L'Union latine a été renouvelée en 1885 avec clause de tacite reconduction. Pour empêcher la sortie en masse de leurs pièces divisionnaires d'argent, l'Italie (1893) et la Grèce (1908) ont obtenu des autres membres de l'Union (1893) le retrait de la circulation de leurs pièces d'argent (2 francs, 1 franc, 0^f,50 et 0^f,20) qui leur ont été remises contre remboursement moitié en or, moitié en traites payables en monnaie légale.

Les États signataires adoptèrent le système monétaire de la loi de germinal an XI avec le double étalon or et argent en convenant de recevoir indistinctement dans leurs caisses publiques les pièces d'or et d'argent.

On évita le drainage des petites coupures d'argent de 0^f,20, 0^f,50, 1 franc et 2 francs en abaissant leur titre à 835 millièmes; elles devinrent des monnaies conventionnelles ayant une valeur nominale supérieure à leur titre de fin. Les États signataires se sont réservé le monopole de l'émission de ces pièces, limitée pour chacun d'eux d'abord à 6 francs par tête d'habitant, puis à 16 francs (1908). Ces pièces n'ont plus cours légal pour les paiements au delà de 50 francs.

Les pièces d'or, les pièces de 5 francs en argent des pays de l'Union et les pièces divisionnaires d'argent jusqu'à concurrence de 50 francs — sauf celles d'Italie depuis 1893 et celles de Grèce depuis 1908 — ont cours légal pour les caisses de l'État français et pour la Banque de France, qui ne peuvent jamais les refuser. Elles n'ont pas cours légal pour les particuliers, qui seuls peuvent toujours les refuser.

Dès lors l'étranger n'eut plus intérêt à venir chercher en France pour les vendre des pièces qui n'avaient plus une valeur marchande égale à leur valeur nominale, et le rapport des valeurs de l'or et de l'argent fut ramené à $\frac{1}{15,5}$.

Depuis 1873, l'argent est déprécié parce que sa production a augmenté beaucoup plus rapidement que celle de l'or.

Les États-Unis ont essayé d'éviter la dépréciation de l'argent en ordonnant pour le compte du Trésor l'achat de

1.860 millions d'argent (Bland Act. 1878-1890) et plus tard de 4.080 millions du même métal (Sherman Act, 1890-1893).

La conversion de l'Allemagne au monométallisme-or a provoqué un afflux de métal blanc sur le marché des métaux précieux et a fait baisser sa valeur. La démonétisation de l'argent résulte du progrès économique, car sa valeur est insuffisante pour les grandes transactions monétaires.

Par suite de la découverte de nouveaux métaux blancs, nickel, aluminium, l'application de l'argent aux usages industriels a diminué et sa valeur a encore baissé. Le rapport des valeurs de l'or et de l'argent est descendu à $\frac{1}{34,4}$.

Pour obvier au danger de spéculation résultant du monnayage de l'argent, l'Union latine limita la frappe des pièces de 5 francs en 1874 et la suspendit complètement en 1878.

La Convention de 1885 a permis à chaque État de l'Union de frapper des pièces de 5 francs en argent avec le consentement de tous les autres États contractants ou avec l'obligation de leur rembourser en or les pièces de 5 francs frappées qui circuleraient sur leur territoire. Cette convention, qui n'a pas été appliquée, a provoqué une nouvelle baisse de l'argent sur le marché des métaux, mais depuis quelque temps l'argent est en hausse comme la plupart des métaux.

Situations monétaires de la France et de l'Allemagne. — L'Allemagne et les pays de l'Union latine se trouvent dans des situations monétaires analogues. L'empire allemand s'étant converti au monométallisme-or (1870 et 1873) a retiré les pièces en argent de la circulation pour les revendre sur le marché des métaux; en raison de la baisse de l'argent, accrue par l'offre d'une grande quantité de métal blanc sur le marché, l'opération a été très onéreuse pour le gouvernement qui jugea prudent d'arrêter les frais (1879) et de laisser en circulation, avec cours légal illimité, 600 millions de monnaies d'argent non encore retirées.

En théorie, la France bimétalliste et l'Allemagne monométalliste-or sont soumises au régime du double étalon. (Bimétallisme incomplet avec suspension de frappe de l'argent.)

Rapport des valeurs des pièces d'argent françaises et du métal argent. -- La monnaie d'argent qui n'a pas subi la même dépréciation que le métal, circule à l'intérieur du pays à parité avec la monnaie d'or, tandis que l'argent a baissé d'environ 5 0/0. Ce phénomène est dû à la suppression de la frappe des pièces d'argent et à l'équivalence légale des deux monnaies. La loi de Gresham n'a pu s'appliquer. Le montant des dettes françaises vis-à-vis de l'étranger s'élevant au delà des créances, la France est obligée d'exporter son or pour payer les créanciers extérieurs, et la valeur de la monnaie d'argent tendrait à se rapprocher de la valeur du métal, comme cela s'est produit en Espagne où le système monétaire est le même que le nôtre.

En résumé, la France et les États de l'Union latine qui ont un système monétaire théoriquement défectueux ont une situation favorable au point de vue pratique. Ils n'ont pas la circulation monétaire des États monométallistes; mais, grâce à l'appui des deux métaux, ils ont maintenu des prix élevés et, par des moyens empiriques, ils sont arrivés à empêcher la loi de Gresham de jouer à leur détriment, en conservant leur stock.

LIVRE VI

CRÉDIT

L'étude du crédit comprend les notions générales sur le crédit; l'examen du crédit privé et du commerce de banque, le change, le crédit réel, le crédit public, la théorie des annuités et celle de l'amortissement des emprunts.

Opérations de crédit. — Une personne fait crédit à une autre quand elle lui accorde sa confiance et qu'elle consent à lui remettre un objet moyennant le simple engagement qu'un équivalent lui sera fourni plus tard.

Accorder sa confiance à quelqu'un, c'est faire crédit; inspirer confiance à un tiers, c'est avoir du crédit.

Une opération de crédit comporte le transfert de la propriété d'un bien par une personne à un tiers et l'engagement de restituer la chose transférée à une date fixe.

Le prêt d'argent et la vente à terme sont les principales opérations de crédit du commerce de banque.

Il y a contrat de prêt d'argent quand une personne remet une certaine somme à un tiers en lui donnant le droit d'en disposer librement, à charge de la restituer à une époque déterminée. Dans la vente à terme, le vendeur transfère immédiatement la propriété de la chose vendue à l'acheteur, qui ne paie pas tout de suite le prix convenu, mais se borne à en promettre le paiement à une date ultérieure.

L'acheteur à terme et l'emprunteur reçoivent quelque chose contre une simple promesse. Le prêteur et le vendeur consentent à traiter dans ces conditions, en apparence

désavantageuses, parce qu'ils ont confiance dans la solvabilité, connue sur la place, de ceux avec qui ils font affaire.

But du crédit. — Le crédit fait à une personne peut avoir pour but la consommation ou la production.

Le crédit à la consommation est en général consenti à un particulier pour lui permettre de se procurer les objets indispensables à son existence : vivres, vêtements, logement. Ce genre de crédit ne rend aucun service au point de vue général, car il n'augmente pas les forces productives et ne concourt qu'à la satisfaction d'un besoin personnel. Il rend l'épargne difficile ; on dépense sans compter quand on ne paie pas immédiatement ce que l'on consomme.

Le crédit peut au contraire faciliter la production et la circulation des richesses, par exemple quand le capitaliste prête à l'entrepreneur ou quand le fabricant vend des marchandises à terme aux commerçants de détail.

Le crédit à la production est avantageux pour toutes les parties : entrepreneurs, ouvriers, capitalistes, consommateurs.

Si l'entrepreneur ne pouvait acheter qu'au comptant, la quantité de matières premières qu'il pourrait transformer à la fois serait limitée au montant de ses ressources en argent liquide ; il devrait arrêter sa production quand elles seraient épuisées et attendre des rentrées, à moins d'exiger le paiement comptant de ses acheteurs, ce qui est difficile.

Grâce au crédit, la production s'opère sans solution de continuité. Les marchands consentent à vendre aux entrepreneurs honorablement connus les matières premières dont ils ont besoin, moyennant l'engagement écrit de payer à une échéance ultérieure. De même l'entrepreneur fait confiance au négociant en gros, et celui-ci au détaillant, de sorte que le crédit fait marcher l'organisme commercial, dont les membres sont rendus solidaires les uns des autres.

Le crédit permet aux entrepreneurs d'employer des ouvriers d'une manière continue sans chômage et concentre les capitaux entre les mains de sociétés puissantes en vue de l'exécution des grands travaux publics. Enfin le crédit permet au capital privé de circuler avec profit pour son pos-

sesseur, de même qu'il favorise, grâce à l'abondance de la production, un abaissement des prix avantageux pour le consommateur.

Le crédit rend l'usage de la monnaie moins fréquent dans les affaires, grâce à la vente à terme et à la possibilité pour l'entrepreneur de se procurer des ressources par la circulation fiduciaire, au moyen des titres de crédit (lettres de change, billets à ordre, billets de banque).

Moyens de développer le crédit. — Pour développer le crédit, il faut supprimer ses inconvénients : danger de non-remboursement auquel le créancier est exposé et impossibilité de disposer du capital prêté avant l'échéance.

La loi renforce le crédit personnel par divers moyens : cautionnements, nantissemments, privilèges, hypothèques.

La privation de jouissance qu'éprouve le créancier est compensée par des intérêts, des dividendes, des lots ou des primes. Enfin le créancier peut disposer de ses capitaux avant l'échéance et céder sa créance sous la forme de titres à ordre, nominatifs ou au porteur. La loi a réglé la création et la circulation de ces titres (lettres de crédit, lettres de change, traites, billets à ordre).

Lettre de change. — La lettre de change est un titre de crédit transmissible par voie d'endossement, par lequel une personne (tireur) charge une autre personne (tiré) de payer une somme d'argent à l'ordre d'un tiers (preneur).

La lettre de change sert à exécuter le contrat de change tiré par lequel une personne s'engage, moyennant une somme payable sur une place, à faire avoir à une autre personne une somme égale payable sur une autre place.

Un débiteur domicilié à Lille, ayant à payer mille francs à un créancier domicilié à Paris, remettra à son banquier de Lille les mille francs en espèces, plus une commission pour change de place, fret, coût et assurance. Le banquier, au lieu de déplacer du numéraire, enverra à Paris au créancier une lettre de change de mille francs, payable également à Paris chez son correspondant.

La lettre de change constitue un moyen de paiement très

commode. Un marchand de toile de Paris ayant acheté des marchandises à Lille envoie à son créancier une lettre de change que celui-ci donne à son tour en paiement à un importateur de matières premières, etc. Au jour de l'échéance, le tiré paie au porteur le montant de la lettre de change, et toute la série de dettes se trouve réglée d'un seul coup.

Enfin la lettre de change est un instrument de crédit, car tout créancier peut se procurer des fonds avant l'échéance de la dette en tirant sur son débiteur une lettre de change et en l'escomptant chez un banquier moyennant une retenue pour intérêt, change de place, commission, etc. Le tirage et le paiement de la lettre implique l'existence, chez le tiré ou chez son banquier, d'une somme liquide au moins égale au montant de la lettre de change appelée provision.

Pour augmenter la garantie de paiement d'une lettre de change, le tireur demande au tiré de la revêtir de sa signature au-dessous du mot accepté. L'*acceptation* est indispensable pour l'escompte, surtout si la lettre de change doit passer par la Banque de France, qui ne reçoit à l'escompte que le papier de commerce revêtu de trois signatures.

Cette facilité de se procurer des fonds par l'escompte des lettres de change donne lieu à un abus très répandu et contre lequel les banques ne sauraient trop se défendre. En effet, un commerçant gêné peut s'entendre avec un autre commerçant pour tirer sur lui une traite acceptée à 30, 60 ou 90 jours qu'il escomptera chez son banquier, bien qu'elle ne corresponde à aucune opération commerciale réelle (compte à demi). Le jour de l'échéance, le tireur doit faire au tiré les fonds nécessaires pour rembourser la traite au banquier, mais s'il n'a pas plus de fonds disponibles qu'au moment de la première opération, il tire une seconde traite à échéance ultérieure qu'il escompte, et il peut alors rembourser la première et ainsi de suite. Ces traites chevauchent les unes sur les autres, d'où le nom de *cavalerie* qui leur est donné. Il arrive finalement un jour où le tireur rembourse la dernière traite mise en circulation en faisant au tiré les fonds nécessaires à son échéance ou bien, faute de pouvoir le faire, il est déclaré en faillite et entraîne son complice dans sa ruine; souvent celui-ci préfère payer l'effet de sa

poche afin de mettre fin à une situation qui n'a que trop duré. Les traites de cavalerie, appelées aussi *effets de complaisance*, circulent en quantités énormes, bien que les bureaux d'escompte des banques s'attachent à en découvrir l'origine assez à temps pour les refuser. Cependant, quand la supercherie est découverte, le crédit des complices est compromis, car les banques, victimes de pareilles manœuvres, communiquent leurs noms aux autres établissements de crédit.

Billet à ordre. — Le billet à ordre est un écrit par lequel un souscripteur s'engage à payer une somme à une personne, en échange d'une valeur (argent ou marchandises) qu'elle en reçoit. Le billet à ordre ne met en présence que deux personnes: le souscripteur et le bénéficiaire, et non pas trois comme la lettre de change, bien qu'il soit un titre de crédit, puisqu'il permet au souscripteur de recevoir immédiatement la marchandise contre un paiement à date fixe ultérieure. D'autre part, le bénéficiaire peut escompter chez un banquier ou remettre en paiement à un créancier le billet à ordre dont il ordonne le remboursement à un tiers par la formalité de l'endossement. Le billet peut être payé à l'ordre de quiconque, pourvu que mention en soit faite au dos du titre. Chaque signataire d'un endos reste garant du paiement à l'échéance du titre, qui a d'autant plus de chances d'être payé qu'il a plus circulé. En fait, le billet à ordre joue le rôle d'une monnaie fiduciaire pour son porteur, puisque celui-ci peut toujours s'en servir pour payer un créancier, en endossant à son ordre un ou plusieurs billets qu'il est d'usage de ne pas refuser, s'ils portent la signature de personnes honorablement connues. Il y a donc là circulation fiduciaire; ces titres ne sont reçus qu'en raison de la confiance qu'inspirent leurs signataires, car ils n'ont pas, comme la monnaie métallique, de valeur intrinsèque.

Malgré ces précautions il circule une quantité considérable de papier de complaisance, car plusieurs raisons peuvent amener les victimes à ne pas dénoncer les commerçants qui ont recours à ce moyen pour se procurer des fonds. En effet il suffit de comparer le montant des opérations d'escompte

des diverses banques d'un même pays pour découvrir que certaines d'entre elles sont beaucoup moins difficiles que d'autres sur le choix du papier admis à l'escompte. La circulation du papier de complaisance est telle que si on l'exclut totalement d'un portefeuille, l'importance des opérations d'escompte du banquier diminue dans des proportions énormes. D'autre part, un certain nombre d'intermédiaires pratiquent une sorte d'usure qui consiste à escompter du papier de complaisance à leurs risques et périls en le passant à des banques qui sont couvertes par des dépôts importants ; revêtu d'une troisième signature l'effet illicite peut ainsi circuler sans encombre et s'il n'est pas payé, c'est l'escompteur privé qui le rembourse sur sa couverture.

Quelquefois aussi les signataires d'un effet de cavalerie sont des hommes d'affaires connus, souvent même revêtus de fonctions officielles, jouissant jusque-là d'un bon crédit, mais momentanément gênés par suite de circonstances indépendantes de leur volonté ; le banquier se considère alors comme suffisamment garanti et escompte le papier pour ne pas provoquer un scandale qui lui ferait d'ailleurs perdre un gros client. D'autre part, si le papier de complaisance est créé par des commerçants qui sont en relations d'affaires habituelles et qui paient régulièrement ces effets, les banques ne s'aperçoivent de cet abus que par une dénonciation ou au bout d'un long délai. D'ailleurs les tribunaux ont déjà plusieurs fois puni les signataires d'effets fictifs finalement impayés (abus de confiance).

Banques. — Les banquiers furent, à l'origine, des changeurs qui payaient aux porteurs de monnaies la valeur réelle du numéraire, d'après son titre en argent ou en or. Ils s'occupèrent ensuite de dépôts, de remises et même de prêts.

Au moyen âge, les banques de change prirent un grand développement. Les plus importantes d'entre elles [Banques de Venise (1157), d'Amsterdam (1609), de Hambourg (1619), d'Angleterre (1694)], mettaient à la disposition du négoce des monnaies de compte à titres fixes, auxquelles on ramenait les pièces de monnaie des divers pays.

Le marck banco de la banque de Hambourg représentant

un poids d'argent fin correspondant à 1 fr. 875, constituait une monnaie très appréciée dans toute l'Europe.

Ces banques recevaient en dépôt l'or et l'argent de leurs clients moyennant un droit de garde analogue à celui que l'on paye aujourd'hui pour les titres confiés contre récépissé. Elles opéraient des virements sur les comptes de leurs divers clients, émettaient des lettres de change d'une place sur une autre, effectuaient des recouvrements et des paiements.

A partir du moment où les banques employèrent leurs dépôts à des prêts d'argent consentis à des négociants ou à des gouvernements, elles cessèrent d'exiger une rémunération de leurs déposants à qui elles payèrent, au contraire, un intérêt proportionnel à la durée des dépôts.

Banques modernes. — Les banques modernes acceptent des dépôts, consentent des ouvertures de crédit, des prêts sur titres, escomptent des effets de commerce, émettent des billets de banque (opérations de crédit proprement dites).

D'autres banques se limitent à des opérations de commerce : virements, encaissements d'effets, remise et transport d'espèces, change de monnaies.

Dépôts. — Les banques reçoivent en dépôt des espèces ou des titres, disposent des sommes qui leur sont confiées et paient un intérêt au déposant (dépôt irrégulier).

Le banquier reçoit l'argent du capitaliste auquel il sert un intérêt minime et le prête au producteur moyennant un intérêt élevé ; la différence entre l'intérêt qu'il donne et celui qu'il reçoit constitue son bénéfice.

Le banquier reçoit en dépôt des titres qu'il doit restituer à une époque convenue. Le particulier à qui il rend ainsi service lui paie un droit de garde (dépôt régulier).

Virements. — Quand un banquier fait passer une somme d'argent du compte d'un client A au compte d'un client B, il opère un virement. Donc si A doit 1.000 francs à B, il peut se libérer en ordonnant à son banquier de débiter son compte de 1.000 francs et d'en créditer celui de B, sans qu'il y ait déplacement d'espèces.

Comptes courants, chèques. — Les banques peuvent con-

sentir à ouvrir à ceux de leurs clients dont la solvabilité est de notoriété publique des comptes qui peuvent être alternativement débiteurs ou créditeurs : et que l'on appelle des comptes courants. Quand le compte est débiteur, le banquier se crédite de l'intérêt de la somme dont son client reste à découvert pendant le temps que dure cette situation. Au contraire si le compte est créditeur, le client est bonifié d'un intérêt. En tout temps, quelle que soit la situation du compte, le client a le droit de retirer de l'argent jusqu'à concurrence d'une somme fixée à l'avance et quelquefois même sans limite fixée s'il s'agit de clients d'un crédit tout à fait exceptionnel. Le retrait s'opère par une lettre de change spéciale tirée sur le banquier, payable à vue et qu'on appelle un chèque. Le chèque est un écrit par lequel une personne charge un banquier de payer une somme d'argent à une personne déterminée à son ordre ou à un tiers porteur.

Le chèque qui est, comme la lettre de change, un ordre donné à une personne de payer une somme d'argent à un tiers, n'est pas un instrument de crédit, car il sert simplement à retirer de l'argent déposé chez un banquier pour effectuer un paiement. Le tirage d'un chèque suppose chez le banquier qui doit le payer l'existence d'une provision constituée par un compte créditeur ou par un compte courant dont la limite de découvert est supérieure à la valeur du chèque. Un chèque doit toujours être tiré sur un banquier et le paiement devrait régulièrement en être sollicité à ses guichets dans un délai maximum de cinq jours, car il ne conserve sa valeur que pendant un temps limité.

Le chèque barré (crossed cheque) porte deux barres parallèles tracées verticalement, entre lesquelles est indiqué le nom du banquier. Il ne peut être encaissé que par un banquier ou par un huissier, tandis que le chèque ordinaire peut être payé entre les mains d'un porteur quelconque, pourvu qu'il soit dûment acquitté, daté au dos par le bénéficiaire et signé au recto par le tireur.

Le chèque barré a pour but d'éviter les dangers de perte ou de vol des chèques. Celui qui a trouvé ou volé un chèque barré éprouve de la difficulté pour en obtenir le paiement, parce qu'il est obligé d'avoir recours à un banquier et de lui

fournir des explications quelquefois embarrassantes. L'emploi du chèque barré centralise les chèques entre les mains des banquiers et favorise le développement des compensations.

L'usage des chèques est surtout développé en Angleterre et en Amérique. Les commerçants conservent très peu d'argent en caisse et déposent chaque jour leurs espèces chez le banquier. Pour effectuer un paiement, ils délivrent un chèque sur leur banquier, et le porteur, au lieu de toucher le chèque en espèces, le passe à l'ordre de son propre banquier. Les divers banquiers d'une place ont ainsi en caisse des chèques à payer et à recouvrer les uns chez les autres.

A cet effet, les banquiers se réunissent à la fin de la journée dans un local spécial (clearing-house) et règlent leurs comptes par compensation en rapprochant les uns des autres tous les titres qui les constituent créanciers et débiteurs : l'excédent seul est payé en espèces. Le montant des opérations liquidées annuellement par le Clearing-House de Londres s'élève aujourd'hui à plus de 400 milliards de francs (130 milliards en 1871).

La chambre de compensation de Paris, où l'usage des chèques est moins répandu qu'à Londres, ne compense guère qu'une vingtaine de milliards par an.

Pour un particulier, le chèque simplifie le paiement et en facilite la preuve, en raison de la trace écrite qui subsiste sur le chèque et sur son talon. Le banquier est ainsi le caissier et le comptable de ses clients.

L'emploi de ce système permet d'éviter les fraudes, mais constitue souvent une gêne pour le bénéficiaire du chèque qui peut ne pas avoir de banquier sous la main pour en toucher le montant et se trouver par là dans la gêne.

On a étudié le moyen de répandre l'usage du chèque en lui conférant au point de vue de sa valeur libératoire les garanties qui lui manquent jusqu'à présent. A cet effet, l'Administration des Postes qui possède un grand nombre de bureaux pouvant jouer le rôle de succursales de banque ouvrirait un compte courant à toute personne qui en ferait la demande et lui remettrait un carnet de chèques. Les paiements entre particuliers s'effectueraient donc par inscrip-

tion au compte courant ou par envoi de chèques postaux.

Au point de vue des intérêts de l'État, le chèque évite le frai des monnaies qui restent dans les caisses des banques au lieu de circuler pour des paiements. Il permet à un pays (Angleterre) de faire une plus grande somme d'opérations qu'un autre (France) avec beaucoup moins de monnaie.

Ouvertures de crédit. — Par l'ouverture de crédit, un banquier prend l'engagement de mettre une somme d'argent pendant un temps déterminé à la disposition du client. C'est la convention d'un prêt qui existe du jour où le client, usant de la faculté qui lui a été concédée, se fait remettre des sommes d'argent par la banque.

Celle-ci prélève un droit de commission pour le service rendu par la mise de fonds à disposition du client; elle exige de lui un intérêt pour les sommes prêtées, à partir du moment où le prêt a été réalisé jusqu'au jour où il cesse.

Prêts sur titres. — Cette opération consiste pour un banquier à prêter de l'argent contre un gage en titres sûrs (rentes sur l'État, actions de la Banque de France, etc.).

L'avance sur titres, sûre et lucrative, est très recherchée des banques qui se procurent ainsi des titres pouvant donner lieu à d'intéressantes opérations de report; les prêts, en général limités aux deux tiers de la valeur des titres calculée au cours du jour, sont à court terme, c'est-à-dire à environ trois mois et les frais en font monter le taux à 8 0/0.

Escompte des effets de commerce. — L'escompte consiste à payer le montant d'un effet de commerce avant l'échéance à son porteur, sous déduction d'une somme proportionnée au temps restant à courir jusqu'à l'échéance.

L'escompte désigne à la fois l'opération elle-même et l'intérêt prélevé par le banquier. Le banquier rend service au porteur de l'effet de commerce, car il lui procure immédiatement une somme d'argent qu'il n'aurait le droit de réclamer au souscripteur qu'à l'échéance de l'effet.

Le banquier court le risque de n'être pas remboursé plus tard par le souscripteur (tiré); aussi certaines banques,

comme la Banque de France, n'admettent-elles à l'escompte que les effets de commerce revêtus de trois signatures de personnes dont le crédit est notoirement connu.

Souvent les banquiers se couvrent contre les risques de l'escompte en exigeant de leurs clients le dépôt d'une somme représentée par des valeurs au porteur ou transférées à leur nom et facilement réalisables en Bourse; cette couverture correspond aux deux tiers environ de la valeur maxima du total des effets remis à la fois à l'escompte par le client.

Ou le réescompte ou la simple présentation des effets par la Banque en facilite la rentrée, car le tiré fait alors tous ses efforts pour être en mesure à l'échéance puisqu'il sait à l'avance qu'il s'expose à être noté ou protesté s'il est en retard ou s'il ne fait pas honneur à sa signature.

L'escompte joue donc un rôle économique important, car les déposants qui ont des sommes considérables en dépôt touchent de ce fait un intérêt appréciable. Une compagnie de chemins de fer qui fait, par exemple, un million de recettes par jour et qui le dépose en banque jusqu'à la fin du mois peut, de ce fait, réaliser des bénéfices annuels dépassant un million.

L'escompte est la forme sous laquelle le banquier prête aux commerçants et aux industriels et fait fructifier les capitaux de ses déposants. Son bénéfice résulte de la différence entre l'intérêt, variable suivant la durée du dépôt, qu'il paie aux déposants, et le taux qu'il fait payer aux escompteurs.

Le banquier exige du porteur d'un effet de commerce, pour consentir à l'escompter, un intérêt (tant pour cent) qui est le taux de l'escompte. Ce taux varie suivant la nature du papier escompté, l'abondance ou la rareté du numéraire, la situation économique ou politique du pays.

Il existe dans chaque pays un taux régulateur officiel de l'escompte, fixé par les grandes banques d'émission. Leur politique traditionnelle (Banque de France) doit être de poursuivre la modération et la stabilité du taux de l'escompte. En France, le taux normal est de 3 0/0 et on ne s'en écarte qu'en cas de nécessité absolue. Certaines banques étrangères se laissant trop dominer par les fluctuations passagères du marché, font varier constamment leur taux d'escompte.

La Banque de France élève quelquefois le taux de son escompte, quand les banques étrangères augmentent le leur, sinon les capitaux sortiraient de France, attirés à l'extérieur par l'espoir d'un placement rémunérateur. Elle le fait d'ailleurs dans une mesure aussi restreinte que possible.

Causes d'élévation du taux de l'escompte. — Les banquiers éprouvent quelquefois le besoin de défendre leur encaisse métallique, ce qui provoque l'élévation du taux de l'escompte (tension politique, bruits de guerre, gros paiements à faire à l'étranger en numéraire). Les banques sont alors exposées à voir leurs clients réclamer le remboursement de leurs dépôts ou exiger le paiement des billets émis.

Si l'encaisse métallique des banquiers n'est pas défendue, elle s'épuise et ils sont forcés de cesser leurs paiements.

La Banque de France est donc obligée de défendre aussi son encaisse métallique, non pas en l'augmentant, ce qu'elle ne peut pas faire, mais en restreignant les opérations qui font sortir de ses caisses des billets ou du numéraire; elle obtient ce résultat en élevant le taux de l'escompte. Elle peut aussi rembourser ses billets en pièces d'argent de 5 francs et prélever une prime de 0 fr. 50 par 1.000 francs, par exemple, sur les paiements faits en or. On dit alors que l'or fait prime. En cas de crise grave et prolongée (1848-1871) le gouvernement a accordé le cours forcé à ses billets.

En général, la Banque de France n'élève pas le taux de son escompte au-dessus de 4 0/0, alors que celui des banques d'Angleterre et d'Allemagne atteint fréquemment 6 et 7 0/0.

L'élévation du taux de l'escompte entraîne une dépréciation générale des effets de commerce, en raison de la perte que l'escompte fait subir à ceux qui en sont porteurs.

La rareté du numéraire augmente son pouvoir d'acquisition et les marchandises se vendent bon marché. Les valeurs en bourse sont dépréciées parce que les commerçants qui en possèdent cherchent à les vendre pour se procurer des fonds liquides et parce que les acheteurs sont rares.

Banquiers et capitalistes. — Les banquiers et les capitalistes sont les principaux dispensateurs du crédit. Le capita-

liste peut faire des placements à long terme, car il prête ses propres capitaux, mais le banquier prête les capitaux d'autrui, mis en sa possession par les dépôts d'argent qu'il a reçus ou par les billets qu'il a émis (banque d'émission). Le banquier a pour principale préoccupation de ne pas immobiliser les capitaux qui sont déposés dans ses caisses ou qu'il prête, pour faire face aux demandes de remboursement subites qui peuvent se produire. Le banquier ne doit donc faire que des placements à court terme (trois mois au plus).

Classification des banques. — On distingue plusieurs espèces de banques : banques privées et banques publiques. Les banques privées sont fondées par de simples particuliers sans intervention du gouvernement.

L'État contrôle les banques publiques, approuve leurs statuts et en surveille l'organisation et le fonctionnement (Banque de France, d'Algérie, de l'Indo-Chine, etc.).

Les banques de commerce se livrent aux opérations ordinaires : dépôts, prêts sur titres, escompte du papier.

Les banques de spéculation (haute banque) s'occupent de l'émission des emprunts au nom des États, des départements ou des communes. Souvent elles forment des syndicats de garantie pour assurer le succès d'une émission d'actions et d'obligations par une société nouvelle qui se constitue.

Les banques de dépôts reçoivent des dépôts, prêtent sur titres, escomptent le papier de commerce.

Banques d'émission, billets de banque. — Les banques d'émission émettent des billets de banque.

Le billet de banque est un écrit par lequel une banque s'oblige à payer à vue à tout porteur de ce billet une somme déterminée à n'importe quelle époque.

Le billet de banque représente trois caractères essentiels. Il est au porteur, c'est-à-dire qu'il appartient à qui le possède et qu'il doit être payé sans présentation d'aucun titre de propriété. Il est à vue et doit être payé sans vérification, sur présentation aux guichets de la banque qui l'a émis.

Enfin il a une valeur indéfinie et n'est jamais prescriptible ;

la banque qui l'a mis en circulation est obligée de l'acquitter, quelle que soit la date d'émission ou de présentation.

Les autres effets de commerce ne réunissent pas ces trois caractères. La lettre de change et le billet à ordre, qui peuvent être à vue, ne sont pas au porteur ; ils sont soumis à la prescription de cinq ans quand ils sont endossés par des commerçants ou qu'ils sont émis à l'occasion d'un acte de commerce. Le chèque qui peut être à vue et au porteur doit, sous peine de déchéance, être présenté dans les cinq jours ou dans les huit jours, suivant qu'il est tiré sur place ou d'une place sur une autre.

Le billet de banque suppose : la banque qui l'émet et son porteur ; tandis que la lettre de change et le chèque supposent la réunion de trois personnes : tireur, tiré et porteur.

D'autre part le billet de banque n'est émis que pour des sommes rondes : 50 francs (1864), 100 fr. (1848), 500 francs (24 germinal an XI), 1.000 francs¹.

Avantages du billet de banque. — Le billet de banque sert de monnaie dans les transactions commerciales et constitue un papier-monnaie. Il a cours légal illimité ; un créancier ne peut refuser de le recevoir en paiement pour quelque somme que ce soit. N'étant ni émis ni garanti par l'État, c'est une monnaie de papier, et non un papier-monnaie.

Il n'a pas cours forcé et son porteur peut toujours en exiger le paiement en espèces aux guichets de la banque ; le billet de banque est émis à l'occasion d'opérations commerciales privées, dans la mesure où elles l'exigent, et non pas par un État pour faire face à des besoins illimités.

Le billet de banque devient papier-monnaie lorsque, dans une époque de crise, l'État fait appel à la banque pour se procurer des ressources ; il emprunte alors la somme nécessaire et, en échange, accorde le cours forcé à ses billets.

1. A la suite de la guerre de 1871, la Banque de France a émis des billets de 20, 10 et 5 francs qui ont été retirés de la circulation en 1874. L'expérience a démontré que les grosses coupures (500 et 1.000 francs sont les plus souvent présentées au remboursement).

Toutefois, même dans ce cas, le billet reste émis par la banque avec sa propre responsabilité ; ce n'est toujours pas un papier-monnaie émis par l'État sous sa garantie.

Le billet de banque rend d'importants services à la banque qui l'émet et au public.

La banque augmente les capitaux dont elle peut disposer pour ses opérations de prêt ou d'escompte, étend le champ de son activité et accroît ses bénéfices. Les capitaux qu'elle se procure ainsi ne lui coûtent que les frais de fabrication des billets, tandis qu'en cas de dépôts elle est en général obligée de payer un petit intérêt aux déposants.

L'émission des billets de banque provoque une baisse de l'escompte dont le public profite. Le nombre des opérations que la banque effectue grâce aux capitaux considérables que les billets mettent à sa disposition lui permet d'exiger sur chacune d'elles un droit de commission moins élevé.

Le billet de banque constitue pour le public une monnaie commode, plus facile à transporter que les pièces métalliques.

La Banque de France inspire au public une confiance sur laquelle repose son crédit ; les porteurs de billets les acceptent parce qu'ils sont sûrs de pouvoir se les faire rembourser en espèces à tout moment, car ils ont comme garantie le capital de la banque, son portefeuille d'effets escomptés et une encaisse métallique de 4.500 millions.

L'émission des billets de banque présente des dangers, si une banque use de son droit d'émission, au delà des besoins du commerce et des garanties dont elle dispose, dans le but d'augmenter ses bénéfices ; si une panique se déclare (guerre internationale ou troubles intérieurs) les billets sont présentés en grand nombre au remboursement, et le numéraire manque.

Quand les importations sont très considérables, les commerçants, ne pouvant régler leurs achats en billets de banque qui ne sont pas reçus à l'étranger, échangent ces billets contre du numéraire aux guichets de la Banque dont l'encaisse métallique diminue.

Surveillance des banques d'émission. — L'État a incontestablement le droit et le devoir de surveiller l'organisation ainsi que les opérations des banques d'émission, afin de garantir le public contre les abus et les supercheries, car le billet de banque circule au même titre que la monnaie.

L'intervention de l'État a lieu sous trois formes. Les banques d'émission sont simplement soumises à la surveillance de commissaires spéciaux; le gouvernement s'attribue le monopole de l'émission des billets (Banque d'État) ou il accorde ce monopole sous certaines conditions à une banque privée (Banque de France).

Réglementation de l'émission. — Deux principes opposés peuvent présider à la réglementation de l'émission des banques. D'après le banking principle, les opérations de banque, c'est-à-dire les escomptes ou les avances sur titres doivent régler la circulation des billets qui reste donc libre. La quantité de billets émis correspondra donc au nombre des effets présentés à l'escompte qui dépend lui-même de l'intensité ou du ralentissement du mouvement des affaires. Les billets émis en représentation de lettres de change rentrent à la Banque le jour de l'échéance et, d'autre part, si elle mettait en circulation un nombre de billets exagéré il se produirait immédiatement une dépréciation ayant pour effet d'exciter les porteurs à solliciter le remboursement; la rentrée des billets s'effectuerait donc automatiquement par le fait même de leur émission.

En réalité il s'écoulera toujours entre la sortie des billets et la demande de leur remboursement un certain laps de temps pendant lequel leur nombre pourra augmenter suffisamment pour mettre la Banque dans une situation dangereuse. D'autre part, l'activité de la demande du public pourra être stimulée artificiellement par un avantage quelconque tel que la baisse du taux de l'escompte qui attirera pendant un certain temps les clients des banques concurrentes et qui permettra de gonfler le chiffre de l'émission.

On est donc forcé de renoncer au système de la liberté

absolue de l'émission à cause des dangers qu'il offre et de recourir à divers moyens de réglementation (Currency principle).

On peut imposer aux banques de limiter le nombre de leurs billets en circulation au montant de leur encaisse métallique.

Le billet de banque présente ainsi une sécurité absolue et acquiert la valeur d'une véritable monnaie peu encombrante et exempte d'usure (frai). C'est sur ce principe qu'est basé le fonctionnement de la Banque d'Angleterre.

Liberté des banques d'émission. — Le système naturel de banque (Leroy-Beaulieu) comporte la liberté laissée aux banques d'émettre des billets avec ou sans conditions, l'égalité absolue étant accordée à toutes les banques sans aucun monopole. Ce système a reçu des applications intéressantes en Écosse et aux États-Unis.

Banques d'Écosse. — Jusqu'en 1845, les banques d'Écosse ont émis librement des billets, sans limites ni conditions. Constituées sous forme de sociétés par actions par un acte du Parlement (charte ou acte d'incorporation), elles émettaient des billets sous le régime de la liberté et de l'égalité.

La première banque écossaise fut fondée en 1695, la Royal Bank en 1727; il en existait douze en 1845; huit en 1912.

Une loi de 1845 a interdit aux banques qui s'établiraient à l'avenir d'émettre des billets en réservant le privilège de l'émission aux banques existantes. Le pouvoir d'émission de ces banques fut limité pour l'avenir au montant de l'émission de 1845, augmenté de leur encaisse métallique.

Les actionnaires des banques d'Écosse sont indéfiniment responsables, comme ceux des caisses rurales Raiffeisen et des banques Schulze-Delitsch (Allemagne).

Ces banques pratiquent l'escompte, consentent des prêts aux commerçants, aux agriculteurs et même aux pêcheurs (crédit populaire). Grâce à l'affluence des dépôts qu'a provoqués le remboursement facile et régulier des billets qu'elles émettaient, le montant des billets que ces banques ont encore en circulation est très inférieur à leur encaisse métal-

lique. D'ailleurs le système des virements et des compensations, très répandu en Angleterre, contribue également à rendre inutile une importante circulation de billets.

Banques des Etats-Unis. -- Étant donné le nombre considérable des banques d'émission américaines, le gouvernement a dû multiplier à leur égard les précautions et les restrictions réglementaires. Elles doivent justifier d'un capital proportionné au nombre d'habitants de la ville où est situé leur siège social et ne pas émettre de billets pour une somme supérieure au montant de ce capital. L'encaisse doit représenter au moins le quart du montant des dépôts. Toute banque peut ainsi émettre des billets garantis par un dépôt de titres de la dette fédérale dans les caisses du Trésor, qui lui sert un intérêt de 2 1/2 0/0. Le cautionnement doit représenter au minimum 5 0/0 du montant des billets.

Cette organisation créée à un moment où le crédit de l'État était fortement compromis (guerre de Sécession), avait pour but de faciliter le placement de ses emprunts et non de lui fournir un mode de paiement plus souple que l'or et l'argent.

La valeur des obligations fédérales servant de garantie et le montant de leur capital, limitent le pouvoir d'émission de ces banques dites nationales (6.500 environ), qui paient à l'État une taxe annuelle sur le montant moyen des billets en circulation et des dépôts.

L'émission ne peut pas dépasser 90 0/0 de la valeur des obligations fédérales, ni 90 à 96 0/0 du capital suivant son importance.

Les billets fabriqués dans les ateliers de l'État sont mis à la disposition des banques par un fonctionnaire chargé de leur surveillance (contrôleur de la circulation). Le montant total des billets de banque en circulation s'élève à environ 2.760 millions. De plus, l'État a émis pour 4 milliards de bons du Trésor (*dos verts* de la guerre de Sécession et *silver certificates*) émis pour permettre les achats d'argent prescrits par le Bland Act et par le Sherman Act.

En cas de crise, les banques nationales sont exposées à la faillite ; les titres de la dette fédérale étant dépréciés, comme

les autres valeurs, si les banques d'émission veulent les réaliser, elles accentuent la dépréciation sans pouvoir se procurer les sommes nécessaires au remboursement de leurs billets.

Les conditions de l'émission des billets étant très rigoureuses, les banques nationales n'usent que très peu de leur pouvoir d'émission. Le manque de circulation fiduciaire rend les crises monétaires graves et prolongées (1907).

Les banques nationales doivent alors importer une grande quantité d'or et faire émettre des certificats par les chambres de compensation pour remplacer les billets.

En résumé, malgré le nombre élevé des banques nationales, on ressent vivement aux États-Unis l'absence d'une puissante banque centrale pouvant réescompter et monnayer le portefeuille des banques de dépôts.

Actuellement la dette des États-Unis est inférieure à cinq milliards représentés par des titres pour la plus grande partie immobilisés comme dépôts des banques ou dans les coffres des caisses d'épargne. Les banques d'émission ont donc beaucoup de peine à se procurer des titres en vue de garantir leurs billets, et d'ailleurs ce genre de placement ne leur rapporte que 3 0/0 d'intérêt et non plus 6 à 7 0/0 comme au moment de la guerre de Sécession. Ceci explique les crises monétaires qui se produisent de temps à autre aux États-Unis, comme par exemple en 1907. A cette époque, le trésor américain dut autoriser l'émission de chèques payables par compensation et non remboursables en espèces, ainsi que de certificats gagés par des valeurs mobilières. D'autre part, bien que n'ayant nullement besoin d'argent, le gouvernement fut obligé de contracter un emprunt afin de pouvoir mettre à la disposition des Banques les titres dont elles avaient besoin pour garantir leurs nouveaux billets. En somme, c'est l'État qui assume réellement la responsabilité du remboursement des billets dans le cas du système américain, car, en cas de crise, il serait impossible de réaliser les titres de rente qui leur servent de gages sans provoquer une panique et un effondrement complet des cours.

Système du monopole. — Banque de France. — Le système du monopole existe en France et en Angleterre.

La Banque de France (1800) a le monopole d'émission des billets de banque pour la France continentale.

C'est une banque privée, constituée en société anonyme placée sous la surveillance étroite de l'État, qui en nomme le gouverneur et les deux sous-gouverneurs.

Lors de sa création, 5 millions sur 30 millions du capital furent fournis par l'État à charge par elle d'assurer le service de la loterie nationale et le paiement des coupons de rente.

En 1803, le gouvernement, ayant fait de larges emprunts à la Banque, lui accorda le monopole exclusif de l'émission des billets pour Paris pendant quinze ans. Dans les départements, d'autres banques pouvaient obtenir la même faveur concurremment avec la Banque. On décida que les actionnaires ne pourraient jamais toucher un dividende supérieur à 6 0/0; le surplus des bénéfices devait être employé à l'achat de rentes françaises pour constituer un fonds de réserve.

En 1804, de nombreuses demandes de remboursements déterminèrent la Banque à solliciter le cours forcé des billets. Le gouvernement le lui refusa et prorogea en 1806 son privilège d'émission pour vingt-cinq ans à l'expiration de la période des quinze années consenties en 1803. Le capital de la Banque était porté à 90 millions et l'État se réservait le droit de nommer le gouverneur et deux sous-gouverneurs. En 1840, le privilège fut renouvelé pour vingt-cinq ans, avec faculté de retrait en 1857, puis le privilège de la Banque de France fut étendu aux départements (1848).

La loi du 17 novembre 1897 a renouvelé le privilège de la Banque de France pour une période de vingt-trois ans jusqu'à fin 1920, moyennant le paiement d'une redevance annuelle égale au produit du huitième du taux de l'escompte par le chiffre de la circulation productive qui ne peut jamais être inférieur à 2 millions; cette redevance oscille entre 3 et 4 millions par an.

La Banque a abandonné ses intérêts sur l'avance de 140 millions faite au Trésor en 1857 et en 1878, et renonçait

au droit de réclamer le remboursement total ou partiel de ces avances pendant la durée de son privilège.

Une nouvelle avance de 40 millions sans intérêt, pour toute la durée du privilège, a été consentie à l'État pour la dotation des caisses de crédit agricole.

La Banque paie gratuitement, en même temps que les caisses publiques, les coupons des rentes et des valeurs du Trésor qu'elle émet gratuitement. Le nombre des succursales de la Banque a été porté de 94 à 112.

Opérations de la Banque de France. — La Banque reçoit, sans leur servir d'intérêt, les dépôts des particuliers.

Elle escompte les effets commerciaux et ceux des syndicats agricoles ou autres revêtus de trois signatures de personnes notoirement solvables et tirés à 90 jours au plus.

La règle des trois signatures donne à la Banque de France des garanties sérieuses pour le remboursement des effets en portefeuille. La sagesse du Conseil de Régence a toujours fait échouer les tentatives faites pour que cette mesure fût rapportée. Cette précaution est une garantie de premier ordre, qui diminue dans une proportion considérable le nombre des billets impayés et protestés.

Pour les warrants, la troisième signature est remplacée soit par le gage constitué par le warrant, soit par un dépôt d'actions de la banque ou d'autres valeurs sur lesquelles la Banque fait des avances. Enfin la Banque de France émet des billets et consent des avances sur lingots ou sur certains titres (rentes sur l'État, obligations des villes et des départements, actions et obligations du Crédit Foncier, etc.).

La Banque de France joue un rôle considérable au point de vue économique. Elle sert de régulateur au marché de l'argent en fixant le taux de l'escompte. Son rôle est effacé en temps normal comme établissement de crédit, et elle fait surtout des prêts sur titres. Ses opérations d'escompte sont bien moins importantes que celles des autres grandes banques (Crédit Lyonnais, Comptoir d'Escompte, Société Générale, Crédit Industriel, etc.). En temps normal, la Banque de France (comme la Banque d'Angleterre) est surtout le caissier des autres banques dont elle détient les

réserves, compense les comptes et opère les recouvrements.

Elle détient dans ses caves une encaisse métallique considérable s'élevant actuellement en moyenne à 4.500 millions.

Pendant les crises, elle soutient l'État de son crédit en lui prêtant l'argent dont il a besoin, contre l'autorisation d'émettre des billets de banque ayant cours forcé; ces billets circulent avec facilité sans subir la dépréciation qui atteindrait le papier-monnaie émis directement par l'État lui-même. A deux époques le cours forcé fut donné aux billets de banque (1848-1850 et 1870-1878).

L'existence de la Banque de France, qui fonctionne comme banque centrale de réescompte, permet aux banques de dépôts du pays de monnayer rapidement leur portefeuille; elles emploient la plus grande partie de leurs disponibilités en effets de commerce et gardent très peu d'espèces improductives dans leurs caisses. Si une banque privée est l'objet de demandes de remboursements de dépôts, son portefeuille est instantanément transformé en espèces ou en billets de banque ayant cours légal, grâce aux réescomptes que la Banque de France lui accorde par l'émission de ses billets.

Limite du pouvoir d'émission de la Banque de France. —

La limite du pouvoir d'émission de la Banque de France a été successivement fixée à 3.500 millions (1884), 4 milliards (1893), 5 milliards (1897) et 5.800 millions (1906). Le montant des billets en circulation atteignait, au 26 juin 1912, 5.398.917.975 francs.

Cette limitation de l'émission des billets de banque se justifie en cas de crise, quand le billet de banque ayant cours forcé, présente les caractères du papier-monnaie. En temps normal, elle est très dangereuse, parce que la Banque, ayant atteint sa limite d'émission, est obligée de refuser toute nouvelle opération d'escompte, ce qui gêne le commerce. La Banque pourrait être autorisée à émettre ses billets sans limite, parce qu'étant obligée de les rembourser à vue, elle ne dépasserait pas les besoins du commerce.

SITUATION HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE AU 26 JUIN 1913 (Paris et succursales)

Actif :

Encaisse de la Banque :		Francs
Or.....	3.316.998.877	3.940.647.843
Argent.....	623.648.966	
Effets échus hier à recevoir ce jour.....		480.879
Porte- feuille de Paris.	<div> <div>Effets sur Paris... 651 511.959</div> <div>Effets sur l'Étrang 16.722.762</div> <div>Effets du Trésor. 36.106</div> </div>	668.270.827
Portefeuille des succ ^{les} .	<div>Eff. sur place 986.942.500</div> <div>Eff. du Trésor 495.662</div>	987.438.162
Avances sur lingots et monnaies à Paris....		15.394.000
Avances sur lingots et monnaies dans les succ.		»
Avances sur titres à Paris.....		200.189.603
Avances sur titres dans les succursales....		533.814.425
Avances à l'État. (Loi du 29 décembre 1911)..		200.000.000
Avances temporaires au Trésor public. Inon- dations 1910. (Loi du 18 mars 1910).....		6.398.500
Rentes de la réserve (Loi du 17 mai 1834) ..		10.000.000
Rentes de la réserve (ex-banque départ.)...		2.980.750
Rentes disponibles.....		98.401.518
Rentes immobilisées. (Loi du 9 juin 1857) (y compris les 9.125.000 de la réserve) ...		100.000.000
Hôtel et mobilier de la Banque.....		4.000.000
Immeubles des succursales.....		38.011.275
Dépenses d'administration de la Banque et des succursales.....		1.102
Emploi de la réserve spéciale.....		8.304.499
Divers.....		270.250.759
TOTAL.....		7.084.584.145

Passif :

Capital de la Banque.....	182.500.000
Bénéfices en addition au capital (article 12, loi du 17 novembre 1897).....	8.006.145
Réserves { Loi du 17 mai 1834.....	10.000.000
mobilières. { Ex-banques départementales.	2.980.750
{ Loi du 9 juin 1857.....	9.125.000
A reporter.....	<hr/> 212.611.895

<i>Report</i>	212.611.895
Réserve immobilière de la Banque.....	4.000.000
Réserve spéciale.....	8.407.444
Billets au porteur en circulation. (Banque et succursales).....	5.398.917.975
Arrérages de valeurs transférées ou déposées	19.541.783
Billets à ordre et récépissés payables à Paris et dans les succursales.....	3.675.511
Compte courant du Trésor.....	450.388.157
Comptes courants de Paris.....	645.165.324
Comptes courants dans les succursales.....	86.883.444
Dividendes à payer.....	19.668.792
Escomptes et intérêts divers à Paris et dans les succursales.....	1.542.226
Réescompte du dernier semestre à Paris et dans les succursales.....	5.532.896
Divers.....	228.248.698
TOTAL	7.084.584.145

Le bénéfice de la semaine s'établit à fr. 1,542,226 contre fr. 1,089,843 pour la période correspondante de 1912. Le bénéfice du semestre arrêté à ce bilan se chiffre par fr. 40,093,129, au lieu de fr. 27,962,142 pour le semestre correspondant de l'an dernier.

Le tableau suivant indique la situation de la Banque de France au 26 juin pendant les cinq dernières années; on a rapproché des principaux éléments de son bilan le prix du blé, le cours du change sur Londres, le cours de la rente française et des consolidés. On voit que les fonds publics ont baissé en Angleterre comme en France; le taux de l'escompte a monté de 1 0/0 à Paris et de 2 0/0 à Londres.

TABLEAU FINANCIER RÉSUMANT LA SITUATION EN JUIN 1913
COMPARÉE AU MÊME MOIS DES ANNÉES PRÉCÉDENTES

	1 ^{er} juillet 1909	30 juin 1910	29 juin 1911	27 juin 1912	26 juin 1913
	millions	millions	millions	millions	millions
Banque de France :					
Circulation.....	5.110,0	5.236,3	5.126,1	5.110,6	5.398,9
Encaisse.....	4.598,6	4.285,9	4.064,0	4.082,5	3.940,6
Portefeuille.....	877,2	1.157,4	1.214,6	1.206,9	1.655,7
Avances aux part..	517,9	546,4	635,4	673,3	749,3
— à l'Etat...	180,0	180,0	180,0	200,0	200,0
Compt. cour. Trésor	195,7	152,5	291,3	359,5	450,3
— — part..	791,9	738,9	675,3	742,2	732,0
Taux d'Escompte..	3 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	4 0/0
Bons du Trésor à 1 an.	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0	1 0/0
C ^{rs} du 3 0/0 perpét...	97 fr. 40	97 fr. 95	95 fr. 05	92 fr. 95	84 fr. 10
C ^{rs} du 3 0/0 amortis.	97 fr. 85	98 fr. 40	96 fr. 45	95 fr. »	88 fr. 80
Prix du quint. de blé.	26 fr. 60	25 fr. 20	26 fr. »	32 fr. 80	28 fr. 80
Prime de l'or.....	Pair	Pair	Pair	Pair	Pair
Londres court.....	25.18 1/2	25.20 ./.	25.31 ./.	25.23 ./.	25.24 1/2
LONDRES					
Escompte.....	2 1/2 0/0	3 0/0	3 0/0	3 0/0	4 1/2 0/0
Consolidés.....	84 5/16	82 7/16	79 5/8	79 9/16	72 15/16

Banque d'Angleterre. — La Banque d'Angleterre, créée en 1694 pour soutenir le crédit du gouvernement de Guillaume III, obtint en 1708 le privilège exclusif d'émission des billets; seules les associations ne dépassant pas six personnes pouvaient en émettre également.

La Banque d'Angleterre est actuellement régie par l'acte de 1844, qui a décidé qu'aucune nouvelle banque de circulation ne serait créée, celles qui existaient ne pouvant pas émettre plus de billets que ceux qui étaient en circulation en avril 1844 (Act de Robert Peel). Le nombre des banques ayant pouvoir d'émission (100 en 1844) tend chaque année à diminuer par suite de renonciations faites au profit de la Banque d'Angleterre ou d'abandons purs et simples de cette faculté.

Le montant des billets ne peut pas dépasser l'encaisse métallique augmentée d'une somme fixée à 465.000.000 francs. Les billets émis le 25 juin 1913 s'élevaient à 723.490.270 fr.,

tandis qu'ils s'élevaient en France, à la même époque, à 5.398.917.975 francs.

La Banque d'Angleterre qui comporte un département d'émission (Issue Department) et un département d'affaires de banque (Banking Department), n'est pas un établissement de crédit, car elle fait très peu d'opérations de prêt et d'es-compte.

BILAN DE LA BANQUE D'ANGLETERRE (25 JUIN 1913)

(Forme voulue par la loi du 26 juillet 1884.)

DÉPARTEMENT DES OPÉRATIONS D'ÉMISSION (ISSUE DEPARTMENT)

<i>Passif :</i>		Liv. st.
Billets créés.....		55.220.655
TOTAL.....		55.220.655
<i>Actif :</i>		Liv. st.
Dette fixe de l'État.....		11.015.100
Rentes immobilisées.....		7.434.900
Or monnayé et lingots.....		36.770.655
TOTAL.....		55.220.655

DÉPARTEMENT DES OPÉRATIONS DE BANQUE (BANKING DEPARTMENT)

<i>Passif :</i>		Liv. st.
Capital social.....		14.553.000
Réserves et profits et pertes.....		3.247.763
Trésor et Administration publique.....		18.032.270
Comptes particuliers.....		41.304.417
Billets à sept jours.....		25.513
TOTAL.....		77.162.963
<i>Actif :</i>		Liv. st.
Rentes disponibles (à la Banque).....		12.758.173
Portefeuille et avances.....		36.191.168
Billets en réserve (N.-B.).....		26.567.575
Or et argent monnayés.....		1.646.047
TOTAL.....		77.162.963

(Ancienne forme.)

<i>Passif :</i>		Liv. st.
Capital social.....		14.553.000
Réserves et profits et pertes.....		3.247.763
Billets en circulation.....		28.653.080
Billets à sept jours.....		25.513
Trésor et Administration publique.....		18.032.270
Comptes particuliers.....		41.304.417
TOTAL.....		105.816.043
<i>Actif :</i>		Liv. st.
Dette fixe de l'État.....		11.015.100
Fonds publics.....		20.193.073
Portefeuille et avances.....		36.191.168
Encaisse (or et argent), monnaies et lingots.....		38.416.702
TOTAL.....		105.816.043
Réserve en billets.....		497.004

N.B. — Cette réserve est la somme dont peut encore disposer la Banque d'Angleterre en escomptes et avances avant d'avoir atteint la limite légale imposée par l'act de 1844, au delà de laquelle on ne peut faire d'opérations nouvelles qu'au prorata des rentrées du même chef. Il est de tradition que, pour que la Banque d'Angleterre songe à recourir à la hausse du taux de l'escompte, il faut que ladite réserve tende à tomber au-dessous du tiers des comptes courants du Trésor, des Administrations publiques et des particuliers cumulés.

Comme banque de dépôts centralisant les réserves de toutes les banques du pays, elle est le caissier général du commerce et de la finance britanniques. Bien qu'étant aussi une banque de change chargée de procurer de l'or à ses clients pour leurs règlements internationaux, elle détient beaucoup moins d'or que la Banque de France. Son encaisse ne dépasse guère un milliard d'or (928,5 millions d'or au 25 juin 1913, alors que la Banque de France en possédait 3.317 millions). Quand la demande d'or est trop forte, elle en fait venir du Transvaal ou d'Australie, elle élève le taux de son escompte, ou bien elle emprunte de l'or à la Banque de France (75 millions en 1890, 80 millions en 1906 et en 1907).

Les banques privées ou constituées en sociétés anonymes (Joint stock banks) et les escompteurs, sont les véritables dispensateurs du crédit public en Angleterre.

Les commerçants et les particuliers ne gardent pas d'argent entre leurs mains et le versent dans des banques ; les dépôts dans les banques anglaises s'élèvent ainsi à des sommes énormes (21 milliards 1/2 de francs), alors qu'en France le capital, les réserves et les dépôts des grandes banques ne dépassent pas dix milliards.

L'Angleterre fait face à un mouvement d'affaires colossal avec un stock métallique et un nombre de billets de beaucoup inférieurs à ceux qui sont nécessaires en France, grâce à l'usage intensif des chèques, des virements et des opérations de compensation.

Banques d'État. — Le gouvernement peut fournir un capital et réserver le pouvoir d'émission à une banque d'État officielle administrée par des fonctionnaires qu'il nomme et révoque (Allemagne, Russie, Suisse).

Banque de l'empire d'Allemagne (Reichsbank). — Cette banque, créée sur le modèle de la Banque d'Angleterre (1875), est une société en commandite par actions dont le capital est de 180 millions de marks.

Elle est administrée par un conseil de direction dont les membres sont nommés à vie par l'Empereur sur la proposition du conseil fédéral, et par un conseil de surveillance présidé par le chancelier de l'Empire. Leur gestion est vérifiée par la Cour des comptes.

Les actionnaires concourent au fonctionnement de la Banque par l'assemblée générale et par un comité de contrôle et de surveillance dont ils nomment les membres.

Bien que la Banque ait des guichets pour toutes les opérations ordinaires : dépôts, prêts sur titres et sur lingots, escomptes des effets, recouvrement pour le compte des particuliers, c'est plutôt un établissement destiné aux paiements, aux recouvrements ou aux encaissements, et ayant pour but de rendre la circulation monétaire du pays sûre et régulière. Les actionnaires reçoivent un dividende

de 3 1/2 0/0, et l'excédent des bénéfices est partagé entre les actionnaires (25 0/0) et le Trésor de l'Empire (75 0/0).

La Banque d'Allemagne partage le pouvoir d'émission avec quatre banques privées (Bavière, Saxe, Wurtemberg et Bade), qui ont pouvoir d'émission dans ces États respectifs.

La Banque d'Allemagne exerce le pouvoir d'émission jusqu'à concurrence de son encaisse métallique augmentée de 687.500.000 francs : les billets émis à découvert au delà de cette somme sont frappés d'une taxe de 5 0/0.

Le montant des billets émis s'élevait en Juin 1913 à la somme de 1 milliard 942 millions de francs pour une encaisse métallique de 1 milliard 295 millions de francs. En Allemagne, les moyens perfectionnés de paiement par virements ou compensations sont plus développés qu'en France.

Banque Impériale de Russie. — Cette banque d'État (1860), dont le capital appartient au gouvernement, est gérée, sous l'autorité du ministre des finances, par un gouverneur et par un sous-gouverneur assistés de directeurs nommés par décret impérial. Un comité de délégués du commerce forme le conseil de prêt et d'escompte. Elle fonctionne comme banque d'émission chargée d'assurer la circulation monétaire dans le pays ; elle reçoit des dépôts, consent des prêts sur titres ou sur lingots et escompte les effets de commerce.

Le tableau suivant montre qu'elle a une encaisse métallique considérable, presque égale à sa circulation de billets, et comparable à celle de la Banque de France.

BILAN DE LA BANQUE DE L'ÉTAT (RUSSIE), AU 8/21 JUIN 1913

Actif :

	Roubles 1.
Or (lingots, monnaies et bons de l'Administration des mines).....	1.406.485.348,01
Or à l'étranger.....	194.565.803,78
Billon d'argent et de cuivre.....	77.570.607,72
Effets escomptés et autres engagements à terme.....	497.837.593,02
<i>A reporter.....</i>	<i>2.176.459.352,53</i>

1. Le nouveau rouble vaut 2 fr. 666.

<i>Report</i>	2.176.459.352,53
Prêts sur titres.....	191.287.510,87
— sur marchandises.....	78.836.150,85
— aux institutions de crédit populaire.	96.859.756,81
— agricoles.....	14.806.494,98
— industriels.....	18.772.008,53
— au Mont-de-Piété de l'État à Saint-Petersbourg et à Moscou.....	15.922.083,82
Effets protestés.....	2.243.817,07
Titres appartenant à la Banque.....	105.250.806,56
Divers.....	23.280.871,89
TOTAL	2.723.718.853,91

Passif :

Billets de banque en circulation, sous déduction du montant dans les caisses de la Banque (53.044.162).....	Roubles. 1.471.955.838 »
Capital.....	55.000.000 »
Dépôts.....	32.789.835,76
Compte courant du Trésor.....	525.310.382,74
Comptes spéciaux et consignations.....	314.458.000 »
Comptes courants.....	210.876.094,60
Mandats non acquittés.....	8.386.220,84
Intérêts sur les opérations de l'exercice en cours.....	26.013.730,75
Sommes transitoires et divers.....	27.575.645,36
Solde du compte des établissements provinciaux de la Banque.....	51.353.105,76
TOTAL	2.723.718.853,91

Banque nationale Suisse. — La Banque nationale Suisse (Schweizerische national Bank), récemment créée (1907) a un capital fixe de 50 millions, divisé en 100.000 actions de 500 francs. Pour être actionnaire, il faut être citoyen suisse.

La direction est confiée à des fonctionnaires nommés pour six ans par le conseil fédéral. L'assemblée générale des actionnaires exerce un pouvoir de surveillance.

Cette banque escompte des effets, consent des prêts sur titres, émet sous sa responsabilité des billets que la Confédération ne garantit pas. La réserve métallique doit s'élever à 40 0/0 au moins du montant des billets en circulation.

Nous donnons ici un tableau indiquant au 31 décembre 1912 la situation des principaux instituts d'émission mondiaux.

Désignation des Instituts	Encaisse métallique	Billets au porteur en circulation	Comptes courts et dépôts des particuliers	Portefeuille commercial	Avances sur gages mobiliers
(Millions de francs)					
Allemagne :					
Banque de l'Empire.....	1.296,2	3.149,2	(b) 932,5	2.538,9	220,9
Banques privées.....	82,0	193,6	87,0	199,9	36,5
Banque d'Autriche-Hongrie.	1.519,9	2.956,6	288,8	1.471,2	372,8
Banque nat. de Belgique...	287,2	963,4	110,5	706,6	78,6
Banque nat. de Bulgarie (c).	67,5	161,8	141,1	63,6	76,8
Banque nat. de Danemark..	113,1	204,0	13,3	60,8	8,1
Banque d'Espagne.....	1.174,7	1.855,7	470,0	281,0	(e) 395,3
Banque de France.....	3.896,5	5.584,3	649,9	1.719,1	717,2
Banque nat. de Grèce (f)...	16,9	190,1	186,9	46,0	41,0
Italie :					
Banque d'Italie.....	1.148,4	1.700,7	198,9	559,8	129,8
Banque de Naples.....	231,4	421,5	81,6	170,8	30,8
Banque de Sicile.....	54,1	90,1	51,1	72,3	9,6
Banque de Norvège (f).....	54,0	135,1	10,6	75,6	7,1
Banque néerlandaise.....	356,8	665,9	9,9	212,3	172,4
Banque de Portugal.....	86,7	474,2	25,1	123,8	128,0
Banque nat. de Roumanie..	157,8	438,0	»	226,0	28,5
Royaume-Uni :					
Banque d'Angleterre.....	758,2	731,8	976,5	(g) 919,5	»
Banques d'Ecosse.....	167,9	200,1	»	»	»
Banques d'Irlande.....	103,3	195,7	»	»	»
Russie :					
Banque de l'État.....	3.718,1	3.997,3	675,7	1.345,5	(h) 1.114,9
Banque de Finlande.....	37,6	117,5	(i) 27,8	80,4	40,7
Banque nationale de Serbie.	53,9	91,9	13,2	6,5	31,0
Banque royale de Suède....	147,3	319,8	138,9	300,7	(j) 54,9
Banque nationale suisse....	185,9	339,2	(k) 53,5	171,9	25,4
Banque imp. ottomane (l)...	118,2	28,4	283,1	69,0	126,0
Etats-Unis :					
Trésor.....	9.199,8	(o) 9.272,1	»	»	»
Banques nationales (p)....	936,5	3.751,8	(q) 36.150,9	(g) 31.506,8	»
Caisse de conversion de l'Argentine.....	1.114,5	1.730,5	»	»	»
Banque du Japon.....	619,8	1.134,4	26,3	398,6	82,9
Banque de l'Algérie (f).....	65,6	210,7	15,3	374,4	1,1

Désignation des Instituts	Avances sur gages immobiliers	Fonds à l'étranger	Comptes du Trésor		Taux officiel de l'escompte
			Avances à l'Etat et comptes-courants débiteurs	Comptes courants créditeurs et dépôts	
		(Millions de francs)			0/0
Allemagne :					
Banque de l'Empire	"	"	"	"	6
Banques privées	"	"	"	"	"
Banque d'Autriche-Hongrie.	307,5	"	63,0	"	6
Banque nat. de Belgique....	"	"	"	11,9	5
Banque nat. de Bulgarie (c).	(d) 71,4	26,3	"	31,4	6 1/2
Banque nat. de Danemark....	4,5	25,5	"	"	5
Banque d'Espagne.....	"	203,2	355,2	162,7	4 1/2
Banque de France.....	"	"	206,5	237,1	4
Banque nat. de Grèce (f)....	72,6	151,1	61,8	10,5	"
Italie :					
Banque d'Italie	"	34,5	4,5	108,3	6
Banque de Naples.....	"	8,7	0,9	0,9	6
Banque de Sicile	"	2,9	1,4	2,0	6
Banque de Norvège (f).....	2,5	32,1	"	"	5 1/2
Banque néerlandaise.....	"	"	"	21,8	4
Banque de Portugal	"	"	251,4	12,9	6
Banque nat. de Roumanie...	"	"	"	"	6
Royaume-Uni :					
Banque d'Angleterre.....	"	"	275,4	310,9	5
Banques d'Ecosse.....	"	"	"	"	"
Banques d'Irlande	"	"	"	"	"
Russie :					
Banque de l'Etat.....	"	601,6	"	2.533,9	6
Banque de Finlande.....	"	60,4	"	"	6
Banque nationale de Serbie.	"	26,2	5,0	7,6	7
Banque royale de Suède....	3,6	44,8	"	9,0	5 1/2
Banque nationale suisse....	"	"	"	"	5
Banque imp. ottomane (l)...	"	"	36,4	38,8	"
Etats-Unis :					
Trésor.....	"	"	"	"	"
Banques nationales (p)....	"	"	224,1	321,9	"
Caisse de conversion de l'Ar- gentine	"	"	"	"	"
Banque du Japon.....	"	"	67,6	363,7	6,57
Banque de l'Algérie (f).....	"	"	6,0	237,1	"

(b) Y compris les comptes courants des Trésors de l'Empire et des Etats confédérés. — (c) Situation au 20 décembre. — (d) Y compris les prêts agricoles et communaux. — (e) Y compris les comptes de crédit personnel s'élevant à 267,8. — (f) Situation au 30 novembre. — (g) Escomptes et avances réunis. — (h) Y compris les avances personnelles s'élevant à 204,0. — (i) Y compris le compte courant du Trésor. — (j) Y compris les avances personnelles s'élevant à 18,8. — (k) Y compris les comptes courants des administrations fédérales et cantonales. — (l) Situation au 31 octobre. — (o) Se décomposant ainsi : certificats d'or, 4.969,6; certificats d'argent et billets du Trésor de 1890, 2.500,2; greenbacks et billets d'anciens types, 1.802,3. — (p) Situation au 26 novembre. — (q) Y compris les dépôts des banques autres que les banques nationales.

Inconvénients des banques d'État. — On prétend que l'État commet un abus de pouvoir en jouant le rôle de banquier, d'autant plus qu'il ne peut éviter de commettre des actes arbitraires anti-économiques s'il se laisse guider par des considérations politiques.

En cas de crise, une banque d'État n'est pas protégée contre le discrédit qui frappe les finances publiques, tandis qu'un gouvernement, comme le gouvernement français, est certain de trouver crédit auprès d'une banque investie d'un monopole comme la Banque de France (1848, 1870). Si le capital de la Banque n'avait pas été la propriété d'une société privée, la France eut pu être ruinée en 1870, car l'ennemi eût considéré cette somme comme de bonne prise si elle eût été confisquée dans les caisses de l'État.

Change. — Le change peut être local (manuel) ou tiré.

Le *change local* ou manuel a pour objet le troc sur place de pièces de monnaie contre d'autres pièces de monnaie (échange de monnaie française contre des livres anglaises et inversement) ou la vente et l'achat des matières d'or et d'argent.

Le taux du change est la somme (tant pour cent) que le changeur retient au client à titre de rémunération. Le taux du change varie suivant les conditions de l'offre et de la demande, de la dépréciation de la monnaie à échanger et de la facilité avec laquelle le changeur utilise les pièces de monnaie qu'il accepte au change.

Un débiteur se procure par le *change tiré* le moyen de se libérer d'une dette dans un lieu autre que celui de sa résidence. Cette opération peut avoir lieu à l'intérieur d'un pays pour les règlements à faire de place à place, ou entre deux pays différents (change international).

Pour se faire payer par un débiteur résidant à l'étranger, un créancier peut lui demander un envoi d'espèces ou bien tirer une traite sur lui. Le premier procédé est cher, incommodé, long et dangereux, à cause des risques de perte et de vol; de plus, il laisse le créancier dépourvu de titre. Le paiement par une traite n'est pratique que si la dette est payable au domicile du débiteur.

Une troisième méthode, beaucoup plus commerciale, consiste à se faire envoyer par le débiteur une traite payable dans la ville où habite le débiteur et endossée à son nom. C'est ce qu'on appelle une *remise*.

Supposons qu'un marchand de Paris ait à payer à Londres un achat de 10.000 francs; il s'adressera à un courtier de change qui lui procurera une lettre de change payable à Londres; ce titre a été cédé au courtier par un négociant de Paris qui a vendu à Londres pour 10.000 francs de marchandises. Les courtiers de change, les changeurs et les banquiers achètent des lettres de change payables sur toutes les places du monde, et ils les cèdent aux personnes qui ont des paiements à faire à l'étranger.

Cours du change. — Il s'établit donc un cours du change, qui est le prix auquel on paie la marchandise dans le commerce des lettres de change; ce prix, d'ailleurs soumis à la loi de l'offre et de la demande, est variable suivant les places considérées. On donne aux lettres de change, dans ce cas spécial, le nom de *papier*. On achète donc du change ou du papier sur Londres ou sur New-York, suivant que l'on a des paiements à faire sur l'une ou sur l'autre de ces places.

Le change est au pair, d'un pays sur un autre, lorsque les lettres de change émises par les négociants d'un pays, et payables dans l'autre, se vendent pour leur valeur nominale.

Le change est *haut*, d'une place A sur une autre B, c'est-à-dire *au-dessus du pair* ou *défavorable* à la place B, lorsque les lettres de change émises en A sur B se vendent pour une somme supérieure à leur montant nominal.

Le change est *bas* d'une place A sur l'autre B (*au-dessous du pair* ou *favorable* à une place) lorsque les lettres de change émises en A sur B sont vendues pour une somme inférieure à leur montant nominal.

La demande restant uniforme, le taux du change tend à baisser, si l'on met beaucoup de lettres de change en vente sur le marché, et à monter dans le cas contraire. La quantité de lettres de change offertes ou demandées dépend de celles des marchandises échangées entre deux places; on peut dire en résumé que le cours du change est proportionnel

aux importations et aux exportations entre deux pays déterminés. Considérons deux pays à étalon d'or tels que la France et l'Angleterre, qui n'ont pas le même système monétaire.

Avec 1 kilogramme d'or fin on fabrique 3.444 fr. 44 en France et 136,568 souverains en livres sterling (Angleterre); on obtient la valeur d'un souverain, exprimée en francs, en divisant 3.444 fr. 44 par 136,568; le quotient est 25.221. Le souverain anglais ou la livre sterling vaut donc 25 fr. 22 en or. Cela étant, supposons que Paris ait acheté à Londres pour 6 millions de marchandises alors qu'il ne lui en a vendu que pour 2 millions; le nombre de commerçants pouvant tirer des lettres de change payables à Londres sera trois fois moins grand que le nombre de commerçants ayant besoin d'acheter des lettres de change pour régler des achats à Londres; il y aura concurrence entre les acheteurs de lettres de change, dont le prix tendra à s'élever au delà de leur montant nominal. Ainsi une traite de 100 livres sur Londres se vendra au-dessus de 2.522 francs.

Au contraire, si Paris a vendu à Londres pour 6 millions de marchandises et ne lui en a acheté que pour 3 millions, le phénomène inverse se produit. La somme pour laquelle des traites pourront être tirées par les commerçants de Paris sur Londres est deux fois plus grande que la somme pour laquelle des commerçants de Paris ont besoin d'acheter des traites afin de régler des achats à Londres; la concurrence entre vendeurs de lettres de change les obligera à consentir un sacrifice pour pouvoir les vendre. Ainsi une traite de 100 livres se vendra au-dessous de 2.522 francs.

Si on étudie le change entre un pays à étalon d'or et un pays à étalon d'argent, on constate que le cours du change varie suivant l'offre et la demande des traites et suivant la valeur de l'argent par rapport à l'or. Dans les rapports d'un pays à étalon d'or et d'un pays à monnaie de papier dépréciée, il faut tenir compte de la dépréciation du papier-monnaie en plus de l'offre et de la demande des traites. Si l'on a entre les mains une traite de 500 francs sur un pays dans lequel 500 francs de monnaie intérieure ne représentent que 250 francs de bonne monnaie, le taux de l'escompte peut

baisser jusqu'à 300 0/0, et cette traite ne vaudra jamais plus de 500 francs. Dans un tel pays, il existe une véritable prime à l'exportation de ses produits; le paiement étant fait en monnaie dépréciée du pays, l'acheteur règle ses achats à très bon compte, ce qui l'incite à augmenter ses commandes.

Limite supérieure du change. — Point d'or (Gold Point). —

Le taux du change ne peut pas dépasser la limite maximum correspondant au prix de transport du numéraire.

Si le transport d'une livre sterling de France en Angleterre coûte 0 fr. 19, le change sur Londres ne pourra dépasser 25 fr. 22 + 0 fr. 19 = 25 fr. 41 par livre (25 fr. 22 en or), car si le change s'élevait au-dessus de cette limite, il y aurait avantage, au lieu d'acheter une traite sur Londres, à envoyer en numéraire le montant des sommes dues. Cette limite maximum s'appelle le point de sortie de l'or (gold point).

La limite inférieure du change est égale à la différence entre la valeur normale de la livre en or (25 fr. 22) et le prix de transport du numéraire (0 fr. 19), soit 25 fr. 03.

En effet, si le change descendait au-dessous de 25 fr. 03, les négociants de Paris qui possèdent des traites payables à Londres, au lieu de les vendre au-dessous de 25 fr. 03, les feraient toucher à Londres et s'en feraient expédier le montant en monnaie. C'est le point d'entrée de l'or.

L'arbitrage et la répercussion exercée par le change sur le mouvement d'importation et d'exportation ramènent et maintiennent le change entre deux pays au taux normal.

L'arbitrage consiste à acheter des lettres de change sur une place où elles sont bon marché pour les revendre avec bénéfice sur une autre où elles sont chères.

Supposons que le change soit haut de Paris sur Londres, mais qu'il soit bas de Berlin sur Londres; l'arbitragiste (cambiste) achètera à Berlin du papier sur Londres et le vendra à Paris; l'équilibre sera ainsi vite rétabli entre l'offre et la demande, ce qui fera baisser le change de Paris sur Londres.

Lorsque le change est haut de Londres sur Paris, les commerçants anglais réalisent un double bénéfice sur le prix

des marchandises qu'ils écoulent en France et sur la vente des lettres de change qu'ils tirent sur Paris. Ce dernier profit est souvent plus élevé que l'autre, et les commerçants anglais ont alors intérêt à diminuer autant que possible le prix de vente de leurs marchandises pour augmenter le chiffre des ventes en France et par conséquent le nombre de lettres de change qu'ils pourront émettre sur Paris. Ceux qui achètent en France diminueront au contraire leurs acquisitions en raison de la cherté du change. L'offre du papier sur Paris augmentera tandis que la demande restera la même ou diminuera, ce qui fera baisser le taux du change.

Nous donnons ci-après un tableau donnant le cours du change sur les principaux marchés du monde avec les prix des matières d'or et d'argent.

COURS DES CHANGES (26 juin 1913)

CHANGES	CHÈQUE-VERSEMENT PAPIER COURT	PAPIER A TROIS MOIS	ESCOMPTE à l'étranger
Londres	25.23 à 25.26	25.23 à 25.25	4 1/2
Allemagne.....	123 13/32 à 123 21/32	123 3/8 à 123 5/8	6 0/0
Belgique.....	99 1/4 à 97 3/8	99 3/8 à 99 1/2	5 0/0
Espagne.....	457 1/2 à 462 1/2	456 1/2 à 461 1/2	4 1/2
Hollande.....	207 5/8 à 208 1/8	207 5/8 à 208 1/8	5 0/0
Italie.....	97 3/16 à 97 7/16	97 3/16 à 97 7/16	6 0/0
New-York.....	516 1/4 à 519 1/4	515 1/4 à 518 1/4	5 0/0
Portugal.....	480 à 490	475 à 485	5 1/2
St-Petersbourg..	264 1/4 à 266 1/4	263 1/4 à 265 1/4	6 0/0
Scandinavie....	138 à 139	138 à 139	5 1/2
Suisse.....	99 11/16 à 99 13/16	99 11/16 à 99 13/16	5 0/0
Vienne.....	104 5/16 à 104 9/16	104 1/4 à 104 1/2	6 0/0

Le tableau ci-dessous représente la cote officielle des changes des principaux pays intéressant les capitaux français.

Madrid	Change sur Paris....	108 65	contre	108 90
Barcelone.....	—	108 70	—	109
Lisbonne.....	—	619	—	616
Buenos-Ayres..	Prime sur l'or.....	127 27	—	127 27
Rio-Janeiro...	Change sur Londres..	16 1/8	—	16 1/8
Valparaiso....	—	9 25/32	—	9 29/32

MATIÈRES D'OR, D'ARGENT, ETC.

Or en barre, 1000/1000. Le kg., 3.437 ^r	Pair	à 1 .. 0/00 pr.
Argent en barre, 1000/1000. Le kg.....	97 ..	à 99
Quadruples Espagnols.....	79 50	à 81 50
— Colombiens et Mexicains...	80 50	à
Piastres Mexicaines.....	2 35	à 2 38
Souverains Anglais.....	25 18 1/2	à 25 21 1/2
Banknotes.....	25 21 1/2	à 25 24 1/2
Aigles des Etats-Unis.....	51 50	à 51 60
Guillaumes (20 marks).....	24 55	à 24 60
Impériales (Russie), titre 916 millièmes)-	20 55	à 20 60
— — nouveau titre 900 mil.	40 ..	à
— — — 1/2 Imp., 900 m.	20 ..	à
Couronnes de Suède.....	27 50	à

Indications fournies par le change aux commerçants et aux banquiers. — Le change fournit aux commerçants, et en particulier aux banquiers, des indications très utiles.

Les commerçants qui achètent des marchandises à l'étranger ont intérêt à être tenus constamment au courant du cours du change. En effet, pour calculer le prix de vente de leurs marchandises dans le pays où ils les importent, ils doivent tenir compte du prix d'achat, des frais de transport d'assurance et de douanes et aussi du change qu'ils auront à subir au moment où ils opéreront le paiement de leurs achats.

Les commerçants qui vendent des marchandises à l'étranger doivent aussi tenir compte du cours du change pour fixer leur prix de vente. Si le change est haut du pays d'exportation sur le pays d'importation, les commerçants ont intérêt à diminuer le prix de vente des marchandises pour augmenter le chiffre d'affaires, en raison du bénéfice que procurera la vente des lettres de change qu'ils pourront tirer sur la place où ils expédieront leurs produits.

La connaissance du change est surtout utile aux banquiers.

En effet, quand le taux du change s'élève, et que les commerçants ont de gros paiements à faire à l'étranger, le papier sur l'extérieur peut ne pas exister en quantité suffisante pour satisfaire à toutes les demandes. S'il y a une différence importante à solder en numéraire, les banquiers sont alors menacés de retraits considérables en espèces. Pour défendre leur encaisse, ils élèvent le taux de l'escompte.

Il existe donc un lien de dépendance étroite entre le taux du change et celui de l'escompte. L'élévation du taux de l'escompte entraîne alors automatiquement une baisse progressive du change qui tend de nouveau vers le pair.

La cherté de l'argent déprécie les effets de commerce et les marchandises et les commerçants étrangers passent des ordres considérables ; au bout de quelque temps le pays est créancier de l'extérieur pour des sommes élevées ; l'or afflue, le change baisse et se rapproche du pair.

CRÉDIT RÉEL

L'affectation d'un bien à la garantie d'une obligation constitue le *crédit réel* (crédit immobilier ou hypothécaire, crédit agricole, crédit mobilier).

Crédit immobilier ou hypothécaire. — Le crédit immobilier ou hypothécaire repose sur l'affectation d'un immeuble, par voie d'hypothèque à la garantie d'un prêt d'argent. Une loi bien faite concilie à ce point de vue les intérêts opposés du prêteur et de l'emprunteur.

Avant le prêt, le capitaliste s'assure que l'immeuble offert en garantie appartenant réellement à l'emprunteur n'est pas grevé d'hypothèques antérieures. Le prêt une fois consenti, le prêteur ayant lui-même besoin d'argent, cède son droit d'hypothèque et le convertit en espèces. En cas de non-remboursement à l'échéance, le prêteur réalise son gage par une procédure simple et peu coûteuse.

Au point de vue de l'intérêt du débiteur, l'emprunt hypothécaire, facile et économique, doit pouvoir se libérer par voie d'amortissement ou de purge.

Le système hypothécaire français présente de graves inconvénients. Les registres des conservateurs des hypothèques, qui assurent la publicité du transfert de propriété et des droits immobiliers, sont tenus au nom des propriétaires et non des immeubles. La publicité, personnelle au propriétaire, est donc relative au lieu d'être absolue et réelle. Les hypothèques légales du mineur, de l'interdit et

de la femme mariée sont dispensées de l'inscription. Les frais de constitution et de réalisation des hypothèques sont élevés; la cession de l'hypothèque est subordonnée à des formalités trop compliquées; la purge n'est malheureusement permise ni au débiteur ni à un bailleur de fonds disposé à prêter de l'argent pour se substituer au premier prêteur.

Un député au Parlement australien, sir R. Torrens, a fait voter en 1858 une loi consacrant un système nouveau réglementant la propriété foncière (Torrens Act). Dans ce système, le conservateur des hypothèques tient des livres fonciers dont chaque feuillet spécial à un immeuble, le définit juridiquement en faisant connaître immédiatement le nom de son propriétaire actuel et les charges qui le grèvent (hypothèques, etc.). Les recherches sont très rapides, la publicité s'applique à l'immeuble et non au propriétaire.

Le conservateur des hypothèques est un juge qui examine la régularité des actes qu'on lui soumet pour être consignés sur le livre foncier. Il refuse son concours quand il les estime non valables, si celui qui les consent n'est pas le véritable propriétaire ou qu'il n'est pas capable de les consentir. Le propriétaire, inscrit comme tel sur le livre foncier, possède cette qualité à l'égard de tous, et celui qui contracte avec lui au sujet de l'immeuble est à l'abri de toute réclamation.

On délivre au propriétaire un titre, identique au livre foncier, qui porte la description de l'immeuble avec l'indication de ses charges. Le propriétaire qui veut vendre son bien se procure dans le commerce une formule imprimée qu'il remplit et il l'adresse avec son titre de propriété au conservateur (General Registrar). Celui-ci, après vérification, mentionne la cession sur le registre, délivre à l'acquéreur un nouveau titre et annule celui du vendeur.

Ce système, très commode, consacre la mobilisation du sol; la terre étant cédée aussi facilement que des meubles, l'usure est en grande partie évitée. Une loi de 1885 a institué le fonctionnement de l'acte Torrens en Tunisie. L'introduction de cette réforme en France est difficile, car elle est liée à la révision du cadastre parcellaire, qui imposerait à l'Etat et aux communes une dépense évaluée à 600 millions.

On a proposé de mobiliser le crédit hypothécaire en donnant aux certificats d'inscription hypothécaire la facilité de circulation des effets de commerce. Ce système a un grand intérêt pratique. Les propriétaires fonciers trouvant difficilement à emprunter de l'argent, sont en effet dans l'impossibilité de rembourser des emprunts à courts termes ou de payer les intérêts très élevés que leur réclament les usuriers pour des emprunts à longue échéance. En Allemagne, il existe deux procédés de mobilisation du crédit hypothécaire.

L'un consiste à donner aux obligations hypothécaires, constatées par acte notarié, la forme de titres à ordre transmissibles par endossement comme les effets de commerce.

Un autre consiste dans la création de bons fonciers délivrés par le conservateur des hypothèques, par coupures de 100 à 500 francs jusqu'à concurrence de la valeur déclarée de l'immeuble. Le propriétaire garde ces bons en portefeuille et les met en circulation au fur et à mesure de ses besoins, comme s'il émettait des traites.

Ces bons fonciers, titres au porteur indépendants de toute créance, sont garantis par la valeur de l'immeuble sur lequel ils sont établis. Une loi française de l'an III avait autorisé la création de bons analogues (cédules hypothécaires).

Ces systèmes ne donnent pas de bons résultats, en raison de l'incertitude du public sur la solvabilité du débiteur ou sur la valeur de l'immeuble hypothéqué; lorsque le remboursement de la créance n'est pas effectué exactement à l'échéance, la réalisation du gage hypothécaire est difficile.

La création de banques hypothécaires dites de « crédit foncier », comme les Crédits fonciers de France, d'Autriche, etc., a eu au contraire un grand succès.

Crédit foncier de France. — Le Crédit foncier de France (1852), société anonyme privée placée sous le contrôle de l'Etat qui en nomme le Gouverneur, consent des prêts hypothécaires.

Il sert d'intermédiaire entre les capitalistes et les propriétaires en émettant des obligations au porteur à primes et à lots, portant un intérêt annuel de 3 0/0, remboursables en général au bout de soixante-quinze ans, par voie d'amortissement, à la suite de tirages au sort trimestriels.

Il prête ces capitaux aux propriétaires sur hypothèque, pour un temps qui varie de un à soixante-quinze ans moyennant un intérêt de 4,99 à 5,34 0/0; le propriétaire, remboursant tous les ans une somme un peu supérieure à l'intérêt stipulé, amortit automatiquement le capital et se trouve libéré en versant sa dernière annuité.

Cette combinaison présente de grands avantages pour le propriétaire, qui emprunte pour un temps assez long, à un taux modique, en se libérant insensiblement.

D'autre part, le créancier conserve la libre disposition de son capital par la facilité qu'il a de vendre en bourse le titre représentant sa créance; sa garantie est de premier ordre, car il a comme gage la solvabilité du Crédit foncier et les hypothèques consenties au Crédit foncier par les emprunteurs. La solidité du gage est assurée par deux règles : le Crédit foncier ne prête que sur première hypothèque et la somme prêtée est toujours inférieure à la moitié de la valeur du gage.

Le Crédit foncier jouit de faveurs destinées à faciliter sa mission. Quoique simple prêteur, il peut purger l'immeuble des hypothèques antérieures pour s'assurer le premier rang. Il est dispensé du renouvellement décennal pour ses fonctions d'hypothèques. Aucun délai de grâce n'est accordé aux propriétaires qui ont emprunté au Crédit foncier.

On a adressé au Crédit foncier le reproche de prêter surtout aux propriétaires urbains en vue de la construction d'immeubles, en négligeant le crédit agricole, car les paysans s'adressent aux notaires pour leurs emprunts.

Crédit agricole. — Le crédit agricole a pour but de procurer à l'agriculteur des fonds de roulement pour son exploitation (engrais, semences, bestiaux, etc.) sans faire intervenir la propriété du sol ou des bâtiments.

Le crédit agricole consent des prêts à échéance plus longue que celle des avances commerciales, mais plus courte que celle des prêts hypothécaires du Crédit foncier.

Le crédit agricole a pour garantie non la terre, mais la récolte ou la solvabilité personnelle du cultivateur.

L'organisation du crédit agricole est difficile, car l'agricul-

teur a besoin d'avances pour neuf mois ou un an afin de pouvoir attendre la vente de sa récolte; or, les banquiers escomptent les effets de commerce à trois mois au plus et refusent le papier des agriculteurs qui est trop long.

Le créancier se trouve désarmé vis-à-vis de l'agriculteur qui échappe au Code de commerce en matière de faillite, etc. On a cherché à constituer le crédit agricole en facilitant la mobilisation de l'hypothèque (Acte Torrens), en facilitant la constitution du gage (Magasins généraux, crédit agricole), en instituant des banques de crédit populaire ou agricole fondées sur le crédit personnel des emprunteurs.

Crédit populaire. — Les banques de crédit populaire consentent des prêts à bon marché aux petits producteurs n'offrant aucune solvabilité personnelle. A cet effet, on les réunit en syndicats de vingt à cent cinquante personnes dont les membres assument personnellement et indéfiniment la garantie des engagements pris par chacun d'eux; on en trouve le germe dans les écrits de Prudhon.

Le principe du crédit populaire, applicable au commerce et à l'industrie aussi bien qu'à l'agriculture, a été réalisé en Allemagne, en Italie, en Suisse, mais très peu en France.

Schulze et Raiffeisen ont fondé vers 1848 leurs premières banques, qui présentent des points communs et des différences essentielles.

Les caisses Schulze-Delitsch et Raiffeisen, constituées sous la forme corporative entre personnes se connaissant et habitant la même commune, fonctionnent d'après le principe de la mutualité; les membres d'une même caisse répondent indéfiniment et solidairement, sur tous leurs biens, des engagements contractés. Elles réalisent donc le crédit personnel en faveur de leurs membres et très rarement le crédit réel.

Les caisses Schulze, nettement capitalistes, basées sur des principes économiques rigoureux, ont pour but avoué de faire pénétrer l'habitude de l'épargne dans les classes populaires et de transformer les ouvriers en petits capitalistes.

Les banques Raiffeisen sont des établissements philanthropiques, charitables et chrétiens plutôt que commerciaux. Leur but n'est ni de faire des affaires ni de distribuer des

dividendes mais d'améliorer la condition sociale des ruraux.

Les caisses Schulze ont un capital constitué par les versements des membres et divisé en actions d'environ 1.250 francs que le souscripteur acquitte par versements successifs. Autrefois les caisses Raiffeisen se formaient sans capital ni actions. Elles ont aujourd'hui, pour se conformer à la loi, un capital très restreint et des actions de 10 à 12 marks.

Les caisses Schulze versent à leurs membres des dividendes souvent très élevés (30 0/0, 50 0/0 de l'action). Au contraire, les caisses Raiffeisen ne distribuent qu'un dividende légal très réduit de 60 centimes par membre; les bénéfices sont versés à un fond de réserve destiné à faire face aux prêts, à abaisser le taux de l'intérêt et à contribuer à des travaux d'utilité commune pour le district.

Tous les employés des caisses Schulze sont rémunérés comme ceux des banques ordinaires, tandis que dans les caisses Raiffeisen le caissier seul est rémunéré.

Les caisses Schulze font surtout des prêts au commerce et à l'industrie. Les caisses Raiffeisen prêtent aux agriculteurs pour leur permettre d'acheter des semences, du fumier, etc.

Les fondations Schulze forment une vaste fédération ayant consenti plus de 3 milliards de prêts et comprenant un millier de caisses avec 500.000 membres. Le capital ou les dépôts dépassent un milliard. On compte actuellement plus de 5.000 caisses Raiffeisen (300.000 membres). Il existe aussi en Allemagne environ dix mille associations de crédit agricole système Haas (type Raiffeisen). Le total des prêts agricoles en Allemagne est évalué à près de 8 millions par an.

Les banques populaires fondées en Italie par MM. Vigano et Luzzati, où les fonctions sont gratuites (Raiffeisen), comportent des actions et distribuent des dividendes (Schulze).

Le capital de la banque populaire de Milan (1866) est passé de 700 francs à plus de 8 millions de francs. Le nombre des banques du même genre est considérable.

En Suisse, plusieurs banques de crédit populaire ont été fondées, notamment à Berne (1878).

Crédit agricole en France. — L'organisation du crédit agricole a donné lieu, en France, à des lois relatives à la créa-

tion des sociétés de crédit agricole (1894-1910), ou instituant des caisses régionales de crédit agricole mutuel (1899).

La loi de 1910 a institué le crédit individuel à long terme pour faciliter l'acquisition, l'aménagement, la transformation et la reconstitution des petites exploitations rurales.

Le crédit agricole est assuré par des syndicats agricoles ou par des sociétés d'assurances mutuelles agricoles au moyen de caisses locales de crédit mutuel (type Raiffeisen) dont les associés sont indéfiniment responsables les uns pour les autres. Des caisses régionales facilitent leur fonctionnement en centralisant leurs opérations.

Le gouvernement met à la disposition des caisses locales, par l'intermédiaire des caisses régionales, sous forme de prêts remboursables sans intérêts, des capitaux mis à la disposition du Trésor par la Banque de France en exécution de la convention par laquelle son privilège a été renouvelé.

Les caisses locales consentent à leurs membres des prêts à court terme pour achats d'engrais, de semences, de machines agricoles ou (depuis 1910) des prêts à long terme pour acquisition, aménagement, transformation et reconstitution de petites exploitations rurales.

Il existe environ cent caisses régionales et plus de 4.000 caisses locales groupant environ 200.000 adhérents. Ces caisses disposent d'un fonds de roulement supérieur à 50 millions dont 35 représentent la contribution de l'État.

Crédit mobilier. — Les monts-de-piété et les magasins généraux prêtent sur objets mobiliers ou sur marchandises.

Les *monts-de-piété* prêtent sur gage et sont surtout destinés à venir en aide aux ouvriers et aux petits employés momentanément gênés; ils sont également utilisés par les petits commerçants et les petits industriels, mais dans une moins large mesure; les prêts consentis par ces établissements visent plutôt la consommation que la production et leur influence sur le développement des richesses est nul.

Les *magasins généraux* sont de vastes entrepôts dans lesquels les commerçants déposent leurs marchandises en échange d'un récépissé et d'un warrant qui en indiquent la nature, le poids et la qualité. Le récépissé et le warrant sont

des titres à ordre, transmissibles par voie d'endossement, comme la lettre de change; le propriétaire de la marchandise les endosse au nom de la personne à qui il désire transférer la propriété de ses dépôts. Il peut aussi donner la marchandise en gage d'un prêt par l'endossement au profit du prêteur du warrant.

Le récépissé et le warrant peuvent se transmettre avec la même facilité que des effets de commerce, sans déplacement de la marchandise. A l'échéance, le porteur du warrant détaché du récépissé a les droits d'un créancier gagiste; il fait saisir la marchandise dans les magasins généraux, la met en vente et se paie le premier sur le prix de vente.

Le porteur d'un récépissé est propriétaire de la marchandise mais, grevée d'un droit de gage; il ne peut se la faire délivrer par les magasins généraux qu'en consignat la somme nécessaire pour désintéresser le créancier.

Les magasins généraux dispensent les commerçants de posséder des locaux pour lesquels ils paieraient un loyer élevé et d'entretenir un personnel; étant autorisés à faire des avances sur les marchandises qu'ils reçoivent en dépôt, ils constituent donc de véritables banques de prêts sur meubles.

Warrants agricoles. — Un agriculteur peut donner en gage à des créanciers ses récoltes, mais non son matériel ni son bétail, tout en les gardant dans ses greniers ou en les déposant dans les magasins de syndicats ou de coopératives (1898-1906). L'emprunt et le gage sont constatés par un warrant transmissible par endossement publié par une inscription faite au greffe de la justice de paix du domicile du débiteur. Le détournement du gage par le débiteur est considéré comme un abus de confiance. Une procédure simple et rapide permet de réaliser le gage à l'échéance.

DÉFINITION DU CRÉDIT PUBLIC

Les États ont souvent recours au crédit public, soit pour combler des insuffisances budgétaires temporaires ou définitives au moyen d'obligations à court terme (dette flottante), soit pour solder les dépenses extraordinaires qu'entraînent

les suites de calamités publiques, la création ou l'accroissement de l'outillage national; dans ce dernier cas les emprunts sont à long terme et même perpétuels (dettes consolidées ou amortissables).

Si on laisse s'augmenter la dette flottante, on est forcé de l'éteindre par un grand emprunt onéreux à placer, car cette opération est l'indice d'une mauvaise situation financière.

Le crédit public s'appuie non sur les garanties directes, mais sur les présomptions tirées de la vitalité du pays, de sa force d'expansion économique et aussi de l'honnêteté qui oblige une nation à remplir les engagements pris à toutes les époques de son existence.

Légitimité et opportunité des emprunts publics. — Un emprunt perpétuel à long terme procure à l'État des ressources immédiates mais lui impose une charge d'intérêts qui le grève pour toujours ou pour de longues années.

Quand les fonds provenant d'un emprunt sont consacrés à la constitution ou à l'accroissement de l'outillage national de voies ferrées productives, l'emprunt est un mode de l'épargne, l'argent dépensé se retrouve sous la forme d'un domaine industriel d'État et il sert, en outre, à développer l'énergie vitale ainsi que l'activité économique du pays. Il n'en est pas de même des emprunts de guerre.

Dans certains pays, notamment en Angleterre, l'État rembourse très rapidement une grande partie des dépenses de guerre par des accroissements temporaires d'impôts.

C'est ainsi qu'ont été payées, au moyen d'un supplément demandé à l'income tax, les dépenses occasionnées à l'Angleterre par la guerre du Transvaal. Les États-Unis ont remboursé de même les frais de la guerre de Sécession et la situation financière de ce pays est restée très brillante, malgré les dépenses auxquelles il s'est livré en utilisant les disponibilités du Trésor.

L'État peut choisir entre trois systèmes d'emprunts : rentes perpétuelles, emprunt à longue échéance ou à court terme.

Dette perpétuelle ou consolidée. — En général la dette

consolidée perpétuelle forme une forte fraction de la dette publique d'un État.

Le remboursement de la dette perpétuelle n'étant jamais exigible par le créancier, le gouvernement reste seul maître de se libérer à un moment choisi par lui, s'il le juge utile. S'il en était autrement, l'époque fixée pour le remboursement pourrait coïncider avec de grandes dépenses ou avec des embarras financiers, de sorte que l'État ne pourrait pas faire face à ses engagements et verrait son crédit diminué ou anéanti.

L'existence de l'État ayant une durée indéfinie, le créancier n'a pas à craindre de voir son capital disparaître, car ce capital augmente même avec le développement du pays; il peut le recouvrer à tout instant, en négociant ses titres dans des conditions toujours connues et déterminées, car les fonds publics ont un marché étendu qui n'est que très rarement influencé d'une manière sensible.

La valeur des espèces métalliques tendant sans cesse à diminuer, le service de la dette perpétuelle devient de moins en moins onéreux pour l'État qui pourrait se libérer en versant une valeur inférieure à celle qu'il a touchée lors de la souscription.

Le principal danger de l'emprunt perpétuel c'est que l'État accumule, en ne remboursant jamais, des dettes successives dont il ne peut plus se libérer. Les dettes des grandes puissances sont, en effet, trop fortes pour qu'elles puissent espérer disposer de sommes suffisantes pour désintéresser leurs créanciers.

La rente perpétuelle est donc le mode d'emprunt le plus usité. L'État prend l'engagement de servir à perpétuité un intérêt annuel à chaque prêteur sans que celui-ci ait jamais le droit de réclamer le remboursement de son capital. La dette d'État correspondant à cette forme d'emprunt est appelée dette fondée ou consolidée. L'État se réserve la faculté de se libérer à tout moment du paiement des intérêts en remboursant le capital.

L'État emploie ce procédé d'emprunt lorsqu'il a besoin de sommes considérables qu'il ne peut rembourser facilement à l'aide de ses ressources ordinaires.

Les rentes sur l'État sont inscrites sur le Grand Livre de la Dette publique (Dette inscrite) créée par la Convention nationale (1793). On délivre au crédit-rentier des titres nominatifs ou au porteur constatant l'inscription de sa dette au Grand Livre. Le versement de l'emprunt est réalisé par voie de souscription publique dans les caisses de l'État et des grands établissements de crédit. Les titres de rentes étant généralement émis au-dessous du pair, l'État remet au prêteur, pour le prêt d'une somme de 60 francs ou de 80 francs, un titre remboursable à 100 francs et produisant un intérêt annuel de 3 à 7 0/0.

Système d'émission, négociations en banque et souscriptions publiques. — Les États dont le crédit est très solide peuvent seuls affronter le marché des fonds publics et s'adresser directement à l'épargne populaire, au lieu de passer par l'intermédiaire des syndicats de banques. En cas de crise cependant la collaboration des maisons de banque permet seule d'agir avec assez de rapidité, les autres procédés étant trop lents.

Quand l'État met un emprunt en adjudication, il y a concurrence entre les Banques et il obtient un taux avantageux bien qu'il abandonne une prime à l'intermédiaire. Si, au contraire, l'État s'adresse directement au public, il lui est très difficile de fixer le taux d'émission, car, en ce cas, les conseils désintéressés des banquiers lui font défaut. Si le taux d'émission est fixé trop haut, la souscription échoue, et, dans le cas contraire, l'État subit une perte, puisqu'avec l'aide des Banques, il eût pu obtenir un taux plus avantageux.

Actuellement, d'ailleurs, c'est le mode d'emprunt par souscription publique qui prévaut et les Banques s'assurent un bénéfice en souscrivant au taux d'émission un nombre de titres considérable qu'elles revendent au public avec prime. Étant donné l'importance des capitaux disponibles, les emprunts sont toujours couverts en France et dans les pays riches en numéraire (échecs en Allemagne) un grand nombre de fois et les souscripteurs ne reçoivent qu'un nombre de titres très inférieur à leur demande. Aussi les souscrip-

tions sont-elles majorées en conséquence; un rentier qui désire dix titres doit en souscrire au moins cent. C'est ce qui fait que le public semble offrir 5 milliards pour un emprunt de 500 millions, alors qu'il ne dispose, en réalité, que d'une somme bien moindre.

On facilite le paiement des souscriptions en échelonnant les versements, et il est rare que l'on ait à exécuter des souscripteurs par suite de non-paiement dans les délais.

Emprunts à longue échéance. — Dette flottante. — L'État peut emprunter sous la condition de rembourser le capital au bout de trente ou quarante ans. La dette est exigible à la date fixée pour le remboursement. L'État est alors obligé de s'exécuter comme un débiteur ordinaire; mais si la situation de ses finances ne lui permet pas de se libérer, il contracte un emprunt en rentes perpétuelles dont le produit lui sert à payer ses créanciers; c'est ce que l'on appelle transformer une dette flottante en dette consolidée.

La dette flottante représente un ensemble formé: 1° d'engagements remboursables à divers titres, notamment le fonds de roulement du Trésor; 2° des déficits des budgets antérieurs non encore balancés par un emprunt ou par des excédents; 3° des comptes spéciaux tels que les avances faites à la caisse des chemins vicinaux, à la caisse des écoles, etc. On conçoit, en effet, qu'un État ait besoin d'un fonds de roulement tout comme un commerçant. Ce fonds de roulement peut être constitué au moyen de bons à court terme (de trois mois à un an) que l'État émet et qu'il place facilement à des taux très bas. Ce système est usité notamment en France (Bons du Trésor) et en Angleterre (Bons de l'Échiquier).

Les caisses des comptables de l'État peuvent alimenter également le fonds de roulement, car elles sont, en somme, les succursales du Trésor à qui elles ouvrent des comptes courants. L'État bonifie un intérêt à ses comptables pour leurs avances.

L'État dispose aussi des cautionnements en espèces d'un grand nombre de fonctionnaires, des fonds des communes et des établissements publics qui sont tenus de déposer leurs

capitaux libres dans les caisses du Trésor, du compte courant de la Caisse des Dépôts et Consignations et des fonds de diverses caisses d'épargne postale et autres. La Banque de France sert également de banquier à l'État qui peut puiser dans son compte courant les fonds nécessaires pour éviter d'émettre une trop grande quantité de Bons du Trésor.

La dette flottante ne doit pas être trop forte et il peut être dangereux de lui faire supporter pendant trop longtemps les découverts résultant de déficits budgétaires.

En général, on consolide périodiquement la dette flottante par l'émission d'un emprunt, ce qui est, d'ailleurs, une très mauvaise solution.

Quand l'impôt rentre trop lentement, pour assurer le fonctionnement continu des services publics, l'État émet des emprunts à court terme sous forme d'effets publics appelés « Bons du Trésor », remboursables à 3, 6 ou 12 mois et portant un intérêt de 1 à 1/2 0/0. Ces titres sont très recherchés par les agents de change, notaires, commerçants, etc., qui veulent engager leurs capitaux pendant un temps restreint.

Crédit de l'État. — Le crédit de l'État repose, comme celui des particuliers, sur la confiance qu'il inspire aux capitalistes par sa solvabilité et par la régularité avec laquelle il s'acquitte de ses engagements. Un État disposant de revenus réguliers, et considéré comme un débiteur exact, possède un crédit illimité. Les États qui répudient leur dette ou qui font banqueroute perdent tout crédit.

On a soutenu que l'État puisait un double élément de crédit, qui fait défaut aux simples particuliers, dans la puissance publique dont il dispose et dans son caractère de personnification de la nation. Il peut ainsi imposer aux capitalistes l'obligation de souscrire à ses emprunts ou compter sur leur patriotisme pour se procurer les ressources dont il a besoin. Cette théorie n'est pas exacte; la France en a fait la triste expérience à diverses époques. En 1793, on obtint 100 millions seulement pour un emprunt forcé de 1 milliard, décrété par la Convention nationale, malgré les menaces et les mesures d'intimidation auxquelles on eut recours; en 1830

et en 1848, un essai d'emprunt patriotique ne donna pas un meilleur résultat que l'emprunt forcé de 1793.

La dette publique en France. — La dette publique de la France, qui s'élevait en 1789 à 4 milliards environ, s'augmenta considérablement pendant la Révolution. L'abus des assignats créa une situation sans issue dont on sortit par une banqueroute partielle. La loi du 9 vendémiaire an VI décida qu'un tiers (un milliard) de la dette continuerait à être inscrit au Grand Livre. Ce tiers consolidé donnait lieu au paiement de 50 millions d'intérêts annuels. Grâce au talent du baron Louis, la dette publique augmenta très peu sous l'Empire, les étrangers supportant les frais de nos guerres. Les intérêts qui avaient passé de 63 à 165 millions sous les Bourbons, restèrent presque stationnaires sous Louis-Philippe et augmentèrent en 1848.

Sous le second Empire, la dette passa de 4.250 millions à 13 milliards et la guerre de 1870 la porta à 24 milliards. Actuellement elle dépasse 31 milliards, représentant plus de 4.250 millions d'arrérages. Les dettes publiques de la Russie, de l'Allemagne, de l'Angleterre, dépassent également 20 milliards. Le poids de la dette pour un pays est proportionnel à sa richesse globale et non au chiffre de sa population. En France, où les revenus annuels représentent 25 milliards, la dette absorbe 4 0/0 des revenus publics.

Notons en passant que toutes les nations ne trouvent pas à emprunter au même taux ; c'est pour la France une source de bénéfices importants car elle trouve à emprunter à 3 0/0 et elle prête à 6 et 7 0/0 à des puissances étrangères (Turquie, Républiques Sud américaines, etc.). Cette circonstance diminue beaucoup les charges de sa propre dette.

Les États comme les grandes compagnies financières se libèrent de leurs emprunts au moyen d'annuités terminables ou de rentes amortissables.

Bons du Trésor. — *Annuités terminables.* — Les gouvernements émettent souvent, notamment pour éteindre des comptes de liquidation, des obligations remboursables à échéances fixes peu éloignées ; tels sont les bons du trésor

à échéance de quatre, cinq ou six ans (obligations sexennaires). Pour les bons dénommés cinq dix, ou cinq vingt, le remboursement commence cinq ans après l'émission et doit être achevé en cinq ou en quinze ans. Les États-Unis ont eu recours à ce mode d'emprunt pour l'extinction de la dette fédérale contractée pendant la guerre de Sécession et de l'emprunt en bons dix quarante de 1864.

Par annuités terminables on entend une dette publique qui doit être éteinte à une échéance fixe, grâce au paiement d'annuités d'amortissement versées en sus de l'intérêt et dont l'État ne rembourse pas le montant. La durée des annuités terminables n'attire pas beaucoup le public vers ce genre de placement qui intéresse seuls les financiers habitués à traiter directement avec le Trésor. Elles sont surtout usitées en Angleterre.

Ce système est également utilisé par l'État pour réaliser des emprunts indirects par l'intermédiaire des communes, des départements, de la Banque de France et des Compagnies de chemins de fer.

L'État s'est ainsi acquitté envers la Banque de France de la somme de 1 milliard et demi qu'elle lui avait prêtée après la guerre de 1870-1871. Il a recours au même moyen lorsqu'une Compagnie de chemins de fer ou une ville avance les frais d'un travail d'utilité générale ; il s'oblige à rembourser le montant de la dépense à cette compagnie ou à cette ville en un certain nombre d'années fixé à l'avance.

Rentes ou obligations amortissables. — Quand il s'agit d'un emprunt de paix dont le montant est destiné à des entreprises susceptibles d'une plus-value calculable à l'avance, l'État peut emprunter directement aux particuliers par voie d'émission de rentes et s'obliger à les rembourser en un certain nombre d'années, 50, 60, 70 ans, ou davantage, suivant un tirage au sort opéré chaque année. Pour faire face à cette émission de rentes dites amortissables, l'État inscrit au budget annuel une somme destinée à payer les intérêts aux crédi-rentiers et le remboursement des titres désignés par le sort. Au début, les annuités sont surtout affectées au paiement des intérêts ; au fur et à mesure que les tirages ont lieu, le

montant de l'intérêt s'abaisse de plus en plus, car les remboursements annuels diminuent l'importance du capital, et il arrive un moment où l'annuité budgétaire sert presque uniquement à rembourser les titres non encore appelés au tirage.

Il est donc très avantageux pour l'État d'émettre des titres amortissables s'il est certain de ne jamais manquer des fonds nécessaires au versement des annuités d'intérêt et d'amortissement. Malheureusement, les emprunts amortissables ne sont pas convertibles et leur mécanisme d'intérêts et d'amortissement combinés est compliqué. Les primes de remboursement des obligations amortissables sont en général très élevées et il n'est pas rare de voir émettre à 400 fr. des obligations de 500 francs remboursables en 50 ans. Il est vrai que l'avantage du remboursement diminue au fur et à mesure des tirages; les porteurs de titres qui sont remboursés les derniers subissent même une perte par suite de la dépréciation continue subie par le numéraire. Étant donné le danger possible qu'un désastre financier lui fasse perdre son capital, le rentier préfère les emprunts perpétuels à faible prime aux emprunts amortissables à forte prime qui ne sont intéressants qu'en cas de remboursement par l'un des premiers tirages.

Ce mode d'emprunt est très employé par les gouvernements, les villes, les institutions de crédit foncier, les compagnies de chemins de fer, etc. Pour attirer le public, les obligations sont souvent à primes ou à lots.

Le 3 0/0 amortissable représente en France un capital de 1741 millions divisé en obligations rapportant 15 francs d'intérêt, remboursables à 500 francs en 72 et en 75 ans. La prime excite sur les spéculateurs un attrait qui les incite à consentir une réduction d'intérêt assez forte, de sorte que ce mode d'emprunt n'est pas très onéreux.

Les obligations à primes émises à un taux inférieur à leur valeur nominale sont remboursables au pair, la différence constituant la prime offerte aux souscripteurs; par exemple une obligation à 450 francs est remboursable à 500 francs; la prime est de 50 francs, etc.

L'émission des obligations à lots, assimilée aux loteries, ne peut être autorisée que par une loi (1836). On enferme

dans une roue des boules renfermant les numéros des obligations à rembourser et on attribue aux premières obligations qui sortent à chaque tirage périodique des lots de 100.000 francs, 50.000 et 25.000 francs; de plus, des séries importantes de titres sont remboursées au pair à chaque tirage.

Le montant des lots est prélevé sur le service annuel de l'emprunt dont l'intérêt se trouve diminué. Cette forme est surtout usitée pour les emprunts de villes ou pour les opérations de crédit foncier et les gouvernements y ont peu recours. On lui reproche d'exploiter l'attrait du public pour la loterie et de donner lieu à des spéculations malhonnêtes, notamment de la part de financiers peu scrupuleux qui vendent à des tiers le droit temporaire de participer à un tirage.

Amortissement des rentes perpétuelles. — L'État réduit sa dette consolidée en remboursant aux porteurs le capital de la rente. Cette opération, appelée amortissement de la dette, est obligatoire pour l'État en ce qui concerne les annuités terminables et les rentes amortissables, car il y est tenu par les termes de son contrat. Au contraire l'État n'est jamais obligé de rembourser le montant de la rente perpétuelle, dette qui par son essence n'est pas exigible. En offrant à ses créanciers le rachat du capital de la rente, il agit de son plein gré et accomplit un acte bénévole.

L'amortissement constitue une mesure de sage politique financière, pourvu qu'il soit réel et que le budget se solde par des excédents de recettes avec lesquels l'État paie ses créanciers. Si un État emprunte d'un côté pour rembourser de l'autre, il ne diminue pas sa dette (caisse d'amortissement française de 1816 à 1885).

L'Angleterre a beaucoup amorti au moyen d'un fonds d'amortissement spécial mais elle continuait à emprunter tout en remboursant, de sorte que l'opération n'a procuré aucun bénéfice.

Il en a été de même en France où l'amortissement a été plusieurs fois abandonné, puis repris mais sans résultats intéressants. Après la guerre de 1870, le remboursement

des 1500 millions prêtés par la Banque de France fut un véritable amortissement, mais depuis longtemps les budgets se soldent en perte, la dette flottante a beaucoup augmenté et il n'a été pratiqué aucun amortissement.

Au contraire les États-Unis ont procédé à de larges amortissements qui ont énormément réduit l'importance de leur dette.

Conversion des dettes. — La conversion consacre par une novation de la dette publique la réduction du taux d'intérêt primitif ou la substitution à une rente perpétuelle d'annuités à long terme ou de rentes viagères. C'est le procédé le plus pratique qu'un État puisse employer pour réduire la charge des intérêts de sa dette. Supposons qu'il ait émis à 80 francs des titres de rente 5 0/0 qui se vendent 105 francs à la Bourse, alors que l'intérêt de l'argent s'est abaissé et qu'il trouverait à emprunter à 3 0/0; au lieu de continuer aux porteurs de sa dette un intérêt très supérieur à l'intérêt normal, il opère une conversion. L'opération consiste à offrir aux porteurs de titres de leur en rembourser le capital nominal, ou de les conserver en ne recevant plus qu'un intérêt de 3 0/0 au lieu de 5 0/0. L'État ne fait qu'user ainsi du droit qui appartient à tout débiteur d'une rente perpétuelle d'imposer le rachat au crédi-rentier.

Pour qu'une conversion soit possible, il faut que l'État jouisse d'un bon crédit, et que la rente ait atteint un cours assez élevé pour que l'État soit certain de placer le nouvel emprunt à un taux inférieur à celui de l'ancien et qu'enfin la rente soit cotée au-dessus du pair alors que l'État a emprunté au-dessous du pair; si cette dernière condition n'était pas remplie, le rentier préférerait être remboursé en touchant l'écart et l'opération échouerait. Le devoir de l'État est donc d'opérer la conversion dès qu'elle est possible, car elle permet de dégrever les impôts d'une somme égale à l'économie d'intérêts réalisée.

La crainte de mécontenter les rentiers en diminuant leurs revenus peut retarder ou empêcher les conversions qui doivent naturellement être entreprises après un examen approfondi de la question, car il ne faudrait pas qu'un État

risquât d'être exposé à des embarras financiers au cas où une conversion échouerait. D'ailleurs un grand nombre de conversions ont lieu en Angleterre et aux États-Unis où elles ont toujours parfaitement réussi. Il n'en a pas été de même en France où le gouvernement a eu le tort de considérer quelquefois cette mesure comme un expédient financier plutôt que comme une opération faite en vue de diminuer les charges de la dette.

Depuis 1870, l'État français a économisé 163 millions sur le paiement des intérêts annuels de sa dette par une conversion du 5 0/0 en 4 1/2 (1883), puis en 3 1/2 (1894) et enfin en 3 0/0 (1902).

Comptes de liquidation, ressources du budget extraordinaire. — A la suite d'événements désastreux, comme une guerre malheureuse, il peut être utile d'instituer, à côté des emprunts perpétuels, un compte de liquidation divisé en chapitres et doté par des ressources extraordinaires de diverses provenances. C'est ainsi qu'en 1872 le compte de liquidation de la guerre franco-allemande a été doté par le produit de l'aliénation des rentes d'amortissement, par les reliquats d'emprunts, par les fonds disponibles sur les prêts consentis par la Banque de France et des obligations remboursables sexennaires. On put ainsi payer des indemnités aux départements envahis, réparer des édifices incendiés, et reconstituer le matériel de guerre. Cette dernière opération put ainsi se faire sans éveiller de susceptibilités internationales, ce qui n'aurait pas manqué de se produire si on avait consacré à cet objet les fonds provenant d'un emprunt public. D'ailleurs, le budget ordinaire a continué de fonctionner pour faire face à des dépenses d'armement et à des frais de construction de travaux publics, etc.

Emprunts extérieurs; protection de l'épargne nationale.

— Les emprunts extérieurs permettent à un gouvernement de mettre à la disposition de la nation les capitaux dont elle a besoin pour se développer, mais ils peuvent être dangereux, pour le créancier comme pour l'emprunteur, si le

crédit de ce dernier n'est pas de premier ordre ou s'il diminue à la suite d'emprunts successifs. Souvent les emprunts extérieurs sont placés par des intermédiaires qui prélèvent des courtages très élevés, surtout si l'emprunteur est un état secondaire. Certains grands États européens qui ont voulu avoir en mains l'administration de toutes leurs voies ferrées ont eu recours à l'emprunt pour se procurer les fonds nécessaires à la construction de lignes nouvelles et au rachat des lignes existantes. Ces opérations, exigeant de nombreux milliards, peuvent saturer les marchés étrangers de titres trop nombreux et devenir un danger pour une nation, surtout si une guerre malheureuse la forçait à demander encore l'aide financière de l'étranger. On a négocié en France, depuis vingt ans, une quantité considérable d'emprunts étrangers, à tel point qu'une discussion très vive s'est ouverte à ce sujet. Il ne paraît pas toutefois qu'il y ait danger à ne pas combattre l'exode des capitaux, parce que les intérêts de ces emprunts font rentrer des quantités d'or abondantes. Cependant il ne faut pas que les capitaux se désintéressent trop des entreprises nationales et surtout des affaires industrielles et commerciales. Le placement de son argent à l'étranger permet au capitaliste de vivre sans rien faire, mais cette paresse dangereuse nuit au progrès du pays.

Malgré la garantie que donne au créancier l'admission à la cote des emprunts publics ou privés lancés par l'étranger, il peut se produire des catastrophes financières très difficiles à supporter pour l'épargne.

Déviations du crédit public, banqueroutes. — Les banqueroutes d'État étaient autrefois fréquentes, quoique plus ou moins déguisées. Sous l'ancien régime il fut procédé à des révisions de dettes de fournisseurs et l'État dut surseoir plusieurs fois au paiement des rentes. Quand les assignats furent complètement dépréciés, la France remboursa un tiers de sa dette totale par une inscription de rentes 6 0/0 au Grand Livre, comme dette consolidée, tiers consolidé, et deux tiers en mandats territoriaux qui ne furent jamais payés. C'est donc une vraie banqueroute et l'avilissement

de son papier monnaie conduisit l'Autriche au même résultat en 1811.

Concordats, consolidations. — Les rentiers qui voient sombrer le crédit d'un État dont ils sont les créanciers peuvent avoir intérêt à conclure avec lui un concordat lui accordant des délais, où même une remise partielle de sa dette pour lui permettre de rétablir son crédit petit à petit. L'Espagne, la Tunisie, l'Égypte, le Portugal ont eu recours à de pareils arrangements.

Dans ces concordats, on consolide une partie de la dette en rentes perpétuelles et le reste est, ou bien sacrifié, ou bien transformé en bons ou en mandats échelonnés, qui sont payés si le crédit se rétablit. En tout cas, les porteurs de titres trouvent leur avantage à conclure de pareilles ententes, car ils se trouvent généralement désarmés vis-à-vis d'un État qui a failli à ses engagements.

Il arrive quelquefois aussi que des obligations à court terme (bons du trésor) sont échangées contre des titres de rente perpétuelle au lieu d'être remboursées en espèces à leur échéance.

Emprunts forcés. — Un gouvernement dans l'embarras peut se procurer des ressources au moyen d'emprunts forcés directs ou indirects.

Parmi les modes d'emprunts indirects, le plus commun est le papier monnaie.

L'emprunt forcé direct est désastreux pour le crédit d'un État. Pour le rendre moins dangereux on peut imposer à un syndicat formé des grandes banques et des principaux propriétaires fonciers, l'avance du capital nécessaire que l'on convertit ensuite au moyen d'une loi en une contribution extraordinaire. On amortit ainsi la secousse qui agiterait le pays si on levait un impôt forcé, mesure injuste, arbitraire ou dangereuse pour l'industrie nationale. Il est rare que les emprunts forcés procurent aux États qui sont obligés d'y recourir plus du dixième des ressources nécessaires.

Une des formes de l'emprunt forcé indirect consiste dans les cautionnements qu'un grand nombre de fonctionnaires sont tenus de verser au trésor public.

LIVRE VII

OUTILLAGE NATIONAL, TRANSPORTS
ET TRAVAUX PUBLICS

Outillage national. — Les États doivent entretenir les services d'intérêt général, à savoir ceux qui sont essentiels à l'ordre social, les travaux constituant l'outillage national, les communications postales, télégraphiques et téléphoniques, les voies de communication, telles que les routes, les fleuves et canaux, les ports maritimes et fluviaux, les chemins de fer et tramways, etc. L'étude des procédés et des ressources consacrés à ces services constitue la science des recettes et des dépenses publiques (économie publique).

Chaque question d'économie publique comporte donc une partie administrative et financière, et les dépenses engagées par l'État doivent correspondre aux ressources dont il dispose pour que l'équilibre budgétaire ne soit pas compromis. Les administrations locales (provinces, départements, communes) sont des personnes morales aptes à acquérir, à posséder ; elles ont également à envisager les questions d'économie publique, car elles contribuent, pour leur part, à l'exécution des travaux d'utilité générale ou locale.

L'État, les départements, les communes, gèrent un domaine privé qu'ils peuvent aliéner, et un domaine public dont ils sont gardiens, car cette partie du domaine national est affectée à des services d'intérêt général tels que les routes, les fleuves, les ports, les places fortes, etc.

Les voies de communication, les ports, les fleuves, les canaux, les chemins de fer constituent un outillage d'ordre général dont la création et la gestion peuvent être attribuées

à l'État ou confiées à l'initiative individuelle. Dans la plupart des pays civilisés, la première solution prévaut.

Cependant, en Angleterre, les particuliers ont créé et administrent la plus grande partie de l'outillage public ; le rôle de l'État s'y borne à subventionner les entreprises d'intérêt général et à en contrôler le fonctionnement pour qu'elles servent réellement les intérêts généraux de la société.

En prenant en mains la formation et l'administration de l'outillage public national, l'État s'improvise entrepreneur de travaux et de transports ou fabricant, s'il s'agit de la gestion de manufactures nationales ayant pour objet la fabrication des timbres-poste, des poudres et salpêtres, etc.

L'outillage public comprend, outre les moyens de communication, les écoles, les édifices publics, casernes, musées, etc., que l'État est forcé de construire et de gérer, car ils correspondent à des besoins généraux et à un usage gratuit, tandis que beaucoup de voies de communication desservent des intérêts plus particuliers et correspondent à des affaires commerciales susceptibles d'un rapport élevé.

Voies de communication et transports. — Les transports présentent une importance considérable au point de vue économique, social et politique et se développent sous l'impulsion du commerce, qui, de son côté, prend de l'extension, grâce au perfectionnement des moyens de transports.

Les transports favorisent la concentration industrielle, utile pour les débouchés et pour la division du travail ; chaque pays produit ainsi spécialement les objets qu'il peut fabriquer, dans de bonnes conditions de prix et de qualité.

Grâce au développement des transports et à l'abaissement des tarifs, la vie matérielle du travailleur s'est améliorée : il paie ses vêtements moins cher, se loge au grand air dans la banlieue des villes, au lieu d'occuper au milieu de cités populeuses des logements trop restreints.

Comme moyen d'influence politique les transports font rayonner au loin la langue, les idées et les coutumes d'un peuple ; comme instrument de défense et d'unification nationale, ils servent à combattre le particularisme local.

TRAVAUX PUBLICS

Notions générales. — Les travaux publics ont tous un caractère d'utilité générale. Certains correspondent à une extension du domaine public, comme la construction des bâtiments civils sur des terrains achetés à des particuliers par voie d'expropriation. Certains travaux publics n'accroissent pas le domaine national et ne donnent pas lieu à expropriation, les propriétaires conservant la possession du sol moyennant le remboursement des dépenses faites, notamment quand il s'agit de dessèchements de marais, d'endigements de cours d'eau, etc. Dans ce cas, des travaux d'utilité publique peuvent être entrepris par des syndicats de propriétaires qui les exécutent, en répartissent les dépenses, et provoquent l'expropriation s'il y a lieu.

Dans beaucoup de cas, les travaux publics ne nécessitent donc pas l'intervention de l'autorité ni d'agents de l'État.

On distingue les travaux publics nationaux, départementaux ou communaux, et cette classification a beaucoup d'importance au point de vue financier. Les départements et les communes interviennent dans l'exécution des travaux publics qui les intéressent, au moyen de taxes locales complétant le montant des subventions ou des avances remboursables de l'État.

Les travaux publics nationaux sont payés, au moyen de l'impôt, par l'État, qui accepte souvent le concours financier définitif ou temporaire des communes, des départements ou de sociétés concessionnaires intéressées.

Les travaux publics peuvent donner des profits directs; par exemple, un chemin de fer permettra de réaliser une économie sensible par tonne transportée entre deux points donnés qui n'étaient reliés jusque-là que par une route. Dans d'autres cas, l'exécution de travaux publics n'a qu'une utilité indirecte, c'est-à-dire qu'elle met en valeur une région jusque-là déshéritée, en donnant de l'essor aux éléments de formation des richesses qui sont, comme on l'a vu, la production et la consommation. Le promoteur consent un sacrifice pour l'exécution des travaux publics, dans l'es-

poir d'en être couvert par des plus-values d'octrois, ou d'impôts.

Productivité des travaux publics. — Les administrations publiques ne doivent donc entreprendre que des travaux dont l'utilité directe ou indirecte est démontrée, et cela, en proportion de leurs ressources financières, de manière à ne pas s'endetter pour une trop longue période.

L'État doit éviter qu'il y ait exagération dans la rapidité d'exécution des travaux publics pour ne pas créer une main-d'œuvre qui resterait sans emploi, lors de la fin des travaux. De plus, il ne faut pas oublier que la productivité du pays en matières premières, telles que métaux, matériaux de construction, etc., est l'élément régulateur de la quantité de travaux publics qu'il est possible d'entreprendre sans inconvénient dans un temps donné; on évite ainsi les crises que produiraient les fluctuations de prix exagérées et la spéculation auxquelles peuvent donner lieu des variations trop brusques dans l'offre et la demande de la main-d'œuvre et des matières premières.

L'exécution des travaux publics est souvent une cause de plus-value pour les propriétaires; ainsi le percement de grandes rues dans une ville, la construction d'une voie ferrée, d'une route, augmenteront la valeur des terrains traversés. On n'a jamais songé à tirer directement parti de cette plus-value autrement qu'en demandant quelquefois aux bénéficiaires de souscrire à la constitution des fonds nécessaires à l'exécution des travaux, et encore, dans beaucoup de cas, cette aide n'est ni sollicitée ni offerte.

Modes d'exécution des travaux publics. — Les travaux publics peuvent être exécutés par voie de régie simple ou intéressée, d'entreprise, de marché, ou de concession.

Dans la régie simple, un agent de l'État, rémunéré par un traitement fixe, fait office d'entrepreneur de travaux publics. Il traite directement avec la main-d'œuvre et avec les fournisseurs de matières premières, engage et solde toutes les dépenses pour le compte de l'État. Dans la régie intéressée, l'agent de l'État reçoit une indemnité proportionnée aux

dépenses, au lieu d'un traitement fixe. Dans ce système, quand le contrôle est insuffisant, il arrive que les agents de la régie, se laissant corrompre par des fournisseurs, détournent ou dépensent mal à propos les fonds dont ils ont la gestion.

Dans l'entreprise, l'agent de l'État est remplacé par un particulier qui s'engage à exécuter le travail à ses risques et périls, pour un prix et aux conditions déterminés par un cahier de charges, sous la direction technique d'ingénieurs de l'État, chargés du contrôle et de la surveillance.

En général, les travaux sont confiés à l'entrepreneur, de gré à gré, ou la plupart du temps à la suite d'une adjudication publique auxquels ne sont admis que les personnes présentant les garanties voulues au point de vue de la solvabilité et de l'aptitude professionnelle.

Les cahiers de charges, devis et conditions générales, sont adressés un certain temps avant l'adjudication aux entrepreneurs compétents dont les offres ou soumissions cachetées sont ouvertes en séance publique : l'entreprise est adjugée à l'entrepreneur qui a fait l'offre correspondant au rabais maximum sur le devis prévu par l'administration.

Le principal inconvénient du système de l'entreprise est que le devis initial établi par le demandeur peut être erroné. D'autre part, les adjudicataires consentent souvent sur le montant de ce devis un rabais exagéré dans le but d'enlever l'affaire à tout prix. L'entrepreneur qui obtient un travail dans de pareilles conditions se ruine ou se rattrape en fraudant sur la quantité ou sur la qualité de sa fourniture, avec ou sans la complicité des agents chargés du contrôle.

Une autre source d'abus en matière d'adjudication est que, dans le but de faire confier les travaux à certains entrepreneurs désignés à l'avance, le montant du devis initial peut être l'objet d'une erreur volontaire qui le rend manifestement insuffisant. Dans ce cas, les entrepreneurs s'abstiennent en remettant une soumission en blanc ou ne consentent aucun rabais. L'adjudication est alors annulée et le travail est confié de gré à gré à la personne avec qui une entente frauduleuse était projetée à l'avance.

Ces divers abus ont donné lieu à des critiques très vives,

surtout à la suite d'accidents causés par des malfaçons dans l'exécution de grands travaux, tels que l'éboulement de digues, de ponts, de bassins à flots, etc.

Il est évident que toute œuvre humaine a ses imperfections et le seul enseignement à tirer de ces leçons d'une expérience chèrement acquise est qu'il est nécessaire de partager entre tous, les avantages et les inconvénients de situations enviées, les récompenses et les peines qui peuvent résulter du succès ou de l'insuccès dans une tâche souvent ingrate; il est équitable de ne pas réserver à une seule classe de personnes tout le bénéfice ni toute la responsabilité morale et pénale de fonctions qui doivent être accessibles à tous.

Dans le troisième système, l'État traite à forfait avec le concessionnaire et lui accorde, comme compensation, le droit de percevoir, pour l'usage du travail exécuté, une taxe ou péage perpétuel ou temporaire.

Un grand nombre de ponts à péage avaient été établis en France; ils ont été successivement rachetés par l'État qui a abandonné ce mode d'exécution des ponts. Le bénéficiaire d'une concession est entièrement subrogé aux droits de l'État et jouit d'une latitude beaucoup plus grande qu'un simple entrepreneur dans l'exécution des travaux. Nous aurons à examiner, à propos des chemins de fer, le détail des actes de concession que l'État peut être amené à souscrire.

Coût du transport. — Le prix du transport se compose de deux éléments qui sont, d'une part, le prix du transport proprement dit et, d'autre part, l'amortissement et l'intérêt du capital immobilisé par la construction, l'armement nécessaire (route, canal, voie ferrée, etc.), qui constituent le péage.

Le péage est supprimé pour les routes construites aux frais du budget (impôt) et mises gratuitement au service du public (ponts et canaux depuis 1879). Le péage est perçu en même temps que le prix du transport pour les chemins de fer dont les Compagnies concessionnaires réunissent la double qualité de constructeur des voies et de transporteur.

Le transport d'une tonne de marchandises peut s'effectuer,

suivant les régions considérées, à dos d'homme (3 fr. 50); par chevaux, mulets, etc. (0 fr. 90); par chariot, camion, voiture (0 fr. 20 à 0 fr. 40), ou par chemin de fer (0 fr. 05 à 0 fr. 06); ces prix de revient correspondent à la tonne kilométrique.

L'État et les transports. — L'État intervient en matière de transports; il doit s'intéresser à une question aussi importante et établir un plan d'ensemble, afin d'éviter les doubles emplois et les lacunes. Sans cette précaution, les parties les plus pauvres du territoire seraient privées de routes et de chemins de fer, tandis que les moyens de communication seraient en trop grand nombre dans les contrées les plus riches. L'État doit jouer le rôle de répartiteur équitable dans toutes les questions qui intéressent le développement de la richesse publique, afin de ne pas protéger certaines régions aux dépens d'autres moins riches.

Au point de vue administratif, l'État décrète la construction de routes, de canaux, de voies ferrées ou en facilite l'exécution par l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Au point de vue financier, il prend à sa charge la dépense ou une partie de la dépense par voie de subvention.

Les moyens de transports comprennent : les routes, les canaux, les ports et les chemins de fer ainsi que les postes, télégraphes et téléphones (transport de la pensée).

Routes. — Le corps des ingénieurs des ponts et chaussées, créé sous Louis XV, a imprimé à la construction des routes françaises une impulsion vigoureuse. Dès 1789, la France comptait 40.000 kilomètres de routes bien entretenues.

Sous le premier Empire fut créé le réseau des routes départementales par l'attribution aux départements des routes nationales de 3^e classe (1811).

Le grand effort fait sous la Restauration, et à partir de 1820, pour le développement de la voirie, fut complété par la loi de 1836, qui créa le réseau vicinal, confié au personnel des agents voyers des départements.

Les départements ont été autorisés à reporter sur les communes les dépenses de voirie par la transformation des routes

départementales en chemins vicinaux (1871). Une loi de 1881 a réglementé les chemins ruraux.

On évalue en France l'ensemble de la voirie (grande et petite) à 600.000 kilomètres, ayant coûté 7 milliards (1820), entraînant une dépense d'entretien annuel de 250 à 300 millions.

Péages. — La suppression des péages sur les routes (1793), est pleinement justifiée en fait et en droit. Les routes profitent directement ou indirectement à l'ensemble du public, qui doit en supporter les frais d'établissement ou d'entretien par le moyen de l'impôt. La perception du péage constitue une entrave inadmissible à la circulation.

Il ne doit plus être construit de ponts à péage sur les routes nationales ou départementales. Une loi prescrivant le rachat des ponts existants a maintenu le péage pour les ponts construits en prolongement des chemins vicinaux (1880).

La suppression des péages sur les ponts des routes nationales et départementales est critiquable, car les difficultés de perception y sont minimales et ne constituent pas un obstacle sérieux à une circulation peu intense. On accorde une gratuité injustifiée au public qui se sert habituellement des ponts, et on cause un préjudice réel aux populations riveraines d'un cours d'eau dépourvu de pont. Grâce à la perception d'un péage, la construction d'un pont pourrait être entreprise immédiatement sans attendre un crédit budgétaire.

Circulation sur les routes. — Pour les transports à longue distance, on se sert actuellement des chemins de fer et non plus des routes; mais, en développant le trafic et les transports, les chemins de fer ont augmenté l'intensité des transports sur route notamment, à l'intérieur des villes, pour conduire les marchandises et les personnes dans les gares de chemins de fer ou pour les en ramener. On évalue le trafic à 1.350 millions de tonnes kilométriques par an pour 38.000 kilomètres de routes nationales françaises.

Navigation intérieure. — L'invention des écluses au xvi^e siècle marque une date importante de l'histoire de la navigation intérieure. Au xvii^e et au xviii^e siècles, plusieurs

canaux furent construits en France par des Compagnies concessionnaires (canaux du Midi et de Saint-Quentin).

En 1821 on comptait en France 1.200 kilomètres de canaux, tous à péages. L'ensemble du réseau fut porté à 3.750 kilomètres par des travaux entrepris en 1821.

En 1879 fut voté le plan Freycinet pour l'exécution de grands travaux publics (canaux, chemins de fer, ports maritimes). Deux règles étaient adoptées pour les canaux.

La construction des lignes principales décidées avait lieu par régie directe, et les lignes antérieurement concédées étaient rachetées par l'État. Les lignes nouvelles et anciennes étaient unifiées de manière à rendre possible l'emploi uniforme de « la péniche flamande », dès lors en usage sur les voies les plus importantes.

Une loi de 1903 élaborant un nouveau programme de travaux (canaux et ports maritimes) a fait un large appel aux départements, aux communes et aux chambres de commerce, en prévoyant la perception de péages.

Le réseau navigable français comporte 11.000 kilomètres de rivières et 4.900 kilomètres de canaux navigables (255 concédés). En réalité, 7.200 kilomètres seulement de voies d'eau sont fréquentés par la navigation.

Les voies navigables dont l'établissement a coûté 1.800 millions entraînent une dépense d'entretien annuel de 20 millions pour un trafic dépassant 5 milliards de tonnes kilométriques (15.000 à 16.000 flûtes, péniches et chalands).

Malgré le nombre des voies ferrées qui sillonnent le globe, l'importance capitale des voies navigables est restée la même que par le passé, surtout en ce qui concerne le transport des marchandises pondéreuses tels que combustibles, minerais, matériaux de construction et produits agricoles.

Beaucoup de Compagnies de chemins de fer considérant la lutte à outrance contre les voies navigables comme indispensable à leur prospérité, ont réussi dans beaucoup de pays à maintenir le réseau des fleuves et canaux dans un état d'infériorité lamentable au point de vue du développement kilométrique et de l'entretien. Les pouvoirs publics commencent à réagir contre cette doctrine, sous l'influence d'un légitime soulèvement de l'opinion publique. Certaines Compagnies de

chemins de fer s'étaient rendues maîtresses des canaux construits dans les régions desservies par leurs lignes afin d'y supprimer la batellerie. D'autres avaient réussi, par de longues intrigues, à empêcher l'établissement des canaux et l'aménagement des cours d'eau parallèles à leurs voies ou même à provoquer l'abandon de canaux existants.

Les Compagnies de chemins de fer auraient cependant intérêt à construire et à exploiter des canaux qui serviraient au transport des marchandises lourdes. Elles éviteraient ainsi les dépenses que leur impose la nécessité de quadrupler leurs voies sur de longs parcours et d'adopter pour leur armement des rails et des traverses de plus en plus lourds. La circulation des trains de minéraux de mille tonnes encombre les voies, les fatiguent outre mesure, les rendant ainsi inutilisables pour le passage des trains rapides servant au transport des voyageurs et des messageries.

La voie fluviale et le canal doivent donc être les auxiliaires et non les concurrents du chemin de fer. Cette considération a poussé certains États, grands propriétaires de voies ferrées, à ne pas négliger le développement des canaux, qui sont en général exécutés aux frais du trésor public et exempts de péages comme les routes. Le péage, supprimé sur les canaux construits et exploités par l'État (1880), a été maintenu sur les canaux concédés. Les Compagnies de chemins de fer ont prétendu que les gouvernements leur faisaient sciemment du tort en favorisant à leur détriment des voies de trafic exemptes de charges. Comme nous le disions plus haut, elles pourraient éviter cette lutte inégale en se servant des canaux comme auxiliaires au lieu de les combattre. D'autre part, les gouvernements n'ont pas plus de raisons de sacrifier les voies navigables au profit des Compagnies de chemins de fer qu'ils n'en ont de supprimer les routes. Le principe de la libre concurrence joue en ce cas, dans le développement du trafic intérieur et international, un rôle de premier ordre qu'il importe de ne pas méconnaître.

La création de grands ports intérieurs dont les quais sont desservis par des voies ferrées et auxquels sont annexées des gares de marchandises importantes, constitue au contraire pour les Compagnies de chemins de fer un puissant

stimulant de l'activité de leur trafic. De même les grands ports maritimes, comme Hambourg, Rotterdam, sont en général reliés par des ports fluviaux au réseau des voies navigables qui sillonnent leur hinterland. Ces ports intérieurs pourraient être établis et exploités par les chambres de commerce, comme les ports maritimes pour la construction desquels elles fournissent au gouvernement des subsides souvent considérables (Ruhrort, Mannheim, etc., en Allemagne).

Il est désirable de voir l'initiative privée intervenir en pareil cas, la batellerie étant une industrie susceptible de prendre du développement et de rapporter d'importants bénéfices.

Le remplacement des flûtes et des péniches en bois de faible capacité par de grands chalands en acier permet aujourd'hui de transporter un tonnage considérable avec des frais très minimes de manutention et de remorquage.

Avec les ressources qu'offrent aujourd'hui le remorquage et le touage mécaniques, un canal bien aménagé et puissamment armé permet de transporter un tonnage illimité avec toute la rapidité et la sécurité désirables, à un prix très inférieur à celui que peut consentir le chemin de fer.

Certains gouvernements, que guide seulement la considération de l'intérêt général, ont compris cette importance des voies navigables et leur ont donné tout le développement possible. Les ports intérieurs de l'Allemagne tels que Mannheim (4.967.957 tonnes en 1911), Ludwigshafen (2.561.877 tonnes en 1911), Duisbourg-Ruhrort (21.794.936 tonnes en 1911), ont un développement de quais et un matériel de manutention qui ne le cèdent en rien à ceux des ports maritimes les mieux outillés. Quatorze ports intérieurs rhénans ont eu en 1911 un trafic supérieur à un million de tonnes. Des chalands de 2.581 tonnes circulent sur le Rhin. L'un des plus grands ports pour la navigation intérieure rhénane est Rotterdam (19.042.839 tonnes en 1911).

Le réseau des voies navigables françaises, si longtemps négligé, est actuellement l'objet de travaux importants qui ont pour but de permettre aux péniches de fort tonnage de circuler sur tous les canaux existants. De nouveaux canaux à

grande section, permettant la circulation de bateaux à fort tirant d'eau, sont à l'étude ou en construction (Canal du Nord), et certains fleuves seront l'objet de travaux de régularisation et d'approfondissement qui rendront aux villes situées sur leur cours leur ancienne activité commerciale.

Il serait très important que des ports aussi bien placés que le Havre, Nantes et Bordeaux fussent reliés par des voies navigables à grand profil au réseau des fleuves européens, afin de leur permettre de servir de point d'embarquement aux marchandises venues par eau des entrepôts continentaux, tels que Bâle, Genève, Strasbourg, etc.

La France possède d'ailleurs dans Paris un très grand port intérieur qui manque seulement d'organisation.

Par l'importance de son trafic, le port de Paris se classe en première ligne, avant Marseille qu'il dépasse de façon très sensible. En 1910, ce trafic a atteint 10.330.758 tonnes (Marseille, 8.330.256 tonnes); en raison des inondations de 1910, la navigation a été interrompue, pendant cent sept jours, et le tonnage, qui va toujours en croissant, a diminué, du fait du transit, de 610.000 tonnes par rapport à 1909. Les marchandises ont été transportées par 51.316 bateaux en 1910, contre 48.741 en 1909. Le degré d'utilisation représente, en moyenne, 68 0/0 de la capacité des bateaux.

Le port de Paris proprement dit, limité à la traversée de la ville et sans y comprendre les ports annexes de la banlieue, ni la gare d'eau d'Ivry créée en 1898, par la Chambre de commerce, s'étend sur une longueur de plus de 20 kilomètres : Seine (12.337 mètres) des fortifications amont au Point-du-Jour, soit une surface de 4.542.000 mètres carrés; canal Saint-Martin (5 kilomètres); canal Saint-Denis (880 mètres); canal de l'Ourcq (1.950 mètres); port de la Villette, vaste gare d'arrivages avec ses deux bassins séparés par le pont de fer de la rue de Crimée: l'un, dit grand bassin de 770 mètres de long et 70 de large; l'autre, dit bassin élargi, de 800 mètres de long et 30 de large. Le port de Paris relié aux principales voies navigables de France par la Seine et ses affluents, est en communication avec les voies fluviales belges par les lignes de Mons et de Charleroi et avec celles du bassin du Rhin par les lignes des Ardennes

et de l'Est. Paris est desservi par des bateaux de toutes espèces et de toutes dimensions, depuis les petits bateaux du Berry jusqu'aux grands chalands provenant de la Basse-Seine.

Les arrivages de marchandises à Paris ont été, en 1910, de 6.563.749 tonnes; les expéditions, de 2 millions 357.142 tonnes, le transit local a atteint 1.059.451 tonnes et le trafic local 349.846 tonnes, d'où le total, de 10.330.758 tonnes, comprenant combustibles minéraux, 2.217.976 tonnes; matériaux de construction, minéraux, 5.098.537; engrais et amendements, 814.442; bois à brûler et bois de service, 359.696; métaux et machines, 165.646; matières premières de l'industrie métallurgique, 271.411; produits industriels, 437.063; produits agricoles et denrées alimentaires, 842.751; divers, 123,016; bois flottés, 220 tonnes.

L'écart considérable qui existe entre les arrivages et les expéditions s'explique tout naturellement car Paris, ville de près de 3 millions d'âmes, entourée d'une banlieue ayant une population de 1.200.000 habitants, est, par-dessus tout, un très grand centre de consommation. Néanmoins une certaine quantité de produits manufacturés et de denrées alimentaires est réexpédiée; la batellerie transporte hors la ville, par la Seine, d'importants chargements de gravats et de déblais.

Le port du Louvre, ou port Saint-Nicolas, est assimilé par l'Administration des douanes à un port maritime, d'où la possibilité d'effectuer, de ce point spécial, des exportations et des importations directes. Des steamers à vapeur de haut bord font un service régulier de marchandises entre Paris et Londres; par cette voie nous expédions, notamment en Angleterre, du sucre en pains. Depuis peu, un nouveau service a été constitué pour le transport direct des charbons anglais et westphaliens.

Les canaux Saint-Martin et Saint-Denis, les bassins de La Villette, jouent un rôle important dans l'ensemble du mouvement de la navigation parisienne; mais la place y fait défaut. On transformera le canal de l'Ourcq et on créera deux nouveaux ports, l'un aux environs de la Porte d'Allemagne, l'autre dans le voisinage de Pantin. Une somme de 40 mil-

lions a été réservée pour ces derniers travaux dans l'emprunt de 900 millions, de même qu'une somme de 3 millions dans l'emprunt départemental de 200 millions. En outre le Conseil municipal a voté, en principe (17 Juin 1910) un emprunt de 97 millions, avec part contributive de l'État d'une vingtaine de millions; pour la réfection du canal de l'Ourcq et son prolongement jusqu'au canal de l'Oise à l'Aisne pour le relier aux canaux du Nord. Cinq nouveaux ports vont être créés le long du canal Saint-Denis, par substitution de murs de quais à parois verticales aux perrés en maçonnerie actuels.

Ports maritimes. — Les ports maritimes ont été placés au XVIII^e siècle sous la direction du Service des ponts et chaussées. De grands travaux furent effectués en 1837 à Marseille, au Havre et à Cette. Le plan Freycinet (1879) et la loi de 1903 consacrèrent aux ports une somme totale de 590 millions. On avait réparti les dépenses entre un trop grand nombre de ports secondaires au lieu de les concentrer sur Le Havre, Bordeaux et Marseille, pour en faire des points de concentration commerciale pourvus de tous les perfectionnements modernes.

L'État prend à sa charge: l'éclairage, le balisage des côtes, les quais, la construction et l'entretien des chenaux.

Les ports maritimes sont le complément obligé des réseaux de chemins de fer et de voies navigables. Ils sont en général situés aux embouchures des grands fleuves, comme Hambourg, Rotterdam, Le Havre, Nantes, Bordeaux. Les fleuves anglais, à estuaires larges et profonds, se prêtent merveilleusement à l'établissement des ports maritimes (Glasgow, Liverpool, Londres, Newcastle), mais l'augmentation considérable du tonnage moyen des navires de commerce donne également beaucoup d'importance aux ports artificiels obtenus par la construction de jetées en mer ou par le creusement de bassins en pleine terre, tels que Cherbourg, Southampton, Plymouth, Marseille, Gênes, Alger, etc.

L'initiative privée a créé la majeure partie des ports anglais, tandis que ceux du continent doivent leur existence aux gouvernements. On sait l'importance que l'Allemagne

attache au développement de ses ports de commerce qui est un des facteurs de sa puissance industrielle. Hambourg et Brême ont atteint une importance extraordinaire au point de vue du tonnage des entrées, des sorties et des navires armés. Parmi les grands ports maritimes de l'Europe nous citerons : Anvers, Rotterdam, Dunkerque, Londres, Liverpool, Cardiff, Southampton, Le Havre, Barcelone, Marseille, Gênes, Naples, Constantinople, etc.

En Angleterre, certains ports, tels que Hull et Southampton appartiennent à des Compagnies de chemins de fer qui les ont aménagés et qui les exploitent à leurs frais.

Cette initiative montre le souci que les conseils d'administration ont en Angleterre de ne compter que sur l'initiative individuelle pour atteindre le succès au lieu d'attendre du gouvernement des subsides qui viennent toujours trop tard.

A Anvers, qui tend à devenir un port immense, la longueur des quais (bassins maritimes, bassins de batellerie, Escaut) comprend aujourd'hui 21,761 mètres avec une surface d'eau totale de 175 hectares 44 ares 30 centiares. Après l'achèvement du tronçon Sud du bassin canal et des darses, cette longueur sera portée à 27.621 mètres, avec une surface d'eau totale de 242 hectares 44 ares et 30 centiares. Cette situation est à la veille d'être obtenue. Lorsque les autres travaux prévus par le projet de loi seront complètement terminés, la longueur des quais dans les bassins maritimes sera de 39.711 mètres ; dans les bassins de batellerie, de 4.860 mètres ; ensemble, 44.571 mètres. A l'Escaut, elle sera de 11.030 mètres. Le longueur totale sera donc de 55,621 mètres, avec une surface d'eau de 682 hectares 20 ares 30 centiares. Le tonnage des navires a doublé en dix ans.

Les principaux ports français sont : Dunkerque, Boulogne, Dieppe, Le Havre, Honfleur, Caen, Cherbourg, Saint-Malo, Brest, Saint-Nazaire, Nantes, La Pallice, La Rochelle, Bordeaux, Cette, Marseille, Toulon, Nice, Alger, Oran, Bône, Philippeville, Tunis, Dakar, Saïgon.

Etant données les dépenses considérables qu'entraînent l'établissement de bassins à flots, d'écluses et de cales de radoub pouvant recevoir des navires de 300 mètres de lon-

gueur à grand tirant d'eau, les gouvernements se voient forcés de porter leurs efforts sur quelques ports particulièrement favorisés au point de vue de la facilité des travaux et du développement probable du trafic, en sacrifiant les autres. C'est ainsi que Dunkerque, le Havre, Bordeaux et Marseille sont l'objet de grands travaux qui doivent mettre ces ports en état de soutenir la concurrence de ceux de l'étranger.

L'armement des ports en ce qui concerne les docks et entrepôts et les instruments de levage est aussi un élément de succès qui a longtemps manqué à nos ports français, nos commerçants étant obligés de faire embarquer à Anvers ou à Gênes des pièces lourdes que ne pouvaient soulever les grues insuffisantes de Dunkerque ou de Marseille.

Les chambres de commerce ont fini par comprendre l'importance de leur rôle en cette circonstance ; elles ont installé à leurs frais des hangars pour la conservation des marchandises et des instruments de levage de puissances variées, depuis la grue mobile de 1.500 kilogrammes jusqu'à la bigue de 150 tonnes. Elles ont été autorisées à émettre des emprunts dans ce but et à percevoir des taxes spéciales.

CHEMINS DE FER

Importance économique des chemins de fer. — L'établissement des voies ferrées est justifié par la nécessité de transporter rapidement, à un prix minime, les produits du sol ou de l'industrie, de leur point de création aux divers centres de consommation intérieurs ou extérieurs ; les contrées agricoles, les régions minières, les districts manufacturiers, doivent être desservis par des voies ferrées qui les relient aux marchés de vente nationaux ou étrangers. Actuellement, ce programme se trouve réalisé dans presque tous les pays de l'ancien monde civilisé. Les chemins de fer sont également considérés comme de précieux auxiliaires de la défense nationale. Les voies ferrées qui forment le réseau de l'Est et du P.-L.-M. français, les lignes

qui sillonnent l'Allemagne occidentale et orientale ainsi que la Pologne russe, ont à ce point de vue une importance considérable.

Les voies ferrées fonctionnent comme des instruments de civilisation éminemment rapides et perfectionnés pour la mise en valeur des pays neufs. Elles partent alors en général de la mer et remontent les vallées des grands fleuves, comme c'est le cas pour le Nil, le Sénégal, le Niger, le Congo; ces voies de pénétration devraient toujours être établies économiquement sur le type des chemins de fer coloniaux anglais, c'est-à-dire avec un écartement maximum de 1^m,40 entre rails. La ligne du Cap au Caire par les Grands Lacs et la vallée du Nil est établie suivant ce gabarit, qui n'exclut ni la vitesse ni le confort, ni l'exploitation intensive. (Chemins de fer australiens, lignes de l'Afrique du Sud, etc.)

De grands chemins de fer transcontinentaux relient les rives de deux Océans; tel est le Transsibérien établi par le gouvernement russe en Asie pour obtenir une communication directe entre Moscou et le Pacifique en recoupant les vallées des grands fleuves sibériens. Cette ligne immense, qui répond à un double programme militaire et économique, a une grande importance mondiale. De même, plusieurs transcontinentaux relient les rives de l'Atlantique à celles du Pacifique, en traversant le territoire des États-Unis (Union Pacific, Northern Pacific, etc.) ou la Colombie britannique (Canadian Pacific et Grand Trunk Pacific).

De même, d'importants courants de trafic se sont créés à travers le continent européen, après la construction des principaux réseaux. C'est ainsi que des voies ferrées internationales relient Londres par l'intermédiaire de certains ports (Rotterdam, Flessingue, Anvers, Ostende, Calais, Boulogne, Dieppe) aux points d'embarquement des voyageurs et des marchandises chères à destination des Indes, de l'Afrique et de l'Amérique du Sud, Constantinople, Brindisi, Naples, Gênes, Marseille, Barcelone, Lisbonne.

Le percement d'importants tunnels à travers les chaînes de montagnes, telles que les Alpes, a favorisé l'établissement de ces courants commerciaux qui ont pris un développement considérable depuis le percement des tunnels du mont Cenis

(1857-1870), du Saint-Gothard (1872-1880), de l'Arlberg (1880-1883), du Simplon (1898-1905), Lötschberg (1906-1911).

De nouveaux souterrains sont actuellement en percement à travers les Pyrénées (Canfranc et Puymorens).

Les chemins de fer constituent une importante partie du domaine public, puisque la propriété en appartient aux gouvernements, souvent même quand l'exploitation est concédée à des sociétés. L'État retire des chemins de fer des profits considérables sous forme de gratuité de transports postaux ou militaires, d'impositions diverses, etc.

Bien que la circulation des marchandises soit l'élément le plus fructueux de l'exploitation des chemins de fer, ils répondent également à des besoins multiples au point de vue du transport des personnes; ils permettent aux producteurs et aux négociants de se déplacer rapidement et de fréquenter les marchés de vente ainsi que les centres de production agricoles et manufacturiers.

Beaucoup de personnes voyagent uniquement pour leur plaisir, et certaines lignes desservant des contrées favorisées au point de vue de la multiplicité des sites pittoresques, tirent du tourisme leur principal élément de recettes. Souvent ces lignes sont établies à voie étroite et jouent le rôle d'affluents de trafic vis-à-vis des artères principales.

La densité des réseaux, c'est-à-dire la valeur du rapport de leur développement kilométrique au chiffre de la population et à la surface des territoires desservis, varie avec le degré d'avancement de la civilisation et avec la richesse agricole, minière et industrielle des régions considérées.

Dans le nord de la France, aux environs de Londres et des grandes cités manufacturières anglaises, dans les banlieues de Paris et de Lyon, dans le bassin de la Ruhr, en Saxe, en Suisse, en Belgique, la densité est très forte et les voies forment un réseau à mailles très serrées. Au contraire les plaines du centre de la Russie manquent de chemins de fer, de même que l'Afrique, la Chine, l'Ouest australien, etc. Il faut établir une distinction entre les pays qui offrent déjà un trafic suffisant pour alimenter les lignes que l'on y construit dès que l'on dispose des ressources financières nécessaires à cet effet, et les régions désertiques qui ne sont

transformées que très lentement, grâce à l'action civilisatrice des transcontinentaux qui les traversent : dans cette dernière catégorie rentrent les déserts africains, asiatiques ou sud-américains, de même que les régions voisines des pôles, comme la Sibérie septentrionale et le Kamchatka.

En France, la longueur des lignes principales des grands réseaux atteint actuellement à peu près 40.000 kilomètres de voies normales à 1^m,44 d'écartement.

D'ailleurs, il ne convient pas de multiplier sans raison les voies ferrées à l'infini, et il est préférable de consacrer les ressources financières du pays au perfectionnement du réseau existant dont les voies doivent être entretenues, renforcées, électrifiées et armées d'un matériel fixe et roulant de plus en plus puissant, afin de répondre aux exigences croissantes du trafic intérieur et international.

Les Chemins de fer en France. — Les premières lignes (1823) mirent en communication les bassins houillers ou métallurgiques du centre avec la Loire et le Rhône ; le chemin de fer de Lyon à Saint-Etienne assura d'abord le transport des marchandises (1828), puis celui des personnes (1832). Les chemins de fer de Paris à Saint-Germain et de Paris à Versailles furent concédés avant 1841 ; il y avait alors 500 kilomètres de voies ferrées exploitées en France (3.000 en Angleterre).

Une loi de 1842 posa les principes de l'établissement et de l'exploitation des voies ferrées.

L'État prenait à sa charge l'infrastructure (acquisition des terrains, construction de la voie, des gares et des ateliers).

Pour l'établissement de la voie ferrée et de ses accessoires (superstructure) ainsi que pour la fourniture du matériel roulant, l'État s'adressait à des Compagnies fermières ayant le bénéfice de l'exploitation pendant un certain temps.

Cette loi décrétait l'établissement de neuf grandes lignes allant de Paris vers les frontières ou vers le centre en reliant l'Océan et le Rhin à la Méditerranée.

De nombreuses concessions furent accordées par voie d'adjudication aux Compagnies qui exigeaient la durée de concession la plus courte. Elles émirent des actions et des

obligations sur lesquelles la spéculation entraîna des hausses exagérées suivies de baisses injustifiées sur le marché des valeurs ; leur crédit en souffrit, le public hésitant à souscrire des titres soumis à de tels soubresauts.

La crise financière et commerciale de 1847 et les événements politiques de 1848 amenèrent la déchéance de quelques Compagnies ; plusieurs lignes furent mises sous séquestre et la ligne de Paris à Lyon fut rachetée.

Au début des chemins de fer, en effet, leur succès et leur développement futur étaient niés par beaucoup d'économistes et d'hommes politiques¹. Les gouvernements laissèrent donc les particuliers risquer leurs capitaux dans des entreprises qui semblaient ne devoir être que des essais malheureux. En Angleterre et en Amérique notamment, les tracés primitifs des réseaux furent des plus défectueux et des Compagnies telles que le Midland, le London & North Western et le Great Western en Angleterre se firent concurrence pour la mise en relation des principaux centres. Malheureusement beaucoup de Compagnies concessionnaires avaient perdu de vue, dès l'origine, les questions commerciales et s'étaient transformées en administrations. Elles construisaient aussi lentement que l'État avec des prix de revient très élevés. Leur personnel, emprunté à des services publics, n'apportait pas toujours dans l'étude et dans l'exécution des travaux l'expérience qui s'acquiert par une longue pratique ainsi que par la connaissance et l'étude approfondie des travaux similaires effectués à l'étranger.

On a souvent reproché aux ingénieurs qui étudient des tracés de chemins de fer de recourir à des travaux d'art trop coûteux. Cependant il ne faut pas oublier que si les rampes d'une ligne sont trop raides, elle est grevée pour une longue suite d'années de frais de traction très élevés. Il vaut mieux, dans beaucoup de cas, adopter un tracé cher d'exécution dont le profil aisé rend l'exploitation plus facile ; on économise le combustible et le matériel se fatigue moins vite.

En 1852, le gouvernement français opéra la fusion de vingt-huit Compagnies existantes (3.200 kilomètres) en six

1. M. Thiers notamment.

grands réseaux : Nord, Est, Ouest, Midi, Orléans, Paris-Lyon-Méditerranée en leur imposant un tarif maximum, un cahier des charges uniforme et une égale durée de quatre-vingt-dix-neuf ans.

En échange, ces Compagnies devaient exécuter des lignes secondaires se raccordant aux lignes principales avec l'aide de l'État (sous forme de garantie d'intérêts ou de subvention, ou sans aucun concours).

En 1857, le réseau français comptait 16.000 kilomètres concédés et 7.450 kilomètres en pleine exploitation ; les dépenses énormes de construction exigeaient un appel incessant aux capitalistes, qui prirent peur, et une nouvelle crise se produisit. Sur un appel des Compagnies, le gouvernement intervint de nouveau en 1859. La convention Franqueville établissait une distinction entre les lignes principales rapportant des bénéfices (ancien réseau) et les lignes secondaires concédées depuis 1857 dont le produit était aléatoire (nouveau réseau).

Une partie des bénéfices de l'ancien réseau était destiné à assurer un minimum de dividende aux actionnaires ; l'autre était versée comme supplément de recette au nouveau réseau (système du déversoir).

L'État consentait aux Compagnies pour l'ancien réseau, pendant cinquante ans, une garantie d'intérêt de 4 0/0 dont le remboursement devait être opéré avec un intérêt de 4 0/0 dès que l'importance des bénéfices le permettrait. A partir de 1872, l'État et les Compagnies devaient se partager les revenus excédant un chiffre déterminé.

En 1870, le réseau français comprenait 17.500 kilomètres de lignes en exploitation et 23.500 kilomètres de lignes concédées. Depuis 1870, deux faits importants se sont produits.

En 1878, la constitution du réseau des chemins de fer de l'État par le rachat des lignes de plusieurs petites Compagnies (Charentes, Orléans à Rouen, etc.).

Ce réseau est devenu très important (9.000 kilomètres) depuis le rachat de la Compagnie de l'Ouest en 1909 (Voir page 249).

En 1879, le Parlement avait adopté le plan Freycinet, comportant l'exécution de 181 lignes nouvelles ; l'État ne

pouvant compter sur les seules ressources du budget fit appel aux Compagnies et signa avec elles de nouvelles conventions.

Conventions de 1883. — Par les conventions Raynal (1883), les Compagnies s'engageaient à construire en dix ans 7.480 kilomètres de lignes pour le compte de l'État, en se procurant les fonds nécessaires par des émissions d'obligations.

L'État, remboursant, par des annuités réparties sur toute la durée de la concession, l'intérêt et l'amortissement des sommes ainsi empruntées par les Compagnies pour son compte, empruntait donc, sans que le public s'en rendit compte, sous le couvert des Compagnies.

L'État supporte définitivement les dépenses d'infrastructure, les Compagnies ont la charge exclusive du matériel roulant, du mobilier et de l'outillage des gares ; la superstructure, jusque-là entièrement supportée par les Compagnies, est désormais partagée entre elles et l'État.

La garantie d'intérêt, auparavant limitée aux obligations, s'étendait aux actions. Une partie des annuités ainsi versées par l'État aux Compagnies représente les intérêts que les Compagnies paient pour le compte de l'État à ses prêteurs ; l'autre partie constitue une simple avance de sa part.

Ces ententes très critiquées ont été appelées les conventions « scélérates » et on a reproché à l'État de n'avoir pas su défendre comme il convenait, à cette occasion, les intérêts des contribuables, mais dans les circonstances où il traitait, il lui était difficile d'obtenir des conditions plus avantageuses.

Plan d'ensemble des réseaux. — Le plan d'ensemble des voies ferrées doit être conçu dans chaque pays d'après la conformation géographique et d'après les besoins des diverses régions industrielles ou agricoles. En général, on relie les centres commerciaux administratifs et militaires au siège du gouvernement par des lignes allant du centre vers la périphérie, ce qui permet d'assurer en même temps les communications internationales et stratégiques. Les

voies ferrées reliant Paris à Amiens, Calais, Lille, Maubeuge, Nancy, Belfort, Lyon, Marseille, Cette, Bordeaux, Nantes, Brest, Cherbourg, le Havre, etc., se prolongent au delà des frontières par des services maritimes ou par des lignes terrestres vers l'Angleterre, la Belgique, l'Allemagne, la Suisse, l'Italie, l'Espagne et les pays d'outre-mer. Souvent les lignes principales suivent les vallées des cours d'eau et passent d'un bassin à l'autre, au moyen de tunnels plus ou moins importants, franchissant ainsi les barrières que leur opposent les chaînes de partage des eaux. Ces artères forment le réseau d'intérêt général, établi à double voie, solidement construit en vue de la circulation de trains rapides et lourds. La dépense d'établissement, variant de 400.000 à 500.000 francs par kilomètre, est supportée par l'État qui reste maître des tarifs, exploite lui-même, ou fait appel au concours de sociétés concessionnaires.

Il est de toute nécessité d'établir des communications directes entre les principales villes d'un pays, et tout le trafic ne doit pas passer par la capitale, à moins qu'elle ne soit située exactement au centre économique ou géographique du territoire. Cette manière de concevoir le plan d'ensemble des voies ferrées nuit à l'intérêt général; Belfort, Grenoble, Lyon sont mal reliés à Bordeaux et à Nantes, qui sont des ports intéressants au point de vue du commerce d'exportation.

Systèmes d'exploitation des chemins de fer. — *Système français.* — Au 1^{er} janvier, les chemins de fer exploités en France comprenaient : lignes d'intérêt général : 40.650 kilomètres; lignes d'intérêt local : 15.250 kilomètres; soit au total : 55.900 kilomètres.

L'ensemble du réseau français continental est exploité par l'État et par cinq Compagnies (Sociétés anonymes) concessionnaires et non propriétaires de leur réseau (voir le tableau de la page 250).

Les Compagnies et l'État étant associés pour l'exploitation, ce dernier exerce un pouvoir de contrôle et possède un droit de reprise sur les lignes concédées.

Les Compagnies de chemins de fer n'ont aucun droit de propriété ni d'usufruit sur la voie ferrée qui fait partie du

domaine public ainsi que ses dépendances (gares, quais d'embarquement et de débarquement).

Dans l'association à laquelle l'exploitation du réseau concédé donne lieu entre l'État et les Compagnies concessionnaires, l'apport de l'État est représenté par les dépenses faites par lui pour l'infrastructure (Loi de 1842 et Conventions) et pour une partie de la superstructure. L'État a fourni le quart environ (conventions de 1883), des 17 milliards qu'a coûté l'ensemble du réseau général.

Il y a partage entre l'État et les Compagnies des bénéfices et des pertes. L'État participe aux pertes par la garantie d'intérêt qui comble les déficits des mauvaises années. Cette obligation cesse en 1914 pour les Compagnies du P.-L.-M. et du Nord, en 1935 pour les autres réseaux.

Dans les années prospères, les Compagnies remboursent à l'État les sommes qu'elles ont reçues dans les années déficitaires sous forme de garantie d'intérêt.

Lorsque le bénéfice net de l'exploitation atteint un certain chiffre, l'excédent doit être partagé entre l'État (2/3) et la Compagnie (1/3). Dividende garanti et dividende réservé.

Cette clause a été appliquée plusieurs fois. Le P.-L.-M. a versé à l'État : 149.985 francs en 1898, et 9.620.436 francs en 1906. L'Est s'est libéré de sa dette envers l'État.

Contrôle de l'État sur les Compagnies concessionnaires. — L'État exerce à l'égard des Compagnies de chemins de fer un contrôle technique commercial et financier.

L'Administration des chemins de fer rattachée au ministère des Travaux publics forme l'objet du Comité d'exploitation (questions techniques); du Comité consultatif des chemins de fer (questions commerciales); et de la Commission de vérification des comptes (questions financières).

L'État est représenté auprès de chaque Compagnie par des ingénieurs des ponts et chaussées et par des ingénieurs des mines (contrôle technique), par des inspecteurs principaux ou particuliers ou par des commissaires de surveillance administrative (contrôle de l'exploitation commerciale), ainsi que par des inspecteurs de finances (contrôle financier).

Droit de reprise de l'État sur les lignes concédées. — Les causes de reprise des lignes concédées par l'État sont l'expiration du terme de la concession et le rachat.

Les concessions de chemins de fer ont toutes pour limite la période comprise entre 1950 et 1960. A ce moment l'État accordera le renouvellement des concessions ou prendra à son compte l'exploitation des lignes.

Dans ce dernier cas, l'État n'aura rien à payer pour la reprise des biens immobiliers, mais il payera à dire d'expert le mobilier (matériel roulant, approvisionnements, mobiliers des gares). Il faudra déduire de la somme que l'État aura à verser, le montant des avances faites sous forme de garantie d'intérêt; pour certaines Compagnies, il n'aura donc rien à payer.

L'État peut racheter les lignes dès la quinzième année d'exploitation, à condition d'assurer le paiement aux actionnaires du dividende, sur lequel ils auraient été en droit de compter jusqu'à la fin de la concession.

L'annuité que l'État est tenu de payer dans ce but, calculée d'après la moyenne des bénéfices des sept dernières années en défalquant les deux plus faibles, ne peut être en aucun cas inférieure au produit net de la dernière année.

L'État payera cette somme aux actionnaires jusqu'à l'expiration de la concession.

En 1878, le gouvernement français avait constitué par le rachat d'un certain nombre de Compagnies secondaires un réseau d'État comportant environ 2.500 kilomètres de lignes appartenant aux réseaux des Charentes, de la Vendée, et aux lignes d'Orléans, à Châlons et à Rouen, frappées de déchéance.

Ces lignes, dont les principales reliaient Chartres à Bordeaux et à Royan, par Niort, Bordeaux à Nantes, Tours aux Sables-d'Olonne, constituaient un ensemble peu rémunérateur et ne procuraient que des recettes très inférieures à la normale. D'ailleurs le mauvais état des voies et l'effectif insuffisant des locomotives et du matériel roulant mettaient ce réseau en état d'infériorité notoire par rapport à ses voisins. De plus ces lignes, dépourvues de débouchés internationaux, et traversant des régions privées de mines et d'industrie,

sans grandes richesses agricoles, ne constituaient qu'un réseau forcément voué à la médiocrité.

Le Gouvernement français a été autorisé par les lois du 13 juillet 1908 et du 21 décembre 1909 à racheter le réseau de la Compagnie de l'Ouest. Ainsi complété, le réseau d'État comporte 8.900 kilomètres de lignes et n'est surpassé en France, au point de vue du développement, que par le réseau du P.-L.-M. (9.510 kil.). Malheureusement la recette kilométrique ne dépasse pas 35.000 francs, alors que celle du P.-L.-M. atteint 61.000 francs. D'autre part, la remise en état des lignes et du matériel roulant de l'ancienne Compagnie de l'Ouest, absolument délabrés, absorbera environ un milliard. Le nouveau réseau de l'État participe au trafic franco-anglais par Dieppe et par le Havre, il dessert des contrées agricoles, et il a chance de voir l'industrie devenir très importante en Bretagne, en Normandie et en Anjou, grâce au développement qu'y prennent les mines de fer et de charbon : il est toujours en état d'infériorité quant aux relations internationales directes avec les pays du continent européen, car il ne peut guère participer à cet élément de recettes que par la ligne de Paris au Havre.

Si les négociations entamées avec la Compagnie d'Orléans pour le rachat de son réseau avaient abouti, le Gouvernement français se serait trouvé dans une situation normale au point de vue de la valeur des lignes du réseau d'État, qui eût été ainsi pourvu d'éléments de recette plus variés. Provisoirement, il semble qu'il faille attendre l'expiration des concessions pour que l'ensemble des lignes d'intérêt général exploité par les Compagnies soit naturellement annexé au réseau de l'État, qui prendra de ce fait une valeur de premier ordre et dont la longueur sera sans doute voisine de 45.000 kilomètres.

Résultats généraux de l'exploitation des chemins de fer. —

Le réseau des chemins de fer représente en France un capital de 16 milliards d'obligations et de 3 milliards d'actions. Le revenu net est d'environ 700 millions. Dans certains pays d'ailleurs, la prospérité n'est pas sans effrayer les compagnies, et beaucoup d'entre elles se livrent à de fortes

LIGNES	KILOMÈTRES exploités	RECETTES brutes à partir du 1 ^{er} janvier		DIFFÉRENCE en faveur de 1912 sur recettes brutes	
		1912	1911	0/0 par km	0/0 par km
Chemins de fer de l'État. } Ancien réseau..	3.020	67.450.000	64.408.000	3.042.000	3.85
Paris-Lyon-Méditerranée. } Réseau racheté.	5.960	234.791.000	228.007.000	6.784.000	2.97
— Chemins Algériens.....	9.667	580.908.000	552.950.000	27.958.000	4.63
Nord.....	515	17.615.000	16.852.000	763.000	4.53
Orléans.....	3.840	318.716.000	305.470.000	13.246.000	3.87
Est.....	7.467	297.132.000	278.120.090	19.012.000	6.33
Midi.....	5.027	282.421.000	270.971.000	11.450.000	3.75
Est-Algérien.....	4.080	140.998.000	135.099.000	5.899.000	2.44
Bône-Guelma et prolongements :	952	15.239.080	14.932.011	307.069	2.06
Ancien réseau :					
Algérie. } Lignes à voie large.....	308	4.222.313	4.200.147	22.166	0.53
Tunisie. } — étroite.....	128	1.916.529	1.784.531	131.998	7.40
— Lignes à voie large garanties par l'État français.....	226	3.309.398	3.262.521	46.877	1.54
Nouveau réseau :					
Algérie. — Tramway de Saint-Paul à Randon.	12	15.313	11.574	3.739	32.50
Tunisie. } Lignes à voie large. Djedeïda à Bizerte.....	164	875.494	795.070	80.424	1.96
— Lignes à voie étroite.....	4.017	15.010.768	13.076.589	1.934.179	10.28
Ouest-Algérie (province d'Oran).....	366	»	»	»	»
— Blida à Berrouaghia.....	84	»	»	»	»
— Tlemcen à la frontière.....	41	»	»	»	»
Chemins de fer algériens de l'État.....	968	7.482.120	6.823.060	659.060	9.65
Mostaganem-La Macta.....	30	233.870	199.425	34.445	17.27

Nombre des actions de chaque Compagnie : Lyon, 800.000 ; Nord, 525.000 ; Ouest, 390.000 ; Orléans, 600.000 ; Est, 580.000 ; Midi, 250.000.

dépenses de matériel ayant pour but de retarder le plus longtemps possible le partage des bénéfices. Les gouvernements, alléchés par les millions de revenus que touchent les Compagnies, pourraient être tentés de procéder à un rachat en masse et de suivre l'exemple donné par l'Italie, la Suisse, l'Autriche-Hongrie.

Aussi, les Compagnies ont-elles pu donner satisfaction aux réclamations des petits employés dont les intérêts étaient depuis si longtemps sacrifiés. La réglementation des heures de travail (1899, 1901, 1906), la loi des retraites (1909), l'élévation du traitement de début de tous les employés de la voie à 5 francs par jour, ont eu pour résultat d'amener une baisse des valeurs de chemins de fer en Bourse.

Cependant, l'augmentation du trafic et une surveillance plus active pour diminuer le coulage ont rapidement rétabli l'équilibre.

Les chemins de fer sont exploités suivant le type français en Espagne, en Portugal, etc.

Constitution financière des Compagnies. — Souvent les Compagnies de chemins de fer sont des sociétés par actions dont le capital nominal n'a pas une importance correspondant à l'étendue de leur réseau. Les gouvernements les autorisent à se procurer des capitaux par des émissions d'obligations, et cette pratique peut donner lieu à de graves abus. On peut, en effet, regretter que les Compagnies de chemins de fer ne soient pas toujours gérées comme des entreprises industrielles ordinaires astreintes à l'observation des mêmes lois. Le public a quelquefois une confiance excessive dans l'appui moral que certains gouvernements prêtent à des Compagnies de chemin de fer qui prennent des engagements en acceptant un contrôle trop souvent illusoire. Si le capitaliste se rendait compte de la véritable situation de ces Compagnies, il hésiterait à souscrire des obligations à faible revenu insuffisamment gagées, dont le montant forme un total beaucoup trop élevé par rapport au capital actions, à qui appartient seul la nomination des administrateurs et la prérogative de s'occuper des affaires sociales. Grâce à cette situation tout à fait anormale, beaucoup de compagnies con-

tinuent à subsister malgré une situation financière des plus précaires. Dans certains pays, les pouvoirs publics ont réagi contre cet état de choses si dangereux en obligeant les compagnies de chemins de fer à n'émettre sous forme d'obligations qu'un quart de leur capital social.

La cause de la chute récente du Saint-Louis and San Francisco R^d, en Amérique, a été l'abus des émissions d'obligations. Cette Compagnie en était arrivée à 945 millions d'obligations directes et 630 millions d'obligations de lignes garanties par elle contre seulement 262 millions d'actions, dont 25 d'actions de première hypothèque qui touchaient un dividende de 4 0/0. Au contraire, le Pensylvania R^d a 2.163 millions d'actions touchant 6 0/0 de dividende, contre 1.223 d'obligations. Le New York New Haven & Hartford a 945 millions d'actions touchant 6 0/0 de dividende contre 1.066 millions d'obligations.

Si les chemins de fer étaient partout gérés avec prudence et sagesse, les dépenses nécessaires au développement du réseau devraient toujours être payées sur les bénéfices réalisés, et le capital de premier établissement devrait être l'objet de larges amortissements. Au lieu de cela les sommes dépensées pour l'entretien sont souvent portées à l'actif. La valeur d'inventaire du matériel roulant se trouve souvent créditée du montant des réparations qu'il subit, alors qu'elle devrait, au contraire, diminuer progressivement et tendre vers zéro. Ces errements sont justifiés en apparence par la teneur des clauses de rachats qui, dans certains pays, stipulent la reprise du matériel par l'acheteur à dire d'expert ; dans ce cas, les Compagnies concessionnaires ont intérêt à majorer le plus possible la valeur d'inventaire du matériel.

Les obligations donnent lieu à un intérêt fixe et sont remboursables par voie de tirage avant l'expiration de la concession ; leur service constitue donc pour les Compagnies une lourde charge, et elles payent très cher l'argent emprunté.

Étant donné l'importance du rôle que jouent les Compagnies de chemins de fer au point de vue financier, commercial, industriel, militaire, politique, etc., les gouverne-

ments ne peuvent déléguer leurs pouvoirs qu'à des sociétés puissantes, exploitant plusieurs milliers de kilomètres. Toutefois l'exploitation des réseaux dépassant 5.000 kilomètres donne lieu à des dépenses exagérées et à un coulage tel que la constitution de réseaux atteignant 10.000 kilomètres semblerait devoir être absolument condamnée si l'on ne prenait pas de mesures spéciales à cet égard. La diversité des besoins des populations desservies, la quantité considérable de matériel nécessaire, le nombre et la dispersion des employés de tous ordres, soulèvent des difficultés insolubles qui ont une fâcheuse répercussion sur le rapport des dépenses aux recettes dont la valeur doit être aussi faible que possible (coefficient d'exploitation).

Pour qu'un réseau soit d'un bon rapport, il faut que les agents commerciaux soient nombreux, actifs et compétents, que le matériel soit solide et évolue rapidement, que le personnel des services de dépenses soit aussi réduit que possible. Les réseaux anglais du London & North Western, du Midland, du Great Western, offrent à ce point des exemples excellents. On a, par exemple, intérêt à n'avoir pour chaque réseau qu'un seul grand atelier de réparations de matériel roulant, afin de réduire les frais généraux au minimum et de disposer d'un outillage perfectionné toujours en fonctionnement. Les grands réseaux ou les trusts américains (Pensylvania R^d, Atchison Topeka & Santa-Fé Railroad, etc.), qui contrôlent des étendues de lignes très considérables, améliorent leur rendement en les sectionnant en divisions. Nous verrons plus loin, à propos des chemins de fer d'État, que la même mesure a été adoptée en Allemagne, en Russie, etc.

Des sociétés importantes se sont formées, surtout en Europe, pour réunir sous une même administration un certain nombre de lignes d'intérêt local dispersées sur toute l'étendue d'un pays en vue d'en améliorer le rendement.

Nous donnons ici le compte rendu des opérations financières de la Compagnie des chemins de fer de l'Est en 1912 afin de permettre au lecteur de se rendre compte de la complexité de la comptabilité d'une compagnie de chemins de fer et de l'importance de son budget des dépenses.

OPÉRATIONS FINANCIÈRES

DE LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DE L'EST (1912)

CHAPITRE PREMIER

*Compte de premier établissement. — Situation financière
au 31 décembre 1912.*

1^o COMPOSITION DU CAPITAL (RECETTES). — Le capital de la Compagnie, actions et obligations, était représenté, au 31 décembre 1912, par les titres ci-après, savoir :

	Francs
584.000 actions.....	292.000.000 »
368.828 obligations 5 0/0.....	175.672.989,45
42.689 obligations 4 0/0.....	21.153.680,17
5.256.264 obligations 3 0/0.....	1.849.529.812,86
236.360 obligations 2 1/2 0/0.....	97.233.188,60
490.033 obligations des anciennes Compagnies.....	147.673.135,35
TOTAL.....	2.583.262.806,43

Dans ce total, les émissions faites en 1912 sont comprises pour 42,689 obligations 4 0/0, 162,374 obligations 3 0/0 et 17,000 obligations 2 1/2 0/0, soit ensemble 252,063 obligations qui, déduction faite de l'intérêt couru au jour de la vente de chaque titre, ont produit 93,670,855 fr. 25.

Le prix moyen de ces obligations a été de 495 fr. 53 pour le type 4 0/0, de 407 fr. 42 pour le type 3 0/0, et de 374 fr. 82 pour le type 2 1/2 0/0.

En 1911, le produit moyen des obligations 3 0/0 avait été de 418 fr. 79 et celui des obligations 2 1/2 0/0 de 383 fr. 82.

Pour la première fois figurent dans la composition du capital les nouvelles obligations 4 0/0 que, par décision de M. le Ministre des Travaux publics, en date du 31 juillet 1912, la Compagnie a été autorisée à créer et à mettre en circulation.

Les prix d'émission mentionnés ci-dessus pour l'emprunt de 1912 font ressortir une charge annuelle d'intérêt et d'amortissement de 5,003 0/0 pour les obligations 4 0/0; de 5,158 0/0 pour les obligations 3 0/0 nouvelles, et de 5,170 0/0

pour les obligations 2 1/2 0/0, soit; en moyenne, 5,124 0/0 contre 4,959 0/0 en 1911.

Déduction faite de l'amortissement, le taux d'intérêt effectif ressort à 4,230 0/0, au lieu de 4,082 0/0 en 1911.

En face des 2.583.262.806 fr. 43 qui représentent le montant total du capital, les chiffres ci-après indiquent l'importance des amortissements effectués depuis l'origine jusqu'à la clôture de l'exercice 1912.

AMORTISSEMENTS

	Jusqu'à la clôture de l'exercice 1911	Pendant l'exercice 1912	Totaux à la clôture de l'exercice 1912
Actions :			
Nombre.....	119.297	5.404	124.701
Valeur d'émission.....	59.648.500	2.702.000	62.350.500
Obligations :			
Nombre.....	1.165.394	61.751	1.227.145
Valeur d'émission.....	397.177.188	22.069.561	419.246.750
Ensemble :			
Nombre.....	1.284.691	67.155	1.351.846
Valeur d'émission.....	456.825.688	24.771.561	481.597.250

Le total ci-dessus de 481.597.250 fr. 86 ne représente que le montant des sommes qui ont été effectivement versées à la Compagnie par les porteurs de titres amortis et qui figurent, en recettes et en dépenses, au bilan. Mais, si l'on fait également entrer en compte les 212.451.999 fr. 14 de primes d'amortissement dont les obligataires ont bénéficié par suite de la différence entre le prix d'émission de leurs titres et le taux de remboursement, on constate que le montant global des amortissements effectués par la Compagnie, au 31 décembre 1912, s'est élevé, en réalité, à 694,049.250 francs, au lieu du chiffre de 481.297,250 fr. 86 qui apparaît seul dans les comptes.

2^o EMPLOI DU CAPITAL (DÉPENSES). — La somme ci-dessus détaillée de 2.583.262.806 fr. 43, qui représente ce capital au 31 décembre 1912, a été employée comme suit :

Montant des dépenses.	Dépenses à la charge de la Compagnie.	Dépenses pour lesquelles la Compagnie reçoit des annuités.
—	Fr. c.	Fr. c.
Au 31 décembre 1911. (chiffres rectifiés)	2.095.740.233,31	370.241.280,99
Dépenses de 1912.....	83.188.457,31	68.858,38
TOTAL (fin 1912)...	2.178.928.690,62	370.310.139,37
	Approvisionnements et matières en magasin.	Totaux
	Fr. c.	Fr. c.
Au 31 décembre 1911. (chiffres rectifiés)	35.940.450,85	2.501.921.965,15
Dépenses de 1912.....	—577.926,26	82.679.389,43
TOTAL (fin 1912)...	35.362.524,59	2.584.601.354,58
Le capital réalisé s'élevant à.....		2.583.262.806,43

l'excédent du capital réalisé sur le capital dépensé est de..... 1.338.548,15
qui ont été avancés provisoirement par le compte de l'Exploitation.

3° TRAVAUX EXÉCUTÉS OU ENGAGÉS EN 1912. — Déduction faite de 187,790 fr. 04 de subventions, le montant total des dépenses de premier établissement s'est élevé, pour l'exercice 1912, à..... Fr. 82.679.389,43

Ces dépenses se répartissent comme suit entre les divers comptes ci-après, savoir :

	Francs
Concessions antérieures à 1883.....	55.850,22
Concessions de 1883 (dépenses à la charge de la Compagnie).....	516.503,48
Travaux complémentaires.....	29.848.919,96
Matériel roulant.....	49.330.053,90
Installations immobilières de la traction (ateliers et dépôts).....	2.934.517,52
Mobilier et matériel des gares et des trains.....	316.225,57
A reporter.....	83.002.070,65

Report.....	83.002.070,65
Travaux complémentaires du matériel inventorié.....	186.386,66
Concessions de 1883 (dépenses à la charge de l'Etat, remboursables par annuités).....	68.858,38
TOTAL.....	83.257.315,69

A déduire :

Diminution de dépenses sur les approvisionnements généraux.....	577.926,26
Total des dépenses d'établissement faites en 1912 (après déduction de 187.790 fr. 04 de subventions)....	82.679.389,43

Matériel de traction et de transport. — Dans le courant de l'exercice 1912, les ateliers de la compagnie et ceux de l'industrie privée ont livré : 106 locomotives, 93 tenders, 208 voitures à voyageurs, 5.196 fourgons et wagons.

Par suite de ces livraisons, et en tenant compte des démolitions faites en 1912, l'effectif du matériel de traction et de transport s'est trouvé porté, à la date du 1^{er} janvier 1913, à : 1.793 locomotives, 1.517 tenders, 4.045 voitures à voyageurs, 56.162 fourgons et wagons à marchandises.

Pendant l'année 1912, la puissance en chevaux-vapeur des locomotives s'est accrue de 87.516 chevaux, passant ainsi à 1.399.085 chevaux au 1^{er} janvier 1913.

Parmi les 4.045 voitures à voyageurs composant l'effectif au 1^{er} janvier 1913, figurent 1.148 voitures à couloir partiel ou à intercirkulation, dont 584 à 2 essieux et 564 montées sur bogies, y compris 198 de 3^e classe.

Le nombre des places offertes aux voyageurs s'est accru, pendant l'année 1912, de 8.920 places et s'élevait, au 1^{er} janvier 1913, à 210.432.

L'effectif de 56.162 fourgons et wagons en service à la même date comprenait notamment :

7.178 wagons de diverses séries, à 2 ou 3 paires de roues, d'un tonnage de 15 tonnes ;
25.034 wagons de 20 tonnes ;

744 wagons à bogies de grande longueur, dont 77 d'un tonnage de 30 tonnes et 667 d'un tonnage de 40 tonnes;

Le tonnage total offert au commerce qui était, au 1^{er} janvier 1912, de 720.475 tonnes, est passé, au 1^{er} janvier 1913 à 814.712 tonnes, avec une augmentation de 94.237 tonnes ou de 13,08 0/0.

En ce qui concerne le matériel de traction, on prévoit la livraison, en 1913 et 1914, de 177 locomotives, savoir :

- 50 locomotives compound, à 6 roues accouplées, dont 30 à grande vitesse;
- 45 locomotives compound, à vapeur surchauffée;
- 60 locomotives-tenders à simple expansion et à surchauffeur;
- 20 locomotives-tenders de gare;
- 2 locomotives-tenders à 5 essieux accouplés à simple expansion et à surchauffeur.

On prévoit également la livraison, dans le cours des deux exercices 1913 et 1914, de 285 voitures à voyageurs, dont 161 montées sur bogies, y compris 86 de 3^e classe.

Enfin, pour le matériel à marchandises, on compte mettre en service, au cours de ces deux mêmes années :

9.766 fourgons et wagons parmi lesquels figurent :

4.065 wagons tombereaux, à 20 tonnes;

2.939 wagons couverts, à 20 tonnes;

1.541 wagons plats, à 20 tonnes;

473 wagons plats à bogies, à 40 tonnes, pour transport de longs bois et de produits métallurgiques de grande longueur.

CHAPITRE II

Résultats de l'exploitation

LONGUEUR EXPLOITÉE. — La longueur des lignes exploitées soit comme concessionnaire, soit pour le compte de tiers en vertu de traités approuvés par le Ministre des Travaux publics, était au 31 décembre 1911, de 5.027 kilomètres¹.

1. Concessions de la Compagnie :

Lignes en exploitation complète...	4.943 kilomètres
Lignes en construction, exploitées partiellement.....	»
Lignes exploitées au lieu et place des concessionnaires.....	84
	<u>5.027 kilomètres</u>

Recettes de l'Exploitation. — Les recettes totales de l'exercice 1912, déduction faite de l'impôt, se
sont élevées à Francs 290.511.347,30
En défalquant de ce chiffre les recettes
diverses..... 5.310.333,07

La recette du trafic proprement dit ressort
à 285.201.014,23
En 1911, elle n'était que de 271.809.579,85

AUGMENTATION..... 13.391.434,38

soit 4,93 0/0.

La recette du trafic relative à l'exercice 1912 se décompose de la façon suivante :

Voyageurs : 78.611.439 fr. 24, en augmentation de 1.233.000 francs sur l'exercice antérieur, soit de 1,59 0/0.

Grande vitesse : 27.450.433 fr. 81¹, en augmentation de 774.000 francs, soit 2,90 0/0.

Petite vitesse : 179.139.141 fr. 18, en augmentation de 11.383.000 francs, soit de 6,78 0/0.

Les produits de l'exploitation des cinq derniers exercices sont résumés dans le tableau ci-après.

PRODUITS (IMPÔT DÉDUIT)

	Voyageurs	Grande vitesse	Petite vitesse	Totaux
	Francs	Francs	Francs	Francs
1908.....	70.152.380	23.499.746	133.485.126	227.137.252
1909.....	72.631.113	24.654.077	142.156.433	239.441.625
1910.....	74.485.821	25.757.286	152.108.440	252.351.547
1911.....	77.377.871	26.675.977	167.755.732	271.809.580
1912.....	78.611.439	27.450.434	179.139.141	285.201.014

	1911	1912	Différence en 1912
	Francs	Francs	Francs
1. Recettes :			
de la messagerie, etc....	15.854.542	16.291.438	+ 436.896
des colis agricoles	1.268	5.840	+ 4.572
des colis postaux	7.161.135	7.433.909	+ 272.774
bagages et recettes accessoires de G. V.....	3.659.031	3.719.247	+ 60.216

Le produit kilométrique de l'ensemble des lignes en exploitation, déduction faite de l'impôt, est, pour l'exercice 1912, de.....		Francs
		56.733,84
Il était, en 1911, de.....		54.307,61
AUGMENTATION.....		2.426,23

Importance des transports à grande et à petite vitesse.

1° <i>Voyageurs.</i> — Le nombre des voyageurs transportés, en 1912, sur l'ensemble des lignes a été de...		87.961.800 voyageurs
Il avait été, en 1911, de		83.788.176 —
AUGMENTATION.....		4.173.624 voyageurs

Le nombre des voyageurs de la ligne de Vincennes figure, dans le total ci-dessus, pour 18.236.560 contre 17.059.527 en 1911; l'importante augmentation de 1.177.033 voyageurs est due pour une large part au développement des abonnements hebdomadaires.

Sur le grand réseau, le nombre des voyageurs transportés a augmenté de 2.974.000; cette augmentation, sensiblement supérieure à celle qui avait été constatée l'an dernier, porte surtout sur les voyageurs à petite distance.

Le nombre des abonnements hebdomadaires s'est accru de 157.500, cette augmentation exceptionnelle est à peu près double de l'augmentation moyenne des cinq derniers exercices. Dans la banlieue de Paris, le développement est considérable.

2° *Bagages, messageries et colis postaux.* — Le poids des bagages expédiés a été de 216.318 tonnes, en augmentation de 4.183 sur 1911.

Le poids taxé des excédents de bagages a fléchi de 76.779 tonnes en 1911, à 74.229 en 1912.

Le poids total des articles de messagerie s'est élevé à 478.284 tonnes, en augmentation de 12.573 sur l'exercice précédent.

La valeur déclarée des finances transportées a été de.....		Francs
		197.180.129 »
Elle avait été, en 1911, de		154.944.378 »
AUGMENTATION.....		42.235.751 »

Le nombre des expéditions de bagages et de messageries s'est élevé à 12.353.986, soit 33.754 par jour.

Le nombre des colis postaux expédiés par l'Est en 1912, a été de.....		8.718.172 colis
Reçu des autres réseaux.....		4.001.591 —
Passé en transit sur les lignes de l'Est....		2.720.436 —
TOTAL.....		15.440.199 colis

soit 42.186 par jour.

Le nombre correspondant était de 40.441 en 1911; l'augmentation quotidienne est de 1.745, soit 4,31 0/0; l'an dernier, elle avait été seulement de 0,67 0/0.

3° <i>Marchandises à petite vitesse.</i> — Le nombre des tonnes de marchandises transportées en petite vitesse		Tonnes
a été de.....		41.007.904
Il avait été, en 1911, de		37.122.772
AUGMENTATION.....		3.885.132

Le nombre des expéditions a été de 7.613.519, soit 20.802 par jour.

Le tonnage moyen par jour s'est élevé à 112.043 tonnes, transportées à une distance moyenne de 113^{km},22.

Le prix moyen de la tonne kilométrique est resté sensiblement stationnaire : 3^c,69 en 1912, contre 3^c,70 en 1911.

Les industries desservies par le réseau ont été, pour la plupart, très prospères en 1912 et ont accru notablement leur mouvement d'affaires. C'est la métallurgie qui a fait les plus grands progrès. L'exploitation du minerai continue à se développer avec rapidité; en 1911, on enregistrait une augmentation de près d'un million de tonnes remises au chemin de fer; le nouveau supplément constaté pour 1912 dépasse deux millions de tonnes. Le tonnage transporté se répartit comme suit :

	Tonnes
Trafic ne sortant pas du réseau.....	5.109.000
Trafic à destination des autres réseaux français.	1.465.000
Trafic à destination de la Belgique.	4.170.000
— de l'Allemagne.....	1.055.000
— du Luxembourg.....	556.000

Enfin, pour la première fois, on a exporté du minerai de Briey en Angleterre, où il en a été expédié environ 24.000 tonnes.

Le développement de la production de la fonte a entraîné une augmentation de tonnage des combustibles minéraux; il en a été transporté en 1912, par les rails de la Compagnie, 386.000 tonnes de plus que l'année précédente; le produit a, néanmoins, diminué de 550.000 francs. Ce fait tient au développement de l'importation des cokes allemands qui effectuent sur le réseau des trajets bien inférieurs à ceux des cokes belges.

DÉPENSES D'EXPLOITATION. — Les dépenses générales d'exploitation se sont élevées, pour l'exercice 1912, à la somme totale de 175 millions 337.279 fr. 60 qui se décompose comme suit :

Administration centrale :	Francs
Conseil, Direction et services généraux de la Compagnie.....	1.219.352,70
(Secrétariat général, Comptabilité générale, Contentieux, Service général de l'Imprimerie et des Approvisionnements administratifs.)	
Dépenses générales	19.266.474,26
Service de l'Exploitation.....	60.152.316,24
Service du Matériel et de la Traction.....	64.393.984,10
Service de la Voie et des Travaux	29.779.617,58
A ajouter :	
Charges diverses (fonds fixe d'amortissement des actions, timbre et frais de service des actions)	525.534,72
TOTAL DES DÉPENSES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION.	175.337.279,60

La comparaison entre les deux derniers exercices fait ressortir une augmentation de dépenses de 13.736.000 francs, se répartissant comme suit en chiffres ronds :

Administration centrale et dépenses générales.....	Francs
rales.....	+ 3.897.000
Service de l'Exploitation	+ 3.297.000
Service du Matériel et de la Traction..	+ 4.445.000
Service de la Voie et des Travaux.....	+ 2.106.000
Dépenses diverses (diminution).....	— 9.000

Ce supplément de dépenses, d'ensemble 13.736.000 francs, est imputable pour moitié environ à des dépenses de personnel et, d'autre part, se justifie d'une manière générale par le développement considérable du trafic. Il a, d'ailleurs, pour contre-partie une augmentation de recettes de 14.840.000 francs (290.511.000 francs de rendement brut en 1912 contre 275.671.000 francs en 1911), et il laisse, par conséquent, un accroissement de 1.104.000 francs du produit net d'exploitation.

Rapport des dépenses aux recettes. — En déduisant des dépenses générales d'exploitation complète le fonds fixe d'amortissement des actions, ainsi que le timbre et les frais de service de ces titres, les dépenses
générales sont de 174.811.744,88
pour une recette brute de 290.511.347,30

Si l'on supprime également des recettes et des dépenses les transports en service (soit 5.995.090 fr.), le rapport des dépenses aux recettes, c'est-à-dire le coefficient d'exploitation, ressort à 59,33 0/0 au lieu de 57,46 0/0, en augmentation de 1,87 0/0 sur l'année précédente.

INSTITUTIONS DE PRÉVOYANCE ET DÉPENSES PATRONALES. — Les dépenses faites en 1912 par la Compagnie, en faveur de son personnel, en sus des traitements, salaires et indemnités diverses, se sont élevées, pour l'ensemble des comptes d'exploitation et d'établissement, à 22.668.582 fr. 93, se décomposant comme suit, savoir :

	Francs
Versements à la Caisse des Retraites.....	14.928.628,53
Secours annuels et compléments de retraites aux anciens agents en régie et à leurs veuves ou orphelins.....	752.510,61
Contribution patronale aux retraites ouvrières et paysannes pour les agents ou auxiliaires non encore affiliés à la Caisse des Retraites de la Compagnie.....	14.780,69
Allocations aux Caisses de Prévoyance.....	472.327,79
Secours accordés sur les fonds de la Com- pagnie.....	214.766,18
Frais funéraires.....	25.300,83
Personnel du Service médical.....	203.812,18
Fourniture de médicaments (non compris 217.900 fr. 53 représentant la part supportée par les Caisses de Prévoyance).....	203.554,69
Salaires de maladie (non compris 650.287 fr. 76 représentant la part supportée par les Caisses de Prévoyance).....	1.722.146,60
Allocations spéciales aux agents chargés de familles.....	556.513,39
Allocations d'accouchement.....	174.850 »
Allocations pour cherté de la vie dans diverses localités.....	74.265,17
Gratifications.....	2.349.991,79
Boissons hygiéniques chaudes ou rafraîchis- santes.....	35.880,81
Allocations aux Sociétés coopératives de con- sommation fondées et gérées par le per- sonnel de la Compagnie.....	61.275 »
Contribution aux dépenses d'habillement...	706.711,72
Bourses fondées dans divers orphelinats et autres dépenses scolaires.....	142.817,04
Remboursement de prestations.....	28.449,90
TOTAL ÉGAL.....	22.668.582,93

au lieu de 18.438.779,96 en 1911.

Le chiffre ci-dessus indiqué pour le total des dépenses

patronales¹ en 1912 représente, au profit du personnel, une augmentation de 23,62 0/0 des traitements et salaires et 109,25 0/0 du revenu annuel réservé aux actionnaires.

Il présente, par rapport à l'exercice précédent, une augmentation qui n'est pas inférieure à 4.229.800 fr. et qui provient surtout d'accroissements de 124.000 fr. sur les gratifications, de 343.000 francs sur les dépenses d'habillement et de 3.635.000 francs sur les versements à la Caisse des retraites.

PROFIT RÉSULTANT POUR L'ÉTAT DE L'EXPLOITATION DES LIGNES DE L'EST EN 1911 ET 1912. — Non compris les lignes exploitées par la Compagnie pour le compte des tiers, les profits de l'État, en 1911 et 1912, ont été les suivants :

	1911	1912
Longueur moyenne exploi- tée Kil.	4.918	4.940
Recettes perçues.....	25.024.421,16	25.267.341,42
Économies réalisées.....	24.999.102,60	25.682.156,57
Total des profits de l'État.	50.023.523,76	50.949.497,99

Le revenu assuré du fait de la Compagnie à l'État, pour les sommes consacrées par lui au premier établissement du réseau de l'Est, et qui s'élèvent à 704.090.000 francs à la clôture de l'exercice 1912, ressort ainsi à 7,24 0/0.

CHAPITRE III

Liquidation de l'exercice.

RÉSULTATS DU COMPTE GÉNÉRAL D'EXPLOITATION COMPLÈTE. — La Convention de 1883 stipule, en son article 9, que pour la liquidation de l'exercice, il sera dressé chaque année un compte général qui doit comprendre, non seulement les recettes et dépenses de l'exploitation avec le résultat des

1. Ce chiffre ne comprend ni les pensions pour accidents du travail, ni la solde des 52 jours de congé par agent, ni le montant des heures supplémentaires, ni les primes des agents de la traction, ni les avantages non appréciables en argent, tels que les facilités de circulation pour les agents et leurs familles, etc.

exploitations annexes, mais encore les annuités dues par l'État à la Compagnie et les charges de capital auxquelles elle doit faire face, y compris les 20.750.000 francs affectés à servir aux actions un revenu de 35 fr. 50.

Le solde de ce compte général donne le montant, soit de l'appel à faire à la garantie de l'État, soit du remboursement à effectuer, soit de l'excédent de produit net disponible pour l'augmentation du dividende et le partage avec l'État (Convention du 6 septembre 1911).

Établi dans les conditions qui viennent d'être rappelées, le compte général d'exploitation de l'exercice 1912.

	Francs
Les recettes de l'exploitation s'élevant à...	290.511.347,30
et les dépenses correspondantes à.....	175.337.279,60
comme nous l'avons indiqué précédemment,	
le produit net est de	115.174.067,70
Dont il faut déduire pour les exploitations annexes la somme de.....	959.300,74
montant de l'excédent de dépenses résultant de la participation de la Compagnie dans l'exploitation des deux Chemins de fer de Ceinture de Paris et de diverses lignes d'intérêt général et local.	
Le solde définitif du compte d'exploitation ressort ainsi à	114.214.766,96
A ce chiffre, il convient d'ajouter le montant de diverses annuités reçues de l'État, en remboursement de travaux effectués pour son compte, en compensation de la perte de nos lignes d'Alsace et de Lorraine, et en remplacement de subventions converties en annuités, soit ensemble.....	36.408.873,75

TOTAL DES RECETTES DU COMPTE GÉNÉRAL 150.623.640,71

En déduisant de ce total les charges des Emprunts contractés par la Compagnie, tant pour son propre compte que pour le compte de l'État, savoir :

Intérêt et amortissement.	118.521.283,64
Timbre et frais de service des obligations.....	1.723.274,69
Soit ensemble	120.244.558,33
Et, d'autre part, la somme de.....	20.750.000 »
qui représente le revenu réservé de 35 fr. 50 par action, le montant total des charges de capital s'élève à.....	140.994.558,33
et l'excédent de produit net ressort à....	9.629.082,38

que le Conseil d'administration du réseau a proposé d'employer comme il est dit ci-après aux chapitres intitulés Garantie d'intérêt et Emploi du revenu réservé.

GARANTIE D'INTÉRÊT. — Le solde de la dette de la Cie au 31 décembre 1911 ressortait, en capital, à 166.719.980 fr. 54 et, en intérêts, à 28.162.983 fr. 17, soit, au total, à 194.882.963 fr. 71.

Conformément aux stipulations de la Convention du 6 septembre 1911, la Compagnie, dans le cours de l'année 1912, a effectué, d'abord, dans les caisses du Trésor, douze versements mensuels de 13.226.665 fr. 05

	Francs
formant avec les intérêts et divers un total de.....	158.719.980,54
Elle a, en outre, dans le même exercice, payé pour le compte de l'État aux concessionnaires de la ligne Moutier-Granges-Longeau, située sur le territoire suisse, le solde de sa participation à la formation du capital d'établissement de cette ligne, soit	8.000.000 »

TOTAL..... 166.719.980,54

représentant le solde en capital de la dette de garantie, dette dont la Compagnie s'est complètement libérée vis-à-vis de l'État.

Quant aux intérêts, lesquels avaient été arrêtés, au 31 décembre 1911, à 28.162.983 fr. 17, ils se sont augmentés, en 1912, d'une somme de 3.568.535 fr. 84 représentant les

intérêts courus sur les portions de capital non remboursées jusqu'au jour du paiement; mais, par contre, ils se sont diminués des versements opérés par la Compagnie dans le cours de l'année 1912, soit 21.628.348 fr. 60. Au 31 décembre 1912, la dette de la Compagnie en intérêts se trouvait ainsi réduite à 10.103.170 fr. 41.

La liquidation de l'exercice laisse disponible, après le prélèvement des 20.750.000 francs, qui représentent le revenu réservé de 35 fr. 50 par action, un excédent de produit net de 9.629.082 fr. 38. Conformément à la Convention de 1883, cette somme doit être versée à l'État en paiement des intérêts de ses avances de garantie et le versement doit, aux termes de l'article 6 de la convention du 6 septembre 1911, en être effectué avant la clôture de l'exercice 1912, c'est-à-dire avant le 30 avril 1912.

Ce paiement réduira la dette à 474.088 fr. 03, chiffre dont le montant exact ne pourra être fixé définitivement qu'après l'apurement des comptes de 1910, 1911 et 1912, par arrêtés ministériels. La Compagnie est libérée de toute sa dette envers l'État; il est bien entendu, toutefois, qu'il lui reste, par contre, à assurer jusqu'à la fin de 1934 l'emprunt spécial de 158.720.000 francs contracté pour le remboursement du capital de sa dette de garantie.

La Compagnie avait amorti, en 1912, 8.309.000 francs sur cet emprunt et il se trouve ainsi réduit actuellement à 150.411.000 francs.

L'annuité de l'emprunt que la Compagnie a contracté auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations en vue du remboursement de sa dette de garantie, soit 10.092.918 fr. 44, figure pour la première fois dans les comptes. Le prélèvement nécessaire au service de cette annuité est une des raisons qui expliquent pourquoi la Compagnie de l'Est ne peut, cette année, faire à l'État qu'un reversement de 9 millions 629.082 fr. 38, alors que, pour 1911, elle en avait effectué un de 21.190.600 fr. 88. Mais il est un autre fait dont l'influence est encore plus considérable sur la réduction du versement à l'État, et ce fait est l'aggravation, en 1912, tant des frais d'exploitation que des charges financières. En effet, si le rendement brut du réseau de l'Est a progressé de

14 millions 839.893 fr. 29, cette plus-value est entièrement absorbée, et au delà, par un accroissement net de 13.545.915 francs dans les dépenses d'exploitation et de 2.762.579 francs dans les charges d'intérêt et d'amortissement.

Ces chiffres montrent, une fois de plus, qu'il faut distinguer entre les recettes brutes et les recettes nettes et que les charges de capital jouent un rôle important dans le fonctionnement du compte général d'exploitation.

Emploi du revenu réservé. — Fixation du dividende. — Le

	Francs
Compte général montre que la Compagnie a un produit net de.....	30.379.082,38
qui permettra de rembourser à l'État.....	9.629.082,38
sur la dette de garantie, après avoir prélevé le revenu réservé attribué par la convention du 11 juin 1883, soit.....	20.750.000 »
aux actionnaires.	

De cette dernière somme, il y a lieu de déduire l'acompte de..... 9.294.060 »
représentant l'intérêt de 20 francs qui a été mis en paiement le 1^{er} novembre dernier pour chaque action non amortie.

Sur le reliquat il a été prélevé..... 2.281.900 »
pour l'amortissement des actions.

On distribue, à titre de complément de dividende, 15 fr. 50 par action, soit pour 584.000 actions..... 9.052.000 »
et on reporte le solde de..... 122.040 »
à la Caisse des Annuités jusqu'à l'apurement des comptes de l'exercice.

TOTAL ÉGAL..... 20.750.000 »

Le dividende complémentaire de 15 fr. 50, joint à l'intérêt de 20 francs déjà payé, forme, pour l'exercice 1912, un revenu de 35 fr. 50 par action.

Type allemand. — Au 1^{er} janvier 1910, l'étendue des lignes exploitées en Allemagne s'élevait environ à 60.000 kilomètres dont 4.000 kilomètres seulement confiés à des Compagnies

concessionnaires. Le reste du réseau est administré par les divers États allemands depuis 1870. M. de Bismarck n'a pas pu réaliser son programme de centralisation complète des réseaux allemands sous l'administration impériale.

Afin de faciliter la gestion d'un réseau aussi étendu, on l'a divisé en directions, qui forment comme autant de petits réseaux distincts autonomes rattachés à l'Office impérial des chemins de fer de l'Empire, à Berlin.

Les tarifs sont sensiblement les mêmes qu'en France pour les marchandises. Les prix sont moins élevés pour les voyageurs; la durée de validité des billets est de 45 jours pour les billets d'aller et retour, sans distinction de distance et il existe une 4^e classe à tarif très réduit. Les bénéfices nets résultant de l'exploitation sont d'environ 1.420.000.000 fr.

En Prusse, où la situation est très favorable, une grande partie des travaux complémentaires sont payés depuis longtemps au moyen des ressources ordinaires du budget. On a recours à l'emprunt pour l'établissement des lignes nouvelles.

Le système allemand est appliqué dans l'Europe centrale (Belgique, Danemark, Hongrie, Norvège, Roumanie, Suisse).

L'Italie a adopté ce système en 1905, après la déchéance des Compagnies fermières auxquelles elle avait rétrocédé l'exploitation de ses lignes rachetées en 1885. En Russie, l'État exploite directement les trois cinquièmes du réseau. En Autriche, la plupart des lignes ont été successivement rachetées par l'État.

Dans certains pays, tels que l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Suisse, etc., on fait supporter aux voyageurs l'excédent de dépenses résultant de la vitesse des trains rapides, sous la forme d'une majoration dont sont frappés les billets des trois classes délivrés pour tous les trains autres que les trains omnibus.

Cette mesure est plus libérale que la limitation usitée en France qui empêche les voyageurs de troisième classe, et souvent même les voyageurs de deuxième classe, d'user des trains express ou rapides. Ce principe antidémocratique n'est ni rationnel, ni économique, car une compagnie de chemins de fer a toujours intérêt à favoriser, dans une certaine mesure, les voyageurs de 3^e classe qui sont le grand nombre,

qui se plaignent rarement et que l'on transporte au moyen d'un matériel peu coûteux au double point de vue du prix d'achat et de l'entretien.

Type anglo-américain. — En Angleterre et aux États-Unis, l'exploitation des chemins de fer constitue une entreprise privée et non pas un service public concédé.

L'État n'intervient donc au point de vue financier ni dans la construction ni dans l'exploitation des voies ferrées; les travaux faits par l'État, les subventions, les garanties d'intérêt n'existent pas. Les Compagnies sont propriétaires perpétuelles des voies ferrées.

Cependant la création des Compagnies donne lieu au vote par le Parlement anglais d'un bill privé (1887), aux États-Unis à une charte de chaque État traversé. Le contrôle des tarifs et des conditions de sécurité des transports est exercé très étroitement depuis ces dernières années.

Réseau ferré anglais. — L'exploitation des chemins de fer fut d'abord en Angleterre une exploitation industrielle soumise aux règles de la libre concurrence. Le pays se couvrit de voies ferrées (1845-1848), et cette folie des chemins de fer aboutit à des désastres financiers.

Il se produisit alors une concentration analogue à celle qui avait lieu en France. Huit compagnies formées par la fusion des autres réseaux se firent une concurrence effrénée dont le public profita en raison des abaissements de tarifs de 60 à 80 0/0, auxquels elle donna lieu.

En 1859, une première entente se produisit entre les compagnies anglaises en vue d'appliquer un tarif uniforme, rémunérateur pour toutes. La concurrence ne continua à s'exercer qu'au point de vue de la rapidité et du confort qui sont de tout premier ordre.

Étant donné les dépenses considérables qu'exigent l'établissement et l'armement des voies ferrées, il est, en effet, reconnu d'une manière à peu près générale que leur exploitation doit faire l'objet d'un monopole. Cette conception est juste, car toutes les fois que deux villes se sont trouvées reliées par plusieurs voies ferrées concurrentes, comme en

Amérique, en Angleterre et même en France ¹, les Compagnies exploitantes se sont entendues pour mettre fin à une guerre de tarifs désastreuse par l'adoption d'un tarif maximum et c'est le public qui a payé les frais des hostilités. Bien que le trafic considérable mis à la disposition des Compagnies anglaises ait justifié l'établissement de plusieurs lignes parallèles, et d'abord concurrentes, pour relier entre eux des centres industriels et commerciaux tels que Liverpool, Manchester, Sheffield, Birmingham, etc., il n'en est pas moins vrai que les tarifs sont plus élevés en Angleterre que sur le continent où le régime du monopole est généralement admis. Le Midland, le London and North Western et le Great Northern, après s'être fait pendant longtemps une concurrence acharnée pour le transport des voyageurs et des marchandises entre Londres et l'Écosse, ont fini par s'entendre dans le but de supprimer de nombreux trains et de se partager le trafic d'une manière équitable, de manière à exploiter en commun un monopole qui s'est établi naturellement.

L'ensemble du réseau (Grande-Bretagne et Irlande) était, au 1^{er} janvier 1910, de 37.475 kilomètres ayant coûté 26 milliards environ sans aucune subvention de l'État. Conçu sans plan d'ensemble, il présente un enchevêtrement extrême. Le service est très bien fait, les trains sont rapides et le matériel très confortable, mais les tarifs sont les plus élevés de l'Europe. Bien que les transports soient environ triples du tonnage français, le capital ne retire que 3 1/2 à 4 0/0 d'intérêt, en raison de la multiplicité exagérée des lignes concurrentes.

En Angleterre comme en Allemagne, la décentralisation est poussée beaucoup plus loin qu'en France en matière de voies ferrées. Liverpool est relié directement par des trains rapides à Manchester, à Leeds, à Newcastle, de même que Francfort communique directement avec Hambourg et Munich. Au contraire un voyageur qui veut se rendre de Marseille à Nantes doit passer par Paris sous peine de perdre une journée. Cet inconvénient résulte du système politique

1. Angers est relié à Paris par une ligne de l'État et par une ligne de l'Orléans. Il en est de même pour Nantes, Saint-Nazaire, etc.

de centralisation à outrance et de la constitution rayonnante des réseaux affermis à des Compagnies différentes qui ne croient pas avoir intérêt à faciliter les relations directes des grands centres situés sur leurs réseaux respectifs.

Réseau ferré des États-Unis. — Le système des chemins de fer aux États-Unis offre le type le plus parfait de l'exploitation par des Compagnies privées sous le régime de la libre concurrence. Ces Compagnies sont constituées en vertu de chartes émanant des divers États dont elles traversent les territoires. Ces États accordent aux exploitants des subventions sous forme d'abandon de terrains à gauche ou à droite de la voie ferrée (jamais des deux côtés) dans le but de les intéresser au développement du trafic et d'associer le plus grand nombre d'États possibles à la prospérité des voies ferrées.

La concurrence exagérée entre des Compagnies trop nombreuses, exploitant des voies ferrées dans les mêmes régions, cause des alternatives de prospérité brillante et de crises aiguës (1873, 1884, 1893). Après la crise très grave de 1893, le quart du réseau ferré a été remis entre les mains de syndics ou liquidateurs (receivers); deux tiers des actions et un tiers des obligations ne produisaient plus aucun revenu.

La concurrence tend à abaisser les tarifs, qui remontent ensuite sous l'influence des coalitions des Compagnies.

Au lieu d'appliquer un tarif uniforme à tous leurs clients, les Compagnies consentent des réductions de taxes aux plus importants d'entre eux pour s'assurer leur clientèle.

Les Compagnies ont cherché à s'entendre et à former des coalitions pour éviter l'avilissement des prix de transport par le fait de la concurrence, ces ententes ont été combattues par les tribunaux, qui les ont déclarées nulles et délictueuses (1887).

Pour éluder l'application de cette loi, de puissants financiers ont acheté des stocks d'actions suffisants pour leur permettre de se rendre maîtres de l'administration de plusieurs réseaux, afin de pouvoir instaurer des règles uniques au point de vue de l'application des tarifs. De grands réseaux américains sont ainsi groupés en six ou sept systèmes de 25 à 30.000 kilomètres désignés par le nom du financier qui

exerce son contrôle sur eux : systèmes Vanderbilt, Morgan, Gould, Harriman.

L'État est intervenu dans l'établissement des tarifs par la création d'une commission de commerce entre États, qui veille à leur publicité, et empêche que des traitements de faveur soient accordés abusivement à certains industriels.

Des amendes très fortes ont été prononcées contre les Compagnies qui ont accordé des tarifs trop bas et contre les bénéficiaires qui en ont profité. En 1907, la Standard Oil Co (trust du pétrole) a été condamnée à une amende de 150 millions. Ces mesures sont, d'ailleurs, insuffisantes.

Le réseau ferré des États-Unis comprenait, en 1914, une étendue de 400.000 kilomètres, supérieure à celle des réseaux européens qui desservent une population cinq fois plus nombreuse.

Le nombre des Compagnies dépasse 2.200 avec un capital nominal de cent milliards, et 900 ont une exploitation indépendante; 50 ont un réseau supérieur à 1.600 kilomètres et exploitent 300.000 kilomètres sur 400.000.

Ces Compagnies transportent plus de 300 millions de tonnes kilométriques (17 fois plus qu'en France) et seulement 739 millions de voyageurs, moins du double du nombre de voyageurs transporté sur les réseaux français pour un parcours kilométrique total inférieur au triple du leur.

Critique des différents systèmes. — Le système anglo-américain de la libre concurrence est considéré par ses partisans comme le plus apte à assurer la rapidité, la multiplicité, la commodité et l'économie des transports.

Or les transports diffèrent d'une industrie ordinaire. Les Compagnies de chemins de fer ne peuvent s'organiser sans l'intervention de l'État, puisque leurs voies occupent une partie du territoire public donnant lieu à une expropriation.

Le régime de la libre concurrence conduit au gaspillage des capitaux par l'établissement de lignes multiples entre deux points considérés, alors qu'une seule suffirait.

La liberté d'exploitation donne de mauvais résultats au point de vue des tarifs (Angleterre, États-Unis); les Compa-

gnies se font concurrence et le public profite d'abaissements de tarifs, ou bien les Compagnies se coalisent contre le public qui de toutes façons souffre de la variation trop fréquente des taxes; il peut aussi redouter les traitements de faveur que des concurrents habiles peuvent se faire concéder.

Exploitation en régie. Compagnies fermières. — Divers essais d'exploitation en régie que l'on peut citer en Europe ont abouti à des résultats peu encourageants. Le gouvernement italien avait confié l'exploitation de ses lignes rachetées à des Compagnies fermières dont les principales étaient la Société des chemins de fer de la Méditerranée et celle des chemins de fer de l'Adriatique. L'État italien a dû reprendre l'exploitation de ses lignes. Ce mauvais résultat s'explique de lui-même : en effet, les Compagnies fermières s'engagent, en général, par contrat à partager les recettes avec l'État quand elles dépassent une certaine moyenne; l'exploitant est donc ainsi poussé à ne pas atteindre cette moyenne, et, d'autre part, il a intérêt à dépenser le moins d'argent possible pour l'entretien des voies et du matériel. Le gouvernement italien s'est donc vu dans l'obligation de consacrer un milliard à la remise en état de ses anciennes lignes affermees, après leur reprise.

Un des rares exemples que l'on puisse citer à l'appui de ce mode de gestion est l'exploitation par une société fermière d'un certain nombre de lignes appartenant à l'État hollandais¹.

Régie directe. — D'après les partisans de la régie directe, l'État doit garder pour lui-même et faire profiter la collectivité des bénéfices pouvant résulter de l'exploitation des voies ferrées plutôt que de les abandonner à des Compagnies privées, et à une oligarchie de capitalistes.

Modes d'exploitation après rachat. — **Exploitation par l'État : ses avantages et ses inconvénients.** — Bien qu'elle ait été l'objet de critiques acerbes et de discussions passionnées, l'exploitation des chemins de fer par l'État tend à

1. Maatshappy, Tot Exploitation van Staatspoorwegen.

se développer dans l'Europe continentale¹. Actuellement, les réseaux d'État représentent 250.000 kilomètres, c'est-à-dire le quart des lignes exploitées dans le monde entier.

Ce mode de gestion donne à l'État la faculté de conserver aux voies ferrées leur véritable rôle d'outil national ; il peut les exploiter avec des tarifs avantageux dans l'intérêt général ; les taxes sont simplifiées grâce à la suppression des transbordements de réseau à réseau dans l'intérieur du pays. Il est évident que pour échapper au principal reproche qu'on leur fait de favoriser les transporteurs grâce à la possibilité de l'exploitation à perte sans déconfiture, les gouvernements doivent s'attacher à maintenir les tarifs au niveau voulu pour permettre la réalisation d'un bénéfice suffisant, comme cela a lieu pour l'Administration des postes et télégraphes.

Le profit direct que procure à l'État l'exploitation des voies ferrées peut être minime, car il réalise de ce chef d'importants profits indirects, grâce à la plus-value des impôts due au développement des transactions que facilite le bon marché des transports. D'autre part, les gouvernements qui exploitent eux-mêmes leurs réseaux ferrés effectuent dans d'excellentes conditions leurs transports militaires, postaux, etc.

L'importance des considérations ayant trait aux intérêts de la défense nationale est également un argument très important en faveur de la constitution d'un réseau d'État remplaçant les Compagnies concessionnaires. Enfin, si l'on considère l'ensemble du réseau d'un pays et les frais généraux énormes qu'entraîne sa division en cinq ou six réseaux secondaires complètement indépendants les uns des autres, on est frappé des économies considérables que l'on peut réaliser en réunissant toutes les lignes sous une même administration.

Étant donné que les gouvernements retirent un important bénéfice de l'exploitation des services postaux, il n'y a aucune raison pour qu'il n'en soit pas de même pour l'exploitation des chemins de fer, quand elle s'applique à des réseaux bien armés et comportant tous les éléments du trafic inté-

1. Allemagne, Autriche-Hongrie, Russie, Belgique, Hollande, Danemark, Norvège, Roumanie, Serbie, Suisse, Italie, Japon.

rieur et international qu'assure la bonne situation géographique du pays, la richesse de son sol et le développement de ses industries. Appliquée à des lignes isolées et improductives, l'exploitation par l'État ne peut évidemment donner des résultats supérieurs à ceux qu'obtiendrait une Compagnie privée dans ce cas désespéré.

Souvent les Compagnies perdent complètement de vue le but commercial de leur entreprise. Organisées et gérées par des techniciens et non par des commerçants experts, elles ne diffèrent en rien des administrations publiques : le népotisme et le favoritisme y règnent en maîtres, et il n'y a pour le public aucun intérêt à les voir subsister dans leur état actuel. D'autre part, dans beaucoup de pays le personnel des chemins de fer s'est fait attribuer par une pression électorale continue et prolongée sur le pouvoir central, des avantages matériels et moraux qui ont eu une importante répercussion sur les charges d'exploitation et sur le bon ordre. La discipline, indispensable à la conduite d'un personnel dépassant souvent cinquante mille individus pour un seul réseau, ne peut guère être obtenue que par une administration d'État. Trop souvent déjà les gouvernements ont été forcés d'intervenir dans les grèves dont l'importance et la durée a menacé l'existence de tout un pays.

Une grève générale a pu arrêter le service des chemins de fer en Italie, où l'exploitation a lieu directement par l'État. Il est évident que ces incidents pourraient être évités dans un pays bien organisé, surtout si les administrations de chemins de fer réduisaient l'effectif des agents au nombre voulu pour assurer le service et pour réserver à chaque individu une paie suffisante avec un intérêt annuel dans le bon rendement des lignes. Si le personnel était intéressé dans les résultats de l'exploitation à un degré quelconque, on verrait diminuer dans des proportions considérables les sommes énormes que paient les administrations privées ou publiques de chemins de fer pour colis égarés, volés, avariés, retardés, etc.

Aux adversaires de l'exploitation des chemins de fer par l'État, on peut objecter qu'en général le matériel des lignes gouvernementales est très supérieur à celui des Compagnies

au point de vue de l'effectif, de la solidité des wagons à marchandises, ainsi que du confort des voitures à voyageurs.

L'État hésite moins qu'une Compagnie privée à abaisser les tarifs pour favoriser le développement des transports dans l'intérêt général. Il se préoccupe du service à rendre au public et non des bénéfices qui doivent assurer le versement d'un dividende aux actionnaires.

Étant donnée l'importance énorme des services divers dans les Compagnies, leurs employés font preuve de routine, d'indolence et de morgue, tout comme ceux de l'État.

On reproche souvent à l'État d'être aussi mauvais industriel que mauvais commerçant ; il construit et il exploite dans des conditions très dispendieuses les arsenaux, les manufactures nationales. En Allemagne, les chemins de fer de l'État ont un coefficient d'exploitation élevé (65 0/0).

On doit noter cependant le relèvement de la prospérité des chemins de fer fédéraux suisses ¹.

Dans un pays soumis au régime du suffrage universel, il est dangereux de confier au gouvernement l'administration des chemins de fer, parce qu'elle est dirigée dans un but politique plutôt que dans un intérêt commercial et industriel. Les dirigeants sont en butte aux exigences du personnel, et des membres des corps élus qui veulent obtenir pour leurs électeurs des lignes ou des stations improductives, des tarifs aussi bas que possible ou des facilités de circulation.

Le système des Compagnies concessionnaires évite les inconvénients du régime de la libre concurrence, laisse l'État libre de fixer le tracé du réseau, les mesures de sécurité et l'établissement des tarifs en diminuant l'influence de la politique. À côté de l'exploitant existe aussi un contrôleur qui le force à respecter les règlements administratifs.

Chemins de fer d'intérêt local. — Le réseau des chemins de fer d'intérêt général est complété par un réseau de lignes d'intérêt local, à voie normale ou à voie étroite, jouant ici

1. La Confédération a réuni sous le nom de chemins de fer fédéraux (C. F. F.) les réseaux rachetés du Jura-Simplon, de la Suisse occidentale, de l'Union Suisse, du Nord-Est Suisse et du St-Gothard. Cette dernière ligne va être prochainement électrifiée comme d'ailleurs tout le réseau des C. F. F.

le rôle d'affluents de trafic, rempli par les chemins vicinaux vis-à-vis des routes nationales et départementales.

Tantôt ces voies reposent sur une plate-forme créée de toutes pièces au moyen d'expropriations, tantôt elles sont simplement posées sur les accotements des routes où les voitures et les piétons continuent de circuler librement. Dans le second cas, la ligne est dénommée voie ferrée sur route ou tramway. Pour qu'une pareille entreprise rende des services, sans constituer une charge onéreuse pour les budgets nationaux ou locaux, et sans exposer à la ruine les concessionnaires, il est de toute nécessité que l'opportunité de la construction soit sévèrement étudiée et contrôlée.

Dans beaucoup de cas on autorise l'établissement de lignes secondaires sans trafic suffisant, construites dans des conditions trop onéreuses ou destinées à concurrencer des lignes d'intérêt général pour en provoquer le rachat forcé.

Souvent des spéculateurs peu scrupuleux exploitent le public en l'engageant à souscrire des titres que garantissent insuffisamment des subventions consenties par l'État, par les départements ou par les communes.

Ces abus ont motivé dans beaucoup de pays la promulgation de lois de liquidation, incorporant au réseau d'intérêt général un certain nombre de lignes primitivement classées à tort dans le réseau d'intérêt local. En France, par exemple, les divers tronçons de la ligne d'Orléans à Châlons (298 kil.) ont été incorporés aux réseaux qu'elle traversait.

La déclaration d'utilité publique est aujourd'hui prononcée par les Parlements et non plus par les autorités locales. Les fusions de lignes secondaires pouvant constituer une concurrence pour des lignes existantes ne doivent être autorisées qu'après examen par les tribunaux administratifs tels que le Conseil d'État en France. La recette brute kilométrique probable doit couvrir les frais d'exploitation et l'intérêt de 5 0/0 du capital, c'est-à-dire atteindre 8 à 10.000 francs, car le devis d'établissement doit être compris entre 60.000 et 100.000 francs par kilomètre pour une voie ferrée d'intérêt local, sans clôtures ni barrières, admettant des courbes de faible rayon avec un profil accidenté et armée de rails de 30 kilogrammes par mètre courant. Quand la

recette probable, est insuffisante, l'État et les administrations locales garantissent le complément jusqu'à un maximum de 50 0/0 pendant trente ans au plus, sous forme d'annuités, afin d'éviter les scandaleux abus auxquels ont trop souvent donné lieu les subventions en capital une fois payé.

Dans les pays où les lignes d'intérêt général sont exploitées par des sociétés concessionnaires, ces mêmes sociétés se chargent souvent de la gestion des lignes d'intérêt local. Le groupement d'un certain nombre de lignes secondaires sous une même administration permet de réaliser des économies de frais généraux sur la gestion et sur l'achat du matériel ou des fournitures. En France, la Société des chemins de fer vicinaux (840 kilomètres), la Société des chemins de fer départementaux (1.406 kilomètres), la Société générale des chemins de fer économiques (2.459 kilomètres), la Société des chemins de fer économiques du Nord (361 kilomètres) exploitent des réseaux uniquement composés de lignes d'intérêt local à voie étroite ou normale.

Les actes de concession définissent les tarifs et les conditions de rachat, afin d'éviter les illégalités et les abus.

Les propriétaires des lignes paient ainsi pour leur mise en valeur une annuité fixe ou proportionnelle au parcours kilométrique en restant maîtres des tarifs.

Tramways. — Dans beaucoup de cas le trafic probable entre deux points donnés ne peut alimenter qu'un chemin de fer sur route ou tramway, très économique à construire, puisqu'il n'exige ni plate-forme spéciale, ni expropriations, ni travaux d'arts. L'emploi des véhicules automoteurs mus électriquement ou actionnés par des moteurs à explosions se généralise de plus en plus et facilite l'exploitation des tramways en permettant de gravir facilement les pentes raides qui nécessitaient auparavant l'établissement très coûteux de lignes funiculaires et à crémaillère.

Les tramways à chevaux ont presque partout fait place aux tramways à vapeur ou électriques pour assurer le transport des voyageurs et des marchandises à l'intérieur des villes ou dans leur banlieue. L'électrification des tramways a permis d'augmenter leurs recettes dans de fortes proportions, sur-

tout dans les grands centres où l'emploi du caniveau souterrain fournit un mode de traction économique et sûr ne nuisant aucunement à l'esthétique des rues. Les tramways répondent à des besoins purement locaux; les concessionnaires qui en assurent l'établissement n'obtiennent le concours financier de l'État qu'à la condition d'employer la traction mécanique et de se charger du transport des marchandises.

Chemins de fer industriels. — Embranchements particuliers. — Les mines et les usines importantes ont grand intérêt à relier leurs voies de service intérieures à celles des gares voisines, de manière à recevoir leurs matières premières et à expédier leurs produits sans manutentions inutiles et sans transbordements. Souvent même les embranchements particuliers sont soudés en pleine voie aux lignes principales.

Malheureusement les administrations de chemins de fer n'ont généralement pas compris combien il était avantageux pour elles d'encourager et de développer la construction des embranchements particuliers, qui transforment les établissements de leurs principaux clients en gares auxiliaires n'entraînant pour elles aucune dépense.

Les démarches et les formalités nécessaires pour construire un embranchement particulier sont extrêmement longues et les Compagnies font payer très cher les travaux dont l'exécution absorbe de longs mois. Beaucoup d'industriels reculent, à leur grand détriment, devant la perte de temps et les frais qu'entraîne l'établissement d'un embranchement qui souvent serait aussi utile à la Compagnie qu'à ses clients. Il n'en est pas ainsi en Angleterre où les embranchements industriels sont très nombreux. En France, des sociétés et des entrepreneurs s'occupent de faire aux lieux et places des particuliers les démarches et les travaux, moyennant un prix à forfait payable en une seule fois ou par annuités.

La construction d'un embranchement particulier la reliant directement à une voie ferrée est pour une usine une cause de progrès aussi rapide que la substitution de la traction électrique à la traction à vapeur ou animale pour une entreprise de transports. Aux environs des grands centres indus-

triels, on a construit des lignes industrielles spéciales uniquement destinées à servir de tronc commun à un certain nombre d'embranchements particuliers qu'ils mettent en communication avec les lignes d'un grand réseau¹.

Industrie du matériel roulant. — Les industries relatives aux moyens de transport ne peuvent prendre dans un pays tout le développement dont elles sont susceptibles que si les commandes des exploitants des voies ferrées sont échelonnées avec méthode, de manière à éviter l'importation étrangère. C'est ainsi que les fabriques françaises de locomotives et de matériel roulant ont peu augmenté leur puissance de production, parce que les commandes de matériel se font avec tant d'irrégularité que les demandes se produisent toujours coup sur coup et excèdent l'offre.

En Allemagne et en Angleterre au contraire, la fabrication des locomotives est florissante et la plupart des compagnies françaises ont commandé un grand nombre de locomotives aux puissantes usines de Borsig (Tegel), de Schwartzkoff (Berlin), de Henschel (Cassel), de Maffei (Munich), de la British Locomotive Co à Glasgow, etc. De même, les constructeurs belges vendent en France des locomotives, des voitures et des wagons.

Aux États-Unis, la construction des locomotives est concentrée entre les mains du Trust formé par l'American Locomotive Co et des usines Baldwin de Philadelphie qui ont pu, grâce à leur puissance, rester indépendantes du trust. Le matériel construit en Amérique est destiné à être rapidement amorti et les chemins de fer européens qui ont essayé d'y placer des ordres n'ont pas été satisfaits des résultats de leur tentative. Parmi les autres pays qui concourent à la fabrication du matériel roulant figurent également, la Suisse, l'Italie, l'Autriche-Hongrie et la Russie. La production de ces pays dépasse également leur consommation et ils ont comme clients les chemins de fer du Sud Amérique, de l'Asie, de l'Afrique, de l'Australie, etc. Petit à petit ces pays lointains montent des fabriques de matériel roulant de sorte que, malgré le développement constant des voies ferrées,

1. Chemin de fer des docks de Saint-Ouen.

les débouchés offerts aux constructeurs européens iront plutôt en diminuant.

Transport de la pensée. — Le transport de la pensée a été rendu de plus en plus abondant et rapide par une série d'inventions successives : poste aux lettres, télégraphie optique (1794), télégraphie électrique aérienne et sous-marine (1844), téléphonie (1881), télégraphie et téléphonie sans fil basées sur la propagation des ondes hertziennes.

Postes, Télégraphes, Téléphones, Télégraphie sans fil. — Étant donné l'importance sociale et économique des communications postales, télégraphiques et téléphoniques, toutes les nations ont érigé ces services en monopoles d'État, au lieu de les affermer à des sociétés ou à des particuliers comme autrefois. L'Angleterre elle-même a racheté les entreprises des postes en 1870 et plus récemment les téléphones. D'autre part, l'exploitation de ces divers services donne lieu à des profits considérables dont les gouvernements ont besoin pour faire face aux dépenses croissantes nécessitées par la défense nationale¹. Depuis 1790 le monopole du transport des lettres est exercé par l'État sous forme de régie directe.

D'ailleurs, l'intervention gouvernementale garantit l'ordre, la sécurité, la discrétion, qui doivent caractériser un pareil service dont il est indispensable que toutes les parties du territoire profitent indistinctement. L'État se sert du télégraphe pour ses correspondances chiffrées avec les représentants du pouvoir à l'intérieur et à l'étranger ; il ne saurait donc confier des secrets intéressant la sécurité de la nation aux agents d'une entreprise privée. De plus, l'établissement des réseaux de fils télégraphiques et téléphoniques soulève de nombreuses questions administratives, qui doivent être résolues dans le sens de l'intérêt public.

Si le principe de la concurrence était admis pour les cor-

1. Le monopole des P. T. T. produit en France de 60 à 80 millions par an de bénéfices apparents, soit 25 millions de bénéfices réels, si on tient compte des services gratuits rendus à l'État par les Compagnies de chemins de fer et des pensions de retraite payées au personnel.

respondances postales, télégraphiques et téléphoniques, elle ne serait que limitée, étant donné l'importance des capitaux nécessaires pour constituer des sociétés capables d'assumer une pareille responsabilité. On en reviendrait donc fatalement à un monopole privé, et le public ne profiterait pas des tarifs avantageux qu'il serait en droit d'espérer.

La conclusion de conventions internationales relatives aux multiples détails de l'exploitation postale et télégraphique est grandement facilitée par l'adoption universelle du système du monopole d'État. Le prix de transport des lettres, variable suivant le poids et la distance, était autrefois payé par le destinataire. En cas d'absence, de décès ou de refus, l'Administration ne touchait pas le port. Le timbre-poste, inventé en Angleterre par Rowland Hill (1837), y fut appliqué en 1839 ; la France l'adopta en 1848. Les tarifs ont pu être abaissés successivement, grâce au bas prix de revient obtenu par la centralisation de tous les services en une seule main, et chaque dégrèvement a produit, après une diminution temporaire rapidement comblée, un développement considérable de la correspondance mondiale qui a augmenté le chiffre des recettes. On a pu ainsi améliorer le service sans engager de dépenses extraordinaires et augmenter le traitement des petits agents (traitements inférieurs à 3.000 francs).

Le seul obstacle aux diminutions des taxes est l'extraordinaire impulsion qu'elles donnent à l'activité des services. En ce qui concerne les téléphones, l'administration française n'a pas jusqu'ici consenti à diminuer le montant de l'abonnement, parce qu'elle craint de ne pouvoir faire face, avec le matériel dont elle dispose, à l'augmentation du nombre d'abonnés qui serait la conséquence du dégrèvement.

On sait quel a été le succès de la caisse d'épargne postale dans le monde entier, et du chèque postal. Il est puéril de dire que la création du chèque postal constitue une concurrence aux banquiers, car les banques n'ont ni succursales ni correspondants dans les moindres communes comme la poste ; elles ont intérêt à voir augmenter encore la circulation des capitaux dont elles profiteront sans nul doute.

Certains pays sont supérieurs à d'autres au point de vue de l'organisation des postes et télégraphes. Souvent l'exploit-

tation n'est pas à la hauteur du nombre toujours croissant des correspondances et de la complication des services annexes (mandats-cartes, recouvrement de créances, abonnements aux journaux, chèques postaux, etc.). Beaucoup de lettres s'égarent et de nombreuses erreurs sont commises dans la transmission des dépêches. Nous citerons, comme exemple à suivre, la Suisse et la Belgique ainsi que l'Angleterre et l'Allemagne. La France a encore beaucoup à faire au point de vue du nombre des bureaux, de la facilité des communications, de la commodité et de la propreté des installations et enfin de la modicité des tarifs. Le service des téléphones laisse beaucoup à désirer : difficulté de l'obtention des communications, défectuosité des appareils, cherté des abonnements. Ce dernier inconvénient est voulu par l'administration, dans le but avoué d'empêcher ainsi le nombre des abonnés de devenir trop considérable.

Les gouvernements se font aider par les particuliers en ce qui concerne certains détails de l'exploitation postale, qui est surtout une entreprise de triage et de manutention. Le transport des sacs de lettres est effectué par les Compagnies de chemins de fer dans des véhicules spéciaux appartenant à l'Administration des Postes et dans lesquels son personnel effectue le triage déjà commencé dans les hôtels des postes. Les Compagnies de navigation sont tenues, par leurs cahiers des charges, de justifier par les mêmes services le bien fondé des subventions que l'État leur alloue. L'Administration des télégraphes comprend une division de construction et une division chargée du transport des dépêches, toutes deux gérées par le gouvernement.

Des ententes spéciales sont également intervenues entre l'État et les Compagnies qui ont entrepris l'organisation de la télégraphie sans fil, afin d'unifier les tarifs et d'assurer le bon ordre dans la transmission des messages, car l'émission des ondes hertziennes, émanant d'une série d'appareils, peut troubler les opérations d'une Compagnie concurrente, s'il n'y a pas eu entente préalable à cet effet.

Les stations de télégraphie sans fil au début de 1912. — Le nombre des stations de télégraphie sans fil (au début

de 1912) dont la mise en service a été enregistrée par le Bureau international de télégraphie de Berne, est de 1.740 dont 1.482 installés à bord de navires.

	STATIONS		TOTAL	
	côtières	à bord de navires	en 1911	en 1910
Stations ouvertes au service public.....	169	881	1.050	551
Stations officielles.....	43	571	614	602
Stations privées.....	4	18	22	13
Autres stations.....	42	12	54	51
TOTAUX.....	258	1.482	1.740	1.217

Ces 1.740 stations se répartissent comme l'indique le tableau suivant :

	NOMBRE DE STATIONS		TOTAL
	côtières	à bord de navires	
Allemagne.....	15	262	280
Protectorats allemands.....	3		
Autriche-Hongrie.....	3	37	40
Brésil.....	11	25	36
Canada.....	32	11	43
Danemark.....	8	18	26
France.....	17	193	213
Colonies françaises.....	3		
Grande-Bretagne.....	42	583	650
Colonies anglaises.....	15		
Indes anglaises.....	10		
Italie.....	19	125	151
Colonies italiennes.....	7		
Autres pays.....	73	228	301
TOTAUX.....	258	1.482	1.740

Dans la rubrique : autres pays, on trouve principalement les Pays-Bas avec 59 stations (dont 53 postes de bord), la Suède avec 32, le Japon avec 30 stations, la Norvège avec 24 et la Russie avec 17 stations, dont 15 côtières.

LIVRE VIII

COMMERCE

Commerce intérieur. — Le commerce est un facteur essentiel de l'échange et de la circulation des richesses. Il facilite la production et la rend plus active en servant d'intermédiaire entre elle et la consommation. Il permet aux producteurs de consacrer leur temps et leur travail à la fabrication sans s'occuper des débouchés.

Dans son sens juridique le plus large, le mot commerce désigne tous les actes qui impliquent un échange opéré dans le but de réaliser un bénéfice : actes accomplis par de simples intermédiaires et actes faits par les industriels, les banquiers, les Compagnies de transports, etc. Dans un sens plus étroit, le commerce s'entend seulement de l'achat des marchandises en vue de leur revente.

Diverses branches du commerce. — On distingue le commerce intérieur, qui s'exerce dans les limites des frontières d'un État, et le commerce extérieur ou international ayant lieu à travers les frontières des États par voie d'importation et d'exportation.

Le commerce moderne. — L'Angleterre lutte sur le terrain économique contre les États-Unis et surtout contre l'Allemagne dont les progrès ont été considérables depuis 1871. En dehors de ces grands États, les principales nations commerciales sont : la France, la Russie, l'Italie, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, la Suisse, la Suède et la Norvège, etc.

Le commerce intérieur, sédentaire, se fait dans des magasins ; le commerçant attend la clientèle derrière un comptoir

tout en cherchant à l'attirer par la publicité : réclames dans les journaux, envoi de prospectus, commis-voyageurs offrant les marchandises sur échantillons au domicile des clients.

Certaines marchandises, comme le bétail, se vendent dans des marchés ou foires où se traitent d'importantes affaires et qui rendent de grands services aux éleveurs.

A l'étranger, il existe des foires où se vendent des marchandises de toutes catégories, notamment à Leipzig (Allemagne) et à Nijni-Novgorod (Russie).

Les bourses jouent un rôle important dans le commerce intérieur et dans le commerce extérieur; elles assurent l'unité de prix sur les marchandises dont le cours est transmis, par télégraphe ou par téléphone, à tous les marchés du monde au fur et à mesure que les transactions s'opèrent.

Commerce de gros et de détail. — L'achat d'une grande quantité de marchandises à des producteurs pour les revendre aux marchands de détail, constitue le commerce de gros.

Le commerçant de détail achète en gros des marchandises et les revend par petites quantités aux consommateurs.

Le commerçant de demi-gros achète en vue de la revente aux détaillants ou aux consommateurs importants.

Le commerce de détail procure au producteur une clientèle de consommateurs pour la vente de ses produits et des débouchés constants qui régularisent la production. Le consommateur peut ainsi acheter les produits par petites quantités au fur et à mesure de ses besoins.

Dans le commerce de gros, les prix, beaucoup plus uniformes que dans le commerce de détail, sont nivelés automatiquement sur tous les marchés, grâce aux facilités des communications télégraphiques et téléphoniques.

Les prix de gros correspondent à la valeur réelle du produit et à son coût de production, tandis que les prix de détail sont établis sans tenir compte du prix de revient, d'après les possibilités de vente.

Le nombre des intermédiaires augmente forcément les prix de détail, car le producteur, le marchand en gros, le marchand de demi-gros et le détaillant prélèvent chacun un bénéfice important sur le dos du consommateur.

Dans le gros, on opère sur de grandes quantités de marchandises et une petite variation du prix de revient, augmentant de quelques centimes le prix de vente de l'unité, se traduit par de grosses sommes sur l'ensemble d'une fourniture. Dans ce cas le détaillant ne change pas son prix ou l'augmente au contraire d'une manière considérable. Quand la viande sur pied augmente de 20 francs, pour un bœuf de 500 kilogrammes, le boucher fait passer le prix de la livre de 1 fr.40 à 1 fr.50, soit 100 francs pour l'animal entier.

Le prix de gros se répercute instantanément sur le prix de détail en cas de hausse, les détaillants faisant immédiatement supporter l'augmentation de prix à leur clientèle. Souvent les détaillants ne font profiter qu'à la longue les consommateurs des diminutions des prix de gros.

La multiplicité des détaillants cause le renchérissement de certains produits. La clientèle de chaque boutique étant restreinte, le commerçant est obligé de majorer son prix d'achat de frais généraux élevés correspondant au luxe du magasin, à l'emploi d'un nombreux personnel et aux remises qu'il fait aux intermédiaires (sou du franc, etc.).

Souvent des cartels tacites s'établissent entre les détaillants pour maintenir les prix à un taux déterminé.

Depuis cinquante ans, le prix du blé a baissé et celui de la farine a augmenté (loyers, impôts et salaires élevés). Une boulangerie qui desservait autrefois 1.800 personnes environ, en dessert aujourd'hui 1.200, et rançonne sa clientèle.

Le consommateur peut lutter contre la cherté du commerce de détail en s'adressant directement au producteur comme le font les syndicats agricoles pour les achats de semences ou d'engrais. Les associations coopératives de consommation et les grands magasins font également du tort aux petits débiteurs.

Bourses de commerce. — Fonctionnement des Bourses. — Les commerçants tiennent, à des heures déterminées, dans des locaux spécialement aménagés à cet effet, des réunions appelées Bourses de commerce. Ils y achètent et y vendent certaines marchandises, des titres d'États, de villes ou de sociétés financières (actions, obligations). Le mot Bourse dé-

signe à la fois le local où la réunion se tient et l'ensemble des opérations qu'on y traite. On distingue les Bourses de marchandises et les Bourses de valeurs financières.

Les Bourses et les foires groupent en un même lieu et à un même moment les acheteurs et les vendeurs pour faciliter les opérations et fixer le cours des marchandises dont livraison est prise immédiatement par l'acheteur.

Dans les foires, la marchandise vendue présente peut être examinée et appréciée directement par les acheteurs. Dans les Bourses, la marchandise vendue étant absente, on opère sur échantillons et sur types arrêtés à l'avance connus des négociants; la livraison est plus ou moins différée, même dans les opérations au comptant.

A la Bourse de Paris, l'exécution est retardée jusqu'avant la cinquième bourse. On accorde un délai de dix jours pour les titres nominatifs, en raison des formalités de transfert.

Les foires ont lieu par intermittences éloignées (trimestre, semestre, année); les bourses sont journalières (valeurs), ou tout au moins hebdomadaires (marchandises).

Les foires procèdent du commerce ambulant; les marchands ou les producteurs étrangers à la localité viennent y offrir leurs produits à tout venant. Les courtiers qui font des opérations d'achats et de ventes dans les Bourses y sont attachés et habitent la localité même; ils peuvent opérer sur les ordres ou pour le compte de personnes étrangères.

Organisation des Bourses. — Dans le système de liberté anglais ou américain, les intéressés groupés en syndicats fixent les conditions dans lesquelles ont lieu les réunions et les opérations d'achat et de vente (Stock-exchange de Londres, Bourse de New-York).

Le système français de réglementation officielle place les Bourses sous la surveillance étroite du gouvernement, mais laisse aux intéressés une certaine liberté pour déterminer les conditions de fonctionnement du marché.

Depuis 1896, l'Allemagne, qui jusque-là avait suivi le système anglais, a exigé l'homologation des statuts des Bourses par le gouvernement et l'établissement d'un commissaire du gouvernement auprès de chacune d'elles.

La Bourse de Londres (Stock-exchange) cote 3.000 titres représentant un capital supérieur à 200 milliards.

La Bourse de Paris cote un millier de titres correspondant à un capital de 136 milliards (cotes officielle et en banque).

Parmi les autres Bourses importantes, on peut citer : Berlin, Vienne, Bruxelles, Amsterdam, Francfort, Lyon.

Les Bourses de marchandises sont tenues au lieu de production, dans les ports où les marchandises sont débarquées ou dans les villes de consommation. Les principales sont Londres (métaux, laines brutes), le Havre (cotons, cafés), New-York (cotons, cafés), Hambourg (cotons, cafés, sucres), Anvers (laines peignées, cotons). Les laines peignées se négocient aussi à Roubaix et à Leipzig, les laines brutes à Buenos-Ayres et à Melbourne, les cotons à New-Orleans et à Liverpool, les sucres à Paris, à Hambourg et à Magdebourg.

Les Bourses de valeurs sont soumises en France à l'autorité gouvernementale, qui délègue certains pouvoirs aux municipalités et à la chambre syndicale des agents de change.

La création ou la fermeture d'une Bourse a lieu par décret, ainsi que la nomination des agents de change, qui sont des officiers ministériels.

En France, l'accès des Bourses est libre, sauf pour les mineurs, les femmes et les faillis non réhabilités. En Angleterre, l'entrée du Stock-exchange est rigoureusement interdit à toute personne étrangère au syndicat.

Le gouvernement détermine également les règles auxquelles les intermédiaires doivent se conformer, les garanties qu'ils doivent présenter (cautionnement) et la nature des opérations auxquelles ils peuvent se livrer.

Le local même de la Bourse appartient souvent aux municipalités (Paris), qui exercent la police des réunions pour éviter tout scandale. A Paris, le préfet de police fixe les heures d'ouverture et de fermeture de la Bourse d'après l'avis de la chambre syndicale.

Il existe des Bourses sans parquet relevant du ministère du Commerce et des Bourses à parquet relevant du ministère des Finances (Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Toulouse, Lille et Nantes).

Les agents de change des Bourses à parquets élisent une chambre syndicale, organe représentatif de la corporation, personne morale dont les attributions sont très importantes.

La Chambre détermine les valeurs admises à la cote officielle de la Bourse, arrête chaque jour le cours officiel et exerce un pouvoir disciplinaire sur ses membres; elle administre une caisse commune alimentée par des prélèvements sur les courtages de chaque agent, destinée à servir de caisse d'assurance contre les risques d'inexécution des marchés par les clients. Enfin la Chambre liquide les marchés à terme.

L'admission des valeurs sur le marché et à la cote de la Bourse peut être réglementée suivant trois systèmes.

En Angleterre et aux États-Unis, les Bourses, clubs privés, sont soumis à des règlements analogues à ceux des cercles; l'admission de membres nouveaux et de valeurs nouvelles est examinée par un comité élu par les membres de la Bourse, qui accepte à la cote les valeurs présentant des garanties de sincérité sans intervention du gouvernement.

En Allemagne, l'admission des valeurs dépend d'une commission de banquiers et de notables commerçants, élue par la Chambre de commerce. Le contrôleur du gouvernement, accrédité auprès des Bourses, assiste aux délibérations de la commission et se fait communiquer le dossier des titres pour lesquels l'admission est demandée.

En France, la chambre syndicale des agents de change accorde, refuse, suspend ou interdit la négociation des titres en Bourse. Le gouvernement dispose d'un droit de veto absolu et le ministre des Finances peut toujours interdire la négociation en France d'une valeur étrangère (1880).

Marché officiel et marché libre. — A la Bourse de Paris, le marché officiel est représenté par la corporation des agents de change (corbeille). Les agents de change ont pour la négociation des valeurs admises à la cote officielle un monopole garanti par des sanctions pénales (amendes) et civiles (nullité prononcée, s'il y a lieu, par le tribunal de commerce).

Les valeurs non admises à la cote officielle sont cotées sur le marché libre (coulisse ou marché en banque) où les coulisiers opèrent concurremment avec les agents de change.

Le syndicat de la coulisse de la Bourse de Paris publie un cours des valeurs en banque.

Bourses de marchandises en France. — Le gouvernement se réserve le droit d'autoriser la création des Bourses de marchandises dont le fonctionnement est doué d'une certaine autonomie. La Bourse de Paris est administrée par des syndicats réunis en un syndicat général (loi de 1884 sur les syndicats professionnels) comprenant un certain nombre de commissionnaires opérant sur les denrées négociées à la Bourse : sucres, alcools, huiles, blé, farines, etc.

Chaque syndicat publie un règlement de son marché auquel ses membres peuvent seuls prendre part. Les courtiers en marchandises, même inscrits, n'interviennent pas dans ces marchés; leur chambre syndicale relève la cote et lui donne un caractère officiel, sans pouvoir la contrôler.

Les Bourses de commerce constituent pour les commerçants un lieu de rendez-vous où ils sont sûrs de se rencontrer périodiquement à des heures déterminées. Elles facilitent la vente des produits et des valeurs, en donnant à leurs prix une stabilité indispensable pour la conclusion des marchés et pour la bonne marche de la production.

Les cours de la Bourse servent à empêcher les fluctuations de valeur des marchandises sur une même place, ou d'une place à l'autre; vendeurs et acheteurs observent ces cours au mieux de leurs intérêts.

Cependant certaines marchandises peuvent être cotées plus cher sur une place que sur une autre. Les courtiers ont alors avantage à acheter à Paris, par exemple, une marchandise dont le prix a baissé pour la revendre à Francfort où elle est en hausse. Cette opération, qui s'appelle un arbitrage, comble les insuffisances de l'offre ou de la demande et amène l'unification des prix en créant une contre-partie.

La validité des opérations de Bourse exige l'identité des objets mis en vente, la présence simultanée au même lieu des parties contractantes et la publicité des négociations.

Les objets mis en vente doivent être tous de même nature et interchangeables, car on opère sur des marchandises qui ne sont pas exposées à la vue du public.

Cette condition est réalisée pour les valeurs. Tous les titres de même nature confèrent à leur porteur les mêmes droits essentiellement fongibles, qui se distinguent les uns des autres par leur numéro d'ordre, détail sans importance.

Certaines marchandises ne sont pas susceptibles d'être traitées en Bourse parce qu'on ne peut obtenir leur identité même approximative (meubles, vêtements, vins).

Pour d'autres produits, on a déterminé des types réunissant des qualités moyennes servant de base aux marchés en Bourse (céréales, cuirs, laines, métaux).

Lorsque la qualité livrée s'écarte du type établi, il y a lieu à réduction de prix si la qualité est inférieure (réfaction) ou à bonification (supplément de prix), si elle est supérieure.

Les acheteurs et les vendeurs sont simultanément réunis en un même lieu, grâce au règlement qui fixe le local, les heures d'ouverture et de fermeture des Bourses. Les vendeurs et les acheteurs se connaissent et s'inspirent une mutuelle confiance, ce qui assure la loyauté et la rapidité des opérations. Pour éviter toute contestation au sujet de transactions qui s'accomplissent au moyen de paroles consacrées très laconiques et de notes brèves inscrites sur un carnet par chaque partie, les opérations en Bourse sont faites par des courtiers professionnels agissant pour le compte de leurs clients.

Ces intermédiaires ont un caractère officiel (agents de change des Bourses de valeurs) ou sont de simples particuliers constitués en syndicats (coulissiers, commissionnaires en spéculation de la Bourse des marchandises de Paris ou intermédiaires opérant dans les Bourses étrangères).

Dans les Bourses à parquet, les opérations se font à haute voix, qu'il s'agisse de valeurs ou de marchandises. Dès l'ouverture de la séance le vendeur crie : « Je donne le Suez à 5.500 francs. » L'acheteur disposé à traiter à ce prix répond : « Je prends. » Inversement, celui qui veut acheter dit : « Je prends le Suez à 5.500 francs », le vendeur accepte en répondant : « Je donne » ; la négociation est conclue lorsque l'offre coïncide exactement avec la demande, et chaque partie la note sur son carnet. Ce prix de 5.500 francs d'ouverture de la Bourse reste inscrit sur la cote pour le Suez tant

qu'aucune autre négociation n'a lieu à un prix inférieur ou supérieur. S'il se présente un autre acheteur disposé à payer le Suez 5.505 francs, on n'inscrit pas 5.505 francs à la cote tant qu'il y aura des vendeurs disposés à la donner à 5.500, car la priorité leur est acquise.

Inversement si un vendeur est disposé à vendre le Suez à 5.489 francs, on ne pourra pas inscrire 5.489 francs à la cote, tant qu'il y aura des acheteurs à 5.500 francs.

Dans les Bourses sans parquet les offres et les demandes, non criées à haute voix, sont inscrites sur un registre ; les cours sont établis par la concordance écrite des propositions.

A la fin de chaque réunion, la cote de la Bourse est arrêtée par une commission spéciale pour l'ensemble des valeurs traitées (à Paris, chambre syndicale des agents de change). Cette cote, publiée dans des journaux spéciaux, permet aux particuliers de surveiller les intermédiaires et fait connaître au public l'état du marché, ce qui provoque des demandes et des offres aux séances suivantes.

Opérations de Bourse. — *Marchés au comptant et à terme.*

— Le marché au comptant (vente en disponible dans le cas de marchandises) se règle immédiatement par la livraison des titres ou des marchandises, et par le paiement du prix.

L'exécution du marché à terme est reportée à une époque ultérieure, les titres sont livrés et payés *fin courant* ou *prochain*.

Le marché à terme n'est pas une vente à crédit, car, dans ce dernier cas, le titre est livré immédiatement, et son paiement est seul retardé, tandis que, dans le marché à terme, la livraison et le paiement sont également ajournés.

En général, les marchés au comptant sont des opérations de placement, tandis que les marchés à terme sont des opérations de spéculation ; l'inverse peut avoir lieu, notamment pour les marchés au comptant des marchandises, car l'acheteur est alors un commerçant en gros, c'est-à-dire un spéculateur qui achète en vue de la revente à des détaillants.

Souvent des capitalistes achètent des titres, non pour les garder et encaisser les coupons, mais pour les revendre

lorsqu'ils auront atteint un cours plus élevé, sauf à les racheter à nouveau lorsque le cours a baissé et ainsi de suite.

Dans certaines Bourses on ne fait pas d'opérations à terme (New-York); en Allemagne, les opérations à terme sont interdites sur certaines valeurs (1896). Pour spéculer à New-York ou en Allemagne, on se sert du marché au comptant, qui est un instrument de spéculation peu élastique, car l'importance des opérations est limitée par la nécessité de livrer les titres et d'en payer le prix immédiatement.

En général, les marchés à terme sont des opérations de spéculation. Toutefois une valeur cotée à un prix avantageux peut être acquise à terme par un acheteur qui attend des rentrées et qui n'a pas d'argent disponible de suite. L'achat à terme donne alors lieu à un placement.

Les opérations au comptant peuvent porter sur des unités tandis que les opérations à terme portent sur un minimum élevé de titres ou de marchandises, afin d'éviter aux petites bourses les dangers des opérations à terme.

A la Bourse de Paris, les marchés à terme sont admis pour un minimum de vingt-cinq actions ou de 1.500 francs de rentes sur l'État, soit 50.000 francs de capital environ.

Les opérations à terme se liquident à une même échéance, par exemple fin courant (Paris), c'est-à-dire le dernier jour du mois de la négociation, ou fin prochain, c'est-à-dire le dernier jour du mois qui suit celui de l'opération.

A la Bourse des marchandises de Paris, l'échéance porte sur un seul mois (fin courant) ou sur plusieurs (quatre en général).

Différentes variétés de marchés à terme. — Les marchés à terme peuvent se traiter : fermes, à primes, avec report de la part du vendeur ou de l'acheteur, et à option (stellage).

Les marchés fermes, ne comportant aucune clause de résiliation, doivent être exécutés tels qu'ils ont été conclus. On distingue les marchés à terme sérieux et fictifs.

Les marchés sérieux supposent une exécution réelle prévue : livraison des titres par le vendeur et paiement du prix par l'acheteur. Ces marchés rendent de grands services aux

producteurs qui peuvent ainsi se prémunir contre une baisse ultérieure de leurs produits en vendant à l'avance, à un prix fixé, une marchandise livrable plus tard. Les marchands peuvent, par contre, se mettre à l'abri d'une hausse future et s'assurer la livraison des marchandises qui leur sont nécessaires pour l'exécution de marchés à long terme passés avec les grandes administrations publiques ou avec l'État.

Le marché à terme est fictif quand le vendeur, ne possédant pas les titres ou les marchandises vendues serait dans l'impossibilité de les livrer à l'échéance; l'acheteur peut également ne pas avoir l'intention de se faire remettre les titres ou les marchandises achetées et ne pas avoir l'argent nécessaire pour les payer. Ce genre de marché se liquide par le paiement de la différence entre le prix des marchandises lors de la conclusion de la vente et de son échéance.

Supposons qu'un banquier vende à terme à un particulier 100.000 francs de rentes 3 0/0 au cours de 99 francs. A l'échéance, si le marché est sérieux, l'acheteur paie les titres au prix convenu : il est en gain, si le cours a monté à 100 francs, il est en perte si le cours a baissé à 95, mais il peut atteindre de meilleurs cours pour vendre puisqu'il paie (lève) ses titres dont il devient possesseur réel. Si le marché est fictif, l'acheteur est obligé de revendre les titres au comptant au cours de compensation ; il gagne si le cours a monté à 100 francs et il perd si le cours a baissé à 95 francs, mais il touche ou verse la différence de suite, à moins qu'il ne fasse reporter.

En résumé, le marché à terme fictif est un jeu dans lequel le vendeur escompte la baisse (baissier) tandis que l'acheteur spéculé sur la hausse (haussier).

Le baissier, bien qu'il soit en général mal vu, sert à maintenir l'équilibre et à empêcher des hausses exagérées. Cependant le haussier jouit de faveurs refusées au baissier, telles que la faculté de se faire livrer les titres vendus au prix convenu avant l'échéance (faculté d'escompte). Si le vendeur a opéré sans posséder les titres (à découvert) il sera obligé de s'en procurer à n'importe quel prix ; ce rachat peut être onéreux pour lui et il pourra même « sauter ». Le vendeur ne bénéficie pas de cette faculté réservée à l'ache-

teur. Cet escompte, rarement pratiqué, en raison du *tolle* qu'il soulève, a parfois lieu sur les rentes françaises.

Dans le marché à prime, l'acheteur se réserve la faculté de résoudre le contrat moyennant le paiement d'une somme d'argent (prime) au vendeur.

Quand on achète de la rente dont 1, dont 0,50, etc., on se réserve le droit de résilier le marché en payant une prime de 1 franc, de 0 fr. 50, etc., par titre, qu'on abandonne.

On limite ainsi la perte de l'acheteur en cas de baisse du titre à l'échéance, au montant de la prime stipulée. Si un acheteur a pris de la rente à 98 dont 1 et qu'elle vaille 96 francs à l'échéance, il aura intérêt à résilier le contrat et paiera la prime en perdant seulement 1 par titre tandis qu'en exécutant le marché il perdrait 2 francs ; il abandonnera la prime. Si le titre valait plus de 97 francs, il aurait intérêt à exécuter le marché (lever la prime).

La veille de la liquidation l'acheteur fait connaître le parti qu'il prend (réponse des primes).

Report. — Un acheteur à terme peut revendre au comptant le jour de la liquidation les titres livrés par son vendeur à un tiers et les lui racheter à terme pour le mois suivant.

C'est ce qui arrive dans le cas du marché fictif quand le cours ayant baissé l'acheteur est en perte. Il les revend à un tiers au cours de compensation, 95 francs par exemple, et les lui rachète fin prochain à un prix de 98 francs égal au cours de compensation augmenté du taux de report officiel fixé pour les valeurs cotées à chaque liquidation par la Chambre syndicale. A l'argent de la vente (95 francs) il ajoute de sa poche 4 francs par titre et paie les titres à son vendeur au prix convenu de 99 francs. L'acheteur s'est fait ainsi « reporter » et le tiers est un reporteur. Si à la fin du mois suivant le titre est monté à 105 francs au lieu de 95, prix de la revente, l'acheteur prendra livraison des titres et les paiera à son reporteur 98 francs ; comme il peut les revendre immédiatement en bourse à 105 francs, il gagnera alors 7 francs par titre ; mais, ayant déboursé 4 francs lors de la précédente opération, il verra son gain réduit à

3 francs. Le résultat est un gain de 3 francs par titre pour le reporteur et de 3 francs pour le reporté.

Si, au contraire, à la fin du mois suivant, le titre avait baissé jusqu'à 90 francs, le reporté peut liquider en supportant la perte qui est de 8 francs puisque payant les titres 98 francs au reporteur, il ne peut les revendre que 90 francs.

Il aura perdu en tout 5 francs + 7 francs, soit 12 francs en tout par titre, tandis que le reporteur aura gagné 3 francs.

Au lieu de liquider, le reporté peut se faire reporter à nouveau et reculer d'un autre mois la liquidation.

Le report présente pour le reporté l'avantage de lui permettre de reculer jusqu'à un cours plus favorable une liquidation qui pourrait être désastreuse pour lui.

Le reporteur réalise un profit certain, exempt de tout aléa, représenté par la différence entre le prix d'achat du titre au comptant et son prix de revente à terme. Le placement en reports est très recherché par tous les particuliers (notaires, etc.), ou par les sociétés (Compagnies de chemins de fer). On fait ainsi fructifier des fonds de roulement qui sans cela resteraient improductifs dans les caisses.

Le report a un excellent effet sur le marché. Quand il n'est pas cher, la hausse se produit, le report évite un effondrement momentané de bonnes valeurs de bon aloi et empêche la production d'une crise en maintenant les cours.

Le taux du report résulte de la différence entre le prix de l'achat au comptant et celui de la revente à terme. Dans notre exemple, il était de 3 francs par titre. Ce taux dépend de celui de l'intérêt au moment de l'opération de la demande, et de la valeur intrinsèque du titre considéré.

Quand le report est employé par le vendeur, il y a un achat au comptant et une revente à terme (déport).

Supposons qu'un particulier ait vendu de la rente fin courant à un banquier au prix de 95 francs. Le jour de la liquidation, ces titres valent 100 francs et le vendeur préférera se faire reporter jusqu'à la prochaine liquidation. Il achètera donc à un tiers des titres disponibles au prix de 100 francs et les lui revendra à terme 95 francs ; il remettra les titres au banquier qui les paiera 95 francs et le particulier perdra donc 5 francs par titre. A la prochaine liquidation

si les titres valent 90 francs, il les achètera à ce prix en bourse et les livrera au tiers acheteur qui les paiera 100 francs, d'où un bénéfice de 10 francs, mais comme il a perdu 5 francs sur la première opération et que le report a coûté 2 francs le bénéfice est réduit à 3 francs.

Le marché à option (stellage). — Ce genre de marché à prime est usité en Angleterre et à Vienne. L'une des parties se réserve la faculté d'être à son choix acheteur ou vendeur le jour de la réponse des primes. Le cours d'achat est majoré tandis que le cours de vente est réduit par rapport à ce qu'il était au moment du contrat. La contre-partie a intérêt à ce marché quand les cours n'ont pas changé dans l'intervalle.

On peut donc régler un marché à terme en s'exécutant, en liquidant ou en se faisant reporter.

Si le marché est exécuté, le vendeur livre les titres et l'acheteur les paie (marché à terme sérieux).

S'il y a liquidation, l'acheteur ou le vendeur s'exécute par une contre-opération. L'acheteur revend au comptant les titres qu'il avait achetés à terme ou le vendeur achète au comptant les titres qu'il avait vendus à terme. Le paiement de la différence (marché à terme fictif) liquide l'opération.

L'acheteur ou le vendeur peut prolonger l'opération jusqu'au mois suivant et se faire reporter en liquidant la première opération comme dans le cas précédent, d'après un cours fixé par la Chambre syndicale des agents de change (cours de compensation); il paye immédiatement la différence qui est à sa charge et reste acheteur ou vendeur pour la prochaine liquidation au cours de compensation augmenté ou diminué du report ou du déport, c'est-à-dire de la différence entre le cours du comptant et le cours du terme, le jour de la liquidation, pour le titre considéré¹.

L'exécution des marchés donne lieu à des règlements entre l'agent de change et son client d'une part, pour la li-

1. Le cours de compensation, établi par la Chambre syndicale des Agents de change, le jour de la liquidation vers 2 heures, pour toutes les valeurs se négociant à terme, est égal au cours moyen de ces valeurs d'après les prix pratiqués sur le marché au comptant le même jour entre midi et 2 heures.

vraison des titres et le paiement des sommes dues, et d'autre part entre les divers agents de change. La Chambre syndicale joue le rôle de Chambre de compensation pour les règlements entre agents de change et opère entre eux une compensation générale des titres à livrer et des sommes à payer.

Marchés à terme dans les bourses de marchandises. — Les systèmes des filières de la caisse de liquidation servent à faciliter la livraison des marchandises et leur paiement.

Supposons qu'une marchandise soit vendue successivement à différents négociants; pour en faciliter la livraison et le paiement, le premier vendeur (livreur) la dépose dans des magasins généraux et crée un titre à ordre, appelé *filière*, comportant un ordre de livraison à l'acheteur; celui-ci transmet la filière à un troisième, ce dernier à un quatrième, et ainsi de suite, jusqu'à ce qu'un dernier acquéreur (réceptionnaire) prenne livraison en arrêtant la filière.

Un liquidateur spécial (filiériste) facilite le règlement du prix de vente aux différents intermédiaires. Il le reçoit du réceptionnaire, paie aux intermédiaires l'écart entre leur prix d'achat et leur prix de vente et verse aux mains du livreur le prix ordinaire de la marchandise.

Auprès de certaines bourses (Paris) une caisse centrale de liquidation intervient dans la liquidation des marchés en opérant comme vendeur et comme acheteur. Le vendeur vend à la caisse de liquidation qui revend à l'acheteur. Afin de garantir la caisse contre les risques d'insolvabilité des intermédiaires, chacun d'eux lui verse une couverture (original deposit). Lorsque la hausse ou la baisse dépasse le chiffre prévu garanti par la couverture, la caisse exige un versement supplémentaire de l'un des intermédiaires. La caisse de liquidation peut ainsi agir indirectement sur le marché et maintenir la hausse ou la baisse dans des limites raisonnables afin d'éviter l'abus de la spéculation.

Critique de la spéculation. — Les marchés à terme provoquent artificiellement la hausse ou la baisse, sous l'influence des ordres de vente de quelques gros spéculateurs; leur résultat est de fausser le cours des marchandises; les

producteurs les considèrent comme ayant sur leurs bénéfices une influence plus importante que les efforts qu'ils pourraient faire en vue d'améliorer leur fabrication.

Comme le jeu et les paris, les marchés à terme sont un mal social et troublent l'organisation économique; on peut, grâce à eux, s'enrichir ou se ruiner en une seule bourse.

La baisse, pratiquée par des professionnels rompus à la pratique des affaires, finit toujours par l'emporter; tandis que les particuliers, spéculateurs occasionnels et peu renseignés, prennent toujours position à la hausse.

Les marchés à terme sont souvent conclus sous l'influence de fausses nouvelles, d'emballlements ou de manœuvres tendancieuses qui en font des opérations frauduleuses.

Les marchés à terme fictifs furent prohibés en France jusqu'en 1883. Cette prohibition comportait une pénalité (amende et emprisonnement) et une sanction civile (faculté pour le spéculateur malheureux de refuser le paiement de la différence en opposant l'exception de jeu).

La validité des marchés de spéculation a été reconnue en France (1883) et l'exception de jeu a été supprimée.

En résumé, les opérations à terme devraient être réservées aux seuls professionnels car, ainsi limitées, elles sont parfaitement admissibles.

Les spéculateurs ne provoquent pas à leur gré la hausse ou la baisse des valeurs ou des marchandises suivant qu'ils prennent position à la hausse ou à la baisse. Ils vendent une valeur ou ils l'achètent parce qu'ils prévoient une baisse ou une hausse prochaine; leurs opérations ne peuvent avoir d'autre résultat que d'accentuer le mouvement qu'ils ont prévu à l'avance grâce à leur expérience du marché. En effet, si les spéculateurs pouvaient provoquer à leur gré la hausse ou la baisse, ils joueraient à coup sûr et s'enrichiraient toujours; en réalité ils ont autant et peut-être plus de chances de se ruiner que de s'enrichir.

D'ailleurs les spéculateurs, que l'on cherche à atteindre en supprimant les marchés à terme, peuvent utiliser le marché au comptant (p. 296). D'autre part, la suppression des marchés à terme enlèverait au marché au comptant une grande partie de son animation, car toute opération à terme

provoque une opération au comptant (Voir report et déport, p. 298).

Le marché à terme sert de stage et souvent de moyen de classement définitif pour les valeurs non admises au marché au comptant. Enfin le marché à terme permet aux producteurs de se couvrir contre une hausse des matières premières ou contre une baisse des produits fabriqués.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Définition. — Le commerce extérieur vise les achats et les ventes entre négociants habitant deux pays différents. Il y a importation (entrée de marchandises) pour le pays acheteur; exportation (sortie de marchandises) pour le pays vendeur.

Le commerce intérieur a lieu entre sujets d'un même État dont les lois et les règlements régissent à la fois l'achat et la vente. Dans le commerce extérieur l'échange a lieu entre les sujets de deux États différents, chacun agissant législativement ou administrativement sur une seule des parties.

Dans le commerce intérieur l'État juge les parties contractantes au même point de vue. Si l'une fait une mauvaise affaire, c'est que l'opération est avantageuse pour l'autre; il y a compensation pour la nation qui ne se trouve pas appauvrie. Au contraire, tous les habitants d'un même pays étant unis par une solidarité naturelle, l'État doit se préoccuper des pertes ou des bénéfices occasionnés par les échanges internationaux. Pour le commerce intérieur, l'État assure la sincérité et l'exécution fidèle des marchés; mais il intervient énergiquement pour provoquer des mesures avantageuses et pour empêcher les mesures nuisibles en matière de politique commerciale internationale.

Actes de commerce international. — Diverses circonstances économiques provoquent l'acte de commerce international.

On importe du dehors les matières premières que le pays ne produit pas ou les denrées exotiques (café, thé, etc.); on supplée à la production nationale par l'importation étrangère quand les récoltes sont insuffisantes (blés, foin, etc.).

Quand un produit est trop cher sur le marché intérieur, on remédie à cette situation en l'achetant sur les marchés étrangers.

Le commerce extérieur élargit le champ des débouchés et permet à l'industrie de perfectionner ses méthodes de fabrication; aux points de vue intellectuel et moral, il fait profiter des progrès de la civilisation les peuples qui nouent des relations d'échange; ils apprennent à se mieux connaître, ce qui facilite les relations internationales et la prompt solution pacifique des difficultés d'ordre politique.

Théorie de la balance du commerce. — La balance du commerce est la différence qui existe entre le chiffre total des importations d'un État et celui de ses exportations.

D'après l'école mercantiliste, la balance du commerce, favorable à un État lorsque les statistiques douanières accusent des exportations supérieures aux importations, est défavorable dans le cas contraire.

Un État qui achète à l'étranger plus de marchandises qu'il n'en vend, ne pouvant payer tous ses achats avec des traites, solde la différence entre ses ventes et ses achats avec des espèces métalliques; il s'appauvrit donc et à la longue l'encaisse métallique y deviendra insuffisante pour les besoins du commerce intérieur. L'État doit donc, d'après l'école mercantiliste, encourager l'exportation et empêcher l'importation en frappant les marchandises étrangères de droits d'entrée élevés, d'où un protectionnisme très rigoureux.

Cette théorie est aujourd'hui abandonnée. En effet, les statistiques douanières ne rendent pas compte de la situation exacte des importations et des exportations totales. D'autres éléments importants de la balance des créances et des dettes d'un État vis-à-vis de l'étranger n'y figurent pas.

Un pays peut s'enrichir bien que l'excédent annuel de ses importations sur ses exportations dépasse 400 millions.

C'est le cas de la France dont la prospérité ne fait nul doute puisque la quantité de monnaie en circulation y augmente d'environ 500 millions par an, comme en témoignent les statistiques des entrées et des sorties d'or. D'ailleurs l'importance de l'excédent des importations sur

les exportations a diminué de moitié environ depuis trente ans, bien que l'ensemble du commerce ait augmenté de 50 0/0 environ pendant la même période. De même l'encaisse de la Banque de France a passé depuis trente ans de deux milliards à quatre milliards et demi.

En effet, les entrées et les sorties de marchandises ne constituent pas les seuls éléments de la comptabilité générale d'une nation et il faut considérer l'ensemble de ses créances et de ses dettes, en tenant compte de toutes les causes d'entrées et de sorties d'espèces, pour juger sa situation exacte.

Les statistiques négligent les frais de transport, c'est-à-dire le fret et l'assurance des marchandises exportées. La France dont la marine est en décadence paie de ce fait à l'étranger environ 400 millions par an, tandis que l'Angleterre reçoit plus de deux milliards et demi des pays pour le compte desquels elle effectue des transports.

La principale cause de l'enrichissement des grandes nations provient du placement de leurs capitaux à l'étranger. La France, l'Angleterre, et depuis quelque temps l'Allemagne, ont souscrit au dehors quantité d'emprunts d'État à des taux souvent très rémunérateurs; leurs nationaux possèdent nombre de propriétés agricoles, de mines, d'usines situées dans tous les pays du monde. Les sommes touchées annuellement en coupons, loyers, fermages et dividendes s'élèvent, rien que pour la France, à plus de 1.500 millions, représentant un capital supérieur à trente milliards. Il faut tenir compte à ce sujet d'une cause d'erreur résultant de ce que les pays riches qui prêtent aux nations obérées exportent de ce fait une quantité d'or importante qui vient en déduction des entrées, mais ce sont là des sorties temporaires. D'ailleurs, les intérêts et dividendes ne constituent pas les seuls bénéfices des placements industriels à l'étranger, car beaucoup de nos nationaux vivant à l'étranger, et même en France, touchent des appointements élevés en rétribution des fonctions qu'ils remplissent auprès des gouvernements et des sociétés étrangères à capitaux français. Ces traitements constituent des bénéfices qui échappent aux statistiques. D'autre part, les profits résultant de la réalisation en Bourse des titres étrangers ayant donné lieu à d'import-

tantes plus-values, sont également très importants, bien que certainement on ait quelquefois à enregistrer des pertes provenant de la déconfiture d'affaires mises en marche grâce aux capitaux français. Les baisses de titres ne sont des occasions de pertes qu'en cas de réalisations forcées. Les banques françaises ont à l'étranger de nombreuses succursales et agences qui encaissent des bénéfices considérables.

Les pays comme la France, l'Italie, la Suisse, riches en sites et en monuments pittoresques et favorisés d'un climat tempéré recueillent d'importants bénéfices du fait du séjour des étrangers. La France, grâce à l'attrait de Paris et de ses environs, de Pau, de Nice, des villes d'eaux et des plages normandes ou bretonnes fait chaque année de ce fait un chiffre d'affaires considérable qui ne doit pas être moindre d'un milliard par an. D'autres pays tels que l'Angleterre, la Russie et les États-Unis sont au contraire débiteurs du même chef de sommes considérables.

L'Angleterre, l'Allemagne et les autres pays vendent à l'étranger beaucoup de navires de guerre et de commerce, et les sommes importantes qui leur sont versées en paiement ne figurent pas dans les statistiques douanières.

Il faut donc distinguer la balance du commerce de la balance des comptes, la seconde pouvant très souvent compenser la première dans le cas où elle est défavorable. D'ailleurs les statistiques douanières sont loin d'être exactes ni complètes. La valeur des marchandises importées figurant dans les tableaux comporte les frais de transport, de courtage, d'assurance, etc., alors qu'à la sortie les exportations sont comptées pour leur prix brut. D'autre part, les importateurs et les exportateurs s'ingénient à déclarer pour leurs opérations de douane des valeurs inexactes qui faussent les conclusions que l'on peut tirer des résultats statistiques.

Quand on achète un produit au dehors c'est qu'on l'y paie meilleur marché que sur le marché intérieur. De même on vend un produit à l'étranger à un prix rémunérateur, il y a donc bénéfice dans les deux cas. On peut donner de ce fait une démonstration analogue à celle qu'en a donnée Bastiat.

Supposons qu'un négociant achète pour 150 francs à Cette une pièce de vin qu'il vend 170 francs à Londres. En échange

il fait venir pour 170 francs de houille et la revend 190 francs à Marseille. D'après la douane française il y a importation de 190 francs contre une exportation de 150 francs et la doctrine mercantiliste enregistre une perte de 40 francs. En réalité le négociant a gagné 20 francs sur l'étranger et 20 francs sur le tiers qui achète sa houille 190 francs à Bordeaux. Il y a donc gain de 20 francs pour la France et de 40 francs pour le négociant de Cette. Dans les pays les plus riches les importations sont en excédent sur les exportations. En Angleterre, les importations dépassent les exportations de plusieurs milliards. Au contraire, pour les pays emprunteurs (Russie, États-Unis) il y a excédent des exportations sur les importations; ils fournissent plus de marchandises à l'étranger qu'ils n'en reçoivent, pour acquitter les intérêts des emprunts. Ces résultats sont absolument contraires à la théorie de la balance du commerce.

Il faut analyser de près la balance des comptes pour en tirer des déductions rationnelles; les importations aussi bien que les exportations constituent des avantages pour un pays.

Beaucoup de nations occupent un territoire de superficie limitée, situé sous un climat défavorable ce qui les force à importer de l'étranger une grande quantité de produits alimentaires. L'Angleterre et l'Allemagne importent annuellement pour plusieurs milliards en céréales, vins, légumes, etc.

D'autre part, l'importation fournit les matières nécessaires à l'industrie pour la fabrication de produits dont une partie est consommée à l'intérieur du pays, le reste étant réexporté. Ainsi nous importons de la houille, du coton, des lins, des soies, des sucres bruts, etc.; nous consommons une partie des tissus et des produits ainsi fabriqués et nous vendons le reste à l'étranger avec bénéfice. De même un pays a intérêt à faire venir de l'étranger des machines-outils perfectionnées, des locomotives et des navires, s'il les paie ainsi un prix inférieur à celui auquel il pourrait les construire. En général, un pays importe des marchandises qui lui coûteraient beaucoup de travail en échange de produits qui lui coûtent très peu. Ainsi la République Argentine fait une très bonne affaire en achetant à Lyon des soieries qu'elle ne peut produire elle-même jusqu'à présent, contre du

blé qu'elle récolte en abondance vu la fertilité de son sol.

Toutefois, on n'économise du travail par l'importation qu'en cessant d'utiliser une partie du travail national : ainsi en faisant venir des filés de soies de Chine ou d'Italie on cause un préjudice aux filateurs des Cévennes et à leurs ouvriers qui sont privés de leur gagne-pain, car ils ne peuvent changer de métier. On a beau dire que l'importation des soies provoque dans une autre industrie un progrès dont le produit servira à payer les soies étrangères, il n'en n'est pas moins vrai que les ouvriers filateurs auront peu de chance d'être occupés dans un autre métier. De plus, la valeur des soies chinoises étant moindre que celle des nôtres puisqu'elles les ont chassées du marché grâce à leur prix inférieur, cette diminution constitue une perte de travail.

L'exportation à outrance peut être également nuisible. Le Pérou s'est ruiné autrefois en exportant le produit de ses mines d'argent et il épuise aujourd'hui son sol en vendant ses guanos et ses nitrates. La Russie qui nourrit une partie de l'Europe en exportant ses blés achète très peu d'engrais et ne reconstitue pas son sol qui deviendra dans l'avenir incapable de nourrir même ses propres habitants.

L'exportation est également indispensable à certains pays grands producteurs de certaines marchandises. L'Australie n'aurait que faire de ses laines, ni le Pérou de ses engrais naturels, si l'exportation ne leur permettait de les échanger contre les produits qui leur manquent. L'Angleterre ne pourrait nourrir ses habitants si l'exportation des tissus fabriqués à Manchester ne lui procurait pas l'argent nécessaire pour payer ses importations de blé de l'Inde.

L'exportation stimule l'industrie manufacturière et abaisse le prix de revient des produits grâce aux perfectionnements de l'outillage que rend possible une fabrication intensive. Les chantiers de constructions navales de la Clyde et de la Tyne peuvent consentir des prix très bas, étant donné le grand nombre de coques et de machines qu'ils construisent chaque année pour les armateurs nationaux et étrangers.

Théorie de Ricardo. — Pour Ricardo la valeur des marchandises dans le commerce international et dans le com-

merce intérieur est déterminée par le coût de production ; pour les marchandises de production infinie, le coût de production le plus réduit sert de régulateur des prix.

Si le coût de production d'un produit est de 20 francs en Angleterre et de 25 francs en France, sous le régime de la liberté des échanges, le prix tendra vers 20 francs.

Le pays importateur fait un bénéfice net de 5 francs puisque, grâce à la concurrence, il encaisse la différence entre son coût de production (25 francs) et celui du pays auquel il achète (20 francs). Ricardo conseillait donc d'établir un régime de libre-échange absolu pour faciliter le jeu de la concurrence, mais dans sa théorie incomplète, il se plaçait au seul point de vue du pays importateur dont il voyait l'avantage, sans faire ressortir le profit qui revient dans le commerce international au pays exportateur.

Théorie de Stuart Mill. — Stuart Mill, comme Ricardo, détermine le prix courant des marchandises d'après le coût de production dans le commerce international comme dans le commerce intérieur sous le régime de la libre concurrence.

Mais pour lui la concurrence n'a pas les mêmes effets comme régulateur des prix dans le commerce international que dans le commerce intérieur. Les capitaux et les hommes ne se portent pas assez vite vers les pays où les conditions d'emploi sont les plus avantageuses. Pour Stuart Mill, la valeur d'une marchandise dans l'échange international est comprise entre un minimum (coût de production du vendeur) et un maximum (coût de production de l'acheteur).

L'offre et la demande font osciller la valeur entre ces deux limites : l'acheteur ayant les plus grands besoins, consent des sacrifices. Celui dont les produits sont les plus recherchés vend plus cher et réalise un plus gros bénéfice.

Le libre-échange dans le commerce international ne doit donc pas être considéré comme une règle absolue. Le besoin de trouver des débouchés au dehors peut faire admettre des mesures de protection au moins temporaires.

Doctrines modernes. — Il existe deux doctrines rivales au point de vue du commerce international : le libre-échange et la protection.

Libre-échange. — Le libre-échange (« laisser faire, laisser passer ») rejette toute intervention de l'État dans le commerce international et supprime toute barrière de nature à gêner la liberté des transactions d'un pays à un autre.

D'après les partisans de cette doctrine, il n'y a pas de raison pour que le principe de la liberté du commerce, reconnu excellent lorsqu'il est appliqué au commerce intérieur d'un pays, soit à rejeter pour le commerce international.

La libre concurrence entre les producteurs de tous les pays permet de lutter contre la routine et d'obtenir les meilleures marchandises au plus bas prix possible.

Chaque pays se consacre particulièrement au genre de production conforme à son climat, à la fertilité du sol, au goût des habitants, qu'il peut livrer à la consommation dans de meilleures conditions que ses voisins. La division du travail s'étend aux relations des États et ne reste pas limitée à l'organisation industrielle de chaque pays. Les hommes, solidaires les uns des autres, sont obligés de compter les uns sur les autres pour se procurer les objets nécessaires à leur existence en évitant les conflits et les guerres.

Les droits protecteurs sur les marchandises venant de l'étranger, destinés à élever le prix des produits de façon à permettre aux industriels indigènes de lutter contre leurs concurrents de l'extérieur, sont iniques puisqu'ils lèsent la masse des consommateurs dans l'intérêt de quelques producteurs. Si les agriculteurs obtiennent que l'État frappe le blé d'un droit de 7 francs à l'entrée afin de pouvoir le vendre plus cher ainsi que le pain, l'ouvrier des villes paiera sa nourriture plus cher et c'est lui que le droit frappera.

Il est impossible de taxer des marchandises au profit d'une industrie sans porter atteinte aux intérêts d'une autre industrie. Si on établit un droit sur la betterave, par exemple, dans l'intérêt de l'agriculture, on nuit à l'industrie qui se sert de ce produit agricole en l'obligeant à le payer cher.

En protégeant les industries qui ne peuvent pas lutter contre la concurrence étrangère, on limite le développement d'autres industries prospères qui trouveraient des débouchés au dehors sous le régime de la libre concurrence. Dans le commerce international, les produits se paient avec les produits; si on limite les importations, du même coup on restreint les exportations par répercussion; les étrangers ne pouvant plus vendre ne pourront plus acheter.

La protection n'est favorable ni à la marine marchande ni aux ports de commerce. Les navires ont un fret suffisant pour l'aller, mais n'ont pas de fret de retour parce que les pays dans lesquels un État protecteur exporte ses marchandises n'ont rien à lui expédier. Au bout d'un certain temps, le fret d'aller diminue par suite de la répercussion que la restriction des importations exerce sur les exportations.

Protection. — La protection, comme la prohibition, tend à défendre l'industrie nationale contre la concurrence étrangère, non en lui fermant les portes, mais en assurant la supériorité aux produits indigènes par l'établissement de droits suffisamment élevés à l'entrée des autres marchandises ou par l'attribution de primes aux producteurs.

Si le fabricant étranger peut fournir une marchandise à 5 francs le kilogramme, alors que le fabricant national ne peut la produire qu'à 6 francs, l'État protecteur peut défendre son industrie en frappant la marchandise à l'entrée d'un droit d'un franc par kilogramme ou bien en lui accordant une prime de production de un franc.

Le libre-échange sacrifie les pays dont le développement industriel est peu avancé au profit des plus forts ou des mieux outillés qui peuvent se rendre maîtres du marché intérieur au prix de sacrifices momentanés et se constituer des monopoles pour certaines marchandises.

Si chaque pays se livrait aux industries qui ont le plus de chance de se développer sur son territoire, suivant la théorie du libre-échange, et se désintéressait des autres fabrications, on nuirait aux industries nécessaires qui doivent exister sur le territoire national sous peine de compromettre sa sécurité et son indépendance ou de priver les travailleurs d'ou-

vrage. Telles sont les industries qui touchent à la défense nationale (fabrication des armes de guerre, métallurgie) ou qui fournissent aux habitants les objets de consommation pour lesquels l'État ne pourrait, sans inconvénient, être tributaire de l'étranger en cas de guerre. Dans l'intérêt de sa prospérité, un État doit soutenir contre la concurrence étrangère une industrie occupant sur son territoire un nombre considérable d'ouvriers pour éviter la fermeture des ateliers qui jetterait sur le pavé une armée de travailleurs incapables de trouver un emploi dans d'autres branches.

On dit que les droits protecteurs constituent une sorte d'impôt prélevé sur le consommateur dans l'intérêt de quelques industriels. Or ces mesures de protection sont prises dans l'intérêt général du pays pour sauvegarder sa situation économique dans le monde et non dans l'intérêt privé des producteurs. L'État s'impose de lourdes dépenses pour l'entretien d'une marine de guerre et de son armée et il ne doit pas hésiter à faire des sacrifices pour maintenir la supériorité de son industrie et de son commerce.

La liberté du commerce international amène, dit-on, le bon marché tandis que la protection cause la cherté des produits. Or libre-échange n'est pas toujours synonyme de bon marché; la liberté du commerce peut amener la ruine d'une industrie locale et constituer au profit d'un autre pays un monopole de fait qui lui permettra de faire la loi sur le marché et de vendre ses produits au prix qu'il veut.

La protection est favorable à la classe ouvrière parce que les crises de chômage sont moins à craindre avec ce régime que sous celui du libre-échange qui peut amener la ruine des industries dans lesquelles le pays s'est spécialisé; c'est ce qui arrive en Angleterre pour les filatures de coton. Le régime protectionniste réserve le marché national aux producteurs et évite la diminution des salaires à laquelle expose la concurrence causée par le libre-échange.

Les partisans de l'école de l'Économie nationale (List, Cauwès) prétendent que le but final d'une nation est de devenir un organisme économique complet et indépendant (agricole, industriel et commerçant). Les nations normales qui répondent à cette formule deviennent vraiment grandes;

pour réaliser cet idéal, l'État doit imposer des sacrifices, sous forme de droits de douanes ou de primes, aux générations actuelles, dans l'intérêt des générations futures.

En résumé, il paraît difficile de se prononcer d'une façon absolue pour l'un ou pour l'autre des systèmes exposés. Une nation à ses débuts a besoin d'une protection sérieuse pour défendre son industrie contre la concurrence étrangère sous peine de la voir condamnée à l'infériorité (États-Unis).

Lorsque l'organisation industrielle d'un pays est parvenue à son complet développement et que les producteurs indigènes peuvent concurrencer les marchandises du dehors, des mesures de protection doivent être prises avec prudence, à titre exceptionnel, pour la défense d'une des industries nécessaires, indispensables dans un État puissant.

Tendance moderne vers le protectionnisme. — La politique douanière des États modernes tend énergiquement vers le protectionnisme. En effet les pays neufs (Japon, etc.) font une concurrence efficace à l'Europe en raison des facilités et du bon marché des transports; sur le marché mondial moderne agrandi, le prix se fixe d'après le coût de production le moins élevé par suite du développement des opérations de bourse. L'Europe cherche à rétablir l'équilibre en frappant les produits des pays neufs de droits compensateurs. Le marché intérieur de chaque pays est donc indépendant du marché extérieur, et la protection douanière égalise les conditions de la concurrence internationale tout en maintenant la concurrence intérieure à son état normal.

Les chiffres pour 1912, provisoires et susceptibles d'être rectifiés, ont été établis pour certains pays (Angleterre) d'après les déclarations des importateurs et des exportateurs. Pour d'autres pays, on s'est servi du tableau officiel des valeurs des marchandises révisé chaque année (Autriche-Hongrie, Belgique, Espagne, France, Italie, exportations et importations). En ce qui concerne l'Allemagne et la Suisse, ce document n'a servi que pour les importations. La différence entre les valeurs officielles et les valeurs déclarées est très importante en cas de hausse ou de baisse rapide; les fluctuations des valeurs se font sentir immédiatement avec la

méthode des valeurs déclarées et seulement après un certain délai quand la revision des valeurs est faite annuellement.

COMMERCE DES PRINCIPAUX PAYS EN 1912

(En millions de livres sterling)

	Importations		Exportations	
	1910	1912	1910	1912
Russie d'Europe.....	100.546	109.197	146.076	150.631
Allemagne.....	439.057	506.028	367.504	437.022
Belgique.....	157.651	175.283	128.814	149.520
France.....	286.933	318.034	249.352	265.454
Suisse.....	69.801	78.549	47.845	54.304
Espagne.....	39.781	41.774	38.234	41.760
Italie.....	129.839	144.164	83.199	95.846
Autriche-Hongrie.....	118.869	145.300	100.775	100.912
Egypte.....	24.166	26.583	29.698	35.474
Etats-Unis.....	325.605	378.778	381.046	492.228
Japon.....	47.314	63.104	46.457	53.554
Indes Britanniques.....	85.855	105.766	137.360	160.146
Canada.....	89.258	130.649	57.527	70.296
Afrique du Sud britannique	37.914	40.485	54.509	63.932
Angleterre (Royaume-Uni).	574.496	633.059	430.385	487.434

Pour un grand nombre de pays (Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Canada, Égypte, France, Italie, Japon, Royaume-Uni, Russie, Suisse), les chiffres des importations ne comprennent que les importations destinées à la consommation intérieure. Pour tous les pays énumérés, on a donné les chiffres des exportations de produits indigènes ; mais, dans la plupart des cas, ces produits comprennent une certaine quantité de marchandises « nationalisées », c'est-à-dire de marchandises qui ayant été d'abord importées en vue de la consommation intérieure ont acquitté les droits en conséquence, mais qui ont été réexportées postérieurement.

RÈGLEMENTATION DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Retour aux idées de protection en 1870. — Après 1870, une réaction violente se produit contre le libre-échange. Le développement des transports maritimes et de la navigation à vapeur, l'abaissement du fret permettent aux pays neufs

(Amérique, Australie, Inde) d'importer des produits de leur sol en Europe dans des conditions d'extrême bon marché. L'éloignement n'étant plus une barrière suffisante, il fallait demander une protection efficace aux droits de douane.

Le développement de l'industrie aux États-Unis, en Allemagne, en Russie menace de faire perdre à l'Angleterre et à la France leur ancienne suprématie. Le change jouait comme prime à l'exportation en faveur des pays d'Orient par suite de la dépréciation de leur monnaie.

La protection à l'étranger. — Les États-Unis avaient pris la tête du mouvement en établissant une série de tarifs très élevés pour protéger leur industrie naissante en décourageant l'importation européenne des produits manufacturés (tarifs protecteurs de 1861, 1864, 1866, 1870, 1872).

L'Allemagne établit ensuite des tarifs nettement protecteurs (1879, 1885, 1887) de même que l'Autriche-Hongrie, l'Italie, la Suède, le Portugal, l'Espagne et la Suisse.

La France se borna à relever son tarif général de 24 0/0 (1881), puis renouvela, sur les bases de ce nouveau tarif, ses traités de commerce avec la Belgique, l'Italie, le Portugal, la Suède, la Norvège, la Suisse et la Serbie. Les céréales et les bestiaux furent exceptés des traités de commerce afin de protéger l'agriculture dont la situation était mauvaise.

La clause de la nation la plus favorisée (art. II du traité de Francfort entre la France et l'Allemagne) continuait à être très onéreuse pour la France. L'Allemagne profitait de toutes les concessions que nous faisions aux autres puissances, sans condition de réciprocité de sa part, puisqu'elle n'avait plus de traités de commerce depuis 1879.

En 1892, la France, dénonçant tous les traités de commerce venant à expiration, inaugura un nouveau régime douanier nettement protecteur.

Législation douanière en France. — Tarifs des douanes.

Le tarif des douanes contient le tableau des marchandises soumises aux droits de douanes avec l'indication de ces droits.

Il existe trois systèmes possibles de tarifs de douanes : tarif général ; tarif conventionnel ; double tarif (1892).

Dans le système du *tarif général*, l'État fixe à son gré, par une loi, des droits de douane applicables à toutes les marchandises étrangères sans distinction de provenance.

L'État peut ainsi faire varier ses droits de douane à volonté suivant les nécessités du moment. Le tarif général discuté par le Parlement est établi au mieux des intérêts de l'ensemble des producteurs défendus par leurs représentants.

Le *tarif conventionnel*, établi par dérogation au tarif général, vise des marchandises déterminées provenant de certains pays en vertu de traités de commerce.

Par la clause, dite de style, de la nation la plus favorisée, toujours inscrite dans les traités de commerce, chaque signataire du traité se fait reconnaître le droit de profiter des abaissements de tarifs que l'État avec lequel il traite pourrait dans la suite accorder à un autre pays.

Cette clause empêche qu'un État signataire d'un traité puisse s'en voir enlever indirectement le profit par suite de concessions plus avantageuses consenties à un autre pays.

Le tarif conventionnel assurant pour toute la durée de la convention une stabilité des droits de douane très avantageuse pour les producteurs, permet d'obtenir sur le tarif général des concessions dont profite la nation.

Les protectionnistes reprochent aux tarifs conventionnels leur manque de souplesse. Si un traité de commerce contient des concessions de tarifs dangereuses, elles ne peuvent être reprises par l'intéressé qu'à l'expiration du traité.

La clause de la nation la plus favorisée peut être très gênante pour la politique commerciale d'un État. Cette clause, sans limitation de durée, inscrite dans le traité de Francfort (1870) a été pour la France aussi bien que pour l'Allemagne la source de grosses difficultés.

La France a établi un *double tarif* de douanes (tarif maximum, tarif minimum, 1892).

Le tarif maximum (tarif général) applique les taxes les plus élevées aux marchandises de tous les États.

Le tarif minimum (tarif de faveur) à droits atténués (20 à 25 0/0) est accordé aux États qui concèdent à la France des avantages spéciaux ou la clause de la nation la plus favorisée.

Le tarif maximum est rarement appliqué (Portugal,

Égypte, Mexique, République Argentine). On peut concéder le tarif minimum à un État étranger, soit d'une façon unilatérale (loi), soit par une convention commerciale.

Les négociateurs déterminaient eux-mêmes le tarif applicable aux marchandises prévues par les anciens traités de commerce, soumis à l'approbation des chambres avant leur ratification, le pouvoir de contrôle du Parlement était illusoire, parce qu'il était à peu près impossible de désavouer les négociateurs et de refuser le vote du traité. La convention commerciale ne contient pas de tarif et se borne à concéder à un autre État l'application du tarif minimum contenu dans la loi douanière votée par le Parlement.

L'ancien traité de commerce liait les parties pour longtemps sans modification possible avant son expiration.

Dans le régime des conventions commerciales, chaque État reste maître de retirer les concessions faites à un pays en modifiant par une loi le tarif minimum en vigueur.

La convention commerciale ne comporte pas de durée. Chaque État peut la dénoncer en prévenant six mois ou un an à l'avance, tandis qu'un traité de commerce a une durée fixe en général très longue (dix ans).

Ce droit est suspendu si le tarif est incorporé dans la convention (consolidation des tarifs). Ce tarif conventionnel lie alors l'État pour toute la durée de la convention.

Dix-huit articles du tarif minimum ont été consolidés dans la convention avec la Russie (1905), cinquante le furent dans la convention avec la Suisse (1906).

On peut combiner le double tarif et le tarif conventionnel en concédant à un État un abaissement de taxe au-dessous du tarif minimum, par une loi ou par une convention commerciale (convention avec la Suisse de 1906).

Le régime du double tarif concilie les avantages des deux systèmes. L'État maître de ses tarifs (tarif général) conserve la faculté de négocier avec les autres États et d'appliquer à chacun la tarification correspondant à sa situation économique (tarif conventionnel).

Droits de douane. — On distingue les droits spécifiques (France 1881) et les droits *ad valorem* (États-Unis). Les droits

spécifiques sont établis d'après le poids, le nombre ou la mesure des marchandises, indépendamment de la valeur.

Les droits *ad valorem*, calculés d'après la valeur de la marchandise, justes en théorie, suivent les fluctuations de prix de la marchandise et frappent les produits suivant leur valeur. En pratique ils sont difficiles à percevoir. Ils sont basés sur la facture du déclarant qu'on ne vérifie pas.

La fraude de la double facture consiste pour le déclarant à faire établir par l'expéditeur une vraie facture qu'on dissimule, et une facture diminuée, destinée à l'administration des douanes, qui sert de base à la perception.

RÉSUMÉ DES PERCEPTIONS OPÉRÉES PAR LES DOUANES FRANÇAISES
PENDANT LES ANNÉES 1912, 1911 ET 1910

DÉSIGNATION	1912	1911	1910
	mille francs	mille francs	mille francs
Droits d'importation : Sucres.	55.350	38.275	29.431
Droits d'importation : Marchandises diverses.....	624.736	709.151	528.507
Droits de statistique.....	15.894	15.128	12.893
— de navigation.....	11.450	11.665	10.915
— divers et recettes accessoires.....	5.869	5.752	6.108
Amendes et confiscations....	1.799	1.627	1.701
Taxe de consommation des sels	23.517	22.164	24.156
— de fabrication sur huiles minérales brutes.....	2.152	2.409	1.988
TOTAL.....	740.767	806.171	615.699
A déduire :			
Dépenses pour primes ou drawbacks.....	21	31	62
Remboursement à forfait sur tissus coton exportés.....	1.000	1.044	1.040
Remboursements de droits autorisés après revision des liquidations.....	649	420	360
TOTAL.....	1.670	1.495	1.462
Reste acquis au Trésor.	739.097	804.676	614.237

L'État a un droit illusoire de préemption (retenue de la marchandise au prix pour lequel elle a été déclarée).

On atténue les inconvénients des droits spécifiques par la gradation. On n'applique pas une taxe unique au poids pour chaque marchandise, mais on établit un grand nombre de catégories, ce qui tient compte dans une certaine mesure de la qualité de chaque objet (droits spécifiques gradués).

Les produits agricoles, très protégés, sont en dehors du tarif minimum (1892). Le droit sur le blé est de 7 francs par quintal (1894). Le gouvernement supprime ou diminue ce droit par décret en cas de mauvaise récolte (1887).

Les matières premières servant à l'industrie nationale entrent en franchise (laine, lin, chanvre, soies, graines oléagineuses). Les produits semi-ouvrés sont frappés d'une façon modérée. Les produits manufacturés sont frappés de droits très élevés présentant une majoration de 20 à 60 0/0 par rapport aux anciens tarifs conventionnels.

Loi du cadenas (1897). — Par la loi du cadenas le gouvernement est autorisé à percevoir, en vertu d'un décret, un nouveau droit ou une surtaxe proposés sur certains produits étrangers (blés, vins) dès que le dépôt du projet de loi a eu lieu ; les droits perçus sont restitués si le Parlement ne vote pas le droit proposé. On empêche ainsi les importateurs étrangers de faire rentrer des marchandises dans l'intervalle qui s'écoule entre le dépôt du projet et le vote de la loi.

Exemptions de droits de douane. — Transit. — Une marchandise, traversant le territoire national pour une destination étrangère, est dite « en transit » et échappe aux droits de douane si elle est transportée en wagon plombé. Cette exemption protège les entreprises nationales de transports contre la concurrence des agences étrangères.

Entrepôts. — Les droits de douane ne sont pas perçus sur les marchandises non encore vendues déposées dans les magasins généraux de l'administration (entrepôt réel) ou dans les magasins des négociants sous des garanties de contrôle (entrepôt fictif); dans ce cas, la marchandise non

vendue en France, réexpédiée à l'étranger, ne paie aucun droit.

Réexportation des matières premières. — Si une industrie d'exportation supporte des droits de douane sur les matières premières ou sur les produits à moitié ouverts dont elle se sert, elle ne peut lutter dans les pays étrangers contre la concurrence des industries nationales, car elle a ainsi à payer un double droit d'entrée prohibitif.

Drawback. — Le système du drawback consiste à percevoir les droits sur une matière première à l'importation et à les restituer si elle est réexportée comme produit manufacturé. Ce système, imposant aux industriels l'avance des droits de douane, exige des fonds de roulement considérables ; il est très employé pour les tissus de coton.

L'admission temporaire dispense le fabricant des droits de douane, sous la condition de réexporter la matière première sous forme d'objet fabriqué dans un certain délai. Si la réexportation n'a pas eu lieu dans ce délai, les droits non acquittés doivent être versés au Trésor. Le fabricant signe à cet effet un engagement (acquit à caution) garanti par une caution ou par le dépôt d'une somme d'argent.

L'admission temporaire, qui dispense le fabricant de l'avance des droits de douane, est employée pour le blé et pour une quarantaine d'autres produits. Toutefois elle favorise la spéculation par le trafic des acquits à caution qui détruit l'effet des droits protecteurs établis en faveur de l'agriculture. L'admission temporaire a été modifiée en ce qui concerne le blé (1902) par l'adoption d'un régime analogue au drawback afin d'éviter l'abus de ce trafic.

Ports francs. — Les marchandises entrent dans les ports transformés en entrepôts réels (ports francs), y séjournent et en ressortent sans payer aucun droit de douane.

Il n'existe en France actuellement aucun port franc. Les ports allemands de Brême et de Hambourg fonctionnent en partie comme ports francs. Le régime des ports francs exempte le commerce maritime des entraves correspondant

aux opérations douanières ; il permet l'établissement et le libre fonctionnement d'industries nationales qui n'ont pas à payer de droits de douane sur les matières premières qu'elles réexportent après mise en œuvre.

Les services des douanes ont toujours combattu l'établissement de ports francs par crainte des fraudes, bien qu'ils puissent facilement y exercer une surveillance efficace.

Ce système favorise surtout les chantiers de constructions navales qui travaillent pour la clientèle étrangère.

Rapports de la France et de ses colonies. — Le système du pacte colonial (assujettissement de la colonie par rapport à la métropole en vue de son exploitation commerciale et industrielle) a été en vigueur dans tous les pays d'Europe jusqu'à la seconde moitié du XIX^e siècle. L'Angleterre en a surtout fait une application très stricte.

Par la loi de 1861 supprimant le pacte colonial, liberté était accordée aux colonies françaises (la Martinique, la Guadeloupe, la Réunion) d'exporter leurs produits dans tous les pays et d'en recevoir de toutes provenances, en payant les droits pleins du tarif général métropolitain.

Elles avaient le droit (1866) d'établir souverainement un octroi de mer à l'importation pour les marchandises de toutes provenances, métropolitaine ou étrangère, et d'établir des taxes de douanes autorisées par le Conseil d'État.

L'octroi de mer, exempt de tout contrôle, permettait aux colonies de frapper les marchandises métropolitaines de droits très élevés qui supprimaient la protection dont elles bénéficiaient jusque-là par rapport aux produits étrangers.

Le régime français actuel est celui de l'assimilation douanière (1892). Les colonies sont assimilées à la métropole, au point de vue du régime douanier, en ce qui concerne les rapports avec l'étranger. Les marchandises métropolitaines sont admises en franchise par les colonies ; les marchandises coloniales paient à leur entrée en France la moitié des droits taxés sur les produits similaires étrangers.

Dans certaines colonies (Afrique) non assimilées à la métropole, le régime douanier est établi par décret et les produits de la métropole n'y jouissent d'aucune faveur.

Le régime de 1892 a développé au profit de la métropole les rapports commerciaux avec les colonies françaises.

L'Algérie est complètement assimilée à la métropole au point de vue du régime douanier. La France admet en franchise les produits algériens et les produits français entrant en Algérie sont exempts de droits. Les produits étrangers paient en Algérie les mêmes droits qu'en France.

A la suite de négociations avec les puissances étrangères, la France a obtenu pour la Tunisie la liberté de son régime douanier (1896). Afin de procurer des ressources au Trésor tunisien, les produits français entrant en Tunisie paient des droits de douane très inférieurs à ceux que paient les produits des États étrangers. Les produits tunisiens bénéficient à leur entrée en France d'une franchise totale ou partielle, à condition d'être transportés par navires français.

Rapports de la France avec l'étranger. — L'application permanente du tarif maximum est très rare (Portugal et Chili). L'Angleterre, la Belgique, la Grèce et la Hollande bénéficient du tarif minimum en vertu d'une loi ou d'un décret.

Certains États bénéficient du tarif minimum, soit comme conséquence de la clause de la nation la plus favorisée (Allemagne, Autriche-Hongrie, Danemark, Norvège), soit en vertu de conventions spéciales (Suisse, Russie, Japon, Roumanie, Suède, États-Unis).

Par la convention avec la Suisse (1906) la France a pris l'engagement, pour un ensemble de marchandises, de ne modifier ses taxes de douane qu'après avoir prévenu le gouvernement helvétique de son intention un an à l'avance.

Les conventions avec la Russie (1905) et avec la Roumanie (1907) ont donné lieu à des consolidations de tarifs.

Politique douanière à l'étranger (Angleterre). — La tendance générale à l'étranger est en faveur du protectionnisme; l'Angleterre, la Hollande et les États scandinaves sont restés seuls fidèles au libre-échange absolu.

Depuis le xvi^e siècle jusqu'au milieu du xix^e siècle, l'Angleterre fut protectionniste. Cependant par un phénomène

d'ailleurs logique, qui prouve la portée lointaine des actes et des faits sociaux, l'Angleterre était en marche vers le libre échangeisme. Rendue maîtresse absolue de l'empire des mers et du commerce universel avec ses colonies et les autres nations par le maintien intégral de l'acte de navigation pendant deux siècles et par ses victoires navales, l'Angleterre commença à devenir nettement libre-échangiste car elle avait besoin d'inonder le monde des produits de ses manufactures. Les industriels désiraient l'abrogation des lois de protection des céréales (Corn Laws) afin de pouvoir diminuer les salaires par une réduction du coût de la vie de l'ouvrier. Les droits sur les produits manufacturés furent facilement abolis, mais Richard Cobden, chef de l'école libre échangiste dite ligue de Manchester, dut soutenir une lutte acharnée contre les lords anglais, grands propriétaires terriens, qui finirent par voter l'abolition des droits protecteurs sur les blés (Corn Laws) déjà atténués en 1846. L'acte de navigation de Cromwell fut également aboli.

Une fois devenue libre-échangiste, l'Angleterre avait intérêt à ce que ses principaux clients le devinssent également. C'est ainsi que le gouvernement anglais parvint à forcer la main à l'empereur Napoléon III, dont toute la politique extérieure reposait sur l'alliance anglaise. Il signa avec l'Angleterre, sans consulter les chambres françaises, le traité de 1860 qui admettait en franchise les matières premières et les produits agricoles, en maintenant pour les produits manufacturés un droit *ad valorem* d'environ 15 0/0.

Cependant les États protectionnistes qui l'entourent ferment leurs marchés à l'Angleterre et envahissent son marché intérieur. Un grand nombre d'usines chôment dans la Grande-Bretagne où existe une immense armée de sans-travail. Aussi une agitation protectionniste très intense s'est-elle manifestée comme conséquence de la politique impérialiste. Le but de la campagne menée par M. Chamberlain, qui descendit du pouvoir pour s'y consacrer avec plus d'indépendance, était de créer un Zollverein entre l'Angleterre et ses colonies pour la plupart protectionnistes. Les fédérations de l'Australie, de l'Afrique du Sud, du Canada, etc., auraient consenti un traitement de faveur aux pro-

duits anglais, qui d'ailleurs y jouissent déjà de réductions variant de 25 à 33 0/0 ; en retour l'Angleterre accorderait la libre entrée aux produits de ses colonies mais elle se trouverait ainsi forcée de renoncer au libre-échange et d'établir des droits sur les produits étrangers. Or le commerce avec ses colonies ne représente pour l'Angleterre qu'un quart de ses échanges et elle ne se soucie pas d'indisposer contre elle des clients comme la France qui à elle seule achète tous les ans pour 1.250 millions de produits anglais. Les colonies ont repoussé cette politique et l'Angleterre maintient avec beaucoup de peine le libre-échangisme absolu.

COMMERCE DE LA GRANDE-BRETAGNE PENDANT L'ANNÉE 1912

Importations en livres sterling.

	1912	Différence sur 1911
Objets d'alimenta- tion	280.764.126	+ 16.805.989 ou 6,3 0/0
Matières premières.	275.713.533	+ 27.554.672 ou 11,1
Objets fabriqués...	185.500.821	+ 19.943.710 ou 12,0
Divers et colis pos- taux	2.918.034	+ 434.616 ou 17,5
TOTAL....	744.896.514	+ 64.738.987 ou 9,5 0/0
Or et argent.....	69.467.185	+ 6.480.685 ou 10,2 0/0

• *Exportations en livres sterling.*

Objets d'alimenta- tion	32.689.983	+ 3.652.405 ou 12,5 0/0
Matières premières.	59.427.553	+ 5.702.023 ou 10,6
Objets fabriqués...	385.218.995	+ 22.966.368 ou 6,3
Divers et colis pos- taux	10.097.471	+ 963.908 ou 10,5
TOTAL....	487.434.002	+ 33.284.704 ou 7,3 0/0
Or et argent.....	64.871.488	+ 7.847.411 ou 13,7 0/0

D'autres hommes politiques anglais voient dans l'établissement de droits protecteurs autre chose qu'une affirmation de la politique impérialiste, c'est-à-dire un instrument

financier commode et élastique permettant d'alimenter abondamment, sans augmentation directe des impôts intérieurs, les budgets sans cesse grandissants de la défense nationale, de l'assurance et de la prévoyance sociales.

Allemagne. — Le prince de Bismarck donna en Europe le signal du retour à la politique protectionniste. L'Allemagne qui avait préparé son unité politique par une union douanière (Zollverein) entre tous les États confédérés (1833) fut libre-échangiste jusqu'en 1871, puis mit son industrie naissante à l'abri d'un protectionnisme autonome. Devenue avec une incroyable rapidité une grande puissance industrielle, elle a eu recours au système mixte des traités de commerce particuliers avec chaque nation, dans lesquels chacune des parties contractantes s'efforce d'obtenir, pour les articles dont l'exportation l'intéresse le plus, les droits les plus bas.

Après la guerre de 1870, la France, liée pour un certain nombre d'années par des traités en vigueur, attendit jusqu'à leur expiration (1892) pour redevenir protectionniste.

Système des spécialisations (1902). — L'Allemagne revenant au protectionnisme a relevé ses droits en 1902 et a inauguré le système des spécialisations douanières destiné à faire échec à la clause de l'article II du traité de Francfort dans tous les traités de commerce qu'elle a signés à partir de 1906 avec l'Italie, la Belgique, l'Autriche-Hongrie, la Russie, la Suisse, la Roumanie et la Serbie. Ces traités expirent en 1917.

Les articles sur lesquels l'Allemagne fait des concessions aux pays avec qui elle traite sont individualisés au point que la France ne peut en réclamer le bénéfice, ses propres articles n'étant pas identiques à ceux du tarif allemand.

Pour les chevaux, le tarif conventionnel, inférieur de 300 fr. par tête au tarif général, est réservé aux races pures flamande, brabançonne, ardennaise et norique (Belgique et Autriche-Hongrie). L'artifice consiste à décrire l'objet visé de telle sorte qu'aucun produit français ne corresponde au texte allemand.

États-Unis. — Lors des traités libre-échangistes de 1860 les États-Unis restèrent en dehors du mouvement et s'engagèrent dans une politique de protectionnisme à outrance qui alla

toujours croissant et dont les célèbres tarifs Mac Kinley (1890) et Dingley (1897) furent les manifestations les plus éclatantes.

Aux États-Unis le Nord (industrie) est protectionniste tandis que le Sud (agriculture) est libre-échangiste. Le parti républicain est protectionniste tandis que le libre-échange est soutenu par les démocrates. La politique douanière est donc variable suivant celui des deux partis qui occupe le pouvoir.

En 1894, le parti démocrate revenu au pouvoir substitua au tarif Mac Kinley de 1890 (droits *ad valorem* de 50 0/0), le tarif Wilson (droits *ad valorem* de 40 0/0), puis les républicains firent voter le tarif ultra protectionniste Dingley (républicain) correspondant à des droits *ad valorem* de 53 à 80 0/0.

Depuis 1909, fonctionne le double tarif Payne Aldrich, analogue au tarif français de 1892; le tarif minimum est déterminé par une loi, le tarif maximum est le tarif Dingley majoré de 25 0/0. Le président de la République concède le tarif minimum par décret aux seules puissances qui accordent la réciprocité aux produits américains (France 1910).

Les États-Unis ont cependant payé entièrement leur dette et sont dans une situation financière très brillante, mais ils sont actuellement dans la période qui correspond pour l'Angleterre aux deux siècles qui suivirent la promulgation de l'acte de navigation. Plus tard, quand ils auront besoin de déverser sur le reste du monde l'excédent d'une production formidable, il n'y a nul doute que les États-Unis ne deviennent à leur tour libre-échangistes comme l'Angleterre.

En attendant ils protègent toutes les industries de luxe, encore dans l'enfance chez eux, ainsi que les vins fins.

Primes. — L'État accorde des subventions (primes) à des producteurs pour abaisser leur prix de revient ou à des exportateurs pour leur permettre de conquérir des marchés extérieurs (primes à la production et à l'exportation).

Primes à la production. — Les primes à la production qui protègent l'industrie nationale sur le marché intérieur contre la concurrence étrangère, constituent un avantage indirect pour l'exportation en abaissant les prix de revient et en permettant au producteur national la vente à l'étranger.

Les primes, comme les droits de douanes, protègent le pro-

ducteur indigène contre les producteurs étrangers, limitent l'importation, constituent une dépense pour l'État tandis que les douanes sont un élément de recettes, d'où leur infériorité comme moyen de production; elles ruinent les finances publiques si elles dépassent une certaine limite.

Des primes à la production sont accordées : à la sériciculture; à certaines cultures (lin, chanvre, olivier) et à la marine marchande.

Primes à la sériciculture. — Les éleveurs de vers à soie, les filateurs (transformation du cocon en soie grège), les mouliniers (transformation de la soie grège en fils) et les tisseurs (fabrication des étoffes) ont des intérêts opposés.

Pour protéger les éleveurs et les filateurs contre la concurrence italienne, sans nuire aux mouliniers ni aux tisseurs, on a établi (1892) des primes aux éleveurs de vers à soie fixées en 1898 à 0 fr. 60 par kilogramme de cocons.

Les filateurs de soie touchent une prime égale, proportionnelle au nombre des bassines, à leur degré de perfectionnement, et au temps pendant lequel elles fonctionnent; la filature des cocons français comporte une prime supérieure à celle des cocons étrangers. Ces primes, prorogées jusqu'en 1929 (1909) coûtent environ 9 millions par an au Trésor sans avoir sauvé la sériciculture dont la décadence a continué; toutefois la filature a pu ainsi perfectionner ses méthodes de travail (concentration) et son matériel mécanique.

La culture du lin et du chanvre, très importante autrefois, est en pleine décadence par suite de la concurrence de la laine, du coton, des lins suisses, des chanvres italiens et russes.

Pour sauver ces cultures sans nuire aux filateurs ni aux tisseurs par des droits de douane (1892), on alloua pendant six ans aux cultivateurs de lin et de chanvre des primes dont le montant ne pouvait dépasser annuellement 2 millions et demi. Cette prime limitée à 60 francs par hectare a été prorogée trois fois (1898, 1904, 1910). Elle n'a pas donné de résultat remarquable, car les surfaces ensemencées en lin et en chanvre ont continué à décroître rapidement.

Primes à l'exportation. — La loi de 1897 avait accordé des primes directes de 3 à 4 francs par 100 kilogrammes au

sucres exportés; elle permettait aux sucres français de lutter sur le marché anglais contre les sucres étrangers qui jouissaient de primes directes en Autriche (1888) et en Allemagne (1895); dans ces deux pays, des primes conventionnelles étaient consenties (1897 et 1900) aux exportateurs par des kartells et payées à l'aide d'un prélèvement sur les bénéfices que leur monopole de vente à l'intérieur, résultant de droits de douane très élevés, leur permettait de réaliser au détriment des consommateurs nationaux.

Ces primes avaient le résultat paradoxal de rendre le sucre très cher dans les pays de production et très bon marché dans les pays d'exportation (0 fr. 35 le kilogramme en Angleterre contre 1 fr. 10 en France). Les primes directes ou indirectes consenties ruinaient les pays exportateurs. La France a payé 62 millions de primes de 1897 à 1907. Enfin les colonies et les producteurs de sucre indigène de l'Angleterre ne pouvaient soutenir la concurrence sur le marché anglais.

Les États intéressés signèrent la convention de Bruxelles (1902) stipulant la suppression de toute prime à l'exportation directe ou indirecte. La convention obligeait l'Autriche et l'Allemagne à abaisser les barrières douanières derrière lesquelles leurs kartells s'abritaient; le droit d'entrée ne pouvait plus dépasser 5 ou 6 francs par 100 kilogrammes.

La convention de Bruxelles, conclue pour cinq ans, fut prorogée pour cinq ans (1908). La Russie signa la convention, mais sa législation fiscale ménageant à ses producteurs des primes indirectes, on limita son exportation de sucre à un chiffre fixe.

Une prime à l'exportation est accordée à la pêche de la morue d'après le poids du poisson exporté et non pêché. Mille navires touchent environ deux millions de primes par an.

Statistiques douanières. — La Direction générale des douanes publie chaque mois les résultats du commerce extérieur pendant les mois écoulés de l'année courante. A la fin de l'année, ces renseignements forment deux volumes consacrés l'un au commerce et le second à la navigation.

Pour fournir facilement sur le commerce extérieur de la France des indications détaillées, les statistiques des douanes divisent le commerce extérieur en commerce général et en commerce spécial à l'importation et à l'exportation.

Le commerce général comprend la totalité des marchandises étrangères en provenance de l'étranger, des colonies et de la grande pêche par terre ou par mer, et déclarées pour la consommation intérieure, le transit, l'entrepôt, ou l'admission temporaire (importation); toutes les marchandises sortant effectivement de France, sans distinction d'origine sont inscrites au commerce général (exportation).

Le commerce spécial comprend : à l'importation, toutes les marchandises destinées à la consommation de la France ainsi que les sucres importés des colonies ou de l'étranger et déclarés sous le régime de l'admission temporaire; à l'exportation, il comprend toutes les marchandises nationales exportées et les marchandises étrangères réexportées à l'étranger après être entrées définitivement en France, ainsi que les sucres exportés à la décharge des comptes d'admission temporaire. Les déclarations en douane sont faites en général d'après le poids des marchandises, base de comparaison inexacte en raison des valeurs différentes des marchandises de poids inégal (tissus, objets d'art, houille, métaux).

L'évaluation en numéraire des quantités de marchandises importées ou exportées est faite par la Commission permanente des valeurs en douane (1847), composée d'agriculteurs, de commerçants, d'industriels et de fonctionnaires du ministère des finances. Cette commission fait une évaluation provisoire d'après les cours attribués l'année précédente aux diverses marchandises; puis une évaluation définitive de prix moyens, d'après les cours de l'année considérée.

Les marchandises sont évaluées : pour l'exportation, d'après leur prix sur le marché intérieur (français); pour l'importation, d'après leur prix dans le pays d'origine, sans y ajouter les droits d'entrée en France. Malgré tout le soin apporté à leur établissement, les statistiques douanières ne présentent qu'une base d'appréciation approximative, soit qu'on veuille comparer le commerce de la France à des épo-

ques différentes de son histoire, soit qu'on veuille le comparer à celui des nations étrangères.

En effet, les valeurs déclarées à l'importation sont atténuées par les déclarants afin de payer le moins de droits possible. Le même intérêt de dissimulation n'existe pas pour les déclarations à l'exportation qui, échappant à l'impôt, sont faites et contrôlées avec la plus grande négligence.

L'évaluation des marchandises n'a pas lieu d'après des règles identiques en France et à l'Étranger; la valeur que donnent nos statistiques pour nos exportations dans tel pays ne correspondent pas aux importations des mêmes marchandises d'après la statistique du pays dont il s'agit.

En Angleterre, où il y a peu de droits d'entrée, on ne tient compte de la distinction du commerce général et du commerce spécial que pour les marchandises exportées.

Principaux pays avec lesquels la France échange ses produits. — La France commerce surtout avec les pays suivants : Angleterre, Allemagne, États-Unis, Belgique, Suisse, Italie, Espagne, République Argentine, Russie.

Le commerce de l'Angleterre, qui atteint un total formidable, donne lieu à diverses remarques. Le chiffre des importations, comme dans les pays très riches, dépasse de beaucoup celui des exportations, mais pas suffisamment pour être inquiétant au point de vue de la balance des comptes avec l'étranger.

La houille anglaise est un des principaux articles d'exportation du pays, et l'acheminement rapide vers l'appauvrissement des mines est inquiétant pour l'avenir de l'industrie du pays.

L'Angleterre libre-échangiste est concurrencée sur son propre marché par l'Allemagne protectionniste à laquelle elle ne peut vendre autant de marchandises qu'elle en reçoit. Enfin l'agriculture a été complètement ruinée par les landlords et la reconstitution de la petite propriété productive demandera des siècles; de plus le climat n'est pas aussi favorable pour la culture que celui de la France.

L'Allemagne doit le développement de son commerce depuis 1870 à ses victoires sur le Danemark, sur l'Autriche

et sur la France, à l'augmentation continue de sa population et aux qualités de travail et de persévérance de la race germanique. Elle a su acquérir une prépondérance marquée sur le continent, surtout en ce qui concerne les machines, les appareils électriques, et les produits chimiques, mais sa production agricole indigène est insuffisante pour nourrir la population de plus en plus nombreuse dont les besoins augmentent avec la richesse industrielle du pays.

Pendant longtemps les États-Unis, pays importateur où l'agriculture n'était pas encore développée, où il n'y avait pas d'industrie, peu de capitaux, furent tributaires de l'Europe. Depuis 1876, par suite des progrès considérables réalisés (industrie et agriculture) et des droits de douane très protecteurs établis à l'entrée, les États-Unis sont devenus un pays plus exportateur qu'importateur; par les produits qu'ils vendent à l'Europe ils se libèrent d'année en année des dettes contractées envers elle. L'exportation consiste surtout en produits alimentaires (60 0/0) et en machines.

Pour les principaux États européens les importations dépassent donc de beaucoup les exportations, mais aux États-Unis le phénomène inverse se produit. Les mercantilistes auraient vu là un symptôme dangereux et une cause d'appauvrissement. Aujourd'hui ce fait se manifeste normalement chez les peuples les plus riches. On a vu plus haut (page 304) que la balance des comptes d'un État avec l'étranger se compose d'un grand nombre d'éléments dont beaucoup ne figurent pas dans les statistiques douanières.

Réforme douanière de 1910. — Dès la mise en vigueur du tarif douanier (1892) les exportations diminuèrent de plusieurs centaines de millions. Depuis 1900 le chiffre des exportations s'est relevé de plusieurs milliards (10 0/0 par an), mais cette augmentation n'a pas été aussi rapide qu'aux États-Unis (50 0/0); en Allemagne (55 0/0); en Belgique (60 0/0); en Angleterre (23 0/0). Il est vrai que dans la plupart de ces pays la population a augmenté de 20 à 50 0/0, de sorte que l'augmentation française reste malgré tout satisfaisante.

Le régime de 1892 a donné de bons résultats au point de vue de la production industrielle. L'excédent des importa-

tions de matières premières sur les exportations a augmenté en effet d'une façon constante depuis sa promulgation.

L'exportation des produits augmente et dépasse l'importation de 1 milliard 177 millions avant 1892; de 1 milliard 226 millions entre 1892 et 1900, et de 1 milliard 579 millions de 1901 à 1907. Le déficit des produits alimentaires s'est transformé en un excédent. La quantité de blé nécessaire au pays étant de 120 millions d'hectolitres, la France a réalisé l'équilibre entre sa production et sa consommation.

Le but de la loi de 1910 a été de consolider les bons résultats du tarif de 1892 en le complétant par l'établissement de nouvelles taxes ou par l'aggravation de taxes existantes au profit de branches de production non protégées ou insuffisamment défendues; les droits ont été mis au niveau de ceux des tarifs étrangers (Allemagne, Suisse, Espagne, États-Unis). On a inséré dans le tarif la règle allemande de la spécialisation des produits pour que la France cesse de subir les effets de la clause de la nation la plus favorisée sans en retirer les profits correspondants.

L'écart insuffisant (15 0/0) entre le tarif minimum et le tarif maximum a été augmenté pour que les étrangers aient intérêt à faire des concessions sur leur tarif afin d'éviter de se voir appliquer par la France son tarif maximum.

L'initiative de la réforme douanière a été prise par la commission des douanes de la Chambre des députés. Le gouvernement s'est mis ainsi à l'abri des réclamations possibles de la part des États étrangers en se bornant à imposer de justes limites aux appétits protectionnistes.

Le tarif maximum de 1892, majoré de 50 0/0, fournit une arme souple et solide pour la négociation et la préparation de futures conventions commerciales.

Le tarif minimum, remanié et mis au point, comporte l'inscription de produits nouveaux inventés depuis 1892, des spécialisations (moins importantes qu'en Allemagne) et le relèvement d'un grand nombre de taxes.

Les droits sur les produits agricoles (blé, farine, vins) restent les mêmes qu'en 1892, sauf une augmentation sur les fromages, le bétail et la viande.

COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE EN 1912

Importations

	1912	1911
Objets d'alimentation ..	4.693.208.000	2.020.056.000
Matières premières.....	4.652.098.000	4.525.299.000
Objets fabriqués.....	1.605.550.000	1.520.473.000
TOTAUX.....	7.950.856.000	8.065.828.000
Or et argent.....	528.384.000	455.032.000

Exportations

Objets d'alimentation ..	847.719.000	736.869.000
Matières premières.....	1.934.957.000	1.830.102.000
Objets fabriqués.....	3.352.016.000	3.022.177.000
Colis postaux.....	501.662.000	487.711.000
TOTAUX.....	6.636.354.000	6.076.859.000
Or et argent.....	319.647.000	285.022.000

Marine marchande. — La marine marchande a une importance considérable au point de vue politique, militaire, colonial et social, car elle sert de lien entre la métropole et les colonies.

La course a été abolie (1856), mais la marine marchande joue toujours un rôle important au point de vue militaire. Dans certains pays, les marins du commerce sont constamment à la disposition de la marine de guerre dont ils forment la réserve de personnel (inscription maritime française).

La construction, la réparation, l'alimentation et l'armement des navires fournissent du travail à de très nombreux ouvriers et marins. Le fret payé pour les marchandises transportées est une source de profits importants. L'Angleterre perçoit ainsi un véritable tribut sur les pays étrangers dont elle transporte les produits.

La marine de commerce contribue à répandre à l'étranger les produits, la langue, les mœurs des pays civilisés. Une nation dont le pavillon est promené constamment sur les mers par de nombreux navires acquiert un renom de gran-

deur et de puissance utile à son développement économique.

L'Angleterre est de beaucoup la première puissance maritime du monde (23.000 navires), puis viennent les États-Unis, l'Allemagne, la Norvège, la France, l'Italie, le Japon, etc.

La situation actuelle des navires de commerce à flot est représentée par le tableau ci-après, pour les principaux pays maritimes, suivant leur ordre d'importance (bâtiments au-dessus de 100 tonnes).

TONNAGE TOTAL A FLOT (EN TONNEAUX)

	1911	1912	Variations
Royaume-Uni.....	17.812.697	18.213.620	+ 400.923
Etats-Unis	5.158.278	5.258.487	+ 100.209
Allemagne	4.466.880	4.628.983	+ 162.103
Norvège	2.154.731	2.292.996	+ 138.265
France.....	1.976.862	2.052.518	+ 75.656
Italie.....	1.340.508	1.398.582	+ 58.074
Japon	1.230.220	1.344.991	+ 114.771
Pays-Bas.....	1.058.287	1.129.906	+ 71.619
Suède	931.482	969.943	+ 38.461
Russie.....	895.258	936.591	+ 41.333
Autriche-Hongrie.....	846.488	903.067	+ 56.579
Espagne.....	775.551	771.985	- 3.566
Danemark	752.754	757.599	+ 4.845
Belgique (1910).....	194.132		

Y compris les contrées ne figurant pas dans l'énumération ci-dessus, la jauge totale des navires marchands à flot, au 30 juin 1912, atteint 44.600.677 tonnes, pour 30.316 unités. Il y a un an, la jauge globale correspondante s'élevait, pour 30.087 unités, à 43.147.154 tonnes. Le tonnage a donc augmenté de 1.453.523 tonnes et le nombre des navires de 229. En 1911, la progression constatée était de 1.233.000 tonnes environ (23.217 vapeurs à flot en 1912, jaugeant 40.518.177 tonnes).

L'utilisation des navires devient de plus en plus intense, par suite de la proportion toujours plus grande des vapeurs : ceux-ci ont progressé, de 1911 à 1912, de 744 unités et de 1.736.605 tonnes. Dans le même intervalle, les voiliers ont décliné de 515 unités et de 283.082 tonnes. Depuis 1907, les voiliers ont diminué, dans le monde, de 2.448 unités

et de 1.386.606 tonnes, soit une perte annuelle, pour les navires de cette catégorie, de 277.000 tonnes. Leur fléchissement en 1912 est supérieur à cette moyenne.

375 vapeurs, contre seulement 13 voiliers, sont actuellement munis d'appareils de télégraphie sans fil.

Causes d'infériorité de la marine marchande en France. —

La construction des navires est plus coûteuse en France qu'à l'étranger parce que les matières premières sont chères et que la clientèle n'est pas suffisante pour que les chantiers puissent construire en série des navires identiques avec un prix de revient avantageux, comme le font les Anglais.

D'autre part, beaucoup de navires quittant les ports du Nord (Allemagne, Norvège, Hollande, Belgique, Angleterre), à moitié chargés de marchandises lourdes (minerais, houilles, etc.), drainent à bas prix le fret expédié de France.

Le fret de sortie en France est léger et éparpillé ; nous exportons non des matières premières (houilles, bois, métaux), mais des objets manufacturés qui ne tiennent pas beaucoup de place et représentent une grande valeur sous un petit volume. La valeur moyenne des marchandises exportées par les navires quittant les ports français est de 700 francs par tonne (200 à Hambourg et à Glasgow, 300 à Anvers).

En France, des charges importantes incombent à l'armement en compensation des obligations que l'inscription maritime impose : retraites et pensions pour les veuves et orphelins, obligation d'engager de préférence des marins français, obligation de rapatriement des marins, obligation de faire réparer les navires sur les chantiers nationaux, réglementation du travail à bord (loi de 1907), etc.

Protection de la marine marchande. — Primes. — Le régime libéral de 1866 avait donné de mauvais résultats et la marine marchande ne cessait de décliner en France. Pour la protéger, on renonça au système des droits de douane sous forme de surtaxes de pavillon ou sous une autre forme, de peur d'entraver le commerce d'importation et dans la crainte de nuire à l'industrie de la construction. On a eu

recours au régime des primes en s'efforçant de concilier les intérêts de la construction et de l'armement.

La loi de 1881 avait institué une prime à la construction, variable suivant la matière, bois ou fer, et suivant le tonnage, et une prime à l'armement; cette dernière, établie d'après le tonnage et la distance parcourue, était réduite de moitié quand les armateurs se servaient de navires de construction étrangère.

La prime à la navigation revenait donc en partie aux constructeurs. Les armateurs ayant intérêt à faire construire en France pour toucher la prime entière, les constructeurs élevaient leurs prix et privaient ainsi les armateurs d'une portion de la prime. Ce régime, qui coûtait douze millions à l'État par an, ne donna aucun résultat.

La loi de 1893 supprima la demi-prime à l'armement sur les navires construits à l'étranger et attribua une prime beaucoup plus forte aux voiliers qu'aux vapeurs.

Les résultats furent désastreux, car on assurait ainsi aux constructeurs français un monopole de fait qui leur permettait de rançonner les armateurs à qui ils enlevaient indirectement la plus grande partie de leur prime. On favorisait la navigation à voile et, en dix ans (1893-1902), on construisit en France quantité de voiliers qui naviguaient sans rien transporter (voiliers dits cueilleurs de primes).

Au bout de dix ans de ce régime ruineux, la loi de 1902 a institué une prime à la construction et une prime à la navigation réservée aux navires de construction française, proportionnelle au tonnage et à la distance parcourue, pour les voiliers comme pour les vapeurs.

Une compensation d'armement était accordée aux navires à vapeur construits à l'étranger ou en France; ces derniers ne pouvant la cumuler avec la prime à la navigation devaient opter. La compensation d'armement (prime accordée en compensation des charges que l'armement subit en France) était calculée d'après le tonnage du navire et le nombre de jours d'armement pendant lesquels l'équipage est complet.

Pour éviter que les navires ne voyagent sur lest uniquement pour gagner la prime (loi de 1881), le tiers du tonnage du navire devait être composé de marchandises réellement

transportées pendant au moins un tiers de chaque voyage.

La loi de 1902 avait limité le total des primes à payer en douze années, à 50 millions pour les constructeurs et à 150 millions pour les armateurs. Au début, les commandes affluèrent aux constructeurs; mais, dès 1904 le montant des primes accordées étant épuisé, les commandes s'arrêtèrent, et il fallut aviser pour procurer du travail aux ouvriers.

Les constructeurs reprochaient à la compensation d'armement de favoriser les chantiers étrangers. Le but de la loi de 1906 fut de concilier les intérêts de la construction et de l'armement et d'empêcher les constructeurs d'accaparer la prime destinée aux armateurs.

Dans ce but, la prime à la construction fut majorée de 65 à 145 francs par tonneau pour les vapeurs en fer ou en acier, afin de donner satisfaction aux constructeurs français.

La compensation d'armement accordée à tous les navires construits en France ou à l'étranger, à voile ou à vapeur, est calculée d'après le tonnage et le nombre de jours d'armement; pour assurer l'amortissement plus rapide des flottes, les navires âgés de plus de douze ans n'y participent plus.

La loi ne contient pas de limitation pour l'application des primes, qui diminuent quand le tonnage du navire augmente.

Les primes à la marine marchande représentent une annuité de quarante millions; la loi ainsi modifiée fonctionne mieux, mais les résultats sont loin de correspondre aux sacrifices consentis qui, depuis 1881, atteindront bientôt un milliard.

Cependant d'autres avantages sont accordés en France à la marine commerciale indépendamment des primes. La navigation est réservée aux navires portant pavillon français pour le cabotage entre ports français (sous réserve des conventions internationales qui y dérogent) entre la France d'une part, l'Algérie et la Corse d'autre part (sous réserve du droit accordé au gouvernement par la loi de 1909 de suspendre ce monopole en cas d'événements exceptionnels). La pêche côtière est réservée aux marins français; des primes sont accordées pour encourager les grandes pêches maritimes (3 millions par an, 1911).

Des subventions sont accordées aux compagnies de navi-

gation qui assurent les services postaux (27 millions par an); des surtaxes d'entrepôts frappent les marchandises originaires des pays hors d'Europe lorsqu'elles entrent en France après être passées par un entrepôt étranger. Afin de développer la navigation au long cours, en intéressant les compagnies de navigation françaises à charger les marchandises au lieu même de leur origine, le crédit maritime a été créé à l'instar du crédit agricole (1909-1910).

RÉSUMÉ DE LA NAVIGATION DE LA FRANCE
NAVIRES CHARGÉS (1912)

	ENTRÉES		SORTIES	
	NOMBRE de navires	TONNAGE	NOMBRE de navires	TONNAGE
<i>Navires français :</i>				
Navigation avec les colonies françaises et les pays de protectorat.....	2.349	3.022.044	2.216	2.695.272
Navigation avec la grande pêche.....	515	81.175	465	73.820
Navigation avec l'étranger :				
Pays d'Europe.....	4.057	2.359.403	3.557	2.012.923
Pays hors d'Europe.	677	1.939.175	703	1.925.556
TOTAL.....	7.598	7.401.797	6.941	6.707.571
<i>Navires étrangers :</i>				
Navigation avec les colonies françaises et les pays de protectorat.....	354	393.809	181	113.352
Navigation avec l'étranger :				
Pays d'Europe.....	17.233	14.455.596	12.268	11.045.081
Pays hors d'Europe.	2.224	8.334.904	1.050	5.287.007
TOTAL.....	19.811	23.184.309	13.499	16.445.440
TOTAL GÉNÉRAL (navires français et étrangers réunis).	27.409	30.586.106	20.440	23.153.011

Compagnies françaises de navigation. — Les principales Compagnies de navigation françaises sont : la Compagnie des Chargeurs Réunis (capital 12.500.000 francs).

Lignes desservies : Dunkerque au Brésil et à la Plata; le Havre et Bordeaux à la côte occidentale d'Afrique; Dunkerque, le Havre, Bordeaux, Marseille en Indo-Chine.

La Compagnie des Messageries maritimes : Capital 45 millions de francs; flotte, 63 navires jaugeant 286.802 tonneaux (224.715 chevaux-vapeur).

Lignes desservies au départ de Marseille par paquebots et cargos-boats : Méditerranée; Echelles du Levant, Indes, Indo-Chine; Australie, Nouvelle Calédonie; Nouvelles Hébrides; Côte Orientale d'Afrique (Djibouti, Madagascar, La Réunion, Maurice); ligne commerciale Marseille, le Havre, Dunkerque, Londres. Les recettes de 1911 ont été de 69.137.820 francs.

La Compagnie Générale Transatlantique (Capital, 39 millions de francs, réserve 18.988.724 francs).

Ligne postale hebdomadaire à grande vitesse du Havre à New-York avec cargos mixtes supplémentaires (2^e et 3^e classes).

Toutes les autres lignes de l'Atlantique sont mensuelles.

Ligne du Havre à Québec et de Bordeaux à New-York.

Ligne de Saint-Nazaire desservant la Guadeloupe, la Martinique, Colon, le Centre Amérique, le Pacifique (Nord et Sud). Ligne annexe de Fort-de-France, à Cayenne et à Saint-Thomas.

Ligne mensuelle de cargos : le Havre, Nantes, Bordeaux, la Guadeloupe, la Martinique. Lignes postales Saint-Nazaire, la Havane, Vera-Cruz et le Havre, Bordeaux, Colon, Centre Amérique, Pacifique (Nord et Sud).

Ligne le Havre, Bordeaux, Cap Haïtien et Port-au-Prince.

Ligne de cargos : le Havre, Anvers, Bordeaux, Vera-Cruz, New-Orleans; le Havre, Bordeaux, la Corogne, les Canaries, la Havane, New-Orleans.

Dans la Méditerranée, Marseille est reliée ¹ à Alger (4), Bizerte (1), Bône (2), Bougie (2), Djidjelli (1), Malte (1),

1. Les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre de départs par semaine.

Oran (2), Philippeville (2), Tunis (3), Sfax (1), Sousse (1).

La Compagnie Générale Transatlantique, la plus importante de nos Compagnies de navigation, a longtemps subi le contrecoup des errements d'une bureaucratie ignorante et routinière. MM. Charles Roux, président du Conseil d'administration, et Dal Piaz, directeur, ont introduit de nouvelles méthodes d'exploitation : renouvellement en dix ans avec amortissement rapide et méthodique de la flotte ; développement des lignes de cargos-boats et d'émigration, amélioration de la vitesse, des aménagements, et de la sécurité des voyages. La Cunard line, la White Star Line, le Nordeutscher Lloyd, la Hamburg America Linie, et la Holland America Linie ont mis à flot depuis dix ans nombre de paquebots de grand luxe extra rapides 20.000 à 50.000 tonnes.

La France pourrait donc reprendre son ancien rang dans la marine marchande du monde avec de la ténacité, de la méthode et de l'intelligence. En quatre ans, les recettes de la C. G. T. ont augmenté de 25 millions.

La Compagnie de Navigation Sud-Atlantique assure les services postaux et commerciaux de Bordeaux à Buenos-Ayres (Espagne, Portugal, Sénégal, Brésil, la Plata).

Chantiers de construction navale. — Les chantiers de construction navale ont une grande importance parce qu'ils forment le complément indispensable des arsenaux de la marine de guerre, tout en exécutant les commandes des marines marchandes nationale et étrangères.

L'Angleterre possède la plus puissante flotte de guerre du monde et cinq grands arsenaux de construction ; elle occupe également la première place au point de vue du nombre et de l'importance de ses chantiers privés qui fournissent aux amirautés anglaise et étrangères des navires de guerre de tous rangs et construisent plus de navires de commerce ou postaux que tous les autres chantiers du monde réunis.

Les principaux centres de construction navale anglais sont les districts de la Clyde, de la Tyne (Newcastle), de l'Humber, de la Wear. A Belfast (Irlande), existent aussi d'immenses chantiers (Harland & Wolf, Workmann & Clark).

L'Allemagne, dont la puissance maritime se développe avec une étonnante rapidité, possède aussi de puissants

chantiers qui font aujourd'hui concurrence aux chantiers anglais pour les fournitures que demandent aux grandes puissances les nations secondaires européennes ou les marines asiatiques et sud-américaines. Brême, Hambourg (Vulkan, Blohm et Voss, Reiherstieg), Kiel (Germania), Stettin (Vulkan), Dantzig et Elbing (Schichau) sont les principaux centres de la construction navale en Allemagne.

En France, les encouragements factices donnés par le Parlement à l'armement n'ont pas réussi à rendre à nos chantiers la prospérité qu'ils mériteraient étant donnée l'excellence de leur construction.

Dunkerque, le Havre, Saint-Nazaire, Nantes, Bordeaux, La Seyne, près Toulon, possèdent d'importants chantiers qui ont renouvelé leur outillage et qui sont en mesure de fournir des cuirassés des derniers modèles ainsi que des paquebots rapides très solidement construits. Malheureusement les pays étrangers, notamment l'Angleterre et l'Allemagne, soutiennent les intérêts de leurs constructeurs et n'hésitent pas à appuyer leurs offres d'arguments officiels sans réplique.

Cet appui si indispensable manque à nos constructeurs de navires français qui, réduits à leurs propres forces, se voient trop souvent préférer des concurrents mieux patronnés.

En Italie et en Espagne quelques chantiers, qui sont en réalité des succursales de grandes maisons anglaises, ont peine à vivre. En Russie, la ruine de la marine nationale a porté momentanément un coup fatal aux chantiers de construction navale depuis longtemps privés de commande, mais la reconstitution d'une puissante flotte se poursuit actuellement dans les arsenaux et dans les chantiers privés.

En Amérique et en Asie, les États-Unis et le Japon sont les seuls pays possédant des chantiers capables de construire de grands navires modernes, mais la marine marchande américaine est relativement peu développée et le Japon a encore recours aux constructeurs européens pour une partie de ses flottes de guerre et de commerce.

Notons en passant que la plupart des grandes usines métallurgiques européennes fournissant des plaques de blindage et du matériel d'artillerie ont établi ou ont acheté des chantiers de construction navale de manière à pouvoir

assurer la transformation complète de leurs minerais de fer sans avoir recours à aucun intermédiaire. C'est le cas des usines Krupp (Allemagne), des établissements Schneider du Creusot (France), des usines Vickers Maxim, Beardmore, Brown, etc. (Angleterre), des Établissements Cockerill (Belgique).

D'après les statistiques du *Lloyd*, il a été lancé en Angleterre 742 navires en 1912 (jauge totale, 1.930.251 tonneaux).

Années	Navires de commerce	Navires de guerre	Total des navires lancés	Production des chantiers allemands pour comparaison
	Tonneaux bruts	Tonneaux bruts	Tonneaux bruts	Tonneaux bruts
1905..	1.623.168	129.801	1.752.969	»
1906..	1.828.343	108.450	1.936.793	390.991
1907..	1.607.890	134.475	1.742.365	368.440
1908..	929.669	74.186	1.003.855	279.743
1909..	991.065	126.230	1.117.296	327.230
1910..	1.143.169	134.645	1.277.814	265.813
1911..	1.803.844	230.786	2.034.630	406.763
1912..	1.738.514	191.737	1.930.251	480.038

Le détail s'établit comme suit pour les navires de commerce lancés pendant l'année (100 tonneaux et au-dessus) :

Années	Vapeurs lancés		Voiliers lancés		Total	
	Nombre	Tonneaux bruts	Nombre	Tonneaux bruts	Nombre	Tonneaux bruts
1910..	473	1.137.738	27	5.431	500	1.143.169
1911..	700	1.782.908	72	20.936	772	1.803.844
1912..	643	1.720.957	69	17.557	712	1.738.514

Presque tous ces navires sont en acier. Le nombre des gros navires continue à augmenter. En 1912, 69 des navires lancés jaugeaient plus de 6.000 tonneaux contre 53 en 1911, et 16 jaugeaient plus de 10.000 tonneaux contre 10 en 1911.

Le tonnage moyen des vapeurs lancés en 1912 en Angle-

terre s'établit à 2.676 tonneaux contre 2.547 tonneaux en 1911. Si on ne tient pas compte des vapeurs de moins de 500 tonneaux, cette moyenne s'élève à 3.955 tonneaux contre 3.873 tonneaux en 1911.

Les principaux centres de construction navale anglais se rangent pour 1912 dans l'ordre suivant :

	Tonnage brut des navires lancés	
	Commerce	Guerre
Glasgow	338.954	21.147
Newcastle.....	317.654	31.520
Sunderland.....	305.734	»
Greenock.....	237.393	23.000
Belfast.....	161.261	»
Middlesbrough.....	143.570	»
Hartlepool.....	121.725	»
Liverpool.....	»	28.400
Barrow.....	»	30.120

Les navires construits en Angleterre se décomposent comme suit au point de vue de la nationalité (1912) :

	1910		1911	
	Nombre	Tonneaux	Nombre	Tonneaux
Construits pour l'Angleterre.....	515	1.399.770	502	1.322.995
Construits pour l'étranger.....	257	404.074	210	415.519
TOTAUX.....	772	1.803.844	712	1.738.514

Au 31 décembre 1912, il y avait en construction (y compris les navires lancés, mais dont l'armement n'était pas terminé) 483 navires représentant 1.970.065 tonneaux bruts, soit 451.000 tonneaux de plus qu'au 31 décembre 1911. Ce chiffre n'avait encore jamais été atteint.

En 1912, il a été lancé en Angleterre 30 bâtiments de guerre représentant 191.737 tonnes, soit 20 bâtiments et 39.049 tonnes de moins qu'en 1911, savoir :

	Angleterre				Allemagne	
	1910		1911		1912	
	Nombre	Déplacement	Nombre	Déplacement	Nombre	Déplacement
Arsenaux.....	7	Tonneaux 59.680	5	Tonneaux 55.000		
Chantiers privés pour le compte du gouvernement britannique.....	34	161.750	23	108.087		
TOTAL pour compte britannique.....	41	221.430	28	163.087		
Chantiers privés pour compte étranger.....	9	9.356	2	28.650		
TOTAL GÉNÉRAL....	50	230.786	30	191.737	45	176.532

Au 31 décembre 1912, le tonnage des navires de guerre restant en construction représentait un déplacement total de 496.875 tonnes, contre 408.755 tonnes au 31 décembre 1911 (Allemagne, 124.470).

Colonisation. — Beaucoup d'États exercent une souveraineté en dehors de leur territoire continental sur des pays exotiques appelés colonies, qui constituent des filiales de la métropole. On distingue les colonies de peuplement où l'émigrant, s'établissant avec sa famille, se fixe d'une manière définitive; et les colonies d'exploitation dont l'émigrant tire parti en y gérant des établissements industriels ou agricoles dans un intérêt de spéculation.

Le Canada, l'Australie, l'Afrique du Sud sont pour les Anglais des colonies de peuplement où ils s'établissent à demeure et se perpétuent grâce à un climat favorable. L'Inde dont le climat est pénible est une colonie d'exploita-

tion; les Anglais y séjournent d'une façon temporaire ou transitoire en dirigeant les travaux des indigènes comme les Français au Sénégal, à Madagascar et au Congo.

Les colonies de peuplement développent la race et sont unies par des liens étroits à la métropole qui peut facilement les conserver. Au contraire, les colonies d'exploitation, rattachées à la mère patrie par des liens d'intérêt matériel, sont plus difficiles à garder. Une révolte d'indigènes suffit pour chasser les immigrants et pour rendre la colonie indépendante.

Utilité de la colonisation. — La colonisation procure des lieux d'émigration; la métropole y envoie le trop-plein de sa population ou établit des lieux d'internement pour ses condamnés; elle ouvre au commerce de la métropole des débouchés nouveaux et concourt au bien-être général par la culture à bon marché, et dans les meilleures conditions, de végétaux qui ne se développent pas en Europe.

Conditions de prospérité des colonies. — L'œuvre de la colonisation, longue et difficile, doit être préparée et réalisée avec beaucoup d'esprit de suite (Angleterre, Pays-Bas).

Une colonie est mise en valeur par le défrichement et par la création de routes, de chemins de fer, etc. La sécurité, le recrutement de la main-d'œuvre et le régime de concession des terres sont autant de difficultés à résoudre.

On peut éviter la dispersion des colons et leur assurer les bienfaits de la division du travail, en les recrutant dans toutes les branches de l'agriculture, de l'industrie et du commerce (Wakefield). La concession des terres doit avoir lieu contre argent et non à titre gratuit. Les colons disposant de capitaux pourront ainsi devenir propriétaires, tandis que les moins riches seront obligés de se mettre à leur service, ce qui évitera les crises de main-d'œuvre (Transvaal).

Gouvernement et administration. — Au début, la mère-patrie doit déboursier tous les frais nécessités par la pacification et par l'installation. Peu à peu l'institution d'impôts et de droits de douanes permettra de rembourser ces avances

et les relations commerciales avec la métropole constitueront pour elle une source d'importants avantages.

Au début, les colonies sont soumises au régime militaire pour en assurer la pacification complète. Plus tard on y substitue une organisation civile à laquelle peuvent prendre part les indigènes réellement gagnés à la cause du vainqueur.

Il existe quatre principaux types de régimes politiques coloniaux.

1° L'administration des colonies au nom de la métropole par un gouverneur aidé de fonctionnaires (colonies françaises).

2° L'ancien système d'administration par des compagnies de colonisation auxquelles l'État délègue ses droits de souveraineté (Régime de la Compagnie française des Indes).

3° Le protectorat colonial conservant le cadre de l'administration indigène ; en réalité, c'est la métropole qui gouverne par son intermédiaire ; ce régime très pratique et peu coûteux ménage les susceptibilités des indigènes et celles des autres puissances intéressées (Tunisie).

4° Les colonies autonomes avec gouvernement et parlement ; il subsiste un lien entre elles et la métropole qui nomme le gouverneur, assure à la colonie sa protection militaire ainsi que sa représentation consulaire (Canada).

QUATRIÈME PARTIE

RÉPARTITION DE LA RICHESSE

Notions préliminaires. — La répartition de la richesse s'occupe de la manière dont doit être rémunéré chacun des facteurs de production de cette richesse : nature, capital, travail. Au régime actuel de la libre concurrence correspond celui de la propriété individuelle, de la liberté des conventions et du travail, bases fondamentales du monde économique moderne. Les socialistes critiquent ce système qui produit des irrégularités choquantes dans la condition des individus et ont tenté de faire sortir l'ouvrier de la condition de salarié pour consolider sa situation.

LIVRE IX

LA PROPRIÉTÉ

Histoire de la propriété. — La propriété a débuté par être mobilière ; la possession du sol, origine de la propriété foncière, admise plus tard, a été successivement agraire et indivise, agraire avec lotissement périodique, familiale, régaliennne ou féodale et finalement individuelle.

Communauté agraire. — Au début, les peuples pasteurs nomades, poussant leurs troupeaux devant eux, pratiquaient un labourage superficiel et abandonnaient la terre dès qu'elle ne produisait plus sans travail pénible les céréales et les fourrages nécessaires à la nourriture de l'homme et des animaux. La terre était occupée par des tribus qui en jouissaient d'une manière indivise. Plus tard, les tribus se fixèrent et perfectionnèrent la culture ; les parcelles composant le territoire occupé étaient tirées au sort entre les diverses familles ou attribuées d'office par leur chef.

La propriété privée était limitée aux armes, aux meubles, à la maison qui appartenait à la famille et à l'enclos y appartenant ; les terres de culture formaient la propriété collective de la tribu (marche). Ces terres étaient en général, chez les tribus germaniques, l'objet d'un lotissement périodique.

Propriété familiale. — Les procédés de culture se perfectionnant, les répartitions périodiques s'espacent et les mêmes parcelles restent longtemps entre les mêmes mains sans que l'on procède à de nouveaux lotissements. Quand ces répartitions périodiques cessent d'avoir lieu, les terres attribuées à chaque famille restent sa possession définitive ; la propriété familiale est alors constituée.

La terre occupée et cultivée en commun par tous ses

membres appartient en copropriété à la famille ; le chef en est dépositaire et l'administre dans l'intérêt commun sans en être le maître absolu ou exclusif. Il ne peut en disposer au détriment de ses enfants, ni par vente, échange ou donation entre vifs, ni à sa mort par testament, le patrimoine dont il a eu la charge devant leur être transmis intact.

Les tribus germaniques passèrent du régime de la propriété collective au régime de la copropriété familiale au moment où elles envahirent la Gaule pour s'y fixer.

Propriété régaliennne ou féodale. — La propriété régaliennne ou féodale constitue la transition entre les régimes de la copropriété familiale et de la propriété individuelle.

Le seigneur ou roi, tout en conférant la propriété, conserve sur la terre un domaine direct et n'accorde au possesseur que le domaine utile. L'individu, bien qu'ayant sur la terre qu'il détient un droit exclusif de possession et de jouissance, est tenu envers son suzerain à de très lourdes charges ne comportant aucune possibilité de rachat.

Le régime de la propriété foncière, identique au régime des personnes, donne lieu à une classification des terres en plusieurs catégories correspondant à celles des personnes.

Aux nobles, aux roturiers et aux serfs correspondent les tenures nobles (tiefs), roturières et serviles.

Propriété individuelle. — La propriété est devenue libre quand l'individu a lui-même brisé les liens qui le rendaient esclave ou serf d'un maître. La Constituante proclama en France la liberté et la propriété individuelles.

D'après les juristes, la propriété individuelle est le droit qui appartient à une personne de tirer directement d'une chose toute l'utilité juridique qu'elle peut procurer.

La propriété est un droit absolu qui confère au titulaire la faculté d'en tirer tout le profit qu'elle est susceptible de lui procurer. Il peut s'en servir, lui faire produire des fruits, la détruire, en disposer par vente, par donation ou autrement. Le propriétaire d'une chose a seul droit d'en tirer profit, et nul autre que lui ne peut s'en servir, en jouir ou en disposer (droit exclusif). Aucun terme n'est assigné à

l'existence de la propriété. Ce droit perpétuel constitué pour toujours et non pour un temps indéterminé, se transmet aux héritiers par testament ou par succession *ab intestat*.

Le droit de propriété comporte cependant des limites de plusieurs sortes quant à son exercice, à sa durée et à la faculté de transmission après décès.

Les limitations à l'exercice de la propriété dépendent de la chose possédée et s'appliquent notamment aux objets suivants : mines, eaux, marais, forêts, terrains montagneux (reboisement), offices ministériels. Certains impôts constituent des limitations indirectes de la propriété (droits de douanes et de succession). La réglementation du travail dans les mines et les fabriques est également une des formes de limitation que l'État peut imposer au droit de propriété.

On peut considérer la question de l'utilisation et de la propriété de l'eau sous cinq aspects différents suivant qu'elle est employée : comme agent thérapeutique (eaux thermales), comme moyen de transport (fleuves et canaux), comme agent de fertilisation (irrigation), comme aliment utile à l'homme et aux animaux (eaux potables), et enfin comme agent créateur de force motrice (chutes d'eau, houille blanche, etc.).

Dans ce dernier cas la propriété et l'usage de l'eau ont pris une importance particulière, depuis que l'utilisation de la puissance motrice des chutes d'eau a pris une grande extension ; en France, la solution de cette question a été rendue très difficile par suite des restrictions légales imposées à l'usage de l'eau des cours d'eau ni navigables ni flottables, de la part des riverains. L'État ne peut accorder que des concessions précaires et révocables sur les dépendances du domaine public (cours d'eau navigables et flottables). Pour solutionner cette difficulté, on peut constituer les propriétaires riverains en association syndicale ou calquer les lois relatives à la houille blanche sur celles qui régissent les mines. L'État concède alors une faculté de captation et d'usage présentant des garanties de bonne exploitation.

Les chutes d'eau de France et leur utilisation. — La France prend de plus en plus conscience des ressources magnifiques qu'elle possède en forces hydrauliques. Cette ri-

chesse, longtemps dédaignée, est appréciée à sa juste valeur.

La région pyrénéenne présente d'assez grandes différences par rapport à celle des Alpes. Les neiges jouent un rôle important dans l'alimentation des cours d'eau pyrénéens, mais les glaciers y ont beaucoup moins d'importance que dans les Alpes et, malgré l'abondance des précipitations, les forces hydrauliques des Pyrénées paraissent inférieures à celles des Alpes, en raison du relief moindre des sommets mais surtout à cause de la convexité plus accentuée du profil en long des vallées. Cependant, les Pyrénées ont un avantage particulier, ce sont les lacs qui remplacent avantageusement les glaciers des Alpes ; qu'on aménage des lacs naturels ou qu'on en crée d'artificiels, on peut dans les deux cas régler à volonté les écoulements, ce qu'on ne peut faire avec les écoulements glaciaires qui présentent des intermittences accentuées et gênantes.

Les usines hydrauliques créées par l'initiative privée (Alpes, Pyrénées, Plateau central) sont destinées à des fabrications électro-métallurgiques ou électro-chimiques, ou à des entreprises régionales de distribution d'énergie¹. Plusieurs Sociétés ont été créées pour transporter à distance et distribuer l'énergie électrique provenant des cours d'eau appartenant au bassin de la Garonne ou aux bassins méditerranéens des Pyrénées. Le champ d'action de ces Sociétés ne dépasse pas à l'est la région de Montpellier qui est alimentée par le Sud électrique, filiale de la Société de l'Énergie électrique du Littoral méditerranéen. Les forces des Alpes, au contraire, traversent le Rhône.

Les principales Sociétés que l'on rencontre successivement, en allant de l'est à l'ouest, sont les suivantes : 1^o la Société méridionale transporte les forces de l'Aude dans la région de Carcassonne, Narbonne et Béziers ; 2^o la Société pyrénéenne dont le champ d'action s'étend : au nord, jusqu'au Lot ; à l'ouest, jusqu'à la limite du département du Lot-et-Garonne. Cette Société dispose actuellement des usines hydrauliques d'Orlu sur l'Ariège, de Bessières, Morvac et Arthez sur le Tarn ; elle tient, en outre, en réserve les forces du Siguer, du lac

1. Les renseignements qui suivent sont empruntés à une étude publiée par *l'Économiste Français*.

d'Oo et de la Picadère; 3° à l'ouest, la Société de l'Énergie électrique du Sud-Ouest transporte les forces de l'usine de Tuillière, établie près de Bergerac sur la Dordogne, à Bordeaux, La Réole, Angoulême et Périgueux; ici c'est le Plateau central qui est mis à contribution. Ce Plateau central va être étudié comme le sont les Alpes et les Pyrénées.

Dans cette région du Sud-Ouest, l'État, pour l'exploitation des lignes ferrées transpyrénéennes et la Compagnie du Midi pour l'électrification d'une partie de son réseau, prennent une part importante à l'aménagement des forces hydrauliques. Les usines hydrauliques créées pour l'électrification du réseau du Midi sont les suivantes: l'usine de la Cassagne (5.000 chevaux), qui utilise la Têt, régularisée par le réservoir des Bouillouses; l'usine de Porté, qui utilise le Catrol, régularisé par un réservoir au lac Lanoux; l'usine d'Eget (10.000 chevaux à 18.000 chevaux), qui utilise l'Oule, régularisée par un réservoir; l'usine de Soulon, près Pierrefitte (18.500 chevaux à 21.500 chevaux), qui utilise les gaves de Gavarnie et de Cauterets; l'usine des Eaux-Chaudes, qui utilise le gave de Soussouéou, régularisé par un réservoir au lac d'Arbouse. Jusqu'à ce jour, l'utilisation des grandes forces hydrauliques des Pyrénées s'est localisée dans la partie élevée des vallées. Les usines construites, en construction ou en projet pour assurer la traction des trains de la Compagnie du Midi, sont toutes situées ou seront situées dans la haute montagne¹. De même les principales entreprises d'électro-métallurgie et d'électrochimie ont dû demander leur énergie à des torrents de haute altitude².

1. Sauf l'usine double de Pierrefitte qui emprunte ses eaux aux deux gaves de Cauterets et de Gavarnie et qui fonctionnera sous des chutes de 264 et de 125 mètres, avec des débits de 6.000 litres et de 3.000 litres, les autres sont toutes à grande chute et à faible débit, et empruntent leur force à des torrents régularisés par des réservoirs. L'usine de la Cassagne, qui prend les eaux dans la haute vallée de la Têt, alimentée par le lac réservoir des Bouillouses (13 millions de mètres cubes), présente une chute d'environ 430 mètres; l'usine d'Eget, qui disposera d'un réservoir de 6.500.000 mètres cubes établi sur le torrent de l'Oule, fonctionnera sous une chute de 750 mètres environ, etc.

2. Tel est le cas de l'usine d'Auzat qui rassemble la majeure partie des eaux du haut bassin du Vicdessos (affluent de l'Ariège)

A l'encontre de ce qui s'est produit dans les Alpes où les chutes moyennes à grand débit commencent à devenir nombreuses, l'industrie n'a guère eu recours encore, dans les Pyrénées, aux chutes de hauteur moyenne alimentées par de gros débits. Les rivières pyrénéennes à fort débit sont d'ailleurs loin d'être comparables, comme pente et comme alimentation en eau, aux rivières des Alpes telles que l'Isère, le Drac, l'Arc, la Romanche ou la Durance.

A la différence des rivières des Alpes qui ont un lit d'ordinaire large et mobile, les rivières des Pyrénées ont assez généralement un lit fixe et encaissé. Cette dernière disposition facilitant les barrages a provoqué la multiplication de petites usines qui sont un obstacle à la création de grandes dérivations. Aussi le service des eaux a-t-il multiplié les observations et les postes de jaugeages dans les régions élevées des torrents, vers lesquelles se portent naturellement, aujourd'hui, les efforts des industriels.

La multiplication des petites usines constitue un obstacle pour la création de grandes dérivations. Cet inconvénient ne pourra disparaître, ou tout au moins s'atténuer, qu'après que le Parlement aura voté une loi permettant l'utilisation rationnelle des grandes forces et donnant aux grandes entreprises la facilité de vaincre la résistance des petits usiniers, en les indemnisant ou en leur fournissant la force. La carte des usines existant dans les Pyrénées montre l'existence d'un chapelet, pour ainsi dire continu, de petites usines qui encombrent la plupart des cours d'eau et qui, munies de moyens de dérivation et de moteurs hydrauliques très rudimentaires, gaspillent l'énergie hydraulique au détriment de l'intérêt général.

On a évalué la puissance hydraulique de la Haute-Garonne à 74.724 chevaux (puissances totales d'étiage) et à 234.372 chevaux (puissances totales moyennes); celle de l'Ariège à res-

et réalise deux chutes de 100 et 420 mètres, avec régulateurs constitués par l'étang de Bassiès et le lac de Gargueros. C'est aussi le cas de l'usine de Villelongue qui a installé une chute de 532 mètres sur le torrent d'Isaby susceptible d'être régularisé par l'aménagement du petit lac d'Isaby.

pectivement 63.140 chevaux et 239.400 ; celle du Salat à 31.040 chevaux et 96.120. Ces puissances, inférieures à celles de la seule Durance, paraissent devoir tenter beaucoup moins les industriels, en raison du grand nombre des anciens moulins. Ces moulins n'utilisent qu'une petite partie de la puissance théorique. La puissance brute utilisée par les anciens moulins (dont l'outillage n'a généralement qu'un rendement très faible) ne dépasse pas :

Pour la Garonne.....	6.830 chevaux
Pour l'Ariège.....	13.309 —
Pour le Salat.....	8.369 —

Si médiocres qu'elles soient, ces utilisations anciennes n'en constituent pas moins un gros obstacle à un aménagement plus complet. Après utilisation des grandes chutes, les plus faciles à aménager en haute montagne, la mise en valeur des Pyrénées moyennes ne pourra réellement prendre un certain essor qu'après revision de la législation actuelle sur les usines hydrauliques.

Ces dernières années, on a donné une grande impulsion à ce recensement des forces hydrauliques du pays. Dès 1878, M. de Freycinet, alors ministre des Travaux publics, avait prescrit de réunir tous les documents propres à constituer un inventaire de ces richesses. Il n'y a pas, d'ailleurs, que les grandes forces hydrauliques qui puissent rendre des services ; il n'y a pas que les cours d'eau issus des grandes chaînes de montagnes et à l'énergie desquels on a, en raison de leur origine, donné le nom de houille blanche, qui soient utilisés ou qui soient susceptibles de l'être ; il y a aussi les cours d'eau qui prennent leur source dans des lieux boisés et traversent de vertes prairies. Ces cours d'eau ont des chutes dont l'énergie peut permettre l'installation de certaines industries. Un observateur très perspicace, M. Henri Bresson, a donné à cette énergie le nom de houille verte. Ses travaux remontent à une douzaine d'années.

Après avoir tiré parti pour son éclairage électrique personnel d'une chute d'eau naguère utilisée, puis délaissée, qui se trouvait dans sa propriété de l'Orne, M. Bresson eut la curiosité de rechercher les chutes analogues qui se trou-

vaient dans le département. Il publia le résultat de ses premières investigations, puis de l'Orne il passa aux départements voisins et publia un premier ouvrage intitulé la *Houille verte*. Frappé des services qu'on pouvait espérer tirer des chutes d'eau qui se rencontrent sur nombre des cours d'eau de France et désireux de travailler à la vulgarisation de cette source de richesses trop délaissée, M. Bresson songea à dresser un inventaire de tous les cours d'eau français sur lesquels existait ou avait existé une installation de force motrice ayant une puissance d'au moins 25 chevaux. Utilisant un ouvrage de M. J.-A. Montpellier sur les *Distributions publiques d'énergie électrique en France*, les documents que la Direction générale des eaux et forêts et la Direction de statistique générale de la France mirent à sa disposition, M. Bresson publia en 1908, dans la *Revue Électrique*, un lexique des meilleures rivières du bassin de la Loire ; un an après paraissait un lexique analogue pour le bassin de la Seine. Fait très intéressant à enregistrer, les Administrations publiques, loin de décourager M. Bresson, l'ont aidé de la façon la plus intelligente. M. Dabat, conseiller d'État, directeur de l'hydraulique agricole, frappé de l'intérêt que présentait l'entreprise de M. Bresson, non seulement lui fournit les sources de documentation qu'il possédait, mais fit reviser son travail par les ingénieurs du service hydraulique des divers départements. Aujourd'hui, M. Bresson a, dans les conditions ci-dessus, passé successivement en revue tous les bassins fluviaux de France : Loire, Seine, Rhône, Garonne, bassins côtiers ou frontières, et il a réuni cartes et texte en un volume.

Le nombre des distributions hydro-électriques était : à la fin de 1884, de 7 ; de 1889, de 39 ; de 1894, de 175 ; de 1899, de 393 ; de 1904, de 748 ; de 1909, de 1.122 et elles sont maintenant au nombre d'environ 1.200 (1.173), se classant ainsi suivant leur puissance hydraulique : moins de 25 chevaux, 429 ; 25 à 100, 520 ; 101 à 500, 158 ; 501 à 1.000, 18 ; 1.001 à 10.000, 41 ; plus de 10.000, 7.

Les enquêtes supplémentaires entreprises récemment par l'Administration du Ministère de l'Agriculture ont ajouté 357 nouvelles usines électriques aux 817 citées dans l'ou-

vrage de M. Montpellier pour arriver au total de 4.173 distributions publiques cité ci-dessus. M. Bresson avait relevé, dans les archives du Ministère, 268 cours d'eau ayant actionné autrefois une usine hydraulique d'au moins 25 chevaux; les usines électriques de création récente, également d'au moins 25 chevaux, introduisent 139 autres cas et, de ce fait, les lexiques de M. Bresson énumèrent 407 cours d'eau offrant des ressources hydrauliques certainement appréciables, auxquels il conviendrait d'ajouter 133 rivières utilisées par des distributions publiques aussi, mais n'atteignant pas 25 chevaux. Il y a lieu de remarquer que les usines de moins de 25 chevaux seraient au nombre de 429 contre 520 de 25 à 100; la différence entre les deux chiffres n'est pas considérable et il y a là une preuve que les petites utilisations peuvent rendre des services. Il ne faudrait donc pas les négliger.

Le service des grandes forces hydrauliques de la région des Alpes étend son action sur le territoire compris entre le lac Léman, la rive gauche du Rhône, la Méditerranée et les frontières de Suisse et d'Italie. Ce territoire, d'environ 57.000 kilomètres carrés, embrasse les dix départements de la Haute-Savoie, Savoie, Isère, Drôme, Hautes-Alpes, Basses-Alpes, Vaucluse, Bouches-du-Rhône, Var et Alpes-Maritimes, dont les eaux se dirigent au nord vers le lac Léman, à l'ouest vers le Rhône et au sud directement vers la mer. Les forces hydrauliques, très abondantes, quoique inégalement réparties, atteignent leur maximum dans les hautes régions à fortes pentes des Alpes centrales ou le long des grands cours d'eau, comme l'Isère, l'Arve et la Durance; encore importantes dans la zone des chaînes subalpines (massifs des Bauges, de la Chartreuse, du Vercors) et certaines vallées méridionales, elles finissent par disparaître à peu près complètement dans les plaines de Provence où l'eau sert surtout à l'irrigation.

Les lignes les plus importantes de la région appartiennent aux Sociétés suivantes, en allant du nord au sud : La Société électrique d'Evian-Thonon-Annemasse, avec une usine de 1.000 chevaux à Chevenoz (Haute-Savoie); la Société Française des Forces hydrauliques du Rhône, dont l'usine de Bel-

legarde envoie du courant dans la Haute-Savoie et jusqu'à Lyon par les lignes de la Société Générale de Force et Lumière; la Société des Forces du Fier (à Annecy) qui distribue 2.500 chevaux entre Annecy et sa banlieue avec extension prochaine jusqu'à Aix-les-Bains; la Société Lyonnaise des Forces motrices du Rhône, dont l'usine de Cusset-Jonage (20.000 chevaux) alimente la ville de Lyon; la Société des Forces motrices du Haut-Graisivaudan, avec trois usines, 4.000 chevaux et 100 kilomètres de lignes desservant la région de Pontcharra, Montmélian, Chambéry, Aix-les-Bains et Albertville; la Société Hydro-Électrique du Guiers (à Pont-de-Beauvoisin, Isère), avec une usine de 4.500 chevaux et 80 kilomètres de lignes à l'est de la Tour du Pin; la Société Générale de Force et Lumière, avec six usines, 30.000 chevaux et 800 kilomètres de lignes allant de Moutiers à Lyon et des vallées du Drac et de la Romanche à Rive-de-Gier (Loire); l'Énergie Électrique du Centre, dont les usines propres et le réseau de distribution sont hors de la région des Alpes, mais qui y amène par une ligne dite « du Dauphiné-Centre » une puissance supplémentaire empruntée au bassin de la Romanche qu'on lui livre à la porte de Grenoble et qui arrive ainsi dans la Loire jusqu'à Saint-Chamond; la Société Hydro-Électrique de Grenoble et Voiron, avec trois usines près de Sassenage, 1.500 chevaux et 90 kilomètres de ligne entre Grenoble, Tullins, Voiron, etc.; la Société Hydro-Électrique de Fure et Morge et de Vizille, qui possède sur le Drac, à Champ, son usine principale (7.000 chevaux hydrauliques, 2.500 chevaux thermiques) et deux autres usines dans le bassin de la Romanche avec 170 kilomètres de lignes desservant près de Grenoble la région industrielle de Tullins, Moirans, etc.; la Société Hydro-Électrique de l'Eau d'Olle (à Lancey, Isère), avec 16.000 chevaux, dans la vallée de ce nom et une centaine de kilomètres de lignes apportant l'énergie à plusieurs autres Sociétés de la région de Grenoble et du Centre; la Société des Forces motrices du Vercors, avec une usine importante sur la Bourne et 125 kilomètres de lignes entre Romans, Vienne, Valence, etc.; la Société d'Électricité de la vallée du Rhône (au Teil, Ardèche) qui, outre une usine thermique de 3.000 KW au Teil, reçoit du courant de celle de

la Haute-Durance à Ventavon et le distribue dans les vallées du Rhône et de la Drôme entre Nyons, Montélimar, Privas, Allex, etc.; la Société des Forces motrices de la Haute-Durance, avec une usine de 30.000 chevaux à Ventavon (Hautes-Alpes) et deux lignes de 60 kilomètres amenant le courant à celle de la Brillanne d'où il passe dans le réseau du littoral; la Société du Sud-Électrique, dont la principale usine hydraulique (5.000 chevaux) sur la Vis se trouve en dehors de la région dont s'occupe l'ouvrage qui nous sert de guide, mais dans laquelle elle possède encore une dizaine de groupes de secours et qui reçoit, en outre, une fourniture importante du réseau du littoral qu'elle distribue entre Orange, Avignon, Nîmes, Arles et le Bas-Rhône; la Société de l'Énergie Électrique du Littoral méditerranéen, qui dispose d'environ 60.000 chevaux dans sept usines hydrauliques et 30.000 chevaux-vapeur de secours (Arles, Nice, etc.) pour alimenter un réseau de près de 2.000 kilomètres réparti sur tout le littoral depuis le Rhône, Marseille et Toulon jusqu'à Nice.

A côté de ces grands réseaux, il y en a beaucoup d'autres importants quoique moins étendus, comme ceux des Sociétés du Rhône et du Fornant, de Chamonix, de Bonneville, de la vallée du Borne, de Saint-Gervais en Haute-Savoie; de Chamonix, les Échelles, Bourg-Saint-Maurice, en Savoie; de Saint-Marcellin, Rives, Bourg-d'Oisans, Monestier-de-Clermont, vallée du Graisivaudan, etc., dans l'Isère; les Sociétés Dromoisé et de l'Énergie industrielle dans la Drôme; de la Société Chabrand, dans les Hautes-Alpes; de Digne, Barcelonnette, Gréoux, etc., dans les Basses-Alpes; puis des lignes de transport privées du Fayet et de Queige à Ugine, la Ferrière à Brignoud, la Rageat à Notre-Dame de Briançon, etc.

Autour des grands réseaux de la Société Générale de Force et Lumière, Fure et Morge, Littoral, se groupent des distributions secondaires dont quelques-unes considérables, notamment, autour de Grenoble et dans la région de Cannes et de Nice, autour de Toulon, etc. Enfin, dans les Alpes-Maritimes, la portion française de la vallée de la Roya est traversée par une ligne de la Société italienne de la Riviera di Ponente qui relie la région de Tende et Vievola et les usines

de la Miniera à celles de Vintimille et à la banlieue de Gênes. Bien que le mouvement d'utilisation des chutes hydrauliques soit quelque peu ralenti, par rapport à la période si active encore récente des débuts de la houille blanche, il continue cependant à peu près partout, des installations nouvelles sont réalisées ou projetées :

La Compagnie des Produits chimiques d'Alais et Camargue vient de terminer sa nouvelle usine de Pontamafrey sur l'Arc (Savoie); la Société générale de Force et Lumière a mis en marche, en 1912, sa grande usine de Bozel; la Société des Forces motrices du Vercors augmente considérablement ses installations dans la vallée de la Bourne; la Compagnie générale d'Électro-Chimie de Bozel aménage, en ce moment, une nouvelle chute sur le Doron de Champagne; la Société de l'Énergie électrique du Littoral méditerranéen en commence une autre sur la Roya, à Fontan (Alpes-Maritimes); la Société Hydro-Électrique de Lyon poursuit l'aménagement de la chute du Val de Fier, en Haute-Savoie; celle de l'Eau d'Olle étend beaucoup ses ouvrages, prépare des réservoirs régulateurs et augmente considérablement sa puissance; plusieurs grosses affaires vont entrer dans la période d'exécution sur la Durance; enfin, de nombreux projets sont actuellement à l'étude sur l'Isère, l'Arc, le Drac, la Durance, le Var, la Tinée, etc. Il y en a, dans le nombre, de considérables; sans parler de celui du Haut-Rhône et des autres projets d'aménagement de ce fleuve en aval de Lyon, qui sortent des limites du service des Hautes-Alpes, nous citerons les suivants :

1° Sur la Haute-Isère, le projet d'aménagement des chutes de Sainte-Foy, entre Tignes et Bourg-Saint-Maurice (près de 500 mètres de hauteur totale), et celui de la Société des Forces motrices de la Tarentaise (115 mètres de chute, 12.000 à 40.000 chevaux);

2° Sur l'Arc, le projet de la Société Française des Nitrates (150 mètres de chute, 12.000 à 60.000 chevaux);

3° Les projets du Drac inférieur (25 mètres de chute, 5.000 à 10.000 chevaux), à côté de Grenoble et de la Basse-Isère (11 mètres de chute, 5.000 à 25.000 chevaux), entre Romans et le confluent du Rhône;

4° Sur la Durance, un groupe de projets plus vastes encore (ensemble 250.000 chevaux), dont le plus important de beaucoup est celui de Serre Ponçon avec création d'un réservoir de plus de 500 millions de mètres cubes, chute de 80 mètres, etc. ;

5° Dans le bassin du Var, plusieurs projets, dont le principal, entre le Plan-du-Var et la mer, aura pour la région de Nice un intérêt particulier.

L'ensemble des devis correspondants s'élève à peu près à 300 millions de francs, car l'appropriation des forces hydrauliques à un usage industriel coûte assez cher. La force hydraulique n'est pas gratuite et, si on peut profiter aujourd'hui des écoles de ceux qui ont fait les premières installations, il est des facteurs de dépenses qui ont crû. Les propriétaires riverains des cours d'eau privés ont pris conscience de la valeur de leurs riverainetés qu'ils font payer de plus en plus cher; d'autre part, on exige davantage pour tout ce qui touche la sécurité, l'isolement des appareils et des lignes et cela se traduit par un excédent de dépenses. Une fois les frais d'installations, de constitution amortis, etc., l'exploitation proprement dite est peu coûteuse, mais il faut le temps pour réaliser les amortissements.

L'électro-métallurgie se développe de plus en plus et demande des puissances toujours croissantes. Les distributions de force et lumière se multiplient et la traction électrique est en train de passer du service des lignes de tramways à celui des grandes voies ferrées. Enfin, l'électrochimie est un domaine dans lequel les forces hydrauliques semblent appelées à jouer un rôle important. La fixation de l'azote atmosphérique, la fabrication des nitrates, nitrures métalliques, acide nitrique, etc., doit vraisemblablement s'installer et se développer en France où l'on trouve la Roche de Rame (6.000 chevaux) consacrée à l'acide nitrique pur et l'annexe de Notre-Dame de Briançon où on fabrique de la cyanamide; d'importants projets d'usines à nitrures métalliques sont sur le point d'aboutir à Saint-Jean-de-Maurienne sur l'Arc, à Château-Arnoux sur la Durance, à Jarrie-Vizille (Isère), etc.

En 1914, la France s'est classée immédiatement après les

États-Unis, avec une production de 10.000 tonnes d'aluminium, contre 18.000 pour les États-Unis. Neuf ans plus tôt, la production française n'était que de 1.400 tonnes. A côté de la fabrication de l'aluminium, il faut signaler l'industrie des ferro-alliages et la métallurgie de l'acier au four électrique, qui fait de constants progrès. Grâce aux facilités que présente le transport de l'énergie électrique, transport qui peut se faire à des centaines de kilomètres, les usines qui se livrent à cette fabrication peuvent s'installer près des grandes voies de communication. Aussi des industriels du bassin de la Loire cherchent-ils des forces hydrauliques dans les Alpes.

Il existe, entre la rive gauche du Rhône et les frontières de Suisse et d'Italie, un peu plus de cent cinquante usines hydrauliques, d'une puissance d'au moins 100 chevaux, dont une douzaine installées sur le domaine public; toutes les autres sont sur des cours d'eau privés. Sur une carte où figurent ces usines, on les voit se presser dans les régions supérieures, en amont des zones domaniales, sur l'Arve en amont du Fayet, l'Arc en amont d'Hermillon, l'Isère et le Doron en amont de Moutiers, le Guiers, la Romanche, le Drac en amont de Champ, la Durance en amont d'Embrun, etc.; tandis que les régions inférieures de ces grands bassins, où commencent seulement les zones domaniales, restent encore presque dépourvues. Il y a à cela une raison technique, c'est qu'il est en général plus facile et moins coûteux d'obtenir une puissance déterminée avec un faible débit et une grande hauteur, qu'avec un gros débit et une faible hauteur: aussi, les premiers venus ont-ils d'abord jeté leur dévolu sur les chutes qui présentent ces bonnes conditions. Mais cette raison n'est pas la seule qui explique la préférence accordée aux cours d'eau privés sur ceux du domaine public. Parmi les autres raisons de cette préférence, on cite les complications et les exigences qui accompagnent toute concession sur le domaine public, et il n'est pas besoin d'insister sur ce point; il est malheureusement trop vrai que traiter avec les administrations publiques est tout à fait décourageant. S'il est, cependant, un domaine dans lequel les administrations devraient s'appliquer à ne

pas paralyser l'esprit d'entreprise des particuliers et à ne pas élever d'obstacles décourageants à l'installation d'usines sur les cours d'eau du domaine public, c'est bien ici ; car l'intérêt général est grandement intéressé à l'utilisation de plus en plus large des forces hydrauliques. Toute l'importance au point de vue général de cette utilisation apparaîtra dans les chiffres suivants : une chute de 5.000 chevaux, ce qui se rencontre assez fréquemment, produit dans l'année 32 millions de kilowatts-heures ; or pour les produire avec de la houille il faut en brûler 50.000 tonnes. Dans un pays comme la France, qui souffre du manque de combustibles minéraux, l'utilisation des forces hydrauliques est donc un des facteurs essentiels du progrès industriel.

L'État peut concéder le dessèchement d'un marais malgré l'opposition du propriétaire (1807). Le concessionnaire perçoit en rémunération de son travail un tantième de la plus-value des terrains cultivables ainsi créés, fixé à l'avance par l'acte de concession. En ce qui concerne les forêts, les propriétaires de taillis ne peuvent procéder à des coupes avant que les arbres aient atteint un certain âge (1669). Ces restrictions au droit de propriété, supprimées par la Révolution, ont été remises en vigueur par le code forestier pour combattre les abus (1827) et les changements apportés au climat par le déboisement (1859). Le reboisement des flancs de montagnes, compromis par la suppression des précautions prises à cet égard par l'ancien droit forestier, a fait l'objet des lois de 1882. Le propriétaire doit s'entendre avec l'État au sujet de l'exécution des travaux de reboisement jugés nécessaires, sous peine d'être exproprié.

Le droit français ne laisse pas à l'individu la liberté absolue de tester, car une partie de la succession doit toujours revenir aux descendants et ascendants les plus proches.

Propriété minière. — La propriété des mines est difficile à attribuer et à définir, parce que les minerais sont des produits de la nature et non du travail. La terre, facile à découvrir, est rendue cultivable par le défrichement et par la culture ; la mine doit être prospectée, c'est-à-dire devinée par de longues et coûteuses recherches, puis aménagée au moyen

de travaux considérables. Les mines ont une valeur immédiate et représentent de grandes richesses accumulées sur une faible surface, mais elles disparaissent par l'extraction, tandis que la terre cultivable, bien entretenue, a une durée pour ainsi dire éternelle.

On distingue quatre systèmes de propriété applicables aux mines. La mine peut appartenir au propriétaire du sol, à l'inventeur, à l'État, ou au mineur.

Le premier mode (système de l'accession), appliqué en Angleterre, a l'inconvénient de laisser les mines, qui sont un élément de la richesse nationale, inexploitées et improductives si les propriétaires décident qu'il en soit ainsi. De plus, les propriétaires du sol peuvent n'avoir ni la compétence voulue ni les capitaux nécessaires pour exploiter leurs mines, ce qui retarde l'exploitation et peut la compromettre : en effet, le propriétaire qui dispose de capitaux trop faibles n'exploite que les affleurements pour réaliser des bénéfices immédiats au lieu d'entreprendre les travaux rationnellement en attaquant de suite le gisement en profondeur. Si la surface de son terrain est trop limitée, le propriétaire ne peut pas aménager le gisement scientifiquement, surtout si les couches sont irrégulières et situées à une grande profondeur. La puissance et la régularité des couches de houille en Angleterre y ont atténué les inconvénients du système de l'accession, mais, actuellement, les propriétaires, ayant épuisé les couches superficielles, sont obligés d'exploiter en profondeur, ce qui diminue considérablement leurs bénéfices ; les frais d'exploitation augmentent et le rendement diminue, d'où des discussions avec les mineurs.

On a proposé de réunir en syndicats les propriétaires du sol pour permettre l'exploitation économique en commun. Dans ce cas, la répartition rationnelle des produits de l'exploitation est difficile à réaliser, car il n'est pas équitable qu'elle soit simplement proportionnelle à la surface de chaque parcelle de propriété intéressée. Les couches et les filons sont très inégalement répartis dans le sous-sol et, si l'on faisait une moyenne, le propriétaire des terrains recouvrant les parties les plus riches du gisement serait lésé, tandis que les propriétaires des terrains correspondant aux parties pauvres

seraient avantagés. Il est difficile de tenir compte de la variation de richesse des couches en profondeur et on n'a proposé aucune solution satisfaisante de ce problème. Si l'échelle de répartition tenait compte des variations de teneur ou de volume des filons, les propriétaires des terrains recouvrant les parties les moins riches pourraient avoir intérêt à cultiver leurs terrains, plutôt que de s'astreindre à les tenir à la disposition du syndicat d'exploitation pour ne toucher que des bénéfices insuffisants ou même nuls.

Souvent d'ailleurs, les propriétaires, investis par le système de l'accession de la propriété d'une mine, vendent ce droit d'exploiter à une compagnie fermière, moyennant une certaine redevance par tonne extraite (royalty).

Le second système attribue la propriété de la mine à l'inventeur, c'est-à-dire à celui qui découvre la présence du minerai. C'est le système des colonies et des pays neufs.

Le prospecteur n'a qu'à entourer d'une barrière le terrain où il a reconnu la présence du minerai, terrain qu'il a loué ou acheté auparavant aux indigènes. Souvent, le prospecteur revend ses terrains miniers (claims) à des compagnies qui en entreprennent l'exploitation à son lieu et place, car il peut ne pas disposer des capitaux nécessaires à cet effet ; de plus, les connaissances minéralogiques et géologiques indispensables à tout prospecteur ne sont pas toujours le fait d'un exploitant. Le système de l'invention ne donne donc, pas plus que le précédent, la solution rationnelle du problème de la dévolution de la propriété minière. L'inventeur qui a rendu service à la société en augmentant la richesse publique a droit à être rétribué et récompensé, mais ne peut présenter aucun titre sérieux capable de lui faire attribuer la propriété.

Les mines faisant partie des richesses nationales, l'État, représentant de l'intérêt général, peut s'en considérer comme le seul propriétaire. La propriété régaliennne des mines est appliquée dans beaucoup de pays où elle se concilie avec le régime de la domanialité ou avec celui de la concession.

Les mines domaniales peuvent être exploitées directement par les agents de l'État, comme en Prusse, ou en régie. Les adversaires de ce système objectent que souvent les agents

de l'État présentent toutes les garanties techniques désirables, mais sont incompétents au point de vue commercial.

Évidemment il n'y a pas à ce sujet de règle générale et une solution, excellente en Prusse, peut être mauvaise dans un autre pays, bien qu'on puisse citer des cas où des agents d'État libérés de leurs fonctions officielles par une retraite anticipée, se sont révélés comme d'excellents commerçants.

L'attribution complète de la propriété de la mine aux mineurs qui l'exploitent n'a que peu de partisans. D'une part, s'il s'agit d'une mine nouvelle et importante, l'aménagement peut exiger beaucoup de capitaux et l'exploitation occupera plusieurs milliers d'ouvriers. Jusqu'à présent l'organisation syndicale ouvrière ne s'est pas montrée apte à entreprendre pareille tâche. Les expériences faites sur des mines existantes, peu importantes, il est vrai, ont piteusement échoué. Une seule subsiste : la mine aux mineurs de Carmaux.

Si l'État n'exploite la mine ni directement, ni indirectement par le système de la régie, il est forcé d'en concéder l'exploitation à des particuliers. C'est le système de la concession ; en France, la loi organique de 1810 est un compromis souvent très logique entre les systèmes précédents.

En effet, tout en proclamant, pour le principe, que la propriété de la mine appartient à l'État, la loi française attribue en réalité cette propriété au concessionnaire à qui est dévolu un droit de propriété perpétuel et absolu, sauf quelques restrictions peu importantes en faveur de l'État qui sont : a) l'attribution d'un droit de 5 0/0 sur le produit brut comme participation aux bénéfices ; b) le droit de faire contrôler les modes d'exploitation suivis par les concessionnaires par des ingénieurs d'État qui s'attachent surtout à surveiller les précautions prises contre les accidents résultant du grisou, des incendies, de l'envahissement des eaux et des éboulements que peut provoquer soit un boisage insuffisant soit une méthode d'exploitation mal choisie ou mal appliquée ; c) le droit de révoquer la concession en cas d'abandon ou de suspension prolongée des travaux d'exploitation.

La concession crée donc un titre de propriété distinct de celui de la surface dont le propriétaire touche une faible redevance fixe ou proportionnelle à l'exploitation dite droit

de superficie. L'État déclare concessionnaire qui bon lui semble, pourvu que l'impétrant présente les garanties voulues au point de vue technique et financier.

Le système des concessions permet d'assurer aux exploitations une superficie suffisante, mais afin d'éviter la fusion de concessions trop importantes (accaparement), cette fusion ne peut s'opérer sans l'autorisation du gouvernement.

On reproche à la loi de 1810 l'institution d'un droit de propriété perpétuel en faveur du concessionnaire qui peut en disposer à sa volonté. Ce droit pourrait être temporaire ou rachetable et le concessionnaire l'acquerrait par adjudication en s'engageant à réserver au véritable propriétaire, qui est l'État, une part importante dans les bénéfices. Enfin les ouvriers se verraient aussi attribuer une part dans les bénéfices par la création d'actions de travail et jouiraient d'avantages spéciaux au point de vue des retraites, des assurances, etc. La loi, ainsi modifiée, n'aurait pas d'action rétroactive et ne s'appliquerait qu'aux concessions futures.

Une bonne loi minière doit faciliter les rapports entre les exploitants du sous-sol et les propriétaires des terrains de surface qui ne doivent pas pouvoir s'opposer à l'établissement des bâtiments et des voies de communication nécessaires au traitement ou au transport des produits des mines.

Il est regrettable également qu'il n'existe pas de services officiels de recherches minières et que les sondages ne soient opérés que par des entreprises particulières sans programme d'ensemble. La découverte des bassins miniers du Pas-de-Calais, de la Lorraine, de la Basse-Normandie, de l'Anjou a été tardive parce qu'elle a été le fait de recherches individuelles. Il est possible que l'avenir réserve aux industriels français d'heureuses surprises au point de vue du développement de nos richesses minérales, jusqu'ici limitées en apparence parce qu'elles n'ont pas été l'objet de travaux de recherches dirigés avec assez de suite et de méthode.

Si l'État était intéressé dans les bénéfices de l'exploitation des mines, il pourrait consacrer aux études géologiques et aux sondages des crédits qui seraient un excellent placement.

Propriété des offices ministériels. — Rétablie dans un but fiscal (1816), la propriété des offices ministériels a subi de graves restrictions : le gouvernement a le droit de récuser le candidat présenté par le titulaire d'un office pour lui succéder dans sa charge et de le destituer.

Limitations de durée. — La propriété industrielle, littéraire et artistique a une durée limitée. L'inventeur conserve le monopole d'exploitation de son brevet pendant quinze ans.

L'auteur d'une œuvre artistique, littéraire ou scientifique en conserve la propriété toute sa vie; après sa mort, ses héritiers en bénéficient pendant cinquante ans, puis elle tombe dans le domaine public à perpétuité.

Formes anciennes de propriété. — Les deux formes anciennes de propriété qui existent encore de nos jours sont la propriété féodale ou régaliennne et la propriété collective.

La propriété féodale se retrouve en Russie, en Allemagne, où le rachat des droits féodaux s'opère graduellement depuis une cinquantaine d'années. L'État avance les sommes nécessaires pour payer le rachat des droits au propriétaire foncier qui les lui rembourse par annuités. Des banques foncières spécialement créées facilitent ces rachats en Prusse (1891).

En Angleterre, Guillaume le Conquérant a concédé comme fiefs à ses lieutenants toutes les terres qui lui avaient été attribuées lors de la conquête. La propriété est donc restée régaliennne et toutes les terres appartiennent à l'État au titre de domaine éminent. Les landlords possédant d'immenses étendues de terres (yeomen) les ont transformées en prairies d'élevage et en chasses; la petite propriété et la culture ont ainsi été supprimées totalement.

Il existe en Angleterre deux sortes de tenanciers : le free holder (tenancier libre que le seigneur ne peut expulser) et le copy holder que le seigneur peut au contraire évincer. C'est l'éviction violente des tenanciers irlandais qui a été la cause de la crise agraire et des révoltes actuelles.

Une commission agraire spéciale instituée en Irlande (1903) avance aux paysans l'argent nécessaire pour payer au landlord le prix de vente qui lui est remboursé par annuités.

Propriété collective. — La propriété collective peut être exercée par l'État, la commune, la famille (non représentée en France), les établissements publics ou les associations.

Propriété collective de l'État. — La propriété collective de l'État comprend le domaine public et le domaine privé.

Les biens du domaine public sont affectés à l'usage de tous, inaliénables et imprescriptibles. Ces biens, qui ne sont pas destinés à être vendus, n'ont d'autre valeur vénale que la dépense faite par l'État pour leur établissement.

Le domaine privé de l'État comprend : les immeubles affectés à un service public ainsi que les églises métropolitaines laissées à la disposition des fidèles pour l'exercice du culte ; les forêts de l'État, l'armement national (fortifications, ports militaires, matériel, approvisionnements, flotte de guerre), le mobilier et les collections des musées ; les créances de l'État contre les communes et contre les compagnies de chemins de fer (subventions, garanties d'intérêts).

Propriété collective des communes. — Le domaine communal comprend 4.400.000 hectares, à savoir 300.000 hectares (terres labourées, prés, vignes, vergers) affermés par les communes ; 2.100.000 hectares de bois (donnant lieu à l'exercice du droit d'affouage) ; enfin 2.000.000 d'hectares en pâtures, laissés à la disposition des habitants pour leurs animaux, dont 1.500.000 hectares de landes, marais ou terrains montagneux peu productifs.

Propriété collective des établissements publics et des associations. — Certaines personnalités morales dont s'occupe le droit administratif possèdent de nombreux biens appelés de mainmorte (c'est-à-dire morts au point de vue de la circulation), à savoir : établissements publics nationaux, départementaux et communaux ; établissements d'utilité publique ; associations simplement déclarées (loi de 1901) ; sociétés par actions (anonymes ou en commandite).

L'évaluation de ces biens est difficile à faire parce qu'aménagés en vue d'une destination particulière, ils n'ont pas une valeur vénale correspondant aux dépenses occasionnées.

Valeur économique de la propriété mobilière et immobilière en France. — Il ne faut pas confondre la richesse d'un pays avec celle de ses habitants.

La richesse d'une nation comprend des biens qui ne peuvent figurer dans l'inventaire de ceux des simples particuliers, meubles et immeubles ; tous les habitants ont la jouissance directe ou indirecte de ces propriétés publiques sans qu'elles appartiennent à aucun d'eux.

La richesse d'une nation comprend l'ensemble des fortunes privées, mais certains biens entrent dans la composition de l'avoir industriel sans figurer dans la fortune de la nation. Les titres de rentes que les particuliers possèdent contre l'État sont un élément de leur actif qui s'inscrit au passif de l'État. Les créances que les particuliers ont les uns contre les autres s'annulent par compensation pour l'État dont ils sont tous membres ; certains biens sont une source de profits pour les particuliers, mais n'ont aucune valeur appréciable en argent pour l'ensemble de la nation (fonds de commerce, brevets d'invention, offices ministériels, etc.).

La fortune de l'État français peut être évaluée à environ 230 milliards et celle des Français à 240 milliards ; la différence représente les éléments particuliers aux fortunes privées qui ne rentrent pas dans celle de la nation.

Les autres pays donnent les résultats suivants : Angleterre 400 milliards (40 millions d'habitants) ; États-Unis 500 milliards (90 millions d'habitants) ; Allemagne 250 milliards (65 millions d'habitants). Proportionnellement la France est très riche.

Morcellement et concentration de la propriété foncière.

— Il y a morcellement (petite propriété) de la propriété foncière, lorsque le sol est divisé entre un grand nombre de propriétaires. Si le sol appartient à un petit nombre de personnes, il y a concentration (grande propriété).

Les statistiques officielles classent les terres, d'après leur étendue, en quatre catégories : très petite propriété (moins de 1 hect.), petite propriété (1 à 10 hect.) ; moyenne propriété (10 à 40 hect.), grande propriété (plus de 40 hect.).

Cette classification est artificielle, car le classement des

terres dans telle ou telle catégorie n'a rien d'absolu, mais dépend de la fertilité du sol ou du mode d'exploitation. Dans une région où l'on cultive la vigne, la grande propriété commence à 4 hectares, tandis que dans une région d'élevage, la grande propriété commence au delà de 100 hectares.

M. Souchon (*La propriété paysanne*) distingue la grande propriété capitaliste que le propriétaire ne peut exploiter seul, même avec l'assistance des siens; il est obligé de recourir à la main-d'œuvre étrangère d'une façon constante.

La moyenne propriété (propriété paysanne) restreinte que le propriétaire exploite seul avec les membres de sa famille sans le concours régulier d'ouvriers agricoles salariés, produisant suffisamment pour nourrir l'exploitant et sa famille.

La petite propriété est insuffisante pour assurer la subsistance et pour occuper toute l'activité de l'exploitant qui emploie une partie de son temps chez des propriétaires plus importants, comme ouvrier industriel ou comme artisan.

En général, grande culture est synonyme de grande propriété et petite culture de petite propriété.

Cependant on peut supposer qu'un agriculteur organise une exploitation importante en louant à plusieurs propriétaires fonciers un certain nombre de terres de peu d'étendue. Inversement, le propriétaire d'un domaine considérable peut le diviser en parcelles afin de le louer plus facilement.

On ne doit pas confondre morcellement et parcellement; quand les propriétaires fonciers sont nombreux dans un pays il y a morcellement; lorsque la terre est divisée en un grand nombre de parcelles de peu d'importance, il y a parcellement. Le morcellement engendre le parcellement; mais il y a parcellement sans morcellement, lorsque le même propriétaire possède beaucoup de parcelles peu étendues.

La propriété en France. — La France est un pays de petite propriété où le sol est morcelé à l'infini.

Le nombre de propriétaires français qui atteignait 8 millions en 1872 a diminué, car les petits propriétaires, attirés vers les villes par la hausse des salaires, ont cédé leurs parcelles: ces ventes ont profité aux petites propriétés auxquelles les parcelles vendues sont venues s'ajouter.

Sur une cinquantaine de millions d'hectares qui forment le territoire agricole français, 44,5 appartiennent aux particuliers, le reste forme le patrimoine de l'Etat (1.200.000) des communes (4.500.000) et des établissements publics (300.000).

La répartition de la fortune territoriale est difficile à établir; on évalue à 20.000 le nombre de propriétés supérieures à 200 hectares, tandis que le nombre de cotes foncières relatives aux parcelles de 1 à 10 hectares atteint presque 5 millions. D'après les résultats des enquêtes de 1892 et de 1908 la grande propriété reste stationnaire tandis que le nombre et l'étendue des petites parcelles augmentent constamment.

Morcellement en France. — Le morcellement a pour principale cause le principe du partage égal et en nature des biens entre les enfants, garanti par l'obligation du rapport des donations entre vifs et des legs, ainsi que par la limitation du droit de tester. De plus, on vend souvent les grands domaines par lots pour en tirer un meilleur prix.

Partage égal des biens. — M. Le Play a attaqué vigoureusement la règle du partage égal entre les enfants et la règle du partage en nature, imposée par l'article 832, comme causant la dispersion et l'instabilité de la famille à la mort du père, ainsi que la diminution de la natalité. Le père de famille, pour empêcher le démembrement de son bien après sa mort, limite à un ou à deux le nombre de ses enfants.

L'école de M. Le Play propose d'admettre en France la liberté testamentaire en faveur du chef de famille. Le père transmet son domaine au plus digne de ses enfants, à charge par lui de servir une rente à ses frères et sœurs. De cette façon, la famille souche, attachée à la terre, conserverait les traditions du père et assurerait la stabilité de la famille.

Cette conception, juste en théorie, se heurte au sentiment de l'égalité entre les enfants, si profondément enraciné que les parents n'usent que très peu de la faculté reconnue par la loi de disposer de la quotité disponible de leur fortune.

Concentration de la propriété. — Dans la Grande-Bretagne (31 millions d'hectares), la grande propriété domine et com-

menge à partir de 4.000 hectares (200 hectares en France).

Un peu plus de cinq mille personnes possèdent la moitié de l'Angleterre et du pays de Galles, de l'Irlande, de l'Écosse; l'une d'elles possède 490.000 hectares. Londres compte quatre grands propriétaires (ducs de Westminster, de Portland, de Bedford et Lord Portman). Le duc de Westminster possède 12.000 hectares dont 250 hectares dans Londres; son revenu annuel atteint presque quinze millions.

Les causes de cette situation particulière sont : la prise de possession par les grands propriétaires anglais des terres vagues (Common) en vertu de l'inclosure act; le maintien du régime de la grande propriété féodale ainsi que la survivance des privilèges d'aînesse, de masculinité et du système des substitutions fidéicommissaires.

Avantages de la petite propriété. — Au point de vue social, la petite propriété présente l'avantage de garantir le maintien de l'ordre dans l'État. L'individu qui a un bien à défendre ne se laisse pas entraîner par les discours des démagogues, respecte l'ordre de choses établi ainsi que les lois.

A la petite propriété correspondent la petite culture et le faire-valoir qui assurent la bonne exploitation des terres et la prospérité agricole du pays.

Le morcellement est un bien, mais le parcellement est un mal (source de lenteur et de frais pour l'exploitation, perte de terrain en clôtures ou chemins, procès entre voisins).

La concentration excessive de la propriété est dangereuse pour l'État. Les riches dont la fortune, souvent acquise sans travail, s'augmente chaque jour d'elle-même, sont séparés par un fossé infranchissable d'une classe innombrable de prolétaires déshérités vivant au jour le jour sans espoir de devenir jamais propriétaires. Les haines de classes peuvent être la cause de luttes et de conflits extrêmement graves.

Au point de vue économique, elle peut ruiner la population rurale. Le propriétaire foncier maître de vastes terrains les enlève à la culture, les transforme en pâturages ou en chasses et réduit ainsi à la misère des provinces entières.

En Écosse, d'immenses comtés, comportant des prairies fertiles et très étendues, sont ainsi perdus pour la culture et

consacrés aux plaisirs de quelques propriétaires chasseurs.

Jamais la petite propriété n'a causé la ruine d'un pays. Au contraire, l'importance exagérée de certaines grandes fortunes immobilières, funeste à l'Italie ancienne, a créé en Angleterre une crise sociale aiguë difficile à résoudre.

Aussi la tendance générale des gouvernements européens est-elle de favoriser par tous les moyens possibles la petite propriété, contrairement à ce qui avait lieu autrefois.

Lois agraires. — Les lois relatives au régime de la propriété foncière tendent à favoriser la petite propriété, à éviter les inconvénients du parcellement, ou au contraire à favoriser la concentration de la propriété foncière.

Lois favorables à la petite propriété. — On peut créer artificiellement la petite propriété rurale dans un but politique et dans l'intérêt même des grands propriétaires de domaines fonciers (Allemagne, 1886-1896).

Pour annexer un pays par une immigration de paysans (Pologne), une loi peut autoriser les grands propriétaires à concéder des terres aux paysans moyennant le paiement d'une rente perpétuelle (Rentengüter allemands, 1886).

Cette mesure peut avoir pour but de fournir facilement de la main-d'œuvre à bon compte aux grands propriétaires. On concède aux paysans une petite propriété rurale suffisante pour les fixer au sol et insuffisante pour leur permettre de vivre sans demander un complément de subsistance au travail salarié. Ce système échoue souvent, les grands propriétaires aimant mieux encaisser un capital que recevoir une rente en échange des terres qu'ils cèdent.

Il existe des banques spéciales qui paient immédiatement au propriétaire le prix de sa terre et qui en touchent ensuite le montant sous forme de rente du paysan. Ce sont les Rentenbanken allemandes (1891).

Le paysan acquitte la rente pendant 60 ans sous la même forme qu'un impôt. Pendant ce temps, il n'est pas propriétaire libre de sa terre qu'il ne peut ni aliéner ni hypothéquer; il peut même en être expulsé s'il l'exploite mal.

On peut aussi favoriser le développement de la petite pro-

priété en louant aux petits artisans ou à des ouvriers agricoles des lots de terre d'environ 40 ares (allotment et Small holding anglais, 1908); les grands propriétaires sont contraints à louer des terres aux communes ou aux paroisses qui les louent ensuite aux petits agriculteurs à un prix tel que la commune ne subisse aucune perte.

En Irlande, la question foncière est un problème politique et social de la plus haute importance (Home rule). La charte des tenanciers irlandais (Règle des trois F : Fair rent, Fixity of tenure, Free sale) date de la loi de 1881.

Le loyer équitable (Fair rent) est fixé pour 15 ans sauf recours aux tribunaux de districts et de comtés ou à une commission spéciale. Le fermier assuré de ne pas être congédié pendant 15 ans (fixity of tenure), sauf pour non-paiement du loyer, a le droit de céder son exploitation (Free sale) sans pouvoir en être empêché par le propriétaire; les différends sont également tranchés par les tribunaux locaux.

En vue de faciliter la transmission de la grande propriété foncière aux mains des tenanciers, on a étendu les pouvoirs de la commission agraire qui achète des terres aux grands propriétaires pour les revendre aux tenanciers ou sert d'intermédiaire entre les parties. La faculté d'expropriation des grands propriétaires qui refuseraient de vendre leurs terres à la commission agraire a été supprimée; ils conservent ainsi des terres suffisantes pour jouer un rôle éducatif vis-à-vis de la petite propriété rurale.

La législation américaine a prévu des dispositions très remarquables relatives au bien de famille insaisissable (homestead).

L'Homestead des terres publiques est constitué par des terres concédées par l'État (superficie maximum de 65 ares) inaliénables et insaisissables pendant cinq ans.

L'Homestead exemption, créée au Texas (1839), a été appliquée à tous les États de l'Union (sauf quatre).

En France, une loi a accordé sur la contribution foncière des propriétés non bâties un dégrèvement de vingt-cinq millions (1897), réservé aux petites cotes foncières; la remise est de un quart, moitié, trois quarts ou du tout, suivant que le montant de la cote est de 25, 20, 15 ou 10 francs.

Une loi facilite la construction des maisons ouvrières à bon marché en les dégrevant sous certaines conditions de l'impôt foncier et de l'impôt des portes et fenêtres pendant douze ans (1906); elle autorise des dérogations aux articles 815 et 832 du Code civil sur l'obligation du partage et la nécessité du morcellement; à cet effet, elle permet le maintien de l'indivision pendant cinq ans et même plus au profit du conjoint survivant ou des enfants et autorise le conjoint et les héritiers à prendre la maison sur estimation.

Cette double faveur étendue aux jardins ou aux champs de moins d'un hectare (1908), a facilité le fonctionnement de sociétés de crédit immobilier locales ou régionales qui consentent des prêts hypothécaires individuels destinés à l'acquisition ou à la construction de maisons à bon marché bien établies. L'État peut consentir des prêts à ces sociétés, au taux de 2 0/0, jusqu'à un maximum de 100.000 francs.

Une loi complétant la précédente facilite l'acquisition, l'aménagement, la transformation et la reconstitution des petites exploitations rurales (1910). Elle autorise les sociétés de crédit agricole à consentir des prêts individuels à long terme (maximum 8.000 francs pour 15 ans) garantis par hypothèque ou par un contrat d'assurance sur la vie.

Une loi de 1909 a créé le bien de famille insaisissable : maison avec ou sans terres attenantes ou voisines, occupées et exploitées par la famille et frappées d'insaisissabilité.

La constitution du bien de famille (maximum 8.000 francs) résulte d'une déclaration faite par le propriétaire devant un notaire, d'une donation ou d'un testament.

L'acte, affiché pendant deux mois, afin de permettre les oppositions des créanciers, est soumis à l'homologation du juge de paix puis transcrit au bureau du conservateur des hypothèques.

Le bien de famille insaisissable n'est susceptible d'hypothèque dans aucun cas, même lors d'une faillite. Ses fruits ne peuvent être saisis que pour certaines créances spéciales (amendes, pension alimentaire, impôts).

Le propriétaire peut aliéner le bien de famille et renoncer à sa constitution, sous réserve de l'autorisation de sa femme et du conseil de famille s'il y a des mineurs.

Le bien de famille conserve la propriété rurale et ménage un abri à la famille dans l'adversité ainsi qu'un instrument de travail pour l'agriculteur, mais il enlève tout crédit à ce dernier quand il place sous ce régime sa terre et sa maison ; au point de vue moral, il soustrait l'actif du débiteur à l'action des créanciers.

Moyens d'éviter le morcellement. — On peut au contraire chercher à éviter le morcellement trop grand par des mesures législatives. En faisant inscrire son immeuble sur le livre foncier, le propriétaire peut en assurer la transmission à celui de ses fils qu'il désigne et qui prend la terre, à charge d'indemniser ses frères en espèces. Malheureusement, le fils obligé d'emprunter pour payer cette indemnité et de s'endetter, s'expose à être exproprié au cas où il ne pourrait pas rembourser le prêt (Anerbenrecht allemand).

En Allemagne et en Autriche, on a employé contre le parcelllement le système du remembrement. La majorité des propriétaires d'une commune, possédant au moins la moitié du sol, contraint la minorité à un nouveau partage des terres pour que chacun possède un domaine d'un seul tenant. De même en France, une loi de 1865 a autorisé les associations syndicales à procéder à des « abornements généraux ».

Lois favorables à la grande propriété. — En Angleterre, où existe la pratique des substitutions (Settlements), un propriétaire rend son bien aliénable en créant au profit de son fils un droit de propriété éventuel sur sa terre et en ne conservant pour lui qu'une propriété viagère ; à la majorité du fils, le père obtient de lui qu'il constitue à son tour sur cette terre un droit éventuel au profit de ses propres enfants ; le bien est ainsi immobilisé pour la durée de trois générations, et la substitution est rendue perpétuelle par le renouvellement de la convention à chaque génération.

En Allemagne et en Autriche des fideicommiss assurent la transmission des biens nobles, de génération en génération, en faveur de l'aîné de la famille.

En France, les substitutions sont interdites par le Code civil sauf dans le rapport des ascendants et des descendants

(quotité disponible), des frères et sœurs et de leurs enfants ; d'ailleurs, même dans ce dernier cas, la substitution ne restaure ni le droit d'aînesse ni le privilège de masculinité.

Critique de la propriété individuelle. — Doctrines socialistes. — Le droit de propriété a été vivement attaqué et sa négation sert de base aux théories socialistes.

Trois systèmes tendent surtout à l'exclure ; le communisme, le collectivisme et le socialisme agraire.

Communisme. — La doctrine communiste préconise le retour à la communauté agraire primitive ; chaque individu, possesseur d'une parcelle de terre, peut pourvoir à sa subsistance et à celle des siens (à chacun suivant ses besoins).

On distingue le communisme autoritaire (Platon, Campanella) dans lequel la distribution des choses nécessaires à l'existence est réglée par l'autorité de l'État. Dans le communisme libertaire ou libéral (Stirner, Kropotkine) toute contrainte est supprimée, la société étant organisée en vue d'assurer à l'individu l'égalité et la liberté complètes.

Les partisans de cette doctrine prétendent que l'appropriation exclusive d'un objet par un homme, est un acte de spoliation à l'égard de ses semblables. Tout ce qui existe dans la nature a été créé pour l'humanité tout entière et nul n'a le droit de s'emparer d'un objet quelconque.

Le droit des propriétaires actuels a une origine illégitime car le partage des terres entre les familles, à la suite de la conquête, n'a pas été équitable ; par ruse ou par violence certains individus ont obtenu une part supérieure à celle des autres.

L'inégalité choquante des conditions sociales qu'engendre la propriété individuelle démontre son iniquité.

La communauté des biens supprime le prolétariat ; chacun possède une parcelle de terre pour lui et pour sa famille.

Au contraire, avec la propriété individuelle les uns ont du superflu et d'autres manquent du strict nécessaire.

Collectivisme. — Le collectivisme admet la propriété des produits ; mais il rejette celle du sol et de tous les instru-

ments de travail. Afin de se concilier les petits cultivateurs, qui forment dans beaucoup de pays une fraction très importante du corps électoral, les collectivistes ont admis un correctif à leur doctrine. La reprise des capitaux par l'État porterait uniquement sur les biens des capitalistes ; les travailleurs soumis au régime de la propriété individuelle, conserveraient leurs capitaux ; donc, la grande propriété foncière serait reprise par l'État tandis que la petite propriété (propriété paysanne) ne changerait pas de maître.

L'homme qui a labouré et ensemencé la terre est légitime propriétaire de la récolte que son travail a produite, mais il est injuste qu'il puisse s'approprier le fonds productif lui-même (terres, mines) qui n'est pas le résultat de son travail ; c'est l'œuvre de la nature et la jouissance doit en rester accessible à tous (à chacun suivant ses œuvres).

Dans les temps primitifs, la terre est la propriété collective de la tribu parce que l'action combinée ou collective de tous ses membres est nécessaire pour la mettre en œuvre et pour la défendre contre les tribus rivales. La propriété individuelle se forme ensuite, lorsque l'agriculture et l'industrie s'étant développées, l'homme travaille isolément et individuellement à l'aide de machines rudimentaires.

Aujourd'hui, l'emploi des machines et de la vapeur, rend nécessaire la division du travail ; le travail cesse d'être individuel et redevient collectif. Dans toutes les branches de l'industrie, des collectivités ouvrières ont remplacé l'ancien artisan travaillant à domicile avec des métiers à bras.

Le travail étant redevenu collectif, la propriété doit logiquement, comme aux temps primitifs, redevenir collective au moins en ce qui concerne les instruments de travail.

Socialisme agraire. — Cette forme particulière du socialisme, développée en Angleterre et aux Etats-Unis (Henry George, *Progrès et Pauvreté*), vise seulement la propriété du sol. La propriété mobilière est légitime parce qu'elle provient plutôt du travail humain que de la matière. Au contraire, la terre, fournie gratuitement par la nature, n'est pas le produit d'un travail et forme le patrimoine commun de tous les hommes, au même titre que l'air et la lumière. Il est

injuste que la rente du sol, résultant de la hausse nécessaire du prix des denrées avec le développement de la population, soit accaparée par le propriétaire. Cette doctrine aboutit au système de la nationalisation du sol.

Il est facile de répondre aux arguments invoqués par les socialistes contre le droit de propriété individuelle.

Si nul ne peut prétendre à un droit exclusif sur un objet quelconque, parce que tout ce qui existe est l'œuvre spontanée de la nature, il faut rejeter la notion de patrie en même temps que celle de la propriété individuelle. Un peuple n'est pas fondé à invoquer légitimement un droit de possession exclusif sur un territoire déterminé, puisque les autres peuples, qui font également partie de l'humanité, peuvent en cette qualité réclamer leur part du même terrain.

On ne peut contester sérieusement la légitimité des titres des propriétaires actuels, parce que les premiers occupants ont pu commettre des actes de fraude ou de violence pour s'emparer des terres qu'ils détiennent. En effet, la prescription a couvert les vices qui ont pu entacher la prise de possession des premiers occupants. Ensuite, les détenteurs actuels ont, la plupart du temps, acquis à titre onéreux, par vente ou par échange, les parcelles de terrain formant leur patrimoine ; on ne peut donc leur reprocher de s'être enrichis gratuitement au détriment de leurs semblables.

L'objection tirée des inégalités flagrantes que produit la propriété individuelle est difficile à réfuter, car on ne peut nier qu'elle crée des situations sociales trop différentes : d'un côté opulence ou aisance, de l'autre misère et faim.

Cependant cette inégalité est rendue nécessaire par la nature même de l'homme. Il est impossible de faire disparaître les inégalités morales et intellectuelles, et on ne peut non plus espérer obtenir le nivellement de la situation matérielle des individus qui composent la société.

Les collectivistes font entre les capitaux et les produits une distinction basée sur une confusion. Le capital étant, comme toute richesse, le résultat du travail agissant de concert avec la nature et les capitaux préexistants, on ne comprend pas que l'on puisse faire une différence, au point de vue de la propriété, entre le capital et les autres richesses.

D'ailleurs, le jour où l'individu se sentirait menacé d'être exproprié dans l'intérêt collectif du capital qu'il aurait formé, conservé ou accru par son épargne, il cesserait de travailler avec énergie, l'intérêt personnel ne le poussant plus à produire; la source des richesses se trouverait tarie à jamais.

Justification de la propriété individuelle. — Droit naturel. — La propriété est un droit naturel sans l'exercice duquel l'homme ne pourrait pas vivre et ne serait pas libre.

L'homme ayant des besoins à satisfaire (nourriture, logement), il faut lui reconnaître la propriété des objets d'alimentation qu'il consomme et du sol sur lequel il habite.

L'homme ayant des facultés intellectuelles et physiques, doit pouvoir les exercer grâce à la possession d'objets matériels, sans lesquels il ne pourrait pas en tirer parti.

Cette justification, difficile à accepter, conduirait à admettre que tous les hommes devraient être propriétaires des objets de consommation dont ils ont besoin : c'est le communisme (à chacun suivant ses besoins). Cette théorie serait également la confirmation du collectivisme, tous les hommes devant être propriétaires de leurs instruments de travail.

Théorie du travail. — On peut fonder la propriété sur le travail (appropriation, culture, aménagement de la terre, transformation pour les objets manufacturés).

Lorsque l'homme primitif a utilisé les loisirs de la chasse pour construire un filet, un carquois et des flèches, ces engins, faits du travail de ses mains, et constituant son premier capital, lui appartiennent en propre. La terre défrichée aménagée pour y poser sa tente et y élever sa demeure, ainsi que les récoltes, seront sa propriété légitime comme étant le résultat de son travail (occupation du sol, défrichement, aménagement, labour et ensemencement de la terre).

Plus tard, les besoins de l'individu se multiplient; l'homme ne pouvant plus produire par lui-même ce qui lui est nécessaire, se le procure en l'acquérant de ses semblables par l'échange de ce qu'il aura lui-même produit au delà de ses besoins immédiats. Il en devient légitime propriétaire et

transmet légitimement à autrui par échange, vente, donation ou autrement, son droit sur les choses qu'il aura produites par son travail. On peut objecter à cela que beaucoup de propriétés n'ont pas pour origine le travail, mais bien la spéculation, le hasard ou la guerre.

Si le travail était la seule base de la propriété, il faudrait distinguer les propriétés légitimes des propriétés illégitimes suivant qu'elles auraient eu pour origine le travail ou toute autre cause. Les collectivistes font remarquer que si le travail était la seule justification de la propriété, les ouvriers devraient recevoir une rémunération suffisante pour leur permettre de racheter les produits qu'ils ont fabriqués. Or, leur salaire leur permet tout juste de vivre.

Au point de vue immobilier, si le travail peut justifier l'appropriation du produit par celui qui a cultivé la terre, il ne peut servir à légitimer la propriété du sol lui-même qui est l'œuvre exclusive de la nature. On peut dire que le travail des propriétaires successifs qui ont donné à la terre son utilité véritable par occupation, par défrichement, et par mise en valeur, est de nature à servir de base suffisante à la propriété sur le sol. Mais ce mode de raisonnement ne s'applique pas aux terrains à bâtir dans les villes dont l'utilité est étrangère à la personne du propriétaire et résulte de causes sociales (augmentation de population donnant de l'importance à une ville et de la valeur à son emplacement).

Théorie de la loi. — D'après plusieurs jurisconsultes, la propriété est un fait social, consacré par la loi.

Cette consécration aurait fait l'objet d'un contrat solennel entre les hommes, au moment où, abandonnant l'état de nature, ils fondèrent la société (J.-J. Rousseau). Ils se seraient engagés mutuellement à se garantir tout ce qu'ils possédaient individuellement. Le fait s'est ainsi transformé en droit.

D'autres auteurs (Grotius, Montesquieu, Bentham) considèrent la propriété comme ayant été fondée par la volonté unanime de tous les individus, non à la suite d'un contrat solennel, mais à la suite d'une lente évolution qui a transformé la communauté primitive où l'homme vivait indépendant, en une société organisée où l'homme a été soumis à

des lois. La volonté du législateur servirait donc en tous cas de fondement à la propriété individuelle.

Dans cette théorie dangereuse, la base de la propriété est fragile car, tirant son existence de la volonté du législateur elle peut disparaître par l'effet d'une loi contraire.

Théorie de l'occupation. — L'homme, à l'état primitif, a pu s'emparer légitimement des terres incultes non encore occupées, sans léser aucun droit ; si le droit du premier occupant a été légitime, du même coup se trouve justifiée la situation des possesseurs actuels qui en sont comme les successeurs plus ou moins immédiats. Or, l'occupation est un fait ; en s'appuyant sur elle pour légitimer la propriété, on semble dire que la propriété doit être reconnue comme droit parce qu'elle existe comme fait, justification tout à fait insuffisante. De plus, l'occupation de la terre ayant toujours eu au début un caractère collectif et non individuel, on pourrait peut être légitimer la propriété collective en prenant l'occupation pour base, mais non la propriété individuelle.

Justification économique. — La propriété individuelle, étant un phénomène économique s'est imposée comme la plus conforme aux besoins de la société moderne. On doit la considérer comme légitime parce qu'elle est la condition indispensable d'existence des sociétés civilisées tant au point de vue économique qu'au point de vue politique.

Au point de vue économique, la propriété individuelle, condition indispensable du progrès, crée entre la terre et l'homme des liens puissants qui le poussent à appliquer son travail et ses capitaux à la culture et à l'amélioration de la terre. L'augmentation de la population et la demande croissante de subsistance rendant nécessaires les procédés de la culture intensive, imposent cette forme de la propriété. Pour faire des dépenses nécessaires d'engrais, de drainage, d'irrigation, etc., le propriétaire doit être certain de récupérer tous ces frais par une jouissance et par une possession indéfinies de la terre. Même une possession de 99 ans ne produit pas une sécurité et une confiance suffisantes chez le possesseur, car, à mesure que l'on se rapproche du terme,

il évite de faire les dépenses d'amélioration nécessaires pour conserver à la terre sa fertilité primitive.

Lorsque le sol est loué à un fermier, le propriétaire, représentant les intérêts permanents de la terre, veille à ce que le fermier n'épuise pas le sol, et fasse les réparations et les grosses dépenses indispensables. Si la propriété individuelle n'existait pas, l'homme ne travaillerait pas et n'épargnerait pas, comme il le fait, dans le but de conserver sa propriété et de l'augmenter dans la mesure de ses moyens. Si ce mobile disparaissait, l'humanité s'appauvrirait rapidement.

Au point de vue politique, la propriété individuelle garantit l'indépendance individuelle et la liberté politique. Avec la copropriété familiale, l'individu est sous la tutelle de la famille ; avec la propriété féodale et le droit de domaine directement reconnu à l'État, il est à la merci du seigneur ou du gouvernement. La propriété individuelle lui assure une indépendance complète comme individu et comme citoyen. La Révolution française a donné aux citoyens la liberté politique et a dégagé la propriété privée de ses entraves.

Droit de tester. — **Succession « ab intestat ».** Le droit de tester découle directement du droit de propriété.

Le propriétaire, ayant un droit absolu sur son bien, peut l'échanger contre un autre ou le céder sans rien recevoir comme équivalent, à titre de donation entre vifs. Or, s'il peut le donner actuellement et irrévocablement, il peut le faire à sa mort, même sous la condition que le donataire lui survivra, ou sous la réserve d'en conserver la possession et la jouissance jusqu'à sa mort. Il a donc aussi le droit de faire un testament, c'est-à-dire de disposer de sa fortune pour l'époque où il ne sera plus, de révoquer ou de modifier les clauses de cet acte jusqu'aux derniers moments de sa vie.

Quand le testateur choisit mal son héritier, et laisse sa fortune à un indigne qui gaspille les biens transmis au lieu de les conserver et de les accroître par le travail et par l'épargne, il ne viole le droit de personne et ne commet aucune spoliation. Il peut transmettre ses biens à un héritier de son choix, puisqu'il avait le droit de les détruire.

La succession *ab intestat* est un testament fait par la loi

elle-même, suivant l'intention présumée du *de cujus* lorsqu'une mort prématurée l'a empêché de le faire lui-même.

Si l'hérédité était supprimée, à la mort d'une personne ses biens reviendraient à l'État pour être répartis entre tous les membres de la nation et la force productive du pays se trouverait atteinte dans sa source. L'homme ne travaille pas seulement pour lui, mais surtout en vue de l'avenir, afin de laisser aux siens une aisance suffisante pour vivre après sa mort. Le jour où ce mobile disparaîtrait, l'homme, travaillant tout juste assez pour subvenir à ses besoins personnels, se reposerait quand il aurait amassé une somme suffisante de richesses pour vivre à l'abri des privations jusqu'à la fin de ses jours sans se préoccuper des siens.

Conventions. — Liberté des conventions, libre concurrence. — Le problème de la répartition ne se pose pas dans le régime de l'industrie patriarcale, où chaque groupe produit isolément pour la satisfaction des besoins de ses membres. Lorsque la production est terminée, les produits fabriqués sont attribués en nature, par le chef, aux différents membres du groupement familial. La répartition et la production ont donc lieu par voie d'autorité.

Il n'y a pas non plus répartition dans le cas du producteur autonome. Tous les facteurs qui concourent à la production se trouvent alors réunis entre les mêmes mains, et celui qui a obtenu le produit en est le légitime propriétaire.

Régime capitaliste. — Sous le régime capitaliste, la production est le résultat d'une association entre plusieurs personnes qui fournissent la terre (propriétaire foncier) le capital (capitaliste, banquier) et le travail (l'ouvrier).

L'entrepreneur sert de trait d'union entre le capital et le travail, exerce la direction et encourt les risques de la production dont il a l'initiative. Les parties, par des accords formels, déterminent le montant de la rémunération qui doit revenir à chacune d'elles. Dans cette détermination, elles ne sont pas maîtresses de leur volonté et sont soumises à des lois générales impératives (concurrence).

Une rémunération spéciale, ayant ses caractères propres

et soumise à des règles particulières, revient à chaque copartageant ; propriétaire foncier (fermage, loyer, rente de la terre) ; capitaliste (intérêt), entrepreneur (profit) ; ouvrier (salaire). En seconde ligne, figurent comme copartageants : l'État, les rentiers, les fonctionnaires et les assistés.

Part du propriétaire foncier : fermage, loyer. — Le fermage et le loyer représentent la part du propriétaire foncier dans la distribution de la richesse. Un entrepreneur agricole ou fermier paie une redevance au propriétaire en échange du droit de cultiver sa terre et d'en recueillir les fruits.

Le propriétaire et le fermier s'entendent librement pour fixer le montant du fermage, plus ou moins élevé, comme le prix de toute richesse, suivant son utilité et sa rareté.

Son utilité est la fertilité plus ou moins grande de la terre, le profit plus ou moins considérable que l'entrepreneur agricole espère en tirer. Le fermage sera élevé s'il y a moins de terres offertes en location par les propriétaires que d'entrepreneurs agricoles demandant à les louer (rareté) ; le fermage sera minime s'il y a moins d'entrepreneurs agricoles que de terres disponibles. C'est une application automatique de la loi de l'offre et de la demande.

Le taux des fermages, en hausse vers 1879, a baissé partout depuis cette époque (11 0/0 en France, 15 0/0 en Angleterre, pays libre-échangiste).

La valeur de la propriété non bâtie a haussé vers le milieu du siècle dernier, mais, depuis une vingtaine d'années, il s'est produit un mouvement de baisse accentué.

De même, un locataire paie un loyer au propriétaire d'un immeuble pour avoir le droit de l'habiter.

Le propriétaire et le locataire s'entendent librement pour fixer le loyer, dont la valeur se détermine, comme celle de toute richesse, d'après l'utilité et la rareté de l'immeuble.

L'utilité est représentée ici par l'emplacement de l'immeuble, le luxe, le confort ou la simplicité de l'installation, l'étage et le nombre de pièces de l'appartement. L'emploi des ascenseurs a diminué l'influence de l'étage.

La rareté est représentée par le nombre de locaux offerts

en location, proportionnellement à la population visée.

En général, les loyers s'élèvent dans les villes par suite de l'augmentation de la population ; dans certaines localités, les loyers baissent parce que la ville est en décadence, ou parce qu'on y a construit trop d'immeubles en peu de temps. Dans les très grandes villes, comme Paris, il y a des quartiers où les loyers ont augmenté pendant qu'ils diminuaient sur d'autres points. Les loyers augmentent en général dans les quartiers ouest et diminuent à l'est.

L'augmentation générale des loyers et la baisse du taux de l'intérêt ont entraîné une hausse de la valeur vénale de la propriété bâtie. Les capitalistes préfèrent le placement en immeubles, plus avantageux que l'achat d'obligations, d'actions ou de rentes sur l'État. Depuis quelques années, un mouvement de recul paraît se dessiner et les transactions sur les immeubles sont plus lourdes à cause des attaques dont le capital est l'objet et des taxes établies sur le capital immobilier dans les très grandes villes (Lyon, Paris).

Rente du sol. — La rente du sol est la partie du revenu foncier qui ne rémunère ni travail ni capital mais qui tient à la situation privilégiée d'une terre (fertilité exceptionnelle, richesse du sous-sol, emplacement favorable à la construction, causes sociales, augmentation de la population).

La rente peut donc s'appliquer à un champ, à une mine, à des terrains à bâtir ou même à des propriétés bâties.

Supposons qu'un hectare de terre produise 10 quintaux de blé coûtant 20 francs à produire. Une autre terre, à l'étranger, produit 30 quintaux de blé coûtant chacun 10 francs de frais essentiels et 10 francs de transports et de douanes pour être amenés sur le marché français. Enfin, une troisième terre produit également 30 quintaux à l'hectare coûtant chacun 10 francs de frais de production. Si le blé se vend sur le marché français à raison de 20 francs le quintal, la troisième terre a un bénéfice de monopole égal à 10 francs ; sa rente sera de 50 0/0. Les deux autres terres au contraire ne rapporteront pas de rente.

De même, pour les terrains à bâtir. A Paris, en 1862, le quartier de la Plaine Monceau qui a une superficie de 121 hec-

tares comprenait 450 propriétés bâties dont la valeur locative totale était de 1.500.000 francs. En 1900, le nombre des propriétés bâties était de 3.500 représentant une valeur locative totale de 19 millions de francs. Les terrains, achetés à des prix très faibles (10 francs le mètre carré), sont vendus couramment aujourd'hui, 400, 500 francs et même davantage ; ils donnent donc une rente à leur propriétaire.

Cause de la rente. — La rente est un don de fortune, une chance heureuse qui assure au propriétaire foncier une situation privilégiée. Elle a des causes naturelles (fertilité du sol, richesse du sous-sol, emplacement), et des causes sociales telles que l'augmentation de la population qui exige la mise en culture de terres de moins en moins fertiles, et qui nécessite la construction de nouveaux immeubles dans les villes, la création de voies de communication, etc.

Loi de la rente (Ricardo). — Cette loi célèbre a été formulée pour la première fois par l'économiste écossais Anderson, mais Ricardo lui a donné tout son développement (« unearned increment » c'est-à-dire plus-value non gagnée).

Lorsqu'on vend sur un même marché des produits identiques, le prix tend vers le coût de production le plus élevé.

Cette théorie se rattache à la loi du rendement non proportionnel en agriculture (Ricardo) d'après laquelle, lorsqu'on veut faire produire à une terre un rendement supérieur à son rendement normal, le résultat qu'on obtient est moins que proportionnel au capital et au travail supplémentaires dépensés ; donc, lorsque les besoins de la consommation l'exigent, l'homme a plus d'avantage à mettre en valeur de nouvelles terres, moins bonnes, plutôt qu'à essayer de faire produire beaucoup plus aux terres déjà exploitées.

Si trois négociants différents offrent en Bourse des blés dont les coûts de production sont 16, 18, et 20 francs l'hectolitre, le prix de l'hectolitre se fixera à 20 francs, d'après le coût de production le plus élevé : le premier gagnera 4 francs par hectolitre, le second 2 francs de plus que le troisième.

Au début, les hommes ont mis en culture les meilleures terres qui existaient en abondance et dont l'exploitation ne

pouvait donner un profit supérieur au coût de production, soit, par exemple, 10 francs par hectolitre de blé.

La population s'accroissant ainsi que la demande de produits, il a fallu cultiver des terres moins fertiles ou plus éloignées, pour lesquelles le coût de production était plus élevé (15 francs par hectolitre). Le prix du produit se fixe d'après le coût de production maximum ; ce prix qui correspondra exactement, pour les terres les moins fertiles, à la rémunération du capital et du travail, laissera donc un excédent pour les terres de la première classe qui jusqu'alors ne rapportaient aucune rente, soit 5 francs par hectolitre.

La population se développant de plus en plus, on est obligé d'exploiter des terres de moins en moins fertiles ou de plus en plus éloignées, dont le coût de production s'élève constamment, soit à 20 francs par hectolitre ; comme le prix se règle toujours d'après le coût de production maximum, les terres qui étaient précédemment de la dernière catégorie montent d'une classe et rapportent une rente ; celles des classes supérieures voient leurs rentes constamment augmenter. C'est ce que Ricardo exprimait en disant (*Principes de l'Économie politique*) : « A chaque accroissement de population qui force un peuple à cultiver des terrains d'une qualité inférieure pour en tirer des subsistances, le loyer des terrains supérieurs haussera ». En résumé, pour qu'une terre fournisse une rente à son propriétaire, il suffit qu'elle ne soit pas la moins productive de celles qu'on est obligé de cultiver pour nourrir la population existante.

Or, le développement constant de la population faisant augmenter la demande de subsistances d'une façon continue, on est dans la nécessité de forcer la production des terres déjà exploitées ou d'étendre l'exploitation à des terres moins productives ou plus éloignées. Il en résulte une élévation de frais amenant une hausse de prix des denrées agricoles, au détriment des capitalistes et du travailleur.

Bastiat (France), Carey (Amérique), ont combattu la théorie de Ricardo qui établit entre les terres d'une même région, d'après leur fertilité plus ou moins grande, une classification théorique ne correspondant à rien de réel.

Dans une région déterminée, le sol présente à peu près

partout les mêmes qualités et, dans le cas contraire, les engrais ou les méthodes de culture perfectionnées rétablissent l'équilibre. Ricardo suppose la fertilité du sol immuable, alors qu'elle est essentiellement variable et changeante. Une terre, après avoir beaucoup produit, est épuisée et donne à peine au propriétaire de quoi rémunérer ses frais de culture (Sicile, Tunisie), une autre terre, mauvaise tout d'abord, peut devenir très productive par suite d'une invention nouvelle ou d'un changement de culture.

Carey a montré que l'ordre de succession dans les cultures de Ricardo était faux en réalité. En Europe, comme en Amérique (Far-West) les terres sèches et légères des plateaux, plus faciles à cultiver, mais moins productives, ont été exploitées en premier lieu. Lorsque les capitaux et la main-d'œuvre sont devenus plus abondants, les mêmes colons, descendus dans les vallées, ont entrepris le défrichement des terres d'alluvions couvertes d'épaisses forêts, très productives mais difficiles à aménager et à cultiver.

Il est inexact de déterminer le prix d'un produit d'après le coût de production des terres les moins fertiles. Cet élément entre dans la détermination du prix d'une marchandise ; mais le producteur n'est pas libre de fixer le prix des choses à sa convenance en raison de la concurrence des autres producteurs. Le prix se fixe d'après l'offre et la demande.

Plus les marchandises abondent, la demande restant stationnaire, moins le produit se vend cher.

La concurrence faite aux produits d'Europe par les produits agricoles des pays neufs a amené une baisse de prix de ces denrées. On redoute aujourd'hui le bon marché de ces produits du sol plutôt que leur cherté.

La mise en culture des terres les moins fertiles diminue le revenu des terres anciennement cultivées au lieu de l'augmenter ; les marchandises augmentant, le prix s'avilit et le propriétaire foncier retire à peine aujourd'hui 2 à 2 1/2 0/0 du capital placé dans le sol même le plus fertile.

La crainte que toutes les terres soient accaparées par un petit nombre de propriétaires est chimérique. Il y a encore beaucoup de terres non occupées, en Amérique, en Afrique,

en Australie et ailleurs; il est donc bien difficile de prévoir le moment où elles seront toutes mises en valeur.

Malgré les critiques précédentes, il y a lieu de retenir de la théorie Ricardo les deux points suivants qui sont exacts :

La propriété foncière tend à augmenter de valeur, dans son ensemble, avec le temps. Cette augmentation, qui se manifeste d'une façon rapide dans les pays neufs, se produit d'une manière moins apparente dans ceux où la civilisation est ancienne. Cette plus-value constante, due à des causes indépendantes du propriétaire, est la résultante de causes sociales (développement de la population).

On doit remarquer également que les chances heureuses qui procurent une rente au propriétaire sont compensées par des risques. Souvent le propriétaire subit le phénomène de la contre-rente, c'est-à-dire des pertes résultant de la baisse du prix de son terrain; il est donc équitable qu'il profite de la hausse quand elle se produit. Une terre très fertile, qui avait donné pendant longtemps un produit considérable, peut ne plus rapporter de rente, parce qu'elle est épuisée, ou parce qu'une maladie (phylloxera, oïdium, etc.), a détruit les plants et rendu la culture très coûteuse. Les terrains à bâtir peuvent perdre de leur valeur par suite d'un changement dans le mouvement de la population d'une ville. Dans certains quartiers, les loyers peuvent baisser.

La rente ne profite réellement qu'à celui qui est propriétaire au moment où des circonstances heureuses se réalisent.

Ceux qui viennent après n'en retirent aucun profit personnel, puisqu'ils ont acquis la terre à un prix plus élevé en raison de sa plus-value.

La rente n'est pas spéciale aux terres cultivées, aux terrains à bâtir ou aux mines, c'est un phénomène qui se rencontre dans l'industrie, quand un fabricant se trouvant dans une situation favorable produit à moins de frais que ses concurrents.

D'après M. Marshall, la rente existe aussi pour les consommateurs. Étant donnés sur un marché divers acheteurs décidés à consentir des sacrifices différents pour se procurer un objet, le prix sera fixé par ceux qui seront prêts

au moindre sacrifice. Ceux qui étaient disposés à faire un sacrifice supérieur au prix fixé, réaliseront un bénéfice pour l'excédent. Cette rente des consommateurs tend à s'élever avec la civilisation par l'augmentation constante du nombre des consommateurs prêts au moindre sacrifice.

Nationalisation du sol. — Ricardo n'étant pas socialiste n'a pas formulé sa théorie pour combattre la propriété foncière. Il écrivait à la fin du xvii^e siècle où dominaient deux faits : l'augmentation de la population et la valeur de la terre. Il combattait les *corn laws* dont la population anglaise souffrait, car elles causaient un renchérissement du blé au profit des propriétaires. Il cherchait à démontrer que, grâce à la rente du sol, ils étaient déjà en possession d'un avantage suffisant sans avoir encore besoin d'être protégés par des tarifs douaniers exagérés.

Cependant, les socialistes se sont emparés de la théorie de Ricardo pour battre en brèche le droit de propriété.

Ils considèrent comme injuste de laisser au propriétaire cette plus-value imméritée (*unearned increment*); d'après leur théorie, il serait équitable de restituer à la société cette portion de la plus-value de la terre due à des causes sociales indépendantes du travail du propriétaire; ils proposent dans ce but l'adoption de la nationalisation du sol.

D'après l'auteur socialiste américain Henry George, la terre devrait être frappée d'un impôt progressif; la rente enlevée au propriétaire serait attribuée à l'État au fur et à mesure qu'elle apparaît. Cet impôt rapporterait suffisamment pour permettre la suppression de toutes les autres contributions; notamment des droits sur les objets de consommation et réaliseraient la taxe unique (*single tax*).

La théorie d'H. George a exercé une très grande influence (Angleterre, Australie, Nouvelle-Zélande). En Allemagne, les terrains à bâtir ont été fortement imposés.

On objecte qu'il est difficile de distinguer, dans le revenu de la terre, la rente proprement dite du produit du travail ou du capital accumulé par les propriétaires antérieurs.

D'autre part, à côté de la rente, existe la contre-rente. Si l'État confisque la rente du sol sous forme d'impôt, il

doit indemniser le propriétaire victime de la contre-rente.

Le propriétaire ne profite pas toujours personnellement de la rente du sol, notamment lorsque la rente s'était produite avant qu'il eût acquis l'immeuble ; le prix d'acquisition a été alors majoré de toute la valeur de la rente. Il faudrait introduire dans l'établissement de l'impôt des distinctions pour éviter qu'il frappe à tort un propriétaire que la rente n'a pas enrichi, ce qui est impossible dans la pratique.

L'application de la théorie de H. George diminuerait considérablement l'intérêt que présente le droit de propriété ainsi que l'intensité du travail et de l'esprit d'épargne, ce dont la société entière serait la première à souffrir.

Un système radical, mais irréalisable, consisterait à attribuer la propriété de toutes les terres à l'État qui les concéderait aux particuliers par des baux de très longue durée (99 ans) analogues aux actes de concession des grandes entreprises (exploitation de lignes ferrées, de ports, de canaux).

Cette théorie est d'une réalisation impossible ; à moins de les exproprier par la violence, l'État ne pourrait indemniser les propriétaires actuels des terrains qu'il leur enlèverait ; la propriété foncière en France étant évaluée à plus de 100 milliards, il faudrait que l'État empruntât cette somme. En admettant même que cet impôt fût possible, il ne pourrait le rembourser sans écraser le contribuable d'impôts exorbitants et sans s'exposer à la banqueroute.

Part de l'État dans la répartition des richesses. — Impôts. — Nous ne consacrerons pas de très longs développements à ces questions financières, car il faudrait disposer, pour les traiter complètement, d'un nombre de pages considérable. On trouvera tous les détails désirables à ce sujet dans le *Traité de la Science des Finances* de M. Leroy-Beaulieu. L'État chargé de l'administration générale des affaires publiques intervient comme copartageant dans la répartition des richesses, afin de se procurer les fonds nécessaires au fonctionnement de ses services. Sa part, représentée par l'impôt, atteint dans les grands États un nombre considérable de milliards (France : 5).

Le budget de l'Angleterre pour 1912-1913 s'élevait à

4.767.250.000 francs en augmentation de 93.702.750 sur l'exercice précédent.

Le budget 1913-1914 de ce pays atteindra sans doute cinq milliards dont 1.469.302.250 pour la marine et 712.555.000 pour la guerre.

Les budgets de certains pays, comme l'Allemagne et la Russie, atteignent des sommes très élevées à cause des dépenses militaires dues au régime de la paix armée et parce qu'on y trouve incorporées les recettes et les dépenses considérables des réseaux de chemins de fer d'État.

Définition. — Principe et nature de l'impôt. — L'impôt est la part contributive que chacun doit verser au Trésor public pour permettre à l'État de payer les dépenses correspondant aux services généraux, à la liquidation du passé et à la préparation de l'avenir. Quand l'État retire de ses domaines d'importants revenus, la part qu'il doit demander à l'impôt est moindre, le citoyen est alors moins lourdement chargé et l'État n'est pas exposé à devoir recourir à l'emprunt pour combler les insuffisances budgétaires. L'État étant chargé de gérer la chose publique, il est naturel que l'on mette à sa disposition les sommes nécessaires à cet effet. Mais un gouvernement sage doit proportionner ses dépenses aux recettes qu'il est équitable de tirer de l'impôt, sans demander aux citoyens des sacrifices hors de proportion avec leurs ressources. On peut dire que dans beaucoup de pays les impôts sont exagérés parce que les Parlements se laissent entraîner à des dépenses beaucoup trop considérables : d'autre part, l'administration de l'État est rarement bonne ménagère des deniers publics ; il y a beaucoup d'argent gâché en dépenses inutiles : l'État paye en général trop et trop cher.

L'augmentation continuelle des impôts est une cause de mécontentement pour les populations qui finissent par s'exaspérer en voyant l'État sans cesse à la recherche de nouvelles matières imposables.

Matière imposable : effets généraux de l'impôt. — L'impôt étant une quote-part que chacun doit payer sur son revenu

net, et non sur son capital, le montant de l'impôt devrait correspondre aux dépenses absolument nécessaires pour la bonne gestion des affaires de l'État.

Beaucoup d'auteurs prétendent, que la perception de l'impôt est un moyen d'épargne, puisqu'une grande partie de l'impôt est dépensée pour exécuter des travaux publics de tous genres, susceptibles d'augmenter le revenu de la nation. Il ne faut pas pousser à l'excès cette épargne forcée et exagérer les dépenses mêmes productives.

On dit quelquefois que l'idéal pour un peuple est de payer le moins d'impôts possible : la réalisation de ce desiratum n'est cependant pas une condition de bonheur car bien des progrès ne peuvent être réalisés que grâce à l'intervention de l'État et l'initiative privée serait impuissante à les procurer aux citoyens.

On a aussi fait observer que le produit des impôts étant dépensé en traitements, travaux, etc., sa perception est une cause de circulation et de répartition des richesses : il n'y aurait donc pas de limite désirable au montant de l'impôt. Ceci n'est vrai que si les fonds ainsi obtenus sont dépensés dans de bonnes conditions sans dilapidation.

On prétend même que l'impôt sert de stimulant à l'épargne et à la production, en ce sens que pour le payer les citoyens doivent faire preuve d'industrie et d'économie. Cette opinion n'est que partiellement exacte car si certaines industries sont frappées d'impôts trop lourds, elles émigrent pour s'y soustraire dans des pays où elles seront moins imposées.

Assiette et incidence de l'impôt. — Le citoyen qui verse l'impôt dans les caisses du Trésor s'efforce de rentrer au moins en partie dans son débours en se faisant rembourser par les personnes avec qui il est en relations d'affaires, acheteurs, locataires, etc. L'impôt continue donc à se répartir après la perception par l'État et se règle définitivement par incidence.

L'impôt est toujours payé en fin de compte par le consommateur qui, en acquérant la marchandise, rembourse d'un seul coup au producteur toutes ses avances, y compris l'impôt.

Classification des impôts. — **Impôt unique et impôts multiples.** — On peut classer les impôts en quatre catégories : a) impôts sur les personnes ou capitations ; b) impôts sur la production et la possession des richesses tels que la propriété, les bénéfices industriels, etc. ; c) impôts sur la circulation intellectuelle et matérielle ; transactions, mutations, correspondances, transports, etc. ; d) impôts sur les consommations.

Ces impôts rentrent dans deux classes qui tiennent compte du mode de rapport existant entre l'État et le contribuable : 1° Impôts directs ; 2° impôts indirects.

Les impôts directs, s'appliquant à des situations permanentes et durables, sont exigés en vertu de rôles nominatifs et frappent directement les personnes et les biens des contribuables.

Les impôts indirects ne sont perçus qu'à propos de certains actes passagers.

Les impôts de répartition sont ceux dont le total étant connu à l'avance peut être subdivisé entre les différentes parties du territoire, puis entre les contribuables d'une même commune. Les impôts de quotité, qui sont des impôts indirects, sont perçus en vertu de tarifs suivant la fréquence de répétition des actes qui motivent leur application.

On a proposé de remplacer les impôts multiples par un impôt unique facile à percevoir et à répartir équitablement. Ce système n'a pas prévalu parce qu'il est impossible de faire payer une taxe unique assez considérable sur le revenu ou sur le capital pour qu'elle puisse couvrir la totalité des dépenses publiques.

Proportionnalité et égalité des sacrifices. — Dans certains pays, comme en France, l'impôt est proportionnel, c'est-à-dire que l'on demande au riche et au pauvre une même fraction de leur revenu. On demande ainsi à tous un sacrifice en apparence égal, bien que d'après les adversaires de ce système, un individu qui n'a que mille francs de rentes, ait plus de peine à abandonner 1 0/0 de ce revenu que n'en aura un riche qui dispose de cent mille francs de rentes.

Pour obvier à cet inconvénient, on peut décréter que les

individus dont le revenu est inférieur au minimum nécessaire à l'existence seront exempts d'impôts.

Impôt progressif. — Malgré son injustice apparente l'impôt proportionnel semble plus équitable que l'impôt progressif qui consiste à demander au citoyen l'abandon d'une fraction de son revenu d'autant plus forte que ce revenu est plus considérable. Il est très difficile de fixer la progression sans violer les lois les plus élémentaires de l'équité, notamment sans porter atteinte au droit de propriété. Il n'est pas non plus juste de faire payer plus aux uns pour pouvoir faire payer moins aux autres. Cette mesure est aussi peu honnête que l'est la conduite d'un négociant qui vend ses produits très chers aux clients riches afin de se dédommager des pertes qu'il peut subir par suite de non-paiement de la part des clients moins fortunés.

On a cherché en vain des formules de progression suffisamment lentes pour qu'au delà d'un certain chiffre l'impôt ne soit pas supérieur au revenu. Les adversaires de l'impôt progressif objectent qu'en imposant les gros revenus plus que les petits, on frappe injustement d'une amende ceux qui se sont montrés actifs et économes. D'ailleurs il y a beaucoup moins de riches que de pauvres, et, en demandant aux premiers un impôt trop fort on les ruinera ou bien on les déterminera à émigrer.

Impôt unique sur le revenu. — L'Angleterre ne demande qu'une partie de ses dépenses à l'income tax qui est un impôt sur le revenu dont le taux est variable.

L'impôt unique sur le revenu net n'atteint ni la partie du revenu brut nécessaire à la conservation du capital circulant, ni celle qui est nécessaire à l'existence du contribuable.

Malheureusement sa perception soulève des difficultés insurmontables. Il est impossible de constater le revenu réel des particuliers car on ne peut connaître l'intérêt des capitaux ; les salaires qui souvent correspondent au minimum d'entretien devraient, en général, être exempts de l'impôt. D'autre part, les revenus temporaires ou viagers doivent-ils

être taxés sur le même pied que les revenus perpétuels et faut-il établir l'assiette de l'impôt sur le principe du sacrifice égal ?

Enfin certaines personnes peuvent avoir des fortunes considérables et de très faibles revenus : elles paieront, par conséquent, peu d'impôts tout en étant riches. Par exemple, des propriétaires ayant acquis des terrains susceptibles de plus-value aux portes d'une ville les conservent incultes et non bâtis ; ils ne paient donc pas d'impôt et cependant leur fortune existe et s'accroît constamment car, profitant d'une occasion favorable après avoir longtemps attendu, ils réaliseront leurs terrains et jouiront d'un capital dont le revenu sera considérable ; ils pourront alors placer cette fortune à l'étranger et elle échappera à l'impôt sur le revenu net comme sa source y avait échappé auparavant. L'État aura donc protégé ces citoyens sans percevoir le prix de ses services.

La principale objection contre l'impôt sur le revenu unique est la difficulté de s'en remettre à la déclaration du contribuable pour l'évaluation de son revenu. Si l'on investit du pouvoir de procéder à une enquête à ce sujet un représentant de l'autorité, on aura à craindre des protestations ou des fraudes. De plus l'impôt unique sur le revenu net frappe des éléments différents de ce revenu, ce qui rend difficile la recherche de l'incidence.

Projet d'un impôt national français sur le revenu. — Nous donnons ci-après les principales dispositions du projet de loi portant établissement d'un impôt national sur le revenu déposé par M. Charles Dumont, ministre des Finances, sur le bureau de la Chambre des députés, le 27 mai 1913.

PROJET DE LOI

Article premier. — Il est établi un impôt général sur le revenu.

Des personnes imposables et du lieu de l'imposition.

Art. 2. — L'impôt général sur le revenu est dû au 1^{er} janvier de chaque année, pour l'année entière, par toutes per-

sonnes autres que les personnes morales ayant en France une résidence habituelle.

Sont considérées comme ayant en France une résidence habituelle les personnes qui ont une habitation à leur disposition à titre de propriétaires ou de locataires, lorsque, dans ce dernier cas, la location est conclue, soit par convention unique, soit par conventions successives, pour une période d'au moins une année.

Art. 3. — Si le contribuable n'a qu'une résidence unique, l'impôt est établi au lieu de cette résidence.

Si le contribuable possède plusieurs résidences, il est assujéti à l'impôt au lieu où il est réputé posséder son principal établissement.

Art. 4. — Chaque chef de famille est imposable, tant en raison de ses revenus personnels que de ceux de sa femme et des autres membres de la famille qui habitent avec lui.

Toutefois il y a lieu d'établir des impositions distinctes :

1^o Lorsqu'une femme séparée de biens ne vit plus avec son mari ;

2^o Lorsque les enfants ou autres membres de la famille tirent un revenu de leur propre travail ou ont personnellement la jouissance d'un revenu indépendant de celui du chef de la famille.

Art. 5. — Sont affranchis de l'impôt :

1^o Les personnes dont le revenu imposable n'excède pas la somme de 10.000 francs, après application des déductions indiquées à l'article 8 ci-après ;

2^o Les ambassadeurs et autres agents diplomatiques étrangers, ainsi que les consuls et agents consulaires de nationalité étrangère, mais seulement dans la mesure où les pays qu'ils représentent concèdent des avantages analogues aux agents diplomatiques et consulaires français.

Du revenu imposable.

Art. 6. — L'impôt est établi d'après le montant total du revenu annuel dont dispose chaque contribuable, eu égard aux propriétés et aux capitaux qu'il possède, aux professions qu'il exerce, aux traitements, salaires, pensions et rentes viagères dont il jouit, ainsi qu'aux bénéfices de toutes occu-

pations lucratives auxquelles il se livre au 1^{er} janvier de l'année de l'imposition, sous déduction des intérêts, des emprunts et dettes à sa charge, et des arrérages de rentes payées par lui à titre obligatoire.

Art. 7. — Le revenu imposable est constitué :

Pour les propriétés bâties et non bâties, par le revenu net servant de base à la contribution foncière ;

Pour les capitaux mobiliers, par le montant net des intérêts, dividendes ou arrérages ;

Pour toutes professions ou occupations lucratives et pour tous emplois rémunérés au moyen de traitements ou salaires, par l'excédent des recettes brutes sur les dépenses inhérentes à la profession, l'occupation, la fonction ou l'emploi.

Des déductions pour charges de famille.

Art. 8. — Tout contribuable a droit sur son revenu annuel à une déduction de 4.000 francs par personne à sa charge.

Art. 9. — Sont considérés comme personnes à la charge du contribuable, à la condition de n'avoir pas de ressources personnelles suffisantes :

1^o Les ascendants infirmes ou âgés de plus de soixante-dix ans ;

2^o Les descendants ou les enfants abandonnés et par lui recueillis, s'ils sont âgés de moins de seize ans ou infirmes.

Du calcul de l'impôt.

Art. 10. — Chaque contribuable est taxé seulement sur la portion de son revenu, qui, après application des dispositions de l'article 8 ci-dessus, dépasse la somme de 10.000 francs.

Art. 11. — Le taux de l'impôt est fixé à :

1 0/0 sur la fraction comprise entre 10.001 et 50.000 fr.

2 0/0 sur la fraction comprise entre 50.001 et 100.000 fr.

3 0/0 sur la fraction du revenu supérieure à 100.000 fr.

De l'assiette de l'impôt.

Art. 12. — A l'aide des renseignements recueillis en vertu de la législation existante par l'administration des Finances,

l'agent de l'assiette procède à une évaluation détaillée des revenus du contribuable.

Il comprend dans cette évaluation tous les revenus de diverses sources, dont il peut établir l'existence et le montant exact. A défaut d'éléments certains, il fixe les bénéfices des professions soumises à la contribution des patentes à cinquante fois le montant en principal de cette contribution et les bénéfices des exploitations agricoles à une somme égale au revenu net assigné aux terres exploitées, pour l'assiette de la contribution foncière.

A l'égard des contribuables qui n'ont pas leur domicile en France, il n'est fait état que des revenus provenant des propriétés, des exploitations ou des professions sises ou exercées en France.

Art. 13. — L'agent de l'assiette procède, d'autre part, à l'évaluation globale du revenu en appliquant à la valeur locative de l'habitation ou de chacune des habitations du contribuable un coefficient fixé d'après les indications du tableau suivant :

PORTION de la valeur locative d'habitation	Ville de Paris	COMMUNE DONT LA	
		100,001 habitants et au-dessus	30,001 à 100,000 habitants
	francs	francs	francs
	0 et 1.000	0 et 500	0 et 300
	1.000 et 3.000	500 et 1.500	300 et 800
Comprise entre.....	3.000 et 5.000	1.500 et 2.500	800 et 1.500
	5.000 et 10.000	2.500 et 5.000	1.500 et 3.000
Supérieure à.....	10.000	5.000	3.000

Le revenu déduit de la valeur locative de l'habitation est augmenté, savoir :

1° D'un vingtième par chaque domestique en sus du premier et par chaque concierge, jardinier ou garde particulier au service du contribuable; ne sont pas comptés au nombre de ces éléments les domestiques habituellement employés pour les besoins d'une exploitation agricole ou pour l'exer-

cice d'une profession industrielle ou commerciale, ni les concierges des maisons de rapport;

2° D'un vingtième par chaque voiture ordinaire ou automobile et par chaque embarcation de plaisance appartenant au contribuable ou aux membres de sa famille pour lesquels il n'est pas établi d'imposition distincte; l'augmentation est portée à un dixième pour les voitures automobiles de plus de 12 chevaux et pour les embarcations de plus de 50 tonneaux; ne sont comptées au nombre des éléments ci-dessus énumérés que les voitures passibles de la contribution sur les voitures et chevaux établis au profit de l'État;

3° De 5 0/0 de la valeur du mobilier assuré, pour tout ce qui dépasse vingt fois la valeur locative des locaux d'habitation.

Art. 14. — L'agent de l'assiette notifie à chaque contribuable la plus élevée des évaluations obtenues respectivement par application des articles 12 et 13 ci-dessus.

Cette évaluation est retenue pour l'établissement du rôle

POPULATION MUNICIPALE EST DE				Coefficient
10,001 à 30,000 habitants	5,001 à 10,000 habitants	2,001 à 5,000 habitants	2,000 habitants et au-dessous	
francs	francs	francs	francs	
0 et 180	0 et 120	0 et 80	0 et 50	4
180 et 540	120 et 360	80 et 240	50 et 150	5
540 et 900	360 et 600	240 et 400	150 et 250	6
900 et 1.800	600 et 1.200	400 et 800	250 et 500	7
1.800	1.200	800	500	8

de l'impôt, à moins que le contribuable n'use de la faculté de produire une déclaration de ses revenus dans les conditions indiquées ci-après.

Art. 15. — Dans les quinze jours suivant la notification qui lui est faite, le contribuable peut adresser à l'agent de l'assiette, qui en délivre récépissé, une déclaration détaillée de son revenu.

Cette déclaration doit indiquer distinctement pour chacune des ressources de revenus énumérés ci-dessus :

1° Le produit brut de ces revenus ;

2° Les frais et charges dont la présente loi autorise la réduction pour le calcul du revenu net.

Art. 16. — Le revenu déclaré sert de base à l'impôt, à moins que l'Administration ne puisse rapporter la preuve de la dissimulation.

Art. 17. — Lorsque le contribuable n'est pas en mesure de faire connaître, au moment où il formule sa déclaration, le montant exact de certains revenus variables, tels que les bénéfices professionnels ou autres revenus analogues, il consigne sur sa déclaration une évaluation provisoire, en faisant mention de cette circonstance.

Il est, dans ce cas, ultérieurement admis à produire, dans le mois qui suit l'expiration de l'année de l'imposition, une déclaration rectificative à la suite de laquelle son imposition est régularisée soit par voie de dégrèvement, soit par voie d'imposition supplémentaire.

Art. 18. — Les déclarations sont rédigées sur des formules dont la teneur sera fixée par un règlement d'administration publique.

Elles sont dûment certifiées et signées par le contribuable.

Des suppléments et des pénalités.

Art. 19. — Tout contribuable omis au rôle de l'impôt général ou inscrit à ce rôle pour un revenu inférieur à celui qui aurait dû lui être régulièrement assigné, est redevable d'une cotisation égale aux sommes dont le Trésor a été privé de ce chef, sans toutefois que le droit de répétition puisse s'exercer au delà des cinq années immédiatement antérieures à celle pendant laquelle l'omission ou l'insuffisance de la base d'imposition a été découverte.

Le droit de répétition s'exerce dans les mêmes conditions à l'égard des contribuables qui, au moyen de déclarations fausses ou d'allégations inexactes formulées à l'appui d'une réclamation, ont obtenu soit la décharge de leur imposition, soit l'application d'un impôt inférieur à celui dont ils étaient redevables ; mais le supplément de droits est

alors porté au quintuple des sommes dont le Trésor a été frustré.

L'obligation d'acquitter les taxes et pénalités dues en vertu du présent article incombe aux ayants droit des redevables, au cas où le recouvrement ne peut en être opéré sur ces derniers.

Art. 26. — La présente loi entrera en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1913.

Projet allemand d'impôt sur le revenu. — Un projet de taxe sur la fortune a également été établi par le ministère des Finances de l'Empire d'Allemagne et nous en donnons ci-après un résumé pour comparaison avec le projet français.

A la suite des discussions en Commission, le ministre a modifié le projet de taxe unique et exceptionnelle sur la fortune. En prenant pour base ce compromis, le projet peut se résumer ainsi :

La taxe frappe à la fois la fortune et le revenu. La taxe sera progressive. L'échelle de la taxe progressive sera la suivante (1 mark = 1 fr. 235) :

Les fortunes de :

50.000 marks payeront une taxe de	50 marks
100.000 — — —	225 —
200.000 — — —	675 —
300.000 — — —	2.325 —
1.000.000 — — —	5.575 —
1.500.000 — — —	9.325 —
2.500.000 — — —	19.325 —
5.500.000 — — —	52.325 —
10.500.000 — — —	112.325 —
15.500.000 — — —	177.325 —

Les fortunes supérieures à 15.500.000 marks payeront au delà de cette limite 1 1/2 0/0.

D'après ce principe, le détenteur d'une fortune de 100 millions payera une taxe de 1.444.825 marks.

La taxe sur le revenu sera réglée de la façon suivante. Par

une fiction financière, on admettra que tout revenu représente une fortune capitalisée équivalant pour les petits revenus à dix fois le revenu, pour les gros revenus à quinze fois le revenu.

Une personne ne possédant aucune fortune et ayant un revenu de 15.000 marks payera la taxe imposée aux fortunes de 150.000 marks soit 275 marks.

Pour les cas les plus compliqués où une personne possède une certaine fortune et en plus un revenu, on procédera de la façon suivante. Soit une fortune de 200.000 marks et un revenu de 15.000 marks. Au taux de 5 0/0 les 200.000 marks doivent rapporter 10.000 marks. On soustraira ces 10.000 marks du revenu total de 15.000. Restent 5.000 marks de revenus.

Le contribuable en question payera donc : 1° la taxe sur une fortune de 200.000 marks, soit 675 marks ; 2° la taxe sur un revenu de 5.000 marks, représentant d'après la fiction fiscale convenue, une fortune de 50.000 marks, soit 50 marks — au total une contribution de 725 marks.

D'après les calculs fondés sur les rendements de l'impôt du revenu en Prusse, le rapport de la taxe sur la fortune (Prusse) sera de 450 millions de marks. Si on admet que la fortune prussienne représente les cinq huitièmes de la fortune allemande, la taxe sur la fortune dans l'Empire rapportera environ 720 millions de marks. La taxe sur le revenu dans l'Empire, calculée d'après la même proportion de 5 à 8, rapportera environ 120 millions. Le rendement total de l'impôt serait donc de 720 plus 120, soit 840 millions, somme inférieure de 160 millions au minimum de rendement nécessaire qui doit être de 1 milliard de marks.

L'échelle des taxes est encore insuffisante et elles devront être encore augmentées.

LIVRE X

PART DU CAPITAL

Part du capital : intérêt. — L'intérêt est la part du capital dans la répartition. On paie l'intérêt au capitaliste pour avoir le droit de se servir de son capital et même d'en disposer à charge de restitution à une époque fixée à l'avance.

Théoriquement, l'intérêt s'applique au prêt d'un capital quelconque (machine-outil, matière première, etc.), aussi bien qu'au prêt d'une somme d'argent ; en pratique, lorsqu'on parle du prêt à intérêt, il s'agit toujours du prêt d'argent.

Si l'on touche à titre de prêt 100 francs le 1^{er} janvier 1910 jusqu'au 1^{er} janvier 1911 moyennant un intérêt de 5 0/0, au 1^{er} janvier 1911, on remboursera 105 francs et non 100 francs.

Légitimité du prêt à intérêt. — La légitimité du prêt à intérêt a toujours été contestée. Aristote disait qu'un écu n'a jamais enfanté un autre écu et que dès lors l'intérêt sort nécessairement de la bourse de l'emprunteur qu'il appauvrit.

Le droit canonique et l'ancien droit français ont également prohibé le prêt à intérêt qu'ils assimilaient à l'usure.

Pour tirer parti de ses capitaux, on recourait à des procédés détournés (contrat de *commande*, contrat de *rente*).

Le contrat de commande consistait à confier de l'argent à un commerçant, ou à un navigateur en vue d'une ou de plusieurs opérations déterminées moyennant une part dans les bénéfices. C'est l'origine de la société en commandite.

Le contrat de rente consistait dans l'aliénation définitive d'un capital au profit d'une personne qui s'engageait à payer perpétuellement une redevance en argent.

Ne pouvant prêter 20.000 francs à un emprunteur à charge

par lui de rembourser cette somme au bout de dix ans avec un intérêt de 1.000 francs par an, on la lui abandonnait sans pouvoir la réclamer, mais il s'engageait à payer chaque année perpétuellement 1.000 francs. C'est le procédé normal que les Etats emploient pour emprunter aux particuliers.

Législation moderne. — Objections des socialistes. — L'Assemblée Constituante (1799) et le Code civil ont formellement reconnu la légitimité du prêt à intérêt (art. 1905).

D'après les socialistes, le capital jouant un rôle passif dans l'œuvre de la production ne se transforme pas, mais subit des transformations. Le vrai travail produit et peut seul donner une plus-value à un objet matériel. En attribuant une partie de cette plus-value au capitaliste, on spolie l'ouvrier.

Cette théorie est évidemment fausse, car l'intérêt est légitime comme le fermage, le loyer et le salaire de l'ouvrier.

Le capital ne produit pas, mais, sans lui, la production serait impossible. L'homme ne pourrait ni travailler ni produire sans matière première, sans instruments ni machines ni outils, sans l'argent nécessaire au paiement des salaires.

Le capital, l'instrument indispensable du travail doit avoir sa part dans le produit fabriqué comme le travail lui-même.

De même, l'intérêt que le capitaliste reçoit pour le prêt d'une somme d'argent est légitime :

Il représente la juste rémunération du service que le capitaliste rend à l'emprunteur en lui permettant de disposer de son capital; il compense la privation de jouissance que le capitaliste s'impose au profit de l'emprunteur.

Le prêteur court le risque de n'être pas remboursé si l'emprunteur devient insolvable : il est donc équitable qu'il reçoive une prime d'assurance contre une perte possible.

Taux de l'intérêt. — Le taux de l'intérêt (2, 3, 5 0/0) est la somme annuelle (2, 3, 5 francs) que paye l'emprunteur à son prêteur pour 100 francs de capital.

Les parties déterminent le taux de l'intérêt par convention.

Divers facteurs influent sur le taux de l'intérêt : le profit que l'emprunteur espère tirer de l'emploi de la somme qui lui

est prêtée; la rémunération indispensable pour indemniser le capitaliste de la privation momentanée de son capital; le risque, plus ou moins grand suivant les individus et les industries, que le capitaliste court de ne pas être remboursé; l'abondance plus ou moins grande de capitaux et le nombre plus ou moins grand d'entrepreneurs désirant emprunter, car plus l'offre des capitaux est abondante par rapport à la demande des entrepreneurs, plus l'intérêt est minime; au contraire l'intérêt s'élève si la demande des entrepreneurs augmente, l'offre des capitaux restant la même; le temps pour lequel le prêt est consenti : les placements à long terme, pouvant être employés d'une manière productive, rapportent plus que les placements à court terme.

Limitation du taux de l'intérêt. — La loi a fixé un taux maximum que les parties ne peuvent dépasser : 5 0/0 en matière civile, 6 0/0 en matière commerciale (Loi de 1807).

Les colonies furent exclues de cette règle, en raison des risques plus grands auxquels les capitaux y sont exposés.

La Banque de France a été autorisée exceptionnellement à élever librement son escompte au delà du taux légal (1857).

La restriction du taux de l'intérêt, maintenue en matière civile, a été supprimée en matière commerciale (1886).

L'intérêt légal dû par le débiteur, en raison de l'exécution tardive de son obligation, est fixé à 4 0/0 en matière civile, et à 5 0/0 en matière commerciale (1900).

La limitation du taux de l'intérêt se justifie par le besoin de protéger le débiteur aux abois contre lui-même, en l'empêchant de promettre à son créancier une somme exagérée sous prétexte d'intérêt. Elle sert ainsi à combattre l'usure.

On peut objecter que la limitation du taux de l'intérêt ne protège pas le débiteur qui peut facilement tourner la loi et obtenir d'un usurier, à un taux exorbitant, la somme qu'il aurait pu se procurer dans de meilleures conditions sous le régime de la libre concurrence si la loi lui avait permis d'emprunter ouvertement au delà d'un taux déterminé.

Les exactions des usuriers ont été les pires à l'époque où le taux de l'intérêt était limité (Rome). La monnaie étant une marchandise ordinaire, la limitation du taux de l'intérêt

ne se conçoit pas. Du moment qu'on n'a pas fixé un prix maximum des loyers, des fermages ou des produits, il est logique d'appliquer à la monnaie le même principe de liberté.

La suppression du taux légal de l'intérêt en matière commerciale serait normale (1886), et on aurait pu ne pas maintenir le maximum de 5 0/0 en matière civile (prêts agricoles).

Tendance du taux de l'intérêt. — Le taux de l'intérêt tend à baisser constamment au cours de la civilisation (Leroy-Beaulieu). Les capitaux sont abondants et la concurrence entre les prêteurs les force à consentir aux emprunteurs des taux de plus en plus bas. Le profit que les entrepreneurs peuvent retirer de l'argent prêté diminue, et ils offrent aux capitalistes une rémunération de plus en plus restreinte.

Le développement du crédit, la facilité des négociations en Bourse, la sécurité publique font baisser l'intérêt.

Cette théorie, en partie vraie, peut être infirmée par plusieurs circonstances spéciales. Une invention nouvelle peut donner naissance à des industries demandant beaucoup de capitaux, ce qui arrête la baisse de l'intérêt. Une guerre ou une crise financière peut supprimer la cause de l'abaissement du taux de l'intérêt résultant de l'abondance des capitaux (guerre du Transvaal, guerre russo-japonaise, grande crise américaine de 1907, guerre des Balkans).

Le taux de l'intérêt subira donc dans l'avenir les mêmes mouvements de hausse et de baisse que dans le passé.

Conséquences de la baisse de l'intérêt. — La baisse du taux de l'intérêt est en général un bien. Elle facilite les emprunts d'argent à l'entrepreneur, ce qui développe la production. Elle détermine les individus à épargner pour ne pas voir leurs revenus diminuer; elle abaisse le prix des produits dans l'intérêt des consommateurs, par suite de l'abaissement du coût de production qu'elle entraîne.

Limite de la baisse de l'intérêt. — L'intérêt ne deviendra jamais nul. En effet, le jour où le prêt de l'argent ne rapporterait plus rien, le capitaliste préférerait le garder entre ses mains au lieu de courir le risque de le perdre en le prê-

tant, ou il cesserait d'épargner et augmenterait sa dépense; de ce fait, l'offre des capitaux deviendrait au bout de quelque temps plus rare et le taux de l'intérêt se relèverait.

Part de l'entrepreneur; profit. — La différence entre le prix de vente du produit fabriqué et le montant des dépenses que l'entrepreneur a faites pour l'obtenir constitue le profit. Si l'entrepreneur vend six francs un kilogramme de marchandise dont le prix de revient est de quatre francs, son profit correspond à la différence, soit deux francs.

Profit: intérêt et salaire. — L'intérêt et le salaire sont toujours dus et invariables, quel que soit le résultat de l'opération commerciale dont ils sont la conséquence.

Le profit au contraire est essentiellement aléatoire et variable: très élevé si l'entreprise prospère; médiocre ou nul si l'entreprise végète ou périclité. L'entrepreneur espère la fortune mais redoute la faillite et le déshonneur.

Théorie du profit. — Le profit rémunère soit le capital, soit le travail, ou les deux à la fois. Lorsque l'entrepreneur est une société anonyme (Compagnie de chemins de fer ou de navigation, Crédit foncier), le produit rémunérant le capital seul est distribué aux actionnaires sous forme de dividende.

Le profit rémunère le travail de direction quand l'entrepreneur, n'ayant en propre aucun capital, a emprunté l'argent nécessaire pour installer et exploiter l'entreprise.

Le profit rémunère le capital et le travail lorsque l'entrepreneur, en même temps capitaliste, a exposé tout ou partie de son patrimoine personnel dans son affaire.

D'après certains auteurs, le profit ne se confond, ni avec l'intérêt, ni avec le travail de direction. L'intérêt des capitaux personnels de l'entrepreneur, ainsi que le salaire de direction, doivent être calculés dans le prix de revient au taux ordinaire de l'intérêt et au taux normal du travail de direction, donc le profit ne doit pas être confondu avec la rémunération du travail de direction. Le directeur d'une société anonyme reçoit un traitement qui paie le travail de direction, le profit pur et simple est réparti entre les action-

naires. Si l'entrepreneur est un particulier, ses appointements sont imputés au chapitre des frais généraux.

Par conséquent, si l'entrepreneur ne retire de la vente de ses produits que le prix de revient, il reçoit l'intérêt de son argent et la rémunération de son travail, sans toucher aucun profit. Le profit commence au delà de cette limite.

Le profit constitue un supplément de bénéfice analogue à la rente du sol, résultant d'un brevet d'invention, de droits de douane, de la situation de l'exploitation ou de l'habileté d'un entrepreneur qui fabrique à meilleur marché ou mieux que ses concurrents. Le profit ne devrait donc pas exister dans un régime de libre concurrence absolue.

D'après d'autres auteurs (M. Souchon) le profit serait avant tout la rémunération du travail de direction de l'entrepreneur, supposé travaillant avec des capitaux empruntés, et dont le rôle se bornerait à un travail de direction. Le profit comporterait trois éléments : rémunération du travail de direction ; prime d'assurance contre les risques que court l'entrepreneur (faillite, déchéance si l'affaire périclité) et rente de l'entrepreneur, ou part supplémentaire du profit, provenant de chances heureuses ou de causes sociales.

Justification du profit. — Le profit peut être considéré comme étant la rémunération du capital ou du travail.

Pour les socialistes (Karl Marx) le profit est acquis par l'entrepreneur au détriment des ouvriers. En payant un salaire inférieur au cours normal, l'entrepreneur réduit le prix de revient et réalise un profit qui est du travail non payé.

Pour les coopératistes, l'entrepreneur réalise un profit au détriment des consommateurs, en majorant son prix de vente au delà du prix de revient. L'organisation de sociétés coopératives attribue donc le profit aux consommateurs.

D'autres auteurs considèrent le profit comme étant à la fois la compensation des risques auxquels l'entrepreneur s'expose et la récompense du service qu'il rend à la société en lui procurant des marchandises de meilleure qualité ou meilleur marché que celles de ses concurrents.

Détermination du profit. — Le nombre d'entrepreneurs produisant la même richesse et l'importance des besoins des consommateurs influent sur la détermination du profit.

Plus il y a d'entreprises exploitant le même produit, plus le profit de chacune d'elles diminue ; au contraire plus la demande des consommateurs augmente, plus le profit s'accroît. Il est équitable que le profit soit d'autant plus élevé que les risques à courir sont plus considérables.

Les qualités personnelles de l'entrepreneur (intelligence, esprit d'ordre, d'initiative et d'invention) exercent de même une grande influence sur l'importance du profit.

Si un fondateur, par suite d'un procédé nouveau qu'il a découvert, ou par une tenue plus ordonnée de son usine, produit à meilleur marché que ses concurrents, il réalise un profit supérieur, même en vendant à prix égal.

Avenir du profit. — D'après l'école libérale, le profit, comme l'intérêt, baissera au cours de la civilisation.

Le nombre des entrepreneurs augmente (vulgarisation de l'instruction, abaissement du taux de l'intérêt procurant le crédit à bon marché) mais les risques diminuent (perfectionnements réalisés par l'industrie et par le commerce). Les profits exceptionnels résultant des inventions deviennent de plus en plus rares ainsi que les procédés nouveaux.

Au contraire, d'après l'école socialiste (Karl Marx) le profit augmente sans cesse ; grâce aux perfectionnements techniques, le travail procure à l'entrepreneur un rendement supérieur sans augmenter des frais de main-d'œuvre (loi d'airain qui s'oppose à l'augmentation du salaire).

Enfin, d'après d'autres auteurs si la théorie libérale est trop absolue, la théorie socialiste est fautive, car elle repose sur la loi d'airain qui est une base inexacte.

Deux éléments du profit (rémunération du travail de direction et prime d'assurance) baissent comme le dit l'école libérale. Mais que devient la rente de l'entrepreneur ?

Le profit, pas plus que l'intérêt, ne peut devenir nul, parce qu'alors un certain nombre d'entrepreneurs, n'étant plus rémunérés de leur travail, cesseraient de produire et le profit de ceux qui continueraient à fabriquer augmenterait.

LIVRE XI

PART DU TRAVAIL

Part de l'ouvrier, salaire. — Le salaire, part de l'ouvrier dans la répartition, est le montant de la somme que l'entrepreneur ou le patron s'oblige à payer à un ouvrier en rémunération de ses services pendant un certain temps ou pour prix de la confection d'un ouvrage.

Le salaire rémunère les travaux industriels directement appliqués à l'œuvre de la production.

Les appointements se réfèrent aux travaux qui n'ont qu'un rapport indirect avec la production (employés ou fonctionnaires de l'État, des départements ou des communes).

Les services des avocats, médecins, etc., sont rémunérés par des honoraires non exigibles à échéances fixes.

Nature du salaire. — Le salaire est certain, c'est-à-dire qu'il est toujours dû, quel que soit le résultat de l'entreprise; il est payable à des époques déterminées sans que l'ouvrier ait à attendre l'achèvement ou la vente du produit.

Le salaire ressemble donc à l'intérêt et diffère du produit.

Ce mode de rémunération est avantageux pour l'ouvrier qui doit être payé régulièrement, sans être exposé à perdre le fruit de son travail en cas de non réussite de l'entreprise.

Le salaire en nature devient de plus en plus rare. Il consiste le plus souvent dans la mise à disposition gratuite d'un logement par le patron qui nourrit souvent ses ouvriers ou ses employés comme dans l'agriculture, dans certains commerces (épicerie, boucherie, maisons de couture) ainsi que dans la marine où le paiement partiel en nature est forcément obligatoire; dans ce dernier cas l'armateur complète

l'allocation en nature par le versement d'une certaine somme d'argent à la fin de chaque campagne ou de chaque voyage.

Salaire au temps. — Le salaire au temps, payé à l'ouvrier qui s'engage à travailler pendant un temps déterminé chez un patron, est fixé à la journée, au mois ou à l'année. Un contrat de louage de services lie le patron à l'ouvrier.

Ce mode de rémunération, le seul possible pour les travaux qui ne peuvent pas être divisés en tâches séparées (mécaniciens de chemins de fer, etc.), est préférable pour l'ouvrier qui touche ainsi un salaire fixe déterminé à l'avance.

Il offre pour le patron l'inconvénient que l'ouvrier, n'étant pas stimulé par l'intérêt personnel, travaille le moins possible; le patron exerce dans ce cas une surveillance minutieuse et quelquefois vexatoire pour lutter contre la paresse possible de l'ouvrier et pour empêcher les pertes de temps.

Salaire à la tâche et aux pièces. — Le salaire à la tâche ou aux pièces, évalué à tant par ouvrage achevé, donne lieu entre le patron et l'ouvrier au contrat de louage d'ouvrage.

Ce mode de rémunération est rationnel, car le salaire payé par le patron est bien proportionnel au travail de l'ouvrier.

Il offre un avantage pour l'ouvrier laborieux qui peut gagner plus qu'en étant payé à la journée; plus il produit, plus il voit sa part dans la répartition augmenter.

Le patron n'a pas besoin de surveiller un ouvrier dont l'intérêt personnel garantit l'activité et l'énergie.

Cependant l'ouvrier, voulant produire beaucoup pour augmenter son salaire, travaille vite et mal, d'où des mal-façons qui constituent une perte sèche pour le patron.

De son côté, l'ouvrier ne jouit pas en toute sécurité d'un salaire fixe comme avec le travail au temps. S'il produit beaucoup, son salaire est élevé, s'il produit peu, son salaire se restreint au point de devenir insuffisant. Enfin il court le risque d'être en perte si la tâche consentie pour un prix déterminé, demande plus de temps qu'il n'avait prévu.

Pour le patron comme pour l'ouvrier le seul salaire intéressant est celui qui correspond à un travail ayant une valeur vénale élevée au double point de vue de la qualité et

de la quantité. Un patron a plus d'intérêt à payer cher un ouvrier habile qui produit beaucoup, qu'à payer bon marché un ouvrier médiocre dont la production est faible. Il est rare qu'on trouve à bas prix du travail de premier ordre. Cela peut arriver dans des pays où la vie est encore bon marché, comme en Extrême-Orient, mais sous l'influence du développement de la civilisation les besoins de ces populations, qui ne vivaient que de riz, vont en augmentant, ce qui entraîne une élévation parallèle des salaires.

Les syndicats ouvriers reprochent au travail aux pièces de causer le chômage forcé, car il détermine une productivité plus intense qui permet à l'entrepreneur d'employer moins d'ouvriers et de les occuper moins longtemps.

Souvent le patron se sert de ce procédé pour exciter les meilleurs ouvriers à produire beaucoup pendant un temps donné, puis il exige que cette productivité intensive soit constamment maintenue et serve de base à ses tarifs.

Les ouvriers jeunes et actifs travaillent vite, produisent beaucoup et augmentent ainsi leur salaire, tandis que les plus âgés voient diminuer le revenu de leur travail.

La situation des employés s'améliore en général avec l'âge, tandis que, pour les ouvriers, elle va s'amointrissant avec les années, sous le régime du salaire aux pièces.

Malgré la résistance des syndicats, le salaire aux pièces se développe constamment de plus en plus (métallurgie, tissage, filature, arsenaux de la marine depuis 1892, mines de charbon); il gagne même du terrain dans l'agriculture.

On peut combiner ensemble les différentes sortes de salaires pour concilier leurs avantages et leurs inconvénients. Le salaire peut se composer d'une partie fixe et d'une prime proportionnelle à la tâche effectuée dans l'unité de temps ou à l'économie réalisée sur la matière première (combustible pour les mécaniciens de chemins de fer).

Le salaire progressif récompense l'ouvrier dont la production est particulièrement intense. La prime, plus ou moins élevée suivant le nombre de pièces fournies par l'ouvrier au-dessus d'une certaine moyenne, est proportionnelle ou plus que proportionnelle au nombre de pièces fabriquées.

Ce système de prime, comme le travail aux pièces, encou-

rage l'ouvrier à produire, mais le travail aux pièces garantit simplement le patron contre une production trop inférieure, tandis que le salaire progressif tend à lui assurer une très haute productivité.

Nous examinerons à propos des primes le système proposé par l'ingénieur américain Taylor dont il a été beaucoup question en France depuis quelques années.

Système Taylor. — Les principes d'organisation scientifique du travail formulés par l'ingénieur américain F. Winslow Taylor ont toujours été, après les diverses grèves auxquelles leur application a donné lieu, l'objet de discussions passionnées.

Il s'est déjà écoulé quinze années depuis la publication du mémoire fondamental de F. Taylor sur la direction des ateliers, au début duquel se trouvent quelques pages consacrées à un nouveau système de primes tendant à stimuler l'activité des ouvriers.

Dans un nouveau volume intitulé : *Organisation scientifique du travail*, simple résumé ou reproduction littérale du précédent, les primes sont laissées de côté et l'auteur s'attache surtout au chronométrage. Pourtant ni les primes ni le chronométrage ne constituent à eux seuls le système Taylor.

Le système Taylor est l'organisation scientifique du travail, c'est-à-dire l'application des méthodes scientifiques les plus rigoureuses au problème de la production industrielle.

Cette méthode consiste à rechercher systématiquement, à dénombrer complètement, puis à mesurer exactement les différentes conditions déterminantes ou facteur du résultat cherché.

Le temps étant un de ces facteurs, il faut le mesurer, d'où le chronométrage. Il faut aussi mesurer la force dépensée par les machines. Taylor a consacré vingt-cinq ans à cette étude fondamentale dont il a exposé les résultats dans son ouvrage sur la taille des métaux (1903).

La transmission de la force des machines motrices aux machines réceptrices a fait l'objet d'une étude complète dans la note sur les courroies (1893). Taylor passe en revue

dans son étude sur l'organisation scientifique du travail un grand nombre d'autres facteurs : préparation des outils, procédés de manutention, organisation des bureaux d'études et de dessin, des magasins d'outils et de modèles, attributions du personnel dirigeant, etc.

Mais la production des ateliers dépend aussi du facteur humain que Taylor connaît bien, car il a été successivement ouvrier, ingénieur et directeur d'usines : à ses yeux ce facteur est le premier à envisager dans toute organisation industrielle.

Le devoir et l'intérêt obligent tout industriel à soigner ses ouvriers plus encore que ses machines.

Le but du chronométrage est de déterminer les conditions de travail correspondant au minimum de fatigue. En proposant de mettre les briques sur une tablette à la portée du maçon, Taylor ne cherche pas à épuiser l'ouvrier par un excès de travail. Il lui offre à son choix deux solutions : diminution de fatigue à production et à salaire égaux, ou bien accroissement de production et par suite de salaire à fatigue égale. Il propose simplement d'appliquer aux usines les méthodes depuis longtemps en usage dans les armées de tous les pays civilisés. Personne n'est choqué de voir étudier montre en main les conditions de port du sac et de vitesse de marche permettant au soldat d'atteindre à fatigue constante le rendement maximum. Pourquoi alors condamner à l'usine le chronométrage accepté à la caserne ? L'ouvrier est un être vivant, pensant et sentant. Taylor le reconnaît et proclame la nécessité absolue de la coopération des ouvriers, sans le bon vouloir de qui il n'y a rien à attendre de l'application des autres parties de son système. Il ne conçoit pas la possibilité de l'organisation scientifique du travail dans une usine sans la collaboration cordiale des employeurs et des employés. Il indique d'une façon précise les moyens d'obtenir cette collaboration indispensable : augmentation de salaires, changement très lent et progressif des anciennes conditions de travail et, par-dessus tout, chez le chef, respect absolu de la parole donnée.

Taylor pousse à l'extrême la préoccupation du facteur ouvrier. Dans une conférence intitulée : « Pourquoi les in-

dustriels n'apprécient pas les diplômés des écoles techniques », il reproche vivement à ces écoles de laisser leurs élèves dans l'ignorance complète de cette face du problème industriel et réclame impérieusement l'organisation de stages ouvriers dans les usines. D'après Taylor, « tout ingénieur est incapable de diriger des ouvriers s'il ne sait pas en prononçant dix paroles gagner leur confiance et il ne peut le faire sans avoir été un certain temps ouvrier comme eux, sans avoir vécu avec eux côte à côte, épaule à épaule ».

Chacun des facteurs mentionnés ci-dessus dépend lui-même d'un grand nombre de conditions distinctes, ou de sous-facteurs. Le travail des métaux avec les machines-outils comporte l'examen de douze variables, indépendantes ; les transmissions par courroies, d'une dizaine de variables, etc. Il en est de même pour les questions ouvrières. L'étude physiologique comprend la mesure des efforts demandés, de la vitesse des mouvements, des alternatives de repos et de travail, de la durée de la journée, sans parler d'autres facteurs non moins essentiels, tels que le régime alimentaire, mais ne se prêtant pas à des mesures aussi précises.

Le facteur physiologique présente des aspects multiples : confiance plus ou moins grande de l'ouvrier dans son patron, influence des préjugés syndicalistes, désir d'un bien-être tous les jours croissant, degré d'instruction et de culture de l'ouvrier lui permettant d'utiliser sans inconvénient ni pour lui ni pour la société un supplément important de salaires, etc.

Le nombre des facteurs et des sous-facteurs à mettre en ligne est donc considérable et cette complexité des phénomènes réels est la préoccupation dominante de F. Taylor. La simplicité habituelle des expériences de laboratoire tient à des conditions absolument artificielles, réalisées en fermant systématiquement les yeux sur toutes les faces moins une de chaque problème et on constitue ainsi la « science pure ». La science industrielle pratique doit au contraire faire converger vers un même but un très grand nombre des études partielles de la science pure.

Cette convergence constitue le but essentiel de l'œuvre de Taylor. On ne peut donc de bonne foi envisager son système comme l'application exclusive du chronométrage, car cette

simplification artificielle est la négation même du principe fondamental de l'organisation scientifique du travail.

Ces idées ne sont pas très nouvelles, car de tout temps on a étudié dans les usines l'influence des diverses circonstances dont dépend le prix de revient. Pourtant le système Taylor est appelé à révolutionner l'industrie. Quand on étudie expérimentalement le rendement d'une machine à vapeur, les pertes de chaleur par les parois, les frottements des différents organes, etc., on applique la méthode Taylor. C'est ce que l'on fait dans des circonstances exceptionnelles quand il s'agit de problèmes mettant en jeu des millions, comme la construction des gros moteurs à eau ou à gaz ; on le fait seulement pour certains facteurs très importants. Pour les autres moins visibles et d'importance secondaire, on se contente d'en apprécier les éléments « à l'œil ». La solution scientifique de tous les problèmes qui se posent journellement dans une usine nécessite une organisation et un personnel tellement coûteux que leur emploi systématique est impossible.

Taylor a su démontrer l'efficacité de sa méthode en remettant sur pied, grâce à son emploi, plusieurs affaires industrielles qui périllicitaient. Quelques-unes étaient peu importantes et personne n'aurait cru possible de leur faire supporter les frais d'installation très onéreux d'un bureau scientifique d'organisation du travail.

En un mot Taylor affirme que les méthodes scientifiques de travail payent ; vérité ignorée des industriels ainsi que de tous les ingénieurs sortis des grandes écoles scientifiques françaises.

L'application des idées de Taylor rencontrera de grandes difficultés ; il faudra vaincre des préjugés fortement enracinés chez les patrons comme chez les ouvriers. Ces résistances sont une conséquence nécessaire de la loi d'inertie étudiée par un des admirateurs de Taylor, formulée par James Hartmess, dans son ouvrage intitulé « Human factor in works management ».

Comme le dit Taylor, le temps triomphe de toutes les résistances passives et l'on ne peut introduire de nouvelles méthodes de travail dans une usine en moins de quatre ou

cinq ans. L'échec retentissant de divers essais récents trop brutalement conduits avait été annoncé à l'avance.

Les syndicats ouvriers essaient en vain de battre en brèche ces notions évidentes.

La grève justifiée ou non est l'agent le plus actif de la propagation de la méthode Taylor. Aucun plaidoyer imprimé ou oral ne pourrait obtenir le même résultat.

Les objections faites au système Taylor sont le plus souvent peu sérieuses. L'argument qui a eu le plus d'influence est tiré du volume : *l'Amérique au travail*, de l'ingénieur anglais Fraser qui dit avoir remarqué aux États-Unis, dans les usines organisées d'après les principes de Taylor, une absence totale de vieux ouvriers parce que ceux-ci étaient tous logés au cimetière. Or, dans son volume, Fraser ne parle pas de Taylor dont il semble ignorer l'existence. Il vise toutes les usines américaines en général et plus particulièrement l'usine de construction de locomotives Baldwin, à Philadelphie, dont l'organisation est précisément le contre-pied du système Taylor.

Les efforts de certains industriels pour déformer le système Taylor et en retenir seulement les détails les plus favorables (en apparence du moins) à leur intérêt personnel sont voués à un échec certain. Les grèves auront raison de ces tentatives néfastes. La plus grande difficulté sera de trouver un personnel technique nombreux et compétent pour appliquer les nouvelles méthodes¹.

Échelle mobile des salaires. — On peut proportionner le taux des salaires aux résultats de la production (mines de houille de Durham, en Angleterre, 1877). Chaque trimestre, une commission mixte (capital et travail) se réunit et fixe le montant des salaires pour le trimestre suivant, d'après le prix des produits fabriqués pendant le trimestre écoulé.

Ce procédé associe intimement les ouvriers aux résultats financiers de l'entreprise, mais cette dépendance peut donner au salaire un caractère trop variable qui nuit au travailleur.

1. Voir les travaux de M. Le Chatelier dont nous avons donné quelques extraits dans cet exposé du système Taylor.

Commandite industrielle, contrat d'équipe. — Un patron peut confier à un groupe d'ouvriers un travail pour lequel il paye un salaire collectif. Les ouvriers s'entendent entre eux pour se répartir les différentes besognes, ainsi que le salaire, sans l'intervention du patron. Les ouvriers sont ainsi plus indépendants vis-à-vis du patron dont ils n'ont pas à subir la surveillance constante et ils touchent un salaire plus élevé. Le patron craint moins les grèves et les malfaçons, les ouvriers étant solidaires les uns des autres. Ce système est souvent appliqué à l'étranger ou en France, notamment dans les imprimeries de journaux quotidiens.

Participation aux bénéfices. — La participation aux bénéfices consiste à rémunérer le travail de l'ouvrier au moyen d'un salaire fixe et d'une partie prélevée sur les bénéfices de l'entreprise. Cette combinaison présente de grands avantages pour le patron comme pour l'ouvrier.

Elle intéresse l'ouvrier au résultat de son travail et augmente son énergie de production ; elle le retient dans son atelier et établit entre lui et le patron une communauté d'intérêts de nature à prévenir les conflits entre le capital et le travail en écartant les dangers de grève.

En 1843 M. Leclaire, entrepreneur de peinture, fit en France, avec grand succès, un essai de ce genre.

Cette combinaison offre des avantages incontestables : c'est une forme particulière du contrat de salaire qui peut rencontrer des difficultés dans certaines industries.

Il ne s'agit pas d'une association proprement dite entre le patron et l'ouvrier, car ce dernier ne fait aucun apport et ne supporte pas les pertes. Le patron reste maître de l'entreprise et les ouvriers n'exercent aucun contrôle sur la comptabilité ni sur la gestion. La participation aux bénéfices ne peut donc amener la suppression du salariat.

Ce système de rémunération, non applicable à toutes les industries, exige une stabilité du personnel ouvrier difficilement réalisable dans certaines entreprises (bâtiment). De plus, si le nombre des ouvriers est considérable, la répartition des bénéfices procure à chacun d'eux une somme insignifiante, insuffisante pour stimuler son énergie.

Deux règles générales s'appliquent dans tous les cas : la participation porte sur les bénéfices nets et non sur le chiffre d'affaires ; les ouvriers n'y ont droit qu'après un certain temps de présence dans la maison.

Différentes combinaisons ont été imaginées pour la distribution des bénéfices. On peut, à la fin de chaque exercice, attribuer immédiatement sa part à chaque ouvrier, mais elle est minime et se trouve vite dépensée. Souvent la part de chaque ouvrier est versée à une caisse de prévoyance lui procurant une pension ou un capital à un certain âge.

Quelquefois on combine les deux systèmes en distribuant immédiatement une part des bénéfices à l'ouvrier, tandis que le reste est versé à la caisse de prévoyance.

L'échec de la participation aux bénéfices a été à peu près complet (moins de cent applications en France) et ses avantages théoriques ne se trouvent pas vérifiés en pratique.

La part revenant à chaque ouvrier est insignifiante quand elle est versée à la fin de chaque exercice. Si elle est mise en réserve (caisse de retraite) les ouvriers ne s'en aperçoivent pas et pensent même que ce boni est perdu.

La participation aux bénéfices ne garantit pas les patrons contre la grève et produit des conflits entre le capital et le travail ; elle augmente les frais généraux, car les patrons accordent souvent aux ouvriers sous forme de participation aux bénéfices une part supérieure à ce que rapporte leur travail, dans un esprit de philanthropie mal comprise.

Participation au capital (Copartnership). — Cette combinaison rend les ouvriers propriétaires du capital de l'entreprise dans laquelle ils travaillent, sous forme d'actions qui leur sont attribuées.

Dans la participation obligatoire, le patron force les ouvriers à consacrer leurs parts de bénéfices à l'achat d'actions de l'entreprise (papeterie Laroche-Joubert).

Dans la participation libre, on encourage les ouvriers à acquérir des actions de l'entreprise sans les y contraindre. (Les actions de certains Grands Magasins ne peuvent appartenir qu'à des employés de la maison.)

La participation au capital inscrite au programme des syn-

dicats jaunes a eu aussi peu de succès que la participation aux bénéfices. Il est difficile de l'imposer et, si elle est libre, l'ouvrier préfère dépenser sa part de bénéfices ou la placer dans une autre entreprise; il préfère conserver son épargne dans les caisses spéciales où il en dispose constamment, ou bien acheter des valeurs à lots (Crédit Foncier).

Les Compagnies du gaz de Londres, qui avaient organisé la Copartnership libre, l'ont rendue obligatoire, étant donné le peu d'empressement du personnel à acheter leurs actions.

Il existe en France deux applications mixtes intéressantes de la participation aux bénéfices qui tiennent de la coopérative de production, de la participation aux bénéfices et de la participation au capital, créées par des patrons philanthropes retirés des affaires dans l'intérêt de leurs ouvriers (Entreprise de peinture Leclaire, Familistère Godin de Guise).

L'entreprise Leclaire appartient à trois ouvriers qui en sont les gérants; les bénéfices sont répartis dans la proportion de 18,75 0/0 aux gérants et de 50 0/0 aux ouvriers; le surplus, soit 31,25 0/0, alimente une caisse de secours pour maladies, vieillesse, chômage, invalidité, etc.

La familistère de Guise a été fondée par Godin (1859) pour la construction d'appareils de chauffage en fonte. Les ouvriers étaient devenus en partie propriétaires de l'usine du vivant de Godin qui en mourant leur légua ses actions. L'usine, dirigée par des gérants, compte 1.800 ouvriers. On attribue sur les bénéfices : 37,5 0/0 au travail; 37,5 0/0 au capital actions et le reste aux gérants. Lorsqu'un ouvrier se retire, ses actions, rachetées par la Société, sont attribuées à l'ouvrier qui le remplace, pour que l'établissement continue d'appartenir exclusivement à ceux qui travaillent.

Actionnariat ouvrier. — On peut chercher à donner à l'ouvrier la qualité d'actionnaire dans les entreprises où il est occupé, de façon à lui attribuer plus que son salaire comme rémunération de son travail (actions de travail).

On a proposé de subordonner les futures concessions de mines en France à la condition que les ouvriers et les employés soient intéressés aux bénéfices de l'exploitation, dans la proportion de 5 0/0 de revenu net servant de base au

calcul de la redevance payée à l'État (M. Millerand, 1910); cette part des bénéfices, non attribuée individuellement à chaque ouvrier, serait administrée par un comité représentant les ouvriers et les employés. Ce comité, personne morale, pourrait acheter des actions de la société concessionnaire, les immeubles nécessaires à son fonctionnement et à celui d'institutions de prévoyance administrées par lui.

D'autres propositions de lois ont pour objet la création d'actions de jouissance du travail et l'organisation d'une caisse nationale de crédit au travail.

On affecterait une partie des fonds de réserve des sociétés capitalistes à l'amortissement de leur capital. Chaque action amortie serait remplacée par deux actions de jouissance : l'une dite action de jouissance du capital serait remise au porteur de l'action amortie; l'autre dite action de jouissance du travail serait délivrée à la caisse de crédit au travail qui aurait pour mission de réaliser le crédit ouvrier en mettant des capitaux à la disposition des travailleurs (J. Godard).

Cette proposition originale et intéressante rendrait encore plus difficile la création en France des sociétés par actions en poussant les capitaux français à s'expatrier; elle ne procure pas une solution du conflit entre le travail et le capital parce que les avantages accordés au travail ne sont pas attribués sous la forme tangible réclamée par l'ouvrier.

Cependant il a été déposé sur le bureau de la Chambre un projet de loi du gouvernement instituant les actions de travail qui institue un contrat de Société d'un genre nouveau; il donne aux patrons et aux ouvriers la faculté d'y recourir sans l'imposer à personne.

Dans sa forme juridique, le texte est un titre ajouté à la loi du 24 juillet 1867. Les Sociétés à participation ouvrière comprendront à la fois des actions de capital et des actions de travail. Les actions de capital seront régies par les règles du droit commun; les actions de travail seront la propriété collective des salariés de la Société qui devront toutefois, pour avoir droit à cette copropriété, faire partie du personnel d'une façon permanente et continue, depuis un certain délai fixé par les statuts.

Les actions de travail seront inaliénables pendant toute

la durée de la Société. Les dividendes attribués aux ouvriers seront répartis entre eux pendant la durée de celle-ci, conformément aux règles fixées par les statuts. Les ouvriers seront représentés aux assemblées générales et dans le Conseil d'administration. En cas de dissolution, l'actif social ne sera réparti entre les actionnaires qu'après l'amortissement intégral des actions de capital. La part représentative des actions de travail sera répartie dans la même proportion que les dividendes annuels entre les salariés comptant au moins dix ans de services consécutifs dans les établissements de la Société.

Ce projet de loi cherche à associer intimement le capital au travail, en donnant à l'ouvrier la possibilité de s'élever dans la hiérarchie sociale et en lui assurant un droit de contrôle dans la direction et dans la gestion des entreprises. Il veut substituer aux défiances injustifiées, aux conflits toujours si fâcheux, la confiance et la solidarité qui procèdent d'une œuvre accomplie en commun.

Le principe qu'il introduit dans la législation n'est pas entièrement nouveau. Dans les Sociétés anonymes, à côté des actions représentant des versements d'argent il existe des actions d'apport, des actions industrielles et des parts de fondateurs. Ce sont là autant de formes sous lesquelles, en dehors des versements en argent, des personnes peuvent apporter à une Société leurs services et leur industrie. Il s'agit de rémunérer ici un des éléments essentiels de la production : le travail.

ARTICLE PREMIER

La loi du 24 juillet 1867 sur les Sociétés est complétée par les dispositions suivantes :

Titre VI

Des Sociétés à participation ouvrière.

ART. 72. — Il peut être stipulé dans les statuts de toute Société par actions que la Société prendra la qualification de Société par actions à participation ouvrière.

Les Sociétés dont les statuts contiennent la stipulation ci-dessus seront soumises, indépendamment des règles géné-

rales qui leur sont propres suivant leur forme spéciale, aux dispositions des articles suivants.

ART. 73. — Les actions de ces Sociétés se composent :

1^o D'actions ou coupures d'actions de capital ;

2^o D'actions dites « actions de travail », dont le nombre ne peut être inférieur au quart des actions de capital.

Ces actions de travail donnent à leurs propriétaires des droits identiques à ceux des propriétaires d'actions de capital sous réserve des dispositions ci-après :

ART. 74. — Les actions de travail sont la propriété collective des salariés de la Société. Ceux-ci doivent toutefois, pour avoir droit à cette copropriété, faire partie du personnel de la Société d'une façon permanente et continue depuis un certain délai fixé par les statuts. Les statuts ne peuvent exiger que le délai d'admission ainsi déterminé soit supérieur à deux ans.

Les dividendes attribués aux ouvriers sont répartis entre eux conformément aux règles fixées par les statuts de la Société par actions.

En aucun cas les actions de travail ne pourront être attribuées individuellement aux salariés de la Société.

ART. 75. — Les actions de travail sont nominatives, inscrites au nom de l'ensemble des ouvriers de la Société, inaliénables pendant toute la durée de la Société et frappées d'un timbre indiquant l'inaliénabilité.

ART. 76. — Les ouvriers sont représentés à l'assemblée générale et en justice par des mandataires élus par les salariés participants, chacun de ces derniers disposant, pour cette élection, d'autant de voix que son salaire annuel, établi sur les comptes arrêtés quinze jours avant l'assemblée générale, comprend de fractions de 500 francs.

Les mandataires élus disposent eux-mêmes à l'assemblée générale du nombre de voix déterminé par les statuts, eu égard au nombre d'actions de travail appartenant aux ouvriers.

ART. 77. — (Il prévoit des conditions spéciales pour la modification de la durée de la Société, ou des droits des actions de travail.)

ART. 78. — En cas de dissolution, l'actif social n'est réparti

entre les actionnaires, qu'après l'amortissement intégral des actions de capital.

La part représentative des actions de travail est répartie au moment de la dissolution, dans la même proportion que les dividendes annuels, entre les salariés comptant au moins dix ans de services consécutifs dans les établissements de la Société, ou tout au moins une durée de service égale à la moitié de la durée de la Société.

ART. 79. — Le Conseil d'administration de la Société à participation ouvrière se compose pour le quart au moins de représentants ouvriers. Si le Conseil d'administration ne se compose que de trois membres, il devra comprendre au moins un représentant des ouvriers.

Cette règle s'applique au Conseil de surveillance des Sociétés en commandite par actions à participation ouvrière.

ART. 80. — Les Sociétés actuellement existantes qui se conformeront aux dispositions précédentes seront affranchies de tous les droits de timbre et d'enregistrement, tant pour leurs statuts eux-mêmes que pour les augmentations de capital.

Les actions de travail bénéficieront des avantages accordés par l'article 21 de la loi du 30 décembre 1903 complété par l'article 25 de la loi de finances du 8 avril 1910 aux parts d'intérêts ou actions dans les Sociétés de toute nature, dites de coopération, formées exclusivement entre ouvriers et artisans. Ces mêmes titres seront en outre affranchis du droit proportionnel du timbre édicté par la loi du 5 juin 1850 et du droit de transmission établi par la loi du 23 juin 1857.

Indépendamment des immunités fiscales ci-dessus prévues les Sociétés à participation ouvrière bénéficieront des avantages accordés par les lois et décrets en vigueur aux Sociétés coopératives de production.

ARTICLE 2.

Il est ajouté au deuxième alinéa de l'article 64 de la loi du 24 juillet 1867, la disposition suivante :

« Si la Société a usé de la faculté d'émettre des actions de travail, cette circonstance doit être mentionnée par l'addition de ces mots : à participation ouvrière, »

Taux des salaires, loi de l'offre et de la demande. — Le salaire est arrêté par une entente entre le patron et l'ouvrier, sur laquelle influent des lois générales.

Le salaire, qui ne peut pas descendre au-dessous d'un minimum indispensable à l'ouvrier pour vivre avec sa famille, ne peut pas dépasser un maximum qui est la valeur du produit, car l'entrepreneur cesserait de produire s'il devait payer aux ouvriers un salaire égal au prix de vente du produit fabriqué.

Le salaire varie sous l'influence de la loi de l'offre et de la demande entre le minimum et le maximum ainsi fixés.

Lorsque l'offre de travail est plus considérable que la demande, le salaire baisse ; il s'élève au contraire lorsque la demande est plus forte que l'offre. En résumé, le salaire s'élève lorsque deux patrons courent après un ouvrier ; il s'abaisse lorsque deux ouvriers courent après un patron (R. Cobden).

L'offre du travail dépend du chiffre de la population ouvrière sur laquelle influent le nombre des naissances et des décès ainsi que l'immigration des ouvriers étrangers.

La demande du travail, à un moment donné, dépend de la productivité du capital et du développement de l'industrie.

La productivité du travail influe aussi sur la détermination du salaire. Une forte productivité augmente la plus-value réalisée à la suite de la vente du produit et par conséquent le salaire possible. Ainsi l'ouvrier est mieux payé aux États-Unis et en Angleterre que partout ailleurs.

Les ouvriers d'art touchent de hautes payes à cause de leur habileté technique, résultant d'un long apprentissage, et de dispositions naturelles pour le goût et l'élégance.

Les mineurs et les ouvriers verriers, exposés à de nombreux accidents, reçoivent un salaire élevé. Certains métiers inspirent le dégoût et la répulsion, tandis que d'autres provoquent l'estime et la considération. L'attrait d'une haute paye peut seul assurer le recrutement des premiers. Le prestige dont jouissent les professions libérales suffit pour attirer de nombreux jeunes gens malgré l'insuffisance de la rémunération qui leur est attribuée.

Les ouvriers reçoivent un salaire plus élevé dans les professions où un chômage annuel se produit régulièrement.

(bâtiment, etc.). Le salaire des femmes est moins élevé que celui des hommes; elles ont des exigences moindres, soit parce que le salaire est pour elles un supplément des ressources (salaire d'appoint) qui s'ajoute à celui du père ou du mari, soit parce que leur énergie physique est moindre.

Salaire nominal, salaire réel. — Le salaire nominal est la somme d'argent que l'ouvrier reçoit pour prix de son travail. Le salaire réel est ce que la somme d'argent payée à l'ouvrier peut lui procurer sous forme d'objets nécessaires à son existence et à son bien-être (vivres, vêtements, etc.).

En effet, la valeur de la monnaie (puissance d'échange) augmente ou diminue comme celle des autres marchandises. Donc on ne se fait pas une idée exacte des changements que subit la condition de l'ouvrier si l'on s'arrête à la considération du salaire nominal. Les choses nécessaires à la vie de l'ouvrier coûtant plus cher aujourd'hui qu'il y a cent ans, il faut que le salaire nominal ait augmenté proportionnellement pour que sa condition n'ait pas subi de diminution.

Variations du salaire nominal. — La hausse des salaires pendant le XIX^e siècle, qui atteint 129 0/0 (très lente de 1806 à 1856, très rapide de 1856 à 1880, ralentie de 1880 à 1900), peut être attribuée à l'affluence de l'or, à la transformation de la production industrielle, au développement des transports. Pour savoir si le salaire réel a augmenté dans la même proportion que le salaire nominal, il faut étudier comment s'est modifié le coût de la vie ouvrière.

Les produits manufacturés (vêtements, meubles, etc.) ont diminué notablement de prix, de même que le vin, le sucre, le pain. Au contraire, il y a eu augmentation notable de prix, pour certains produits alimentaires (viande, légumes, lait, beurre) et pour les loyers. En réalité, les quantités consommées ont augmenté, la vie de l'ouvrier est devenue plus chère, parce qu'il s'est créé des besoins nouveaux et qu'il a élargi le cercle et l'importance de ses consommations. Le salaire nominal a doublé pendant le XIX^e siècle et le coût de la vie a augmenté d'un tiers; le salaire réel a donc augmenté d'environ deux tiers (certains auteurs disent 3/4).

Taux des salaires en France. — Les résultats statistiques de l'enquête officielle de 1892 ont montré que le taux moyen des salaires par jour de travail était à ce moment de 4 fr. 20 (hommes) et de 2 fr. 20 (femmes) dans les départements.

A Paris, la moyenne du salaire était de 6 fr. 35 par jour (hommes) et de 3 fr. 15 (femmes). Pour les ouvriers agricoles, le montant des salaires est fourni par les résultats suivants qu'a donnés l'enquête agricole ouverte en 1892.

1 ^o Ouvriers nourris :	hommes en été	1 fr. 83,	femmes	1 fr. 08
—	hommes en hiver	1 fr. 30,	—	0 fr. 79
2 ^o Ouvriers non nourris :	hommes en été	2 fr. 94,	femmes	1 fr. 78
—	hommes en hiver	2 fr. 04	—	1 fr. 30

Les salaires, en général élevés dans certains pays (France, États-Unis, Angleterre, Allemagne), sont au contraire très bas dans d'autres (Belgique, Italie, Suisse).

Aux États-Unis l'ouvrier de métier est très bien payé; le travail, plus intensif et plus productif qu'en Europe, ne dure pas plus de neuf heures par jour. Les machines, très perfectionnées, n'exigent qu'une main-d'œuvre de conduite très réduite. Un ouvrier peut conduire seize métiers à la fois dans certaines usines au lieu de quatre ou cinq en France.

La vie aux États-Unis est plus coûteuse qu'en France, mais la viande y est moins chère, de même que les objets manufacturés, notamment les vêtements. Le logement dans des villes comme New-York représente une dépense importante. Le salaire réel est très supérieur à celui de l'ouvrier français car la femme mariée travaille rarement en Amérique, le salaire du mari étant largement suffisant pour faire vivre la famille sans un salaire d'appoint de la femme.

On constate que la moyenne des salaires anglais est plus élevée que la moyenne des salaires français de 50 0/0 environ, tandis que la moyenne des salaires français est supérieure aux salaires allemands de 20 à 25 0/0. Les salaires tendent à augmenter en Allemagne sous l'influence de circonstances signalées plus haut (augmentation du bien-être, etc.).

Théorie du salaire naturel de Ricardo (*loi d'airain de Lassalle*). — D'après Ricardo, le salaire naturel normal est la

somme nécessaire à l'ouvrier pour vivre et pour faire vivre une famille restreinte. Si le salaire s'abaisse au-dessous de ce taux, l'ouvrier n'ayant plus de quoi vivre est décimé par la misère, l'offre du travail diminue par rapport à la demande des patrons et le salaire s'élève. Alors l'ouvrier vêtu, logé et nourri plus confortablement, vivant largement, peut se donner le luxe d'un plus grand nombre d'enfants ; la population ouvrière s'accroît et le salaire rebaisse, la demande de travail devenant supérieure à l'offre d'emploi.

L'ouvrier est donc maintenu par un joug de fer dans une infériorité fatale, malgré les progrès de l'industrie. Les socialistes ont appelé *loi d'airain* cette règle inflexible.

Cette théorie est fausse, car Ricardo confond le salaire naturel et normal avec le salaire minimum. Il est indispensable que l'ouvrier reçoive en échange de son travail assez d'argent pour vivre et faire vivre les siens. Mais ce strict nécessaire, au-dessous duquel le salaire ne peut descendre, ne constitue pas le salaire naturel ou normal.

Ricardo considérant un seul côté de la question, l'offre du travail, remarque que cette offre croît avec l'augmentation de la population ouvrière, mais il ne voit pas que la demande du travail devient en même temps plus considérable, à mesure que l'industrie progresse et que la population se développe ; l'équilibre ne se trouve donc pas nécessairement rompu au détriment de l'ouvrier, bien au contraire.

En effet, la productivité du travail augmente, l'ouvrier profite des perfectionnements dus aux inventions nouvelles, sa part dans la répartition des richesses augmente avec la plus-value obtenue par la fabrication du produit. La situation matérielle de l'ouvrier s'est améliorée d'une façon considérable depuis cinquante ans, l'intérêt du capitaliste et le profit de l'entrepreneur s'amoindrissent, tandis que le salaire de l'ouvrier hausse constamment. D'autre part, la population ouvrière n'augmente pas à mesure que les salaires s'élèvent ; au contraire, la natalité diminue dans la classe ouvrière avec les hauts salaires qui y développent le luxe.

De plus, le salaire diffère suivant les emplois et les pays. On a modifié l'énoncé de la loi d'airain pour expliquer cette anomalie. Le minimum de vie servant de régulateur

au salaire non commun à tous les hommes d'après les lois physiologiques est déterminé par les habitudes nationales. Ce minimum s'élevant à mesure que changent les besoins de l'ouvrier, la loi n'est pas une loi d'airain.

Théorie du fonds des salaires (*Wage fund*). — D'après Stuart Mill, le salaire de l'ouvrier est déterminé par la demande du travail (chiffre de la population ouvrière) et par l'offre d'emploi (capitaux disponibles pour le paiement de la main-d'œuvre). Dans les capitaux destinés aux opérations industrielles d'un pays, une part est réservée à l'achat de matières premières, l'autre est distribuée aux ouvriers sous forme de salaires (fonds des salaires ou *wage fund*).

On obtient le salaire moyen de chaque ouvrier en divisant le fonds des salaires par le nombre d'ouvriers existant dans le pays. Si la somme que tous les entrepreneurs du pays destinée au paiement des salaires s'élève à trois milliards (année de 300 jours) et que la population ouvrière soit de 2 millions, le salaire moyen sera de 5 francs par jour.

Cette théorie qui aboutit à des conséquences aussi décevantes que la loi d'airain représente la situation de l'ouvrier comme dépendant, non des progrès de l'industrie, mais du caprice de l'entrepreneur. Elle restreint la force productive individuelle de l'ouvrier. Comme la somme à répartir en main-d'œuvre est limitée, il ne faut pas qu'un ouvrier travaille plus longtemps ou produise plus qu'un autre, parce que le salaire supplémentaire qu'il recevrait serait prélevé sur le fonds commun au détriment des autres ouvriers. Les trade-unions (Angleterre) ont donc cherché à limiter le nombre d'heures de travail pour tous les ouvriers.

Stuart Mill tient bien compte de l'offre d'emploi et de la demande de travail. Mais, comme Ricardo, il n'admet pas que la productivité du travail influe directement sur la détermination du taux du salaire. Il détermine le salaire de l'ouvrier d'après le capital de l'entrepreneur au début de ses opérations et non d'après les résultats de la production.

Or l'entrepreneur règle le prix de la main-d'œuvre (dépenses de matériel et de matières premières) d'après le produit présumé de la vente.

Productivité du travail. — D'après Walker, Stanley Jevons, Henry George, le taux général du salaire du travailleur coïncide avec le produit de son travail; l'augmentation du salaire dans un pays résulte de l'intensité de sa production.

Si le travail produit plus, sa valeur augmente et son coût d'achat sur le marché s'élève. La part revenant au capital et à l'entrepreneur dans la répartition des richesses diminue constamment, donc celle du salarié doit augmenter.

Cette théorie, moins décevante que les précédentes, est en partie vraie; car tout ce qui rend le travail plus productif, inventions, machines, etc., améliore la condition de l'ouvrier. Le salaire est bien en relation directe avec la productivité du travail. Mais d'autres éléments, tels que la loi de l'offre et de la demande, influent sur la détermination du salaire. Aux États-Unis, où la productivité du travail a beaucoup augmenté, les salaires sont demeurés à peu près stationnaires. Dans les industries où le patron est abrité derrière un brevet d'invention, le travail de l'ouvrier est plus productif que dans d'autres industries similaires moins bien garanties, sans cependant être mieux payé.

Associations coopératives. — Les associations coopératives sont formées par des ouvriers ou par de petits artisans payant une cotisation déterminée en vue d'améliorer leur situation matérielle. Coopérer peut vouloir dire travailler ensemble: action de personnes unissant leurs efforts pour atteindre un même but. Coopérer signifie aussi travailler avec; la société coopérative travaille avec ses membres.

Le membre d'une association coopérative est associé et participe aux risques comme aux bénéfices de l'entreprise. Dans une coopérative de consommation, c'est le client qui réserve ses commandes à la société; dans une société coopérative de production, l'associé est ouvrier.

Toutes les sociétés coopératives ont pour résultat de supprimer les intermédiaires: commerçants détaillants (sociétés coopératives de consommation); banquiers (sociétés de crédit); patrons (sociétés de production); propriétaires ou bailleurs d'immeubles (sociétés de construction).

Équitables pionniers de Rochdale. — L'association coopéra-

tive, née en France, fut d'abord appliquée avec succès en Angleterre. En 1843, vingt-huit pauvres tisserands de Rochdale fondèrent une association pour acheter en gros les objets nécessaires à la vie et pour les revendre ensuite aux associés, au comptant et au prix du commerce; ils avaient ainsi des vivres de première qualité et ils gardaient pour eux le bénéfice du détaillant. Chaque associé versait une cotisation extrêmement modique de 0 fr. 20 par semaine.

En 1844, l'association ayant réuni 700 francs, loua un magasin (250 francs) et commença ses opérations avec un fonds de roulement de 450 francs; une part des bénéfices était distribuée aux associés; l'autre était répartie entre les acheteurs (associés ou non), proportionnellement à leurs achats (boni). Depuis longtemps cette association florissante, dont le capital atteint près de dix millions (9.000 membres), est devenue, en même temps qu'une association de consommation, une puissante société de production fabriquant dans ses ateliers la plus grande partie des objets qu'elle vend.

École de Nîmes. — L'association, conduite avec prudence et dirigée avec ordre et économie, est un merveilleux instrument de progrès. L'école de Nîmes (M. Gide, 1889) a tracé un programme ayant pour but de substituer la coopération à la production capitaliste. Dans une première étape, on s'emparerait des commerces de détail puis de gros (suppression des intermédiaires). Avec les bénéfices ainsi réalisés, la coopération s'emparerait de la production manufacturière et approvisionnerait les coopératives de vente.

Enfin la coopération s'étendant à l'agriculture acquerrait des domaines pour produire le blé, le vin, etc.

Ce programme ne fournit toutefois pas une solution définitive de la question sociale consistant à supprimer le salariat et à transformer tous les ouvriers en patrons.

La société de production seule aboutit à ce résultat, mais, de toutes les sociétés ouvrières, c'est celle qui est la plus difficile à établir et à faire fonctionner convenablement.

Les coopératives et le parti socialiste. — Les socialistes révolutionnaires reprochent à la coopération de détourner les ouvriers de leur principale préoccupation qui doit être

la lutte contre le capital ; la diminution du prix des denrées cause l'avilissement des salaires ; pour eux, les bénéfices de la coopération devraient alimenter la caisse du parti socialiste (J. Guesde). Les socialistes réformistes considèrent la coopération comme une arme du prolétariat contre l'exploitation du commerce de détail (Congrès de Copenhague, 1910), utile en même temps pour l'éducation complète de l'ouvrier et pour l'amélioration de sa condition.

En France, la constitution et le fonctionnement des sociétés coopératives ont été favorisés par la loi de 1867 organisant les sociétés à capital variable et par celles de 1894 et de 1906 sur les habitations à bon marché.

Sociétés de consommation personnelle. — Les sociétés de consommation personnelle organisent des magasins d'approvisionnement vendant aux associés et au public tous les objets nécessaires à l'existence. Elles vendent au comptant au prix du commerce de détail. Les bénéfices réalisés sur les opérations sont employés pour l'alimentation du fonds de réserve de la société et pour la distribution d'un dividende aux actionnaires. Le reste est généralement réparti en fin d'exercice entre les acheteurs au prorata de leurs achats (boni).

Cette combinaison très heureuse, qui rend de très grands services, permet à l'ouvrier de se procurer des vivres sains, supprime l'intermédiaire détaillant et assure à l'ouvrier le bénéfice qui sert à le rémunérer. L'ouvrier, obligé d'acheter comptant, échappe aux dangers de la vente à crédit.

La répartition des bénéfices proportionnellement aux achats réalise une forme excellente de l'épargne étroitement associée aux dépenses. La mauvaise gestion administrative et commerciale des sociétaires qui n'ont pas l'expérience des affaires est le principal danger auquel soient exposées les sociétés de consommation personnelle.

Ce genre de société est surtout développé en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en Russie (1870-1880).

En Belgique, les coopératives (catholiques ou collectivistes) ont pour but d'exercer une influence salutaire sur la vie économique de la classe ouvrière ; elles ont pour programme, sous le nom de maisons du peuple, d'être de

véritables éducatrices au point de vue moral et politique.

La plus importante des coopératives collectivistes belges est le « Vooruit » de Gand dirigé par M. Anseele, chef du parti socialiste. Le Vooruit, d'abord limité au commerce de la boulangerie, vend actuellement toutes les marchandises. On distribue les bénéfices sous forme de jetons de consommation suivant l'idéal collectiviste, et on en consacre une grande partie aux dépenses de propagande et à la fondation d'œuvres sociales (théâtre, journal, etc.).

En France, on compte un millier de boulangeries et de brasseries coopératives formant la majorité des sociétés (un tiers sur environ 3.000) ; d'autres vendent de la viande, du vin, du charbon. Il existe peu de restaurants coopératifs.

Sociétés coopératives de consommation. — 2.875 sociétés sur 3.051 ont fait connaître leurs chiffres d'affaires ; le total s'élève à 293.389.500 francs ¹.

Nous citons dans le tableau de la page suivante celles dont le chiffre d'affaires a été le plus élevé.

Sociétés coopératives de consommation vendant au public. — Depuis que la loi de finances du 19 avril 1905 les a assujetties à la patente, un certain nombre de sociétés coopératives de consommation vendent au public, c'est-à-dire à des personnes qui n'en font partie à aucun titre, ni comme sociétaires, ni comme adhérents.

2.601 sociétés sur les 3.051 signalées comme existantes (soit 85,25 0/0), ont fait connaître si elles vendaient ou non au public.

Sur ces 2.601 sociétés :

1.595 (soit 61,32 0/0) ne vendent pas au public (chiffre d'affaires de 151.283.500 francs).

1.006 (soit 38,68 0/0) vendent à la fois à leurs sociétaires et au public. Parmi ces 1.006 sociétés, 213 ont seulement indiqué qu'elles vendaient au public, sans faire connaître la

1. Aux 292.616.500 francs d'affaires effectuées par les 2.875 sociétés qui ont indiqué à la fois leur nombre de membres et leur chiffre d'affaires, il convient d'ajouter le chiffre d'affaires, effectué par 10 sociétés, qui n'ont fourni de renseignements que sur ce point : ce chiffre d'affaires s'est élevé à 773.000 francs.

DÉPARTEMENTS	LOCALITÉS	TITRES	NOMBRE DE MEMBRES	CHIFFRE D'AFFAIRES
Aisne.....	Saint-Quentin.....	La Fraternelle.....	2.300	1.143.000
Aube.....	Troyes.....	La Laborieuse.....	3.200	2.250.000
Doubs.....	Valentigney.....	La Fraternelle.....	850	1.899.500
Eure-et-Loir.....	St-Rémy-sur-Avre.....	Société Philanthropique coopérative.....	4.190	1.580.000
Isère.....	Grenoble.....	La Ménagère.....	3.800	1.200.000
Loire.....	Roanne.....	La Solidarité.....	2.665	1.173.000
—.....	Saint-Etienne.....	Union des Travailleurs.....	6.307	2.333.500
Manche.....	Cherbourg.....	La Fraternelle.....	4.826	1.926.500
Meurthe-et-Moselle.....	Dombasle.....	La Lorraine (Solvay).....	790	1.396.000
—.....	Longwy.....	L'Épargne.....	898	1.041.500
Nord.....	Roubaix.....	L'Union.....	16.800	2.000.000
—.....	Roubaix-Tourcoing.....	Union.....	1.750	1.360.000
—.....	Roubaix.....	La Roubaissienne.....	1.200	1.200.000
—.....	Lille.....	L'Union.....	1.200	1.200.000
—.....	—.....	L'Indépendante (boulangerie).....	7.428	1.920.000
—.....	Denain.....	Brasserie coopérative Villars.....	17.000	2.485.000
—.....	Anzin.....	Coopérative des Mineurs.....	676	1.078.000
—.....	Nœux.....	Société des Mineurs.....	9.420	7.337.000
Pas-de-Calais.....	Paris.....	La Belvelloise.....	3.160	1.940.500
Seine.....	—.....	L'Egalitaire.....	8.055	4.652.500
—.....	—.....	L'Union du P.-L.-M.....	7.376	2.800.000
—.....	—.....	Société de Consommation de l'Est.....	44.000	3.000.000
—.....	—.....	Assoc. des Employés civils de l'Etat.....	2.800	1.300.000
—.....	Puteaux.....	La Revendication.....	27.266	7.100.000
Seine-Inférieure.....	Sotheville.....	La Solidarité Sottevillaise.....	2.922	1.944.000
Somme.....	Amiens.....	L'Union.....	1.777	1.000.000
Haute-Vienne.....	Limoges.....	L'Union.....	4.100	1.600.000
—.....	—.....	—.....	10.770	5.373.000

part qui revenait à cette vente dans leur chiffre d'affaires. 793 sociétés effectuent un chiffre d'affaires total de 76.482.000 francs, dont 15.491.500 francs (soit 20 0/0) pour la vente au public.

Profession des membres des sociétés. — Sociétés coopératives d'agents de chemins de fer. — 122 sociétés sont signalées comme composées uniquement d'agents de chemins de fer.

117 de ces sociétés ont fait connaître à la fois le nombre de leurs membres et leur chiffre d'affaires (68.539 membres et 23.026.000 francs d'affaires).

Les plus importantes se trouvent dans les Ardennes (3 avec 1.304 membres : 1.162.000 francs d'affaires), la Loire (3 avec 1.664 membres : 1 million d'affaires), la Seine (2 avec 16.800 membres : 4.300.000 francs d'affaires).

Employés et ouvriers de l'État. — 27 sociétés coopératives sont composées exclusivement d'employés et ouvriers de l'État.

8 de ces coopératives sont composées de douaniers et 2 d'employés des postes et télégraphes ; 1 d'officiers (Seine).

Sociétés coopératives de consommation du département de la Seine. — Les 109 sociétés coopératives de consommation du département de la Seine se répartissent comme suit, entre Paris et la banlieue.

Paris : 51 sociétés dont 50 comptent 69.194 membres et font 26.091.000 francs d'affaires ; banlieue : 58 sociétés dont 57 comptant 19.320 membres et faisant 9.288.500 francs d'affaires.

Les sociétés de consommation industrielles sont formées soit entre ouvriers (exercice d'un métier), entre petits propriétaires fonciers (exploitation de la terre), entre petits industriels (placement et vente de produits manufacturés).

Les sociétés pour l'achat des matières premières et de l'outillage industriel ont pour but l'achat en gros et la revente en détail, aux associés, de matières premières et d'outils de bonne qualité obtenus à bas prix par quantités.

Les petits cultivateurs forment des sociétés coopératives agricoles (acquisition de semences, d'engrais, de bétail, manutention ou vente de produits agricoles, beurre, fromage, etc.). Les petits propriétaires associés augmentent leurs bénéfices en adoptant les méthodes de la grande culture.

Les sociétés d'assurances mutuelles agricoles. — Les sociétés d'assurances mutuelles contre les divers risques agricoles ont pris en ces dernières années un développement considérable.

On en comptait 1.484 en 1898. Il en existait 11.687 à la fin de 1912 : ils s'en était créé 676 en 1910 et 963 en 1911.

Ces 11.687 sociétés d'assurances mutuelles agricoles se répartissent comme suit d'après les risques qu'elles garantissent :

Assurance contre la mortalité du bétail....	8.865
Réassurance contre la mortalité du bétail..	69
Assurance contre l'incendie des risques agricoles.....	2.662
Réassurance contre l'incendie des risques agricoles.....	28
Assurance contre la grêle.....	27
Assurance contre les accidents du travail agricole.....	35
Réassurance contre les accidents du travail agricole.....	1

Les départements où on compte le plus grand nombre de ces institutions sont : Landes 1.153, Haute-Marne 830, Haute-Saône 506, Jura 343, Pas-de-Calais 337, Basses-Pyrénées 335, Isère 323.

Mutuelles-bétail. — Au total, les 8.865 mutuelles-bétail groupent 473.747 adhérents et le capital assuré représente 605.251.815 francs.

Mutuelles-Incendie. — Les 2.662 caisses d'assurances contre l'incendie groupent 68.900 adhérents effectifs et 43.840 expectants. Le capital assuré est de 693.487.705 francs ; le capital à assurer 591.012.650 francs.

Le département de la Haute-Marne se place au premier rang pour l'assurance contre l'incendie des risques agricoles avec 437 caisses locales.

17 départements n'ont encore aucun groupement contre l'incendie.

Le nombre des locales incendie a augmenté de 434 pen-

dant l'année 1911, celui des assurés effectifs de 5.074, et celui des membres expectants de 8.460.

Subventions. — Le législateur, désireux d'encourager par tous les moyens l'organisation et le développement de l'assurance mutuelle contre les divers risques agricoles, a chaque année mis à la disposition du Ministère de l'Agriculture des crédits destinés à permettre d'allouer des subventions à ces sociétés.

Fixés pour la première fois par la loi de finances de 1898 à 500.000 francs, ces crédits ont été augmentés au cours des derniers exercices ; ils ont été portés à 600.000 francs en 1902, à 1.200.000 francs par la loi de finances du 27 avril 1905. Maintenus à ce chiffre jusqu'en 1911, ils ont été portés par la loi de finances du 27 février 1912, à 1 million 575.000 francs.

Cette dotation a permis d'accorder aux sociétés d'assurances mutuelles agricoles de 1898 à 1911 des subventions s'élevant à un total de 10.108.100 francs. Ces subsides sont de deux sortes ; les uns sont accordés aux sociétés en voie de formation à titre de subvention de premier établissement, les autres sont destinés à venir en aide aux sociétés qui ont subi des pertes exceptionnelles et à leur permettre de reconstituer leurs réserves.

Les 10.108.100 francs de subventions accordées jusqu'au 31 décembre 1911 ont bénéficié à 9.680 sociétés comme subventions pour pertes exceptionnelles.

Les sociétés de magasinage (Allemagne) sont formées par de petits industriels qui louent à frais communs des locaux pour y exposer et y vendre économiquement leurs produits.

Les sociétés de crédit ont pour but de prêter de l'argent aux petits artisans ou aux ouvriers en vue de les aider et de leur procurer des fonds pour s'établir à leur compte. Un certain nombre de membres organisent une banque dont le capital est formé de leurs cotisations. La banque reçoit des dépôts du public moyennant intérêt et consent des prêts aux membres. Dans ces banques populaires, les associés sont responsables indéfiniment et solidairement des dépôts.

Les sociétés de crédit se sont surtout développées en Allemagne sous l'influence de M. Schultze-Delitzsch.

COMMUNES	LOGEMENTS COMPRENANT			
	3 pièces habitables, ou plus, de 9 ^m superficiels au moins avec cuisine et w.-closets	2 pièces habitables, de 9 ^m superficiels au moins avec cuisine et w.-closets	1 pièce destinée à l'habitation de 9 ^m superficiels au moins et cuisine	1 chambre isolée de 9 ^m superficiels au moins
	Francs	Francs	Francs	Francs
Au-dessous de 2.001 habitants.	220	180	120	70
De 2.001 à 5.000 habitants...	250	205	125	80
De 5.001 à 15.000 habitants...	275	225	150	90
De 15.001 à 30.000 habitants et banlieue des communes de 30.001 à 200.000 habitants dans un rayon de 10 kilo- mètres.....	325	250	175	100
De 30.001 à 200.000 habitants, banlieue des communes de 200.001 habitants et au- dessus, dans un rayon de 15 kilomètres, et grande banlieue de Paris, c'est-à- dire communes dont la dis- tance aux fortifications est supérieure à 20 kilomètres et n'excède pas 40 kilo- mètres.....	400	325	250	125
De 200.001 habitants et au- dessus et petite banlieue de Paris, dans un rayon de 20 kilomètres.....	500	400	300	175
Ville de Paris.....	600	500	350	200

augmenté, le cas échéant, du montant des charges autres que celles de salubrité (eaux, vidanges, etc.), et d'assurance contre l'incendie ou sur la vie. La valeur locative des maisons individuelles sera fixée à 4,75 0/0 du prix de revient réel de l'immeuble. Dans ce prix de revient la valeur du terrain ne sera comprise que pour la portion afférente à la surface couverte ou entourée par la construction. Le prix des cana-

lisations pour amenée d'eaux et pour évacuation des vidanges et eaux usées jusqu'à leur entrée dans la maison ne sera pas compris dans l'évaluation de son prix de revient. Il en sera de même du prix des appareils d'épuration des vidanges et des eaux usées.

Les Comités de patronage certifieront la salubrité des maisons et logements qui doivent bénéficier des avantages de la loi.

Tant que les maisons et logements bénéficient des avantages de la loi, les Comités de patronage ont le droit de s'assurer que les conditions de salubrité subsistent. Si les maisons ou logements cessent d'être salubres par suite de modifications dans les aménagements, le Comité de patronage peut retirer le certificat de salubrité. Sa décision motivée est notifiée au propriétaire qui a un délai d'un mois pour se pourvoir devant le ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.

Les bureaux de bienfaisance et d'assistance, les hospices et hôpitaux peuvent, avec l'autorisation du préfet, employer une fraction de leur patrimoine, qui ne pourra excéder deux cinquièmes, soit à la construction de maisons à bon marché, soit en prêts aux sociétés de construction de maisons à bon marché et aux sociétés de crédit, qui, ne construisant pas elles-mêmes, ont pour objet de faciliter l'achat, la construction ou l'assainissement de ces maisons, soit en obligations ou actions de ces sociétés, lesdites actions entièrement libérées et ne pouvant dépasser les deux tiers du capital social.

Les communes et les départements peuvent employer leurs ressources en prêts, en obligations ou, dans les conditions ci-dessus spécifiées, en actions, sous réserve : 1° que les maisons ne puissent être aliénées au-dessous du prix de revient ni louées à des prix inférieurs de plus de deux cinquièmes aux maxima de valeurs locatives spécifiés ci-dessus ou de plus de moitié pour les locaux loués à des familles de plus de trois enfants de moins de seize ans ; 2° que ces emplois de fonds soient préalablement approuvés par décision du ministre du Travail.

Sous réserve d'approbation, dans les mêmes formes, les

Assez répandues en Russie, en Italie, en Belgique, elles le sont moins en Angleterre où la petite industrie est peu représentée et encore moins en France où tout est à faire.

Les banques populaires ne prêtent guère aux salariés, dont la solvabilité ne présente pas des garanties suffisantes; elles aident surtout les petits patrons et les commerçants détaillants.

Les sociétés de production tendent à supprimer le patronat en confiant la direction et le travail d'exécution aux ouvriers. Le capital nécessaire est constitué à l'aide de cotisations prélevées sur les salaires des membres ou par l'emprunt. Les produits fabriqués appartiennent à la société; les profits et les pertes sont répartis entre les associés.

Malheureusement les ouvriers, très experts dans leur métier, n'ont pas en général une connaissance des affaires suffisante pour administrer des sociétés de production. Ils ne sont pas assez disciplinés pour se plier à l'autorité des gérants, souvent pris parmi les membres eux-mêmes. De plus, les bénéfices ne peuvent être répartis avec assez de régularité pour remplacer le salaire hebdomadaire; souvent même, le résultat se traduit par une perte et l'ouvrier voit son capital disparaître en même temps que le fruit de son travail.

Enfin, loin d'avoir pour effet de supprimer le patronat et le salariat, les sociétés de production tendent fatalement vers la forme capitaliste: si les résultats sont brillants, les membres existants refusent les nouvelles adhésions et prennent des ouvriers salariés pour travailler sous leurs ordres; c'est un retour au patronat. Ce genre d'association a eu peu de succès en France (500 comptant 20.000 membres et faisant une soixantaine de millions d'affaires). En Angleterre, au contraire, il a réussi en général sous forme de filiales de puissantes sociétés de consommation.

Les sociétés de construction formées par les ouvriers eux-mêmes pour fournir à leurs membres des logements salubres ont surtout réussi en Angleterre et aux États-Unis (Philadelphie). En France, on a poursuivi le même but par la constitution de sociétés capitalistes construisant des maisons salubres et à bon marché en limitant l'intérêt des capitaux investis à 3 ou 4 0/0. On a aussi eu recours à la construc-

tion d'immeubles destinés à loger les ouvriers, par les compagnies ou par les patrons qui les leur louent à très bas prix ou même gratuitement.

La loi de 1906 a créé dans chaque département un comité de patronage des habitations à bon marché, pourvu de la personnalité morale, qui encourage les manifestations de la prévoyance sociale et la construction de maisons salubres et à bon marché; les particuliers ou les sociétés propriétaires les louent ou les vendent aux ouvriers. Ces constructions jouissent de l'exemption de l'impôt foncier pendant 12 ans.

La nouvelle législation des habitations à bon marché. — La loi du 25 décembre 1912 modifie et complète celle du 12 avril 1906 sur les habitations à bon marché.

Sont affranchies de la contribution foncière et de la contribution des portes et fenêtres les maisons individuelles ou collectives destinées à être louées ou vendues et celles constituées par les intéressés eux-mêmes. Cette exception sera d'une durée de douze années à compter de l'achèvement de la maison.

Ces avantages s'appliqueront aux maisons destinées à l'habitation collective lorsque la valeur locative de chaque logement ne dépasse pas, au moment de la construction, les maxima du tableau de la page suivante.

Le bénéfice de la loi est acquis par cela seul que la destination principale de l'immeuble est d'être affecté à des habitations à bon marché. Toutefois les exonérations d'impôt ne s'appliqueront qu'aux parties de l'immeuble réellement occupées par des logements à bon marché.

Bénéficieront également des avantages de la loi les maisons individuelles dont la valeur locative ne dépassera pas de plus d'un cinquième le chiffre déterminé ci-dessus. Seront considérés comme dépendances de la maison pour l'application de la loi, sauf en ce qui concerne l'exemption temporaire d'impôt foncier, les jardins d'une superficie de 10 ares au plus attenants ou non attenants aux constructions et possédés dans la même localité par les mêmes propriétaires.

Pour l'application de la loi, la valeur locative des logements sera déterminée par le prix de loyer porté dans les baux,

communes et les départements peuvent faire apport aux sociétés susvisées de terrains ou de constructions, pourvu que la valeur attribuée à ces apports ne soit pas inférieure à leur valeur réelle, établie par expertise.

Ils peuvent même : 1° céder de gré à gré aux sociétés susvisées des terrains ou constructions, sans que le prix de cession puisse être inférieur à la moitié de leur valeur réelle établie par expertise ; 2° garantir jusqu'à concurrence de 3 0/0 au maximum l'intérêt des obligations desdites sociétés, et, pendant vingt ans au plus, le dividende de leurs actions.

La Caisse des Dépôts et Consignations reste autorisée à employer, jusqu'à concurrence des deux cinquièmes, le fonds de réserve et de garantie des caisses d'épargne en obligations négociables des sociétés de construction et de crédit visées ci-dessus.

Rapports juridiques et économiques du travail et du capital. Contrat de travail. — Par le contrat de travail, une personne s'engage à travailler pour une autre qui s'oblige à lui payer un salaire proportionnel à la durée, à la qualité ou à la quantité du travail ou calculé sur une base convenue.

Le Code du travail et de la prévoyance sociale (loi de 1910) a étendu considérablement l'article 1780 du Code civil. Il vise les points suivants : contrats d'apprentissage et de travail, salaire, placement des travailleurs, pénalités.

Par le contrat d'apprentissage, un patron s'engage à donner l'enseignement professionnel à un mineur (fille ou garçon) sous certaines conditions déterminées à l'avance.

Autrefois des règlements royaux ou corporatifs déterminaient étroitement la durée de l'apprentissage dans chaque métier, et le nombre des apprentis dans chaque atelier.

La décadence de l'apprentissage (loi de 1851) a pour cause la division du travail qui est décomposé dans la grande industrie en de multiples tâches très simples qui ne demandent pas un long apprentissage. Les parents désirent en général que leur enfant rapporte un salaire élevé le plus tôt possible. D'autre part, dans la grande industrie, le patron vit trop éloigné de son personnel pour s'occuper des apprentis.

Or, dans la petite industrie, le fini du travail ne peut être obtenu que par un apprentissage très long et minutieux ; dans la grande industrie, il est nécessaire de former des ouvriers habiles, connaissant toute la série des opérations dont se compose une fabrication complète pour diriger des machines de plus en plus perfectionnées et aussi pour assurer le recrutement facile de contremaîtres compétents.

En France, on se préoccupe de restaurer l'apprentissage, soit au moyen d'écoles techniques ou de cours professionnels organisés par les syndicats, d'écoles municipales ou nationales commerciales ou industrielles. Cette question, très importante pour l'avenir de notre industrie, sera plutôt résolue par les sages mesures des patrons eux-mêmes que par les projets de lois de politiciens désireux de s'en faire un tremplin électoral.

Placement des travailleurs. — Il y a placement direct quand l'ouvrier demande du travail à l'atelier ou à l'usine ou lorsque le patron embauche des ouvriers dans un lieu déterminé où ils ont coutume de se tenir (place de grève).

Après la Révolution, les corporations ayant disparu, de simples particuliers organisèrent des bureaux de placement par intermédiaire ; les ouvriers à qui ils procuraient du travail leur abandonnaient un tant pour cent de leur salaire. Libres d'abord, puis réglementés (loi de 1852), ces bureaux furent supprimés en 1904, moyennant indemnité de la part des municipalités, qui ont organisé le placement gratuit. On a maintenu les bureaux particuliers recevant une rémunération de l'employeur seul. Aux syndicats sont en général annexés aujourd'hui des bureaux de placement gratuit.

Placement gratuit par les syndicats ouvriers et mixtes. — Les syndicats ouvriers et mixtes s'efforcent de rendre des services en matière de placement.

Le nombre total des placemets effectués n'a pas augmenté en 1912 ; il avait passé de 78.252 en 1909 à 86.909 en 1910 et à 95.976 en 1911, mais n'est que de 85.048 en 1912 ; le nombre des syndicats ayant répondu a diminué en 1912.

Le tableau suivant donne les résultats obtenus en 1912 :

caractère économique, car ils ont pour but d'obtenir de meilleures conditions de travail pour les ouvriers qui les soulèvent.

Le conflit individuel et juridique s'élève entre un ouvrier et un patron à propos de l'inobservation du contrat de travail et donne lieu à des dommages-intérêts. Le tribunal compétent est le conseil de prud'hommes, composé moitié de patrons, moitié d'ouvriers et d'employés (1907), les uns et les autres élus par leurs collègues. En cas de partage égal, le juge de paix du ressort est appelé à siéger au conseil des prud'hommes pour départager ses membres (1903).

Coalitions et grèves. — La coalition est une action commune et concentrée d'un groupe de patrons ou d'ouvriers en vue de la défense de leurs intérêts. La coalition est une menace de conflit. La grève est le conflit déclaré sous la forme de la suspension du travail lorsque le patron n'a pas donné satisfaction aux réclamations des ouvriers.

Coalition et association. — La coalition est temporaire; l'association est un groupement permanent (syndicat).

Cependant la coalition peut, le conflit une fois terminé, se transformer en association définitive et une association permanente peut préparer des coalitions.

Lock-out patronal. — A la grève du travail les patrons peuvent riposter par la grève du capital en fermant volontairement leurs ateliers (lock-out, ou contre grève).

L'existence du droit de grève est très discutée. On peut prétendre que la grève est un droit pour les patrons et pour les ouvriers, en soutenant que la loi de 1864, en abolissant le délit de coalition, a eu pour effet de légitimer le droit de grève. Le droit de grève peut aussi être considéré comme une conséquence de la liberté du travail. Les ouvriers, considérés dans leur ensemble, ont le droit de travailler ou de ne pas travailler aussi bien qu'un individu isolé.

Cependant, de ce que la grève a cessé d'être un délit, on ne peut pas conclure qu'elle soit devenue un droit. C'est un fait qu'on ne réprime plus, mais ce n'est pas un droit.

D'autre part un ouvrier peut cesser son travail sans incon-

venient, mais il ne saurait en être de même si des milliers de travailleurs suivaient cet exemple dans une même région.

Il n'existe pas de loi punissant la coalition des fonctionnaires comme un délit. Les fonctionnaires de l'autorité sont seuls visés à cet égard par l'article 121 du Code pénal.

L'attribution du droit de grève aux fonctionnaires publics et aux employés des administrations investies d'un monopole (employés de chemins de fer de l'État ou de lignes concessionnaires) est une question non encore résolue.

Il semble inadmissible que les fonctionnaires ou les employés des services publics puissent avoir le droit de grève, car un service public ne peut être interrompu et la grève des fonctionnaires constitue un abus caractérisé punissable puisqu'il y a application à des intérêts particuliers de fonctions instituées dans un but évident d'intérêt général.

Cependant on a trop souvent opprimé des fonctionnaires en les considérant comme taillables et corvéables à merci, vu leur situation soi-disant privilégiée par rapport à celle des ouvriers. En principe, ils sont soustraits aux risques du chômage et jouissent de retraites supérieures à celles qu'attribue aux ouvriers de l'industrie privée la loi de 1910. En fait, il est abusif de leur faire expier ces avantages en leur refusant les droits concédés à tout homme libre.

Les faits de grève. — La loi autorise la surveillance qu'exercent les grévistes à l'entrée des ateliers pour entraîner les non-grévistes, pour débaucher les *rats* ou *sarrasins* embauchés à leur place, sous la condition formelle qu'il n'y ait ni menace ni atteinte à la personne.

Un patron ou un ouvrier peut être mis à l'index, sans injure ni menace, à condition que cette mesure, prise dans un intérêt professionnel, ne cache pas une vengeance privée.

Restent défendues les violences et les voies de fait de la part des grévistes sur les non-grévistes, les menaces orales ou écrites contre les personnes, les promesses, les faits de corruption, les imputations calomnieuses susceptibles d'entraîner des ouvriers à se mettre en grève malgré eux.

Le sabotage consiste en des actes propres à empêcher le travail ou à le rendre improductif par la mise hors d'usage

MOIS	NOMBRE DE SYNDICATS ayant répondu au questionnaire.		NOMBRE DE SYNDICATS ayant répondu aux questions concernant le placement		NOMBRE DE PLACEMENTS effectués	
	1912	1911	1912	1911	1912	1911
Janvier.....	1.169	1.281	183	192	6.987	6.562
Février.....	1.157	1.273	173	200	6.007	7.008
Mars.....	1.161	1.292	154	181	6.932	7.252
Avril.....	1.051	1.188	148	172	7.277	7.776
Mai.....	1.054	1.158	144	154	7.773	8.174
Juin.....	1.063	1.176	145	146	7.583	8.075
Juillet.....	1.014	1.055	155	149	9.593	9.318
Août.....	1.134	1.096	145	142	9.397	9.720
Septembre...	988	1.091	146	157	7.447	8.562
Octobre.....	989	1.106	132	159	5.809	12.355
Novembre...	970	1.130	159	141	5.444	3.388
Décembre...	1.027	1.145	138	170	4.799	7.786
TOTAUX.....					85.048	95.796

Les syndicats ayant répondu se répartissent, comme suit, par groupes de professions; on a indiqué les placements effectués par eux en 1912 et rappelé les chiffres de 1911 :

GROUPES PROFESSIONNELS	NOMBRE DE SYNDICATS		NOMBRE DE PLACEMENTS effectués	
	1912	1911	1912	1911
Pêche, agriculture, mines, carrières.....	13	13	3.641	2.307
Alimentation.....	33	39	56.814	65.944
Industries du livre.....	28	25	2.400	2.924
Textile, vêtement, cuirs et peaux.	26	22	1.919	3.080
Bois et ameublement.....	10	11	879	1.543
Métallurgie.....	15	14	1.678	1.823
Bâtiment, travaux publics.....	16	17	2.799	2.897
Commerce, transports, manutention.....	37	36	5.816	6.125
Coiffeurs, gens de maison, divers.....	32	32	9.102	11.303
TOTAUX.....			85.048	95.946

C'est dans l'alimentation que le placement syndical donne le plus de résultats, mais bon nombre des placements concernent des extras.

Dans la petite industrie, le contrat de travail se forme par une entente qui intervient entre l'employeur et l'employé, pour fixer à l'avance le salaire, l'époque du paiement, le délai de congé, la durée du travail, etc.

Dans la grande industrie, le règlement d'atelier, établi par le patron, et affiché dans l'usine, est censé être accepté par les ouvriers qui s'y embauchent. Cette adhésion est fictive; le règlement est communiqué aux ouvriers par des affiches difficiles à consulter et dont les termes impératifs sont acceptés sans examen par le travailleur que le besoin aiguillonne.

Contrat collectif de travail. — Il y a contrat collectif quand un syndicat d'ouvriers traite avec un syndicat de patrons pour déterminer les conditions de travail dans une industrie déterminée et pour toute une région. C'est moins un véritable contrat de travail qu'une convention par laquelle employeurs ou employés fixent les bases futures du contrat de travail dans une industrie. Les ouvriers ont eu la possibilité de discuter au mieux de leurs intérêts les conditions auxquelles ils s'embauchent dans toutes les usines qui ont souscrit à un contrat collectif de travail.

Les ouvriers peuvent ainsi espérer obtenir les meilleures conditions possibles au point de vue du salaire, de la durée du travail, etc.; les patrons n'ont à craindre ni une concurrence déloyale de concurrents payant des salaires plus réduits, ni le sabotage, ni une grève soudaine.

Le contrat prend fin par l'arrivée du terme convenu pour l'exécution du travail ou par le congé que les deux parties peuvent se donner mutuellement, quand le contrat est conclu sans durée déterminée, en observant les délais d'usage; l'employé a droit à une indemnité en cas de renvoi brusque.

Les conflits qui naissent à propos du contrat de travail sont collectifs ou individuels, économiques ou juridiques.

Les conflits collectifs éclatent entre un groupe d'ouvriers et un patron et entraînent en général une grève. Ils ont un

des outils, des machines ou des produits fabriqués. Pour se soustraire aux conséquences pénales de cet acte, les ouvriers ont souvent recours à la grève des bras croisés qui consiste pour eux à être présents à l'atelier sans accomplir aucun travail. Dans ce cas, l'abandon de travaux en cours peut provoquer des dommages irréremédiables, matériels ou moraux, qui constituent un véritable acte de sabotage indirect.

La grève et le contrat de travail. — En général, la jurisprudence décide que la grève constitue une rupture du contrat de travail. En conséquence, l'ouvrier qui se met en grève, sans prévenir dans les délais, s'expose à des dommages-intérêts (art. 1780 du Code civil).

Le patron, délié de ses engagements, peut remplacer et ne pas reprendre ses ouvriers après la grève ; s'il les reprend, il forme avec eux un nouveau contrat de travail.

Les jurisconsultes soutiennent au contraire que la grève suspend momentanément le contrat de travail sans le rompre, puisque les ouvriers font grève pour le rendre plus avantageux à leur égard, mais sans l'intention de le rompre. Le patron ne peut pas réclamer d'indemnité aux ouvriers qui ont fait grève sans le prévenir, mais on lui reconnaît le droit de remplacer les grévistes ou de ne pas les réembaucher après la grève sans avoir à leur payer une indemnité.

Causes des grèves. — Les grèves ont des causes économiques ou politiques.

Les premières consistent en réclamations : augmentations de salaire, diminutions d'heures de travail, renvoi de chefs trop sévères ou d'ouvriers mal vus de leurs collègues.

Les principaux motifs politiques de grève sont : soit le refus par le patron de reconnaître un syndicat ouvrier ou de discuter avec lui, soit le renvoi d'un ouvrier investi d'un mandat électif ou ayant donné lieu de la part de ses chefs à une réprimande.

La grève défensive a pour but d'obtenir le maintien des heures de travail dans une période de calme commercial.

Les ouvriers cherchent à obtenir violemment des avantages par la grève offensive quand les patrons, surchargés de travail, ne peuvent s'exposer à une interruption de travail qui aurait des conséquences désastreuses (inexécution

de contrats de livraison) dans une période de prospérité.

Conséquences des grèves. — Au point de vue général, la grève est une calamité publique, car elle dégénère souvent en troubles graves (grève vinicole du Midi, grève des inscrits maritimes, grève du Nord, incidents de Fourmies). Les industries dépendent de plus en plus les unes des autres et si une grève isolée ne cesse pas immédiatement, elle s'étend à toutes les industries connexes. Ainsi une grève des industries de l'éclairage frappe instantanément toute une ville ou toute une région. Les grèves troublent les transactions financières et commerciales et affolent les capitalistes.

La grève, en général peu avantageuse pour l'ouvrier, est toujours préjudiciable au patron, sauf dans des cas très rares. Un matériel qui ne produit pas est une lourde charge et se détériore rapidement ; le fonds de roulement reste improductif tandis que tous les frais généraux courent (loyers, assurances, patentes, impôts, intérêts et amortissements).

Les services commerciaux sont désorganisés ; les commandes n'étant plus livrées, les clients s'adressent ailleurs, quelquefois même à l'étranger, sans esprit de retour.

Au point de vue des ouvriers, les conséquences des grèves sont aussi désastreuses, même quand ils obtiennent satisfaction, ce qui est loin d'être toujours le cas. En général, les ouvriers n'ont pas d'avances et vivent sur des fonds de grève insuffisants que d'ailleurs ils ont constitué par des retenues volontaires sur leurs salaires. Quand ils ont de l'argent d'avance à la caisse d'épargne, ils le mangent pendant la grève ; après la grève, il faut donc qu'ils se privent de nouveau pour reconstituer des réserves, même si leur salaire est resté le même, ce qui arrive dans au moins la moitié des cas.

Les partisans de la grève soutiennent qu'elle est avantageuse pour l'ouvrier, pourvu qu'elle conserve un caractère calme et professionnel, une souffrance passagère étant amplement compensée par le bénéfice qui en résulte si elle réussit. Enfin la grève est considérée comme un moyen d'intimidation préventif qui pousse le patron à céder aux premières menaces pour s'éviter des pertes sérieuses. Une des conséquences certaines des grèves est de pousser le patron au machinisme que l'ouvrier combat énergiquement.

Dans les usines de production d'électricité, le personnel est réduit au minimum pour éviter les grèves.

Moyens de prévenir les grèves; conciliation et arbitrage. —

Une tentative de conciliation peut être provoquée par les ouvriers ou par les patrons lorsque le conflit est imminent, ou proposée par le juge de paix s'il est déclaré (loi de 1892).

Un comité de conciliation composé de délégués des parties intéressées se réunit à la mairie en présence du juge de paix. Si l'accord ne s'établit pas, on nomme pour trancher le différend des arbitres dont la sentence est légalement obligatoire pour les deux parties. On peut obtenir des dommages-intérêts de la part des patrons en cas de non-observation, mais les syndicats ouvriers n'ayant pas de biens, leur responsabilité pécuniaire n'est pas engagée; leurs délégués ont souvent violé impunément les sentences arbitrales.

Les résultats de la loi de 1892 n'ont pas été bons; les parties repoussent fréquemment les tentatives de conciliation.

On a imaginé d'autres moyens préventifs, notamment le conseil d'usine et le conseil de délégation dont plusieurs applications ont eu lieu, notamment en France, à l'occasion d'une grève qui éclata au Creusot en 1899 et dans les établissements de filature et de tissage de M. Harmel, à Val-des-Bois (Marne).

Des conférences réunissent périodiquement le directeur, les chefs de service et les délégués ouvriers (un par atelier et par corporation). Ce système, certainement le meilleur qu'on ait expérimenté jusqu'à ce jour, fonctionne également à l'étranger (Belgique: charbonnages de Mariemont).

Un conseil permanent d'arbitrage facultatif examine les différends survenant entre les Compagnies de transports maritimes et leurs équipages (1909-1910).

Il y a eu en France, en 1911, 1.471 grèves comprenant 230.646 grévistes (209.800 hommes, 15.239 femmes et 5.607 jeunes gens) occupés dans 16.148 établissements, ayant entraîné 4.096.393 journées de chômage, dont 500.779 jours chômés par 21.881 ouvriers non grévistes, et 3.595.614 jours chômés par les grévistes.

Les 1.502 grèves de l'année 1910 avaient occasionné 4.830.044 journées de chômage, dont 4.381.285 pour les

281.425 grévistes proprement dits, ce qui faisait une perte moyenne de 16 jours par gréviste. En 1911, la moyenne des jours chômés a été également de 16 par gréviste.

Les industries du bâtiment ont fourni le plus grand nombre de grèves: 468, avec 93.616 grévistes; viennent ensuite les industries textiles, avec 203 grèves et 18.956 grévistes; les industries du transport, avec 168 grèves et 39.176 grévistes; le travail des métaux, avec 160 grèves et 15.524 grévistes; les industries du bois (en dehors de celles du bâtiment), 72 grèves et 7.194 grévistes; les travaux agricoles, 104 grèves et 13 519 grévistes.

En 1911, les ouvriers se sont mis en grève dans les proportions suivantes: industries du bâtiment, 186,90 pour 1.000; carrières, 77,97; usines métallurgiques, 54,81; industries des cuirs et peaux, 44,54; travail des pierres et terres au feu, 44,06; mines, 42,65; transports et manutention, 32,26; industries du bois, 28,43; industries textiles, 27, travail des métaux, 24,76.

Dans 1.107 grèves sur 1.471, les ouvriers étaient, en tout ou en partie, membres du Syndicat de leur profession; l'existence d'un Syndicat patronal a été relevée dans 664 grèves; 12 Syndicats ouvriers et 6 Syndicats patronaux ont été créés au cours des grèves.

Les Syndicats ou Fédérations de Syndicats ouvriers ont assuré des secours à leurs adhérents (et parfois aux grévistes non syndiqués) dans 61 grèves: industries textiles (15), industries du livre (12), bâtiment (10), transports (7), travail des métaux (6), cuirs et peaux (4), ardoisiers, caissiers-layetiers, casquettiers, confectionneurs, diamantaires, faïenciers.

Dans 1.073 grèves, les ouvriers travaillaient au temps (à l'heure, à la journée, à la semaine, au mois ou à l'année); dans 215, ils travaillaient aux pièces, et dans les 183 autres grèves, les uns étaient au temps et les autres aux pièces.

Le tableau suivant donne la répartition des grèves entre les diverses causes qui les ont provoquées, ainsi que le nombre des grévistes correspondant et la proportion, pour chacune des causes, des réussites, des transactions ou réussites partielles et des échecs.

GROUPES DE PROFESSIONS	Nombre		Proportion 0/0 des grévistes ayant obtenu pour chaque cause		
	de grèves	de grévistes	réussite	transac- tion	échec
Demandes d'augmentation de salaire.....	893	162.253	7,58	37,79	54,63
Réductions de salaire.....	38	4.309	19,92	45,59	34,49
Demandes de diminution du temps de travail, avec main- tien ou augmentation des salaires.....	144	70.067	7,24	5,74	87,02
Contestations diverses relati- ves au salaire (modes d'éta- blissement, de paiement, etc.).....	139	30.240	10,76	16,65	72,59
Contestations relatives à la réglementation du travail..	68	10.829	55,70	8,66	35,64
Pour la suppression ou contre l'introduction du travail aux pièces.....	54	16.893	6,39	54,53	39,08
Contestations relatives aux règlements d'atelier.....	51	11.384	12,93	14,05	73,02
Demandes de suppression ou de diminution des amendes.	14	1.755	43,24	11,50	45,26
Renvois d'ouvriers, demandes de réintégration d'ouvriers, contremaitres, directeurs..	227	24.558	10,26	16,30	73,44
Demandes de renvoi d'ou- vriers, de contremaitres ou de directeurs.....	148	13.995	11,36	6,76	81,88
Demandes de renvoi des femmes.....	1	45	100,00	»	»
Limitation du nombre des apprentis.....	7	227	»	»	100,00
Retenues pour l'assurance et Caisse de secours.....	19	3.860	52,12	37,92	9,96
Causes diverses ne rentrant pas dans les rubriques ci- dessus.....	128	34.542	28,52	19,50	51,98

261 grèves (20.817 grévistes) ont été suivies de réussite; 529 grèves (83.847 grévistes) se sont terminées par une transaction, et 681 grèves (125.982 grévistes) ont échoué. Le tableau suivant permet de faire la comparaison entre les résultats des grèves de l'année 1911 et la moyenne des dix années antérieures :

RÉSULTATS	Grèves		Grévistes	
	Moyenne des dix années 1901-1910	En 1911	Moyenne des dix années 1901-1910	En 1911
	0/0	0/0	0/0	0/0
Réussite	21,56	17,75	12,31	9,06
Transaction...	38,30	35,92	59,05	36,35
Echec.....	40,14	46,33	28,64	54,86

Le tableau suivant donne la répartition des grèves et grévistes dans les divers groupes professionnels :

GROUPES DE PROFESSIONS	Nombre		Proportion 0/0 des grévistes de chaque groupe ayant obtenu		
	de grèves	de grévistes	réussite	transac- tion	échec
Agriculture, forêts et pêches..	64	13.519	14,90	69,10	16,00
Mines.....	27	8.765	1,12	66,32	32,56
Carrières.....	44	4.795	5,98	36,99	57,03
Produits alimentaires.....	36	2.803	16,03	44,16	40,81
Industries chimiques.....	39	3.545	7,57	28,68	63,75
Industries polygraphiques....	36	2.334	25,63	28,87	45,50
Cuirs et peaux.....	53	7.172	10,67	64,51	24,86
Industries textiles proprement dites.....	203	18.956	20,19	36,85	42,96
Travail des étoffes, nettoyage.	26	2.073	15,49	21,27	63,24
Industries du bois, tabletterie.	72	7.194	22,16	33,19	44,65
Industrie du bois, bâtiment..	71	4.676	12,14	74,72	13,14
Usines métallurgiques.....	12	3.817	3,35	31,15	65,50
Travail des métaux ordinaires.	160	15.524	7,00	54,60	38,40
Travail des métaux fins.....	2	74	100,00	»	»
Taille et polissage des pierres, travail des pierres et terres au feu.....	61	7.280	11,80	44,25	43,95
Constructions.....	397	88.945	14,30	20,50	65,20
Transport et manutention....	168	39.176	8,30	40,70	51,00
Totaux et moyennes....	1.471	230.648	11,43	35,42	53,15

988 grèves ont atteint un seul établissement; 170, 2 à 5 établissements; 111, 11 à 25; 51, 26 à 50; 21, 51 à 100; 20 grèves ont atteint plus de 100 établissements.

872 grèves, sur 1.471, ont duré une semaine ou moins d'une semaine et, parmi elles, 182 ont duré de 1 à 2 jours (plus d'un jour et pas plus de deux); 264 n'ont duré qu'une journée ou moins d'une journée.

21 grèves ont duré plus de 100 jours.

Les demandes d'augmentation de salaire, seules ou associées à d'autres demandes, ont motivé 893 grèves (60,74 0/0 du nombre total) avec 162.253 grévistes (70,60 0/0); elles ont causé 3.159.340 journées de chômage, y compris celles des ouvriers qui n'ont pu travailler par suite de la grève. 162 de ces demandes ont été suivies de réussite, pour 12.304 grévistes, et 355, avec 88.623 grévistes, ont échoué. 353 de ces grèves se sont produites dans les industries du bâtiment; 103 dans les industries textiles; 94 dans les transports et la manutention, et 78 dans le travail des métaux.

Les réductions de salaire ont motivé 38 grèves (2,58 0/0, contre 1,79 en 1910), pour 4.309 grévistes (2.343 en 1910); 14 d'entre elles, avec 2.176 grévistes, ont échoué.

Les demandes de réintégration d'ouvriers congédiés et de renvoi d'ouvriers ou de contremaîtres ont causé 375 grèves, soit 25,49 0/0.

Les demandes de diminution de la durée du travail journalier ont été formulées dans 141 grèves, dont 40 dans le bâtiment, 19 dans les métaux et 14 dans l'agriculture. 45 de ces demandes, intéressant 5.077 grévistes, ont été suivies de réussite; 24, avec 4.013 grévistes, ont abouti à une transaction, et 72, avec 60.977 grévistes, à un échec.

Cinq départements: les Basses-Alpes, les Hautes-Alpes, le Lot, les Deux-Sèvres et le Tarn-et-Garonne, n'ont pas eu de grève en 1911.

6 départements ont eu moins de 100 grévistes; 8, de 100 à 200; 23, de 200 à 500; 11, de 500 à 1.000, et 34 départements ont eu plus de 1.000 grévistes.

Les chiffres les plus élevés ont été fournis par: la Seine, 86.637; le Nord, 20.451; la Loire-Inférieure, 10.674; l'Hérault, 10.188; la Seine-Inférieure, 7.086; le Rhône, 6.732; la Loire, 5.241; Seine-et-Oise, 5.227.

Les poursuites correctionnelles, exercées au cours de 73 grèves, ont abouti à 516 condamnations (amende ou prison).

L'application de la loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage a été, au cours de l'année 1911, constatée dans 285 différends: dans 26 d'entre eux, avant toute cessation de travail.

Le nombre des grèves de l'année ayant été de 1.471, la proportion des recours à la loi sur la conciliation et l'arbitrage a donc été de 19,37 0/0. Cette proportion avait été de 18,05, en 1910, de 21,44 pendant la dernière période décennale 1901-1910, et de 22,08 pour les dix-huit premières années d'application de la loi.

L'initiative des recours a été prise dans 111 grèves par les ouvriers, dans 4 par les patrons, dans 17 par les patrons et les ouvriers réunis; le juge de paix est intervenu d'office dans 153 grèves.

Dans 4 différends, le travail a été repris avant que les parties eussent fait parvenir leur réponse au juge de paix. Des transactions, par accord direct entre les parties, ont terminé ces différends.

La tentative de conciliation a été repoussée 100 fois, dont 91 fois par les patrons, 3 fois par les ouvriers et 16 fois par les deux parties.

A la suite des refus de la tentative de conciliation, 11 différends ont pris fin: 7 par l'abandon des demandes faites par les ouvriers et 4 par des transactions résultant d'un accord direct entre les parties. Dans 89 autres différends, la grève a été continuée ou déclarée.

Il reste 171 différends pour la solution desquels des Comités de conciliation ont été constitués: 118 d'entre eux ont été terminés directement par ces Comités. La proposition de recourir à un arbitrage a été faite 28 fois, après l'échec de la conciliation; elle a été acceptée 5 fois et repoussée 23 fois, dont 6 par les patrons, 2 par les ouvriers et 15 par les deux parties.

Aux 118 différends terminés par les Comités de conciliation ou par l'arbitrage, il y a lieu d'en ajouter 2 autres qui ont pris fin, sinon par les soins du Comité de conciliation, du moins presque aussitôt après la réunion et sous l'influence des explications qui avaient été échangées.

On peut porter à l'actif de la loi de 1892 la fin des diffé-

rends suivants dont elle a précipité la solution, directement ou indirectement : 1° ceux, au nombre de 4, terminés dès le début de la procédure ; 2° après le refus de se prêter à la tentative de conciliation, 11, dont 7 après refus des patrons ; 3° 113 conciliations par les Comités ; 4° 5 arbitrages ; 5° 2 différends terminés après la réunion des Comités. Total, 135.

26 recours formés avant toute cessation de travail, ont amené la constitution de 19 comités, dont 16 ont abouti à 3 réussites, 12 transactions, 1 échec ; le désaccord a persisté dans les 3 autres comités, la grève a été déclarée et de nouvelles réunions ont ensuite mis fin aux conflits par des transactions.

Dans 5 cas, le refus des patrons a été suivi de grèves ; un comité constitué après la grève a amené une transaction ; les 4 autres se sont terminés par 2 transactions et 2 échecs.

Dans un cas, les ouvriers n'ont pas attendu la réponse des patrons pour quitter le travail ; un comité réuni ensuite sur l'intervention du juge de paix n'a pu établir d'accord, et les deux parties ont refusé de recourir à l'arbitrage ; la grève a pris fin 18 jours plus tard par une transaction.

Enfin, dans un différend (terrassiers occupés aux travaux du port d'Ajaccio) les deux parties avaient choisi le juge de paix comme arbitre ; mais les ouvriers refusant de se soumettre à la sentence arbitrale, ont abandonné le chantier et l'ont réintégré au bout de 6 jours, après avoir obtenu une nouvelle réglementation du travail.

A côté des résultats dus à l'application de la loi sur la conciliation et l'arbitrage, 50 grèves ont été solutionnées par les syndicats professionnels : 14 de ces grèves ont fait l'objet de conventions entre le syndicat patronal et le syndicat ouvrier (1 réussite et 13 transactions) ; les 36 autres grèves ont pris fin après des négociations conduites par les syndicats ouvriers (12 réussites, 20 transactions, 4 échecs dont 2 renoncations).

En outre, 86 grèves se sont terminées grâce à la médiation de tiers : préfets (12), secrétaires généraux de préfectures (3), sous-préfets (20), maires (36), municipalités (5), commissaires (6), président de chambre de commerce (1), inspecteur du travail (1), juge de paix (1).

Syndicats professionnels. — Les syndicats professionnels sont des associations formées entre personnes exerçant le même métier pour la défense d'intérêts professionnels.

La loi de 1884 a régularisé une situation existante (700 chambres syndicales dont 100 patronales) en autorisant les associations professionnelles ouvrières et patronales.

Les patrons et les ouvriers restent libres d'entrer et de sortir du syndicat ; le principal avantage de cette loi a été de conférer dès 1884 aux ouvriers et aux patrons le droit d'association officiellement institué par la loi de 1901.

Conditions de formation des syndicats. — Les membres du syndicat doivent exercer actuellement et réellement la profession formant l'objet du syndicat pour en écarter les éléments qui pourraient être une cause de désordre.

Ils doivent exercer la même profession (menuisiers, charpentiers) ou des professions similaires ou connexes tendant au même but (maçons, peintres, vitriers ; imprimeurs, brocheurs, relieurs), afin d'éviter les antagonismes d'intérêts.

Le comité de direction du syndicat ne peut comprendre que des citoyens français jouissant de leurs droits civils ; les étrangers peuvent faire partie du syndicat à titre de membres.

Tout syndicat doit déposer à la mairie en deux exemplaires (l'un est destiné au procureur de la République) le texte des statuts avec la liste des administrateurs et directeurs.

La loi de 1884 vise le commerce, l'industrie et l'agriculture ; les médecins sont autorisés à se syndiquer (1892).

D'après certains auteurs, les personnes exerçant des professions libérales pourraient se syndiquer à l'exception des avocats. Il y a lieu de remarquer que les professions libérales ont toutes des chambres de discipline et des conseils d'ordre qui constituent des espèces de syndicats.

Les fonctionnaires peuvent s'associer (1901) mais non se syndiquer. Les ouvriers d'État qui sont de véritables fonctionnaires ne peuvent se syndiquer comme ceux de l'industrie ; les instituteurs ont vainement réclamé ce droit.

Objet des syndicats. — Les syndicats étudient et défendent les intérêts professionnels de leurs membres, formulent des

réclamations, organisent des grèves, passent des contrats collectifs au nom des ouvriers et des patrons. Ils fondent des annexes : caisses d'assurance et de chômage, ateliers, refuges, magasins pour la vente et la réparation des outils ; cours, écoles professionnelles, etc.

Personnalité des syndicats. — Les syndicats professionnels, pourvus de la personnalité morale, peuvent posséder et ester en justice, devenir propriétaires, sans restriction, d'objets mobiliers (meubles meublants, titres, etc.), par donation entre vifs, par testament ou de toute autre manière.

Ils ne peuvent acquérir par donation, par testament ni par actes à titre onéreux, d'autres immeubles que ceux qui sont nécessaires aux réunions, aux bibliothèques et aux cours professionnels. Si un syndicat acquiert illégalement un immeuble, par donation ou par testament, cet acte peut être annulé sur la demande des intéressés ou du procureur de la République. Si l'acquisition a lieu en vertu d'une vente, cette vente n'est pas nulle, mais le procureur de la République ou les intéressés peuvent forcer le syndicat à revendre l'immeuble et à en verser le prix dans sa caisse.

Les syndicats peuvent agir en justice pour défendre leurs intérêts de personne morale (délivrance d'un legs, revendication d'un immeuble affecté à l'installation du syndicat).

Le syndicat peut intenter une action en justice quand il s'agit de défendre l'intérêt collectif de la corporation et non l'intérêt individuel d'un ou même de plusieurs membres. La loi de 1884 distingue les syndicats patronaux, ouvriers, mixtes et agricoles. Les syndicats patronaux et ouvriers se sont beaucoup développés : les syndicats mixtes sont en petit nombre parce que les ouvriers se méfient des patrons et fuient leur voisinage. Les syndicats agricoles, les plus florissants de tous, ont pour but d'acheter des marchandises dans de bonnes conditions pour le compte de leurs membres et de faciliter l'écoulement de leurs produits. Ils ressemblent beaucoup aux associations coopératives de consommation industrielle.

Action du syndicat sur ses membres. — Le syndicat réclame le paiement d'une cotisation à ses membres, leur adresse des injonctions, et frappe d'amende ou de mise à l'index ceux qui refusent d'obéir. Le syndicat dispose de ce moyen pour imposer la grève qu'il a décidée. Les membres peuvent démissionner en payant la cotisation de l'année courante et continuer à faire partie des sociétés de secours et des caisses de retraites pour la vieillesse auxquelles ils ont versé des cotisations ou des sommes.

Unions de syndicats. — Les syndicats forment des unions ou fédérations de syndicats, non investies de la personnalité civile, pour la défense d'intérêts professionnels communs.

Ils augmentent ainsi leur autorité et se mettent à même d'étudier avec compétence les problèmes généraux de l'industrie. Ces fédérations sont professionnelles (groupement de syndicats de même nature) ou régionales (groupement de syndicats de différents métiers d'une même région).

Bourses du travail. — Les adhérents des syndicats d'une même ville se réunissent pour discuter leurs intérêts dans un local appelé Bourse du travail comportant des bureaux, des archives, etc. Leur but est de créer des liens entre les syndicats en vue de leur fédération. Aucun texte législatif ne régit les Bourses de travail. Celle de Paris (1887), tolérée par l'État, a seule donné lieu à des décrets et à des arrêtés administratifs. La Fédération des bourses de travail (1892) et la Confédération générale du travail (C. G. T., 1895) constituent deux groupements de fédérations régionales.

Un syndicat peut se dissoudre volontairement, en conformité d'un simple vote de l'assemblée générale, ou être dissous en vertu d'un jugement rendu sur la réquisition du procureur de la République.

Comparaison des syndicats. — Les syndicats sont, comme les anciennes corporations, des associations jouissant de la personnalité morale formées entre gens du même métier.

Les corporations étaient composées de patrons (maîtres) à l'exclusion des ouvriers (compagnons) tandis que le régime des syndicats actuels s'applique aux ouvriers et aux patrons.

Chaque corporation avait le monopole exclusif d'une industrie, sans pouvoir en sortir, et la liberté du travail n'existait pas. On passait maître après avoir été apprenti, puis compagnon, fait le chef-d'œuvre et payé des droits élevés à la corporation et au Trésor royal. Les conditions du travail étaient sévèrement réglementées par la corporation. Le syndicat n'intervient pas dans la production elle-même et se borne à grouper les ouvriers ou les patrons pour la défense d'intérêts professionnels. Les patrons étaient obligés de faire partie des corporations, tandis que les patrons et les ouvriers sont libres de faire partie ou non d'un syndicat.

Loi de 1901. — La loi de 1901 sur le contrat d'association a complété celle de 1884, en armant le gouvernement contre un développement excessif des associations qui pourraient devenir suffisamment puissantes pour menacer l'ordre de choses établi. Tous les titres appartenant aux associations reconnues d'utilité publique doivent être nominatifs. Une association peut être dissoute par décision du tribunal pour cause d'irrégularité, à la requête d'un intéressé. Les associations formées en majorité de membres étrangers, de nature à menacer la sûreté intérieure et extérieure de l'État, peuvent être dissoutes par décret. Des peines sévères sont édictées contre les fondateurs, directeurs ou administrateurs d'une association non dissoute ou reformée illégalement après un jugement de dissolution.

Résultats généraux de la loi de 1884. — La loi de 1884 a procuré aux ouvriers les moyens de défendre légalement leurs intérêts, de discuter en commun et d'étudier toutes les questions de travail et de métier. Elle a facilité l'entente entre le capital et le travail en mettant en présence des patrons, non plus des ouvriers sans cohésion mais un groupe solidement constitué ayant à sa tête des représentants autorisés pour parler en son nom et pour faire exécuter les résolutions arrêtées en commun. Elle a rendu possible le développement du contrat collectif de travail, plus usité à l'étranger qu'en France.

Les syndicats autorisent certains patrons à apposer sur leurs produits une marque appelée « label » pour certifier

qu'ils ont été exécutés par des ouvriers syndiqués, travaillant dans des conditions acceptées par le syndicat. Le patron a intérêt à vivre en bons termes avec ses ouvriers afin d'obtenir pour ses produits le bénéfice du « label » dont il tire grand profit, car les ouvriers achètent de préférence aux autres les marchandises régulièrement marquées du « label » ; ces marchandises sont préférées par les ligues d'acheteurs favorables aux patrons qui traitent bien leurs ouvriers (États-Unis, Fédération française du livre).

Les syndicats agricoles rendent de grands services à leurs adhérents en leur prêtant des machines, en leur vendant à bas prix des semences et des engrais de première qualité et en organisant des caisses de crédit.

Beaucoup de syndicats ouvriers ont adopté une tendance révolutionnaire en considérant la grève comme un moyen d'action politique apte à être employé aussi dans la lutte des classes. Il est vrai de remarquer que beaucoup de grèves ont été organisées par des ouvriers non syndiqués.

Les syndicats veulent enrôler contre leur gré, les ouvriers non syndiqués, en les mettant à l'index auprès des patrons.

Le mouvement syndical en France. — Le syndicalisme a pris en France une grande place dans la vie politique et sociale.

De 1884 à 1912 la progression a été la suivante :

NOMBRE TOTAL DE SYNDICATS

1884.....	175	1908.....	14.082
1894.....	4.965	1909.....	14.474
1904.....	9.919	1910.....	14.842
1905.....	10.987	1911.....	15.668
1906.....	11.841	1912.....	16.209
1907.....	12.971		

Dans le total des 16.209 syndicats enregistrés au 1^{er} janvier 1912 figurent 4.888 syndicats patronaux, 5.217 syndicats ouvriers, 625 syndicats mixtes, et 5.879 syndicats agricoles. Les syndicats agricoles présentent un excédent de 650 sur les syndicats ouvriers; ils ont rendu et rendent de grands

services. De 5 en 1884 les syndicats agricoles ont atteint sans arrêt le chiffre de 5.879 (janvier 1912), avec 934.317 membres au lieu de 234.234 en 1890.

On compte actuellement 84 Unions de syndicats agricoles contre 43 en 1903 et 1904, 15 en 1894 et 2 en 1886.

Les syndicats professionnels patronaux ont passé de 101 en 1884 à 1.004 en 1890 (93.411 membres), 2.000 en 1899, 2.157 en 1900, 3.102 en 1905, 4.199 en 1909 ; en 1912 l'effectif était de 4.888 (410.171 membres).

Il existait au 1^{er} janvier 1912, 167 unions de syndicats professionnels patronaux comprenant 3.916 syndicats et 359.574 membres.

Les syndicats ouvriers ont atteint le premier mille en 1890 1.006 ; ils ont crû ensuite plus vite que les syndicats patronaux. Entre 1907 et 1912, à la différence des syndicats patronaux et agricoles qui accusent durant ces cinq années une progression sans recul, le nombre des syndicats ouvriers est retombé à 5.354 en 1909, à 5.260 en 1910 et à 5.217 en 1912.

ANNÉES	NOMBRE DE SYNDICATS	NOMBRE DE SYNDIQUÉS
1890.....	1.006	139.692
1901.....	3.287	588.832
1904.....	4.227	715.576
1907.....	5.322	896.012
1908.....	5.524	957.102
1909.....	5.354	944.761
1910.....	5.260	977.350
1911.....	5.325	1.029.238
1912.....	5.217	1.064.413

L'effectif des syndicats ouvriers a éprouvé des reculs de plus de 12.000 membres en 1909 et de 18.000 en 1899 dus à des crises.

Un syndicat d'ouvriers de chemins de fer a enregistré de nombreuses défections à la suite de la grande grève des chemins de fer.

Les unions de syndicats ouvriers se sont élevées à :

1884.....	10	1908.....	186
1894.....	72	1909.....	184
1902.....	120	1910.....	188
1904.....	156	1911.....	196
1907.....	187	1912.....	200

Le nombre des syndicats ouvriers unis était de 4.396 au 1^{er} janvier 1912 avec 933.719 membres.

Etant donné l'effectif des ouvriers français, dont le chiffre global peut être évalué à environ 8 millions, les syndiqués ne représentent qu'une petite minorité (1.064.413 membres).

Le tableau suivant donne la répartition des syndicats et des syndiqués par département.

DÉPARTEMENTS	NOMBRE DE SYNDICATS	NOMBRE DE SYNDIQUÉS
Seine.....	592	410.998
Nord.....	297	117.000
Rhône.....	230	30.683
Bouches-du-Rhône....	217	44.836
Seine-Inférieure.....	126	32.833
Pas-de-Calais.....	69	28.891
Loire.....	160	28.117
Gironde.....	183	25.218
Hérault.....	178	18.426

Les départements qui possèdent le moins de syndicats sont la Lozère (syndicat des mineurs du Bazel avec 95 syndiqués) et les Basses-Alpes (syndicat international du bâtiment, à Digne, avec 2 membres et syndicat des mineurs de Sainte-Maime-Dauphin avec 80 membres).

On compte 92.335 femmes dans les syndicats ouvriers sur 1.064.413 membres. Les syndicats patronaux en comportent 8.379 sur 410.160 membres, les syndicats mixtes 7.242 sur 46.646 membres. D'après le dernier recensement de 1906, les 4 millions 150.000 femmes se livrant habituellement à un

pertises dont 64 créés par des syndicats patronaux et 4 par des Unions de mêmes syndicats, 123 caisses de retraites, 74 caisses de crédit mutuel, 30 sociétés d'assurance contre les accidents dont 28 créées par les syndicats patronaux, 121 sociétés coopératives de consommation, 59 sociétés coopératives de production, 6 concours professionnels et expositions dont 4 organisés par des syndicats patronaux, 20 champs d'expériences et 673 publications diverses. Tel est l'ensemble des créations des syndicats ; leur chiffre global est de 7.892 dont 5.302 reviennent aux syndicats ouvriers et 692 aux Unions de ces syndicats.

La caisse de chômage et la caisse de secours de route de la Fédération française des travailleurs du Livre comprennent 168 sections locales réparties sur 80 départements. La caisse de chômage et la caisse de secours de route des ouvriers mécaniciens comprennent 22 sections locales réparties sur 19 départements.

Le nombre restreint des créations vraiment utiles aux ouvriers qu'ont réalisées leurs syndicats explique le petit nombre de ces syndicats.

C'est dans les mines que la proportion des ouvriers syndiqués est la plus forte (32,16 0/0) ; elle est de 30,15 0/0 dans le groupe des transports et manutention ; de 27,08 0/0 dans le bâtiment, construction (bois, pierre, fer) ; de 23,10 0/0 dans les produits chimiques ; de 15,29 0/0 dans les papiers, cartons et industries polygraphiques ; de 15,19 0/0 dans les cuirs et peaux ; de 14,41 0/0 dans les industries du bois et l'ameublement ; de 13,88 0/0 dans les industries textiles proprement dites, etc. Le nombre des syndiqués patronaux par rapport au chiffre de la population active présente des proportions beaucoup plus larges. Cette proportion est 92,15 0/0 dans le groupe des papiers, cartons et industries polygraphiques ; de 84,75 0/0 dans celui des professions libérales (médecins, pharmaciens, avocats, etc.) ; de 73,88 0/0 dans les mines ; de 67,03 0/0 dans les produits chimiques ; de 40,24 0/0 dans l'alimentation (fabrication et commerce, etc.).

Syndicats jaunes. — Pour lutter contre la tendance révolutionnaire des syndicats rouges, des syndicats jaunes se

sont fondés avec Fédérations et Bourses de travail particulières (M. Biétry), en vue de poursuivre l'abolition du salariat par le développement de l'association coopérative ; l'accession de la classe ouvrière à la propriété, l'union du travail et du capital par les moyens pacifiques.

Les syndicats à l'étranger. — Les associations professionnelles anglaises, reconnues par la loi (1824), qui groupent plus de 1.200.000 ouvriers de métier (*skilled labourers*) s'appellent *trade-unions* ouvrières ou patronales. Les *trade-unions* les plus puissantes sont celles des mécaniciens, des chaudronniers et des constructeurs de navires qui groupent presque la totalité des ouvriers de ces spécialités.

Depuis 1889, des *trade-unions* se sont formées entre des ouvriers sans métier tels que manœuvres, journaliers, dockers, matelots du commerce (*unskilled labourers*).

Les anciennes *trade-unions* sont des associations d'allure conservatrice à cotisations élevées (40 à 80 francs), très puissantes, dont les budgets sont considérables, ayant plutôt le caractère de sociétés de secours mutuels (chômage, invalidité, vieillesse) et cherchant à résoudre les conflits par la conciliation et non par la grève. Les nouvelles *trade-unions* ont des budgets restreints ; leurs membres payent des cotisations modiques qu'elles affectent à la lutte contre les patrons ; elles sont imbuës de théories socialistes.

En Allemagne, il existe quatre types d'associations ouvrières reconnues (non dotées de la personnalité) : Syndicats socialistes (de beaucoup les plus importants), syndicats Hirsch Dunker, syndicats chrétiens et syndicats indépendants.

En Belgique, on compte quatre sortes d'associations ayant un caractère politique : socialistes, catholiques, libérales et neutres. Les deux premiers types sont les plus puissants.

Aux États-Unis, les *trade-unions*, analogues aux associations anglaises, ont un caractère local et professionnel. D'autres fédérations secrètes puissantes y groupent des ouvriers de métiers très différents. Celle des Chevaliers du travail (*Knights of labour*, 1869), qui a compté plus de 750.000 adhérents (filiales au Canada, en Australie, en Irlande), a perdu son influence à la suite de plusieurs grèves suivies d'échecs.

travail salarié, soit chez autrui soit à domicile, se répartissent comme suit :

Agriculture	949.000
Industrie et transports :	
Employées chez autrui.....	48.000
Ouvrières.....	1.337.000
Ouvrières à domicile.....	540.000
Commerce, professions libérales, services publics :	
Employées chez autrui.....	296.000
Ouvrières	208.000
Domestiques.....	772.000
TOTAL.....	4.150.000

Les syndicats mixtes, peu développés, sont au nombre de 225 au 1^{er} janvier 1912. Les syndicats de patrons et d'ouvriers ont eu peu de succès. Au 1^{er} janvier 1912 on comptait seulement 10 unions de syndicats mixtes comprenant 83 syndicats mixtes avec 10.790 membres.

Les unions de syndicats, indiquées pour les syndicats mixtes ainsi que pour les syndicats ouvriers et patronaux, ne comprennent pas la Confédération générale du Travail qui, en septembre 1912, comptait : 1^o la section des Fédérations (53 Fédérations nationales ou syndicats nationaux d'industrie et 5 syndicats isolés, au total 2.163 syndicats ou sections comptant 370.000 membres) ; 2^o la section des Bourses du Travail (153 Bourses du Travail ou Unions locales de syndicats de professions diverses).

Le nombre des Bourses du Travail était de 141 au 1^{er} janvier 1912 (144 en 1911) ; le nombre des syndicats adhérents avait fléchi aussi (2.404 au lieu de 2.470), mais le nombre total des adhérents avait augmenté de 556.445, à 556.676.

La première idée des Bourses de Travail revient à M. Molinari qui, en 1842, au moment où les chemins de fer commençaient à se développer, avait songé que les ouvriers pouvant désormais se déplacer rapidement et à bas prix, le travail allait devenir un objet de trafic régulier obéissant à la loi de l'offre et de la demande. Dans son idée on devait créer

des Bourses pour le Travail, semblables à celles qui ont été établies pour les capitaux quand la circulation des valeurs a pu s'opérer aisément et à peu de frais. En 1887 fut créée à Paris la première Bourse du Travail et la principale occupation de l'institution nouvelle comme de celles qui furent fondées à son image dans d'autres villes ne fut pas précisément celle qu'avait, vers 1842, envisagée M. Molinari. Les Bourses du Travail ont été pour la plupart des foyers d'agitation révolutionnaire entretenus avec l'argent des contribuables. Les 141 Bourses du Travail existant au 1^{er} janvier 1912 reçoivent annuellement 369.915 francs de subventions municipales et 52.000 francs de subventions départementales, soit au total 421.915 francs prélevés sur les budgets communaux et départementaux. La Bourse de Paris, la plus largement dotée, reçoit du Conseil municipal 137.300 francs, bien qu'elle n'ait pas fourni de renseignements au Ministère du Travail sur son fonctionnement en 1911. Dans les autres Bourses il y a eu, en 1912, 92.465 demandes de placement, 67.102 offres et les placements effectués par l'entremise des Bourses du Travail ont été de 47.993 à demeure et 10.532 en extra.

Le tableau publié en 1912 par l'Annuaire officiel des syndicats professionnels montre que les bureaux ou offices de placement sont au nombre de 1.756 dont 418 créés par des syndicats patronaux, 1.137 par des syndicats ouvriers, 54 par des syndicats mixtes, 8 par des Unions de syndicats patronaux et 139 par des Unions de syndicats ouvriers. Si on rapproche ce chiffre (1.756) de celui des syndicats patronaux, ouvriers et mixtes et des unions de ces syndicats soit 10.707, on voit combien est faible le nombre des syndicats qui ont créé des bureaux de placement.

Les bibliothèques professionnelles sont au nombre de 2.074 dont 1.502 créées par des syndicats ouvriers, 307 par des syndicats patronaux, 41 par des syndicats mixtes, 205 par des Unions de syndicats ouvriers, 16 par des Unions de syndicats patronaux et 3 par des Unions de syndicats mixtes. On comptait en outre 977 caisses de secours mutuels, 981 caisses de chômage, 648 secours de route, 578 cours et écoles professionnels, 72 laboratoires d'analyses ou d'ex-

La plus importante de toutes les associations américaines, la Fédération américaine du travail (1880), non secrète ni révolutionnaire, a essayé d'obtenir une amélioration des conditions du travail pour les ouvriers, notamment au point de vue de la durée des journées. Grâce à son influence, la journée de huit heures se généralise en Amérique.

Groupements internationaux d'ouvriers. — Il existe à Berne un Bureau international permanent, groupant les fédérations ouvrières nationales de la typographie.

La Fédération internationale des mineurs (1893) organise chaque année un congrès où sont représentés les mineurs des principaux pays. L'association internationale des travailleurs, fondée en 1864 (Karl Marx et Bakounine) dans le but d'étudier l'amélioration de la condition des ouvriers, avait un programme officieux nettement révolutionnaire. Après les événements insurrectionnels de la Commune de Paris, on a interdit aux ouvriers français de s'y affilier (loi de 1872, abrogée par la loi de 1901).

Protection légale des travailleurs. — La question de la légitimité de l'intervention de l'État au point de vue de la réglementation des conditions du travail et de la protection des ouvriers doit être étudiée sous deux aspects : 1^o travail des femmes et des enfants ; 2^o travail des adultes.

On doit protéger l'enfant qui ne peut se défendre lui-même et empêcher qu'on le fasse travailler trop jeune et trop longtemps, dans l'intérêt de son développement physique, intellectuel et moral. Du moment qu'on autorise le travail de la femme, il faut le réglementer pour éviter les abus.

L'intervention de l'État en ce qui concerne le travail des adultes a été considérée comme contraire à la liberté du travail et au développement de l'industrie nationale. L'État intervient dans le contrat de travail pour y établir l'équilibre au profit du faible, parce que l'ouvrier est obligé, pour gagner sa vie et celle des siens, de subir les conditions du patron.

L'industrie nationale ne doit pas souffrir de cette limitation si l'intensité de son travail et son rendement élevé per-

mettent de maintenir le taux de la productivité à un niveau élevé, malgré la durée plus réduite du travail. Au contraire, le travail de l'ouvrier se prolonge au détriment de la qualité et de la quantité du produit. En Angleterre et aux États-Unis, le travail est de courte durée mais très productif. En France, on a abaissé la durée du travail de 12 heures à 10 heures sans que le rendement ait sensiblement diminué.

Initiative privée : ligues sociales d'acheteurs. — L'initiative privée peut agir sur le patron par la création de ligues sociales d'acheteurs ayant pour but d'obtenir des patrons l'amélioration progressive des conditions du travail, en réservant leur clientèle à ceux d'entre eux qui prennent l'engagement formel d'accorder à leur personnel un traitement favorable. Des listes de fournisseurs sont dressées (listes blanches) par les soins des directeurs de ces ligues qui ont organisé à Genève, en septembre 1908, un congrès où leurs membres ont échangé leurs observations. Il y a été émis différents vœux, notamment sur la veillée que les membres des ligues s'engagent à éviter de provoquer par leurs commandes trop précipitées ou tardives et sur les sièges mis obligatoirement à la disposition des demoiselles de magasin dont les ligues s'engagent à exiger l'usage.

En fait, jusqu'ici ces ligues n'ont pas donné de résultats appréciables et leur avenir paraît bien précaire ; l'intérêt poussera la plupart des acheteurs à choisir leurs fournisseurs non d'après leurs mérites comme patrons, mais d'après la qualité ou le bon marché de leurs marchandises.

Protection des salaires. — Économats patronaux. — Les économats patronaux sont des magasins de vente, organisés par les patrons, où les ouvriers peuvent acheter tout ce dont ils ont besoin. Les marchandises y sont vendues au prix de gros majoré des frais généraux. Lorsque l'économat vend au prix de détail, les ouvriers participent aux bénéfices.

On a reproché aux économats d'enlever à l'ouvrier toute indépendance en l'obligeant à s'y approvisionner sous peine d'être mal vu du patron. Le crédit que le patron consent à l'ouvrier le pousse à la dépense. Le patron réalise des béné-

fices aux dépens de ses ouvriers, car il leur vend les marchandises plus cher que chez le détaillant, tout en nuisant au commerce local ainsi privé d'une partie de sa clientèle.

En Angleterre, on a interdit aux économats patronaux la vente à crédit et les retenues sur les salaires pour règlement de fournitures. Des mesures restrictives ont été prises de même dans les autres pays. En France, la loi de 1910 supprimant les économats interdit à tout employeur d'annexer à son établissement un économat où il vend directement ou indirectement à ses ouvriers et employés ou à leur famille des denrées et des marchandises de quelque nature que ce soit. Un patron ne peut imposer à ses ouvriers et employés l'obligation de dépenser leur salaire en totalité ou en partie dans les magasins indiqués par lui. Tous les économats ont été supprimés dans les deux ans après la promulgation de cette loi.

Cette interdiction ne s'applique pas au contrat de travail qui peut stipuler que l'ouvrier logé et nourri recevra en outre un salaire déterminé en argent, ou que l'employeur cède à l'ouvrier des fournitures au prix coûtant. Les économats des compagnies de chemins de fer, qui rendent de grands services au personnel en lui livrant des marchandises avec des réductions variant de 25 à 30 0/0, ont été maintenus, de même que les économats annexés aux établissements industriels dépendant de sociétés dans lesquelles le capital appartient en majorité aux ouvriers et employés.

Truck system. — Un patron peu scrupuleux diminue ou reprend partiellement le salaire à l'ouvrier au moyen de divers artifices. Le salaire peut être payé soit en jetons qui ne peuvent s'échanger que contre des marchandises à prendre dans les magasins de l'économat patronal, soit directement en marchandises ou encore dans un débit de boissons où le patron a un intérêt, afin de pousser l'ouvrier à y dépenser la plus grande partie de son salaire.

La loi française sur le paiement des salaires (1909) contenant une série de mesures contre le truck system interdit de payer les salaires autrement qu'en monnaie métallique ou fiduciaire ayant cours légal, de payer le personnel un

jour où il a droit au repos, de payer le salaire dans les débits de boissons ou magasins de vente, sauf pour les personnes qui y sont occupées. Elle oblige le patron à payer les ouvriers au moins deux fois par mois à seize jours au plus d'intervalle et les employés au moins une fois par mois.

Amendes et malfaçons. — Le patron opère des retenues sur le salaire pour contraventions au règlement d'atelier ou pour malfaçons. Cette pratique, qui constitue le patron juge et partie, évite aux ouvriers la mise à pied ou le renvoi en cas de faute grave. On a fixé le maximum des amendes à $\frac{1}{3}$ ou $\frac{1}{5}$ du salaire; d'autre part, ces amendes ne doivent pas profiter au patron et sont versées dans des caisses des retraite pour les ouvriers (Allemagne, Belgique, Suisse).

Marchandage. — Un entrepreneur, chargé d'un travail d'ensemble, peut en rétrocéder une partie à un sous-entrepreneur ou tâcheron qui, pour l'exécuter, embauche à son tour des ouvriers. L'entrepreneur se décharge ainsi sur le tâcheron de l'embauchage et de la surveillance des ouvriers, pour les travaux qui ne rentrent pas dans sa spécialité.

Les bons ouvriers peuvent s'élever graduellement à la situation de tâcherons puis devenir à leur tour entrepreneurs.

Le marchandage met les travailleurs embauchés à l'abri du chômage, le tâcheron ayant intérêt à s'assurer continuellement du travail en passant sans cesse des traités avec de nouveaux entrepreneurs ou à propos de nouveaux travaux.

Les socialistes prétendant que le profit réalisé par le tâcheron est prélevé sur le salaire des ouvriers ont poussé le gouvernement français à interdire le marchandage.

Minimum de salaire (*Living fee*). — Dans certains pays, on a essayé d'assurer aux ouvriers un minimum de salaire qu'on appelle salaire de vie (*living fee*) parce qu'il doit strictement permettre à l'ouvrier de vivre.

Afin de combattre le sweating system, le Parlement anglais a voté une loi (1910) fixant un minimum de salaire pour le travail aux pièces et pour le travail à la journée, dans certaines industries exercées à domicile.

En France, depuis la loi de 1892, l'enfant peut être admis

dans un atelier à partir de 13 ans (12 ans s'il présente son certificat d'études primaires et un certificat médical).

Durée du travail. — La durée du travail est de dix heures pour les enfants de moins de 18 ans (1900-1904), les femmes et les adultes employés dans les mêmes locaux que les enfants, ce qui constitue une aggravation gênante.

La durée du travail des femmes a été abaissée à dix heures (1904). Elles peuvent être occupées pendant douze heures par jour pendant 60 jours, dans les industries saisonnières. L'éloignement des femmes de leur travail pendant huit semaines consécutives dans la période qui précède et qui suit l'accouchement ne doit pas être considéré comme une cause de rupture du contrat de louage de service par l'employeur sous peine de dommages-intérêts (1909).

La loi qui fixe à 12 heures la durée du travail (1848) comporte des exceptions (commerce, petite industrie manufacturière, travail à domicile, industrie des transports, domestiques).

Le travail des mineurs a été limité à huit heures en 1910.

La concurrence de la main-d'œuvre féminine a été créée et développée par le machinisme dans beaucoup d'industries. Les compositrices d'imprimerie sont aujourd'hui très nombreuses grâce aux machines à composer, de même les filatures, les ateliers de triage des mines, etc., emploient un effectif féminin de plus en plus considérable.

Grâce aux progrès de l'instruction publique, les femmes ont pu aborder dans ces dernières années un grand nombre de travaux de bureau qui leur étaient autrefois interdits et là encore l'emploi de la machine a créé un débouché à l'activité humaine. Ce sont en majorité des femmes qui font marcher les machines à écrire et les machines à calculer qui abondent dans les bureaux modernes. Les services de titres des grandes banques, les offices de contrôle des compagnies de chemins de fer, les bureaux de postes, de télégraphes, de téléphones, fournissent également de la besogne à nombre de femmes et de jeunes filles.

Il est évidemment moral que la jeune fille, ainsi que la veuve ou la femme mariée momentanément gênée, trouvent de

plus en plus à s'occuper utilement, mais la vie de bureau nuit à la santé de la femme. D'autre part le rôle réel de la femme est l'éducation des enfants, sa vraie place est au foyer familial; aussi doit-on souhaiter de voir limiter le nombre de places attribuées à des femmes au strict nécessaire. Il semble qu'il y ait en France à cet égard une tendance à l'exagération qui n'est pas sans exercer une influence néfaste sur la diminution du nombre des mariages et des naissances.

La question des trois huit. — Une revendication, partie d'Angleterre, et reprise en France par la Confédération générale du travail, réclame pour l'ouvrier huit heures de travail, huit heures de repos, et huit heures pour se distraire.

En réduisant ainsi la durée du travail, on ne peut maintenir à l'ouvrier son salaire sans causer un renchérissement considérable de la vie, nuisible à la classe ouvrière.

Une loi réduit obligatoirement à huit heures la journée de travail dans les mines de houille anglaises (1908).

Il est évident que le pays qui tenterait seul cette expérience serait ruiné par la concurrence étrangère.

Repos hebdomadaire. — La loi de 1906 (généralisant celle de 1892), interdit d'occuper plus de six jours par semaine un même employé ou ouvrier dans un établissement industriel ou commercial et dans ses dépendances.

La loi laisse en dehors de ces prescriptions l'industrie agricole (en raison de l'insécurité des saisons et des difficultés de contrôle), ainsi que les entreprises de transports.

En principe, le repos hebdomadaire est de vingt-quatre heures consécutives et doit être donné le dimanche.

Toutefois, lorsqu'il est établi que le repos simultané le dimanche, de tout le personnel d'un établissement, serait préjudiciable au public ou compromettrait le fonctionnement normal de cet établissement, le repos peut être donné, soit constamment, soit à certaines époques de l'année seulement, ou bien : un autre jour que le dimanche à tout le personnel; du dimanche midi au lundi midi; le dimanche après midi avec un repos compensateur d'une journée par

roulement et par quinzaine, ou enfin par roulement à toute une partie du personnel. Les demandes de dérogation sont adressées au préfet qui statue, sauf recours au Conseil d'État.

Cette loi, dont la mise en vigueur a soulevé de nombreuses difficultés d'application, est très préjudiciable aux commerces qui travaillent principalement le dimanche; elle se retourne contre l'employé ou contre l'ouvrier chargé de famille, privé d'une journée de travail par semaine.

Travail de nuit. — Le travail de nuit (de neuf heures du soir à cinq heures du matin) est interdit aux enfants jusqu'à 18 ans et aux femmes de tout âge (1892). Dans la confection des chapeaux et des vêtements de deuil, les femmes ont le droit de travailler jusqu'à onze heures du soir pendant 60 jours par ans, sans qu'en aucun cas la durée du travail effectif puisse dépasser douze heures par vingt-quatre heures. Dans les usines à feu continu (métallurgie, verrerie), les enfants peuvent travailler la nuit d'une façon permanente.

Hygiène et sécurité des travailleurs. — En France, l'ouverture et le fonctionnement des établissements classés comme dangereux, insalubres et incommodes, est soumis depuis très longtemps à l'autorisation administrative (1810) dans un intérêt de sécurité et de salubrité pour les voisins.

La loi de 1893 concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, impose des mesures contre les accidents d'ateliers dus aux roues, courroies, engrenages, puits, trappes, ouvertures de tout genre, etc. Au point de vue de l'hygiène, elle réglemente l'éclairage, l'aération, la ventilation, les eaux potables, les fosses d'aisances, l'évacuation des poussières et vapeurs, les précautions à prendre contre l'incendie, etc.

De nombreuses associations industrielles privées, ayant pour but de diminuer les accidents du travail, ont obtenu des résultats remarquables en répandant des brochures et des affiches indiquant les précautions à prendre avant, pendant et après le travail pour éviter les accidents; elles font visiter les ateliers de leurs membres par des ingénieurs chargés d'indiquer aux industriels les mesures à prendre.

Le gouvernement a interdit les travaux trop fatigants ou immoraux aux enfants de moins de 18 ans et aux femmes (1909).

L'emploi de la céruse et de l'huile de lin plombifiée a été interdit pour tous les travaux de peinture dans un délai de cinq ans commençant à courir à partir de 1909.

La loi de 1913 a modifié la législation antérieure sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs. Comme la première loi en la matière remonte à 1893, que la seconde est de 1903, on voit que tous les dix ans la matière a été retouchée.

C'est surtout à la procédure de la mise en demeure que la loi de janvier 1913 a apporté des modifications. Pour permettre aux inspecteurs du travail de poursuivre immédiatement l'exécution, sans mise en demeure, de certaines prescriptions du décret du 29 novembre 1904, dont les termes ne prêtent pas à appréciation et dont l'exécution ne nécessite ni transformations importantes, ni études préalables, le législateur fait passer ces prescriptions dans la loi elle-même. En réalité, elles passent aujourd'hui dans l'article 66 du livre II du Code du travail. Quant à celles des prescriptions de l'ancien article 2 des lois de 1893-1903, qui ne posent que des principes et qui, d'après la jurisprudence de la Cour de Cassation, sont dépourvues de toute sanction, en dehors de celles que comportent les règlements généraux et spéciaux qui développent ces principes, elles font l'objet, dans le nouveau texte, d'une disposition spéciale pour éviter toute confusion avec les prescriptions légales dont l'inobservation peut provoquer des poursuites directes et immédiates.

En outre de ces modifications, la loi de 1913 réduit d'un mois à quatre jours le minimum du délai imparti aux chefs d'établissements pour satisfaire aux mises en demeure. Ce délai minimum n'a pas, toutefois, le caractère général du délai minimum d'un mois jusqu'ici en vigueur. C'est un minimum extrême, pour certains cas déterminés par les règlements eux-mêmes. Pour les autres cas, des délais supérieurs à quatre jours seront fixés également par les règlements eux-mêmes pour chaque nature de prescriptions, en tenant compte de l'importance des études et des travaux qu'exige l'obéissance à ces prescriptions.

Le nouvel article 70 spécifie expressément que toute réclamation régulièrement adressée au ministre du Travail contre une mise en demeure, est suspensive ; c'est la pratique actuelle, mais il fallait qu'elle fût précisée.

La loi nouvelle abroge l'article 14 de la loi du 2 novembre 1892 que reproduit d'ailleurs presque textuellement l'article 2 de la loi des 12 juin 1893-11 juillet 1903. L'article 14 de la loi de novembre 1892 prévoyait des prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité en ce qui concerne le personnel protégé par cette loi de 1892, c'est-à-dire les femmes et les enfants. Outre que les infractions à ces dispositions constituaient *de plano* des contraventions sans mise en demeure préalable, elles donnaient lieu, conformément à l'article 26, paragraphe 2, de la loi du 2 novembre 1892, à autant d'amendes que de personnes employées contrairement aux prescriptions de la loi. Au contraire, la loi du 12 juin 1893 a prévu une seule amende pour chaque nature d'infraction. La loi du 12 juin 1893 devient le droit commun en ce qui touche les prescriptions relatives à l'hygiène et à la sécurité. Il ne faut pas dire de façon absolue qu'il n'y a plus d'amendes multiples pour cause de sécurité. Il n'y en a plus pour les contraventions vagues de l'article 14 de la loi de 1892, visant les conditions générales de l'atelier : propreté, aération, sécurité et salubrité en général, water-closets, etc.

La loi de janvier 1913 institue des mesures nouvelles pour faciliter le contrôle des chantiers temporaires. Ces chantiers, en raison de leur dispersion et de leur caractère temporaire, risquent d'échapper à l'attention des inspecteurs. Pour que les inspecteurs soient avertis de l'ouverture de ces chantiers, deux mesures sont prises par la loi nouvelle : la première, applicable à tous les chantiers sans exception, consiste à en tenir une liste à la disposition de l'inspecteur au siège de l'établissement. La seconde n'est applicable qu'aux chantiers occupant dix ouvriers au moins pendant plus d'une semaine : avis doit être donné à l'inspecteur de l'ouverture de ces chantiers. Cet avis peut être donné valablement soit à l'inspecteur de la section où se trouve le chantier, soit à l'inspecteur compétent pour le

siège de l'établissement. Dans ce dernier cas, si le chantier se trouve dans une autre section, l'inspecteur transmettra l'avis à son collègue.

D'après le rapport sur l'application, pendant l'année 1911, de la loi des 12 juin 1893 et 11 juillet 1903, les établissements soumis à ces lois seraient au nombre de 497.226, occupant ensemble un personnel de 4.174.256 ouvriers et employés. En 1910, le nombre de ces établissements soumis au contrôle des inspecteurs du travail avait été évalué à 518.821, ce qui donnerait pour 1911 une diminution de 21.595. Cette diminution dans la statistique, qui ne correspond pas à une diminution réelle du nombre des établissements, résulte d'un recensement plus exact des exploitations soumises à la loi. Pour avoir le total des entreprises dont le personnel bénéficie de la protection de la loi de 1893-1903, il faut ajouter à ces établissements visités par les inspecteurs du travail : les établissements annexes des mines et carrières, qui n'en sont pas dépendances légales et ne sont pas soumis à la police des mines et dans lesquels l'application de la loi de 1893 est assurée par les ingénieurs des mines : ces établissements étaient, en 1911, au nombre de 422 occupant 9.598 personnes ; 2° les établissements de la Guerre et de la Marine dans lesquels le contrôle de l'exécution de la loi est exclusivement confié à des agents désignés à cet effet par le ministre de la Guerre et par le ministre de la Marine ; ces établissements étaient, en 1911, au nombre de 72 environ occupant 40.000 personnes. On évalue donc au total, à 498.006 pour 1911, le nombre des établissements visés par la loi et à 4.224.000 le nombre des ouvriers et employés auxquels elle s'applique.

L'application de la loi sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs a eu pour effet de multiplier le nombre des mises en demeure et celui des contraventions. En 1900, il n'y avait que 14.364 mises en demeure notifiées ; en 1905, il y en avait 41.397 ; en 1911, 37.324 ; le nombre des mises en demeure reconnues exécutées s'est élevé de 16.667 en 1900 à 20.407 en 1911, en passant par un maximum de 25.412 en 1908. Le nombre des contraventions relevées a passé de 888 en 1900 à 2.611 en 1911. Le rapport officiel explique l'ac-

croissement du nombre des mises en demeure et des contraventions de 1900 à 1911 : 1° par l'élévation du nombre des inspecteurs qui a passé de 106 à 142 pendant la période considérée ; 2° par l'intervention de dispositions législatives et réglementaires nouvelles, soit qu'elles aient soumis aux prescriptions générales de sécurité et d'hygiène des catégories d'établissements qui y avaient échappé jusqu'alors, soit qu'elles aient imposé à certaines industries des mesures particulières. La loi de 1903, qui a étendu le champ d'application de la loi de 1893, a influé sur l'augmentation du nombre des mises en demeure et des contraventions.

Deux décrets généraux sont intervenus conformément au vœu du législateur. L'un, du 28 juillet 1904, a trait au couchage du personnel. Le délai d'exécution des travaux de transformation, qu'impliquait ce décret, était fixé au 28 juillet 1905. En cette année 1905, il y eut 11.583 mises en demeure notifiées, 2.679 ont été reconnues exécutées, et il y a eu 321 contraventions relevées. L'année suivante, il n'y eut plus que 8.054 mises en demeure notifiées ; puis, en 1907, on est tombé à 5.306 et, en 1911, on était à 4.317. Les mises en demeure reconnues exécutées ont été très nombreuses en 1906 (4.882), c'est, de beaucoup, le chiffre le plus élevé de la période, et c'est naturel puisqu'on était immédiatement après l'entrée en application du décret et les nombreuses mises en demeure de 1905. En 1911, le nombre des mises en demeure reconnues exécutées n'était que de 2.213. Le nombre des contraventions relevées a oscillé entre 481, chiffre le plus élevé, en 1908, et 238, chiffre le plus faible, en 1911. Le rapport ministériel observe qu'à Paris, où se trouvent un très grand nombre de petits établissements qui logent leur personnel et dans lesquels la bonne exécution du décret rencontre le plus de difficultés, les inspecteurs du travail signalent toujours une amélioration croissante. « Mais, ajoute ce rapport, cette amélioration est moins rapide qu'il ne serait désirable, et les difficultés qu'éprouvent les chefs d'établissement, dans le centre de Paris notamment, pour se conformer au décret, sont attribuées, pour une grande part, à l'augmentation du prix des loyers et, parfois aussi, à la négligence, l'insouciance et le

peu de soins du personnel intéressé. » Nous avons eu déjà, à diverses reprises, l'occasion de faire remarquer que, quelque désirable que fût l'amélioration du logement des ouvriers, une trop grande rigueur pour obtenir des améliorations parfois très difficiles à réaliser matériellement, en dépit de la meilleure volonté du monde, pouvait pousser les employeurs à faire loger leurs employés en ville et, alors, le danger moral se substitue au danger physique et on remplace ainsi, comme trop souvent hélas, en matière de réglementation, un mal par un autre.

Le décret général du 29 novembre 1904 trouve son application, au moins pour quelques-unes de ses dispositions, dans tous les établissements visés par la loi de 1893-1903. Il y eut, du fait de ce décret, 28.648 mises en demeure notifiées en 1905 ; 16.632 furent reconnues exécutées et 1.716 contraventions furent relevées. On est tombé, les deux années suivantes, au-dessous de 25.000 notifications de mises en demeure, mais en 1908 on est arrivé à près de 32.000 ; on est resté un peu au-dessous de 29.000 pour les deux années 1909 et 1910, et en 1911 on est remonté à 31.445. En 1911, le nombre des contraventions a été de 2.041, soit le plus élevé des sept années 1905-1911. D'après le rapport officiel, l'augmentation constatée depuis 1908 est due, en grande partie, à la mise en vigueur du décret du 7 décembre 1907, qui est venu compléter l'article 12 du décret de 1904 en ce qui concerne les mesures de sécurité contre l'éclatement des engins pesants et tournant à grande vitesse ; elle est due aussi à l'augmentation du nombre des inspecteurs en 1908 et 1909.

Les décrets spéciaux concernent des industries très variées : le blanchissage, les travaux à l'air comprimé, les couperies de poils, la verrerie, etc. De nombreuses réglementations nouvelles sont en préparation, ainsi qu'on en pourra juger par la liste suivante qui indique les questions étudiées par les services du Ministère du Travail :

1° Mesures particulières d'hygiène à prescrire dans les ateliers de typographie ; 2° réglementation de l'emploi du minium de plomb ; 3° extension aux établissements de teinturiers-dégraisseurs des prescriptions du décret du 4 avril 1905 sur la manipulation du linge sale ; 4° mesures particulières

de sécurité à prescrire pour les voies ferrées des usines ; 5° utilisation du thermomètre mouillé pour apprécier les conditions thermiques et hygrométriques de l'atmosphère des locaux de travail ; 6° affections cutanées dans l'industrie des cuirs et peaux.

Cette liste de mesures prises ou devant être prises, les chiffres imposants de mises en demeure et de contraventions montrent que si l'hygiène a été longtemps dédaignée, les pouvoirs publics s'appliquent aujourd'hui à la faire respecter. Il est, certes, utile qu'on indique aux industriels les moyens de prévenir les accidents et, à leurs employés et ouvriers, les mesures les plus propres soit à les éviter, soit à y remédier ; mais des règles obligatoires sont souvent une cause de trouble et il eût, en bien des circonstances, été préférable qu'on s'appliquât à faire comprendre l'avantage des réformes plutôt que de procéder par la voie d'une législation impérative, dont les effets dépendent, en grande partie, de l'effectif de l'inspection du travail.

Réparation des accidents du travail. Risques professionnels. — Les accidents survenus à des ouvriers pendant le travail sont mis à la charge des patrons (risques professionnels, 1898). L'employeur fait entrer ces risques inhérents à la profession dans ses frais généraux, au même titre que l'amortissement du matériel industriel et des capitaux fixes.

Le patron est toujours responsable, même s'il n'y a pas faute de sa part, ou s'il y a faute avérée de l'ouvrier, sauf dans le cas de faute intentionnelle ou de crime.

L'indemnité, fixée à forfait par la loi, varie suivant les résultats de l'accident : mort, incapacité absolue et permanente, partielle et permanente, ou temporaire. Dans le cas de mort, la loi établit des distinctions nombreuses suivant que l'ouvrier est marié, a des enfants ou est étranger.

Quand le patron est insolvable, l'indemnité est acquittée par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse où un fonds spécial de garantie est constitué à l'aide de taxes diverses et de centimes additionnels sur le principal des patentes ainsi que d'une taxe supplémentaire de 5 centimes sur les concessions de mines par hectare concédé.

L'application de la loi de 1898 a été étendue aux exploitations agricoles pour les accidents occasionnés par des machines agricoles mues par des moteurs inanimés (1899), ainsi qu'à toutes les entreprises commerciales (1906).

La loi de 1898, comme toutes celles qui s'appliquent à un grand nombre d'individus, comporte des inégalités de traitement qui peuvent paraître choquantes. Un petit patron travaillant seul, victime d'un accident au cours de son travail n'a de recours contre personne pour se faire indemniser, alors qu'il recevrait de plein droit une indemnité s'il était occupé comme ouvrier salarié chez un patron.

La loi est donc favorable au développement du salariat, l'artisan indépendant trouvant plus d'avantage à travailler en qualité de salarié chez des tiers qu'à demeurer exposé comme patron à tous les risques de son entreprise.

La responsabilité du risque professionnel, supportée facilement par la grande industrie, ruine le petit patron qui peut être conduit ainsi à la faillite et à la misère par suite d'un accident survenu à son ouvrier ; souvent il préfère travailler seul et refuse des commandes qu'il ne pourrait exécuter qu'avec l'aide d'un ouvrier ; il y a donc perte pour le patron qui limite sa production et pour l'ouvrier qui n'est pas embauché alors qu'il y a du travail.

L'indemnité due à l'ouvrier varie suivant qu'il est célibataire ou marié et d'après le nombre de ses enfants, s'il en a ; il en résulte que le patron a tout intérêt à employer des ouvriers célibataires ou des ouvriers mariés sans enfants.

Ententes internationales. — Ces ententes sont difficiles à réaliser parce que le travail est très loin d'avoir lieu partout dans des conditions uniformes ou même comparables.

Des fraudes peuvent être commises et le contrôle rigoureux des prescriptions arrêtées en commun est difficile à obtenir. Cependant ces ententes sont indispensables. Un État qui apporterait des restrictions à sa production intérieure, sans s'assurer que ses concurrents étrangers agissent de même, jouerait un rôle de dupe et compromettrait imprudemment la prospérité et même l'existence de l'industrie nationale.

Conférences diverses. — Sur l'initiative de S. M. l'empereur Guillaume II, une conférence s'est réunie à Berlin (1890) pour étudier les bases d'une entente internationale. La plupart des pays européens s'étaient fait représenter, mais on ne put s'entendre sur les voies et moyens propres à assurer l'observation rigoureuse des résolutions arrêtées par la Conférence, à l'intérieur de chaque État. L'organisation d'une autorité internationale chargée de réprimer les infractions aux engagements pris par les États contractants, proposée par la Suisse, fut repoussée par la France et par l'Angleterre au nom du principe de souveraineté et d'indépendance respective des nations. Cette difficulté fit échouer la Conférence qui se sépara sans avoir pris de décision ferme.

Cet échange de vues a cependant eu pour résultat de développer la réglementation du travail industriel dans la plupart des États représentés à la conférence de Berlin.

Un congrès international pour la protection légale des travailleurs, tenu à Paris en 1900, a provoqué la formation d'une Association internationale pour la protection des travailleurs due à l'initiative privée. L'Office international de Bâle lui sert d'organe permanent, organise des enquêtes, publie des documents et prépare des conférences périodiques sur les questions ouvrières. La Conférence de Berne (1905), où étaient représentés quinze États européens, a provoqué la signature de deux conventions. L'une interdit le travail de nuit aux ouvrières; l'autre prohibe le phosphore blanc pour la fabrication des allumettes. Cette dernière convention n'a pas réuni l'adhésion de l'Angleterre, du Danemark ni de la Norvège.

L'Association internationale, créée en 1900, a tenu en 1908 à Lucerne sa cinquième assemblée générale à laquelle assistaient les représentants officiels de dix-huit États, les délégués des douze sections nationales et plus de deux cents auditeurs appartenant aux diverses sections. Elle a abouti au vote de résolutions (travail à domicile, travail des enfants, travail de nuit des jeunes ouvriers, durée maxima de la journée de travail, etc.). La Conférence internationale de Paris (1910) s'est occupée exclusivement du chômage.

SOCIALISME

D'une manière générale, le socialisme est une doctrine condamnant comme injuste le régime social existant. Dans l'organisation nouvelle proposée, on supprime la propriété privée, le salariat et les revenus capitalistes, l'*État providence* intervient constamment en remplacement de la liberté individuelle : il distribue les richesses à chaque citoyen suivant ses besoins ou suivant son travail.

Le socialisme est ainsi défini au sens propre et strict du mot. Entendu dans un sens plus large, il comprendrait toute doctrine ou toute mesure tendant à améliorer la condition économique de la classe ouvrière et à établir une certaine égalité économique entre les diverses classes d'individus.

Le socialisme d'État est une tendance et non un système complet et cohérent de doctrine. Dans le socialisme d'État le gouvernement intervient d'une façon plus ou moins active dans le domaine économique, par exemple pour prendre en mains le service des transports, pour imposer aux patrons le risque professionnel de leurs ouvriers ou des retraites ouvrières. Le socialisme chrétien tend à l'amélioration des classes ouvrières par le retour aux corporations de métiers, avec des organes permanents de conciliation entre patrons et ouvriers et des caisses de prévoyance au profit de ces derniers. C'est une réaction contre la doctrine libérale et contre l'oligarchie financière bourgeoise.

Théories socialistes. — Les deux principales théories socialistes sont le communisme et le collectivisme.

Le communisme laisse tout en commun et nie tout droit de propriété (Gracchus Babœuf, Robert Owen, Cabet).

Le collectivisme admet la propriété individuelle des produits, et repousse celle du capital; cette forme du socialisme s'est surtout développée en Allemagne (Karl Marx, Lassalle).

Autour de ces deux doctrines gravitent un certain nombre de systèmes mal définis ou empruntant leurs éléments au communisme ou au collectivisme (Saint-Simonisme, Fou-

riérisme, droit au travail de Louis Blanc, mutuellisme de Proudhon).

Les doctrines socialistes font le procès de l'ordre économique actuel ; la critique est la partie essentielle de l'œuvre des auteurs socialistes, surtout pamphlétaires et polémistes ; leur but est de détruire la société, mais quand il s'agit de la reconstruire sur de nouvelles bases, ils hésitent et parviennent difficilement à formuler un système d'organisation.

Les projets de réformes sociales aboutissent tous à la suppression de la propriété individuelle qui serait remplacée dans la société nouvelle par la propriété collective.

L'État producteur aurait pour mission principale d'organiser et de diriger la production industrielle ; l'État providence veillerait au bonheur de tous les citoyens.

Les théories socialistes tendent à la suppression de la liberté individuelle et au despotisme gouvernemental absolu.

Dans le régime rêvé par la plupart des socialistes, l'intérêt personnel, stimulant le plus énergique du travail, est remplacé par l'altruisme ou amour du prochain, assez puissant pour faire travailler l'individu au bonheur de la collectivité.

Histoire des doctrines socialistes. — On a recherché très loin les origines du socialisme moderne, mais les traces qu'on en trouve sont plutôt des œuvres d'imagination littéraire que des corps de doctrine (République de Platon, Société idéale de Fénelon, État de nature de J.-J. Rousseau).

La Révolution française resta étrangère aux idées socialistes, malgré quelques mesures isolées prises par la Convention sous l'influence de Saint-Just et de Robespierre.

Sous le Directoire, Babœuf (1764-1797), un des chefs de l'école communiste, publia la première théorie socialiste. La nature ayant donné à chaque homme un droit égal à la jouissance de tous les biens, l'idéal de Babœuf est une république égalitaire basée sur la communauté. L'État, seul propriétaire des terres, organiserait le travail comme une fonction publique. Des magistrats répartiraient le travail entre les citoyens et partageraient également les produits.

Un Écossais, Robert Owen (1771-1857), philanthrope et grand industriel, avait mis en pratique dans son usine de New-

Lanark les institutions ou les idées économiques récentes : sociétés ouvrières, magasins d'approvisionnement, caisses d'épargne, limitation des heures de travail pour les enfants, etc. Ayant obtenu des résultats remarquables, il généralisa l'expérience et fonda une colonie d'après les principes communistes aux États-Unis (New-Harmonie, 1826). L'essai ne réussit pas et il perdit son immense fortune.

D'après Owen, l'homme étant soumis à la fatalité, il n'y a ni bien, ni mal, ni responsabilité. Il ne doit exister dans une société aucun lien d'aucune sorte : ni religion, ni famille, ni propriété. La société pratique une communauté libre où chacun peut prendre ce qu'il veut et s'occuper à sa fantaisie, la bienveillance universelle devant suffire à tous.

Cabet (1788-1856) exposa ses théories communistes dans le *Voyage en Icarie*. Après 1848, il fonda pour les mettre en pratique à Nauvoo (Illinois) une colonie icarienne d'où il fut chassé, mais il en reste encore aujourd'hui quelques vestiges.

Sous la Restauration et sous la Monarchie de Juillet apparurent les deux théories fameuses le plus connues sous les noms de Saint-Simonisme et de Fourierisme.

Saint-Simonisme. — Saint-Simon (1760-1825) a édifié le système de l'industrialisme. La destinée de l'homme sur terre étant de produire les choses indispensables à la vie, il voulait que la société fût organisée d'après le principe : « A chacun suivant sa capacité, à chacun suivant ses œuvres ».

Il proposait un gouvernement idéal dont le principal organe était un parlement composé de trois chambres :

La chambre d'invention comprenant des ingénieurs et des artistes ayant pour mission de découvrir et de proposer les travaux à entreprendre ; la chambre d'examen, où des savants examineraient les projets préparés par la première ; la chambre d'exécution, dont faisaient partie les plus riches industriels pour diriger les travaux acceptés.

Vers la fin de sa vie, Saint-Simon donna à son système un caractère religieux en le représentant comme une application des vrais principes du christianisme. Ses successeurs : Enfantin, Bazard, Olinde Rodrigues, accentuèrent ce caractère et fondèrent une doctrine appelée néo-christianisme.

L'œuvre de la production industrielle leur apparaissait

comme la matière d'une religion nouvelle dont l'organisation comportait trois catégories de prêtres :

Prêtre social (direction générale) ; prêtre de la science (dogme) ; prêtre de l'industrie (culte). Sous cette direction, les citoyens se livraient à la production de la richesse.

Pour se procurer les capitaux nécessaires à l'établissement du nouvel ordre de choses, les Saint-Simoniens ne recommandaient pas les moyens violents et proposaient seulement la suppression de l'hérédité, mesure suffisante d'après eux pour procurer à la société des éléments de production suffisamment énergiques afin d'assurer le progrès.

Le Saint-Simonisme ayant atteint son apogée en 1830, avait deux journaux périodiques (*le Globe* et *l'Organisateur*). On avait installé à Paris une rédaction de la future société rêvée, mais des dissentiments se produisirent. Enfantin se sépara de Bazard et, se posant comme le nouveau Messie, installa à Ménilmontant une communauté dont les membres, portant un costume particulier, se livraient à des travaux manuels en chantant des hymnes religieux. En 1833, des poursuites en Cour d'assises portèrent le dernier coup à la doctrine qui finit par disparaître.

Fouriérisme. — Fourier (1768-1837) est l'auteur du système d'organisation sociale portant son nom qui repose sur l'association et sur l'attraction passionnelle. Il voulait associer les hommes en capital, travail et talent, par groupes, par séries, puis par phalanges, dans une demeure somptueuse appelée le Phalanstère. Dans l'intérieur de ces associations chaque individu se livre au travail qui offre pour lui le plus d'attrait et par la combinaison des penchants naturels de chacun l'harmonie était réalisée. D'après Fourier, l'homme est bon (Rousseau) ; la société, qui est seule mauvaise, comprime les passions de l'homme au lieu d'en tirer profit et de les utiliser pour le bien-être commun.

Ainsi trois des passions de l'homme, convenablement dirigées, peuvent servir à la production, ce sont les passions mécanisantes ou pivotales : la papillonne ou inconstance d'esprit, source de la variété dans les produits ; la passion cabaliste ou esprit de rivalité stimulant du travail par le désir qu'il fait naître dans chaque groupe de produire

mieux et davantage que les autres ; la composite ou fougue que produit la réunion de plusieurs désirs.

Fourier ayant voulu joindre l'exemple au précepte créa à Condé un phalanstère agricole qui ne réussit pas (1832) ; cependant il ne préconisa jamais l'emploi de la violence pour imposer son système et comptait uniquement sur les résultats de sa mise en pratique pour en provoquer l'adoption.

Le socialisme en 1848. — La Révolution de 1848 a donné naissance à deux théories relatives à l'organisation du travail célèbres dans l'histoire du socialisme : l'*Organisation du travail ou le droit au travail* (Louis Blanc) et le *Mutuellisme ou système de la gratuité du crédit* (Proudhon).

D'après Louis Blanc, l'État est tenu de procurer du travail à chaque individu qui le demande pour lui permettre de vivre ; toute personne a un véritable droit de créance contre la société qui est obligée, en conséquence, de se faire producteur et d'organiser le travail. A cet effet, il demandait l'établissement de trois ateliers nationaux : atelier industriel, atelier agricole (production) et atelier d'échange (achat des matières premières et vente du produit fabriqué). Il ajoutait que si l'État faisait cette tentative, tous les ateliers privés ne pouvant lutter contre la concurrence que leur feraient les ateliers nationaux ne tarderaient pas à se fermer ; tous les ouvriers demanderaient à entrer au service de l'État qui deviendrait rapidement seul producteur. Cette théorie séduisit beaucoup d'esprits et pénétra dans la masse ; en 1848, Louis Blanc, devenu membre du gouvernement et président de la Commission du travail, fit décréter l'ouverture d'ateliers nationaux. La tentative échoua complètement, car l'ouvrier n'y faisait rien, et leur fermeture fut le signal de l'insurrection de Juin. Les insurgés prirent pour mot d'ordre et inscrivirent sur leurs drapeaux : « Organisation du travail et droit au travail ».

Proudhon (1809-1865), polémiste et pamphlétaire, définit la propriété : « La propriété, c'est le vol ¹ ».

Après avoir attaqué le socialisme et le régime de la liberté,

1. En réalité cette définition a été formulée par le girondin Brissot dans ses *Recherches sur le droit de propriété et le vol* (1780).

il fut dans la nécessité de formuler un système d'organisation sociale et aboutit à la conception bizarre connue sous le nom de mutuellisme ou de gratuité du crédit.

D'après Proudhon, le travail seul produit, et non le capital ; lorsqu'un capitaliste prête de l'argent à un travailleur, tout ce qu'il peut exiger c'est que celui-ci lui restitue la somme prêtée, il ne peut pas lui réclamer davantage ; l'intérêt est illégitime parce que la plus-value qu'a pu produire l'emploi de la somme d'argent, étant uniquement le résultat du travail, doit appartenir en totalité à l'ouvrier. En conséquence il propose l'établissement d'une banque d'échange où les déposants ne peuvent réclamer aucun intérêt et qui prête aux ouvriers moyennant un intérêt de 1/4 0/0 pour couvrir les frais d'administration de la banque. De cette façon le capital et le travail se prêtent un mutuel appui, d'où le nom de mutuellisme donné au système.

Or, il est inexact de soutenir que le travail soit le seul facteur de la production ; le capital étant un élément dont il est impossible de se passer. Le capitaliste a droit à une rémunération, car il rend un service à l'emprunteur en mettant une somme d'argent à sa disposition et court le risque de ne pas être remboursé. Si l'intérêt était supprimé chacun conserverait précieusement entre ses mains le capital qu'il aurait réussi à mettre de côté. L'idée d'une banque d'échange où le public apporterait son épargne sans avoir le droit à l'intérêt de son argent est une pure utopie.

Forme moderne du socialisme : collectivisme. — Le collectivisme, forme moderne du socialisme, est né et s'est développé en Allemagne. Son fondateur, l'israélite Karl Marx (1818-1883), en a été le théoricien dans son ouvrage *Das Capital*. Il eut pour précurseur Rodbertus Jasetzow, et comme disciples Engels (1820-1895) et Lassalle (1825-1864).

L'école socialiste allemande, matérialiste et évolutionniste, considère l'état social comme un produit nécessaire du développement historique des sociétés ; l'avènement du collectivisme se produira à son heure comme le résultat d'une évolution à laquelle l'homme ne peut échapper.

Ainsi le régime patriarcal a été remplacé par le régime

du petit producteur autonome ; ce dernier, supprimé à son tour, a fait place à la production capitaliste ; actuellement la petite industrie est éliminée chaque jour de plus en plus et la production apparaît sous la forme collective dans les ateliers ou dans les mines. Or il y a une contradiction mortelle pour l'organisation actuelle entre ces deux faits : la production collective d'une part, la centralisation des moyens de production entre les mains de la classe privilégiée des capitalistes d'autre part. Fatalement, nécessairement, il y aura une expropriation des capitalistes par la classe ouvrière ; le travail étant devenu collectif, de même la propriété deviendra à son tour collective et sociale.

Le point de départ du système se trouve dans deux théories de Karl Marx relatives à la valeur et à la plus-value dont les éléments sont puisés dans les écrits des économistes classiques (Adam Smith, Ricardo) ; leurs conclusions sont des réminiscences évidentes des ouvrages de Proudhon.

Théorie de la valeur. — D'après Karl Marx, la substance de la valeur serait le travail. Comme valeurs, les marchandises destinées à l'échange sont du travail cristallisé.

Les instruments de production (machines), ne pouvant créer de la valeur, transmettent aux produits une partie de leur valeur qu'ils perdent par usure ou par consommation.

Si la valeur a pour seule cause le travail, on doit admettre que la mesure de la valeur est la durée du travail. Pour connaître la valeur respective de deux objets, il faudrait rechercher la durée du travail dépensé pour les produire.

La durée du travail ne doit pas s'entendre du travail effectif employé à la production, sinon on aboutirait à un résultat inadmissible ; une marchandise qu'un ouvrier aurait mis deux jours à façonner aurait une valeur double d'une autre marchandise de même espèce, identique en tous points, qu'un autre ouvrier plus habile ou plus laborieux aurait faite en un jour. Le temps de travail, servant de mesure, est le temps moyen, le temps raisonnablement indispensable, ou, pour employer la formule de Karl Marx, le temps socialement nécessaire, celui qu'exige tout travail

exécuté avec un degré moyen d'habileté, dans des conditions normales par rapport au milieu social donné.

Théorie de la plus-value. — Sous le régime capitaliste la classe ouvrière, dépourvue de moyens de production, est obligée de vendre sa force de travail aux bourgeois détenteurs du capital. Le capitaliste paie cette force de travail à sa valeur, égale, d'après la loi d'airain, à la somme d'heures nécessaires à la production de ce qui est indispensable à l'existence de l'ouvrier. Supposons que six heures de travail suffisent; si le patron oblige l'ouvrier à travailler pendant dix heures, l'emploi de sa force de travail reste impayé pendant quatre heures. Ce surtravail est la plus-value dont le capitaliste profite gratuitement.

En résumé, deux éléments entrent dans la valeur de toute marchandise; 1° la valeur des moyens de production usés ou consommés; 2° la valeur nouvelle résultant entièrement du travail. Cette dernière comprend deux parties: le salaire de l'ouvrier et la plus-value résultant du surtravail.

Le surtravail, tribut payé par la classe salariée à la classe capitaliste, dénonce cette exploitation de la classe ouvrière.

Les capitalistes ne sont pas responsables de cette situation, le mal venant des institutions et non des hommes. (K. Marx.) Dans l'État économique actuel, les choses ne peuvent pas se passer autrement. Pour atténuer le mal dont souffre l'ouvrier, on pourrait diminuer la durée du surtravail; d'où la lutte actuelle pour la réduction de la journée de travail.

La cause du mal pour la classe ouvrière se trouve dans son expropriation des moyens de travailler; l'instrument du travail revêt aujourd'hui la forme collective, les moyens de travail et le travail ne peuvent être réunis entre les mêmes mains que par la transformation de la propriété capitaliste en propriété sociale. La socialisation des moyens de travail rend l'émancipation possible: c'est le vrai socialisme.

La théorie de Karl Marx mène à deux conclusions fausses: l'objet qui n'a coûté aucun travail n'a aucune valeur et deux objets dont la production a exigé le même effort sont d'égale valeur.

Or, une richesse peut avoir une grande valeur sans avoir

coûté aucune peine (carrière, source minérale, terrain au centre d'une ville); inversement une chose peut avoir la même valeur qu'une autre ou même plus de valeur bien que sa production nécessite moins d'effort: un hectolitre de blé récolté sur une terre fertile a la même valeur qu'un autre hectolitre de blé provenant d'une terre plus ingrate.

Il serait plus exact de dire que la valeur se détermine d'après le service rendu à l'acquéreur en raison du travail qui lui est épargné pour produire l'objet, mais cela revient à dire, comme nous l'avons vu plus haut, que la valeur se mesure d'après l'utilité et la rareté de chaque chose.

Karl Marx a raison de considérer que le capital est inerte; mais si, grâce à son emploi, l'homme produit un plus grand nombre de choses utiles avec le même effort musculaire, on peut dire que le capital est véritablement productif.

La société d'après les principes du collectivisme. — Karl Marx a refusé de faire connaître les bases de la société économique qui devait succéder au régime capitaliste lorsque l'évolution en faveur du collectivisme serait achevée. D'après lui, l'établissement du nouvel ordre de chose sera le résultat fatal des événements; il n'y a qu'à laisser les faits se produire et la nouvelle société s'organiser d'elle-même, sans rechercher à en prévoir le cadre à l'avance.

Rodbertus Jazetzow a tracé le plan suivant de la future société soumise au régime collectiviste de Karl Marx.

Tous les moyens de production (terre, mines, chemins de fer, etc.) appartiennent à l'État sous la direction des fonctionnaires. Une autorité centrale commande à chaque établissement les produits à fournir et distribue les travailleurs dans les divers emplois. La monnaie étant supprimée, les travailleurs reçoivent des bons de travail en nombre égal aux heures de travail qu'ils ont faites. L'unité de valeur est l'heure de travail moyen, correspondant à une intensité et à une habileté moyenne. Avec ces bons, il se procure les objets de consommation dont il a besoin, accumulés dans les magasins de l'État. Chaque produit a une valeur égale au nombre de bons de travail que sa production a coûté. De cette façon, le travailleur reçoit une somme de produits

égale à la durée de son travail en bons qu'il a le droit de garder, de donner ou de transmettre par héritage.

Le nouveau régime supprime l'exploitation capitaliste (fermage, intérêt, salariat, banques, commerce). En revanche, le chômage et le paupérisme ne sont plus à redouter.

Objections contre le collectivisme. — Le collectivisme est une pure utopie, car la substitution de la volonté souveraine de l'État au régime de la libre concurrence, comme régulateur de la production, imposerait à l'État une tâche au-dessus de ses forces pour laquelle il n'est pas fait.

Pour assurer le recrutement de tous les emplois, même les moins convoités, il faudrait substituer la contrainte administrative à la liberté du travail. Il en résulterait une tyrannie intolérable contraire à la liberté individuelle.

La liberté de la consommation devrait être supprimée et remplacée par la répartition égale des produits entre les travailleurs, sinon, tous les produits étant taxés d'après l'unité de travail sans tenir compte de leur valeur d'usage les plus appréciés d'entre eux seraient enlevés par les premiers arrivants et les autres s'accumuleraient dans les magasins; il y aurait ainsi un défaut d'équilibre et d'égalité dans la répartition des produits. Enfin les échanges avec l'étranger (commerce international), bien qu'absolument indispensables, deviendraient impossibles par la suppression du numéraire du crédit et des banques.

CINQUIÈME PARTIE

CONSOMMATION DE LA RICHESSE

LIVRE XII

LA CONSOMMATION

Consommation de la richesse. — L'homme peut consommer la richesse qu'il a produite pour la satisfaction d'un besoin personnel (consommation improductive); il peut aussi la consommer pour produire d'autres richesses (consommation productive), ou la garder pour plus tard (épargne).

Consommation improductive. — L'emploi d'une richesse pour la satisfaction d'un besoin personnel constitue une consommation improductive (brûler du charbon pour se garantir du froid, manger pour apaiser sa faim, etc.).

Dans les sociétés civilisées, la monnaie est l'intermédiaire normal des échanges et ce genre de consommation se produit sous forme de dépense. L'homme emploie une certaine quantité de numéraire pour se procurer les objets qu'il destine à sa consommation personnelle. Cette consommation pure et simple est dite improductive parce qu'elle n'a pas pour but ni pour résultat la production de nouvelles richesses.

Consommation, production, circulation. — La consommation est le but final de la production. Les hommes produisent des richesses, se les distribuent et les font circuler en vue de consommer pour satisfaire leurs besoins matériels.

La production, la répartition, la circulation et la consommation sont donc étroitement rattachées l'une à l'autre.

La consommation exerce une action énergique sur la production des richesses. Comme on produit pour consommer, la production se règle sur la consommation et il s'établit forcément entre ces deux phénomènes un équilibre parfait.

Des crises se produisent quand cet équilibre est détruit.

Inversement, la production influe sur la consommation des richesses. Une production abondante développe la consommation parce qu'elle rend le produit moins cher, tandis qu'une production restreinte élève les prix et limite le nombre des consommateurs ainsi que l'importance de leur demande. La circulation qui sert de trait d'union entre la production et la consommation subit le contre-coup des circonstances sociales ou économiques qui influent sur ces deux éléments.

Avarice et prodigalité. — Ce serait une erreur de s'élever systématiquement contre toute consommation de jouissance.

Les capitaux et les inventions de l'homme doivent avoir pour résultat d'augmenter le bien-être général.

On doit approuver et encourager les consommations ou les dépenses qui font vivre l'individu, le maintiennent en bonne santé ou développent ses facultés physiques et intellectuelles, mais on doit combattre les consommations ou les dépenses qui compromettent l'existence de l'individu, altèrent sa santé ou arrêtent son développement physique et intellectuel. La prodigalité est également blâmable.

Juridiquement, un prodigue est un individu qui dépense plus que ses revenus et dont les consommations de jouissance entament le capital. En économie politique, toute dépense ou toute destruction inutile constitue un acte de prodigalité. Le prodigue s'expose à la misère ainsi que les siens. Le Code civil intervient et organise des mesures de protection en déclarant le prodigue incapable de faire certains actes sans l'assistance d'un conseil judiciaire.

L'Économie politique et le Droit combattent la prodigalité. On a dit que les sommes d'argent dépensées pour des consommations improductives ne sont ni perdues ni détruites

puisqu'elles se retrouvent entre les mains des commerçants qui ont vendu au prodigue les objets consommés; la prodigalité aide donc la production et fait aller le commerce. Mais, si au lieu de dépenser cet argent, le prodigue l'avait prêté à un industriel, sa production eût été accrue par son emploi pour le profit commun. La prodigalité tend à la destruction des capitaux que l'épargne forme et accroît.

Luxe. — Le luxe n'est pas la prodigalité; la prodigalité implique le luxe, mais il peut y avoir luxe sans prodigalité, notamment quand une personne fait des dépenses de luxe sans entamer son capital au delà des limites de ses revenus. Les dépenses de luxe ne tendent pas à la satisfaction pure et simple d'un besoin, mais impliquent une recherche et un raffinement dans l'assouvissement du désir éprouvé.

D'après certains économistes, le luxe ayant pour conséquence d'employer des capitaux et d'utiliser de la main-d'œuvre pour produire des choses qui ne profitent qu'à un petit nombre de privilégiés, est un mal au point de vue économique. Ces capitaux et cette main-d'œuvre seraient mieux employés s'ils servaient à produire en plus grande quantité, et par conséquent à meilleur marché, pour le bien des consommateurs, les objets indispensables à l'existence.

L'opinion générale est avec raison favorable au luxe.

En effet, si le rôle de l'industrie était de satisfaire aux besoins de première nécessité des hommes, la production se trouverait limitée par son objet même; beaucoup de capitaux et d'ouvriers ne seraient pas employés. Grâce au luxe, un grand nombre d'industries nouvelles se forment pour répondre aux demandes des consommateurs. Le capital et le travail trouvent des emplois nombreux dans la production d'objets appropriés au goût du consommateur.

Le luxe est l'agent le plus important du progrès dans le bien-être. Tout produit nouveau ne répondant pas à un besoin déjà ressenti est d'abord un objet de luxe, fabriqué à grands frais et coûtant cher; un petit nombre de consommateurs fortunés peuvent l'acheter. Au bout d'un certain temps, le produit, fabriqué en plus grande quantité, se vend meilleur marché et son usage se généralise.

Consommation reproductive. — La consommation reproductive et industrielle consiste dans l'emploi d'une richesse à la production d'une autre richesse : brûler du combustible pour faire marcher une machine, employer du blé sous forme de semences au lieu d'en faire du pain.

Dans les sociétés civilisées, l'usage de la monnaie est général et la richesse s'accumule sous forme de numéraire. La consommation reproductive a lieu de même en affectant une somme déterminée à une branche d'industrie (placement).

On effectue un placement quand on se met en personne à la tête d'une entreprise dans laquelle on engage tout ou partie de son avoir. Souvent on confie les sommes qu'on veut placer à des personnes capables d'en tirer parti, qui paient un intérêt ou abandonnent une part de leur bénéfice. Ce dernier genre de placement a lieu sous forme de dépôt chez le banquier, intermédiaire naturel entre le capitaliste et le producteur, ou sous forme d'achat de titres (actions, obligations) d'une société anonyme ou en commandite.

Ce mode d'emploi des capitaux intéresse évidemment plus la Production que la Consommation.

ÉPARGNE

La consommation peut être économisée ou différée et ces deux modalités correspondent aux deux principales formes de l'épargne qui sont l'économie et la prévoyance.

L'économie consiste à tirer le meilleur parti possible des matières premières ou de l'argent, au lieu de les gâcher.

Certaines nations, ou certaines classes de la société, sont plus économes que d'autres. C'est un fait connu que les Français sont plus économes que les Américains et que les Anglais ; de même, les populations des campagnes dépensent beaucoup moins pour vivre que les habitants des villes. Les Savoyards et les Auvergnats sont renommés pour leur esprit d'économie. Bien que l'art de tirer meilleur parti que tout autre de ses ressources, soit un don de nature qui ne peut guère s'acquérir par l'étude, on a essayé de créer un enseignement ménager ayant surtout pour but d'apprendre aux

femmes à gouverner économiquement une maison et à obtenir le maximum de bien-être avec le minimum de dépense.

Les commerçants et les industriels ont besoin d'économiser les salaires et les matières premières pour augmenter leurs chances de gain. Un grand nombre de brevets industriels visent les procédés ayant pour but l'utilisation des déchets de fabrication. On transforme aujourd'hui les ordures ménagères en combustibles ou en engrais, on utilise le laitier des hauts fourneaux ainsi que leurs gaz qu'on laissait autrefois se répandre librement dans l'atmosphère. Les fabricants de produits chimiques traitent les eaux de lavage des cuves pour en retirer des matières qui se vendent avec bénéfice. L'épargne a une grande importance en matière d'administration publique ou privée. En effet, c'est le défaut d'épargne réelle qui rend l'exploitation par l'État si dispendieuse et les chapitres des frais généraux si démesurément exagérés dans les bilans des sociétés par actions. L'esprit d'épargne et d'économie permet seul aux commerçants détaillants de soutenir la concurrence des grands magasins, parce que ces derniers, tout en réalisant des profits pour les causes que nous avons indiquées plus haut, sont grevés de frais généraux très élevés qu'occasionne leur état-major trop nombreux et le coulage qu'ils ne peuvent éviter.

La consommation différée est la prévoyance, qui revêt des formes multiples, suivant qu'elle est pratiquée par l'individu isolé, par des associations ou par la Société tout entière.

Tout individu riche ou pauvre peut volontairement retrancher périodiquement de son superflu, ou de son nécessaire, une somme qu'il consacre à des besoins de consommation futurs, connus ou inconnus, dans un but égoïste ou altruiste.

Le pauvre, plus inquiet de son sort que le rentier, est par là même naturellement porté vers l'épargne, bien qu'elle constitue pour lui un dur sacrifice. On peut dire d'une manière générale que la femme épargne plus volontiers que l'homme et que certaines nations possèdent la faculté d'épargner à un degré plus complet que d'autres. En Angleterre notamment, l'ouvrier et le petit employé dépenseront facilement toutes leurs ressources, sans songer à l'avenir, tandis que le Français épargne par tempérament quelle que soit sa

condition. Cette propension naturelle à ne pas dépenser ce que l'on gagne a permis à la France de se placer au premier rang parmi les nations qui possèdent des richesses immédiatement réalisables. Le bas de laine du paysan français et la tirelire de nos ménagères sont des réservoirs d'or où puisent depuis longtemps toutes les nations du globe, qui attribuent cependant volontiers à ces Français si faciles à « taper » tous les défauts et même tous les vices.

L'épargne est indispensable au riche comme au pauvre, car il n'est pas de fortune qui puisse résister indéfiniment à la dilapidation, ni même à la dépense totale de ses revenus annuels. Un commerce qui ne grandit pas progressivement est condamné à décroître ; de même une fortune ne peut rester stationnaire, et si l'on ne fait rien pour l'augmenter, elle diminue forcément avec plus ou moins de rapidité.

De même, l'épargne est la seule défense du pauvre, et, sans dépasser la mesure, on ne saurait trop la lui recommander pour l'empêcher de tomber dans la croyance trop répandue que le riche doit le faire vivre, non par le travail, mais par l'aumône. Le pauvre est enclin à un genre d'épargne improductif qui consiste à se priver du nécessaire pour se payer le superflu, sous forme de tabac, d'eau-de-vie, etc. ; l'argent ainsi économisé est au contraire perdu pour la véritable épargne et ne sert qu'à entretenir les vices et les abus dont profite malheureusement d'une manière immorale la masse du public, puisque la vente de ces produits nocifs monopolisée par les gouvernements alimente le budget.

L'épargne ne doit d'ailleurs pas priver l'individu de l'argent qui lui est indispensable pour vivre confortablement et pour se nourrir de manière à entretenir sa vigueur et son intelligence. Le travail musculaire exige une alimentation saine et abondante, un logement salubre, des vêtements propres et appropriés à la température de la saison.

Le reste des ressources du ménage ouvrier peut et doit être converti en épargne véritable sous des formes multiples que nous examinerons plus loin et qui sont l'assurance, le placement, la coopération, etc. Néanmoins le travailleur doit se tenir en garde contre les exploiters qui guettent son modeste avoir pour le lui dérober sous des prétextes

légaux. La manière dont les ouvriers emploient leurs économies est souvent défectueuse parce qu'ils placent généralement mal leur confiance ; ils acquièrent volontiers de mauvais titres irréalisables dont ils ne touchent souvent aucun intérêt. D'autre part, beaucoup d'associations sollicitent de l'ouvrier des cotisations souvent improductives.

Caisses d'épargne. — Les caisses d'épargne sont des banques spéciales, gérées d'après des règles déterminées, dans le but de faciliter l'épargne. Elles reçoivent des sommes minimales, les gardent pour mettre à l'abri de la tentation de les dépenser, les déposants à qui elles servent un faible intérêt.

D'origine française, les caisses d'épargne, d'abord mises en pratique en Angleterre (Saving Banks), furent expérimentées chez nous vers 1818, sous forme de banques privées libres sans intervention de l'État et administrées conformément à des statuts établis par leurs fondateurs. Le fonctionnement de ces caisses d'épargne était difficile à assurer ; elles ne pouvaient trouver de placements avantageux ; elles devaient servir un intérêt à leurs dépôts tout en en conservant la libre disposition afin de faire face aux demandes de remboursement qui se produisaient à tout instant. Les directeurs de caisses d'épargne s'adressèrent, pour faciliter le placement de leurs capitaux, à l'État qui subordonna son intervention à certaines conditions. Les caisses d'épargne purent verser leurs capitaux à la Caisse des dépôts et consignations (1835) en recevant un intérêt de 4 0/0, mais elles perdirent une partie de leur indépendance. Elles ne purent plus se constituer qu'avec l'autorisation du gouvernement et leur fonctionnement fut soumis à des règles particulières.

Comme les autres pays, la France a organisé (1884-1893) une Caisse nationale postale d'épargne.

La Caisse nationale et les Caisses d'épargne privées sont soumises à un certain nombre de règles communes.

Le montant des dépôts ne peut être ni inférieur à 1 franc ni supérieur à 1.500 francs. La Caisse nationale délivre gratuitement à tout requérant un bulletin d'épargne sur lequel on peut coller des timbres ; lorsqu'on a ainsi parfait la somme de 1 franc, la Caisse d'épargne reçoit ce bulletin comme

une pièce de 1 franc. Pour mettre les Caisses d'épargne à l'abri de demandes de remboursement trop nombreuses aux époques de crises, elles ont le droit de n'opérer les remboursements que quinze jours après la demande ; le gouvernement peut les autoriser, par décret en Conseil d'Etat, à rembourser les dépôts par fraction de cinquante francs et par quinzaine.

Les sommes déposées dans les Caisses d'épargne, versées à la Caisse des dépôts et consignations, sont employées en rentes sur l'Etat, en valeurs garanties par l'Etat ou en obligations entièrement libérées des départements, des communes et du Crédit foncier. Les sommes non employées sont placées en compte courant au Trésor ou déposées à la Banque de France. La partie déposée en compte courant au Trésor ne peut jamais dépasser cent millions de francs.

Chaque Caisse d'épargne privée ayant un fonds de réserve et de garantie, sur lequel sont imputées toutes les pertes résultant de sa gestion, est autorisée à employer cette fortune personnelle de la manière suivante : achat de valeurs d'Etat et d'obligations foncières ou communales, prêts aux sociétés coopératives de crédit, acquisition ou construction d'habitations à bon marché. Tout individu, même un mineur non émancipé sans l'assistance de ses père et mère ou de son tuteur, et la femme mariée sans l'autorisation de son mari, peut déposer de l'argent dans les Caisses d'épargne et s'y faire délivrer un livret nominatif.

Toutes les Caisses d'épargne servent aux déposants un intérêt de 2,75 0/0 (anciennement 3 à 3,50 0/0).

On a critiqué le versement au Trésor des sommes déposées, comme donnant à l'Etat un moyen facile de trouver des ressources pour des opérations inutiles ou hasardeuses ; d'autre part, l'Etat assumait la lourde responsabilité des remboursements à effectuer aux déposants ; enfin l'intérêt servi aux Caisses d'épargne était trop élevé (4 0/0).

On cherchait à pousser l'Etat dans une voie dangereuse en l'incitant à confier les fonds des Caisses d'épargne à des industriels, à de petits artisans ou à les prêter à des sociétés de crédit populaire pour en assurer le développement.

La loi de 1895 a malheureusement tenu compte de ces

vœux et a réalisé dans cet ordre d'idées des réformes pleines de périls. Le compte courant que les Caisses d'épargne privées ont avec le Trésor ne peut pas excéder cent millions de francs, l'intérêt servi par l'Etat sera établi en tenant compte du revenu des valeurs du portefeuille ; enfin, les Caisses d'épargne ont maintenant la liberté d'utiliser une partie de leurs ressources à des œuvres industrielles.

En 1913, l'ensemble des 550 Caisses d'épargne privées devait aux déposants près de quatre milliards (8.740.848 livrets).

Institutions de prévoyance. — A côté des Caisses d'épargne, il faut citer, parmi les principales institutions inspirées par la préoccupation de l'avenir, l'assurance et les sociétés de secours mutuels.

Contrat d'assurance. — Le contrat d'assurance promet à une personne une indemnité pour le dommage que peut lui causer un événement déterminé (mort, incendie).

L'assurance est dite à prime ou mutuelle. Par l'assurance à prime, l'assuré s'oblige à payer annuellement à l'assureur une somme fixée dans la police d'une façon invariable. L'assureur supporte tous les risques et recueille tous les bénéfices de l'opération. L'assurance mutuelle est une association formée entre un certain nombre de personnes qui s'engagent à supporter leurs risques en commun. Les pertes et les bénéfices de l'opération sont partagés entre les associés.

L'assurance peut être contractée en vue d'événements multiples : naufrage d'un navire, perte de sa cargaison, incendie, perte d'une récolte par la grêle ou l'orage, incapacité de travail résultant de la vieillesse, de maladie ou d'un accident, mort d'une personne (assurance sur la vie).

Assurance sur la vie. — L'assurance sur la vie présente une variété infinie de combinaisons ; dans la plus usuelle, une compagnie d'assurance promet à un individu, en échange d'une prime annuelle, un capital déterminé qui devra être versé à sa mort entre les mains de ses héritiers.

L'assurance sur la vie offre des avantages considérables ; elle joue un rôle de supplément et d'auxiliaire de l'épargne en forçant l'assuré à économiser pour payer sa prime. Elle

met la famille de l'assuré à l'abri du besoin dans le cas où il meurt prématurément. C'est surtout contre ce risque que l'assurance sur la vie offre un secours précieux qu'on demanderait vainement à l'épargne pure et simple.

Assurance contre le chômage. — Le chômage (absence de travail) est le risque le plus grave que coure le travailleur.

Le chômage résulte de la supériorité de l'offre du travail sur la demande, par suite d'une crise ; de la nature de l'industrie exercée (morte saison dans les modes, le bâtiment, etc.) ; de la personne de l'ouvrier qui n'est plus en état d'exécuter le travail qu'on lui demande ; le risque de chômage se confond alors avec le risque d'invalidité ou de vieillesse.

L'assurance contre le chômage est très difficile à réaliser en raison de l'étendue et de la fréquence du risque et des fraudes possibles en pareille matière. Comment distinguer l'ouvrier qui est sans travail parce qu'il n'en trouve pas réellement, de celui qui n'a pas le désir de travailler ?

Certaines municipalités qui avaient organisé l'assurance obligatoire contre le chômage par les cotisations des ouvriers, augmentées des subventions municipales, ont dû y renoncer. Les bons ouvriers, ne chômant jamais, se fatiguaient de payer pour les paresseux qui chômaient tout le temps et qui ne versaient pas leurs cotisations (Saint-Gall, en Suisse).

Dans le système de Gand (1901), la municipalité accorde aux syndicats qui font des sacrifices pour garantir leurs membres contre le chômage, des subventions sous forme de majoration de l'indemnité allouée par le syndicat ; ainsi distribuée, l'indemnité profite aux vrais chômeurs.

Un système analogue fonctionne en France (1905). Un crédit de 110.000 francs mis à la disposition du gouvernement a été réparti entre les caisses de chômage. En 1909, 94 caisses de chômage comptaient 40.000 membres et versaient 185.000 francs d'indemnités à 7.343 chômeurs. Le crédit de subvention de l'État est loin d'avoir été absorbé : On n'a dépensé que 42.000 francs sur 110.000 francs.

Sociétés de secours mutuels. — Les sociétés de secours mutuels rendent les mêmes services que les assurances sur la vie. Formées entre personnes exerçant la même profes-

sion ou des professions similaires, elles assurent à chacun de leurs membres, moyennant une cotisation mensuelle très minime, des soins médicaux en cas de maladie, une sépulture convenable et un secours à la famille en cas de mort. Ces sociétés, qui viennent utilement en aide à la classe ouvrière, ont prospéré en Angleterre mais peu en France.

On les a réorganisées (1898) pour leur donner de l'essor, en leur accordant une liberté plus grande quant à leur constitution et à leur administration. Le pouvoir discrétionnaire des préfets, qui pouvaient les empêcher d'exister ou refuser leur approbation, est remplacé par un pouvoir limité dont l'exercice est soumis au contrôle des juridictions contentieuses ; l'administration exerce une surveillance destinée à maintenir les sociétés dans les limites de leur mission.

Une capacité juridique plus étendue a été reconnue aux mutualités qui, désormais pourvues de la personnalité civile, peuvent posséder des immeubles dans une mesure variable, suivant la catégorie à laquelle elles appartiennent.

Leur sphère d'attributions a été considérablement élargie ; autrefois cantonnées dans la distribution de secours en cas de maladie ou de décès pour assurer une inhumation convenable à leurs membres, les sociétés de secours mutuels peuvent s'occuper aussi d'assurance (vieillesse, accidents).

Développement de la mutualité en France. — 1^{re} *Répartition géographique de la mutualité.* — Le nombre des communes possédant une société de secours mutuels est actuellement de 8.800 contre 5.575 au 1^{er} avril 1898, soit une augmentation de 58 0/0. Dans plus de 400 cantons, il n'existe encore aucune société de secours mutuels. D'autre part, le nombre des communes où fonctionne une société ouverte à tous les habitants, sans distinction de profession ni d'origine, est inférieur à 7.000. Il est d'ailleurs à noter que ces chiffres ne comportent que les communes qui sont le siège d'une ou plusieurs sociétés de secours mutuels et qu'un certain nombre de sociétés — notamment les sociétés scolaires — s'étendent au delà de la commune où elles ont leur siège social.

Pour l'ensemble de la France, le nombre des communes

mutualistes forme les 24 0/0 du total des communes, contre une proportion de 15 0/0 au 1^{er} avril 1898. Les départements où la proportion est la plus élevée sont les départements de l'Ain (70 0/0), des Pyrénées-Orientales (62 0/0), du Rhône (61 0/0) et de la Seine (94 0/0). Par contre, la proportion la moins élevée, inférieure à 5 0/0, se rencontre dans le Cantal, la Corrèze, la Corse, les Côtes-du-Nord et la Lozère.

L'effectif total des mutualistes atteint environ 4 millions et demi de membres contre 1.200.000 au 1^{er} avril 1898. La moyenne générale pour la France entière est de 115 participants pour 1.000 habitants. Elle est notablement supérieure dans les Ardennes, 169 pour 1.000 ; dans l'Aube, 147 pour 1.000 et les Pyrénées-Orientales, 151 pour 1.000. En revanche, elle est inférieure à 17 0/00 dans le Cantal, la Corse, les Côtes-du-Nord, la Creuse et la Haute-Loire.

2^e *Grandes branches de la mutualité.* — Les sociétés de secours mutuels comportent des mutualités d'adultes, des mutualités scolaires, des mutualités maternelles et des mutualités militaires.

a) Les mutualités d'adultes réunissent environ 3 millions 700.000 participants répartis sur le territoire de façon fort inégale, mais donnant, pour l'ensemble de la population, une proportion de 96 participants pour 1.000 habitants. Cette moyenne est dépassée dans les Ardennes (109 pour 1.000), la Gironde (113 p. 1.000) et les Pyrénées-Orientales (134 pour 1.000). Elle est inférieure à 10 0/00 dans le Cantal, la Corrèze, les Côtes-du-Nord et la Creuse.

b) La mutualité scolaire, fondée en 1881 par J.-E. Cavé, est une œuvre d'éducation et de prévoyance qui s'efforce d'initier les écoliers aux avantages de l'association mutuelle et de faciliter la constitution de pensions de vieillesse en provoquant l'épargne dès la première enfance. Les sociétés scolaires sont cantonales ou communales, d'arrondissement ou de département.

Les unes ne fixent pas de limites au sociétariat ; d'autres le limitent à la majorité, certaines à la scolarité. Elles groupent aujourd'hui 800.000 participants, soit une moyenne générale de 19 par 1.000 habitants. Leur contingent est surtout élevé dans les départements du Nord et de l'Est. Les Ar-

dennes 60 pour 1.000 ; l'Aube, 63 pour 1.000 ; l'Oise, 50 pour 1.000 ; l'Yonne, 48 pour 1.000 ; les Landes, 57 pour 1.000. La moyenne est particulièrement basse, et n'atteint que 3 pour 1.000, dans l'Aveyron, l'Eure, l'Ille-et-Vilaine.

c) La mutualité maternelle a pour but de venir en aide à la mère avant et après la naissance de l'enfant, en lui permettant d'interrompre son travail, en lui assurant les premiers soins que nécessite son état ; elle vient en aide à l'enfant en suivant son développement pendant les premiers mois et contribue ainsi à diminuer la mortalité infantile. La première société de secours mutuels maternelle a été fondée à Paris, en 1892. C'est de beaucoup la plus importante des sociétés existantes et elle compte 23.000 affiliées participantes. A côté de Paris, Nice et Toulon ont des sociétés comptant plus de 1.500 participantes. Angers, Montreuil, Troyes, Chalon-sur-Saône, Vienne et Saint-Étienne possèdent des sociétés comprenant de 500 à 1.500 participantes.

d) Les sociétés de secours mutuels militaires, de création toute récente, doivent leur développement à la loi du 5 décembre 1908. Toutes les sociétés constituées jusqu'à présent concernent les militaires de passage (appelés ou engagés pour la durée normale du service militaire). Jusqu'en 1911, il n'a été fondé aucun groupement pour les militaires de carrière (engagés, rengagés ou commissionnés). Une société nationale a été créée pour les officiers de l'armée métropolitaine et des troupes coloniales.

Le nombre des mutualités militaires s'élevait à 63 au 1^{er} janvier 1910, à 144 au 1^{er} mai et à 156 au 1^{er} janvier 1911. Les 63 sociétés fonctionnant au 1^{er} janvier 1910 comprenaient 20.911 membres participants sur les 71.816 militaires de passage composant les corps de troupe où elles se recrutaient, soit 29 0/0 de ces effectifs. Comme ces sociétés sont organisées par corps de troupe, il y a autant de sociétés que de corps de troupe où elles fonctionnent. Certains corps d'armée, particulièrement de l'Est, ont un nombre plus élevé de corps de troupe ; aussi ne peut-on établir de comparaison, au point de vue mutualiste, entre les corps d'armée, qu'en tenant compte de leur importance respective. Les corps d'armée où plus des trois quarts des corps de troupe

ont une société entre appelés ou engagés sont le 10^e corps (Rennes) : 11 sociétés ; le 4^e corps (le Mans) : 11 sociétés ; le 17^e corps (Montauban) : 15 sociétés et le gouvernement militaire de Paris : 5 sociétés. Par rapport au nombre des militaires de passage dans les corps de troupe où fonctionnait une société au 31 décembre 1909, le chiffre des mutualistes était particulièrement important dans le 6^e corps : 38 0/0 ; le 4^e corps : 39 0/0 ; le 14^e corps : 41 0/0 ; le 15^e corps : 42 0/0 ; le 5^e corps : 45 0/0 et le 8^e corps : 52 0/0. Au 1^{er} janvier 1911, les 156 sociétés existantes se répartissaient ainsi par arme : infanterie, 109 ; artillerie, 19 ; cavalerie, 17 ; train des équipages militaires, 8, et génie, 3.

3^e *Mutualités interdépartementales.* — Le champ d'activité des sociétés dont il vient d'être parlé, se limite habituellement à une commune ou à un arrondissement, mais certaines constituent des mutualités interdépartementales rayonnant sur plusieurs départements. 76 de ces sociétés ont leur siège social à Paris et comptent un effectif total de 972.861 membres participants (y compris les colonies et l'étranger), dont 199.359 dans le département de la Seine et 773.502 en dehors de ce département, 25 de ces sociétés ont plus de 3.500 participants dans les départements (Seine non comprise) et 51 en ont moins de 3.500. 23 sociétés ont leurs sièges dans les départements, avec un effectif total de 103.571 membres, dont 60.643 participants dans le département du siège social et 74.487 en dehors de ce département. (6 sociétés ayant plus et 17 moins de 3.500 membres participants hors du département de leur siège social.) Les Mutualités interdépartementales forment ensemble un total de 99 sociétés avec 1.107.991 membres (260.002 dans le département et 847.989 hors du département du siège social).

4^e *Effectif et budget des sociétés d'adultes.* — Les sociétés approuvées et libres comptant ensemble 3.650.000 participants se répartissent ainsi : 27 0/0 ont pour objet la maladie, 37 0/0 la maladie et la retraite, 19 0/0 la retraite et 17 0/0 les secours au décès et l'invalidité. Les sociétés approuvées comptent 3.250.800 participants : 23 0/0 d'entre elles s'occupent de la maladie, 40 0/0 de maladie et retraite, 20 0/0 de retraite, 17 0/0 de secours au décès et d'invalidité. Les so-

ciétés libres groupent 400.000 participants, comme suit : maladie, 56 0/0 ; maladie et retraite, 13 0/0 ; retraite, 13 0/0 ; secours au décès et invalidité, 18 0/0.

Le montant total des recettes annuelles des sociétés approuvées atteint 85 millions provenant des sources suivantes : apports des participants : 55 0/0 ; subventions et libéralités, 23 0/0 ; revenus, 22 0/0.

Les sociétés emploient ces recettes aux titres suivants : maladie, 32 0/0 ; secours au décès, 4,5 0/0 ; invalidité, 1 0/0 ; rentes viagères, 18 0/0 ; accroissement du capital de retraite et réserve, 40 0/0 ; gestion et divers, 4,5 0/0.

Les recettes des sociétés libres s'élèvent annuellement à 12 millions et demi. Les apports des participants en constituent les 65 0/0 ; les libéralités, 20 0/0 ; les revenus, 15 0/0. Ces recettes sont attribuées comme suit : maladie, 32 0/0 ; secours au décès, 9 0/0 ; invalidité, 1,5 0/0 ; rentes viagères, 14 0/0 ; accroissement du capital de retraite et réserve, 30 0/0 ; gestion et divers, 4,5 0/0.

Si l'on compare la proportion des subventions et libéralités pour 1 franc d'apport du participant, on constate que, dans les sociétés approuvées, ces subventions équivalent à 0 fr. 43, se décomposant ainsi : versements de membres honoraires, 0 fr. 11 ; dons et legs, 0 fr. 07 ; subventions, 0 fr. 25. Dans les sociétés libres, elles équivalent à 0 fr. 30 par franc d'apport, soit 0 fr. 07 pour les versements des membres honoraires et 0 fr. 23 pour les dons et legs. L'importance des dons et legs dans les sociétés libres tient à ce que plusieurs grandes administrations privées et établissements divers, notamment le Comptoir National d'Escompte et la Compagnie des Chemins de fer du Nord, attribuent chaque année aux sociétés de leur personnel des subventions égales aux versements des participants, versements extrêmement élevés dans ces Associations.

Le chapitre de l'assurance-maladie, qui constitue la plus importante des dépenses de la mutualité, se décompose ainsi : dans l'ensemble, les sociétés libres et approuvées y affectent 28 millions de francs par an ; les honoraires médicaux en forment 21,5 0/0 ; les frais pharmaceutiques, 25 0/0, et les indemnités de maladie, 53,5 0/0. Ces proportions changent

légèrement si l'on analyse séparément les dépenses de maladie des sociétés approuvées et des sociétés libres. Les premières consacrent 24 millions à ce genre d'assurances, dont 20 0/0 en honoraires médicaux, 23 0/0 en frais pharmaceutiques et 57 0/0 en indemnités de maladies. Les autres affectent 4 millions à ces dépenses se répartissant ainsi : honoraires médicaux, 15 0/0 ; frais pharmaceutiques, 20 0/0 ; indemnités de maladie, 65 0/0.

Rôle de l'État en matière de prévoyance. — L'action de l'État consiste à limiter les consommations personnelles exagérées par des mesures de protection établies à l'égard du prodigue et à développer le sentiment de prévoyance chez les individus en réglementant les Caisses d'épargne, les sociétés de secours mutuels et les compagnies d'assurances. La Caisse nationale postale d'épargne gère également trois caisses d'assurances (accidents, décès, vieillesse).

Cette intervention directe fait de l'État un assureur concurrent des compagnies privées et lui impose de ce chef une responsabilité très lourde. Son rôle devrait, semble-t-il, se borner à réglementer les assurances en exigeant pour la constitution des sociétés privées des garanties sérieuses. D'ailleurs, les assurances gérées par l'État sont à peine connues des intéressés, bien que très avantageuses, parce que les courtiers n'ont aucun profit à retirer de ce genre d'opérations pour lequel aucune commission n'est allouée.

Assistance par l'État. — Certains auteurs estiment que l'État est dans l'obligation de venir en aide aux enfants et aux vieillards qui sont dans l'impossibilité de travailler, aux ouvriers qui par suite de chômage n'ont pas momentanément le moyen de travailler et enfin à ceux-là même qui n'ont pas la volonté de travailler. L'indigent aurait ainsi un véritable droit à l'égard de la société, le droit d'être secouru.

La société, responsable des inégalités choquantes qui font que les uns ont en abondance tout ce dont ils ont besoin pour vivre tandis que d'autres manquent du strict nécessaire, doit s'appliquer à supprimer elle-même les inégalités dont elle est la cause. Elle y a intérêt, car si elle ne secourt

pas les malheureux, ils se vouent au crime ou au vice et l'État est obligé de les nourrir dans les prisons. Il vaut mieux prévenir ce danger par des mesures appropriées.

Au contraire, d'après les économistes de l'école classique, l'assistance doit être une œuvre essentiellement privée.

L'État doit se contenter de suppléer à l'insuffisance des ressources particulières par des subventions en argent, sans s'imposer le fardeau des services d'assistance publique. L'assistance doit conserver le caractère d'un don et d'une libéralité et non prendre celui d'une obligation formelle pour l'État, correspondant à un droit pour les individus. Sinon, les particuliers assurés d'être soutenus dans le besoin et de ne pas manquer, quoi qu'ils fassent, des choses indispensables à l'existence, s'adonneraient à l'oisiveté et ne chercheraient même pas à gagner leur vie eux-mêmes.

Principes de la législation française. — L'assistance publique en France est en général facultative et communale.

L'assistance publique est obligatoire dans quatre cas (aliénés, enfants assistés, assistance médicale gratuite et assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables). Elle est départementale et non communale pour deux catégories d'individus : les aliénés et les enfants assistés.

L'assistance publique, même obligatoire, ne fait naître aucun droit pour l'individu à l'encontre de l'administration, d'où une obligation sans droit correspondant.

Retraites ouvrières. — On admet aujourd'hui partout que l'État a le devoir d'intervenir pour assurer aux ouvriers des pensions de vieillesse et d'invalidité. Tantôt l'assurance peut être obligatoire, tantôt l'État se borne à stimuler par des subventions, ou par des faveurs spéciales, la création de caisses de retraites ouvrières, en laissant à cet égard toute liberté aux patrons et aux ouvriers. L'État doit-il au contraire imposer aux patrons la fondation d'une caisse de retraite pour les ouvriers ? Étant admis le caractère obligatoire des retraites ouvrières il est très délicat de décider à l'aide de quelles ressources les retraites seront constituées. Le patron peut faire seul les versements auxquels l'ouvrier

peut ajouter des cotisations au moyen de retenues effectuées sur son salaire. L'État peut accorder sa collaboration aux caisses de retraite sous une forme et dans une mesure à débattre. Les caisses peuvent être fondées sur deux systèmes différents : le régime de la capitalisation ou celui de la répartition. Le premier consiste à verser dans des caisses de l'État les cotisations des patrons et des ouvriers et à servir les pensions de retraites à l'aide des revenus capitalisés de ces sommes. Ce système impose l'obligation de faire fructifier 12 à 15 milliards. Le système de la répartition consiste à distribuer chaque année les sommes versées entre tous ceux qui ont droit à une pension de retraite ; si la répartition est insuffisante, l'État fait l'appoint.

Bien d'autres difficultés surgissent dans l'application de cette mesure dont les patrons prétendent bénéficier aussi bien que les ouvriers. Quel est l'âge à admettre pour la liquidation de la pension ? Les ouvriers âgés qui n'ont pas le temps de faire les versements normaux doivent-ils recevoir quand même une allocation annuelle, même minime ?

État actuel de la législation en France. — La question des retraites est en grande partie résolue en France : au profit des fonctionnaires civils et militaires (1853), des invalides de la marine (Colbert), des ouvriers mineurs (1894), du personnel du réseau des chemins de fer d'intérêt général (1910), et enfin des salariés en général (loi du 5 avril 1910).

Loi de 1910 sur les retraites ouvrières. — La retraite, obligatoire pour les salariés gagnant moins de 3.000 francs par an, est obtenue par la capitalisation de versements effectués par le patron et par le salarié augmentée de l'allocation de l'État.

Des retraités facultatifs et des retraités obligatoires bénéficient de la loi. Les retraités facultatifs (fermiers, métayers, cultivateurs, artisans et petits patrons) et les salariés dont le salaire annuel est compris entre 3.000 francs et 5.000 francs peuvent faire des versements volontaires pour s'assurer une retraite et ont droit au concours de l'État.

Les retraités obligatoires sont liés à un patron par un contrat de travail (salariés du commerce, de l'industrie,

de l'agriculture, serviteurs à gages, etc. ; salaire annuel maximum 3.000 francs).

Les versements effectués par les patrons et par les salariés sont employés par des caisses d'assurances dont la rente s'augmente au jour de la retraite de l'allocation de l'État.

Le patron et le salarié font des versements égaux ; le montant en est fixé par la loi quel que soit le salaire : hommes : 9 francs par an (3 centimes par jour) ; femmes : 6 francs par an (2 centimes par jour) ; mineurs de 18 ans : 4 fr. 50 par an (1 centime, 5 par jour).

Le patron est chargé d'effectuer les versements pour lui et pour le salarié dont le versement est retenu par le patron sur le salaire au moment de la paye (précompte). Le salarié peut, s'il le préfère, opérer ses versements par l'intermédiaire de la caisse de secours mutuels à laquelle il est affilié.

L'opération du versement a lieu au moyen du timbre de retraite et d'une carte délivrée gratuitement par l'administration à chaque retraité, renouvelable à la fin de l'année ¹.

Des timbres-retraite, mis en vente par le Ministère du Travail, représentent, les uns les versements des salariés, les autres les versements des employeurs. Le patron achète ces timbres et, le jour de la paye, en appose deux sur la carte que le salarié présente, celui qui correspond au versement du patron et celui qui correspond au versement du salarié.

Tout salarié est affilié à une caisse d'assurance qu'il choisit librement parmi celles qu'autorise la loi. A la fin de chaque année, les cartes couvertes de timbres sont envoyées aux différentes caisses auxquelles les retraités sont affiliés, qui établissent les comptes individuels de chacun d'eux.

Le produit de la vente des timbres-retraite est versé à la Caisse des dépôts et consignations qui crédite les différentes caisses d'assurances du montant total des timbres portés sur les cartes de leurs affiliés. Elle reçoit de ces caisses et exécute les ordres de placement des sommes qu'elle détient pour leur compte. Chaque caisse d'assurance tient au nom de chacun de ses affiliés un compte établi d'après les timbres portés sur sa carte. Elle envoie annuellement à chaque adhérent

1. On remet en outre au salarié une carte d'identité permanente.

un bulletin constatant le montant des versements effectués en son nom et indiquant le chiffre de sa retraite à 60 ans.

Sont autorisés à faire le service des pensions : les sociétés ou unions de sociétés de secours mutuels ; les caisses départementales ou régionales, créées par décret et administrées par des représentants de l'État, des patrons et des salariés ; les caisses patronales, les syndicats professionnels patronaux, les caisses de syndicats de garantie liant solidairement les patrons adhérents pour l'assurance de la retraite ; les caisses de retraite des syndicats professionnels et ouvriers.

Le salarié a le choix entre ces différentes caisses et, à défaut de choix de sa part, il est affilié d'office à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

L'État ne fait aucun versement mais intervient, lors de la liquidation de la pension, en ajoutant une allocation annuelle variable à la rente produite par la capitalisation des versements effectués pour le compte du salarié.

Si les versements au nom du retraité ont été faits pendant trente ans, comme la loi le prescrit, il touche une allocation viagère de 100 francs par an.

Si les versements faits pendant trente ans sont inférieurs à ceux qui auraient dû être effectués (c'est-à-dire trente fois 9 pour un homme, trente fois 6 pour une femme) l'allocation viagère est diminuée dans la proportion de l'insuffisance des versements ; elle sera seulement de 75 francs représentant les trois quarts de 100 francs, si les versements ont atteint les trois quarts seulement des versements obligatoires.

Si les versements ont été faits pendant moins de trente ans, mais pendant 15 ans au moins, le retraité a droit à une telle allocation de 1 fr. 50 par année de versement, soit par exemple 37 fr. 50 pour vingt-cinq ans de versement.

Si les versements ont été faits pendant moins de quinze ans, le salarié n'a droit à aucune allocation de l'État.

En principe, le salarié a droit à une pension de retraite à l'âge de soixante ans. S'il meurt avant cet âge, ou s'il meurt titulaire d'une pension, il ne transmet rien à ses héritiers (pension à capital aliéné).

Le salarié peut opter pour une pension à capital réservé ;

alors, le montant des versements faits pour son compte est transmis à ses héritiers, mais la pension est diminuée.

Par tempérament à la règle précédente, la loi autorise, dès l'âge de 56 ans, la liquidation d'une pension de retraite anticipée, mais diminuée, puisque la caisse d'assurance est exposée à la payer plus longtemps, le titulaire étant jeune.

Les assurés qui sont atteints (en dehors des cas régis par la loi de 1898 et à l'exclusion de toute faute intentionnelle) de blessures graves et d'infirmités prématurées entraînant une incapacité absolue et permanente de travail, ont droit, quel que soit leur âge, à la liquidation anticipée de leur retraite. La retraite liquidée est bonifiée par l'État dans une mesure établie par la loi ; la bonification ne peut dépasser 60 francs de rente, de même que la retraite ne sera jamais supérieure au triple de la liquidation ou à 360 francs, bonification comprise.

Lorsqu'un salarié, soumis obligatoirement à la loi de 1910, décède avant d'être pourvu d'une pension de retraite, sa femme et ses enfants ont certains droits à condition qu'il ait effectué les trois cinquièmes des versements légaux.

La veuve reçoit 50 francs par mois pendant trois mois, à condition qu'elle n'ait pas d'enfant de moins de 16 ans. La femme divorcée, non remariée, jouit du même avantage, à condition que le divorce ait été prononcé en sa faveur.

Les enfants âgés de moins de seize ans reçoivent 50 francs par mois pendant quatre, cinq ou six mois, suivant qu'ils sont au nombre de un, deux, trois ou plus.

La loi des retraites a réparti en trois groupes les salariés qui étaient trop âgés au moment de sa mise en vigueur : ceux qui ont de 65 à 69 ans bénéficient des dispositions de la loi sur l'assistance aux vieillards (1905) s'ils se trouvent dans des conditions d'application voulues. Les sommes limitées à la moitié des allocations accordées par application de cette loi, sont supportées par l'État (maximum de 100 francs par an).

Ceux qui ont entre 45 et 65 ans ont droit à une allocation viagère de l'État (62 francs à 100 francs). Ceux qui ont entre 45 et 35 ans bénéficient de l'allocation de 100 francs s'ils font les versements annuels à partir de la mise en vigueur de la loi.

La loi des retraites a soulevé une opposition violente du patronat et beaucoup d'intéressés y sont restés indifférents. Bien que compliquée, elle constitue cependant une œuvre sociale importante : elle a gêné des habitudes et créé des formalités auxquelles on n'était pas habitué en France, mais la pratique la fera rentrer définitivement dans les mœurs.

Modifiée une première fois dans quelques détails, cette loi subira sans doute bien des remaniements avant de devenir définitive.

Au 1^{er} juillet 1912 il y avait 7.029.008 assurés obligatoires et 593.450 assurés facultatifs. Les versements totaux effectués en 1912 se montent à 22.951.971 fr. 27 ; si on y ajoute les fonds provenant des intérêts des valeurs achetées et des versements faits par l'État pour remboursement d'avances, bonifications, etc., on arrive à un total général de 30.432.535 fr. 81.

Les dépenses ont atteint 6.083.208 fr. 73 et ont laissé un bénéfice de 24.349.327 fr. 08, qui a été placé en prêts aux Départements, Communes, Chambres de Commerce, Sociétés d'habitations à bon marché, etc.

La section des rentes viagères a enregistré en 1912 20.486.652 fr. 95 de recettes.

SIXIÈME PARTIE

STATISTIQUE

LIVRE XIII

GÉNÉRALITÉS

Histoire de la statistique. — Il est évident que si le mot de statistique¹ est d'origine moderne, le fait même de dénombrer des individus et des faits date de la plus haute antiquité. Les Chinois dressaient des statistiques quarante siècles avant notre ère, et les Grecs, ainsi que les Romains, y étaient passés maîtres, car la statistique était à Rome une des principales attributions des censeurs².

La France a souffert pendant longtemps, surtout au point de vue financier, de l'absence de recensements exacts concernant la population, le cadastre et les principaux éléments de la vie nationale. Les efforts de ministres tels que Sully, Colbert, Louvois, Turgot, Necker pour opérer de véritables dénombremments, étaient toujours restés isolés et sans résultats : les vues de Vauban, de l'abbé de Saint-Pierre, de Necker, de Lavoisier et de Lagrange ne furent réalisées que par la Constituante et par la Convention dont les réformes politiques et sociales nécessitèrent l'établissement de recense-

1. Le mot de Statistique paraît avoir été employé pour la première fois en Allemagne, vers le milieu du XVIII^e siècle, par Schmeitzel, professeur à l'Université d'Iéna, et par Achenwall, professeur à l'Université de Göttingue.

2. Voir Mommsen, *Droit public romain*, t. IV, p. 1-160.

ments généraux périodiques de la population, de registres de l'état civil, de statistiques agricoles, financières, judiciaires, etc. Le premier bureau de statistique français fut créé en 1795 par F. de Neufchateau, ministre de l'Intérieur, qui publia en 1803 le premier volume de la Statistique générale de la France et des Colonies. Négligée sous Napoléon, comme susceptible de servir de base à des critiques de l'autorité impériale, la Statistique ne fut réellement restaurée et instituée qu'à partir de 1818. A cette époque fut créé le bureau de la Statistique du recrutement au ministère de la Guerre. Peu à peu chaque ministère fut pourvu d'un ou de plusieurs bureaux de statistique : Bureau de statistique du commerce extérieur du ministère des Finances (1819), Bureau de la Statistique judiciaire du Ministère de la Justice (1825), Bureau de la Statistique générale du ministère du Commerce (1833), créé sur le modèle de celui du Board of Trade anglais (1832). Ce dernier bureau a été fondu en 1891 dans l'Office du Travail, qui a pris le nom de Direction du Travail (1899), puis de ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. Au ministère des Travaux Publics sont adjoints depuis 1840 et 1846 des bureaux de statistique spéciaux aux Mines et aux Chemins de fer. Parmi les créations intéressantes de la statistique, nous mentionnerons encore la Commission de statistique de l'enseignement (ministère de l'Instruction Publique, 1876), le Bureau de statistique et de législation comparée (ministère des Finances, 1876), l'Annuaire statistique de la France (1878), le Conseil supérieur de statistique (1885).

Doctrines statistiques. — L'origine moderne exacte des doctrines relatives à la Statistique est difficile à établir. Dès 1577, l'illustre Jean Bodin insistait, dans un chapitre consacré à l'histoire de la censure à Rome, sur les renseignements indispensables qu'un gouvernement peut tirer de dénombrements détaillés et fréquents portant sur les biens et sur les personnes¹. Plus tard, Seckendorff, Conring, Struve, Schmeitzel, Achenwall, professeurs aux Universités allemandes de Halle, de Iéna et de Göttingue (1650-1750) formu-

1. J. Bodin, V. *Les six livres de la République*, édit. de 1577, liv. VI, ch. 1, p. 878-888.

lèrent également l'intérêt de l'emploi des chiffres pour la description des éléments constitutifs de la situation politique d'un pays. En Angleterre, le chef de l'Ecole statistique, William Petty (1662-1693), inventa le mot si expressif d'« arithmétique politique », qui désigne d'une manière très heureuse l'observation numérique des phénomènes sociaux.

Fénelon (*Directions pour la Conscience d'un Roi*), Vauban (*Dime royale*), insistent sur l'intérêt qu'offre dans un pays bien gouverné le dénombrement des individus et des richesses.

L'abbé de Saint-Pierre voyait dans les dénombrements multiples, outre l'instrument nécessaire d'une bonne administration publique, une véritable méthode d'observation des phénomènes sociaux qui devait servir de base à la science politique. Comprenant que les recensements, malgré leur grande utilité, ne pouvaient avoir lieu annuellement à une époque où l'organisation administrative était encore si incomplète, il demandait qu'il fût simplement procédé par les divers départements ministériels à des recensements quinquennaux, préparant ainsi l'institution des commissions de statistique énumérées plus haut.

Les savants furent, aussi bien que les financiers et les économistes, les pionniers de la science de la Statistique à laquelle ils appliquèrent le Calcul des Probabilités découvert par Pascal et par Fermat. Huyghens, Halley, les Bernouilli, Deparcieux, Condorcet, Lavoisier, Lagrange, Laplace, etc., continuèrent l'œuvre de Pascal ; ils formulèrent les règles fondamentales de cette application du calcul des probabilités en établissant des tables de mortalité et en édifiant la théorie des grands nombres. De plus en plus le caractère scientifique et mathématique de la Statistique s'affirme et se précise, surtout depuis la création de la Statistique graphique, qui permet de tracer des courbes représentant le développement parallèle de divers phénomènes et de prévoir logiquement certains événements économiques et sociaux. On ne peut séparer de ces applications si variées et si utiles de la statistique, les noms universellement connus de MM. Léon Say, Cheysson et Bertillon, qui ont fait de la Statistique la collaboratrice obligée de toute entreprise administrative, commerciale, financière ou industrielle.

LIVRE XIV

NATURE ET MÉTHODES DE LA STATISTIQUE

Objet de la Statistique. — La Statistique s'occupe : 1° de dénombrer méthodiquement les faits, les individus, et, en général, tous les objets susceptibles d'être comptés ; 2° de rapprocher, de comparer, de coordonner les chiffres ainsi obtenus sous la forme de tableaux numériques ou graphiques, pour faciliter leur utilisation en vue d'en tirer des conclusions capables d'éclairer les administrateurs et les savants chargés de gérer des intérêts publics ou privés.

Ainsi comprise, la Statistique est donc une méthode d'investigation infiniment précieuse que l'on doit appliquer au début de toute étude relative à des phénomènes quelconques.

Toute statistique doit réunir un certain nombre de qualités dont les principales sont l'exactitude, la sincérité et la clarté. On ne doit donc faire rentrer dans un même dénombrement que des faits de même nature ou similaires, pour que les chiffres obtenus aient un sens exact et utile.

Un dénombrement doit avoir des limites précises quant au temps et à l'espace. L'unité de temps choisie variera avec la nature des phénomènes observés, toute division du temps pouvant servir de base à une statistique, depuis la fraction de seconde jusqu'au siècle, etc. De même on peut constater que la limitation quant à l'espace sera réalisée par le choix d'une unité de surface métrique ou administrative, également variable depuis le millimètre carré ou la commune, jusqu'au kilomètre carré, à la partie du monde, etc.

La Statistique peut s'appliquer à tous les phénomènes quels qu'ils soient, sans exception aucune, qu'il s'agisse de science, de morale, de politique, etc. Un fait quelconque religieux,

moral, linguistique, peut rentrer dans une statistique, aussi bien qu'un chiffre exprimant une richesse, un gain, une perte, etc. Certaines sciences n'ont pu se constituer que grâce à l'établissement préalable de documents statistiques embrassant de très longues périodes, telle la Météorologie, science qui cherche à établir par des statistiques appropriées la répétition périodique des phénomènes atmosphériques et la corrélation de faits en apparence indépendants.

La Sociologie s'appuie également sur l'établissement et sur le commentaire de statistiques relatives aux phénomènes sociaux d'ordre moral, juridique, politique ou économique.

D'autre part, comme nous l'avons vu plus haut, toutes les manifestations économiques de l'activité humaine peuvent donner lieu à une infinité de dénombrements divers, s'appliquant à l'agriculture, à l'industrie, au commerce, aux transports, aux monnaies, aux finances, au travail, etc. Toutes ces statistiques peuvent se subdiviser à l'infini pour permettre au savant de pénétrer les détails intimes de chaque phénomène observé. Si l'on considère les statistiques relatives au travail, il est évident qu'elles devront comprendre des dénombrements par professions et par salaires, compter les grèves, les chômages, les accidents, indiquer les résultats de l'assurance, de l'épargne, de la coopération, etc.

Données de la statistique. — La Statistique peut recueillir deux catégories principales de renseignements, les premiers correspondant à des chiffres absolus, les seconds s'exprimant par des rapports de quantités ou chiffres relatifs.

Les chiffres absolus constituent le résultat brut d'une enquête limitée à un ou plusieurs points précis énumérés par exemple dans un questionnaire ; ils indiquent combien d'objets ou d'individus de telle ou telle espèce existent à un moment donné sur une surface déterminée. Les statistiques gouvernementales ou administratives, publiques ou privées, revêtent souvent cette forme simple et servent de bases à des déductions plus compliquées dérivant de la comparaison de plusieurs séries de chiffres absolus.

Les chiffres relatifs résultent du rapprochement et de la comparaison de chiffres absolus, d'après un programme

déterminé. Ces combinaisons constituent une sorte de Statistique supérieure, d'un emploi très précieux quand il s'agit d'expliquer des phénomènes d'un ordre physique ou moral, et de dégager les lois suivant lesquelles ils ont lieu et se répètent.

Coefficients et moyennes. — On fait souvent servir les documents statistiques à l'établissement de coefficients et de moyennes, chiffres absolus destinés à calculer la valeur des inconnues dans divers problèmes de statistique publique ou privée.

Les coefficients sont des rapports numériques entre des phénomènes liés entre eux d'une manière plus ou moins étroite. Supposons que deux Compagnies de chemins de fer aient réalisé en un an, la première 500 millions (A), la seconde 250 millions (B) de recettes, les dépenses correspondantes ayant été de 250 millions (C) et de 165 millions (D). La comparaison de ces chiffres isolés n'est pas intéressante, mais il en est autrement de la comparaison des rapports :

$$\frac{C}{A} = \frac{250}{500} = 0,50 \quad \text{et} \quad \frac{D}{B} = \frac{165}{250} = 0,66$$

qui expriment les coefficients d'exploitation des deux compagnies (rendement ou utilisation que fait chacune d'elles de sa recette brute). De même, si la première Compagnie exploite 10.000 kilomètres de lignes (E) et la seconde 6.000 kilomètres (F), il sera intéressant de comparer les rapports.

$$\frac{A}{E} = \frac{500\,000\,000}{10\,000} = 50.000 \text{ fr. et } \frac{B}{F} = \frac{250\,000\,000}{6\,000} = 41.666 \text{ fr.}$$

Ces rapports expriment les recettes kilométriques brutes de chaque Compagnie, c'est-à-dire l'utilisation qu'elle fait d'un kilomètre de ligne (rendement kilométrique).

Moyennes. — Les moyennes sont des données d'un usage très fréquent et la plupart des statistiques ont pour objet l'établissement de moyennes. Une moyenne est le quotient $\frac{A}{n}$ de la somme A de plusieurs quantités de même nature par leur nombre n; on considère en statistique des moyennes

arithmétiques dont le procédé de formation est très simple.

Supposons que l'on considère les recettes annuelles brutes d'exploitation d'une Compagnie de chemin de fer pendant vingt-cinq années consécutives; en faisant la somme A des vingt-cinq nombres exprimant la recette de chaque année, et en divisant cette somme par le nombre $N = 25$, on établira un nombre fictif A' qui exprimera la moyenne annuelle des recettes, c'est-à-dire la valeur qu'aurait eu la recette annuelle de la Compagnie si elle avait réalisé chaque année la même recette pendant la période considérée. La connaissance de cette moyenne peut servir à établir des prévisions pour l'avenir, notamment si on détermine le coefficient d'augmentation annuel des recettes qui s'établit de la manière suivante :

Supposons que la Compagnie ait réalisé pendant cette période de vingt-cinq ans les recettes annuelles suivantes :

1880.....	100 millions	1893.....	140 millions
1881.....	105 —	1894.....	148 —
1882.....	108 —	1895.....	154 —
1883.....	115 —	1896.....	158 —
1884.....	117 —	1897.....	160 —
1885.....	120 —	1898.....	161 —
1886.....	124 —	1899.....	160 —
1887.....	118 —	1900.....	175 —
1888.....	137 —	1901.....	177 —
1889.....	138 —	1902.....	180 —
1890.....	138 —	1903.....	181 —
1891.....	139 —	1904.....	184 —
1892.....	142 —		

La recette moyenne est égale à :

$$\frac{100 + 105 + 108 + \dots + 184}{25} = 143,16 \text{ millions.}$$

Le coefficient d'augmentation annuel des recettes pendant une période de n années s'obtient en divisant par $n - 1$ la différence des chiffres des recettes correspondant à la dernière et à la première année de la période de n années

considérée qui est égale, dans l'exemple ci-dessus, à :

$$\frac{184 - 100}{n - 1} = \frac{184 - 100}{24} = 3,5.$$

En supposant que ce coefficient d'augmentation annuelle puisse s'appliquer dans l'avenir, par exemple pendant les 25 années suivantes, on peut donc dire qu'en 1929 les recettes seront de $184 + 25 \times 3,5 = 271,5$ millions.

L'établissement de cette moyenne substitue à la loi d'accroissement véritable, qui est représentée par une ligne brisée, une loi d'accroissement fictive représentée par une droite.

On peut de même considérer les résultats donnés, par exemple, depuis 1850 par les recensements périodiques de la population d'un pays.

1850.....	A	1890.....	E
1860.....	B	1900.....	F
1870.....	C	1910.....	H
1880....	D		

Le quotient $\frac{A + B + \dots + H}{60}$ exprime le coefficient d'augmentation annuelle moyen de la population, et l'on peut prévoir qu'en 1970 la population du pays étudié sera égale à :

$$H + 50 \times \frac{A + B + \dots + H}{60}.$$

Une moyenne est un chiffre abstrait, ayant une valeur fictive hypothétique qui exprime ce qu'il peut y avoir de constant dans la loi de variation d'une série de phénomènes donnés ; le degré d'exactitude d'une moyenne augmente en raison directe du nombre des éléments qui ont servi à l'établir.

Dans les calculs de la statistique, l'individuel et le particulier disparaissent donc pour faire place à une moyenne : on considère des hommes moyens, des sommes moyennes, etc.

Certaines moyennes, surtout celles qui s'appliquent aux circonstances de la vie humaine : natalité, nuptialité, mor-

talité, n'ont aucune signification réelle ; en effet, quand on divise la superficie d'un pays en kilomètres carrés par le chiffre de sa population totale, on obtient la densité de la population (nombre d'habitants qui occuperaient un kilomètre carré, si chaque kilomètre carré était occupé par le même nombre d'individus). En réalité, on ne trouverait peut-être pas sur toute l'étendue du pays un seul kilomètre carré comptant en réalité le nombre d'habitants correspondant à la densité moyenne de la population. Ce chiffre fictif a néanmoins une grande importance ; il sert à l'établissement de calculs et de comparaisons intéressants.

Le grand développement qu'ont pris, depuis environ une quarantaine d'années, les opérations des Compagnies d'assurances, ont rendu nécessaire l'établissement de moyennes très-détaillées, relatives à la vie humaine : durée moyenne de la vie, considérée dans son entier ou entre certaines dates critiques : durée probable de la vie, importance moyenne de l'intervalle qui sépare deux générations. Les Romains, qui connaissaient déjà les rentes viagères, avaient déjà cherché à résoudre approximativement cet important problème. Cette solution n'a pu être obtenue qu'à partir du moment où les statistiques municipales des naissances et des décès, dans les grandes villes telles que Paris, Londres, Breslau, etc., ont été tenues avec assez d'exactitude pour permettre de dresser des tables de mortalité.

L'établissement d'une moyenne demande un soin tout particulier quant au choix des points extrêmes et des unités, considérés en ce qui concerne le temps et l'espace. Il faut, par exemple, éviter de tirer une moyenne de chiffres trop peu nombreux, correspondant à des dates trop éloignées les unes des autres ou, au contraire, à des périodes trop courtes.

La grandeur des nombres qui interviennent dans l'établissement des moyennes est également une condition importante du degré de confiance qu'on peut avoir dans la signification de leurs résultats. Il ne rentre pas dans le domaine de cette étude d'exposer les théories du calcul des probabilités, qui servent de base aux savantes méthodes adoptées par les actuaires des Compagnies d'assurances pour

éliminer des Tables de mortalité les erreurs qu'introduirait l'emploi dans les calculs de statistiques imparfaites.

Établissement des statistiques. — L'établissement rationnel et scientifique de toute statistique bien faite suppose l'accomplissement successif de plusieurs séries d'opérations que l'on peut ramener à quatre : 1° opérations préparatoires ; 2° dénombrement ou recensement proprement dit ; 3° dépouillement des documents renfermant les chiffres obtenus au cours des opérations de recensement ; 4° établissement de documents exprimant d'une manière claire et précise les résultats du dépouillement.

1° *Opérations préparatoires.* — Comme toute opération mathématique, une statistique ne peut offrir les conditions d'exactitude et de sincérité désirables que si elle a été préparée de longue date avec beaucoup d'ordre et de soin.

Les personnes appelées à fournir, verbalement ou par écrit, les renseignements devant servir de base à la statistique projetée, recevront un questionnaire leur indiquant d'une manière précise l'objet du dénombrement ; les questions seront établies de manière à comporter des réponses par oui et par non et par l'inscription de chiffres dans des cases clairement désignées, de manière à éviter toute ambiguïté.

On déterminera à l'avance quelles sont les personnes susceptibles de recevoir le questionnaire, dont la distribution sera effectuée par des moyens sûrs et certains, éliminant les retards, les pertes, les détériorations des documents. Les bulletins devront être recueillis dans un délai très court à partir du jour fixé comme devant correspondre aux renseignements fournis. Si le recensement comporte le passage au domicile des individus visés de personnes chargées de procéder à un interrogatoire, il faut que ce passage soit annoncé à l'avance pour éliminer autant que possible toute chance d'absence. Les opérations de recensement sont d'ailleurs annoncées par voie d'affiches blanches officielles, suffisamment à l'avance pour que les personnes en cause aient la possibilité de préparer leurs réponses ou de déléguer des mandataires chargés de répondre en leur lieu et place aux questions écrites ou verbales. Quelquefois les statistiques

s'établissent en convoquant dans un ou plusieurs endroits déterminés les individus visés, dont le nombre doit correspondre aux autres données statistiques que l'on possède à leur sujet (listes électorales, rôles de contributions, etc.).

2° *Dénombrement ou recensement proprement dit.* — L'opération donnera un résultat exact toutes les fois que l'on pourra procéder à un comptage direct portant sur chaque unité dénommée. On peut compter individuellement les habitants vivants d'un pays, les chevaux, les voitures, présents ou existants à un jour donné, si vaste que soit l'étendue du territoire considéré et quelque forte qu'y soit la densité de la population. Certains objets et éléments de la richesse publique ou privée ne peuvent être comptés directement, et on sera réduit à en évaluer le nombre par diverses méthodes plus ou moins approchées. On pourra, par exemple, procéder par interpolation, en généralisant les résultats d'un certain nombre de comptages directs partiels et limités. On peut aussi ramener un comptage impossible à réaliser à un autre comptage facile à effectuer, en passant de l'un à l'autre par l'application au résultat trouvé d'un coefficient connu, déterminé à l'avance. Par exemple, l'évaluation d'un travail pourra résulter du dénombrement des outils servant à l'effectuer ; on obtiendra le résultat cherché en multipliant le nombre des outils par le rendement utile moyen de l'outil considéré ; c'est ainsi que l'évaluation de la surface cultivée dans un périmètre déterminé pourra être obtenue en multipliant le nombre que fournira le dénombrement des charrues par le rendement moyen d'une charrue pendant la période considérée.

3° *Dépouillement des chiffres obtenus au cours des opérations de recensement.* — L'exactitude des opérations statistiques dépend en grande partie du soin avec lequel est effectué le dépouillement des documents recueillis au cours du recensement. Quand le dénombrement porte sur un grand nombre de faits, et qu'il s'accomplit sur un territoire étendu, on peut procéder au dépouillement par deux méthodes très différentes : morcellement ou centralisation. Dans le premier cas, le comptage, commencé dans chaque commune, se poursuit au chef-lieu de canton, puis à la sous-préfecture, à

la préfecture, et enfin, à Paris, au siège du ministère ou de l'administration compétents. Ce procédé multiplie les risques d'erreurs, et on lui préfère aujourd'hui le dépouillement centralisé qui réduit au minimum les chances d'erreurs, et permet une meilleure utilisation des données élémentaires fournies par le recensement.

Le dépouillement proprement dit comporte lui-même de multiples opérations. On procède d'abord au relevé des indications portées sur les bulletins et sur les fiches ou registres d'inscription remplis par les individus questionnés ou dénombrés. Après avoir ensuite effectué sur les documents les opérations arithmétiques telles qu'additions, multiplications, etc., auxquelles ils peuvent donner lieu, on les classe par catégories, on dresse les tableaux résumés, puis on calcule les coefficients et les moyennes découlant des résultats trouvés. Les additions et les multiplications, ainsi que les opérations consistant à relever les indications que portent les fiches et les bulletins, peuvent être rapidement effectuées par un nombre suffisant d'agents sans culture spéciale, ou par des manœuvres faciles à recruter. On a imaginé des machines très ingénieuses, d'un fonctionnement rapide et sûr, servant à compter les fiches, à les trier et à les classer.

Les calculs arithmétiques s'effectuent au moyen de machines à calculer opérant mécaniquement les additions.

Beaucoup plus délicats sont les classifications des documents et les calculs de coefficients ou de moyennes qui exigent la collaboration d'agents spécialement exercés et formés par un entraînement préalable approprié. D'ailleurs, dans certains pays, notamment en Allemagne et en Autriche, des Instituts de Statistique officiels ou privés forment des agents qui reçoivent un enseignement technique et professionnel les mettant à même de participer d'emblée à toutes les opérations d'un recensement, même très compliqué.

4. *Etablissement de documents exprimant les résultats du dépouillement.* — Les résultats du dépouillement sont représentés par des tableaux de chiffres ou par des graphiques dont l'agencement dépend du but poursuivi, mais dont la clarté doit être la caractéristique essentielle et primordiale. On doit avoir recours à la forme graphique chaque fois que

l'on peut employer ce mode de représentation, qui comporte deux types principaux : diagrammes et cartogrammes.

Le diagramme est aujourd'hui connu de tout le monde, grâce à sa vulgarisation par l'affiche et par la presse quotidienne. Il sert à rendre compte du mouvement d'un phénomène au moyen de courbes rapportées à des coordonnées rectangulaires. On porte généralement en abscisses, c'est-à-dire sur l'horizontale, des divisions égales représentant l'unité de temps ; en ordonnées, c'est-à-dire sur la perpendiculaire, on porte d'autres longueurs proportionnelles à l'importance numérique du phénomène dénombré. On obtient ainsi une succession de points que l'on relie par un trait continu, qui peut être une ligne droite ou brisée ou encore une courbe quelconque représentée par une équation simple, telle que cercle, ellipse, hyperbole, parabole, sinussoïde, etc. Ce mode de traduction donne une forme matérielle et visible au mouvement des faits ; en représentant sur un même diagramme le mouvement de plusieurs phénomènes, on peut se rendre compte de l'influence que certaines catégories de faits peuvent avoir sur d'autres.

Le diagramme représente la loi de succession des phénomènes, c'est-à-dire des matières dynamiques. Au contraire le cartogramme, qui exprime des rapports purement statiques, exclut la notion de succession. Il se compose essentiellement d'une carte géographique indiquant les limites et certaines divisions territoriales d'une région, sans figuré du terrain, on inscrit sur ces divisions des nombres mesurant les faits considérés à un moment donné. Dans le cartogramme on fait également appel à des teintes conventionnelles dont l'intensité correspond à la valeur des chiffres absolus ou des chiffres relatifs par lesquels se mesure à un moment donné, dans une division territoriale, la catégorie de faits considérés. On peut appliquer l'emploi des teintes conventionnelles dans le cas des diagrammes aussi bien que dans le cas des cartogrammes. On peut, en combinant les deux types de graphiques décrits ci-dessus, obtenir des modes de représentation clairs de phénomènes compliqués : les cartogrammes de foyers diagraphiques.

Les résultats des opérations statistiques sont portés à la

connaissance du public par la publication de documents périodiques présentant une disposition uniforme (tableaux, etc.) et établis avec assez de promptitude pour empêcher que leur apparition trop tardive leur enlève tout intérêt.

Le degré de périodicité à adopter pour la publication des documents statistiques est très variable, suivant la nature des faits auxquels ils s'appliquent; certains seront quotidiens, d'autres hebdomadaires, mensuels, trimestriels, semestriels, annuels, quinquennaux, décennaires, séculaires, etc.

LIVRE XV

ORGANISATION DE LA STATISTIQUE OFFICIELLE
EN FRANCE

Il est impossible de donner, dans le cadre restreint de cette étude, un tableau complet de la Statistique officielle en France, et nous nous bornerons à faire connaître les éléments principaux de l'organisation de ses travaux.

Les services publics d'État et les services municipaux sont les deux grandes catégories de services publics qui concourent à l'établissement de la Statistique officielle.

I. — SERVICES PUBLICS D'ÉTAT

L'absence d'un organe central, réalisant une entente préalable en ce qui concerne les méthodes de recherche et le mode de publication des documents statistiques, influe d'une manière fâcheuse sur l'unité des résultats des opérations statistiques relatives aux faits constituant ou intéressant la vie nationale d'un pays. Le ministère du Commerce dresse la Statistique annuelle du mouvement de la population qui est également publiée par la Direction générale de l'Enregistrement du ministère des Finances; quand on compare les chiffres fournis par ces deux documents, pour des données identiques, telles que le nombre des décès, des naissances, des mariages, des divorces, etc., on constate qu'ils présentent des différences anormales. Le contrat de mariage étant un document dressé par des officiers ministériels et soumis à la formalité de l'enregistrement, il est inadmissible qu'il puisse exister une différence supé-

rieure à six mille unités entre les nombres indiqués pour une même année par les deux services précités.

Cette action régulatrice devrait être confiée à un organe spécial tel qu'un Institut officiel ou une Direction générale qui intervint surtout au point de vue de l'unification des méthodes statistiques et de leur détermination scientifique. On laisserait cependant aux divers services ministériels existants leur autonomie et leur indépendance qui sont nécessaires dans l'intérêt même de l'exactitude et de la sincérité des résultats statistiques.

Comme en toute matière, on distingue, au point de vue de la statistique, les services actifs et les services consultatifs.

Services actifs. — Chacun des douze ministères comporte un certain nombre de services actifs qui concourent tous à la préparation des documents servant à dresser les statistiques officielles. On peut classer ces douze ministères en trois groupes distincts, d'après le caractère ou l'objet particulier des statistiques dont l'élaboration leur incombe.

1 ^o Ministère du Commerce et de l'Industrie;	} Statistiques ayant un caractère principalement économique.
— du Travail et de la Prévoyance sociale;	
— de l'Agriculture;	
— des Finances;	
— des Travaux Publics, des Postes et des Télégr.;	
— de l'Intérieur;	
— des Colonies;	
— des Affaires Étrangères.	
2 ^o Ministère de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts;	} Statistiques ayant un caractère principalement moral.
— de la Justice.	
3 ^o Ministère de la Guerre;	} Statistiques se rattachant à la défense nationale.
— de la Marine.	

Ministère du Commerce et de l'Industrie. — Ce département est celui à qui incombe le rôle le plus important en

matière d'établissement de statistiques officielles, et il est tout désigné pour comprendre dans ses services une Direction générale ou un Institut de Statistique chargé de répondre au désir que nous exprimons plus haut en uniformisant les méthodes appliquées par les divers ministères à l'élaboration des statistiques gouvernementales. M. Thiers créa, en 1833, sur le modèle du bureau de Statistique du Board of Trade anglais, le Bureau de la Statistique générale de la France qui commença ses publications en 1835. Au fur et à mesure de l'organisation dans chaque ministère de bureaux spéciaux de Statistique, correspondant à chacune de leurs Directions, le Bureau de la Statistique générale de la France vit ses attributions diminuer à partir de 1852, et surtout depuis 1880. Son rôle principal consiste à publier, depuis 1835, la Statistique annuelle du mouvement de la population, d'après les relevés annuels des actes de l'État civil (mariages, naissances, décès) et les résultats des recensements quinquennaux de la population depuis 1801.

Depuis 1878 le Bureau de la Statistique générale fait paraître l'Annuaire Statistique de la France qui est un véritable monument de statistique générale résumant d'une manière méthodique toutes les statistiques annuelles émanant des diverses administrations publiques. Cette publication comporte, outre des tableaux rétrospectifs d'un très grand intérêt, une série de tableaux comparatifs permettant de mettre en lumière, pour chaque période décadaire, le mouvement de tous les faits sociaux dont la connaissance est utile pour l'étude des progrès de la civilisation.

En 1870, le Bureau de la Statistique générale, jusqu'alors autonome, fut alors rattaché à la Direction du Secrétariat et de la Comptabilité. En 1891, il fut rattaché à l'Office du Travail, puis à la Direction du Travail (1899), et enfin au Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale (1906).

C'est dans les diverses publications de ce dernier Ministère que l'on trouve, tant pour la France que pour l'étranger, toutes les informations relatives au travail, à la situation des industries, aux salaires, au chômage, aux grèves, aux rapports des employeurs avec les employés, à la condition matérielle et morale des ouvriers, etc. Ces informations,

en général présentées, sous la forme de tableaux numériques, ont un double but qui est de fournir : 1° les matériaux nécessaires à l'étude des faits servant de base aux recherches scientifiques et à la préparation des réformes législatives ; 2° les éléments d'appréciation qui permettent aux patrons, aux employés et aux ouvriers d'obtenir la meilleure utilisation possible de leurs capitaux, de leurs facultés, et de leur énergie physique et morale.

Un bulletin mensuel fournit des renseignements récents et complets sur le mouvement social en France et à l'étranger. Des volumes spéciaux sont consacrés aux résultats d'enquêtes particulières périodiques ou non ayant pour objet les faits se rattachant au travail et aux travailleurs.

Chacune des grandes divisions administratives que compte cet important Ministère (Direction du personnel, sous-secrétariat de la marine marchande et des transports, Direction de l'Enseignement technique, Direction des affaires commerciales et industrielles) collabore à des publications statistiques d'un haut intérêt, telles que le Rapport annuel sur les Caisses d'épargne privées et sur la Caisse nationale d'Epargne ; le Rapport sur les opérations de la Caisse des retraites pour la vieillesse ; la Statistique de la marine marchande (Primes, construction, navigation) ; les Annales du Commerce extérieur ; le rapport de la Commission des valeurs en Douane ; le Moniteur officiel de la propriété industrielle et des marques de fabrique ; la Statistique des correspondances postales, télégraphiques et téléphoniques, publiée tous les ans dans l'Annuaire de Statistique.

Ministère de l'Agriculture. — On conçoit que, dans un pays comme la France, la Statistique de la richesse et de la population agricoles ait une importance considérable.

En 1716, fut créé le Bureau des Subsistances chargé de centraliser tous les renseignements relatifs à la production et à la consommation des céréales et de s'occuper des approvisionnements du Roi. Necker ne put, comme il l'avait projeté, transformer en un Bureau de la Statistique générale ce Bureau auquel la crise économique qui se produisit au moment de la Révolution donna une très grande importance. Le Service de l'Agriculture et le Bureau de Statis-

tique furent rattachés en 1791 au Ministère de l'Intérieur, créé en 1790, puis à la Commission exécutive du Commerce et des approvisionnements (1793-1795), puis de nouveau au Ministère de l'Intérieur (1795-1812) et enfin à celui de l'Agriculture et du Commerce (1812-1852) ; ce Ministère fut fondu avec celui de l'Intérieur sous le Second Empire, mais le Bureau des Subsistances resta cependant rattaché aux Services de l'Agriculture et du Commerce de 1812 à 1881.

En 1852, le ministère de l'Intérieur avait publié un décret organique de la statistique agricole en vue d'instituer, en dehors des statistiques établies annuellement par le fonctionnement naturel des services publics, un dénombrement régulier et méthodique des éléments de la richesse nationale et des forces productives du pays. A cet effet, était instituée au chef-lieu de chaque canton une commission de statistique permanente, chargée de tenir constamment à jour un tableau de statistique annuel, et un tableau de statistique quinquennale, entre lesquels étaient répartis les faits susceptibles d'être relevés annuellement, et ceux que l'on ne pouvait utilement recueillir que tous les cinq ans.

Le rôle de ces commissions cantonales ne s'est jamais étendu au delà de la préparation de la statistique agricole et le vaste programme des auteurs du décret de 1852 ne s'est jamais réalisé ; les commissions qui avaient cessé de fonctionner en 1862, furent momentanément reconstituées en 1882 pour l'enquête agricole entreprise sous les auspices de M. Méline, après laquelle elles disparurent définitivement.

A partir de cette époque, les préfets, les sous-préfets et les maires furent les seuls collaborateurs de la statistique agricole qui eut beaucoup à souffrir du manque de préparation des fonctionnaires chargés occasionnellement de son élaboration. Une pareille situation ayant paru dangereuse, notamment en ce qui concerne les recensements annuels indispensables à l'Intendance Militaire pour l'organisation du Service des ravitaillements, le Gouvernement français fut obligé de prendre des mesures énergiques dans l'intérêt de la défense nationale. Un Office de renseignements agricoles, rattaché au quatrième Bureau de la Direction de l'Agriculture, fut créé en 1901. En 1902 on réorganisa sur de nou-

velles bases les enquêtes d'ordres divers statistiques et économiques auxquelles procède le ministère de l'Agriculture.

L'Office de renseignements agricoles comporte un double service de renseignements et d'études. Il publie depuis 1902, outre le Bulletin mensuel (remplaçant l'ancien Bulletin du Ministère de l'Agriculture) et les Annales du Ministère de l'Agriculture, un grand nombre d'annuaires, de monographies et de brochures concernant des questions spéciales, ainsi que les résultats de ses diverses enquêtes. Nous donnons ci-après la liste détaillée des attributions de ce bureau.

1° *Renseignements agricoles.* — Recherches, centralisation et publication de renseignements pratiques sur le commerce des produits agricoles; modes d'emballage et de conservation, transports, tarifs de douanes, droits de ports, etc. Conditions d'achat et de vente, usages commerciaux, débouchés, changes, monnaies, poids et mesures, législation agricole.

Centralisation, dépouillement et publication des renseignements de toute nature fournis par les Sociétés d'agriculture, les Syndicats agricoles, etc.; catalogues, prix courants intéressant les agriculteurs; publicité des adjudications publiques des produits agricoles et des résultats obtenus.

Renseignements techniques et commerciaux à donner aux professeurs d'agriculture. Classification et analyse des lois, arrêtés, décrets, documents administratifs de toute nature et documents parlementaires intéressant l'agriculture en France et à l'étranger. Centralisation et analyse de vœux formulés en faveur de l'agriculture et de l'industrie agricole. Dépouillement et analyse des journaux, livres et documents agricoles français et étrangers reçus par le service. Analyse et publication des travaux scientifiques agricoles effectués en France et à l'étranger. Correspondants de l'office de renseignements agricoles. Conseillers d'agriculture de la France dans les colonies françaises et dans les pays étrangers.

Institut international d'agriculture de Rome; publication du bulletin mensuel de l'office de renseignements agricoles et de la feuille d'informations du ministère.

2° *Affaires techniques.* — Etude des questions relatives à l'économie rurale et aux divers modes d'exploitation du sol, charges financières et économiques de l'agriculture. Inter-

prétation des statistiques relatives à l'agriculture et à l'industrie agricole. Etudes techniques comparées relatives aux diverses branches de la production végétale et animale (agriculture, viticulture, arboriculture, horticulture, culture maraîchère, zootechnie, etc.), aux industries agricoles, aux industries de transformation des produits agricoles, aux petites industries rurales. Enquêtes et monographies. Travailleurs agricoles, conditions de travail, conditions d'existence, recrutement, émigration vers les villes, ouvriers étrangers.

Étude au point de vue technique des projets et propositions de loi relatifs à l'agriculture, à l'industrie et au travail agricoles en France et à l'étranger. Applications aux exploitations agricoles des progrès du génie rural. Cartes agronomiques. Législation relative aux questions économiques, douanières et fiscales intéressant l'agriculture et l'industrie agricole. Traités et conventions internationales intéressant l'agriculture et le commerce de ses produits. Conseil supérieur de l'agriculture. Commission technique de l'horticulture. Conseil des inspecteurs généraux de l'agriculture.

3° *Statistique agricole et subsistances.* — Recherche et publication de renseignements statistiques sur les produits agricoles en France et à l'étranger. Cours et stocks des produits agricoles. Mercuriales générales et spéciales des produits agricoles et denrées alimentaires. Dépouillement des renseignements périodiques divers sur la situation agricole dans chaque département et à l'étranger. Centralisation des statistiques fiscales et douanières relatives aux produits agricoles.

Statistiques des salaires et gages des ouvriers agricoles. Questions relatives au placement des ouvriers agricoles. Statistique agricole annuelle, statistiques agricoles spéciales. Comité consultatif, commissions cantonales et commissions communales de statistiques agricoles.

Halles, marchés, foires, boucheries, boulangeries, approvisionnement de Paris, commission supérieure des halles centrales. Statistique graphique. Documents législatifs relatifs aux substances. Questions administratives concernant l'établissement des foires et marchés. Législation et organisation du factorat. Vente à la criée des denrées alimentaires. Re-

cours en matière de règlements sur la boulangerie, la boucherie, les abattoirs et sur la vente des produits alimentaires dans les halles. Publications statistiques de toute nature.

On voit que le décret de 1902 n'a en somme fait que limiter l'effort des auteurs du décret de 1852 à la Statistique agricole. L'établissement de cette Statistique, suivant le programme tracé en 1901 à l'Office des renseignements agricoles est assuré par le concours de quatre organes différents qui fonctionnent dans toutes les préfectures, sous-préfectures, chefs-lieux de cantons et communes de France à savoir : 1° Préfets et professeurs départementaux d'agriculture ; 2° Sous-préfets et professeurs spéciaux d'agriculture ; 3° Commissions cantonales comprenant de six à douze membres nommés par le préfet et quatre membres de droit ; 4° Commissions communales composées de cinq membres au moins, de sept au plus, sous la présidence du maire.

L'élaboration de la Statistique agricole est dirigée et contrôlée, au double point de vue exécutif et consultatif, par l'Office des renseignements agricoles et par le comité consultatif de la Statistique agricole institué en 1902. Ce comité composé de 40 membres (dont 20 de droit et 20 nommés par le ministre de l'Agriculture) se réunit au moins une fois par an ; dans l'intervalle des sessions, une commission permanente de quinze membres donne son avis sur les questions que le Ministre soumet à son examen. Une série très détaillée de décrets, de circulaires et d'instructions, adressées en 1902 aux préfets et aux professeurs d'agriculture départementaux, règlent le fonctionnement de ces divers organes. Dans chaque commune il est imposé à la commission communale de tenir un registre des cultures contenant l'indication de la superficie des terres cultivées et celle des rendements moyens des produits ; ce registre sert de base aux statistiques agricoles.

Ministère des Finances. — Le fonctionnement des divers services de cet important ministère exige la tenue permanente de nombreuses statistiques. Nous citerons : 1° la préparation et l'exécution du budget ; 2° les opérations de la Direction du mouvement des fonds chargée de suivre les dépenses et les recettes de l'État ; 3° l'établissement des impôts et la

rentrée de leurs produits (Recherche de la matière imposable).

Un grand nombre des statistiques établies par le ministre des Finances résultent du dépouillement des registres obligatoirement tenus par ses divers services ; quelques-unes se constituent même automatiquement par le simple enregistrement de faits parallèles simultanément constatés à l'occasion de la perception d'une taxe ou d'un impôt.

Jusqu'en 1877, il n'existait pas au ministère des Finances de Bureau Central de statistique. Chaque Service, Direction ou Régie, dressait irrégulièrement à sa guise, ou sur l'invitation des Ministres, la statistique isolée des faits se rapportant à ses attributions. Cependant, on publiait annuellement un certain nombre de comptes et de tableaux : Compte définitif des recettes et des dépenses, Compte annuel de l'exploitation du monopole des tabacs, Tableau annuel du commerce extérieur et de la Navigation établi d'après l'application des droits de douane, et surtout Compte général de l'Administration des Finances. Ce dernier document, dont le premier volume parut en 1800, est le plus important de tous les documents officiels de statistique financière. Étant donné son format incommode, on en publie, depuis 1904, un résumé réunissant en un volume facilement maniable et de format moindre, les données de statistique financière qu'il est utile de porter à la connaissance du public.

Les publications statistiques du ministère des Finances ont conservé pendant longtemps leur caractère isolé et incomplet ; la plupart d'entre elles, notamment celles qui sont relatives à la rentrée des impôts directs et indirects, étaient classées dans les cartons sans jamais être publiées.

Depuis 1871, le *Journal officiel* publie mensuellement le produit des rentrées par rapport aux évaluations budgétaires et, en 1872, le secrétariat général du Ministère fut doté d'un bureau de renseignements de statistiques chargé de renseigner surtout le Ministre sur les programmes financiers et sur le rendement des impôts dans les pays étrangers.

En 1877, M. Léon Say institua un service général de Statistique qui, sous le nom de Bureau de Statistique et de législation comparée, fut chargé de publier un Bulletin

mensuel de statistique et de législation comparée. Ce Bureau a pour principal but de centraliser et de publier les documents statistiques jusqu'alors inédits émanant des divers services du Ministère, notamment de la direction des Monnaies, et des Directions générales de l'Enregistrement, des Contributions directes et indirectes. Les statistiques dressées par la Direction générale de l'Enregistrement offrent notamment un très grand intérêt au triple point de vue financier, économique et juridique. Le recensement des actes soumis à la formalité de l'enregistrement permet d'obtenir une sorte de statistique du Code civil¹.

Ministère des Travaux publics et des Postes et Télégraphes. — Dès 1844, un Bureau Central de Statistique fut rattaché à l'administration centrale de ce Ministère, avec la mission de rechercher, de réunir et de mettre en œuvre tous les documents propres à constater les mouvements généraux de la circulation dans toute l'étendue du territoire français. Ce service, fréquemment remanié, a été supprimé par mesure d'économie et les services des Chemins de fer, des Routes, de la Navigation et des Mines dressent et publient séparément aujourd'hui les statistiques qui les concernent.

Le « Bulletin mensuel de statistique et de législation comparée » a également été supprimé, de même que « l'Album de Statistique Graphique » établi en 1878 ; grâce à ses efforts et à ses sacrifices personnels, notre vénéré maître M. Cheysson avait réussi pendant très longtemps à empêcher la disparition de cette publication qui offrait un si puissant intérêt.

Ministère des Colonies. — Successivement rattachée au Ministère de la Marine, puis à celui du Commerce (1889-1893), l'Administration des colonies fut érigée en un Ministère (1894). Ce département publie depuis de longues années un certain nombre de documents statistiques intéressants, savoir :

1° Les statistiques coloniales (ancien tableau statistique de 1839) qui donnent une statistique générale des colonies, visant le mouvement de la population, les cultures, le commerce, la navigation, l'instruction publique, les finances, la

1. Voir dans le *Bulletin de l'Institut International de statistique*, t. 14, le Rapport présenté à l'Institut international de statistique, IX^e session, Berlin, 1903.

justice, l'assistance publique, etc. ; 2° la statistique de la transportation, instituée en 1867. ; 3° la statistique des banques coloniales. L'Office colonial (1899 et 1903) publie toutes les statistiques du ministère des Colonies (sauf les statistiques des banques coloniales) y compris celles de la navigation et des mines.

Ministère de l'Intérieur. — Bien que ce ministère ne comporte pas de service central de statistique, il publie cependant un grand nombre de relevés statistiques très importants émanant des divers services compétents.

1° Statistique financière des départements et des communes ; 2° Statistiques de l'émigration ; 3° Statistiques des Sociétés de secours mutuels ; 4° Statistique de l'Assistance publique (enfants assistés, enfants du premier âge, aliénés, épidémies, causes de décès, etc. ; 5° Statistiques des prisons et établissements pénitentiaires ; 6° Statistique des opérations du service vicinal.

Il est regrettable que ces publications n'émanent pas d'un service central de statistique établissant un lien permanent entre les divers services du ministère de l'Intérieur.

Ministère des Affaires étrangères. — Ce département pourrait dresser et publier des statistiques utiles et intéressantes, mais on n'y a créé aucun bureau central de recensement. D'autre part, le mode de recrutement et la mentalité de son personnel ne sont pas faits pour lui inspirer le goût de ce genre de travaux et le commerce français est ainsi privé des recensements intéressants que nos Consuls pourraient cependant leur procurer sans efforts sur la situation de leurs concurrents étrangers (Office du commerce extérieur).

Ministère de la Justice. — Les statistiques publiées par ce ministère ont un grand intérêt social et moral et une portée économique presque nulle. Comme celles du ministère des Finances, elles résultent du dépouillement et du comptage d'actes officiels relatifs à l'application des divers codes de justice criminelle, civile et commerciale, tous soumis à des formalités qui les empêchent d'échapper à la statistique.

Ces statistiques seraient donc rigoureusement exactes si les magistrats chargés de les établir apportaient tous le même soin à l'accomplissement de ce travail. Malheureuse-

ment, beaucoup d'entre eux ignoraient jusqu'ici l'utilité des relevés statistiques et professaient à leur égard une complète indifférence, bien qu'un cours de statistique existe aujourd'hui dans les principales facultés de droit de nos Universités françaises. Le bureau spécial de statistique du ministère de la Justice publie annuellement, depuis 1827, des documents très importants et de grande valeur, tels que le Compte général de la justice criminelle et le Compte général de la justice civile, ce dernier fournissant en outre le dénombrement des actes des officiers ministériels.

Ministère de l'Instruction publique et des Beaux-Arts. — La statistique joue un grand rôle en matière scolaire, car elle a seule permis de préparer les réformes très importantes accomplies depuis trente-cinq ans dans l'organisation de l'enseignement public en France, et d'en constater les effets.

Depuis 1876, est annexé à la direction de l'instruction primaire un bureau permanent de statistique dont les travaux sont dirigés et contrôlés par une commission spéciale. Ce bureau publie : 1° un recensement quinquennal de la fréquentation scolaire, correspondant à celui de la population française ; 2° un résumé annuel des états de situation de l'enseignement primaire.

Les statistiques relatives à l'enseignement secondaire et à l'enseignement supérieur sont moins complètes et moins fréquentes. L'Annuaire statistique publie cependant, depuis une quinzaine d'années, des renseignements très intéressants que lui fournit le Ministère en ce qui concerne les résultats purement scolaires et les informations d'ordre financier, relatifs aux trois branches de l'enseignement.

Ministère de la Guerre. — Bien que les prévisions et les études du ministère de la Guerre reposent toutes sur des statistiques très importantes, relatives à la France et aux nations étrangères, il ne possède pas de bureau spécial de statistique ; chaque service élabore et publie les statistiques établies pour les besoins de son fonctionnement régulier. Ces statistiques peuvent se classer en deux catégories principales : 1° celles qui sont fournies annuellement à la commission du budget à titre de justification des crédits dont le vote est sollicité du Parlement ; 2° celles qui se rapportent

aux principales circonstances de la vie militaire, telles que la conscription, le recrutement, la justice militaire, etc.

Les annexes du projet de budget présenté chaque année au Parlement par le ministère de la Guerre comportent notamment : a) la statistique détaillée des effectifs par armes, grades, etc. ; b) la statistique des chevaux ; c) la statistique des fusils, vêtements, lits, harnachements, etc.

Le ministère de la Guerre présente chaque année : 1° le compte rendu des opérations de recrutement ; 2° le compte rendu de la justice militaire ; 3° la statistique médicale de l'armée.

En vertu de la loi de 1877 sur les réquisitions militaires, le ministère de la Guerre, investi à cet effet de pouvoirs spéciaux, établit avec le plus grand soin des statistiques d'ordre confidentiel relatives aux ressources des diverses circonscriptions territoriales du pays en vivres, en animaux de trait, etc. Ces relevés sont indispensables pour la préparation des grandes manœuvres et surtout pour celle de la mobilisation en cas de guerre. C'est en grande partie à cet objet que sert la statistique agricole dont nous avons parlé.

Ministère de la Marine. — Le ministère de la Marine publie un certain nombre de statistiques périodiques notamment celles des pêches (annuelle), de la justice maritime (triennale), des inscrits maritimes (annuelle). Ce dernier document est publié dans l'annuaire statistique par les soins du bureau de la statistique générale qui en reçoit communication. Le département de la Marine produit également, chaque année, à l'appui de son projet de budget, des états contenant d'intéressantes données statistiques : effectifs des bâtiments, de leurs équipages et de leurs pièces d'artillerie.

Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. — Ce ministère comporte quatre Directions : Direction du travail, Direction de l'Assurance et de la Prévoyance sociale, Direction de la Mutualité, Direction des Retraites ouvrières et paysannes. C'est à ce département qu'a été rattaché le service de la Statistique générale de la France qui comprend quatre bureaux (statistique de la population, statistique industrielle, statistique économique, statistique sociale). Le Conseil supérieur de Statistique et les différents comités relatifs

aux Caisses d'épargne, aux Sociétés de secours mutuels, des habitations à bon marché font partie de ce ministère.

II. — SERVICES PUBLICS MUNICIPAUX

La plupart des grandes villes étrangères possèdent des services spéciaux exclusivement chargés de l'élaboration de leurs statistiques. En France, quelques grandes villes de province, telles que Lyon, Marseille, Lille, Bordeaux, établissent et publient des documents de statistique municipale, mais ces documents n'émanent pas d'un service spécial chargé de leur préparation, et Paris est la seule ville française où il existe un Service municipal de Statistique.

Un arrêté préfectoral du 24 décembre 1879 a réglé l'organisation de ce service. Les documents sont élaborés par un Bureau Central de statistique fondé sur des bases scientifiques et contrôlé par une Commission de statistique de neuf membres qui a pour mission de donner son avis sur le fonctionnement de la Statistique municipale.

Le Bureau de la Statistique municipale centralise les données fournies par les différentes branches des administrations de la Ville de Paris; il élabore notamment les Statistiques relatives au mouvement de la population et à l'hygiène publique. Tous ces documents sont publiés sous la forme de bulletins, de rapports, d'annuaires et de tableaux périodiques. Depuis 1880, la Ville de Paris publie le Bulletin hebdomadaire de statistique municipale et l'Annuaire statistique qui embrassent actuellement une période de trente-deux années et qui forment par conséquent des collections de documents économiques extrêmement précieuses.

Dès le ministère de Colbert (1670), les registres des paroisses de Paris ont été soumis à un dépouillement mensuel permettant de contrôler et de publier le nombre des naissances, des mariages, des décès, etc. Très régulièrement appliqué jusqu'en 1684, le règlement de 1670 fut abandonné et ne fut remis en vigueur qu'en 1708. A partir de cette époque, la Statistique municipale ne cessa pas d'être étendue et perfectionnée par l'addition de la distinction des sexes

(1743), des naissances légitimes et illégitimes (1806). De 1821 à 1860 on publia une série de volumes intitulés « Recherches statistiques sur la ville de Paris et sur le Département de la Seine » qui cessèrent de paraître entre 1856 et 1864, puis qui furent continués à partir de 1865. En tête de chaque Annuaire statistique de la Ville de Paris (1880) se trouve d'ailleurs la liste complète de toutes les publications du Service de statistique de la Ville de Paris depuis 1670.

Représentations graphiques et statistique comparative. —

Les représentations graphiques prêtent à la statistique un appui dont l'utilité n'a pas échappé aux chercheurs, car l'atlas de statistique de Playfair date de 1786.

Comme nous l'avons indiqué, on peut éclairer les tableaux arides de chiffres au moyen de cartogrammes et de diagrammes que le lecteur accueille toujours avec satisfaction.

Parmi les publications de statistique graphique parues en France, on rappellera les atlas de statistique agricole, les albums du ministère des Travaux publics, ceux qu'ont dressés l'Administration des contributions directes, le Bureau de la Statistique générale de France, l'Office du travail, la Ville de Paris; une place à part est réservée aux œuvres si méritantes de Guerry¹, d'A. Bertillon, etc.

MM. Cheysson, Levasseur, de Foville, Bertillon, ont exposé des procédés propres à enrichir les ressources de la statistique graphique ou signalé des précautions utiles.

Le rôle des représentations graphiques en statistique peut être envisagé sous deux aspects différents.

Au point de vue de la statistique descriptive, elles présentent sous une forme saisissante un tableau schématique des faits susceptibles de mesure. Au point de vue de la statistique comparative ou analytique, elles mettent en évidence

1. Dans son atlas relatif à la statistique morale de l'Angleterre, publié à Paris en 1863, Guerry a appliqué, sans les formuler, une partie des règles dont il sera question plus loin.

les relations réciproques des faits, et elles aident à découvrir ce qu'il y a de constant dans ces relations. Elles facilitent aussi la comparaison des différentes phases d'un même phénomène, en décèlent les irrégularités et les anomalies, et fournissent des moyens de rectifier les données ou de suppléer partiellement ou complètement à leur absence.

Les représentations graphiques les plus aisément utilisables, dans le domaine de la statistique comparative, sont figurées dans un plan : cartogrammes ou diagrammes.

Les cartogrammes fournissent des représentations topographiques des faits; ils signalent les relations de faits mesurables avec les différents points ou avec les différentes portions de surface du plan. Comme, dans le plan, la connaissance de deux éléments est nécessaire pour situer un point, on peut dire que le cartogramme est un moyen de représenter la relation d'un élément observé avec deux autres éléments. Les diagrammes fournissent une représentation des relations de deux éléments seulement.

Cartogrammes. — En général, les parties du plan d'un cartogramme correspondent à des divisions territoriales, et l'on représente la grandeur de l'élément observé dans chaque compartiment, soit par une surface dont l'étendue varie avec la grandeur de l'élément, soit par une teinte unique d'intensité variable (plus ou moins dégradée), soit par des teintes diverses qui changent de couleur suivant la grandeur de l'élément. Ce dernier procédé semble devoir être rejeté du domaine de la statistique comparative, à cause de l'effort de mémoire qu'exige l'emploi de plusieurs couleurs et aussi parce que la juxtaposition de couleurs différentes ne donne pas l'impression de la variation de quantité qui convient aux mesures comparatives; au contraire, elle laisse une impression de différenciation d'espèces qui n'est généralement pas dans la nature des choses.

Les cartogrammes à teintes dégradées n'offrent pas ces inconvénients, mais, pour qu'ils puissent être correctement appliqués à la statistique comparative, il convient de les établir avec méthode. Nous rappellerons la méthode de M. Cheysson et nous en montrerons quelques applications.

Cartogrammes à teintes dégradées. — Soit à représenter la distribution en France du personnel des industries de l'alimentation, d'après les résultats d'un recensement ; admettons que l'on dispose de huit nuances différentes de la même couleur. On peut s'y prendre de plusieurs façons.

On peut se servir des nombres absolus des personnes engagées dans les industries considérées et partager les 87 départements en 8 groupes, suivant le nombre de personnes que chacun comprend. La carte ainsi dressée permettra d'apprécier d'un coup d'œil la répartition géographique des industries étudiées ; on se rendra compte, par exemple, que le département de la Seine comprenne à peu près le dixième du personnel total considéré tandis que le territoire de Belfort n'en comprend guère plus de 1 millième. Cette carte rendra compte de la situation géographique des industries considérées, mais sera dépourvue de tout intérêt comparatif. En effet, on n'en avait pas besoin pour savoir que les industries de l'alimentation prennent un grand développement dans les départements très peuplés, les bouches à nourrir y étant plus nombreuses et la main-d'œuvre plus abondante que dans les autres.

Il est plus intéressant de choisir comme élément à comparer non le nombre absolu des personnes actives de chaque département, mais des nombres proportionnels, par exemple le nombre des personnes actives pour 10.000 habitants. Les départements fortement teintés sont ceux qui, à population égale, comprennent le plus grand nombre d'individus occupés par les industries visées. Ainsi le département où le personnel des industries de l'alimentation est relativement le plus nombreux est la Marne et non la Seine.

Au point de vue où l'on se place, il n'est pas inutile de formuler d'une manière précise la raison principale qui fait préférer une carte à l'autre. Sur la première, consacrée aux nombres absolus, on observe un phénomène complexe : les variations d'un département à l'autre dépendaient à la fois de la consistance des industries considérées et du nombre des habitants. Sur la seconde, qui représente un phénomène plus simple, les changements ne dépendent plus du nombre des habitants dont l'influence a été éli-

minée, et l'étude comparative peut porter exclusivement sur les autres influences. Rien n'empêche, d'ailleurs, que le cartogramme fasse connaître les nombres absolus ; il suffit d'inscrire dans le cercle de chaque département le nombre absolu correspondant au lieu du nombre relatif, tout en graduant les teintes dans l'ordre des nombres relatifs.

Les départements sont classés dans l'ordre des nombres relatifs, d'après des coefficients ; on peut donc encore hésiter quant aux modes de graduation des teintes et de distribution des départements entre les diverses teintes.

On peut ordonner les départements suivant la valeur du coefficient, partager l'échelle du coefficient en huit parties si l'on dispose de huit teintes et attribuer une nuance à chaque partie. Parfois, on corrige ce que cette division a de trop rigoureux, en tenant compte de la discontinuité des coefficients.

Admettons qu'on applique rigoureusement la méthode. Dans le cas pris comme exemple, où il s'agit de représenter la distribution des industries de l'alimentation, la série des coefficients est comprise entre la proportion de 60 personnes actives pour 10.000 habitants et celle de 220 pour 10.000 ; pour 8 divisions de l'intervalle, chacune correspondra à 20 unités ; la teinte la plus faible sera appliquée aux départements pour lesquels la valeur du coefficient est comprise entre 60 et 80, la suivante à ceux pour lesquels cette valeur varie de 80 à 100 et ainsi de suite.

On établirait de même des cartes relatives à d'autres groupes industriels. Par exemple, dressons la carte du personnel des industries textiles proprement dites. Dans ce cas, l'échelle des coefficients-nombres de personnes actives pour 10.000 habitants est beaucoup plus étendue. Tandis que pour les industries de l'alimentation les coefficients varient de soixante à 220, dans le cas des industries textiles ils oscillent de 0 à 560 personnes actives par 10.000 habitants. En divisant cet intervalle en huit parties, chaque division correspondra à 70 personnes pour 10.000 habitants, tandis que chaque division de l'échelle des industries de l'alimentation ne correspondait qu'à vingt personnes.

M. Cheysson a fait remarquer que l'emploi de la même

gamme de teintes, dans toute son étendue, pour représenter des variations aussi différentes, présentait une image déformée de la réalité. Examinée isolément, chacune des deux cartes fournit un aperçu satisfaisant de la répartition dans l'un ou l'autre groupe d'industries. Mais lorsqu'on les juxtapose, on est porté à attribuer aux mêmes teintes les mêmes valeurs, ce qui n'est point conforme à la réalité.

On pourrait augmenter le nombre des teintes lorsqu'il s'agit des industries textiles, en conservant aux teintes employées pour les industries de l'alimentation la valeur qui leur avait été assignée primitivement, mais le procédé serait impraticable. Si l'on emploie huit teintes pour les industries de l'alimentation, il en faudrait vingt-huit pour les industries textiles ; même en se bornant à quatre dans le premier cas, il en faudrait encore quatorze dans le second et l'œil ne percevrait pas les différences imperceptibles des nuances. Si pourtant on avait recours à une gamme très adoucie, et si l'on supposait un œil très sensible, on se heurterait par ailleurs à une difficulté plus grave.

Dans l'exemple précédent, il s'agit de comparer des coefficients de même espèce ; il peut arriver que les faits à comparer soient de nature différente. Une même teinte représentera donc, sur les deux cartes, des nombres qui pourront être égaux, mais qui ne comprendront pas des unités de même nature ; par suite, la comparaison supposant une convention implicite quant au rapport des deux unités n'aura aucune signification si la convention est arbitraire.

Supposons que l'on se propose de mettre en présence une carte de la natalité par département en France et une carte représentant les variations des salaires d'un département à l'autre, afin d'apprécier s'il semble exister un certain rapport entre les taux de la natalité et des salaires.

A la suite des enquêtes de l'Office du travail, on a pu classer les départements d'après l'évaluation du taux ordinaire des salaires dans leurs chefs-lieux. Les nombres varient de 2 fr. 50 par journée de travail (Lozère) à 6 fr. 50 (Seine).

Durant la période décennale correspondante, le nombre des naissances pour 1.000 habitants dans les divers départements est compris entre 14 (Gers) et 32 (Finistère).

Si l'on dispose de 9 teintes et que l'on prenne pour unité le franc, en ce qui concerne les salaires, une naissance par 1.000 habitants en ce qui concerne les naissances, chaque teinte pourra correspondre à deux unités, c'est-à-dire à deux naissances pour 1.000 habitants, de façon à utiliser toute la gamme lorsqu'on établit la carte des naissances. Chaque teinte correspondant à deux unités sur la carte des salaires, celle-ci n'utilisera que trois teintes. De la comparaison des deux cartes résultera donc cette impression que le salaire varie fort peu d'un département à l'autre, tandis que la natalité varie beaucoup. Il suffirait de prendre pour unité des salaires le centime au lieu du franc pour que la comparaison des deux cartes laissât exactement l'impression contraire. De même si, conservant le franc comme unité de salaire, on adoptait comme unité de natalité une naissance pour 100 habitants au lieu d'une naissance pour 1.000 habitants. Ainsi lorsque l'on consulte des cartogrammes pour se faire une idée des rapports des faits représentés, la réponse dépend avant tout du choix des unités. Par conséquent ce choix ne doit pas être arbitraire pour que les cartogrammes aient une valeur comparative.

Le principal intérêt de la méthode exposée par M. Cheysson semble résider dans le fait que le choix des unités se trouve réglé d'après une convention uniforme, indépendante de la nature caractéristique des faits considérés.

Pour qu'il en soit ainsi, quelle que soit la série de faits à représenter, l'unité doit être une même fonction des nombres de la série. Cette fonction sera de préférence très simple : ce pourrait être la valeur moyenne des termes de la série (valeur qui laisse de chaque côté un nombre égal d'observations) ou la valeur normale (point de concentration des observations) ou l'une des valeurs moyennes.

M. Cheysson a proposé de prendre pour unité la moyenne arithmétique, calculée en ayant égard au poids des observations, c'est-à-dire à la moyenne arithmétique quantitative ou *basique*¹. Les nombres de la série sont rapportés à cette

1. En anglais : weighted average.

moyenne et l'échelle des rapports ainsi calculés est mise en correspondance avec l'échelle des teintes.

Cette méthode, dont l'application est indispensable lorsque les faits comparés sont d'espèce différente, est aussi la plus rationnelle lorsqu'il s'agit de faits de même espèce, parce que, suivant l'expression de M. Cheysson, « elle conserve l'importance respective des faits, leur hiérarchie ».

Elle a été appliquée par l'Office du travail pour la préparation de cartes représentant la distribution en France du personnel des groupes industriels (Exposition de 1900).

En comparant ces cartes, on se rend compte que, pour certains groupes tels que ceux de l'alimentation, du bâtiment, etc., la distribution est presque uniforme ; un petit nombre de teintes suffisent pour marquer les différences d'un département à l'autre. Au contraire, l'emploi d'un plus grand nombre de teintes pour les groupes des industries textiles, de la céramique et de la verrerie, etc., indique que le personnel de ces industries concentré dans certains départements est très rare dans d'autres ; ces appréciations comparatives ont ici une signification qui fait entièrement défaut lorsque le choix des unités reste arbitraire.

On peut modifier cette méthode en graduant les écarts des nombres observés en nombres relatifs par rapport à leur moyenne au lieu de les graduer en nombres absolus. Quels que soient les procédés, il suffit de prendre dans la construction des cartogrammes comparatifs des précautions suffisantes pour éviter toute fausse impression quant à la répartition relative des faits comparés.

Cartogrammes à éléments représentatifs échelonnés. — Au lieu d'employer comme mode de représentation une teinte dégradée, on emploie aussi des lignes ou des surfaces plus ou moins grandes, suivant que les faits qu'elles représentent sont plus ou moins nombreux. La représentation peut d'ailleurs être rendue plus frappante si les surfaces indices sont de plus distinguées par des teintes dégradées. Pour rendre comparables les cartogrammes de ce système, il suffit, comme pour les précédents, de mesurer les faits de chaque série par rapport à la moyenne. Par exemple, il pourrait être intéressant de dresser par ce procédé un cartogramme

des salaires moyens dans les villes où fonctionne une Bourse de travail et de le comparer à un autre cartogramme représentant, pour chacune de ces villes, l'importance relative du nombre des ouvriers affiliés à la Bourse du travail.

Cartogrammes tabulaires. — En général, les cartogrammes servent à représenter la répartition d'éléments numériques entre les circonscriptions géographiques. Si l'on regarde comme cartogramme tout moyen de représentation permettant de figurer dans un plan la relation d'un fait principal avec deux éléments variables, les tables à double entrée, telles que la table des mariages suivant l'âge des époux, peuvent être traduites en cartogrammes, en employant des teintes dégradées, des courbes de niveau, ou ces deux systèmes combinés, enfin des lignes ou des surfaces teintées d'étendue variable suivant les nombres à représenter.

Les trois premiers systèmes fournissent des figures intéressantes de statistique descriptive, qui ne sont pas commodes pour les recherches de statistique comparative ; elles sont compliquées et il est nécessaire de leur donner du relief à l'aide d'un lavis soigné et d'effets de perspective. De même que les solides ou représentations à trois dimensions dont elles sont l'image dans le plan, elles ne sont pas simples et ne soulagent pas le travail de l'esprit.

Il n'en est pas de même des représentations par lignes ou par surfaces d'étendue variable. Dans ce genre on peut citer comme un excellent instrument de démonstration et de recherches le système de représentation employé par M. Lexis pour l'étude de la mortalité et de la natalité.

Diagrammes. — Les diagrammes constituent un moyen d'expression graphique plus simple que les cartogrammes, puisqu'ils servent à représenter sur le plan les relations de deux éléments seulement au lieu de trois ; ils offrent cependant plus de ressources, parce que le champ de la représentation n'est limité ici ni par le nombre des teintes, ni par la juxtaposition de divisions topographiques.

Pour la commodité du langage, l'un des deux éléments comparés est désigné sous le nom de variable, l'autre sous le nom de variante. D'autre part, afin d'éviter toute compli-

cation, on se borne au cas où l'un au moins des deux éléments ne prend qu'une seule valeur pour chaque valeur de l'autre et c'est ce dernier que l'on choisit comme variable.

Au point de vue de la statistique comparative, il n'est pas utile de traiter séparément les différentes formes graphiques que l'on distingue d'ordinaire : diagrammes à coordonnées rectilignes, diagrammes polaires, diagrammes à ordonnées discontinues, diagrammes à surfaces continues. Quelle que soit la forme adoptée, le tracé s'effectue ainsi : on compte dans un certain sens des grandeurs proportionnelles aux valeurs successives de la variable, puis dans un autre sens déterminé des grandeurs proportionnelles aux valeurs successives de la variante. On détermine des points que l'on relie entre eux au moyen d'une ligne brisée à laquelle on donne le nom de courbe ; on n'obtient jamais une véritable courbe, tant que l'on représente des faits observés, l'observation humaine étant inévitablement discontinue ; on suppose les courbes tracées en coordonnées rectilignes.

Pour faciliter l'étude comparative de ces courbes, on les divise en deux catégories, suivant que l'on a égard à la succession des faits dans le temps (chronologie), ou suivant qu'on les examine simultanément indépendamment de l'ordre dans lequel ils ont pu se produire (distribution des conscrits classés suivant la taille, des ouvriers classés suivant le taux du salaire, etc.). Il ne semble pas qu'il y ait jamais intérêt à rapprocher des courbes appartenant à chacune de ces deux catégories ; on peut se borner à rendre comparables les courbes de chaque catégorie séparément.

Courbes de succession. — La première catégorie de courbes statistiques se rapporte à des faits dont on étudie la succession ou les changements dans le temps. Les dispositions qui semblent devoir être conseillées pour leur construction offrent la plus grande analogie avec celles que M. Cheysson recommandait pour les cartogrammes.

Lorsqu'il s'agit d'une courbe isolée, il suffit d'éviter que le lecteur ne soit tenté, en comparant les ordonnées aux

abscisses, de juger non seulement du sens des changements subis par les ordonnées, ce qui est légitime, mais encore, de l'allure de ces changements, ce qui ne l'est plus.

A cet effet, M. Bertillon conseille de choisir les unités de manière que l'allure générale de la courbe puisse être caractérisée par une droite inclinée à 45° sur l'axe des abscisses. Pour obtenir ce résultat, il suffit à la rigueur que l'ordonnée maximum, ou mieux la moyenne des ordonnées les plus hautes, soit égale à l'abscisse maximum. C'est surtout lorsqu'il s'agit de comparer dans le cours du temps les mouvements de faits statistiques, soit de même nature, soit de nature différente, que les représentations graphiques sous forme de diagrammes offrent le plus d'utilité,

FIG. 1.

FIG. 2.

FIG. 3.

mais c'est alors qu'il est le plus nécessaire de prendre des précautions spéciales.

Traçons la courbe du développement du réseau des chemins de fer d'intérêt général depuis 1860, celle du tonnage kilométrique et celle du nombre des voyageurs kilométriques, en vue de comparer les trois phénomènes économiques.

Le schéma comparatif sera très différent suivant le choix des unités. Ainsi sur la figure 2, le tonnage kilométrique et le nombre de voyageurs kilométriques semblent avoir cru beaucoup plus rapidement que le réseau dont le développement est représenté figure 1 ; sur la figure 3, au contraire, on a l'impression inverse, et ce résultat est obtenu simplement par le changement de l'unité de longueur des ordon-

nées ; sur la figure 3 l'unité adoptée est cinq fois plus grande que sur la figure 2.

Or la comparaison des diagrammes est un des moyens auxquels on a le plus souvent recours pour justifier les relations que l'on suppose exister entre des phénomènes soumis aux mesures statistiques. Cette comparaison, viciée si le choix des unités est arbitraire, interdit toute conclusion.

La loi que MM. Cheysson et Guerry ont appliquée aux cartogrammes donne le moyen d'échapper à cet arbitraire, mais ici il y a intérêt à en modifier légèrement la formule.

Au lieu de rapporter chaque ordonnée à l'ordonnée moyenne ou à la somme des ordonnées, il est suffisant et plus rapide de les rapporter à l'une d'entre elles, par exemple à celle qui correspond à la dernière année de l'observation. Soit μ la dernière ordonnée et M l'ordonnée moyenne, une ordonnée O quelconque, mesurée par rapport à cette moyenne, sera égale à $\frac{O}{M}$, fraction que l'on peut

écrire $\frac{O}{\mu} \times \frac{\mu}{M}$. La longueur de chaque ordonnée de la courbe rapportée à μ sera égale à l'ordonnée correspondante de la courbe rapportée à M , à un coefficient constant près.

Pratiquement on remplacera par 100 le chiffre correspondant à l'année choisie comme année de base, les autres seront remplacés par des nombres proportionnels.

Dans un but d'uniformité, la longueur qui représente 100 aura un rapport fixe avec l'unité de temps. De cette façon les diagrammes seront toujours comparables, quel que soit le nombre d'années auquel s'étendent les observations.

En fait, il est très rare que l'on construise des diagrammes s'étendant sur plus de cent années, car il n'est guère de matières statistiques qui prêtent à d'aussi longues comparaisons. D'autre part, des nombres annuels ne peuvent guère être utilement comparés, si la période est inférieure à dix années. Dix ans et cent ans peuvent donc être regardés comme les limites de l'étendue des diagrammes chronologiques représentant des séries de nombres annuels ; la moyenne des inclinaisons des courbes qui partent de ces limites est à peu près de 45° , lorsque le coefficient 100 est

représenté par une longueur égale à celle qui, sur l'axe des abscisses, mesure trente années. Pour représenter 100 en ordonnée, il faut donc choisir une longueur égale à celle qui représente trente ans sur l'axe des temps.

Les trois courbes relatives à l'exploitation des chemins de fer ont ainsi les formes indiquées sur les figures 4, 5, 6 ; leur examen comparatif permet cette fois d'affirmer que le tonnage kilométrique et le nombre des voyageurs se sont accrus un peu plus vite que le réseau, en notant les pé-

FIG. 4.

FIG. 5.

FIG. 6.

riodes où l'accroissement a été plus ou moins rapide. Nous n'avons figuré que les résultats de cinq années échelonnées à dix ans l'une de l'autre ; la même méthode permettrait de suivre facilement ces résultats année par année.

Au lieu de prendre comme terme de comparaison la dernière année de l'observation, on pourrait aussi bien prendre une année quelconque, ou mieux un groupe d'années, afin d'éviter les anomalies possibles. Si l'on ne veut faire porter le calcul sur toutes les années, il vaut mieux choisir des années récentes, d'abord parce que, pour beaucoup de statistiques, les chiffres récents sont plus sûrs et plus complets que les plus anciens, et en outre parce que, dans la suite, il sera facile de prolonger la courbe en conservant la même base et, par conséquent, la même allure.

Graduation en nombres absolus. — Ces courbes statistiques font connaître des nombres proportionnels ; la graduation des ordonnées étant établie en proportions pour cent de l'ordonnée de base, le lecteur se rend compte des variations réelles en nombres absolus au moyen de calculs

qu'on évite en ajoutant une seconde graduation en nombres absolus.

Considérons la courbe d'un réseau de chemins de fer d'intérêt général, la longueur de ce réseau étant de 38.000 kilomètres en 1911, de 34.400 kilomètres en 1901, de 25.500 kilomètres, etc., en 1891. Pour graduer l'échelle en nombres proportionnels on élèvera au point 1911, sur l'axe des abscisses, une perpendiculaire de longueur égale à celle qui mesure trois années, et l'on divise cette longueur en quatre parties égales. Les points de la courbe sont déterminés par les rapports $\frac{34,4}{38} \times 100$, $\frac{25,5}{38} \times 100$, etc., que l'on mesure sur l'échelle précédente; on obtient ainsi des points dont les hauteurs sont : 100 en 1911, 90,5 en 1901, 66,3 en 1891, etc. Pour construire l'échelle des nombres absolus, on remarque la longueur 38 milliers de kilomètres correspondant à 100 unités de l'échelle proportionnelle, 100 unités de l'échelle absolue correspondant à $\frac{1000}{38} = 26,4$ unités de l'échelle proportionnelle, par suite 20 à 52,7; 30 à 158, etc. Les deux échelles sont figurées l'une à droite, l'autre à gauche des diagrammes.

On peut demander encore un peu plus à la représentation. Lorsqu'on compare des diagrammes de même espèce, il peut être intéressant de donner au lecteur l'impression de la consistance différente des phénomènes représentés.

Si, d'après le système exposé ci-dessus, on trace trois diagrammes représentant respectivement le mouvement des syndicats patronaux, ouvriers et mixtes, depuis 1884 jusqu'en 1910, on obtient des courbes dont l'allure différente met en évidence le fait que le nombre des syndicats patronaux a augmenté assez régulièrement au cours de la période, tandis que les syndicats ouvriers et les syndicats mixtes, dont le nombre s'était accru très vite jusqu'en 1894, ont augmenté ensuite plus lentement ou ont même diminué.

Si, de plus, on fait subir une réduction proportionnelle convenable aux échelles adoptées, tant en ordonnées qu'en abscisses, pour les syndicats patronaux et pour les syndicats mixtes, par rapport aux échelles adoptées pour les syndi-

cats ouvriers, le diagramme des syndicats mixtes couvre alors une étendue superficielle beaucoup moindre que les deux autres, et le diagramme des syndicats patronaux couvre une superficie moindre que celui des syndicats ouvriers, ce qui rend sensible aux yeux les différences des nombres des trois catégories de syndicats, sans que l'allure respective des phénomènes se trouve modifiée. Grâce à ces dispositions, les diagrammes de succession sont rendus comparables et donnent au lecteur une juste impression de la grandeur relative de la grandeur absolue des éléments en présence. A défaut de règles de construction uniformes, toute comparaison des courbes de succession est dépourvue de sens.

Courbes de distribution. — La seconde catégorie de courbes statistiques est celle des courbes de distribution. Trois cas peuvent être distingués. Si l'on trace une courbe isolée, on évitera de donner une fausse impression de la distribution des faits. Comme les seules longueurs que l'œil soit porté à comparer sont les abscisses et les ordonnées, et comme, d'autre part, leur grandeur est pratiquement limitée, il suffit encore de choisir les unités d'abscisse et d'ordonnée de telle manière que l'étendue de la figure en largeur (abscisse maximum) soit égale à son étendue en hauteur (ordonnée maximum). Ainsi le lecteur ne sera pas tenté d'apprécier la dispersion plus ou moins grande des faits d'après le rapport des ordonnées aux abscisses, ce qui constitue un jugement faux. Dans le second cas, on trace une série de courbes de distribution ayant rapport à des faits statistiques de même nature. Considérons, par exemple, des courbes de distribution de salaires pour nous rendre compte si, à telle époque, ou dans tel pays, les ouvriers les moins payés sont relativement moins nombreux qu'à une autre époque ou dans un autre pays.

Supposons deux catégories d'ouvriers dont les salaires soient répartis de la même façon (*fig. 7*), une comprenant deux fois plus d'ouvriers que l'autre. Si l'on trace pour chacune de ces catégories le diagramme représentatif de la distribution des salaires, en portant sur un axe horizontal des longueurs proportionnelles aux différents taux de salaires, puis en élevant en chaque point ainsi déterminé une per-

pendiculaire à l'axe horizontal dont la longueur soit proportionnelle aux nombres des ouvriers payés à ce taux, les deux

FIG. 7.

nombre partiel absolu au nombre total des ouvriers. On a tracé par ce procédé (fig. 8) les courbes de distribution de

FIG. 8.

salaires des ouvriers belges en 1862 et en 1912. On voit combien en cinquante ans la courbe s'est aplatie, montrant une distribution toute différente en 1912 de ce qu'elle

était en 1862, tous les ouvriers n'ayant pas bénéficié au même degré de l'amélioration générale, résultat qui n'aurait pas été mis en évidence si l'on avait comparé les courbes tracées à l'aide des nombres absolus. Ce procédé, avantageux pour les comparaisons, offre l'inconvénient de ne pas fournir une représentation directe des faits observés. Les ordonnées sont graduées en rapports et non plus en nombres absolus; pour retrouver les nombres absolus, il faut se livrer à des calculs au lieu de se borner à une simple lecture. Pour éviter cette objection, il suffit de

munir le diagramme d'une double graduation des ordonnées, l'une en nombres proportionnels, l'autre en nombres absolus, ainsi qu'on l'a figuré sur le croquis ci-contre.

Si même on voulait que la simple inspection du graphique rendît compte de l'accroissement de la population ouvrière, on y parviendrait en modifiant l'échelle des abscisses et l'échelle des ordonnées de l'une des deux courbes.

Soient, pour l'année 1862, a l'unité d'abscisse correspondant à un franc de salaire et b l'unité d'ordonnée correspondant à une variation égale à 10 0/0 du nombre total des ouvriers. Sur la figure 8 les deux unités a, b ayant été conservées les mêmes pour le tracé de la courbe de 1912, le nombre des ouvriers est supposé le même aux deux époques. Si le graphique doit laisser l'impression que le nombre des ouvriers est deux fois et quart plus élevé en 1912 qu'en 1862, il suffit de prendre en 1912 pour unité des abscisses une longueur égale à $a\sqrt{2,25}$ et pour unité des ordonnées une longueur égale à $b\sqrt{2,25}$ (fig. 9). Avec ces unités, on obtient une représentation graphique qui, d'une part, donne une impression exacte du changement survenu dans la répartition relative des faits et des variations absolues qu'ils ont subies. Elle permet, grâce à la double échelle, de mesurer les changements absolus aussi bien que les changements relatifs.

Dans le troisième cas, les faits à comparer sont de nature différente. Supposons que l'on juxtapose deux courbes dont l'une représente la distribution d'un groupe d'ouvriers coltineurs suivant le taux du salaire, et l'autre la distribution de ces ouvriers suivant la taille.

FIG. 9.

On se propose d'examiner si la distribution de ces ouvriers suivant le taux du salaire est ou non semblable à la distribution suivant la taille, ce qui permet de se rendre compte si le travail des ouvriers les plus

grands est estimé à un prix plus élevé que celui des autres.

On mesurera encore les ordonnées des deux courbes à l'aide d'une même unité supposée représenter le nombre total des ouvriers ou une même fraction de ce total. Il s'agit de savoir comment s'échelonneront sur les axes des abscisses les taux successifs de salaires : 1 franc, 2 francs, 3 francs, etc., ou les tailles successives : 1^m,60, 1^m,65, 1^m,70, etc. Entre ces deux séries, il n'existe pas de commune mesure, et pourtant il faut s'efforcer d'éviter que le choix des ordonnées soit arbitraire. On adoptera donc une convention semblable à celle qui a été adoptée pour les cartogrammes. Les abscisses des courbes des salaires et des tailles seront mesurées à l'aide d'une unité uniforme représentant une même fonction simple des salaires ou des tailles. Cette fonction sera la moyenne arithmétique tenant compte du poids des observations désignées plus haut sous le nom de moyenne basique. L'unité d'abscisse sera le salaire moyen courbe des salaires et la taille moyenne courbe des tailles.

Cette convention est d'une application très commode, de même que celle qu'a proposée M. F. Galton, et qui consiste à prendre pour origine des abscisses des courbes de fréquence considérées, la valeur médiane, c'est-à-dire une grandeur telle qu'à l'ensemble des abscisses plus petites corresponde une moitié des observations, tandis que l'autre moitié correspond à l'ensemble des abscisses plus grandes. L'axe des abscisses est gradué de chaque côté de la nouvelle origine en divisions telles qu'à chacune d'elles corresponde une même fraction du nombre total des faits observés. Dans cette méthode, les divisions de l'axe des abscisses sont inégales, mais puisqu'elles sont uniquement déterminées par les nombres partiels d'observations, les courbes sont comparables, quels que soient les objets observés.

Il en est de même si l'on prend pour nouvelle origine la valeur normale, c'est-à-dire celle qui correspond au maximum de densité des observations, et que l'on gradue l'axe des abscisses en prenant pour unité soit la moyenne des valeurs absolues des écarts observés à partir de la nouvelle origine, soit la racine carrée de la somme des carrés de ces écarts, soit toute autre fonction. Ces moyens de

rendre comparables les courbes de fréquence ont principalement de l'intérêt, quand l'une des courbes caractérise la distribution de faits purement accidentels, parce que la comparaison permet de sérier les autres faits observés, suivant qu'ils offrent ou non un caractère accidentel.

En résumé, les représentations graphiques des phénomènes dont s'occupe la statistique peuvent être rendues comparables, à la fois quant aux grandeurs relatives et quant aux grandeurs absolues des manifestations de ces phénomènes, lorsque les précautions indispensables pour assurer cette comparabilité ont été prises, car il est permis de se servir des représentations graphiques, soit pour découvrir les relations des phénomènes entre eux ou les liens qui peuvent exister entre les modalités successives d'un même phénomène, soit pour vérifier les rapports dont on suppose *a priori* l'existence.

LIVRE XVII

APPLICATIONS COMMERCIALES, INDUSTRIELLES
ET FINANCIÈRES DE LA STATISTIQUE

Statistique industrielle, commerciale et financière. — L'enseignement de la statistique est malheureusement trop peu répandu pour que tous les industriels et tous les commerçants puissent tirer de ses indications des renseignements utiles pour la conduite logique de leurs affaires.

On peut cependant dire que la statistique est le corollaire obligé de toute comptabilité bien tenue. Seul l'établissement de tableaux statistiques peut éclairer un patron sur les faits anormaux qui se produisent si souvent en matière de main-d'œuvre ou d'achat de fournitures. Les tableaux statistiques sont trop souvent considérés, en France surtout, comme des travaux de luxe ou comme le résultat des caprices de patrons qui cherchent à se singulariser par des idées à part. Cependant les entreprises importantes comme les Compagnies de chemins de fer ou de navigation et un grand nombre de sociétés anonymes de tous genres publient des brochures de statistiques très complètes. Ces documents permettent aux intéressés de se rendre compte de la marche d'une entreprise sans avoir à consulter autre chose que le bilan. Les brochures statistiques des Compagnies de chemins de fer fournissent notamment des renseignements annuels sur les principaux faits de l'exploitation (recettes et dépenses), savoir :

La longueur de chaque ligne ; les recettes P.V. et G.V. par gare et par ligne ; le tonnage des marchandises P.V. et G.V. par gare et par ligne à l'expédition et à l'arrivée ; le nombre des voyageurs à l'arrivée et au départ par gare et par ligne ; les

recettes kilométriques par ligne et par catégories de trafic ; tonnage moyen des trains des diverses catégories ; le personnel de chaque service, etc.

De même, dans une compagnie minière, le service de la comptabilité doit faire paraître une statistique donnant par fosse la production en combustibles ou en minéraux de chaque catégorie, le nombre des ouvriers du fond et du jour par sexe, par âge, par catégories de travaux, etc. ; les prix de vente moyens ; l'effectif des locomotives, des wagons à houille des bateaux appartenant à la Compagnie, etc.

Le but de la statistique n'est pas limité à l'étude des phénomènes généraux intéressant la vie des nations. Elle est indispensable aux commerçants et aux industriels, non pour satisfaire une simple curiosité de l'esprit, mais pour faciliter la conduite de leurs affaires et la recherche des mesures à prendre pour augmenter ou pour maintenir leurs bénéfices.

Sous la forme, pour ainsi dire tangible, que lui confère l'application des ressources de la géométrie, la Statistique devient utile et même indispensable à la solution des problèmes multiples et délicats qui se posent à propos de l'achat des matières premières et des autres questions fréquentes dans la vie industrielle : étude des sources d'approvisionnement, choix des produits à fabriquer, détermination rationnelle de l'outillage, proportion à observer entre le capital fixe et le capital circulant, tarifs de vente, etc. Grâce à ce concours de la statistique et de la géométrie, on a pu créer une statistique spéciale, parlant directement à l'esprit, à laquelle on a donné le nom de statistique géométrique.

La statistique géométrique, appliquée au commerce et à l'industrie sert à résoudre un problème capital, qui domine de haut toute l'activité économique et toute l'œuvre de la production du pays : c'est la recherche du tarif avantageux.

Est-il préférable pour un marchand de viser les hauts prix ou de rechercher l'extension de sa clientèle ? S'il abaisse ses tarifs, retrouvera-t-il en suppléments d'unités ce qu'il aura perdu sur la recette élémentaire de chaque unité ?

La réponse à ces questions se fait en général au hasard ou d'après certains partis pris plus ou moins inconscients. Par exemple en matière d'impôt, il semble qu'il suffise de haus-

ser la taxe pour en augmenter proportionnellement le produit. Au contraire, en matière de transports, beaucoup de gens affirment qu'un abaissement de tarif correspond infailliblement à une augmentation des bénéfices, à cause de l'essor imprimé ainsi au trafic voyageurs ou marchandises.

Ces théories absolues sont souvent en défaut, comme le prouve l'expérience de pays tels que la Belgique et la Hongrie, qui, pour avoir marché trop vite dans la voie des abaissements de taxes sur leurs réseaux de chemins de fer d'État, ont éprouvé de notables déficits dans leurs recettes et sont obligés d'envisager ou de subir la nécessité de sérieux relèvements. On peut également citer en sens inverse des tarifs et des impôts dont l'exagération a réduit la productivité.

Au contraire, si l'on possède deux courbes, celle des débouchés et celle des frais de production, on est à l'abri de ces mécomptes, et l'on sait quelle est, dans chaque cas particulier, la conduite la plus avantageuse à tenir.

Il importe de définir ces deux courbes, en commençant par celle des débouchés.

La consommation d'un objet dépend de son prix de revient; si cet objet était gratuit, elle serait sinon illimitée, du moins très étendue; elle se rétrécit à mesure que ce prix s'élève, et devient nulle à un certain degré de cherté.

On voit donc que, en portant horizontalement les prix de vente et verticalement les consommations qui correspondent à chaque prix (*fig. 10*), la courbe qui joindra le sommet de

FIG. 10.

toutes ces ordonnées affectera une forme telle que AB. Le prix OB est le prix prohibitif qui tarit tout débouché.

Cette courbe AB de la consommation en fonction des prix de vente représente la *courbe des débouchés*. Elle joue en industrie un rôle capital et se prête, quand on la possède, à la solution des pro-

Si le débouché est en raison inverse des prix, elle est figurée par une « hyperbole équilatère » ; elle devient une ligne droite, si la réduction des débouchés est proportionnelle à celle des prix. Mais ce sont là des cas théoriques dont la pratique peut s'éloigner notablement, de sorte qu'il faut étudier la courbe de chaque produit individuellement.

Celle du blé a été établie dans une petite zone par différents auteurs (Davenant, Porter, Took, etc.), et montre la rapide croissance des prix avec la rareté de la récolte.

S'il s'agit d'un produit dont la consommation soit limitée, la baisse des prix est sans influence sensible sur le débouché. L'exemple des cercueils est classique en ce qui concerne cette catégorie. Au contraire, tel autre commerce, comme celui des transports, peut recevoir une très vive impulsion, par suite de l'abaissement des tarifs. La courbe se relève alors avec une très grande rapidité pour les prix modérés et plonge quand le prix augmente jusqu'à couper la ligne de terre, dès qu'il devient prohibitif.

En un mot, cette courbe des débouchés existe pour chaque cas particulier. Elle sera plus ou moins difficile à déterminer; mais cette difficulté ne saurait prévaloir ni contre sa réalité ni contre son caractère expérimental. Elle n'est pas théorique et ne procède pas de la géométrie abstraite, mais elle est pratique, fournie par l'observation, et elle sort directement du fait qu'elle traduit.

Cette courbe permet d'abord de déterminer immédiatement par une construction graphique simple, la courbe OAP du produit brut, égal, comme on le sait, à la somme obtenue en multipliant la consommation par le prix de vente (*fig. 11*).

FIG. 11.

Pour déterminer, par exemple, le point D de la courbe du produit brut, il suffit de mener par le point E de la courbe des débouchés l'horizon-

tale EF jusqu'à la verticale du point I, puis de prolonger la ligne OF jusqu'à son intersection avec la verticale du point E. On a en effet $HD = OH \times HE$, c'est-à-dire que chaque ordonnée, telle que HD, représente ainsi le produit du prix de vente OH par le débouché HE.

Ce produit brut OAP part de zéro quand le prix est nul et aboutit à zéro pour le prix prohibitif. Il passe par des valeurs symétriques égales deux à deux en montant et en descendant, et par un maximum au sommet A.

Le tarif qui correspond à ce sommet est celui que doit appliquer l'exploitant pour réaliser la recette maximum.

Cette détermination procède donc à la fois de la statistique par la courbe des débouchés qui traduit le fait et de la géométrie par la construction simple, mais rigoureuse, qui en a déduit la courbe du produit brut.

La statistique appelle donc ici à son aide la géométrie : c'est de la « statistique géométrique ».

Cette recherche du produit brut présente un intérêt médiocre pour les producteurs, qui se préoccupent avant tout du produit net. Le maximum de la recette brute leur est en effet indifférent, s'il ne donne pas le maximum du bénéfice.

Pour déterminer le prix de vente correspondant au produit net, il faut donc faire intervenir la seconde courbe dont il vient d'être question plus haut, celle des frais de production, et la retrancher de la courbe du produit brut.

Fig. 12.

production correspondant aux diverses allures de son usine comme aux quantités produites.

Voici, par exemple (fig. 12), cette donnée pour une compa-

La loi qui relie ces deux éléments varie dans des proportions caractéristiques, selon qu'il s'agit de la grande industrie, de la petite industrie ou de l'agriculture. Chaque industriel peut, s'il le veut bien, être édifié à ce sujet et connaître exactement les frais de

gnie de chemin de fer. Le prix de revient de la tonne kilométrique tombe de 3^e,28 à 1^e,60, pendant que le tonnage transporté passe de 250.000 à 1.750.000 tonnes.

On parviendrait de même, pour toute entreprise quelconque, à tracer, avec plus ou moins de peine, une courbe analogue, en consultant la statistique, c'est-à-dire la comptabilité.

Il suffit de combiner la courbe des frais de production avec celle des débouchés pour obtenir la courbe du produit net et par conséquent le tarif le plus avantageux, qui correspond au maximum de ce produit net.

Ce problème intéresse les financiers et les hommes d'Etat, aussi bien que les industriels et les commerçants.

Examinons, par exemple, l'impôt sur l'alcool, que les financiers, d'accord en cela avec les moralistes et les hygiénistes, songent à faire relever considérablement dans beaucoup de pays.

En négligeant le côté moral de cette réforme pour n'en retenir que le côté fiscal, ce relèvement peut avantageusement être poussé jusqu'à la limite où le resserrement de la consommation, les progrès de la fraude et l'accroissement des frais de perception et de surveillance commenceraient à absorber les plus-values de la recette brute de la surtaxe.

Si l'on connaissait la courbe des consommations eu égard aux diverses taxes et celle des frais de perception, c'est-à-dire l'équivalent des deux courbes définies plus haut sous le nom de courbes des débouchés et de courbes des frais de production, on déterminerait à coup sûr la taxe la plus avantageuse au point de vue financier, comme on le voit sur la figure 13. En effet, la courbe des consommations étant ABC et celle des frais de perception OBD, on en déduit pour le produit brut la courbe ONC et pour le produit net OMF.

Fig. 13.

La taxe qui donne le maximum du produit brut est OK ; mais celle, OH, qui donne le plus fort produit net est sen-

géométrie permet de rendre visibles et de mesurer les effets (fig. 15).

Soient A et A' deux centres d'approvisionnements distants de 100 kilomètres. S'ils sont également dotés au point de vue des moyens de transport et ne disposent, par exemple, tous les deux que de routes, où le prix de la tonne kilométrique revienne à 0 fr. 25, ils se feront exactement équilibre au point de vue des transports (toutes autres choses étant égales d'ailleurs), et leurs domaines respectifs seront délimités par la verticale DD', qui passe au milieu de AA'.

Mais si on munit le centre A d'un chemin de fer qui réduise le prix de la tonne à 0 fr. 10, il resserre le domaine de A' et l'enferme dans une courbe, telle que chaque point M soit à la même distance de A et de A' comme prix de transport.

L'équation de cette courbe s'obtient en écrivant que :

$$AM \times p = A'M \times p',$$

soit :

$$AA' = l, \quad A'O = a, \quad OM = R, \quad n = \frac{p'}{p}.$$

On a :

$$OM = R = na, \quad a = \frac{l}{n^2 - 1}.$$

Cette courbe est un cercle dont le centre O est situé à 19 kilomètres au delà de A' et dont le rayon est de 47^{km},4.

Enfin, si le tarif vient à tomber à 3 centimes, le centre A' est réduit à un petit cercle intérieur de 12^{km},5 et meurt d'inanition pendant que le centre A s'enrichit à ses dépens.

En resserrant le même problème au cas où une ligne de chemin de fer vient à s'installer dans une contrée desservie par les routes, on voit (fig. 16) qu'une marchandise située au point M n'adoptera cette ligne pour se rendre à la station A, au lieu de continuer à prendre la route AM, que s'il y a au moins égalité de taxes par les deux itinéraires MBA et MA.

Soit t le tarif en chemin de fer et T le tarif sur la route. Cette condition peut s'écrire :

$$AM \times T = MB \times T + AB \times t,$$

d'où :

$$AM = MB \frac{t}{T}.$$

Cette équation est celle d'une hyperbole dont la courbure sera d'autant plus prononcée et le sommet d'autant plus voisin de B que le rapport $\frac{t}{T}$ sera plus grand. Pour $t = T$, la courbe se réduit à un point. Pour $t = 0$, elle devient une ligne droite perpendiculaire à la ligne AB et qui passe exactement à mi-distance des points A et B.

Cette condition définit la courbe KCK', dont tous les points tels que M réalisent l'équivalence, eu égard aux frais de transport par l'un ou l'autre mode. Tous les points tels que M'', situés à droite et dans l'intérieur de cette courbe, appartiennent à la sphère d'attraction de la station B; les autres tels que M' lui échapperont. Pour y faire rentrer les points M', il faudra abaisser le tarif du chemin de fer, par exemple de 0 fr. 10 à 0 fr. 06. La limite de la sphère d'attraction correspondante sera reculée en LDL'. Enfin, si l'on veut atteindre les points tels que M'', on devra consentir un nouvel abaissement des tarifs qui reculera la limite en NEN'.

Ces deux figures démontrent et mesurent l'influence que le progrès des voies de communication et les abaissements de tarif exercent sur la prospérité des centres industriels et sur le développement des entreprises de transport.

Pour certaines industries, l'établissement de tarifs spéciaux est, à vrai dire, une question de vie ou de mort.

FIG. 16.

La Compagnie en quête de trafic doit chercher par la statistique géométrique, les tarifs qui le provoquent. La figure 17 indique le mécanisme et le principe de ces recherches.

FIG. 17.

Si une usine A, située à 400 kilomètres du centre d'approvisionnement B, se procure ailleurs ses matières premières au prix de 50 fr. la tonne rendue à pied d'œuvre, une Compagnie de chemin de fer ne pourra l'amener à s'approvisionner en B que si les prix cumulés de l'achat et du transport ne dépassent pas 50 francs (à égalité de qualité).

On comprend dès lors que le tarif devra être d'autant plus bas que cette matière coûtera plus cher en B et qu'au fur et à mesure de cette cherté croissante, il devra s'abaisser jusqu'à l'extrême limite au delà de laquelle il vaut mieux pour la Compagnie renoncer à ce transport, c'est-à-dire jusqu'au prix de revient afférent à l'opération proprement dite, en allant s'il le faut jusqu'à faire abstraction des frais généraux de l'entreprise. Si tous les transports sont faits dans le même sens, par exemple pour approvisionner une grande cité comme Paris, qui consomme beaucoup plus qu'elle ne produit, il se peut qu'une Compagnie, plutôt que de laisser circuler des wagons à vide à la remonte, ait intérêt à se contenter dans ce sens de tarifs infimes, pourvu qu'ils fournissent une recette supérieure au total des dépenses supplémentaires de combustible, de manutention, etc., qu'entraîne le transport de ce tonnage de retour. Ce prix de revient, aussi important que difficile à déterminer, joue en industrie un très grand rôle; il dépend principalement des salaires, des outils et des matières premières. La statistique géométrique permet d'étudier ces trois éléments et de résoudre quelques-unes des questions qui s'y rattachent.

Supposons que, dans une industrie où, tous les autres éléments restent constants, on fasse varier seul le taux des sa-

laire; c'est lui qui régira le prix de revient et, de proche en proche, le prix de vente, sous l'action de la concurrence.

On peut donc rapporter à ces divers taux la courbe des débouchés AMC (fig. 18). Il est clair que plus le salaire sera fort plus le prix de revient sera élevé et plus la consommation sera réduite. Il est tel taux de salaire qui commande un prix de vente prohibitif. La quantité produite, c'est-à-dire la demande de travail, décroît donc en sens inverse du salaire d'après la loi exprimée par la courbe AMC.

FIG. 18.

L'offre de travail, au contraire, s'accroît avec la hausse du salaire. Quelques ouvriers sont attirés à partir du taux OD, et ils vont se porter de plus en plus nombreux vers l'industrie dont il s'agit, au fur et à mesure qu'elle rémunérera de plus en plus la main-d'œuvre. La progression de cette offre sera exprimée par la courbe DME, qui s'élève rapidement avec le salaire. Cette courbe de l'offre de la main-d'œuvre, en fonction du prix, coupe en M la courbe des débouchés. Le salaire OH, déterminé par cette intersection, est précisément celui qui correspond à l'équilibre.

En effet, s'il s'élève au-dessus de OH, et devient par exemple égal à OK, il va produire d'une part une affluence d'ouvriers représentée par KN, et d'autre part un relèvement du prix de revient, qui chassera une partie des consommateurs et fera tomber le débouché à KN'. On aura donc plus d'ouvriers que n'en comporte une fabrication réduite; cet encombrement de la main-d'œuvre pourra en amener la baisse jusqu'à OI. Mais cette fois il se produira un mouvement inverse. On ne trouvera plus assez d'ouvriers pour le débouché accru, et le salaire devra se relever. Il oscillera donc de part et d'autre de sa valeur OH, chaque fois qu'il s'en écartera accidentellement, et il y sera toujours ramené (tant que les deux courbes AMC, DME resteront les mêmes), par une force semblable à celle qui fait revenir le

pendule à sa position d'équilibre où son centre de gravité se place sur la verticale de l'axe de suspension.

Loin donc que le salaire ait une valeur arbitraire et capricieuse, on voit qu'on ne saurait impunément changer son taux normal, qui résulte pour chaque produit de la combinaison des courbes de la main-d'œuvre et des débouchés.

La courbe des débouchés en fonction des salaires montre comment ces débouchés se resserrent à mesure que le salaire s'élève. A une certaine limite, l'élévation du taux de la main-d'œuvre rend au dehors la concurrence impossible à soutenir et dépasse au dedans les facultés des consommateurs; des deux manières elle tarit les débouchés et par suite le travail. C'est une courbe que les sincères amis des ouvriers ont le devoir d'étudier longuement.

Avant de se résigner à succomber, l'industriel, pour échapper aux exigences de la main-d'œuvre, a recours à un expédient, qui sur le moment n'est guère plus favorable à l'ouvrier que la fermeture de l'usine : l'intervention du travail mécanique. La hausse des salaires fait surgir les machines : tel engin qui serait inadmissible dans tel pays où la main-d'œuvre est à bas prix, s'impose au contraire dans tel autre pays soumis au régime des hauts salaires.

Il existe donc entre le taux de la main-d'œuvre et l'importance de l'outillage mécanique un rapport étroit dont la figure 19 peut servir à préciser la notion partout admise.

Supposons qu'il s'agisse d'effectuer un travail de terrassement, par exemple de creuser un canal ou une tranchée de chemin de fer. Suivant le taux du salaire et la rapidité qu'on voudra imprimer à l'exécution du travail, on emploiera plus ou moins de machines. Si la main-d'œuvre ne coûte rien, on exécutera tout le travail à bras sauf à y consacrer de véritables armées d'ouvriers. Au contraire, dans le cas où le salaire est coûteux et où le temps importe, on remplacera de plus en plus l'ouvrier par la machine de sorte que les frais de l'outillage pour la même tâche à exécuter varieront depuis zéro jusqu'à un maximum correspondant à la suppression complète du travail manuel.

On a représenté sur la figure 18 les frais à faire pour l'extraction de 1.000 mètres cubes de terrassement, suivant

que l'on passe des outils les plus simples, comme la pelle et la pioche qui exigent par exemple cinquante journées de manœuvre, aux engins les plus compliqués, comme les puissantes dragues modernes qui réclament seulement quelques heures d'ouvriers pour le même travail.

Les frais totaux de production seront égaux à la somme

FIG. 19.

des frais d'outillage et de main-d'œuvre. Ils varient suivant le taux des salaires et sont exprimés sur la figure par des courbes en éventail pour des salaires variant de 0 à 7 fr.

Tant que le salaire est inférieur à 2 francs, l'entreprise a intérêt, dans les conditions hypothétiques du dessin, à faire tout le travail à bras en consommant 50 journées pour 1.000 mètres cubes. Si le salaire atteint 3 francs, il devient avantageux de s'outiller pour réduire le nombre de journées à 27. Si le salaire s'élève à 5 francs, le nombre des

journées d'ouvriers descend encore, tandis que la part de l'outil augmente. A partir du salaire de 6 francs, c'est la machine qui doit décidément être exclusivement employée.

L'emploi des machines exige une grande immobilisation de capitaux et ici se pose le problème consistant à proportionner exactement le capital fixe et le capital circulant.

L'industriel doit-il engager ses fonds pour perfectionner son outillage, ou préférer le *statu quo*? Si l'on consent à de gros sacrifices, seront-ils rémunérateurs? Si on les ajourne, ne sera-t-on pas battu par des rivaux mieux armés?

C'est la courbe des débouchés qui tire l'industriel d'embarras et tranche ses hésitations en lui assignant la limite à partir de laquelle il peut sans crainte marcher en avant.

Supposons que pour accroître la production, un entrepreneur de transports se demande s'il a intérêt à augmenter sa force motrice, à doubler ses moyens de traction, ses voies, à étendre ses bâtiments, en un mot à immobiliser un supplément de capital $CC' = h$ (fig. 20); il lui suffira pour avoir

FIG. 20.

la réponse d'établir l'épure qui lui fera toucher du doigt les conséquences de la transformation projetée.

Cette immobilisation grèvera le prix de revient de chaque unité produite des charges d'intérêt et d'amortissement.

Les courbes des frais totaux de production et de ces frais par unité de production subissent dès lors deux brusques ressauts MN, M'N', au moment de la transformation dont il s'agit, mais, à partir de ce ressaut, leur allure se ralentit.

Si le trafic stimulé par l'amélioration de l'outillage continue sa progression antérieure ou la précipite, le produit brut total s'accroît. Ce produit net total, après la dépression très sensible subie, se relève peu à peu, et quand le trafic atteint OF, il retrouve son niveau antérieur $A'F = AH$.

Pour justifier l'opération, ce ne serait pas assez d'avoir ainsi recouvré le produit net définitif, puisqu'il s'agit de rémunérer un supplément de capital $CC' = h$. Faisons intervenir une nouvelle courbe, celle du produit net 0/0 ou du dividende, qui se déduit simplement de celle du produit net absolu. Comme cette dernière, cette courbe fléchit au moment de la transformation et ne reconquiert son taux antérieur IH qu'à partir du trafic OL notablement supérieur à OF, ou à celui qui donnait l'égalité du produit net total. Si le trafic doit dépasser cette limite, alors — mais seulement alors — la spéculation sera profitable, sinon elle sera onéreuse, et la prudence commande d'y renoncer.

On n'obtiendra cet accroissement de consommation qu'à la condition d'abaisser le prix de vente, abandonnant au public une partie du bénéfice réalisé par le nouvel outillage. Ce bénéfice sera ainsi réparti entre l'industriel et ses clients, la fraction attribuée à ces derniers devenant de plus en plus grande sous l'action de la concurrence,

Cette loi transforme en réductions définitives de prix au profit du public les améliorations d'outillage et les progrès de fabrication.

C'est donc les yeux fixés sur sa courbe des débouchés que l'industriel acceptera ou écartera les projets de transformation, suivant qu'il croira pouvoir ou non atteindre la limite de production qui la rendrait fructueuse.

Après avoir traité par cette méthode les questions de main-d'œuvre et d'outillage, il reste à la mettre en présence du troisième élément dont on a mentionné l'influence sur le prix de revient : l'achat des matières premières.

Quand l'industriel a le choix entre diverses sources d'ap-

provisionnement il se décide entre elles en tenant compte des qualités, des prix, etc., la statistique géométrique peut l'aider dans ce travail de comparaison.

Soient par exemple (fig. 21) deux natures de charbon, C et M, que l'on peut échanger dans la consommation, sauf à faire subir à l'un d'eux un lavage spécial et à l'employer dans une proportion plus forte. Ainsi pour vaporiser sous une chaudière la même quantité d'eau, il faudrait 10 kilogrammes du charbon M et seulement 7 kilogrammes du charbon C.

FIG. 21.

En un mot l'industriel connaît exactement les conditions d'équivalence technique entre ces deux combustibles et par conséquent celles de leur équivalence financière. Si la tonne de charbon M coûte OA, on n'a intérêt à employer le charbon C qu'autant qu'il coûte moins de AD.

La ligne BD réunit tous les points, tels que N, D, qui correspondent à cette équivalence dans l'emploi des deux charbons.

Ce barème d'une rédaction très simple, une fois tracé, on est immédiatement renseigné sur le parti le plus avantageux à prendre dans chaque cas particulier.

En effet, supposons que le cours du charbon M soit égal à OH et celui du charbon C égal à HK : il y aura intérêt à employer le premier. Ce serait l'inverse, si le cours du charbon C, au lieu de dépasser le niveau d'équilibre HN, lui était inférieur et ne s'élevait qu'à HI.

L'usine dont il s'agit saura donc, pour chaque variation des cours, quel est celui de ces charbons qu'elle doit acheter et consommer de préférence à tous les autres.

Le barème étant dressé, un simple commis peut l'appliquer d'une façon presque automatique, et la marche ainsi donnée au service sera absolument sûre.

S'il s'agit d'usines qui opèrent sur des tonnages considérables, comme le Creusot, Seraing, Commentry, on com-

prend de quel secours peuvent être de pareils barèmes, pour éclairer la décision des chefs et faciliter leur contrôle.

Dans la pratique de l'ingénieur, on peut trouver avantage à établir un barème analogue, destiné à fixer un choix entre diverses provenances de matériaux d'empierrement : les uns très médiocres, ramassés dans les champs voisins, les autres de bonne qualité, qu'il faudrait faire venir de loin.

Ces derniers matériaux sont amenés par chemin de fer aux stations A, B, C, échelonnées sur la route (fig. 22) et re-

FIG. 22.

viennent à des prix totaux AD, BE, CF, qui vont en augmentant à mesure qu'on s'éloigne de la carrière et que le transport sur rails devient plus long et plus coûteux. A partir de ces stations, on les transporte en tombereaux jusqu'au lieu d'emploi sur la route, de sorte que leur prix total s'élève assez rapidement à mesure qu'ils s'éloignent de la station et finit par atteindre MH pour la distance AH. Les matériaux ramassés dans les champs ont une valeur constante PQ.

Pour comparer ces deux sortes de pierres, il faut ramener leur prix à la même qualité, en tenant compte des frais supplémentaires de main-d'œuvre pour l'emploi, l'ébouage... Si l'on admet, par exemple, que les pierres dures aient une qualité double des autres, on devra réduire de moitié leur prix, qui se trouvera ainsi exprimé par la ligne D'H', qui coupe en H' la ligne PQ ; pour la portion de route AH, il conviendra donc de recourir aux matériaux les plus durs, tandis que, sur HK, l'avantage sera du côté des matériaux du pays.

En procédant de même, on déterminera les diverses zones qui doivent être tributaires de telle ou telle source

d'approvisionnement eu égard aux données respectives des prix d'achat, des frais de transport et de la qualité.

La même méthode peut être appliquée quand il s'agit de choisir entre plusieurs placements sollicitant soit les fonds du capitaliste, soit l'activité du commerçant ou du fabricant.

Occupons-nous d'abord d'un industriel dont l'atelier est organisé pour fabriquer indifféremment plusieurs produits, comme par exemple un filateur, qui est libre de faire sur ses métiers des fils plus ou moins fins, des tissus plus ou moins serrés. Sa fabrication présente ainsi une certaine élasticité dont il doit user pour réaliser le bénéfice net maximum en mettant à profit les fluctuations de cours des matières premières et des produits fabriqués.

Quand les dépenses totales de fabrication, autres que celles des matières premières, mais y compris les frais généraux, restent constantes et sont dès lors indépendantes du genre de produits fabriqués, comme pour la filature et le tissage dont il vient d'être question, la statistique géométrique fait connaître très simplement le produit avantageux.

Si l'on porte : verticalement, le prix de vente de l'unité du produit fixé ; horizontalement, les bénéfices quotidiens que réalise la fabrication d'un fil ou d'un tissu donné, eu égard à son prix de revient et à la production totale de l'atelier, chaque numéro de fil ou de tissu sera représenté (fig. 23) par une ligne plus ou moins inclinée, qui exprimera la progression des bénéfices réalisés par cette fabrication en fonction des prix respectifs de vente.

Soient : V , le prix de vente de l'unité produite ; n , le nombre des unités fabriquées par jour ; p , la dépense de matière première pour chaque unité produite ; F , la constante qui représente par jour les frais de fabrication et les frais généraux, non compris les frais de matières premières ; B , le bénéfice quotidien réalisé par l'atelier. On a entre ces diverses quantités la relation :

$$B = Vn - pn - F, \quad \text{d'où :} \quad V = \frac{F}{n} + p + \frac{B}{n}. \quad (a)$$

Si l'on prend comme point de départ un cours déterminé des matières premières, par exemple celui du kilogramme

de coton ou de laine, on connaît, pour chaque numéro de fil, les quantités p et n , et il ne reste plus qu'une équation du premier degré entre les variations V et B . Chaque numéro donne donc lieu au tracé d'une ligne droite caractéristique comme celles qui sont représentées sur la figure 15.

D'après la construction même, on voit que les cours de vente déterminés par les différentes intersections d'une ver-

FIG. 23.

ticale quelconque avec toutes les lignes qu'elle rencontre correspondent à des bénéfices égaux. Il suffit donc de tracer au niveau des cours réels de chaque numéro une horizontale jusqu'à sa rencontre avec la ligne inclinée qui le caractérise. La verticale du point de rencontre désigne le bénéfice correspondant, ce qui permet de découvrir de suite le fil qui donne le bénéfice maximum.

Si le cours des matières premières varie à son tour, on a dès lors affaire à trois variables V , B , p , et le problème doit être traité par les procédés de la statistique à trois dimensions. On dressera un barème spécial pour chaque nouveau cours du coton ou de la laine, si on ne préfère pas recourir

au stéréogramme ou au diagramme à courbes de niveau. On procéderait de même si, au lieu des matières premières, on faisait varier les salaires ou les frais généraux.

Si pour chaque cours des matières premières, p restait constant quel que fût le numéro du fil, comme cela se réalise pour la filature dont tous les fils exigent sensiblement le même poids de coton par kilogramme, le barème primitif s'appliquerait à tous les cours moyennant un déplacement dans la graduation de l'échelle des prix de vente, ainsi que le montre l'équation (a) mise sous forme :

$$V - p = \frac{F}{n} + \frac{B}{n}.$$

Le second membre est indépendant de p , de sorte que les lignes droites exprimées par cette équation restent identiques quel que soit p , sous la condition d'imprimer à la ligne des abscisses, le long de celle des ordonnées, un déplacement vertical précisément égal à la variation de p .

Ce barème permet de régler la fabrication d'après le prix de vente. Il montre, par exemple, que l'on a le même avantage à vendre le fil n° 5 à 6 fr. 25 que le fil n° 4 à 5 fr. 09, le fil n° 3 à 4 fr. 20, le fil n° 2 à 3 fr. 25, et le fil n° 1 à 2 fr. 15. Suivant les cours, le filateur adopte la combinaison la plus lucrative, et il connaît à chaque instant quel est le produit le plus avantageux à fabriquer.

Si le prix de revient subissait le contre-coup de la variation des salaires ou du prix des matières premières, il faudrait dresser des barèmes correspondant à chaque nouvelle taxation et on les interrogerait de même que le premier.

La spéculation qui opère sur les valeurs, les lettres de change, les denrées, etc., procède par « arbitrage », en profitant des écarts de cours entre les différentes places et de fluctuations incessantes. Le simple raisonnement a peine à démêler les réactions réciproques de mille éléments qui se croisent et s'enchevêtrent, tandis que le dessin excelle pour les mettre en relief (Voir la figure 24).

Sur la ligne OM, on porte les divers cours d'une valeur V à partir d'un certain minimum, et si par chacun de ces

cours, tels que OF', on élève une verticale FF', d'une longueur égale au revenu 0/0 qui correspond à cette valeur, on obtient une ligne TFC. En procédant de même pour d'autres valeurs, qui seraient d'égale sécurité, on voit qu'il y a profit à acheter la valeur V , tant que son cours est inférieur à OF'. Entre les cours OF' et OD', il sera préférable d'acheter la valeur V' , et au delà de OD', la valeur V'' .

FIG. 24.

Si les opérations ont lieu à terme et non au comptant, leur résultat définitif dépend des variations qui se produisent depuis l'achat ou la vente jusqu'au jour de la liquidation.

Supposons qu'on achète de la rente à terme, au cours OB (fig. 25). Si le cours de liquidation est OK, supérieur à OB, on réalisera un bénéfice CK proportionnel à l'écart BK et à

la quantité achetée; on subira une perte TG si le cours tombe en G au-dessous du cours d'achat. La ligne ABN figure, suivant les cours, le résultat de l'opération.

Supposons qu'on opère en même temps, et cette fois comme vendeur, sur une autre valeur pour d'autres quantités, le cours de la vente à terme étant

FIG. 25.

égal à OE. Le résultat de l'opération sera de même représenté par la ligne droite DB'FS, inclinée en sens inverse de la ligne ABN, puisqu'ici ce sont les cours inférieurs au cours de vente qui constituent le bénéfice et les cours supérieurs qui entraînent la perte.

Si je projette B en B', E en E', par les verticales BB' et EE',

la droite PB'E' réunissant les points B' et E', ainsi obtenus, est la résultante des deux opérations combinées. Elle coupe la ligne OBL en un point H qui correspond au cours pour lequel le bénéfice MH de l'achat compense exactement la perte HI sur la vente. Au cours OG, le résultat définitif est un gain GQ'; pour le cours OL, c'est une perte LL'.

En accommodant le barème à la complexité de toutes les combinaisons qui reposent sur les primes, les reports, les courtages, les changes, le financier peut, dans chaque cas particulier, créer pour son usage un instrument commode et sûr, résolvant instantanément des problèmes presque inextricables s'il les abordait par les procédés ordinaires.

La statistique géométrique peut aussi intervenir avec succès dans les questions les plus variées et les plus ardues, qui touchent à l'art de l'Ingénieur comme, par exemple, la recherche du profil avantageux des rails de chemin de fer. Il est clair à priori que ce profil dépend du trafic, un rail léger convenant aux lignes peu fréquentées et un rail lourd étant indispensable aux grandes artères. Ici encore la méthode graphique permet de résoudre la question avec précision. L'expérience fournit la courbe de l'usure d'après le nombre des trains, le minimum de section ou de poids au-dessous duquel le renouvellement s'impose, enfin les frais de ce renouvellement; on pourra donc établir pour chaque ligne d'une fréquentation déterminée, la courbe des annuités afférentes aux divers profils en présence. Cette courbe passe par un point bas qui correspond au profil avantageux.

La même méthode guide encore utilement, pour la fixation de la ration avantageuse, l'administrateur chargé de nourrir de nombreuses agglomérations d'hommes ou d'animaux.

On sait en effet qu'il faut à l'être organisé, pour vivre, une ration quotidienne d'azote, de carbone, d'albumine, en proportions déterminées suivant l'âge, le climat, la profession, etc. Les aliments qui contiennent ces matières sont loin d'en fournir l'unité au même prix, de sorte qu'il existe une science pour composer la ration alimentaire, la meilleure et la plus économique, suivant les cours des denrées.

Connaissant la composition chimique des aliments, on dressera un barème qui donnera, pour chacun d'eux et pour

chaque cours, le prix de revient de l'unité de la substance utile. Les intersections des lignes affectées à chaque aliment montreront à partir de quel cours il faut renoncer à tel aliment pour préférer tel autre. Ce barème est identique à celui de la figure 13 comme construction et comme emploi: le charbon est en effet le « pain de l'industrie » et l'aliment le « combustible du corps humain ».

La détermination de la ration avantageuse a un intérêt considérable pour la nourriture des soldats, des malades des hôpitaux, des élèves des lycées, pour l'organisation des économats, des fourneaux économiques, pour l'alimentation des chevaux, du bétail, etc.

On peut citer, comme application de la méthode, les essais chrono-photographiques à l'aide desquels le Dr Marey a déterminé l'allure avantageuse de la locomotion humaine dans son laboratoire physiologique du Parc-aux-Princes.

En fixant par la photographie les trajectoires d'un marcheur et celles d'un coureur à diverses allures, on déduit le travail mécanique correspondant à chacune d'elles. On peut tracer ainsi des courbes exprimant en fonction de chaque cadence le chemin parcouru et le travail dépensé.

On voit sur ces diagrammes, qu'à partir d'une certaine limite dans les cadences vives, la dépense de travail croît rapidement; que pour la course, le travail total assez grand aux cadences les plus lentes, diminue d'abord quand la fréquence des pas augmente, pour s'accroître ensuite de nouveau. Il y a donc certaines cadences particulièrement favorables où la vitesse croît plus vite que la dépense de travail.

Cette allure avantageuse est indiquée par l'inflexion de la courbe du travail. Dans les conditions des expériences du Parc-aux-Princes, elle s'est trouvée égale à 120 pas à la minute pour la marche et à 214 pas pour la course.

Ces déterminations présentent un grand intérêt pour les déplacements des troupes; cette allure correspond au maximum d'effet utile; elle est fournie par des courbes géométriques, rigoureusement greffées sur des courbes expérimentales, c'est-à-dire qu'elle relève de la statistique géométrique.

La statistique géométrique peut donc intervenir utilement

chaque fois qu'il s'agit de trancher des questions délicates où la solution dépend d'éléments contradictoires dont la résultante est difficile à dégager. Son principal avantage est qu'elle ne se contente pas d'à peu près et qu'elle oblige ceux qui l'interrogent à commencer par se renseigner avec précision. Cette méthode, qui est d'une application facile quand on en connaît le maniement, n'a rien d'inaccessible à la grande majorité des industriels, des agriculteurs et des commerçants; elle devrait être d'un emploi usuel, pour les grands producteurs, chacun d'eux pouvant dresser des barèmes répondant à ses besoins particuliers et le mettant à même de diriger ses affaires d'une manière sûre.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
PRÉFACE.....	IX
Plan de l'ouvrage.....	1

INTRODUCTION

Notions préliminaires.....	3
Objet et but de l'Économie politique.....	3
Phénomènes économiques.....	4
Théorie d'Herbert Spencer.....	4
Théorie d'Auguste Comte.....	5
Économie politique théorique et Économie politique positive..	5
L'Économie politique et la Morale.....	5
L'Économie politique et le Droit.....	6
Les méthodes en Économie politique.....	6
Utilité de l'étude de l'Économie politique.	6

PREMIÈRE PARTIE

QUESTIONS HISTORIQUES

LIVRE I. — Histoire de l'Économie politique

Antiquité.....	7
Origine des doctrines économiques. — Mercantilisme.....	7
Colbertisme.....	7
Système de Law.....	8
L'Économie politique au XVIII ^e siècle.....	8
École anglaise.....	9
L'Économie politique au XIX ^e siècle.....	10

	Pages.
Théories contemporaines.....	11
École classique libérale.....	11
École socialiste.....	11
Socialisme théorique ou utopique.....	12
Socialisme scientifique.....	12
Anarchie. — École libertaire.....	13
Écoles interventionnistes. (École historique ou allemande : Socialisme de la chaire ou socialisme d'État; École catholique; École coopérative protestante; École solidariste).....	13

DEUXIÈME PARTIE

PRODUCTION DE LA RICHESSE

<i>Notions préliminaires</i>	16
Besoins.....	16
Utilité.....	17
Richesse.....	17
Valeur d'usage et valeur d'échange.....	18
Prix ou valeur d'échange.....	19

LIVRE II. — La production

Production des richesses.....	21
Facteurs de la production.....	21
Emplacement.....	21
Milieu physique.....	22
Situation géographique.....	22
Constitution du sol; richesses minérales.....	23
Matières premières.....	23
Réaction de l'homme sur la nature.....	24
Conditions géologiques.....	24

LIVRE III. — Le travail

Définition.....	25
Notion économique du travail.....	25
Travail intellectuel, invention et travail manuel ou musculaire.....	25
Productivité du travail : énergie, durée.....	26, 27
Circonstances d'ordre intellectuel : esprit de prévoyance; sécurité; liberté.....	28

	Pages.
Liberté du travail.....	28
Esclavage.....	28
Servage.....	29
Esclavage dans les colonies modernes.....	29
Castes.....	30
Corporations.....	30
Division du travail.....	32
Coopération sociale simple ou complexe.....	32
Division ou spécialisation des professions.....	32
Division des tâches.....	33
Spécialisation. — Dispersion.....	35
Rotation du travail.....	35
Division internationale du travail.....	37

LIVRE IV. — Le capital

Le capital au point de vue social.....	39
Capital productif.....	39
Classification des capitaux.....	40
Utilité et productivité du capital.....	40
Objections formulées contre le capital.....	41
Théorie du capital.....	41
Historique.....	43
Théorie collectiviste.....	43
Capital fixe et circulant.....	43
Formation du capital.....	46
Épargne et capital.....	46
Épargne au point de vue social.....	46
Phases de la production.....	47
Entrepreneur.....	48
Différents types d'entreprises.....	49
Société en nom collectif.....	50
Société en commandite.....	50
Société anonyme.....	51
Associations, coopération et services publics.....	53
<i>Différentes branches de la production :</i>	53
Classification des industries (industries extractives; industrie agricole; industrie manufacturière; transports; commerce.).....	53 et 54
Liens et importances des diverses industries.....	54
Transports. Productivité des transports.....	55
Commerce.....	56
Les machines dans l'industrie.....	57
Avantages et inconvénients du machinisme.....	57
Loi du rendement non proportionnel.....	61

	Pages.
<i>Organisation de la production :</i>	62
Régime autoritaire	62
Libre concurrence.....	62
Restrictions au régime de la libre concurrence.....	64
Monopoles de fait.....	65
Coalitions entre producteurs.....	65
Corners ou rings.....	65
Kartells ou pools	65
Le syndicat des houilles rhéno-westphalien.....	67
Le syndicat des fontes allemand.....	69
Syndicat allemand de l'acier.....	73
Trusts.....	77
Trust de l'acier	78
<i>Formes de la production :</i>	82
Grande industrie.....	82
Objections contre la grande industrie.....	84
Travail dans la grande industrie.....	85
Industrie à domicile salariée.....	85
Petite industrie.....	87
<i>Industrie agricole :</i>	87
Faire-valoir.....	87
Amodiation.....	88
Principe fondamental et évolution de l'industrie agricole....	90
Culture extensive.....	90
Rotation.....	91
Culture intensive.....	91
Grande et petite culture.....	91
Associations agricoles.....	93
Syndicats agricoles	93
Coopératives agricoles de vente.....	93
Associations syndicales de propriétaires.....	94
Concentration et intégration.....	95
Spécialisation et intégration industrielle.....	95
Concentration commerciale. — Les grands magasins.....	96
Concentration dans le commerce de banque.....	100
Concentration dans les assurances.....	104
Concentration dans l'agriculture.....	104
<i>Rapports de la production et de la consommation :</i>	105
Population.....	105
Population et puissance politique.....	107
Démographie : son objet.....	107
Natalité ; mortalité ; durée de la vie moyenne.....	107
Remèdes contre la dépopulation.....	108
Répartition de la population suivant l'âge et le sexe.....	109
Concentration de la population.....	110

	Pages.
Police préventive et répressive de la population.....	111
Enfants naturels ; tours ; assistance.....	112
Population et lois militaires.....	113
Crises économiques.....	116
Lois des débouchés.....	117
Théorie socialiste.....	117
<i>L'État et la production :</i>	118
Individualisme.....	118
Doctrines socialiste.....	119
Interventionnisme.....	120
<i>Intervention de l'État dans la production :</i>	121
Exploitations directes.....	121
Monopoles d'État.....	121
Monopoles fiscaux.....	121
Industries exploitées par l'État sous le régime de la libre concurrence.....	122
Domaine agricole de l'État.....	122
Biens agricoles communaux.....	123
Réglementation par l'État.....	123
Exploitation des mines. (Accession, invention, concession, régie directe).....	123, 124
Exploitation des chemins de fer. (Libre concurrence ; exploitation par l'État ; concession à des Compagnies ; bail à ferme).....	124, 125
Assistance de l'État.....	126
Règles municipales.....	127

TROISIÈME PARTIE

CIRCULATION DE LA RICHESSE

Notions générales.....	128
------------------------	-----

LIVRE V. — Valeur et prix

Théorie de l'échange et de la valeur.....	129
L'échange.....	129
Valeur d'échange et prix.....	129
Caractère de la valeur d'échange.....	130
Utilité de l'échange.....	130

	Pages.
Formation de la valeur : loi de l'offre et de la demande.....	131
Prix courant.....	132
Prix normal.....	132
<i>La monnaie :</i>	133
Notions générales sur la monnaie; achat-vente et échange direct; troc.....	133
Fonctions et qualités de la monnaie.....	134
Histoire de la monnaie.....	135
Nature de la monnaie.....	135
Crises monétaires.....	138
Variations des prix; dépréciation du numéraire.....	138
Théorie mercantile de la monnaie.....	140
Production des métaux précieux dans le monde.....	141
L'argent.....	147
Papier-monnaie.....	150
Systèmes monétaires.....	153
Étalon monétaire; monnaies conventionnelles et d'appoint....	154
Monnaie droite, forte, faible.....	155
Rôle de l'État en matière monétaire.....	155
Monnayage.....	155
Loi de Gresham.....	157
Monométallisme et bimétallisme.....	158
Système monétaire français.....	160
Crises monétaires et financières.....	161
Union latine.....	161
Situations monétaires de la France et de l'Allemagne.....	163
Rapport des valeurs des pièces d'argent françaises et du métal argent.....	164

LIVRE VI. — Crédit

Opérations de crédit.....	165
But du crédit.....	166
Moyens de développer le crédit.....	167
Lettre de change.....	167
Billet à ordre.....	169
Banques.....	170
Banques modernes.....	171
Dépôts.....	171
Virements.....	171
Comptes courants, chèques.....	171
Ouvertures de crédit.....	174
Prêts sur titres.....	174
Escompte des effets de commerce.....	174
Causes d'élévation du taux de l'escompte.....	176
Banquiers et capitalistes.....	176

	Pages.
Classification des banques.....	177
Banques d'émission; billets de banque.....	177
Avantages du billet de banque.....	178
Surveillance des banques d'émission.....	180
Réglementation de l'émission.....	180
Liberté des banques d'émission.....	181
Banques d'Écosse.....	181
Banques des États-Unis.....	182
Système du monopole. Banque de France.....	184
Opérations de la Banque de France.....	185
Limite du pouvoir d'émission de la Banque de France.....	186
Banque d'Angleterre.....	189
Banques d'État.....	192
Banque de l'empire d'Allemagne (Reichsbank).....	192
Banque Impériale de Russie.....	193
Banque nationale Suisse.....	194
Inconvénients des Banques d'État.....	197
Change.....	197
Cours du change.....	198
Limite supérieure du change; point d'or (Gold point).....	200
Indications fournies par le change aux commerçants et aux banquiers.....	202
Crédit réel.....	203
Crédit immobilier ou hypothécaire.....	203
Crédit Foncier de France.....	205
Crédit agricole.....	206
Crédit populaire.....	207
Crédit agricole en France.....	208
Crédit mobilier; monts-de-piété; magasins généraux; warrants agricoles.....	209
<i>Crédit public :</i>	210
Définition du crédit public.....	210
Dette perpétuelle ou consolidée.....	211
Système d'émissions, négociations en banque et souscriptions publiques.....	213
Emprunts à longue échéance. Dette flottante.....	214
Crédit de l'État.....	215
La dette publique en France.....	216
Bons du Trésor. Annuités terminables.....	216
Rentes ou obligations amortissables.....	217
Amortissement des rentes perpétuelles.....	219
Conversion des dettes.....	220
Comptes de liquidation. Ressources du budget extraordinaire.....	221
Emprunts extérieurs; protection de l'Épargne nationale.....	221
Déviation du crédit public. Banqueroutes.....	222

	Pages.
Concordats, consolidations	223
Emprunts forcés	223

LIVRE VII. — Outillage national, transports et travaux publics

Outillage national.....	224
Voies de communication et transports	225
<i>Travaux publics :</i>	226
Notions générales.....	226
Productivité des Travaux publics.....	227
Modes d'exécution des Travaux publics.....	227
Coût du transport.....	229
L'État et les transports.....	230
Routes	230
Péages.....	231
Circulation sur les routes.....	231
Navigation intérieure.....	231
Ports maritimes.....	237
Chemins de fer.....	239
Importance économique des chemins de fer.....	239
Les chemins de fer en France.....	242
Conventions de 1883.....	245
Plans d'ensemble des réseaux.....	245
Systèmes d'exploitation des chemins de fer : système fran- çais.....	246
Contrôle de l'État sur les compagnies concessionnaires.....	247
Droits de reprises de l'État sur les lignes concédées.....	248
Résultats généraux de l'exploitation des chemins de fer.....	249
Constitution financière des Compagnies.....	251
Opérations financières de la Compagnie des chemins de fer de l'Est (1912).....	254
Type allemand.....	269
Type anglo-américain.....	271
Réseau ferré anglais.....	271
Réseau ferré des États-Unis.....	273
Critique des différents systèmes.....	274
Exploitation en régie ; compagnies fermières.....	275
Régie directe.....	275
Mode d'exploitation après rachat : exploitation par l'État ; ses avantages et ses inconvénients.....	276
Chemins de fer d'intérêt local.....	278
Tramways	280
Chemins de fer industriels ; embranchements particuliers... ..	281
Industrie du matériel roulant.....	282
Transport de la pensée.....	283

	Pages.
Postes, Télégraphes, Téléphones. Télégraphie sans fil.....	283
Les stations de télégraphie sans fil au début de 1912.....	285

LIVRE VIII. — Commerce

Commerce intérieur.....	287
Diverses branches du commerce	287
Le commerce moderne.....	287
Commerce de gros et de détail	288
Bourses de commerce. Fonctionnement des bourses.....	289
Organisation des bourses.....	290
Marché officiel et marché libre.....	292
Bourses de marchandises en France.....	293
Opérations de Bourse. Marchés au comptant et à terme.....	295
Différentes variétés de marchés à terme.....	296
Report	298
Marché à option (Stellage).....	300
Marchés à terme dans les bourses de marchandises.....	301
Critique de la spéculation.....	301
<i>Commerce extérieur :</i>	303
Définition.....	303
Actes de commerce international.....	303
Théorie de la balance du commerce.....	304
Théorie de Ricardo.....	308
Théorie de Stuart Mill.....	309
Doctrines modernes.....	310
Libre-échange.....	310
Protection.....	311
Tendance moderne vers le protectionnisme.....	313
Réglementation du commerce extérieur.....	314
Retour aux idées de protection en 1870.....	314
La protection à l'étranger.....	315
Législation douanière en France. — Tarifs des douanes. — Tarif général. — Tarif conventionnel.....	315, 316
Double tarif de 1892.....	316
Droits de douane.....	317
Loi du cadenas (1897).....	319
Exemptions de droits de douane. Transit.....	319
Entrepôts.....	319
Réexportation des matières premières.....	320
Drawback	320
Ports francs.....	320
Rapports de la France et de ses colonies.....	321
Rapports de la France avec l'étranger.....	322
Politique douanière à l'étranger. Angleterre	322

	Pages.
Allemagne.....	325
Système des spécialisations.....	325
États-Unis.....	325
Primes.....	326
Primes à la production.....	326
Primes à la sériciculture.....	327
Primes à l'exportation.....	327
Statistiques douanières.....	328
Principaux pays avec lesquels la France échange des produits.....	330
Réforme douanière de 1910.....	331
Marine marchande.....	333
Causes d'infériorité de la marine marchande en France.....	335
Protection de la marine marchande. Primes.....	335
Compagnies françaises de navigation.....	339
Chantiers de construction navale.....	340
Colonisation.....	344
Utilité de la colonisation.....	345
Conditions de prospérité des colonies.....	345
Gouvernement et administration.....	345

QUATRIÈME PARTIE

RÉPARTITION DE LA RICHESSE

Notions préliminaires.....	347
----------------------------	-----

LIVRE IX. — La Propriété

Histoire de la propriété.....	348
Communauté agraire.....	348
Propriété familiale.....	348
Propriété régaliennne ou féodale.....	349
Propriété individuelle.....	349
Les chutes d'eau en France et leur utilisation.....	350
Propriété minière.....	362
Propriété des offices ministériels.....	367
Limitation de la durée.....	367
Formes anciennes de propriété.....	367
Propriété collective.....	368
Propriété collective de l'État.....	368
Propriété collective des communes.....	368

Propriété collective des établissements publics et des associations.....	368
Valeur économique de la propriété mobilière et immobilière en France.....	369
Morcellement et concentration de la propriété foncière.....	370
La propriété en France.....	371
Morcellement en France.....	371
Partage égal des biens.....	371
Concentration de la propriété.....	372
Avantages de la petite propriété.....	373
Lois agraires.....	373
Lois favorables à la petite propriété.....	376
Moyens d'éviter le morcellement.....	376
Lois favorables à la grande propriété.....	377
Critique de la propriété individuelle; doctrines socialistes.....	377
Communisme.....	377
Collectivisme.....	378
Socialisme agraire.....	380
Justification de la propriété individuelle. Droit naturel.....	380
Théorie du travail.....	381
Théorie de la loi.....	382
Théorie de l'occupation.....	382
Justification économique.....	383
Droit de tester, succession « ab intestat ».....	384
Conventions. Liberté des conventions; libre concurrence.....	384
Régime capitaliste.....	385
Part du propriétaire foncier: fermage, loyer.....	386
Rente du sol.....	387
Cause de la rente.....	387
Loi de la rente (Ricardo).....	391
Nationalisation du sol.....	392
Part de l'État dans la répartition des richesses. Impôts.....	393
Définition. — Principe et nature de l'impôt.....	393
Matière imposable: effets généraux de l'impôt.....	394
Assiette et incidence de l'impôt.....	395
Classification des impôts. — Impôts uniques et impôts multiples.....	395
Proportionnalité et égalité des sacrifices.....	396
Impôt unique sur le revenu.....	397
Projet d'un impôt national français sur le revenu.....	403
Projet allemand d'impôt sur le revenu.....	403

LIVRE X. — Part du capital

Part du capital. Intérêt.....	405
Légitimité du prêt à intérêt.....	405

	Pages.
Législation moderne. Objections des socialistes	406
Taux de l'intérêt	406
Limitation du taux de l'intérêt	407
Tendance du taux de l'intérêt	408
Conséquences de la baisse de l'intérêt	408
Limite de la baisse de l'intérêt	408
Part de l'entrepreneur : profit	409
Profit : intérêt et salaire	409
Théorie du profit	409
Justification du profit	410
Détermination du profit	410
Avenir du profit	411

LIVRE XI. — Part du travail

Part de l'ouvrier : Salaire	412
Nature du salaire	412
Salaire au temps	413
Salaire à la tâche et aux pièces	413
Système Taylor	415
Echelle mobile des salaires	419
Commandite industrielle, contrat d'équipe	420
Participations aux bénéfices	420
Participation au capital (Copartnership)	421
Actionnariat ouvrier	422
Taux des salaires : loi de l'offre et de la demande	427
Salaire nominal ; salaire réel	428
Variation du salaire nominal	428
Taux des salaires en France	429
Théorie du salaire naturel de Ricardo (Loi d'airain de Las-salle)	429
Théorie du fonds des salaires (Wage fund)	431
Productivité du travail	432
Associations coopératives	432
Équitables pionniers de Rochdale	432
École de Nîmes	433
Les coopératives et le parti socialiste	433
Sociétés de consommation personnelle	434
Sociétés coopératives de consommation	435
Les sociétés d'assurances mutuelles agricoles	438
La nouvelle législation des habitations à bon marché	441
Rapports juridiques et économiques du travail et du capital ; contrat de travail	444
Placement des travailleurs	445
Placement gratuit par les syndicats ouvriers et mixtes	445
Contrat collectif de travail	447

	Pages.
Coalitions et grèves	448
Coalisation et association	448
Lock out patronal	448
Les faits de grève	449
La grève et le contrat de travail	450
Causes des grèves	450
Conséquences des grèves	451
Moyens de prévenir les grèves ; conciliation et arbitrage	452
Syndicats professionnels	459
Conditions de formation des syndicats	459
Objet des syndicats	459
Personnalité des syndicats	460
Action du syndicat sur ses membres	461
Unions de syndicats	461
Bourses du travail	461
Comparaison des syndicats	461
Loi de 1901	462
Résultats généraux de la loi de 1884	462
Le mouvement syndical en France	463
Syndicats jaunes	468
Les syndicats à l'Etranger	469
Groupements internationaux d'ouvriers	470
Protection légale des travailleurs	470
Initiative privée ; ligues sociales d'acheteurs	471
Protection des salaires ; économats patronaux	471
Truck system	472
Amendes et malfaçons	473
Marchandage	473
Minimum de salaire (<i>Living fee</i>)	473
Durée du travail	474
La question des trois huit	475
Repos hebdomadaire	475
Travail de nuit	466
Hygiène et sécurité des travailleurs	476
Réparation des accidents du travail ; risques professionnels	482
Ententes internationales	483
Conférences diverses	484
Socialisme	485
Théories socialistes	485
Histoire des doctrines socialistes	486
Saint-Simonisme	487
Fouriérisme	488
Le socialisme en 1848	489
Forme moderne du socialisme : collectivisme	490
Théorie de la valeur	491

Théorie de la plus-value	Pages. 492
La société d'après les principes du collectivisme.....	493
Objections contre le collectivisme.....	494

CINQUIÈME PARTIE

CONSOMMATION DE LA RICHESSE

LIVRE XII. — La consommation

Consommation de la richesse.....	495
Consommation improductive.....	495
Consommation, production, circulation.....	495
Avarice et prodigalité.....	496
Luxe.....	497
Consommation reproductrice.....	498
Épargne.....	498
Caisses d'Épargne.....	501
Institutions de prévoyance.....	503
Contrat d'assurance.....	503
Assurance sur la vie.....	503
Assurance contre le chômage.....	504
Sociétés de secours mutuels.....	504
Développement de la mutualité en France ; répartition géographique de la mutualité ; grandes branches de la mutualité ; mutualités interdépartementales ; effectif et budget des Sociétés d'adultes.....	505 à 510
Rôle de l'État en matière de prévoyance.....	510
Assistance par l'État.....	510
Principes de la législation française.....	511
Retraites ouvrières.....	511
État actuel de la législation en France.....	512
Loi de 1910 sur les retraites ouvrières.....	512

SIXIÈME PARTIE

STATISTIQUE

LIVRE XIII. — Généralités

Histoire de la Statistique.....	Pages. 517
Doctrines statistiques.....	518

LIVRE XIV. — Nature et méthodes de la statistique

Objet de la statistique.....	520
Données de la statistique. Coefficients et moyennes.....	521
Établissement des statistiques.....	526
Opérations préparatoires.....	526
Dénombrement ou recensement proprement dit.....	527
Dépouillement des chiffres obtenus au cours des opérations de recensement.....	527
Établissement de documents exprimant les résultats du dépouillement.....	528

LIVRE XV. — Organisation de la statistique officielle en France

Services publics d'Etat.....	531
Ministère du Commerce et de l'Industrie.....	532
Ministère de l'Agriculture.....	534
Renseignements agricoles.....	536
Affaires techniques.....	536
Statistique agricole et subsistances.....	537
Ministère des Finances.....	538
Ministère des Travaux Publics et des Postes et Télégraphes.....	540
Ministère des Colonies.....	540
Ministère de l'Intérieur.....	541
Ministère des Affaires Étrangères.....	541
Ministère de la Justice.....	541
Ministère de l'Instruction Publique et des Beaux-Arts.....	542
Ministère de la Guerre.....	542
Ministère de la Marine.....	543
Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.....	543
Services publics municipaux.....	544

LIVRE XVI. — Statistique graphique

	Pages.
Représentations graphiques et statistique comparative.....	546
Cartogrammes.....	547
Cartogrammes à teintes dégradées.....	548
Cartogrammes à éléments représentatifs échelonnés.....	552
Cartogrammes tabulaires.....	553
Diagrammes.....	553
Courbes de succession.....	554
Graduation en nombres absolus.....	557
Courbes de distribution.....	559

LIVRE XVII. — Applications commerciales, industrielles
et financières de la statistique

Statistique industrielle, commerciale et financière.....	564
--	-----

BIBLIOTHÈQUE DU CONDUCTEUR

DE

TRAVAUX PUBLICS

PUBLIÉE

SOUS LES AUSPICES

DE

**MM. les Ministres des Travaux publics, de l'Agriculture,
de l'Instruction publique,
du Commerce et de l'Industrie, de l'Intérieur,
des Colonies, de la Justice.**

ENSEMBLE DES CONNAISSANCES

INDISPENSABLES AUX CONDUCTEURS DES PONTS ET CHAUSSÉES

ET CONDUCTEURS MUNICIPAUX, AGENTS VOYERS,

CONTRÔLEURS DES MINES, CHEFS DE SECTION, ARCHITECTES VOYERS, ENTREPRENEURS

CONDUCTEURS DE TRAVAUX, CHEFS DE DISTRICT, INSPECTEURS,

VÉRIFICATEURS, ETC.

Programme. — Conditions de souscription.

Abrégé de la table des matières des volumes.

PARIS

H. DUNOD ET E. PINAT, ÉDITEURS

47 et 49, Quai des Grands-Augustins

1914

CONDITIONS DE SOUSCRIPTION

Tous les volumes de la Bibliothèque du Conducteur des Travaux publics, dont chaque page contient la matière des livres grand in-8°, sont de format in-16 (19 x 13), composés avec des caractères neufs, de lecture facile, imprimés sur beau papier, pourvus d'une solide et élégante reliure en peau souple ; ils peuvent être aisément portés sur les travaux.

Pour éviter les surprises désagréables auxquelles ont souvent donné lieu les souscriptions à certaines publications de longue haleine par l'augmentation inattendue du nombre de volumes et du prix prévu, nous avons décidé de fixer dès maintenant la quantité des livres à paraître, leurs prix et les conditions de souscription : soit à la collection entière, soit à un certain nombre de volumes.

Les prix de SOUSCRIPTION que nous indiquons sur le programme ci-contre représentent un maximum : dans aucun cas ils ne pourront être dépassés pour les volumes demandés avant leur apparition. Ils seront, au contraire, diminués si le développement de la question traitée n'atteint pas le nombre de pages et de figures sur lesquelles nous avons basé ces prix.

Avantages des souscriptions immédiates. — Toutefois nous nous réservons d'augmenter le prix de vente, suivant l'importance des ouvrages, pour les exemplaires qui nous seront demandés après l'apparition des volumes ; les nombreuses personnes susceptibles d'acquiescer un, plusieurs ou l'ensemble des livres de notre Bibliothèque ont donc grand intérêt à nous adresser, dès maintenant, la liste des livres qu'elles désirent recevoir. Plus élevé sera le nombre des souscripteurs, plus grands seront les soins que nous apporterons, à la satisfaction de tous, dans l'exécution, plus parfaite encore, de nos éditions.

Souscription complète. — Nous acceptons, dès à présent, des souscriptions à la collection entière, qui comprendra 73 volumes, au prix ferme de 590 francs, payables 50 francs en souscrivant et 25 francs par mois ou 75 francs par trimestre. Ce prix réduit de 590 francs représente une réduction de plus de 30 0/0 sur le prix des volumes achetés séparément.

Clients étrangers. — Nos clients étrangers, moins intéressés aux divers volumes traitant des questions de droit et d'administration, peuvent souscrire à la partie technique seule pour un prix ferme de 490 francs, payables 50 francs en souscrivant et 75 francs par trimestre. Les questions de droit et d'administration, 19 volumes, sont indiquées en caractères penchés sur le programme.

Souscription à 10 volumes et au-dessus. — La demande de 10 volumes au moins, parus ou à paraître, donne droit à une réduction, sur les prix forts marqués au programme, de 10 0/0 pour 10 à 19 volumes, de 15 0/0 pour 20 volumes et au-dessus ; le paiement a lieu par versements trimestriels de 1/8^e environ du montant total de la souscription, ou mensuels de 1/20^e.

Souscription à une section. — Les prix de souscription de chacune des sections sont indiqués au programme et sont payables 15 francs par trimestre.

Paiements. — Les paiements ne seront jamais anticipés : ils seraient suspendus jusqu'à l'apparition de nouveaux volumes, si le montant net des livres reçus n'était acquitté entièrement. Nos souscripteurs sont priés de joindre à leur commande le montant approximatif de leur premier versement.

Expédition. — Les volumes parus sont expédiés de suite. Les volumes à paraître seront envoyés aussitôt parus.

EXTRAIT DE LA TABLE DES MATIÈRES

DES 72 VOLUMES PARUS

Vendus séparément aux prix indiqués et pouvant être payés en deux fois : la moitié un mois après la réception du volume, l'autre moitié trois mois après le premier versement.

(La Table complète des matières de chacun des volumes parus est envoyée gratuitement sur demande.)

MATHÉMATIQUES, par Georges Dariès, ingénieur de la Ville de Paris, licencié ès sciences mathématiques, 2^e édition. Gr. in-16 de 550 pages, avec 310 fig. 12 fr.

ANALYSE : Compléments d'algèbre. Calcul différentiel. Calcul intégral. Théorie des équations.

GÉOMÉTRIE : Géométrie à deux dimensions. Calcul graphique. Géométrie à trois dimensions.

MÉCANIQUE, HYDRAULIQUE, THERMODYNAMIQUE, par Georges Dariès, ingénieur de la Ville de Paris, inspecteur adjoint de la distribution des eaux. 2^e édition. Gr. in-16 de 804 pages, 527 figures et 5 planches. 15 fr.

MÉCANIQUE RATIONNELLE : Cinématique. Statique. Dynamique. **HYDRAULIQUE** : Hydrostatique. Hydrodynamique. Orifices. Ajutages. Déversoirs. Tuyaux de conduite. Canaux et rivières. Résistance des liquides. Mouvements ondulatoires. Écoulement souterrain. **THERMODYNAMIQUE** : Principes fondamentaux. Gaz parfaits. Vapeurs saturées. Écoulement des gaz.

CHIMIE ET PHYSIQUE appliquées aux travaux publics (analyses et essais des matériaux de construction), par J. Malette, conducteur chimiste à l'Ecole nationale des Ponts et Chaussées. *Edition modifiée*. Gr. in-16 de 319 pages avec 172 figures. 12 fr.

RAPPEL DE QUELQUES NOTIONS DE CHIMIE : Lois et principes. Opérations analytiques. Méthodes d'analyse. Réactifs. Classification des métaux. Réactions des corps. **RAPPEL DE QUELQUES NOTIONS DE PHYSIQUE** : Propriétés de la matière. Pesanteur. Propriétés mécaniques des corps. Hydrostatique. Chaleur. Optique. Électricité. **ANALYSE ET ESSAIS DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION** : Pierres naturelles. Calcaires. Ardoises. Amendements. Terres. Sables. Bitumes. Asphaltes. Goudrons. Bois. Charbons. Chaux et ciments. Trass et pouzzolanes. Plâtres. Mortiers et bétons. Argiles. Briques et tuiles. Fers. Fontes et aciers. Cuivre. Alliages. Zinc. Blanc de zinc. Plomb. Céruse. Minium. Aluminium. Nickel. Verres. Eaux potables. Appendice.

RÉSISTANCE DES MATÉRIAUX APPLIQUÉE AUX CONSTRUCTIONS. Méthodes pratiques par le calcul et la statique graphique, par E. Aragon, ingénieur des arts et manufactures.

Tome I^{er} : Gr. in-16 de 662 pages avec 387 fig. 15 fr.

Préliminaires. Principes de statique graphique. Poutres droites à âme pleine sur deux appuis libres ou encastrés. Applications de la statique graphique dans l'étude des poutres posées sur deux appuis libres. Calculs complets de passerelles, de ponts pour voies de terre et de fer. Cahier des charges. Règlements.

Tome II : Gr. in-16 de 752 pages avec 370 figures. 15 fr.

Poutres à travées solidaires. Arcs. Ponts suspendus. Piles métalliques. Assemblage des pièces et appareils d'appui. Accessoires divers et pièces de machines. Renseignements divers relatifs au calcul des ponts métalliques.

Tome III : Gr. in-16 de 572 pages avec 252 figures. 12 fr.

Poutres de hauteur variable. Ponts mobiles. Constructions métalliques des ouvrages hydrauliques. Intégration graphique théorique et appliquée à la résistance des matériaux. Règlement relatif aux halles à voyageurs et à marchandises des chemins de fer. Instructions ministérielles relatives à l'emploi du béton armé.

TOPOGRAPHIE appliquée aux travaux publics, par E. Prévot, conducteur des ponts et chaussées, faisant fonctions d'ingénieur au service du nivellement général de la France, suivi d'un Appendice relatif à la TOPOGRAPHIE EXPÉDIÉE, par O. Roux, conducteur des ponts et chaussées.

Tome I^{er} : Instruments. Gr. in-16 de 438 pages avec 272 fig. et 1 pl. 12 fr.

NOTIONS PRÉLIMINAIRES : Théorie des erreurs. Etude de quelques organes d'instruments. Mires et stadias. **MESURE DES ANGLES :** Mesure des angles horizontaux et verticaux. **MESURE DES DISTANCES :** Mesure directe des distances. Stadimétrie ou mesure indirecte des distances. **MESURE DES ANGLES OU NIVELLEMENT :** Nivellement direct ou géométrique. Nivellement trigonométrique. Nivellement barométrique. **MESURE SIMULTANÉE DES ANGLES VERTICAUX, DES ANGLES HORIZONTAUX ET DES DISTANCES :** Théodolites. Tachéomètres. **INSTRUMENTS POUR LEVERS SOUTERRAINS ET TOPOGRAPHIE EXPÉDIÉE.**

Tome II : Méthodes. Gr. in-16 de 572 pages avec 262 fig. et 5 pl. dont 4 en couleurs. 15 fr.

ETUDE GÉNÉRALE DES MÉTHODES : Effets de la courbure de la terre. Méthodes fondamentales de levé relatives à la planimétrie et au nivellement. Méthodes appropriées aux instruments et particularités d'emploi de ces derniers. Règles générales qui président à l'application des méthodes fondamentales aux levés étendus. Canevas et détails. **NOTIONS D'ASTRONOMIE ET DE GÉODÉSIE :** Applications topographiques de l'astronomie. Détermination de la méridienne. Géodésie. Triangulation. **APPLICATIONS :** Levé des plans d'études. Levé de plans parcellaires et cadastraux. Nivellement général de la France. Levés souterrains. Liste des modèles de tableaux de calculs, avec exemples numériques. **LEVÉS EXPÉDIÉS. LEVÉS SPÉCIAUX :** Etude du terrain. Application des méthodes et des instruments aux divers genres de levé. Le dessin topographique. Lecture et emploi des cartes topographiques.

TRAVAUX GRAPHIQUES, par Emile Jaulin, sous-ingénieur des ponts et chaussées. Gr. in-16 de 474 pages avec 740 figures et 8 planches. 12 fr.

Géométrie descriptive. Tracé des ombres. **Perspective.** **Charpente.** **Coupe des pierres.** Gnomonique. Dessin géométrique. **Lavis théorique.**

MAÇONNERIES, par Eugène Simonet, conducteur des ponts et chaussées. Gr. in-16 de 442 pages avec 102 fig. 10 fr.

PIERRES NATURELLES : Granits et porphyres. Roches volcaniques. Schistes. Grès. Silex. Meulière. Pierres calcaires. Marbres. Résistance des pierres. **Travail des pierres :** sciage, taille, machines à travailler la pierre.

PIERRES ARTIFICIELLES : Argiles. Marne. Briques : ordinaires, réfractaires, briques légères réfractaires, creuses, vernissées. **CHAUX. CEMENTS. MORTIERS :** Pierres calcaires. Chaux. Chaux hydrauliques artificielles. Ciments. Pouzzolanes. Laitiers. Analyse chimique : pierres, chaux, ciments, Mortiers : description, résistance. Plâtre. **MAÇONNERIES :** Maçonnerie : de pierre, moellons, meulière, brique. Construction en fer et ciment. Ciment métallique. Bitume et asphaltes.

APPENDICE : Devis et cahier des charges. Tableaux des principaux granits, porphyres, pierres volcaniques, grès français et pierres calcaires de France.

BOIS ET MÉTAUX, par E. Aucamus, ingénieur des arts et manufactures, attaché au service du matériel et de la traction des chemins de fer du Nord. Gr. in-16 de 335 pages avec 288 fig. 8 fr.

BOIS : Classification des bois. Qualités et défauts. Préparation des bois. Assemblages. Machines-outils. Résistance et essais des bois. **MÉTAUX :** Notions générales de métallurgie. Fer. Fonte. Acier. Fabrication des fers spéciaux et des tôles. Travail des métaux. Machines-outils. Assemblages divers. Rivure. Essai et résistance des métaux.

TRACE ET TERRASSEMENTS, par P. Frick, ingénieur des constructions civiles, chevalier du Mérite agricole, et J.-L. Canaud, conducteur des ponts et chaussées, chef de section des chemins de fer. Gr. in-16 de 669 pages, avec 317 fig. 15 fr.

TRACE : Considérations générales. Etude et détermination d'un tracé. Comparaison des tracés. Détermination définitive du plan et du profil en long. Cubature des terrasses. Calcul des profils en travers. Mouvement des terres.

EXÉCUTION DES TERRASSEMENTS : Mode d'exécution des déblais ou remblais : Des sondages. Des déblais. Des remblais. Transports. Organisation d'un chantier

de terrassements : Chantiers à la brouette, au tombereau, aux wagonnets avec traction par chevaux, aux grands wagons sur voie de 1 mètre, de déchargement : exécution des remblais. Assainissements. Drainages. Réparations : Assainissements et drainage des tranchées : Des talus de déblais. Murs de soutènement : exécution des remblais. Réparations des éboulements. Entretien des terrassements. Opérations sur le terrain. Méthodes nord-américaines de terrassements. Courbes de raccordements. Raccordements paraboliques. Formules des principaux cas de raccordements.

FOUILLES ET FONDATIONS, par P. Frick, ingénieur des constructions civiles. Gr. in-16 12 × 18 de 500 pages, avec 350 figures. 12 fr.

GÉNÉRALITÉS. SONDAGES. FOUILLES ET FONDATIONS A L'AIR LIBRE : Fondations par fouilles directes jusqu'au solide. Assèchements des fouilles. Epuisements. Procédés divers d'assèchement. Fondations sur supports discontinus. Pieux et pilotis. Puits. Havage. Cas spéciaux. **FOUILLES ET FONDATIONS sous L'EAU :** Fouilles sous l'eau. Dragage. Dérochements. Batardeaux. Caissons. Fondations sous l'eau. Béton immergé. Radiers généraux. Pilotis. Havage. **AIR COMPRIMÉ :** Cloches. Scaphandres. Fondations par caissons à air comprimé. Caissons particuliers, amovibles, mobiles, en maçonnerie. Effets physiologiques de l'air comprimé, mesures hygiéniques. Déblais souterrains. Tunnels. Modes d'exécution. Procédés spéciaux. Tunnels en terrains difficiles. Accidents. **LE BÉTON ARMÉ :** Méthodes de calculs. Divers systèmes. Applications. Métal déployé.

DROIT CIVIL, par Louis Martin, avocat, professeur libre de droit. Gr. in-16 de 500 pages. 8 fr.

INTRODUCTION. — DES PERSONNES. — DES BIENS. — DES DIFFÉRENTES MANIÈRES DONT ON ACQUIERT LA PROPRIÉTÉ.

DROIT ADMINISTRATIF, par Paul Touzac, licencié en droit, rédacteur au Ministère des Travaux publics. Gr. in-16 de 511 pages. 9 fr.

NOTIONS GÉNÉRALES DE DROIT POLITIQUE OU CONSTITUTIONNEL : Les droits de l'homme et du citoyen. Organisation des pouvoirs publics, pouvoir législatif, pouvoir exécutif. **DROIT ADMINISTRATIF :** L'Etat. Le département. L'arrondissement. La commune. Le département de la Seine et les villes de Paris et de Lyon. L'Algérie, les colonies et les pays de protectorat. Les établissements publics et d'utilité publique. Indépendance de l'autorité administrative.

ÉCONOMIE POLITIQUE ET STATISTIQUE, par Ch. Lordier, ingénieur civil des mines. Gr. in-16 de 604 pages, avec 25 fig. 10 fr.

Historique. Production de la richesse. Travail. Capital. Circulation de la richesse. Valeur et prix. Crédit. Outillage national, transports et travaux publics. Commerce. Répartition de la richesse. Propriété. Part du capital. Part du travail. Consommation de la richesse. Statistique : Nature et méthodes. Statistique en France. Statistique graphique. Applications.

DROIT COMMERCIAL ET LÉGISLATION INDUSTRIELLE, par L. Martin, professeur libre de droit, membre de la Chambre des députés. Gr. in-16 de 671 pages. 10 fr.

DROIT COMMERCIAL. DU COMMERCE EN GÉNÉRAL. — DU COMMERCE MARITIME. — DES FAILLITES ET DES BANQUEROUTES ET DES LIQUIDATIONS JUDICIAIRES. — LÉGISLATION INDUSTRIELLE.

PROCÉDURE CIVILE ET DROIT PÉNAL, par L. Martin, avocat, professeur libre de droit. Gr. in-16 de 452 pages. 8 fr.

PROCÉDURE CIVILE. — DROIT PÉNAL. CODE PÉNAL. — INSTRUCTION CRIMINELLE.

EXÉCUTION DES TRAVAUX PUBLICS, par E. Dardart, conducteur principal des ponts et chaussées. Gr. in-16 de 632 pages. 12 fr.

DES TRAVAUX PUBLICS AU POINT DE VUE DES FINANCES PUBLIQUES : Notions générales sur la comptabilité publique. Travaux exécutés : sur les fonds de l'Etat, des départements, communaux. Règlement général sur la comptabilité publique. Division des travaux publics. Dépenses des travaux publics.

DU MODE D'EXÉCUTION DES TRAVAUX PUBLICS : Notions générales. Les marchés

ou entreprises de travaux publics. Des rapports de l'Administration avec les propriétaires à l'occasion des travaux publics. **ANNEXES** : Ordonnances. Décrets.

ORGANISATION DES SERVICES DE TRAVAUX PUBLICS en France, par E. Campredon, ingénieur civil des mines. Gr. in-16 de 416 pages. 8 fr.

SERVICE DES PONTS ET CHAUSSÉES : Historique, organisation du personnel. Fonctions. Tenue des bureaux. — **SERVICE DES MINES** : Historique. Organisation du personnel. Fonctions. Tenue des bureaux. — **SERVICE DES CHEMINS DE FER** : Historique. Organisation du personnel. Fonctions. Tenue des bureaux. Service des chemins de fer de l'Etat. — **SERVICES D'INTÉRÊT COLLECTIF** : Service départemental. Service communal. Service de la ville de Paris. Services des associations syndicales. Services des autres travaux d'intérêt public. **SERVICES AUXILIAIRES** : Service colonial. Service des Ministères.

COMPTABILITÉ DES TRAVAUX PUBLICS et tenue des bureaux des services de ponts et chaussées, par E. Herbert, secrétaire-régisseur de l'Ecole nationale des mines. Gr. in-16 de 520 pages. 12 fr.

Règlement provisoire de 1878 sur la comptabilité des dépenses du Ministère des Travaux publics et nomenclature des pièces à produire aux trésoriers-payeurs généraux. Lois et règlement sur le timbre de l'enregistrement. Règlement spécial de 1849 sur la comptabilité du ministère des Travaux publics mis à jour au 1^{er} janvier 1898. Frais divers de services. Instruction de 1879 sur la tenue des bureaux des services des Ponts et Chaussées, mis à jour au 1^{er} janvier 1898. Comptabilité des services d'architecture et des promenades et plantations de la ville de Paris. Retraites des cantonniers de l'Etat. Secours aux ouvriers blessés.

COMPTABILITÉ DÉPARTEMENTALE, VICINALE, COMMUNALE ET COMMERCIALE, par E. Dardart, sous-ingénieur des ponts et chaussées, A. Bonnal, ingénieur civil, et Ch. Orrier, expert comptable. Gr. in-16 de 778 pages. 12 fr.

COMPTABILITÉ DÉPARTEMENTALE. Du budget et des crédits. Des comptes du département. *Service hors budget. Comptabilité des recettes et des dépenses de la Ville de Paris.* **COMPTABILITÉ DES CHEMINS VICINAUX**. Comptabilité : de l'agent voyer cantonal; du régisseur comptable; de l'agent voyer en chef; du Maire; du receveur municipal; du Préfet, du Trésorier-payeur général. *Inventaire. Chemins vicinaux du département de la Seine.* **COMPTABILITÉ DES CHEMINS RURAUX**. Comptabilité : du Maire; des receveurs municipaux. **COMPTABILITÉ COMMUNALE**. Du budget. Du receveur municipal. **COMPTABILITÉ COMMERCIALE**. Comptes. Actes de commerce. *Participation aux bénéfices.*

ROLE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DES VOIES DE COMMUNICATION, par E. Campredon, ingénieur civil des mines, inspecteur départemental du travail dans l'industrie. Gr. in-16 de 515 pages. 10 fr.

LE RÔLE ÉCONOMIQUE DES VOIES DE COMMUNICATION : Les routes. Les voies ferrées. Les voies navigables. Les voies maritimes. Les voies électriques.

LE RÔLE SOCIAL DES VOIES DE COMMUNICATION.

RAPPORTS DE SERVICE, par A. Dardart, sous-ingénieur des ponts et chaussées en retraite, et Ph. Dufour, commis principal des ponts et chaussées, et **STENOGRAPHIE**, par Zryd, conducteur des ponts et chaussées. Gr. in-16 de 716 pages avec figures. 12 fr.

Rapports et style en général. Mots et images. Phrases et figures. Considérations générales sur les langues et les mots. Archaismes. Synonymes. Solécismes. Citations latines et étrangères. Homonymes. Paronymes. Verbes. Ponctuation. Orthographe. Liaisons. Logique. Morale. Disposition d'un rapport. Documents, discours et rapport. — *Sténographie, Dactylographie, Langues universelles.*

HYGIÈNE et secours et premiers soins à donner aux malades et aux blessés, par le docteur J. Noir, professeur des Ecoles municipales d'infirmières de la Ville de Paris. Gr. in-16 de 320 pages avec 79 fig. 7 fr. 50

Hygiène générale. Les milieux naturels : *L'atmosphère, sa composition, ses propriétés. Le sol, l'eau, les climats.* Les milieux artificiels : *L'habitation. Les vêtements.* Alimentation : *Aliments solides, les boissons, art culinaire.* Hygiène du

corps : *Soins de propreté corporelle, Hydrothérapie, travail physique et intellectuel, gymnastique, sports, surmenages.* Hygiène publique. Hygiène industrielle et professionnelle : *Le milieu industriel, les dangers des matières mises en œuvre, influence de l'outillage sur l'ouvrier et dangers auxquels il expose, hygiène du bureau.* Secours et premiers soins à donner en cas d'accidents aux malades et aux blessés. Le corps humain et ses fonctions, soins et secours urgents, secours et soins aux blessés.

PONTS ET OUVRAGES EN MAÇONNERIE, par E. Aragon, ingénieur des Arts et Manufactures. Gr. in-16 de xii-562 pages, avec 377 figures. 15 fr.

Stabilité, résistance, conditions d'établissement et détails de construction des massifs de maçonnerie, murs de réservoirs, barrages-réservoirs, murs de soutènement, voutes, ponts, viaducs, ponts-canaux. Exemples et applications diverses. Circulaire prussienne relative aux constructions en ciment armé.

PONTS EN BOIS ET EN MÉTAL, par E. Aragon, ingénieur des Arts et Manufactures. Gr. in-16 de 522 pages, avec 459 fig. 15 fr.

Ponts et Charpentes en bois. Ponts en fer et en acier moulé. Ponts en fer et en acier laminé. Ponts suspendus. Ponts mobiles.

ROUTES ET CHEMINS VICINAUX, par O. Roux, conducteur des ponts et chaussées. Gr. in-16 de 575 pages avec 275 fig. 12 fr.

CLASSIFICATION DES VOIES DE TERRE : Dénomination des différentes voies. Etude sommaire de leurs diverses parties. Statistique. **PÉRIODE DES ÉTUDES** : Tracé. Rédaction de l'avant-projet. Rédaction du projet définitif. **TRAVAUX NEUFS ET D'ENTRETIEN** : Piquetage. Terrassements. Chaussées. Les cantonniers. Plantations. Le budget des routes. **CHEMINS VICINAUX** : Ressources et budgets. Les prestations. Le budget communal. Le budget départemental. Notes sur le cheval et la voiture.

LÉGISLATION DE LA VOIRIE ET DU ROULAGE, par L. Courcelle, avocat, et F. Brunswick, agent voyer principal du département de la Seine. Gr. in-16 de 825 pages. 12 fr.

Introduction et Historique : Distinction de la grande et de la petite voirie dans le droit actuel. Ouverture, redressement, classement et assiette des voies publiques. Administration des voies publiques. Régime des propriétés riveraines des voies publiques. Droits et obligations du public relativement aux chemins. Suppression des voies publiques. Chemins ruraux non reconnus et chemins d'exploitation. Annexes.

VOIE PUBLIQUE, par Georges Lefebvre, conducteur des ponts et chaussées, attaché au service municipal de la voie publique et du nettoyage de la ville de Paris. Gr. in-16 de 520 pages avec 140 fig. 12 fr.

Généralités : Tracé. Alignements. Chaussées pavées en pierre. Chaussées en empierrement. Chaussées en asphalte comprimé. Chaussées pavées en bois. Chaussées mixtes et diverses. Trottoirs et contre-allées. Travaux de viabilité. Nettoyement, arrosage et enlèvement des neiges et glaces. Pratique du service.

DISTRIBUTIONS D'EAU, par G. Dariès, conducteur au service des Eaux de Paris, licencié ès sciences, professeur d'hydraulique à l'Ecole spéciale des travaux publics. Gr. in-16 de 566 pages avec 400 fig. 15 fr.

Généralités. De la qualité des eaux. Eaux souterraines. Consommation. Puisage et captation des eaux. Adduction des eaux. Procédés de filtrage et d'épuration. Machines élévatoires. Réservoirs. Conduites de distribution. Appareils publics. Service dans la maison. Entretien des canalisations. Exploitation. Vente de l'eau. Annexes.

ASSAINISSEMENT DES VILLES ET ÉGOUTS DE PARIS, par Paul Wéry, chef du bureau du service des égouts. Gr. in-16 de 663 pages avec 434 fig. 18 fr.

ASSAINISSEMENT DES VILLES : Evacuation des eaux. Réservoirs de vidange. Canalisations spéciales. Système fonctionnant par simple gravitation. Système dit tout à l'égout. Projet d'assainissement d'une ville par le système du tout à l'égout. Entretien du réseau d'égouts et de canalisations. Extension du service de la distribution d'eau. De la salubrité des voies publiques. Utilisation agricole des eaux d'égouts. Prix composés applicables à la construction des égouts, canalisations, branchements de regards et de bouche, et réservoirs de chasse. Assainissement de l'habitation par le tout à l'égout. Devis estimatifs et types

divers d'assainissement de maisons. De l'assainissement dans certaines villes de France et de l'étranger. Assainissement de la Seine Devis et cahier des charges, bordereau de l'entreprise des travaux de maçonnerie, charpente, etc., du service d'assainissement.

LES ÉGOUTS DE PARIS.

PLANTATIONS D'ALIGNEMENT, PROMENADES, PARCS ET JARDINS PUBLICS, par G. Lefebvre, conducteur des ponts et chaussées, chef de circonscription des services techniques municipaux de la Ville de Paris. Grand in-16 de 357 pages avec 336 fig. et 1 pl. 11 fr.

INTRODUCTION : Règne végétal.

PLANTATIONS D'ALIGNEMENT : Dispositions des plantations et choix des essences. Exécution des plantations. Entretien des plantations. Maladies des plantations d'alignement. Renseignements statistiques.

PROMENADES ET JARDINS PUBLICS : L'art du dessinateur de jardins. Etude des projets de parcs et jardins publics. Construction d'un parc ou jardin public. Entretien des parcs et jardins publics. Projet de jardin public. APPENDICE.

ÉCLAIRAGE, par B. Saint-Paul, conducteur municipal, chef du service technique de l'éclairage de la 1^{re} section de la Ville de Paris, et L. Galine, ingénieur des arts et manufactures. Ouvrage médaillé par la Société d'encouragement pour l'industrie nationale. 2^e édition. Gr. in-16 de 697 pages avec 308 fig. 15 fr.

ECLAIRAGE AUX HUILES VÉGÉTALE ET MINÉRALES. — ECLAIRAGE AU GAZ. — ECLAIRAGE ÉLECTRIQUE.

RIVIÈRES CANALISÉES ET CANAUX, par Cuénot, ingénieur en chef des ponts et chaussées. Gr. in-16 de 904 pages, avec 459 fig. 20 fr.

RIVIÈRES CANALISÉES : Barrages fixes et mobiles. Ecluses. — **CANAUX** : canaux latéraux. Tracé. Consommation d'eau. Alimentation. Réservoirs. Ascenseurs. Plans inclinés. Ponts divers. Transformation. Entretien et exploitation.

PORTS MARITIMES, par De Cordemoy, ingénieur des Arts et Manufactures **Tome I^{er}**. Gr. in-16 de 576 pages avec 327 figures 15 fr.

Mer. Vents. Ondes liquides. Vagues. Marées. Les marées dans les fleuves. Courants. Côtes. Barres et deltas. Dragages. Protection des côtes. Généralités sur les ports. Etudes d'un établissement maritime. Ports. Ports à chasses naturelles. Ports à mûles convergents. Ports sur plage de sable. Ports à jetées. Fleuves et estuaires. Matériaux employés à la mer. Phares et balises. Bouées. Notions de cosmographie et de trigonométrie sphérique. Notions de navigation. Hydrographie. Navires.

Tome II. Gr. in-16 de 571 pages avec 360 figures 15 fr.

Procédés d'exécution. Travail à l'air comprimé. Construction des jetées. Mûles, digues et ouvrages extérieurs. Utilisation des ports. Ecluses. Murs de quais. Fondations des murs de quais. Accessoires des quais. Constructions de l'avenir. Canaux maritimes. Ponts mobiles. Ports naturels. Ports de refuge. Ports militaires. Exemples de ports. Prix. Notes diverses.

EXPLOITATION DES PORTS MARITIMES, par De Cordemoy, ingénieur des arts et manufactures. Gr. in-16 de 560 pages, avec 175 figures. 15 fr.

Généralités. Régime des ports en France. Ports français et étrangers. Les ports français. Installations générales. Hangars. Magasins et quais. Manutention dans les ports. Machinerie des ports. Divers. Réparation des navires. Cales. Formes de radoub. Docks flottants. Fermeture des bassins de radoub. Des droits de port. Développement de quelques ports. Règlements.

ZOOLOGIE APPLIQUÉE EN FRANCE ET AUX COLONIES, par le Dr Jacques Pellegrin, préparateur au Muséum d'histoire naturelle, et Victor Cayla, ingénieur agronome. Ouvrage médaillé par la Société des Agriculteurs de France. Gr. in-16 de 644 pages avec 282 fig. 12 fr.

ZOOLOGIE GÉNÉRALE : Divisions de la zoologie. Taxinomie. Protozoaires. Métazoaires. **ZOOLOGIE APPLIQUÉE** : Les poissons. Pisciculture en eaux libres. Pisciculture en étangs. Pisciculture industrielle. Les poissons marins et leur pêche. Astaciculture. Ostréiculture. Sériciculture. Apiculture. **COLLECTIONS ZOOLOGIQUES** : Leur but. Art de les former. Vertébrés. Invertébrés. **LES PRODUITS ANIMAUX DES COLONIES FRANÇAISES. LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION SPÉCIALES.**

LÉGISLATION DES EAUX, par L. Courcelle, avocat, et E. Dardart, sous-ingénieur des ponts et chaussées. Gr. in-16 de 954 pages. 15 fr.

Eaux pluviales, sources, eaux souterraines. Rivières flottables à bûches perdues. Cours d'eau navigables ou flottables par trains ou radeaux. Canaux de navigation. Irrigation. Alimentation en eaux des communes. Travaux de défense contre les eaux, endiguements. Etangs et marais. Mer territoriale et rivages de la mer. Ports maritimes de commerce. Eclairage et balisage des côtes. Marine marchande. **DOCUMENTS LÉGISLATIFS, ADMINISTRATIFS ET JUDICIAIRES.**

CHEMINS DE FER, CONSTRUCTION ET VOIE, par A. Sirot, conducteur principal des ponts et chaussées, ancien chef de section aux chemins de fer de l'Etat. Gr. in-16 de 495 pages avec 270 fig. et 12 pl. 12 fr. 50

ETUDES : *Projet de tracé et de terrassements, Avant-métré.*

CONSTRUCTION. **INFRASTRUCTURE** : Plate-forme : *Terrassements, Ouvrages d'art : Ponts et viaducs, souterrains, accidents sur les chantiers.*

SUPERSTRUCTURE : Voie. Gares et stations. Entretien et surveillance.

CHEMINS DE FER. LOCOMOTIVE ET MATÉRIEL ROULANT, par Maurice Demoulin, ingénieur des arts et manufactures. Gr. in-16 de 402 pages avec 215 fig. et 11 pl. 12 fr.

LA LOCOMOTIVE : Considérations générales. La chaudière. Le mécanisme. Le véhicule. Le tender et la locomotive-tender. Principaux types de locomotives. Description de quelques locomotives de construction récente. Les locomotives compound.

LE MATÉRIEL ROULANT : Considérations générales. Construction des voitures et wagons. Description de quelques types de voitures. Freins.

EXPLOITATION TECHNIQUE DES CHEMINS DE FER, par L. Galine, ingénieur des arts et manufactures, inspecteur à la Compagnie des chemins de fer du Nord. Gr. in-16 de 704 pages avec 309 fig. 16 fr.

AMÉNAGEMENT DES GARES : Service des voyageurs. Service des marchandises. Construction. **SIGNAUX** : Code des signaux. Construction. Concentration des leviers. Enclenchements. **MOUVEMENT DES TRAINS** : Marche des trains. Block-system. Voie unique. Vitesse des trains.

PRATIQUE DU SERVICE : Exploitation. Matériel et traction. Matériel. Voie.

EXPLOITATION COMMERCIALE DES CHEMINS DE FER : intérêt général, intérêt local, tramways, par A. Bonnal, directeur de la Compagnie des tramways à vapeur de l'Aude. Gr. in-16 de 1070 pages avec 233 fig. 16 fr.

Rôle de l'Etat. **Tarifs**. Délais d'expédition, de transport et de livraison. Impôts. Grande et petite vitesse. Transport de voyageurs. Bagages. Marchandises, etc. **Coûts postaux**. Tarifs français et étrangers. Responsabilité des compagnies, etc.

TRAMWAYS ET AUTOMOBILES, par E. Aucamus, ingénieur des arts et manufactures, sous-ingénieur à la Compagnie des chemins de fer du Nord, et L. Galine, ingénieur des arts et manufactures, inspecteur à la Compagnie des chemins de fer du Nord. 2^e édition, revue et considérablement augmentée. Gr. in-16 de 750 pages, avec 380 fig. 15 fr.

TRAMWAYS : Résistance à la traction. Voie. Matériel et traction. Tramways où l'énergie est produite directement sous le véhicule : à traction animale, à vapeur, chemins de fer à crémaillère. Tramways recevant l'énergie d'une usine centrale : Tramways funiculaires, tramways électriques par câbles. L'énergie produite dans une usine centrale est emmagasinée dans les véhicules : *Traction par accumula-*

teurs électriques, locomotives sans foyer, traction par l'air comprimé, tramways à gaz, systèmes divers. Les métropolitains de New-York, Londres, Berlin et Paris. AUTOMOBILES : Résistance. Automobiles à pétrole ; construction ; moteurs. Distribution. Carburateur. Régulation des moteurs à explosion. Echappement. Refroidissement. Allumage. Appareils de mise en marche. Essence. Benzol. Alcool. Naphthaline. Châssis. Suspension. Freins. Direction. Transmission. Changement de vitesse. Différentiel. Chaînes et cardan. Pont arrière. Organes divers. Voitures à vapeur. Automobiles électriques. Transports en commun. Poids lourds. Autobus et motorbus, etc. Formalités à remplir pour organiser un service d'automobiles.

LÉGISLATION DES CHEMINS DE FER ET DES TRAMWAYS, par R. Thévenez, docteur en droit, sous-chef de bureau au Ministère des Travaux publics, avec la collaboration de F. Manesse, docteur en droit. Grand in-16 de 564 pages 10 fr.

Chemins de fer d'intérêt général, chemins de fer d'intérêt local, Tramways ; Historique ; établissement et concessions ; régime financier ; exécution des travaux et entretien ; exploitation ; contrôle, etc. Métropolitain. Chemins de fer funiculaires. Chemins de fer industriels et miniers, etc.

CONTROLE DES CHEMINS DE FER ET DES TRAMWAYS, par J. de La Ruelle, avocat, rédacteur au Ministère des Travaux publics. Gr. in-16 de 733 pages 12 fr.

DROIT DE CONTRÔLE DE L'ÉTAT. ORGANISATION DU CONTRÔLE SUR LES CHEMINS DE FER : RÔLE ET ATTRIBUTIONS DES DIFFÉRENTS FONCTIONNAIRES : Contrôle technique : Contrôle commercial : Police : Contrôle du travail : Tenue des bureaux. Contrôle financier. Conseils, comités et commissions institués auprès du ministère des Travaux publics. CHEMINS DE FER DE L'ÉTAT. CHEMINS DE FER D'INTÉRÊT LOCAL ET TRAMWAYS. LIGNES DIVERSES : RÉSEAUX ALGÉRIENS ET TUNISIENS. PERSONNEL DU CONTRÔLE. Lois, décrets, arrêtés, ordonnances, etc.

GÉOLOGIE ET MINÉRALOGIE APPLIQUÉES. Les minéraux utiles et leurs gisements, par H. Charpentier, ingénieur civil des mines. Gr. in-16 de 643 pages avec 115 fig. 12 fr.

PRÉCIS DE GÉOLOGIE GÉNÉRALE AVEC ÉLÉMENTS DE MINÉRALOGIE ET DE PALÉONTOLOGIE. GÉOLOGIE APPLIQUÉE : Étude d'un gisement. Matériaux de construction. Minéraux employés dans la métallurgie. Le carbone et ses composés. Combustibles minéraux et hydrocarbures. Minéraux employés en agriculture. Minéraux employés dans les industries diverses. Métaux rares. Pierres précieuses, gemmes.

EXPLOITATION DES MINES, par Félix Colomer, ingénieur civil des mines. 2^e édition. Gr. in-16 de 344 pages avec 176 fig. 9 fr.

MISE EN EXPLOITATION : Exploitations faciles. Sondages. Aménagement du gîte. Méthode d'exploitation. EXTRACTION DU MINÉRAI : Abatage. Roulage. Extraction. SERVICES GÉNÉRAUX D'UNE EXPLOITATION : Épuisement des eaux. Aérage. Installations extérieures. Prix de revient. Avant-projet de puits de mine.

CHAUDIÈRES A VAPEUR, par J. Dejust, ingénieur des arts et manufactures, répétiteur à l'Ecole centrale, professeur à la Fédération des mécaniciens et chauffeurs. Gr. in-16 de 562 pages avec 394 fig. et 2 pl. 12 fr.

Introduction. Généralités. PRODUCTION DE LA CHALEUR : Formation et propriétés de la vapeur d'eau. Combustion et combustibles. Foyers. CHAUDIÈRES A VAPEUR : Etablissement des chaudières. ORGANES ACCESSOIRES DES CHAUDIÈRES : Appareils de sûreté. Appareils annexes. DIVERS : Accidents et explosions. Conduite et entretien. TRANSPORT DE LA VAPEUR : Détails des canalisations. Concours pour construction et installations de générateurs. Calcul des dimensions d'une chaudière.

MACHINES A VAPEUR et machines thermiques diverses, par J. Dejust, ingénieur des arts et manufactures, répétiteur à l'Ecole centrale, professeur à la Fédération des mécaniciens et chauffeurs. Gr. in-16 de 600 pages avec 407 fig. 15 fr.

Généralités sur les machines thermiques : *Historique, application de la thermodynamique.*

MACHINES A VAPEUR : Classification. Fonctionnement d'une machine à vapeur à mouvement alternatif. Détermination des dimensions. Organes de la machine à vapeur à mouvement alternatif et à cylindre unique. Étude des divers systèmes de distribution et de détente des machines à cylindre unique. Distribution et détente dans les machines à plusieurs cylindres. Condensation de la vapeur. Classification et étude des machines à piston et à mouvement alternatif au point de vue du genre de travail qu'elles ont à produire. Rendement. Comparaison et choix des machines. Machines oscillantes. Machines rotatives. Machines sans piston et à pression directe. Machines où la vapeur agit par sa puissance vive.

MACHINES THERMIQUES employant un autre intermédiaire que la vapeur. Moteurs à air chaud. Moteurs à gaz. Moteurs à pétrole. Machines thermiques diverses. Achat, installation, réception et entretien des machines thermiques.

MACHINES HYDRAULIQUES, par F. Chaudy, ingénieur des arts et manufactures. Gr. in-16 de 402 pages avec 300 fig. 10 fr.

RÉCEPTEURS HYDRAULIQUES : Chutes d'eau. Turbines. Considérations générales. Roues. Etablissement des turbines et des roues hydrauliques. Machines à colonne d'eau. Béliers hydrauliques. MACHINES ÉLEVATOIRES : Pompes à piston à mouvement alternatif. Pompes à piston rotatif. Pompes centrifuges. Machines élévatoires diverses.

PROPULSEURS HYDRAULIQUES : Roues à aubes. Hélices. Presses hydrauliques ; Considérations générales. Presses verticales. Presses horizontales Cockerill. Observations et appareils divers basés sur la presse hydraulique. Applications de la presse hydraulique au travail des métaux.

LÉGISLATION MINIÈRE ET CONTROLE DES MINES, par Cuvillier, contrôleur principal des mines. Gr. in-16 de 778 pages 12 fr.

RÉGIME LÉGAL DE LA PROPRIÉTÉ DES MINES : Conception de la propriété des mines. Historique. Classification légale des substances minérales. Recherche des mines. Obtention des concessions. Recours et interprétation des actes de concession. Devoirs des concessionnaires : *vis-à-vis des inventeurs, des explorateurs, des propriétaires du sol, envers l'Etat.* Droits des concessionnaires. RÉGIME DE L'EXPLOITATION. CONTRÔLE : Surveillance administrative de l'exploitation des mines. Anciennes concessions. Mines de sel. Mines et minières de fer. Terres pyriteuses et aluminieuses. Usines métallurgiques. Tourbières. Carrières. Juridiction et pénalités. Personnel occupé dans les exploitations minérales. Personnel de l'administration des mines.

DOCUMENTS LÉGISLATIFS SUR LES MINES, MINIÈRES ET CARRIÈRES : Législation de la métropole. Législation coloniale.

LÉGISLATION ET CONTROLE DES APPAREILS A VAPEUR, par T. Cuvillier, contrôleur principal des mines. Gr. in-16 de 388 pages 8 fr.

LÉGISLATION ACTUELLE DES APPAREILS A VAPEUR : Dispositions pénales. Règlements d'administration publique : Appareils à vapeur fonctionnant sur terre et sur l'eau, statistique générale des appareils à vapeur en 1895. CONTRÔLE DES APPAREILS A VAPEUR : Personnel chargé en France du contrôle des appareils à vapeur. Nature du contrôle exercé. Attributions ordinaires et service courant des contrôleurs des mines. Appendice : Renseignements d'ordre technique, législatif et social.

ARCHITECTURE, par Albert Hébrard, architecte diplômé par le gouvernement, sous-inspecteur au palais des beaux-arts. Gr. in-16 de 434 pages avec 371 fig. 15 fr.

ÉTUDE ANALYTIQUE DES DIVERS ÉLÉMENTS DE CONSTRUCTION ET DE DÉCORATION : Fondations. Murs. Supports isolés avec entablement. Arcades. Bases, couronnement et saillies des murs. Percement des murs : portes et fenêtres. Pla-

fonds et voûtes. Escaliers, cheminées et revêtement des sols. Couvertures. COMPOSITION DES ÉDIFICES : Principes généraux de la composition. Principales parties des édifices. Hygiène des édifices. EXÉCUTION DES TRAVAUX : Organisation du chantier. Direction et surveillance des travaux.

CHARPENTE ET COUVERTURE, par E. Aldebert, ingénieur des arts et manufactures, agent voyer cantonal, et E. Aucamus, ingénieur des arts et manufactures, sous-chef d'atelier à la Compagnie du Nord. Gr. in-16 de 370 pages avec 421 fig. 10 fr.

CHARPENTES EN BOIS : Des bois. Des assemblages. Planchers en bois. Pans de bois. Escaliers. Des combles. Etais et échafaudages.

CHARPENTES EN FER : Travail du fer. Des assemblages. Des planches en fer. Pans de fer, poteaux et colonnes. Escaliers en fer. Combles métalliques.

COUVERTURE DES BATIMENTS : Matériaux et leur emploi. Couverture en tuiles. Couverture en ardoise. Couverture en verre. Couverture en zinc, en tôle ondulée, en plomb et en cuivre. Chénaux et gouttières.

MENUISERIE, SERRURERIE, PLOMBERIE, PEINTURE ET VITRERIE, par E. Aucamus, ingénieur des arts et manufactures, sous-chef d'atelier à la Compagnie du Nord. Gr. in-16 de 352 pages avec 204 fig. 10 fr.

MENUISERIE : Généralités : Définitions, matériaux, quincaillerie, outillage de menuisier, assemblages, moulures, établissement des bois. Menuiserie du bâtiment : Classification, lambris, portes, croisées, persiennes, échelles et escaliers. Parquets. Extraits d'un devis et cahier des charges. Termes techniques.

SERRURERIE : Généralités. Chainages. Ferrements de menuiserie. Serrures. Clôtures et ouvrages divers. Extrait d'un cahier des charges. Termes techniques.

PLOMBERIE : Généralités. Outillage. Soudures. Plomberie du bâtiment. Extrait d'un devis et cahier des charges. Termes techniques.

PEINTURE : Outillage, matériaux. De la peinture. Termes techniques.

VITRERIE : Généralités. Outillage, matériaux. Tenture. Extrait d'un devis et cahier des charges. Travaux de peinture, de vitrerie et de tenture.

FUMISTERIE, CHAUFFAGE ET VENTILATION, par E. Aucamus, ingénieur des arts et manufactures, chef d'atelier à la Compagnie des chemins de fer du Nord. Gr. in-16 de 290 pages avec 213 fig. 10 fr.

FUMISTERIE : Généralités. Matériaux et outillage. Travaux de fumisterie. Ordonnances et règlements.

CHAUFFAGE : Considérations théoriques. Cheminées d'appartements. Poêles. Chauffage au gaz d'éclairage. Calorifères. Chauffage continu par l'air chaud. Chauffage par l'eau chaude. Chauffage par la vapeur. Calculs relatifs à l'établissement d'un projet de chauffage.

VENTILATION : Ventilation naturelle. Ventilation par cheminée chauffée. Ventilation mécanique. Note sur l'acoustique des salles de réunion.

DEVIS ET ÉVALUATIONS DES TRAVAUX PUBLICS ET DES CONSTRUCTIONS CIVILES, par A. Bonnal, ingénieur civil, et E. Dardart, conducteur principal des ponts et chaussées. Gr. in-16 de 714 pages avec 87 fig. 15 fr.

Terrassements. Maçonneries. Charpente. Couverture, plomberie, zingage, canalisation, menuiserie, serrurerie, quincaillerie. Peinture, goudronnage, vitrerie, miroiterie, dorure, tenture. Fumisterie, marbrerie, stuc. Empierrements, pavage, granit, asphalte et bitume. Locomotive et matériel roulant. Voie. Chauffage, éclairage, graissage, vidange, désinfection. Devis divers. Transport des matériaux de construction. Conditions d'exécution des travaux publics. Mètres des ouvrages et exemples d'établissement de prix de revient.

ÉDIFICES PUBLICS POUR VILLES ET VILLAGES, par E. Guillot, architecte, expert près les tribunaux. Gr. in-16 de 784 pages, avec 615 fig. 18 fr.

Édifices relatifs à l'instruction publique. Édifices administratifs et d'utilité publique. Établissements hospitaliers et d'assistance. Édifices militaires. Édifices religieux. Édifices commémoratifs ou funéraires. Édicules divers.

LÉGISLATION DU BATIMENT, par L. Courcelle, avocat, et J. Lemaitre, licencié en droit. Gr. in-16 de 1.000 pages. 15 fr.

Propriété. Origine et évolution. Régime actuel. Servitudes foncières et administratives. Construction. Contrats. Responsabilités. Police municipale et admi-

nistrative. Pratique de la construction. Permis. Alignement. Nivellement. Habitations à bon marché. Impôts directs et indirects. Documents.

AGRICULTURE, par F. Pradès, ancien conducteur des ponts et chaussées, rédacteur au Ministère de l'Agriculture. Gr. in-16 de 423 pages avec 90 fig. 9 fr.

Météorologie et climatologie agricoles. Géologie agricole. Physiologie végétale. Instruments et procédés d'agriculture. Amendements et engrais. Cultures diverses. Viticulture. Sylviculture.

HYDRAULIQUE AGRICOLE, par P. Lévy-Salvador, ingénieur des constructions civiles, attaché à la direction de l'hydraulique agricole au Ministère de l'Agriculture. Ouvrage médaillé par la Société nationale d'Agriculture de France.

Tome I^{er}. — Cours d'eau non navigables ni flottables (2^e édition)
Gr. in-16 de 628 pages avec 217 fig. et 4 pl. 15 fr.

RÈGLEMENTATION DES PRISES D'EAU SUR COURS D'EAU NON NAVIGABLES NI FLOTTABLES : Généralités. Dispositions générales des prises d'eau d'usines. Dispositions particulières des ouvrages de retenue et de décharge. Exemple de la réglementation d'un barrage d'usine. Réglementation des barrages dans des conditions spéciales. Opérations et études nécessitées par la réglementation des usines. Récolement des ouvrages. Révision des règlements. Réglementation des barrages d'irrigation et de submersion.

ENTRETIEN ET AMÉLIORATION DES COURS D'EAU NON NAVIGABLES NI FLOTTABLES : Considérations générales sur les cours d'eau. Curages. Faucardements. Suppression des obstacles à l'écoulement des eaux. Endiguements. Défenses des rives. Annexes.

Tome II. — Des irrigations. Gr. in-16 de 668 pages avec 459 fig. et 18 pl. 15 fr.

IRRIGATIONS : Généralités. Mode d'établissement des canaux d'irrigation. Des prises d'eau. Ouvrages d'art. Ouvrages d'art exceptionnels et spéciaux. Des barrages-réservoirs. Des lacs-réservoirs. Des appareils élévatoires. Des canaux secondaires et rigoles d'arrosage. Etude du réseau de distribution. Distribution des eaux des canaux d'irrigation. Utilisation de l'eau par les intéressés. Concession et administration des canaux d'irrigation. Annexes.

Tome III et dernier. — Assainissements et dessèchements. Colmatage. Polders, drainage, utilisation agricole des eaux d'égout. Annexes. Gr. in-16 de 563 pages avec 279 fig. et 2 pl. 15 fr.

ASSAINISSEMENT ET DESSECHEMENTS : Généralités. Législation des travaux d'assainissement et de dessèchement. Travaux d'assainissement agricole. Généralités sur les travaux de dessèchement. Travaux de dessèchement par écoulement continu. Travaux de dessèchement par écoulement discontinu. Travaux de dessèchement par élévation mécanique.

COLMATAGES : Généralités. **POLDERS** : Généralités. **DRAINAGES** : Généralités. Systèmes divers de drains. Projets de drainage. Exécution des travaux de drainage, drainages spéciaux. Législation du drainage. Utilisation agricole des eaux d'égout.

GÉNIE RURAL. Constructions rurales et machines agricoles, par J. Philbert, conducteur au service de l'assainissement de la Ville de Paris, suivi de l'Art du géomètre rural, par O. Roux, conducteur faisant fonctions d'ingénieur des ponts et chaussées. Ouvrage médaillé par la Société nationale d'agriculture de France. Gr. in-16 de 422 pages avec 331 fig. 10 fr.

CONSTRUCTIONS RURALES. — MACHINES AGRICOLES. — ART DU GÉOMÈTRE RURAL. Gr. in-16 de 730 pages. 12 fr.

Historique Régime du sol. Voirie. Parcoura et vaine pâture. Ban de vendanges. Louage des choses. Louage emphytéotique. Lieux publics affectés à l'alavage ou à la vente des animaux et des denrées. Des vices rédhibitoires. Régime des eaux. De la police rurale concernant les personnes, les animaux et les récoltes. Fraudes. Chasse. Crédit agricole. Pêche. Police sanitaire, etc.

ÉLECTRICITÉ, par E. Dacremont, conducteur des ponts et chaussées, chef de section au service technique municipal de la Ville de Paris. Ouvrage médaillé par la Société d'encouragement pour l'industrie nationale.

Première partie. Théorie et production. Gr. in-16 de 500 pages avec 276 fig. 12 fr.

Notions préliminaires. Etude générale des phénomènes électriques : Condenseurs. énergie du courant électrique. Piles thermo-électriques. Piles hydro-électriques. Magnétisme : Electro-magnétisme, induction électro-magnétique. Courants alternatifs. Machines dynamo-électriques à courants alternatifs ou alternateurs. Machines dynamo-électriques à courant continu. Transformateurs. Accumulateurs. Méthodes et appareils de mesures électriques.

Deuxième partie. Applications industrielles. Gr. in-16 de 635 pages avec 321 fig. 12 fr.

Canalisation et distribution. Eclairage électrique. Transport électrique de l'énergie. Traction électrique. Electrochimie. Télégraphie. Téléphonie. Appareils enregistreurs. Projet de distribution d'énergie électrique dans une ville de 50.000 habitants.

Lois et règlements émanant de pouvoirs.

PHOTOGRAPHIE, par F. Miron, ingénieur, licencié ès sciences physiques. Gr. in-16 de 437 pages avec 154 fig. 9 fr.

Propriétés physiques et chimiques de la lumière. Action de la lumière sur les couches photographiques. Le laboratoire et l'atelier. L'appareil photographique : Mise au point. Temps de pose. Procédés négatifs. Procédé sec au gélatino-bromure d'argent. Clichés pelliculaires. Préparations orthochromatiques. Matériel pour procédés positifs. Epreuves positives par transparence. Epreuves positives par réflexion. Epreuves positives indirectes par réflexion. Les procédés aux bichromates alcalins. La photographie des couleurs. Emaux photographiques. Procédés divers, retouches, tirage, montage et peinture, des épreuves. Applications diverses. Les impressions photographiques aux encres grasses. Applications de la photographie aux levés de plans. Appendice.

GÉNIE. Ses travaux spéciaux, ses services annexes, par O. Roux. Gr. in-16 de 508 pages avec 371 fig. et 1 pl. en couleur. 12 fr.

Droits et devoirs des officiers. LES SERVICES DE L'ARMÉE DU GÉNIE ET CEUX QUI S'Y RATTACHENT : Etat-major particulier du génie. Les troupes du génie. Les services annexes. LES TRAVAUX SPÉCIAUX : Généralités. Fortification permanente et fortification semi-permanente. Fortification passagère. Défenses accessoires. Organisation défensive des obstacles du terrain. Sapes. Mines. Ponts militaires.

SCIENCES ET ARTS MILITAIRES, par Em. Dardart, sous-ingénieur des ponts et chaussées, et le capitaine X., de l'infanterie coloniale. Gr. in-16 de 672 pages avec 400 fig. 12 fr.

Organisation militaire. Recrutement de l'armée en France, Allemagne, Russie, Autriche-Hongrie, Italie. Recrutement des cadres. Organisation des forces militaires de la France (armée métropolitaine, armée coloniale, armée de mer). Organisation des armées étrangères. Tactique. Marches. Stationnement. Service de cavalerie, artillerie. Artillerie : personnel, établissements. Balistique intérieure et extérieure. Organisation des armes à feu. Bouches à feu. Armes portatives. Munitions des bouches à feu et armes portatives. Pointage. Tir d'artillerie. Tir d'infanterie. Matériel d'artillerie de campagne, de montagne, de siège et de place, de côte. Tourelles cuirassées. Armes portatives françaises, allemandes, austro-hongroises, italiennes et russes. Fabrication des armes : bouches à feu, armes portatives. Fabrication des substances explosives, des cartouches, des munitions pour bouches à feu. Artilleries étrangères. Mitrailleuse Maxim. Transport à la suite des armées. Train des équipages. Transports du service de l'artillerie et de l'intendance. Transports du service de la trésorerie et des postes. Transports du service de santé. Droit militaire. Droit de la guerre.